

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel - Adviseur : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

176e JAARGANG



N. 182

VRIJDAG 9 JUNI 2006

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles - Conseiller : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

176e ANNEE

VENDREDI 9 JUIN 2006

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

1 JUNI 2006. — Decreet tot wijziging van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, bl. 29610.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

1^{er} JUIN 2006. — Décret modifiant le Livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, p. 29526.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

1. JUNI 2006 — Dekret zur Abänderung des Buchs I des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, S. 29567.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 29655 tot bl. 29724.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 29655 à 29724.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2235

[2006/201884]

1^{er} JUIN 2006. — Décret modifiant le Livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La table des matières du Livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacée par le texte suivant :

"LIVRE I^{er}. — ELECTION DES ORGANES

TITRE I^{er}. — *Système électoral. Principes et définitions*

CHAPITRE I^{er}. — *Principes*

(articles L4111-1 à L4111-3)

CHAPITRE II. — *Définitions*

(articles L4112-1 à L4112-28)

Section 1^{re}. — Des électeurs

(articles L4112-1 et L4112-2)

Section 2. — Des candidats

(articles L4112-3 à L4112-6)

Section 3. — Des bureaux électoraux et des installations de vote

(articles L4112-7 à L4112-9)

Section 4. — De la préparation et de l'organisation des élections

(articles L4112-10 à L4112-13)

Section 5. — Des opérations électorales

(articles L4112-14 à L4112-18)

Section 6. — Des résultats

(articles L4112-19 à L4112-22)

Section 7. — Des atteintes à la procédure électorale

(articles L4112-23 à L4112-28)

TITRE II. — *Le système électoral*

CHAPITRE I^{er}. — *Conditions d'électorat*

(articles L4121-1 à L4121-3)

CHAPITRE II. — *Registre des électeurs*

(articles L4122-1 à L4122-35)

Section 1^{re}. — Etablissement du registre des électeurs

(articles L4122-1 à L4122-4)

Section 2. — Délivrance du registre des électeurs

(article L4122-5)

Section 3. — Utilisation du registre des électeurs

(articles L4122-6 à L4122-8)

Section 4. — Recours contre le registre des électeurs

(articles L4122-9 à L4122-30)

	<i>Section 5. — Sanctions se rapportant au registre électoral</i>
(articles L4122-31 à L4122-35)	
	<i>CHAPITRE III. — Répartition des électeurs</i>
(articles L4123-1 et L4123-2)	
	<i>CHAPITRE IV. — Convocation des électeurs</i>
(articles L4124-1 et L4124-2)	
	<i>CHAPITRE V. — Désignation des bureaux électoraux</i>
(articles L4125-1 à L4125-17)	
	<i>Section 1^{re}. — Les bureaux électoraux</i>
(article L4125-1)	
	<i>Section 2. — Les bureaux de circonscription</i>
(articles L4125-2 à L4125-5)	
	<i>Sous-section 1^{re}. — Les bureaux de district</i>
	<i>Sous-section 2. — Les bureaux communaux</i>
	<i>Section 3. — Les bureaux de canton</i>
(articles L4125-6 à L4125-8)	
	<i>Section 4. — Les bureaux de vote et de dépouillement</i>
(articles L4125-9 à L4125-15)	
	<i>Sous-section 1^{re}. — Les bureaux de vote</i>
	<i>Sous-section 2. — Les bureaux de dépouillement</i>
	<i>Section 5. — Sanctions se rapportant aux bureaux électoraux</i>
(articles L4125-16 et L4125-17)	
	TITRE III. — Préparation et organisation des élections
	<i>CHAPITRE I^{er}. — Du contrôle des dépenses électorales et de l'origine des fonds</i>
(articles L4131-1 à L4131-7)	
	<i>Section 1^{re}. — Contrôle des partis</i>
(articles L4131-1 à L4131-3)	
	<i>Section 2. — Contrôle des candidats</i>
(articles L4131-4 à L4131-6)	
	<i>Section 3. — Contrôle de l'origine des fonds</i>
(article L4131-7)	
	<i>CHAPITRE II. — Du vote par procuration</i>
(article L4132-1)	
	<i>CHAPITRE III. — De l'assistance au vote</i>
(articles L4133-1 et L4133-2)	
	<i>CHAPITRE IV. — Des témoins de parti</i>
(articles L4134-1 à L4134-5)	
	<i>Section I^{re}. — Désignation des témoins</i>
(article L4134-1)	
	<i>Section 2. — Incompatibilités</i>
(article L4134-2)	
	<i>Section 3. — Missions des témoins</i>
(articles L4134-3 à L4134-5)	
	<i>CHAPITRE V. — Des frais électoraux</i>
(articles L4135-1 à L4135-4)	
	TITRE IV. — Opérations électorales
	<i>CHAPITRE I^{er}. — Opérations numériques et automatisées</i>
(article L4141-1)	
	<i>CHAPITRE II. — Candidatures</i>
(articles L4142-1 à L4142-46)	
	<i>Section 1^{re}. — Eligibilité et incompatibilités</i>
(articles L4142-1 et L4142-2)	
	<i>Section 2. — Présentation des candidatures</i>
(articles L4142-3 à L4142-9)	

Section 3. — Vérification des candidatures

(articles L4142-10 à L4142-25)

Section 4. — Affiliation, listes des candidatures et tirage au sort

(articles L4142-26 à L4142-36)

*Sous-section 1^{re}. — Tirage au sort régional**Sous-section 2. — Tirage au sort provincial**Sous-section 3. — Tirage au sort communal**Sous-section 4. — Déclaration de groupement en vue d'apparementement**Section 5. — Affichage des listes, bulletins de vote et tableaux de dépouillement*

(articles L4142-37 à L4142-41)

Section 6. — Recours concernant les candidatures

(articles L4142-42 à L4142-45)

Section 7. — Sanctions se rapportant aux candidatures

(article L4142-46)

CHAPITRE III. — *Le scrutin*

(articles L4143-1 à L4143-28)

Section 1^{re}. — Installations électorales

(articles L4143-1 à L4143-7)

Section 2. — Accessibilité et police des centres et locaux de vote et de dépouillement

(articles L4143-8 à L4143-16)

*Sous-section 1^{re}. — Accessibilité aux centres et aux locaux de vote**Sous-section 2. — Accessibilité aux centres et aux locaux de dépouillement**Sous-section 3. — Police des centres et des locaux**Section 3. — Le déroulement du scrutin*

(articles L4143-17 à L4143-28)

CHAPITRE IV. — *Le dépouillement*

(articles L4144-1 à L4144-13)

Section 1^{re}. — Constitution du bureau de dépouillement

(articles L4144-1 et L4144-2)

Section 2. — Le déroulement du dépouillement

(articles L4144-3 à L4144-13)

CHAPITRE V. — *Le recensement des votes*

(articles L4145-1 à L4145-46)

Section 1^{re}. — Opérations préliminaires

(articles L4145-1 à L4145-4)

Section 2. — Recensement par les bureaux de circonscription

(articles L4145-5 à L4145-16)

Section 3. — Recensement en cas d'apparementement

(articles L4145-17 à L4145-21)

Section 4. — Sanctions se rapportant au vote, au dépouillement et aux diverses opérations électorales
(articles L4145-22 à L4145-46)

*Sous-section 1^{re}. — Sanction de l'obligation de vote**Sous-section 2. — Sanctions concernant l'atteinte au droit de vote et au secret du vote**Sous-section 3. — Sanction concernant la corruption électorale**Sous-section 4. — Sanctions concernant la fraude électorale**Sous-section 5. — Sanctions concernant la captation des suffrages**Sous-section 6. — Sanctions concernant la violence**Sous-section 7. — Dispositions diverses***CHAPITRE VI. — *Clôture des opérations électorales et validation***

(articles L4146-1 à L4146-30)

Section 1^{re}. — Clôture des opérations

(articles L4146-1 à L4146-3)

Section 2. — Validation et recours contre les élections

(articles L4146-4 à L4146-24)

*Sous-section 1^{re}. — Les élections communales**Sous-section 2. — Validation des élections provinciales**Sous-section 3. — Dispositions communes**Section 3. — Règles propres au contrôle des dépenses électorales*

(articles L4146-25 à L4146-30)

TITRE V. — Dispositions spécifiques à Comines-Warneton*CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales*

(articles L4151-1 et L4151-2)

CHAPITRE II. — Election directe des échevins

(article L4151-3)

CHAPITRE III. — Recours

(article L4151-4)."

Art. 2. Le Livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par le texte suivant :

*"LIVRE I^{er}. — ELECTION DES ORGANES***TITRE I^{er}. — Système électoral. Principes et définitions***CHAPITRE I^{er}. — Principes*

Art. L4111-1. Le vote est obligatoire et secret. Il a lieu à la commune. Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.

L'élection se fait au suffrage universel sur la base de la représentation proportionnelle.

Le vote est l'expression du suffrage de l'électeur, c'est-à-dire de son choix personnel et de sa préférence entre les candidats ou entre les listes de candidats.

Art. L4111-2. Les opérations électorales sont communes aux élections communales, aux élections provinciales et aux élections de secteur.

Lors des élections communales, les électeurs élisent en leur sein les mandataires qui composent le conseil communal.

Lors des élections provinciales, les électeurs élisent en leur sein les mandataires qui composent le conseil provincial.

Lors des élections de secteur, les électeurs élisent en leur sein les mandataires qui composent le conseil de secteur.

Art. L4111-3. Les élections sont soumises à validation par l'autorité déterminée par le présent Code.

Le résultat officiel de l'élection ainsi que les actes préparatoires sont susceptibles de recours dans les limites et selon les modalités prévues par le présent Code.

*CHAPITRE II. — Définitions**Section 1^{re} - Des électeurs*

Art. L4112-1. Electorat et électeurs.

§ 1^{er}. On entend par électorat l'ensemble de la population admise à voter pour élire des candidats et des listes de candidats en vue de se faire représenter à un conseil.

§ 2. L'électeur est toute personne qui répond aux exigences énoncées dans le présent Code pour être admise à voter lors de l'élection à un conseil.

§ 3. Pour les élections communales, l'électorat inclut non seulement les personnes de nationalité belge, mais également les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et d'Etats tiers qui, à l'exception de la nationalité, remplissent les conditions définies à l'article L4121-1, § 1^{er}, du titre II du présent Code, et qui remplissent les conditions prévues aux articles 1^{er}bis et 1^{er} ter de la loi électorale communale.

§ 4. L'assistance au vote concerne toute personne qui se trouve au moment du scrutin, de manière temporaire ou à long terme, devant une difficulté à exprimer son vote et qui nécessite des procédures et/ou un environnement adaptés à cette situation.

Art. L4112-2. Circonscription et collège électoral.

§ 1^{er}. La circonscription électorale est le ressort géographique dans lequel les électeurs admis à participer au scrutin élisent en leur sein un ou des candidats pour les représenter aux conseils.

Pour les élections communales, le ressort est la commune.

Pour les élections provinciales, le ressort est le district.

Pour les élections de secteur, le ressort est arrêté par le conseil communal conformément à l'article L4121-1 du présent Code.

§ 2. Le collège électoral est l'ensemble des électeurs d'une circonscription appelés à émettre leur vote au cours d'un même scrutin.

§ 3. Le registre des électeurs, appelé aussi registre électoral, reprend toutes les personnes qui seront convoquées au scrutin. Il contient les noms de tous les électeurs admis inscrits au registre de population de la commune.

§ 4. La section de vote est un nombre spécifique d'électeurs d'une même circonscription électorale, pour lequel est dressé un registre électoral spécifique appelé registre de scrutin et est constitué un bureau de vote pour recevoir les suffrages le jour de l'élection. Chaque section est convoquée dans un local de vote déterminé.

Section 2. — Des candidats

Art. L4112-3. Candidat.

Est appelé candidat toute personne qui se présente aux élections dans le but d'être élue. Les candidats peuvent se présenter au sein d'une liste de candidats ou comme indépendants.

Art. L4112-4. Parti politique et liste de candidats.

§ 1^{er}. Au sens du présent Livre, on entend par parti politique l'association de personnes physiques dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections provinciales, aux élections communales ou aux élections des conseils de secteur prévues par la Constitution, la loi ou le décret, qui présente des candidats aux mandats de conseiller provincial, de conseiller communal ou de conseiller de secteur et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi ou du décret, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme.

Sont considérés comme composantes d'un parti politique les organismes, associations, groupements et entités régionales d'un parti politique, quelle que soit leur forme juridique, qui sont directement liés à ce parti, à savoir :

- les services d'études;
- les organismes scientifiques;
- les instituts de formation politique;
- les producteurs d'émissions politiques concédées;
- l'institution visée à l'article 22 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;
- les entités constituées au niveau des arrondissements et/ou des circonscriptions électorales pour les élections des chambres fédérales et des conseils de Communauté et de Région;
- les groupes politiques des chambres fédérales et des conseils de Communauté et de Région.

§ 2. La liste des candidats reprend les personnes choisies par un parti politique pour briguer les suffrages des électeurs ou qui se présentent comme indépendants.

Art. L4112-5. Sigles et logos.

Les listes sont identifiées par un sigle et éventuellement un logo, qui figure sur les bulletins de vote au-dessus des listes qu'ils désignent.

Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.

Un logogramme est un signe représentant un mot, comme l'esperluète, l'arobase, le plus ou le moins.

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste. Le Gouvernement fixe les normes auxquelles le logo doit répondre pour pouvoir figurer sur un bulletin de vote.

Art. L4112-6. Affiliation.

L'affiliation est l'opération par laquelle une liste de candidats déclare vouloir faire usage d'un même sigle et éventuellement d'un même logo que celui utilisé par une liste de candidats se présentant dans une autre circonscription.

*Section 3. — Des bureaux électoraux et des installations de vote***Art. L4112-7.** Bureaux électoraux.

Les bureaux électoraux sont les organes auxquels le présent Code confie l'organisation et la surveillance des élections et dont il règle la composition et les compétences.

Art. L4112-8. Centres et locaux de vote et de dépouillement.

On entend par centre de vote un édifice ou un endroit où sont situés plusieurs locaux de vote distincts, où les électeurs émettent leur suffrage.

Un local de vote est attribué à chaque bureau de vote pour qu'il enregistre les votes d'une section de vote déterminée.

On entend par centre de dépouillement un édifice ou un endroit où sont situés plusieurs locaux de dépouillement distincts.

Un local de dépouillement est attribué à chaque bureau de dépouillement pour qu'il procède au décompte et à la totalisation des résultats des bureaux de vote qui lui sont attribués.

Art. L4112-9. Matériel électoral.

Chaque local de vote est équipé par l'administration communale du matériel nécessaire à l'expression du vote, comportant entre autres les isoloirs, les urnes, les crayons, ainsi que le matériel déterminé par le Gouvernement.

L'urne est le contenant dans lequel les électeurs déposent leurs bulletins de vote après y avoir marqué leur choix pour un candidat ou une liste de candidats.

L'isoloir est le dispositif qui permet à un électeur de marquer son bulletin de vote en secret et à l'abri des regards d'autres personnes.

*Section 4. — De la préparation et de l'organisation des élections***Art. L4112-10.** Campagne électorale.

On entend par "campagne électorale" l'ensemble des activités politiques, incluant notamment les rencontres, rassemblements, discours, défilés ainsi que l'utilisation des médias pour renseigner l'électorat sur les politiques et les programmes d'un candidat, d'une liste ou d'un parti politique dans le but d'obtenir des votes.

Art. L4112-11. Période électorale.

La période électorale est la période commençant à la date de la convocation des collèges électoraux à un scrutin et se terminant le jour même de l'élection. Pendant cette période, les candidats, les listes et les partis politiques sont astreints au respect de règles imposées par le présent Code et la législation en matière de dépenses électorales.

Art. L4112-12. Dépenses électorales.

Par dépenses électorales, on entend les dépenses qui sont visées à l'article 6 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale.

Art. L4112-13. Commission régionale de contrôle.

On désigne par "Commission régionale de contrôle" la commission régionale de contrôle créée par l'article 2 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Parlement wallon et des membres du Gouvernement wallon, et qui se voit chargée, par le présent Code, du contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur, en ce compris l'origine des fonds.

*Section 5. — Des opérations électorales***Art. L4112-14.** Opérateurs électoraux.

§ 1^{er}. On entend par opérateur électoral toute personne ou tout organisme à qui le présent Code confie des missions officielles dans l'élaboration et l'organisation des élections communales, provinciales et de secteur, et qui assument des responsabilités en matière de supervision et de contrôle dans le cadre de ces missions.

§ 2. Sont considérés comme opérateur électoral :

- 1° le Gouvernement ou son délégué;
- 2° le gouverneur de province ou le fonctionnaire qu'il désigne;
- 3° le greffier provincial;
- 4° le bourgmestre;
- 5° le collège communal ou le fonctionnaire qu'il désigne;
- 6° le président du tribunal de première instance de Namur, en cette qualité;
- 7° le greffier du tribunal de première instance du chef-lieu d'arrondissement;
- 8° le greffier du tribunal de première instance du chef-lieu de district;
- 9° le président d'un bureau électoral ou la personne qu'il désigne;
- 10° les assesseurs et secrétaires des bureaux électoraux;
- 11° les experts désignés conformément à l'article L4211-6, § 1^{er};
- 12° le collège provincial.

§ 3. Ne sont pas des opérateurs électoraux au sens du présent Code :

- 1° les électeurs, en ce compris leur mandataire, accompagnant;
- 2° les candidats, les déposants, les signataires, les témoins de parti, les représentants des partis politiques;
- 3° les prestataires et fournisseurs, notamment les imprimeurs et les fournisseurs de services informatiques.

Art. L4112-15. Enregistrement des candidatures.

L'électeur qui souhaite briguer les suffrages lors d'une élection doit se faire reconnaître comme candidat. Le dépôt des actes de présentation est la procédure par laquelle le candidat est enregistré conformément aux exigences prévues par le présent Code.

Art. L4112-16. Présentation des candidats.

La présentation des candidats est la procédure organisée par le présent Code par laquelle un candidat ou une liste de candidats se fait enregistrer à une date déterminée pour participer à une élection déterminée. On parle aussi de dépôt de candidature.

Cette présentation se fait entre les mains du président de bureau de circonscription.

Le signataire est la personne visée à l'article L4142-4 qui soutient un ou plusieurs candidats en apposant sa signature sur un acte de présentation.

Le déposant est la personne qui effectue le dépôt de l'acte de présentation pour le compte d'un candidat ou d'une liste de candidats.

Le témoin est la personne désignée par un ou plusieurs candidats pour représenter un ou plusieurs candidats d'une même liste vis-à-vis d'un ou plusieurs bureaux électoraux dans le cadre prévu par le présent Code.

Art. L4112-17. Documents électoraux.

§ 1^{er}. La convocation est le document que reçoivent, dans les jours qui précèdent l'élection, les électeurs d'une commune et qui porte les renseignements utiles et les références réglementaires arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. La procuration est le document par lequel, dans les limites prévues par le présent Code, l'électeur qui le souhaite, le mandant, peut autoriser un autre électeur, le mandataire, à voter en son nom et pour son compte. Un électeur ne peut donner ou recevoir qu'un seul mandat.

Art. L4112-18. Bulletins de vote.

§ 1^{er}. Le bulletin de vote est le formulaire officiel sur lequel les électeurs expriment leur choix pour un ou plusieurs candidats d'une même liste ou pour une liste. Ce document est propre à chaque électeur.

§ 2. Le bulletin de vote valable est celui qui est sorti de l'urne lors du dépouillement des votes et qui a été régulièrement marqué de manière à pouvoir être pris en considération pour un candidat ou une liste de candidats.

§ 3. Le bulletin non valable est un bulletin trouvé dans l'urne au moment du dépouillement, et qui ne sera pas pris en considération parce que nul ou blanc.

Le bulletin nul est un bulletin visé à l'article L4143-22, § 1^{er}.

Le bulletin blanc est celui qu'un électeur n'a pas marqué en faveur d'un candidat ou d'une liste de candidats.

§ 4. On considère qu'un bulletin est détérioré lorsqu'il est rendu inutilisable à cause d'un défaut quelconque d'imprimerie ou celui qu'un électeur a rendu inutilisable par inadvertance soit au moment de le marquer, soit au moment de le restituer et pour lequel on lui en a remis un autre. Un tel bulletin n'est jamais déposé dans l'urne.

§ 5. Les bulletins litigieux sont les bulletins retirés de l'urne après le scrutin qui présentent des marques ne permettant pas, lors du dépouillement, de les attribuer directement à une catégorie de bulletins.

§ 6. Un bulletin inutilisé est un bulletin de vote qui n'a pas servi.

*Section 6. — Des résultats***Art. L4112-19.** Dépouillement et recensement.

§ 1^{er}. Le dépouillement des votes est le processus qui consiste, une fois le vote clôturé, à extraire de l'urne les bulletins de vote déposés par les électeurs, les trier, déterminer leur validité, les compter et en établir le relevé.

§ 2. Le recensement des votes est le processus qui consiste à rassembler les résultats de différents dépouillements d'une circonscription et à les compiler pour arriver au résultat final de l'élection au niveau de cette circonscription.

Art. L4112-20. Répartition des sièges.

§ 1^{er}. On appelle sièges les mandats au sein d'un conseil appelés à être occupés par les candidats désignés à l'issue d'une élection ou par leurs suppléants.

§ 2. L'attribution des sièges est le processus de distribution aux listes de candidats des sièges à pourvoir au cours d'une élection, selon le nombre de suffrages obtenus.

§ 3. La dévolution est l'attribution subséquente d'un siège à un candidat en combinant les suffrages émis en sa faveur et ceux émis en faveur de l'ordre de présentation de la liste.

Art. L4112-21. Résultats.

§ 1^{er}. On considère comme résultat officieux le nombre de votes accordés à chaque candidat ou liste de candidats dans les bureaux de dépouillement, mais qui n'ont pas encore été proclamés par les présidents de bureau de circonscription. Ces résultats peuvent être utilisés par le Gouvernement ou son délégué pour livrer une évaluation rapide et provisoire du scrutin. A cette fin, le Gouvernement ou son délégué peut requérir des bureaux électoraux qu'ils lui transmettent des résultats partiels.

§ 2. Le résultat officiel est la proclamation par les présidents de bureau de circonscription du nombre de votes accordés à chaque candidat ou liste de candidats tel qu'établi à la suite du dépouillement par tous les bureaux de dépouillement d'une circonscription. C'est ce résultat qui fait l'objet d'une validation et d'une publication au niveau de la circonscription.

Art. L4112-22. Apparementement.

§ 1^{er}. Si, lors de la répartition des sièges pour les conseils provinciaux, il reste des mandats à attribuer parce qu'aucune liste n'aurait atteint le nombre de voix requis à cet effet, le bureau recourt à la technique de l'apparementement. Celui-ci s'effectue au niveau de l'arrondissement et consiste à répartir, sur la base des soldes de voix additionnés des listes apparementées, les sièges non encore pourvus au niveau des districts composant cet arrondissement.

§ 2. On appelle listes apparementées deux ou plusieurs listes de candidats qui se présentent chacune dans des districts électoraux distincts au sein d'un même arrondissement administratif et qui ont manifesté avant les élections, dans un document appelé déclaration de groupement, leur intention de former groupe au point de vue de la répartition des sièges au niveau de cet arrondissement.

Section 7. — Des atteintes à la procédure électorale

Art. L4112-23. Est considéré comme violence dans le cadre de la procédure électorale le fait, par la contrainte ou la menace d'un dommage physique ou moral :

1° de troubler ou empêcher notamment une réunion politique, une manifestation, un rassemblement, ou de contraindre les électeurs à y participer;

2° de troubler ou empêcher la quête de signatures à l'appui d'une candidature ou le dépôt des candidatures;

3° de bloquer volontairement l'accès au bureau de vote ou de dépouillement ou à un bureau électoral;

4° d'intimider les électeurs, les membres des bureaux de vote ou de dépouillement, les opérateurs électoraux ou les membres de leurs familles;

5° d'essayer d'influencer l'indépendance ou l'impartialité d'un opérateur électoral.

Art. L4112-24. On entend par "atteinte au droit de vote" le fait d'empêcher par la violence un électeur d'exercer son droit de vote, ou de le contraindre à l'exercer dans un sens déterminé.

Art. L4112-25. On entend par corruption électorale active le fait d'offrir, promettre, donner, accorder ou remettre directement ou indirectement un don ou tout autre avantage à un électeur pour l'engager à exercer son droit de vote dans un sens déterminé.

On entend par corruption électorale passive le fait d'accepter, se faire promettre ou se faire accorder un tel avantage.

Art. L4112-26. On entend par fraude électorale le fait de :

1° contrefaire, falsifier, détruire volontairement ou faire disparaître un registre électoral;

2° prendre part frauduleusement à une élection sans en avoir le droit;

3° falsifier le nombre de signatures recueillies à l'appui d'un dépôt de candidature, notamment en ajoutant, modifiant, retranchant ou rayant les signatures, en les comptant de manière inexacte ou en inscrivant un résultat frauduleux dans un procès-verbal;

4° falsifier le résultat d'une élection, notamment en ajoutant, modifiant, retranchant ou rayant les bulletins de vote, en les comptant de manière inexacte ou en inscrivant un résultat frauduleux dans un procès-verbal;

5° signer ou contresigner un procès-verbal dont on sait qu'il contient des mentions incorrectes.

Art. L4112-27. On entend par captation des suffrages le fait de s'approprier, remplir ou modifier systématiquement des bulletins de vote et de distribuer des bulletins ainsi remplis ou modifiés.

Art. L4112-28. Est considéré comme atteinte au secret du vote le fait de tenter de découvrir, par manœuvre ou par fraude, dans quel sens un ou plusieurs électeurs exercent leur droit de vote.

TITRE II. — *Le système électoral*CHAPITRE I^{er}. — *Conditions d'électorat*

Art. L4121-1. § 1^{er}. Pour être électeur, il faut :

1° être Belge au plus tard le jour de l'élection.

Conformément aux articles 1^{er}*bis* et 1^{er}*ter* de la loi électorale communale, les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et d'Etats tiers bénéficient du droit de vote aux élections communales et aux élections des membres des conseils de secteur, dans les conditions prévues auxdits articles;

2° être âgé de dix-huit ans accomplis au plus tard le jour de l'élection;

3° être inscrit au registre de population de la commune pour les élections communales, provinciales et de secteur.

Pour les élections provinciales, il faut résider dans une commune de la province.

Pour les élections des conseils de secteur, il faut en plus résider dans le secteur pour le conseil duquel l'élection a lieu.

Ces conditions doivent être remplies au plus tard le 31 juillet de l'année durant laquelle ont lieu les élections.

L'électeur vote dans la commune sur les registres de population de laquelle il est inscrit au plus tard le 31 juillet ;

4° ne pas se trouver, au plus tard le jour de l'élection, dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus aux articles L4121-2 et 3.

§ 2. Les électeurs qui, entre la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté et le jour de l'élection, cessent d'être inscrits dans les registres de population d'une commune wallonne sont rayés du registre des électeurs.

Les électeurs qui, dans la même période, perdent la nationalité belge tout en restant inscrits sur les registres de population d'une commune wallonne sont pareillement rayés du registre des électeurs. Ils peuvent être réinscrits pour autant qu'ils en aient fait la demande dans les délais prévus, conformément à l'article L4122-4, § 2.

§ 3. Les électeurs qui, postérieurement à la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans leur chef soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de l'élection, de ces mêmes droits sont pareillement rayés du registre des électeurs.

§ 4. A ce registre sont ajoutées, jusqu'au jour avant l'élection, les personnes qui, suite à un arrêt de la Cour d'appel ou une décision du collège communal, doivent être reprises comme électeur communal, provincial ou de secteur.

Art. L4121-2. Sont définitivement exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote, ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle.

Art. L4121-3. § 1^{er}. Sont frappés de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l'incapacité :

1° ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire, les personnes sous statut de minorité prolongée par application de la loi du 29 juin 1973 et ceux qui sont internés par application des dispositions des chapitres I^{er} à VI de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1964.

L'incapacité électorale prend fin en même temps que l'interdiction, la minorité prolongée ou à la mise en liberté définitive de l'interné;

2° ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement correctionnel principal de trois mois au moins du chef d'un délit volontaire ou à une peine d'emprisonnement militaire de trois mois au moins.

La durée de l'incapacité est de six ans si la peine est de trois mois à moins de trois ans, et de douze ans, si la peine est de trois ans au moins;

3° ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement fédéral par application de l'article 380*bis*, 3°, du Code pénal ou par application des articles 22 et 23 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1964.

L'incapacité électorale des personnes visées ci-dessus cesse lorsque la mise à la disposition du Gouvernement fédéral prend fin.

§ 2. Les personnes définitivement exclues de l'électorat ou dont les droits électoraux sont suspendus sont inscrites dans un fichier alphabétique, à raison d'une fiche par personne concernée. Il est tenu à jour de manière permanente par le collège communal.

Ce fichier reproduit exclusivement, pour chacune de ces personnes, les mentions suivantes :

1. les nom, prénoms, lieu et date de naissance, lieu de résidence du condamné ou de l'interné;
2. la juridiction qui a prononcé la décision et la date de celle-ci;
3. l'exclusion de l'électorat ou la date à laquelle la suspension des droits électoraux prend fin.

Les fiches établies au nom des personnes frappées de la suspension de leurs droits électoraux sont détruites aussitôt que l'incapacité prend fin.

Ce fichier ne peut être constitué ni tenu à jour à l'aide de moyens automatisés. Son contenu ne peut être communiqué à des tiers.

§ 3. L'article 87 du Code pénal n'est pas applicable aux incapacités prévues aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. Si la condamnation est prononcée avec sursis, l'incapacité prévue au paragraphe 1^{er}, 2°, est suspendue pendant la durée du sursis.

Si la condamnation est prononcée partiellement avec sursis, seule la partie de la peine prononcée sans sursis est à prendre en considération pour l'application des dispositions du paragraphe 2.

Si la condamnation devient exécutoire, la suspension du droit de vote qui en résulte prend cours à dater de la nouvelle condamnation ou de la décision révoquant le sursis.

§ 5. En cas de condamnation à plusieurs peines visées au paragraphe 1^{er}, 2°, les incapacités résultant de chacune d'elles sont cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder une durée de douze ans.

Il en est de même, en cas de nouvelle condamnation à une ou plusieurs peines visées au paragraphe 2, prononcée pendant la durée de l'incapacité résultant d'une condamnation antérieure sans toutefois que l'incapacité puisse prendre fin moins de six ans après la dernière condamnation.

§ 6. Les parquets des cours et tribunaux sont tenus de notifier aux bourgmestres des communes où les intéressés étaient inscrits aux registres de la population à l'époque de la condamnation ou de l'internement, ainsi qu'aux intéressés eux-mêmes, toutes les condamnations ou tous les internements qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours ordinaire et qui emportent exclusion de l'électorat ou suspension des droits électoraux.

Cette notification reprend les mentions visées au paragraphe 2 du présent article.

Les parquets des cours et tribunaux notifieront de même la date à laquelle l'internement aura pris fin.

Les greffiers des cours et tribunaux notifient aux bourgmestres des communes où les intéressés sont inscrits aux registres de population l'interdiction et la mainlevée d'interdiction.

Le Gouvernement détermine la manière dont les administrations communales traiteront ces avis, les conserveront ou, en cas de changement de résidence, les transmettront.

CHAPITRE II. — *Registre des électeurs*

Section 1^{re}. — Etablissement du registre des électeurs

Art. L4122-1. Le vote a lieu à la commune où l'électeur est inscrit sur le registre des électeurs.

Art. L4122-2. § 1^{er}. Le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu, le collège communal dresse le registre des électeurs de la commune à jour au 31 juillet.

§ 2. Sur ce registre sont repris :

1. les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites au registre de population de la commune et satisfont aux autres conditions de l'électorat visées à l'article L4121-1, § 1^{er};

2. les électeurs admissibles qui, entre le 1^{er} août et la date des élections, atteindront l'âge de dix-huit ans;

3. les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra fin avant la date des élections.

Le registre des électeurs mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la résidence principale et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques.

§ 3. Pour les électeurs admissibles en vertu de l'article 1^{er}*bis* de la loi électorale communale, le registre des électeurs mentionne leur nationalité. En outre, la lettre "C" figure en regard de leur nom.

Pour les électeurs admissibles en vertu de l'article 1^{er} ter de la loi électorale communale, le registre des électeurs mentionne également leur nationalité. En outre, la lettre "E" figure en regard de leur nom.

§ 4. Le cas échéant, le collège communal acte la déclaration de l'électeur visée à l'article L4133-1 et reporte la lettre "A" sur le registre des électeurs, en regard du nom de l'électeur.

Art. L4122-3. § 1^{er}. Le registre des électeurs est établi par commune ou, le cas échéant, par section de commune, selon une numérotation continue, de préférence dans l'ordre alphabétique des électeurs. Le collège communal veille toutefois à convoquer au même centre de vote les personnes inscrites à la même adresse sur le registre de population.

Dans les communes dans lesquelles il est organisé des élections de secteur, le registre est constitué par la commune sur la base d'une répartition en fonction des secteurs.

§ 2. Un exemplaire du registre des électeurs est transmis sans délai au gouverneur de la province ou au fonctionnaire qu'il désigne. Un deuxième exemplaire est transmis simultanément pour information au Gouvernement ou à son délégué.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

§ 3. Le gouverneur ou le fonctionnaire qu'il désigne procède aux vérifications nécessaires et, dans le mois de sa réception, renvoie au collège communal le registre des électeurs qui le concerne portant les remarques et modifications à effectuer. Une copie de ce registre portant les corrections est transmise pour contrôle dans les plus brefs délais au Gouvernement ou à son délégué.

Le Gouvernement peut décider que le traitement se fera de manière automatisée, conformément à l'article L4141-1, § 3.

§ 4. Le collège communal procède dans les plus brefs délais aux corrections demandées. De plus, il ajoute au registre les noms des électeurs nouvellement inscrits au registre de population ainsi que des ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et d'Etats tiers qui ont introduit une demande d'inscription au registre des électeurs, et procède à la radiation de ceux qui se seraient trouvés entre-temps sous le coup d'une clause de suspension ou d'exclusion, ou qui auraient été radiés du registre de population de la commune.

Art. L4122-4. § 1^{er}. A partir de cette date, toute personne peut vérifier si elle-même, ou toute autre personne, figure ou est correctement mentionnée sur le registre. Toute personne qui s'estime indûment inscrite, omise ou rayée du registre des électeurs, ou pour laquelle ce registre indique inexactement les mentions prescrites, peut introduire une réclamation devant le collège communal jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection.

§ 2. A partir de la même date, toute personne qui acquiert la nationalité belge et qui satisfait aux conditions de l'électorat peut, dans la commune où elle aurait dû être inscrite sur ledit registre si elle avait obtenu la nationalité belge avant cette date, introduire devant le collège communal, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, une réclamation contre sa non-inscription sur ledit registre, selon la procédure prévue aux articles L4122-9 à 11 du présent Code.

§ 3. Le collège communal publie dès le 1^{er} août un avis à cet effet, qui reprend les heures d'ouverture du secrétariat de la commune et reproduit la procédure de réclamation et de recours prévue aux articles L4122-9 à 11 du présent Code.

§ 4. Jusqu'au vingtième jour avant l'élection, le collège communal procède aux modifications prévues à l'article L4122-3, § 3.

Jusqu'au jour de l'élection, le collège communal apporte au registre des électeurs les modifications suivantes :

1° les personnes qui, après le 1^{er} août, doivent être rayées du registre des électeurs soit parce qu'elles ont perdu la nationalité belge, soit parce qu'elles ont été rayées des registres de population en Région wallonne par suite d'une mesure de radiation d'office ou pour cause de départ à l'étranger, soit parce qu'elles sont décédées;

2° les notifications qui lui sont faites en exécution de l'article L4121-3, après que le registre des électeurs a été établi;

3° les modifications apportées au registre des électeurs, à la suite des décisions du collège communal visées à l'article L4122-17, ou des arrêts de la cour d'appel, visés à l'article L4122-24;

4° les personnes qui acquièrent la nationalité belge moins de douze jours avant l'élection.

Section 2. — Délivrance du registre des électeurs

Art. L4122-5. § 1^{er}. Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le Gouvernement.

§ 2. Chaque parti politique visé au paragraphe 1^{er} peut obtenir deux exemplaires ou copies de ce registre à titre gratuit, sur support papier ou sur le support informatique visé au paragraphe 1^{er}, au choix du parti, pour autant qu'il dépose une liste de candidats aux élections dans la commune.

La délivrance d'exemplaires ou de copies supplémentaires est faite contre paiement du prix coûtant à déterminer par le collège communal.

Si le parti ne présente pas de liste de candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent Code.

§ 3. Toute personne figurant comme candidat sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection peut obtenir, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et sur le support informatique visé au paragraphe 1^{er}, pour autant qu'elle en ait fait la demande par lettre recommandée au bourgmestre et qu'elle s'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le collège communal vérifie, au moment de la délivrance, que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Si le demandeur est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent Code.

§ 4. Dès que le registre des électeurs est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu de délivrer au déposant visé à l'article L4112-16, alinéa 3, un extrait de ce registre démontrant que le déposant et les candidats présentés sont électeurs dans leur commune.

§ 5. La demande visée aux paragraphes 1^{er} et 3 reproduit le texte des paragraphes 2, alinéa 3, paragraphe 3, alinéa 3, et paragraphe 6, ainsi que de l'article L4122-34. Le Gouvernement fixe le modèle de cette demande.

§ 6. Le collège communal ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux paragraphes 1^{er}, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent Code.

Section 3. — Utilisation du registre des électeurs

Art. L4122-6. § 1^{er}. Dès que celui-ci est établi, le collège communal envoie deux exemplaires du registre des électeurs de la commune au Gouvernement ou à son délégué.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

§ 2. Dès qu'il en obtient réception, le Gouvernement ou son délégué procède de la manière fixée par lui à la comparaison des registres des électeurs, aux fins de vérifier si des personnes, pour quelque raison que ce soit, seraient reprises sur plusieurs d'entre eux.

Le Gouvernement peut décider que le traitement se fera de manière automatisée, conformément à l'article L4141-1, § 3.

Après vérification, le Gouvernement ou son délégué statue dans les plus brefs délais et transmet aux collèges communaux concernés le relevé des personnes visées à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Le Gouvernement désigne le collège qui radie l'électeur et celui qui conserve l'inscription.

Les collèges donnent récépissé de cette décision.

Le collège concerné procède, dans un délai de quatre jours, à la radiation de l'électeur visé par cette décision.

La radiation est notifiée immédiatement aux personnes concernées. Elle est soumise aux recours prévus aux articles L4122-9 à 11.

Art. L4122-7. § 1^{er}. Le collège communal, à partir du registre des électeurs, dresse deux relevés :

1° le premier reprend les électeurs susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de vote ou de dépouillement;

2° le second reprend les électeurs susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de vote ou de dépouillement. Ce relevé comporte douze noms par bureau.

§ 2. Ces relevés sont transmis au président du bureau communal jusqu'au 1^{er} septembre au plus tard. Celui-ci les transmet ensuite au président du bureau de canton, conformément à l'article L4125-5, § 4.

Dès l'envoi de ces relevés, le collège communal en informe le gouverneur de province.

§ 3. Dès que le bureau a opéré les désignations des présidents de bureau de vote selon la procédure visée à l'article L4125-5, § 1^{er}, les administrations communales communiquent directement aux présidents des bureaux de vote ainsi désignés, jusqu'au jour de l'élection, les modifications qui doivent être apportées au registre de scrutin conformément à l'article L4122-4, § 4.

Art. L4122-8. § 1^{er}. Le collège communal peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des électeurs et les registres de scrutin, en respectant les modalités ci-après :

1° le prestataire complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral;

2° lorsque le prestataire est amené à utiliser directement les données du registre national, sur la base d'un tableau ou d'un support magnétique, il complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

3° le prestataire ne peut distribuer les registres aux personnes qui n'ont pas été expressément autorisées par le collège communal à les recevoir;

4° l'impression et la diffusion des registres des électeurs et de scrutin se fait sous la supervision du collège communal. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces registres.

§ 2. Le Gouvernement fixe le modèle des déclarations visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°.

Section 4. — Recours contre le registre des électeurs

Art. L4122-9. A partir de la date à laquelle le registre des électeurs doit être arrêté, toute personne indûment inscrite, omise ou rayée du registre des électeurs, ou pour laquelle ce registre indique inexactement les mentions prescrites à l'article L4122-2, § 2, peut introduire une réclamation devant le collège communal jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection.

Art. L4122-10. A partir de la date à laquelle le registre des électeurs doit être arrêté, toute personne qui satisfait aux conditions de l'électorat peut, dans la circonscription électorale dans laquelle est située la commune où elle est inscrite sur le registre des électeurs, introduire devant le collège communal, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, une réclamation contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms dudit registre ou contre toute indication inexacte dans les mentions prescrites par l'article L4122-2, § 2.

Art. L4122-11. La réclamation visée à l'article L4122-9 ou 10 est introduite par une requête et doit, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le requérant entend faire usage, être déposée contre récépissé au secrétariat de la commune ou être adressée au collège communal sous pli recommandé.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation est tenu de l'inscrire à la date de son dépôt dans un registre spécial et d'en donner récépissé ainsi que des pièces produites à l'appui. Il constitue un dossier pour chaque réclamation, cote et paraphe les pièces produites et les inscrit avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire joint à chaque dossier.

Art. L4122-12. Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, la réclamation peut être faite verbalement. Elle est reçue par le secrétaire communal ou son délégué.

Le fonctionnaire qui la reçoit en dresse sur-le-champ un procès-verbal dans lequel il constate que l'intéressé lui a déclaré être dans l'impossibilité d'écrire.

Le procès-verbal reprend les moyens invoqués par l'intéressé. Le fonctionnaire date et signe ce procès-verbal, et en remet le double au comparant après lui en avoir donné lecture.

Le fonctionnaire procède ensuite aux formalités prévues à l'article précédent, alinéa 2.

Art. L4122-13. L'administration communale joint au dossier, gratuitement, copie ou extrait de tous les documents officiels en sa possession que le requérant invoque pour justifier une modification du registre des électeurs.

L'administration communale joint d'office au dossier tout document officiel en sa possession de nature à étayer les moyens invoqués par l'intéressé et repris dans le procès-verbal prévu à l'article précédent.

Art. L4122-14. Le rôle des réclamations indique le lieu, le jour et l'heure de la séance à laquelle l'affaire ou les affaires sera ou seront traitées.

Ce rôle est affiché vingt-quatre heures au moins avant la séance au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre connaissance et le copier.

L'administration communale notifie sans délai et par tous moyens au requérant ainsi que, le cas échéant, aux parties intéressées la date à laquelle la réclamation sera examinée.

Cette notification mentionne expressément et en toutes lettres, ainsi qu'il est prévu à l'article L4122-17, alinéas 2 et 4, que l'appel contre la décision à intervenir peut seulement être interjeté en séance.

Art. L4122-15. Pendant le délai prévu à l'article précédent, le dossier des réclamations et le rapport visé à l'article L4122-16, alinéa 2, sont mis, au secrétariat, à la disposition des parties, de leurs avocats ou de leurs mandataires.

Art. L4122-16. Le collège communal est tenu de statuer sur toute réclamation dans un délai de quatre jours à compter du dépôt de la requête ou du procès-verbal visé aux articles L4122-11 et 12, et en tout cas, avant le septième jour qui précède celui de l'élection.

Il statue en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent.

Art. L4122-17. Une décision motivée, mentionnant le nom du rapporteur et ceux des membres présents, est rendue séparément sur chaque affaire; elle est inscrite dans un registre spécial.

Le président du collège invite les parties, leurs avocats ou mandataires à signer, s'ils le désirent, sur le registre visé à l'alinéa précédent, une déclaration d'appel.

Les parties défaillantes sont censées acquiescer à la décision rendue par le collège.

A défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées, la décision du collège est définitive. Mention du caractère définitif de la décision est faite dans le registre spécial visé à l'alinéa 1^{er} et exécution est donnée immédiatement à la décision modifiant le registre des électeurs.

La décision du collège est déposée au secrétariat de la commune où quiconque peut en prendre connaissance sans frais.

L'appel de la décision du collège est suspensif de tout changement dans le registre des électeurs.

Art. L4122-18. Le bourgmestre envoie sans délai à la cour d'appel, par tous moyens, une expédition des décisions du collège frappées d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges.

Les parties sont invitées à comparaître devant la cour dans les cinq jours de la réception du dossier et en tout cas avant le jour qui précède celui de l'élection. Il leur est loisible de faire parvenir leurs conclusions écrites à la chambre désignée pour examiner l'affaire.

Art. L4122-19. Si la cour ordonne une enquête, elle peut déléguer à cette fin un juge de paix.

Art. L4122-20. Si l'enquête a lieu devant la cour, le greffier informe les parties, au moins vingt-quatre heures d'avance, du jour fixé et des faits à prouver.

Art. L4122-21. Les témoins peuvent comparaître volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils sont tenus de comparaître sur simple citation. Ils prêtent serment comme en matière correctionnelle.

En cas de défaut de comparaître ou de faux témoignage, ils sont poursuivis et punis comme en matière correctionnelle.

Toutefois, les peines comminées contre les témoins défaillants sont appliquées sans réquisition du ministère public par la cour ou par le magistrat qui procède à l'enquête.

Art. L4122-22. Dans les enquêtes électorales, aucun témoin ne peut être interpellé en application de l'article 937 du Code judiciaire.

Toutefois, le parent ou allié de l'une des parties, jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peut être entendu comme témoin.

Art. L4122-23. Les débats devant la cour sont publics.

Art. L4122-24. A l'audience publique, le président de la chambre donne la parole aux parties; celles-ci peuvent se faire représenter et assister par un avocat.

La cour, après avoir entendu le procureur général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en séance publique. Cet arrêt est déposé au greffe de la cour où les parties peuvent en prendre connaissance sans frais.

Le dispositif de l'arrêt est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège communal qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt au cas où celui-ci emporte modification du registre des électeurs.

Art. L4122-25. Il est statué sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Tous les arrêts rendus par la cour sont réputés contradictoires; ils ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. L4122-26. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile; à défaut de celle-ci, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant.

Art. L4122-27. La taxe des témoins est réglée comme en matière répressive.

Art. L4122-28. Les parties font l'avance des frais.

Entrent en taxe non seulement les frais de procédure proprement dits, mais encore les frais des pièces que les parties ont dû produire dans l'instance électorale à l'appui de leurs prétentions.

Art. L4122-29. Les frais sont à charge de la partie qui succombe. Si les parties succombent respectivement sur quelques chefs, les dépens peuvent être compensés.

Toutefois, si les prétentions des parties ne sont pas manifestement mal fondées, la cour peut ordonner qu'ils seront en tout ou en partie à charge de l'Etat.

Art. L4122-30. Les greffiers des cours d'appel transmettent aux administrations communales copie des arrêts.

Section 5. — Sanctions se rapportant au registre électoral

Art. L4122-31. Au sens de la présente section, on entend par "registre électoral" le registre des électeurs et les registres de scrutin.

Art. L4122-32. § 1^{er}. Sera punie d'une amende de 26 à 200 euros et d'un emprisonnement de huit à quinze jours, toute personne chargée, à un titre quelconque, de la préparation ou de la confection des registres électoraux qui, dans le but de faire rayer un électeur,

1° soit aura sciemment fait usage dans ce travail, de pièces ou documents soit falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués;

2° soit aura volontairement reproduit inexactement, sur les registres électoraux par altération, addition ou omission, les données fournies par les pièces ou documents qui peuvent être utilisés pour la confection des registres.

Si ce délit a été commis dans le but de procurer à une personne la qualité d'électeur, l'emprisonnement sera de huit jours à un mois et l'amende de 50 à 500 euros.

§ 2. La prescription de six mois établie par l'article L4145-43 ne commencera à courir, en ce qui concerne les infractions prévues au présent article, qu'à partir du jour où les registres électoraux et les pièces y relatives auront été envoyés au gouverneur de la province ou au fonctionnaire que celui-ci désigne.

Art. L4122-33. Tout membre d'un collège communal, tout conseiller communal qui, dans l'exercice de la juridiction électorale, aura, sur son rapport, fait indûment soit rejeter une demande d'inscription sur les registres, soit ordonner l'inscription ou la radiation d'un électeur, en invoquant ou en utilisant, à cet effet, des pièces ou documents qu'il savait être falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués, soit fictifs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Toutefois, la poursuite ne pourra avoir lieu que dans le cas où le recours en inscription ou en radiation de l'électeur aura fait l'objet d'une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

La prescription établie par l'article L4145-43 commencera à courir à partir de cette décision.

Art. L4122-34. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au paragraphe 1^{er} n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

Art. L4122-35. Quiconque, pour se faire inscrire sur un registre électoral, aura sciemment fait de fausses déclarations ou produit des actes qu'il savait être simulés, sera puni d'une amende de 26 à 200 euros.

Sera puni de la même peine celui qui aura sciemment pratiqué les mêmes manœuvres dans le but de faire inscrire une personne sur ces registres ou de l'en faire rayer.

Toutefois, la poursuite ne pourra avoir lieu que dans le cas où la demande d'inscription ou de radiation aura été rejetée par une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

Les décisions de cette nature, rendues soit par les collèges communaux, soit par les cours d'appel, ainsi que les pièces et les renseignements y relatifs, sont transmis par le gouverneur au procureur du Roi qui peut aussi les réclamer d'office.

La poursuite sera prescrite après trois mois révolus à partir de la décision.

CHAPITRE III. — Répartition des électeurs

Art. L4123-1. § 1^{er}. Les électeurs de la commune sont répartis en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de huit cents ni moins de cent cinquante électeurs.

Lorsqu'il est procédé au vote autrement qu'au moyen de bulletin de vote, le Gouvernement peut augmenter le nombre d'électeurs par section de vote, sans toutefois que ce nombre puisse dépasser deux mille.

Dans les communes dans lesquelles il est organisé des élections de secteur, le gouverneur peut décider que les électeurs seront répartis par secteurs puis par sections de vote.

§ 2. Le 10 septembre au plus tard, le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne, d'accord avec le collège communal, répartit les électeurs, par cantons électoraux, en sections et détermine l'ordre des sections de chaque canton, en commençant par le chef-lieu.

D'accord avec ce collège, il assigne à chaque section un local distinct pour le vote. Il peut, si le nombre de sections l'exige, en convoquer plusieurs dans les salles faisant partie d'un même centre de vote.

En cas de désaccord entre le collège et le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne sur la répartition des électeurs en sections et sur le choix des locaux, la décision appartient au Gouvernement.

§ 3. Les centres et les locaux de vote sont sélectionnés en respectant des normes minimales d'accessibilité selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 4. Si, conformément à l'article L4123-1, § 2, alinéa 2, le collège communal a réparti les électeurs par secteurs puis par sections de vote, le gouverneur de la province ou le fonctionnaire désigné par celui-ci assigne à chaque section un local distinct situé dans le secteur concerné.

Art. L4123-2. § 1^{er}. Sur la base de la répartition des électeurs conformément à l'article L4123-1, le collège communal dresse un registre des électeurs par section de vote, appelé registre de scrutin. Ces registres sont utilisés, le jour des élections, pour effectuer le pointage des électeurs ayant participé au vote dans un local de vote déterminé.

§ 2. Au plus tard le 10 septembre, le collège communal envoie deux exemplaires de tous les registres de scrutin de la commune au gouverneur de la province ou au fonctionnaire qu'il désigne.

§ 3. Dès réception, le gouverneur de province ou le fonctionnaire qu'il désigne transmet au président du bureau communal contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste, deux copies dûment estampillées de chacun des registres de scrutin de sa commune. Il transmet un exemplaire des mêmes registres au Gouvernement ou à son délégué.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

§ 4. Avec l'accord du président du bureau communal et sous son autorité, le gouverneur de province peut confier au collège communal le soin de conserver les registres de scrutin destinés aux bureaux de vote de sa commune et de les répartir entre ces bureaux à la date prévue conformément à l'article L4125-9. Le président du bureau communal veille à ce que ces registres soient entreposés dans des endroits sécurisés, et que leur distribution se fasse uniquement entre les mains des présidents de bureau de vote auxquels ils sont destinés.

CHAPITRE IV. — Convocation des électeurs

Art. L4124-1. § 1^{er}. La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux, provinciaux et de secteur a lieu de plein droit, tous les six ans, le deuxième dimanche d'octobre.

L'assemblée des électeurs peut aussi être convoquée extraordinairement en vertu d'une décision du conseil ou d'un arrêté du Gouvernement, à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes. Elle a toujours lieu un dimanche, dans les cinquante jours de la décision ou de l'arrêté du Gouvernement. Le calendrier précis des opérations électorales est fixé par le Gouvernement.

§ 2. Le nonante-deuxième jour avant les élections, le Gouvernement publie un communiqué indiquant le jour où l'élection a lieu et les heures d'ouverture et de fermeture des locaux de vote. Ce communiqué indique également qu'une réclamation peut être introduite par tout électeur auprès de l'administration communale conformément aux articles L4122-9 et L4122-10, jusqu'à douze jours avant l'élection. Cette publication démarre la période électorale.

§ 3. Un avis de convocation est publié dans la commune, vingt jours au moins avant le scrutin, selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications. L'affiche comprend les mentions indiquées au paragraphe 6 et rappelle que l'électeur qui n'aura pas reçu sa lettre de convocation peut la retirer au secrétariat de la commune jusqu'au jour de l'élection, à midi.

L'avis rappelle également le prescrit de l'article L4131-4, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. Le quinzième jour avant les élections, au plus tard, le collège communal envoie une lettre de convocation à chaque électeur à sa résidence actuelle. Le gouverneur ou le fonctionnaire qu'il délègue veille à ce que les envois soient effectués dans le délai requis.

Lorsque la lettre de convocation n'aura pu être remise à l'électeur, elle sera déposée au secrétariat communal où l'électeur pourra la retirer jusqu'au jour de l'élection, à midi.

Il est fait mention de cette faculté dans le communiqué prévu au paragraphe 2.

§ 5. Sont convoquées aux élections, toutes les personnes inscrites sur le registre des électeurs visé à l'article L4122-4.

§ 6. Les lettres de convocation, conformes au modèle fixé par le Gouvernement, rappellent le jour et le local où l'électeur doit voter, le nombre de sièges à conférer ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture au public des bureaux de vote; elles rappellent également les dispositions concernant les frais de déplacement des électeurs, déterminées à l'article L4135-2, § 2, 3^o.

Au verso des lettres de convocation sont mentionnés le texte des instructions pour l'électeur ainsi que le texte prévu à l'article L4132-1 du présent Code.

Elles indiquent le nom, les prénoms, le sexe, la résidence principale de l'électeur, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques et, le cas échéant, le nom de son conjoint, ainsi que le numéro sous lequel il figure sur le registre des électeurs.

Elles portent la mention de l'élection pour laquelle la personne est convoquée.

Pour les électeurs admis en vertu de l'article 1^{er} bis de la loi électorale communale, la convocation porte la lettre "C".

Pour les électeurs admis en vertu de l'article 1^{er} ter de la loi électorale communale, la convocation porte la lettre "E".

Art. L4124-2. Le collège communal peut confier à un prestataire le soin de confectionner ces convocations, en respectant les modalités prévues à l'article L4122-8, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

L'impression et la diffusion des convocations se font sous la supervision du collège communal. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces convocations.

CHAPITRE V. — Désignation des bureaux électoraux

Section 1^{re}. — Les bureaux électoraux

Art. L4125-1. § 1^{er}. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

§ 2. Lorsque, conformément au présent Code, un bureau doit délibérer, il le fait à la majorité des voix, le président ayant voix prépondérante.

§ 3. On distingue les bureaux de circonscription, les bureaux de canton, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement.

Pour chaque catégorie de bureau, le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants est fixé comme suit :

1^o le bureau de circonscription, le bureau de canton, le bureau de vote et le bureau de dépouillement provincial comptent quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants;

2^o le nombre d'assesseurs du bureau de dépouillement communal est fixé comme suit :

- deux assesseurs et deux assesseurs suppléants lorsque le nombre de conseillers à élire est inférieur à dix-neuf;
- trois assesseurs et trois assesseurs suppléants lorsque ce nombre est de dix-neuf à vingt-sept;
- quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants lorsque ce nombre est supérieur à vingt-sept.

Les bureaux de circonscription arrêtent les listes de candidats et traitent les contestations s'y rapportant, établissent les bulletins de vote et les font imprimer.

Le jour des élections, ils sont chargés de procéder à la totalisation finale, à la répartition des sièges et à la désignation des élus pour leur circonscription.

Les bureaux de canton centralisent les résultats du dépouillement au niveau du canton.

Les bureaux de vote, fonctionnant par centre de vote, assurent la bonne marche du scrutin.

Les bureaux de dépouillement procèdent au dépouillement des bulletins pour les bureaux de vote qui leur sont attribués et transmettent ces résultats selon l'élection, soit au bureau communal, soit au bureau de canton.

§ 4. Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

§ 5. Afin de rationaliser la tâche des présidents de bureau, des formulaires sont mis à leur disposition par le Gouvernement pour leur correspondance électorale. L'usage en est obligatoire. Ces formulaires sont publiés au *Moniteur belge*.

§ 6. Lorsque le présent Code prévoit l'établissement d'un procès-verbal par un bureau électoral, ou par le président d'un bureau électoral, celui-ci en transmet copie au Gouvernement ou à son délégué dès la clôture dudit procès-verbal.

Le Gouvernement peut décider que cette transmission se fera de manière numérique conformément à l'article L4141-1, § 2.

*Section 2. — Les bureaux de circonscription**Sous-section 1^{re}. — Les bureaux de district*

Art. L4125-2. § 1^{er}. En vue de l'élection provinciale, est constitué au chef-lieu de chaque district électoral un bureau de circonscription, appelé bureau de district.

§ 2. Le bureau de district est présidé par le président du tribunal de première instance ou par le magistrat qui le remplace dans le chef-lieu de district coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire. Dans les autres cas, il est présidé par le juge de paix ou son suppléant.

Le président du bureau de district désigne les membres de son bureau parmi les électeurs du district et forme son bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 1^{er}.

Le bureau de district siège au lieu désigné par son président, qui en fait publicité.

§ 3. Lors de la constitution du bureau de district, les présidents et assesseurs prêtent le serment suivant :

« Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Ou bien :

« Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu halten. »

§ 4. Dans les communes de Comines-Warneton, Enghien, Flobecq et Mouscron, concernées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, article 8, 5^o, sur l'emploi des langues en matière administrative, les membres du bureau peuvent demander à prêter le serment suivant :

« Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren. »

§ 5. Le serment est prêté avant le commencement des opérations. Il est prêté par les assesseurs et le secrétaire, entre les mains du président, et par celui-ci en présence du bureau constitué.

Le président ou l'assesseur nommé pendant le cours des opérations, en remplacement d'un membre empêché, prête ledit serment avant d'entrer en fonction.

Le procès-verbal fait mention de ces prestations de serment.

§ 6. Le bureau de district est chargé de l'accomplissement des opérations préliminaires de l'élection provinciale et de celles du recensement général des votes au niveau du district.

Le président du bureau de district exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations dans le district électoral et prescrit, au besoin, les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires. Il désigne les présidents des bureaux communaux.

§ 7. Le bureau de district qui siège au chef-lieu d'arrondissement est désigné bureau central d'arrondissement et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-34 à 36 relatifs à la déclaration de groupement et à l'appareillement.

Le bureau de district qui siège au chef-lieu de province est désigné bureau principal provincial et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription et/ou de ses missions de bureau central d'arrondissement, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-26 à 28 relatifs à l'affiliation et au tirage au sort.

Sous-section 2. — Les bureaux communaux

Art. L4125-3. § 1^{er}. En vue de l'élection communale, est constitué dans chaque commune un bureau de circonscription, appelé bureau communal.

§ 2. Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1^o les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, selon le rang d'ancienneté;

2^o les juges de paix ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

3^o les juges du tribunal de police ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

4^o les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires;

5^o les notaires;

6^o les titulaires de fonctions du niveau A ou B relevant de la Région wallonne, et les titulaires d'un grade équivalent relevant de l'Etat fédéral, de la Communauté française, de la Communauté germanophone, des provinces, des communes, des centres publics d'action sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7^o le personnel enseignant;

8^o les stagiaires du parquet;

9^o au besoin les personnes désignées parmi les électeurs de la commune occupant ailleurs des fonctions équivalent à celles définies au point 6^o.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral.

Les autorités publiques occupant des personnes visées à l'alinéa précédent sous 6^o et 7^o, communiquent les nom, prénoms, adresse et profession de ces personnes aux administrations communales où elles ont leur résidence principale.

§ 3. Le président du bureau communal désigne les membres de son bureau parmi les électeurs de la commune où il assume cette charge et forme ce bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 2.

Lors de la constitution du bureau communal, les présidents et assesseurs prêtent le serment prévu à l'article L4125-2, § 3, selon les mêmes modalités.

Le bureau communal siège à l'hôtel de ville ou à la maison communale.

Art. L4125-4. Le président du bureau communal exerce la surveillance générale des opérations électorales dans la commune de son ressort. Il avertit immédiatement le président du bureau de district de toute circonstance requérant son intervention.

Art. L4125-5. § 1^{er}. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6^o de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés. A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1^{er} du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1^{er} et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

Section 3. — Les bureaux de canton

Art. L4125-6. § 1^{er}. Chaque canton électoral comprend un bureau de canton, chargé de désigner les membres des bureaux de dépouillement provincial et d'assurer la totalisation intermédiaire pour les élections provinciales.

§ 2. Dans les districts ne comprenant qu'un seul canton électoral, le bureau de district assume les tâches normalement dévolues au bureau de canton dans le cadre de la présente procédure.

Art. L4125-7. § 1^{er}. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1^o par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2^o par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3^o par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

Art. L4125-8. Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provincial selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

Section 4. — Les bureaux de vote et de dépouillement

Sous-section 1^{re}. — Les bureaux de vote

Art. L4125-9. A moins que cette mission n'ait été confiée au collège communal par le gouverneur, conformément à l'article L4123-2, § 4, le président du bureau communal transmet, dès leur désignation, à chaque président de bureau de vote les deux copies du registre de sa section dûment estampillées par le gouverneur de province.

Au cas où cette mission a été confiée au collège communal, le président du bureau communal convie ce dernier à procéder à la répartition des registres de scrutin.

Art. L4125-10. § 1^{er}. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de vote les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

Art. L4125-11. Le président du bureau de vote désigne son secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1^{er}.

Sous-section 2. — Les bureaux de dépouillement

Art. L4125-12. § 1^{er}. Dans les communes où le collège électoral comprend deux ou trois sections, le bureau communal dépouille tous les bulletins de l'élection communale, conformément aux dispositions des articles L4144-3 et suivants.

§ 2. Dans les communes où il y a plus de trois sections, le bureau communal ne dépouille pas.

§ 3. Les bureaux de dépouillement du scrutin provincial sont établis au chef-lieu du canton électoral.

§ 4. Dans la commune chef-lieu de canton, les opérations de dépouillement sont distinctes pour les deux élections.

A cette fin, tous les bureaux de dépouillement sont dédoublés en un bureau A et un bureau B.

Le bureau A dépouille les bulletins de vote pour l'élection des conseils provinciaux.

Le bureau B dépouille les bulletins de vote pour l'élection des conseils communaux.

Les bureaux A et B siègent dans des locaux différents d'un même centre de dépouillement.

§ 5. Chaque bureau de dépouillement recueille les bulletins de différents bureaux de vote. Le nombre des électeurs inscrits dans les bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement ne peut dépasser deux mille quatre cents.

Art. L4125-13. § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 1^{er} de l'article L4125-12, dès la sélection des locaux de vote prévue à l'article L4123-1, § 2, le gouverneur de province, d'accord avec le collège communal, désigne, pour chaque bureau de dépouillement, les bureaux de vote dont il dépouillera le scrutin, à raison de minimum trois bureaux de vote par bureau de dépouillement, en s'assurant que le nombre des électeurs inscrits dans les bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement ne dépasse pas deux mille quatre cents.

§ 2. Les bureaux de dépouillement sont établis dans les locaux désignés par le gouverneur de province, d'accord avec le collège communal. Celui-ci avise immédiatement de cette sélection les présidents des bureaux communaux, pour ce qui concerne le dépouillement communal, et les présidents de bureau de canton pour ce qui concerne le dépouillement provincial, à charge pour ceux-ci d'aviser les présidents des bureaux de dépouillement et leurs assesseurs de l'endroit où ils sont appelés à exercer leurs fonctions, selon les modalités prévues à l'article L4125-5, § 5.

§ 3. En cas de désaccord entre le gouverneur et le collège communal sur le choix des locaux de dépouillement, la décision appartient au Gouvernement.

Art. L4125-14. § 1^{er}. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de dépouillement les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de dépouillement de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

Art. L4125-15. Le président du bureau de dépouillement communal désigne son secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1^{er}.

Le président du bureau de dépouillement provincial désigne son secrétaire parmi les électeurs du district, selon les mêmes modalités.

Section 5. — Sanctions se rapportant aux bureaux électoraux

Art. L4125-16. Sera puni d'une amende de 50 à 200 euros :

1° toute personne qui se sera soustraite à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote et de dépouillement sans motif valable;

2° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de les remplir.

Art. L4125-17. Toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

TITRE III. — Préparation et organisation des élections

CHAPITRE I^{er}. — Du contrôle des dépenses électorales et de l'origine des fondsSection 1^{re}. — Contrôle des partis

Art. L4131-1. Lorsqu'ils font la demande d'un numéro de liste régional conformément à l'article L4142-26 du présent Code, les partis politiques représentés au Parlement wallon déposent une déclaration écrite mentionnant l'obligation de déclarer leurs dépenses électorales.

Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses une déclaration d'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Ils s'engagent à communiquer les données visées aux alinéas précédents dans les trente jours des élections communales, provinciales, de secteur et des élections directes des conseils de l'action sociale au président du tribunal de première instance de Namur.

La déclaration écrite, la déclaration des dépenses et la déclaration de l'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par le demandeur.

Ces formulaires sont fournis par le Gouvernement et publiés au *Moniteur belge*.

Art. L4131-2. § 1^{er}. Le président du tribunal de première instance de Namur établit un rapport sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques visés à l'article L4131-1, chacun pour ce qui le concerne.

Pour l'établissement de son rapport, le président peut demander toutes les informations et tous les compléments d'information nécessaires.

Le rapport mentionne :

1° les partis qui ont participé aux élections;

2° les dépenses électorales engagées par eux;

3° les infractions qu'ils ont commises à l'obligation de déclaration visée à l'article L4131-1;

4° les infractions à l'article 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale;

5° les infractions à l'article 2 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale qui ressortent des déclarations déposées par ces partis et candidats.

Les déclarations sont annexées au rapport.

§ 2. Le rapport doit être établi en quatre exemplaires dans les septante-cinq jours de la date des élections provinciales et communales. Deux exemplaires sont conservés par le président du tribunal de première instance de Namur; les deux autres sont destinés au président de la Commission régionale de contrôle.

Le rapport est établi sur un formulaire prévu à cet effet, fourni par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*.

A partir du septante-cinquième jour suivant les élections communales, provinciales et de secteur, un exemplaire du rapport est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance de Namur, où il peut être consulté par tous les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs, sur présentation de leur convocation au scrutin.

A l'expiration du délai, le rapport et les remarques formulées par les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs sont transmis à la Commission régionale de contrôle.

Art. L4131-3. § 1^{er}. La Commission régionale de contrôle statue, au plus tard dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la date des élections, dans le respect des droits de la défense, et après avoir éventuellement requis l'assistance de la Cour des comptes, sur l'exactitude et l'exhaustivité du rapport du président du tribunal de première instance de Namur.

Elle peut, à cette fin, demander toutes les informations complémentaires qui seraient nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

§ 2. Le rapport final de la Commission régionale de contrôle mentionne :

1° par parti politique, le montant total des dépenses électorales engagées par ce parti;

2° toute infraction, imputable au parti politique, aux dispositions des articles 2 et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale.

§ 3. Le président du Parlement wallon transmet sans délai le rapport final de la Commission régionale de contrôle aux services du *Moniteur belge*, qui le publient dans les trente jours de sa réception.

§ 4. Lorsque la déclaration prévue à l'article L4131-1 n'est pas déposée et lorsque ce fait est imputable au parti politique, le parti politique concerné perd, pendant la période suivante, déterminée par la Commission régionale de contrôle, et dont la durée ne peut être inférieure à deux mois ni supérieure à huit mois, le droit au financement complémentaire institué par le Parlement wallon.

Section 2. — Contrôle des candidats

Art. L4131-4. § 1^{er}. Dans l'acte d'acceptation visé à l'article L4142-4, § 6, 2°, les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci.

Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses une déclaration d'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus. Le candidat en tête de liste doit, en outre, déclarer, dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

La personne mandatée à cet effet par la liste rassemble les déclarations de dépenses électorales de chaque candidat et de la liste et les dépose au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel le bureau de circonscription est situé, dans les trente jours qui suivent la date des élections.

L'acte d'acceptation et les déclarations sont établis sur des formulaires spéciaux et sont signés par les demandeurs.

Ces formulaires sont fournis par le Gouvernement et publiés au *Moniteur belge*.

§ 2. A partir du trente et unième jour, après les élections, les déclarations peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.

Les déclarations de dépenses électorales sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent vingt et unième jour qui suit les élections.

Si une plainte, telle que prévue à l'article L4131-6, ou une réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25, est introduite dans les cent vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou à la Commission régionale de contrôle. Si aucune plainte, telle que prévue à l'article L4131-6, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25, ne sont déposées dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats.

Art. L4131-5. Un candidat élu peut être privé de son mandat, s'il ne respecte pas les dispositions de l'article L4131-4, ou des articles 3, § 2, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale.

Un candidat en tête d'une liste peut être privé de son mandat, s'il ne respecte pas les dispositions de l'article L4131-4, ou des articles 3, § 1^{er}, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale.

Art. L4131-6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article L4131-5, sera passible de poursuites soit à l'initiative du procureur du Roi, soit sur plainte de toute personne justifiant d'un intérêt, et sera puni en conséquence d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque aura omis de déclarer ses dépenses électorales et/ou l'origine de ses fonds dans le délai fixé à l'article L4131-4;

2° quiconque aura sciemment fait des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale dépassant les montants maximaux prévus à l'article 3, § 2, de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale;

3° quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale pendant les trois mois qui précèdent les élections;

4° le candidat en tête de liste qui aura sciemment fait des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale dépassant les maximums fixés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale;

5° le candidat placé en tête d'une liste ne disposant pas d'un numéro régional et d'un sigle protégé et qui engage des dépenses en vue de mener une campagne électorale au niveau national.

Les dénonciations anonymes ne seront pas prises en considération par le procureur du Roi.

§ 2. Le délai pour l'exercice du droit d'initiative du procureur du Roi et l'introduction des plaintes en ce qui concerne les infractions visées au paragraphe 1^{er} expire le cent vingtième jour suivant les élections. Le procureur du Roi transmet à la Commission de contrôle une copie des plaintes à l'égard des candidats. Le procureur du Roi en transmet également copie aux personnes visées par la plainte. Les communications s'effectuent dans les huit jours du dépôt des plaintes.

Le procureur du Roi avise la Commission régionale de contrôle dans le même délai de sa décision d'engager des poursuites relatives aux faits visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Toute personne ayant déposé une plainte ou intenté une action qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 4. Dans le cadre des poursuites prévues au paragraphe 1^{er}, le procureur du Roi peut demander, à un candidat déterminé, toute information concernant l'origine des fonds ayant servi au financement de sa campagne de propagande électorale.

Section 3. — Contrôle de l'origine des fonds

Art. L4131-7. § 1^{er}. L'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus à des partis, visés à l'article L4131-1, est enregistrée par les bénéficiaires et communiquée par les partis politiques dans les trente jours des élections uniquement à la Commission régionale de contrôle.

§ 2. L'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus à des listes et à des candidats est enregistrée par les bénéficiaires.

Le relevé n'est pas soumis à l'examen des électeurs.

CHAPITRE II. — Du vote par procuration

Art. L4132-1. § 1^{er}. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

- a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;
- b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

CHAPITRE III. — *De l'assistance au vote*

Art. L4133-1. § 1^{er}. L'électeur dont la mobilité est réduite de manière temporaire ou définitive peut introduire auprès de l'administration communale une déclaration, afin d'être orienté vers un centre de vote adapté à son état.

§ 2. Cette déclaration à la commune doit être effectuée au plus tard le 31 juillet. Un accusé de réception est délivré au déclarant.

§ 3. La lettre "A" est apposée au regard du nom du déclarant sur le registre des électeurs.

Art. L4133-2. § 1^{er}. L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard le quinzième jour avant celui de l'élection.

Justifie d'un besoin d'accompagnement :

- 1° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement mental ou de l'apprentissage;
- 2° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement physique;
- 3° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement sensoriel;
- 4° les personnes qui connaissent des difficultés d'ordre psychique;
- 5° les personnes qui connaissent des difficultés suite à une maladie chronique ou dégénérative;
- 6° les personnes dont la langue maternelle n'est pas une des langues prévues à l'article 4 de la Constitution, quand cela a pour conséquence des difficultés de lecture.

§ 2. L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Aucun accompagnant ne peut assister plus d'un électeur.

Un candidat peut être désigné accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

§ 3. La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

§ 4. Le président du bureau de vote expulse l'accompagnant qui enfreint le prescrit des paragraphes précédents.

CHAPITRE IV. — *Des témoins de parti*

Section 1^{re}. — Désignation des témoins

Art. L4134-1. § 1^{er}. Les candidats peuvent, dans l'acte d'acceptation de candidature visé à l'article L4142-4, § 6, 2°, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau de circonscription et de canton et aux opérations à accomplir par ces bureaux après le vote.

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

§ 2. Les candidats peuvent, dans la déclaration de groupement visée à l'article L4142-34, désigner, pour l'ensemble du groupe, un témoin et un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central d'arrondissement. Les témoins doivent être électeurs dans l'un des districts de l'arrondissement.

Les candidats qui n'ont pas fait de déclaration de groupement dans les districts où d'autres candidats ont fait cette déclaration ont le droit de se faire représenter aux opérations du bureau central d'arrondissement par les témoins désignés par eux pour assister aux séances du bureau de district lors des opérations électorales.

§ 3. Cinq jours avant l'élection, et de 14 à 16 heures, le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Il ne peut être désigné, par bureau de vote, qu'un seul témoin et un seul témoin suppléant par liste, ou ensemble de listes disposant du même numéro d'ordre commun ou du même sigle ou logo mais se présentant, l'un au scrutin communal, et l'autre au scrutin provincial.

Le témoin commun aux listes visées à l'alinéa précédent est le témoin désigné par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation pour l'élection communale.

§ 4. Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Le candidat indique le bureau où chaque témoin remplira sa mission pendant toute la durée des opérations. Il en informe lui-même les témoins qu'il a désignés. La lettre d'information est contresignée par le président du bureau de circonscription.

Les témoins qui seraient électeurs dans une autre commune doivent justifier de leur qualité d'électeur en produisant soit la convocation aux élections dans leur commune, soit un extrait du registre des électeurs.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa précédent, les témoins doivent présenter au président de bureau la lettre d'information qui leur a été transmise.

§ 5. Les témoins prêtent le serment suivant :

« Je jure de garder le secret des votes et de ne chercher en aucune manière à influencer le libre choix des électeurs. »

Ou bien :

« Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren, und keineswegs zu versuchen, die freie Wahl der Wähler zu beeinflussen. »

§ 6. Dans les communes de Comines-Warneton, Enghien, Flobecq et Mouscron, concernées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, article 8, 5°, sur l'emploi des langues en matière administrative, les témoins peuvent demander à prêter le serment suivant :

« Ik zweer om het geheim van de stemming te houden en om in geen geval te proberen om de vrije keus van de kiezers te beïnvloeden. »

§ 7. Le serment est prêté avant le commencement des opérations entre les mains du président.

Le procès-verbal fait mention de cette prestation de serment.

Section 2. — Incompatibilités

Art. L4134-2. § 1^{er}. Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

§ 2. Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant. Ceux-ci sont néanmoins tenus de se conformer aux règles énoncées aux articles L4134-3 à L4134-5.

§ 3. Sans préjudice de l'application du paragraphe 2, les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l'exception des mandataires, dont le nom figure sur l'acte de présentation visé à l'article L4142-4, § 5.

A cette fin, et dans le cas où un candidat serait désigné comme témoin ou témoin suppléant, le président du bureau de circonscription examine le relevé des électeurs visé à l'article L4142-4, § 6, 1^o.

S'il apparaît que des électeurs signataires ont accepté d'être désignés témoin ou témoin suppléant, le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation peut désigner sur-le-champ l'un d'entre eux. A défaut, la désignation de témoin est nulle et non avenue.

Section 3. — Missions des témoins

Art. L4134-3. La présente section s'applique aux témoins de parti sans préjudice des dispositions applicables à toute personne se trouvant dans, ou aux abords immédiats, d'un centre de vote.

Art. L4134-4. Outre les missions expressément attribuées par le présent Code aux témoins tout au long du processus électoral, ceux-ci ont uniquement une mission d'observation.

Ils ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux par le président. Celui-ci ne peut refuser d'insérer leurs observations.

Art. L4134-5. Les témoins ne peuvent en aucune manière chercher à influencer le vote des électeurs.

Ils ne peuvent en aucun cas être mandataire, guide ou soutien d'autres électeurs dans la circonscription où ils se présentent.

Toute manifestation de la part des témoins qui doit être assimilée à de la propagande électorale est strictement interdite.

En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le président du bureau, après un premier avertissement, expulse du local le témoin manifestant de tels signes.

L'ordre d'expulsion ainsi que ses motifs est consigné au procès-verbal et les délinquants seront punis d'une amende de 50 à 500 euros.

CHAPITRE V. — Des frais électoraux

Art. L4135-1. Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement.

Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement.

Art. L4135-2. § 1^{er}. Sont à charge de la Région les frais relatifs au papier électoral qu'elle fournit.

§ 2. Sont pour moitié à charge des communes et pour moitié à charge des provinces, les frais électoraux suivants :

1^o les jetons de présence auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions fixées par le Gouvernement;

2^o les indemnités de déplacement auxquelles peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées par le Gouvernement;

3^o les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, aux conditions fixées par le Gouvernement;

4° les primes d'assurance destinées à couvrir les dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions. Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles ces risques sont couverts.

§ 3. Sont à charge des communes, d'après les modèles approuvés par le Gouvernement :

- 1° les urnes;
- 2° les cloisons;
- 3° les pupitres;
- 4° les enveloppes;
- 5° les crayons.

§ 4. Tous les autres frais électoraux sont à charge des communes.

Art. L4135-3. § 1^{er}. La province fait l'avance aux communes de son ressort des frais électoraux visés au paragraphe 2 de l'article précédent, puis procède auprès d'elles aux récupérations appropriées.

§ 2. Le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux sera effectué par la province uniquement sur la base de l'annexe au procès-verbal dûment signée par tous les membres du bureau.

§ 3. Les jetons de présence sont virés de la manière déterminée par le Gouvernement sur le compte financier des membres du bureau.

§ 4. Les membres des bureaux électoraux ont droit à une indemnité de déplacement lorsqu'ils siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits dans les registres de population, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

§ 5. La déclaration de créance du chef de ces déplacements doit être établie sur la formule telle qu'arrêtée par le Gouvernement et doit être envoyée à l'adresse de l'administration provinciale concernée qui effectuera le paiement sur la base de ladite déclaration.

Art. L4135-4. Les électeurs qui ont droit à un déplacement gratuit sont les suivants :

1. les électeurs qui ne résident plus dans la commune où ils doivent voter;
2. les personnes qui sont salariées ou appointées et qui exercent leur profession à l'étranger ou dans une autre commune que celle où elles doivent voter;
3. les membres de la famille des personnes visées au 2. qui habitent avec celles-ci;
4. les étudiants qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
5. les personnes qui se trouvent dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé située dans une commune autre que celle où elles doivent voter.

Les modalités du remboursement seront déterminées par le Gouvernement.

TITRE IV. — Opérations électorales

CHAPITRE I^{er}. — Opérations numériques et automatisées

Art. L4141-1. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles L4211-1 à L4261-7 relatives au vote automatisé, les opérations d'encodage numérique visées au présent Code sont exécutées au moyen d'un logiciel élaboré et fourni par le Gouvernement aux présidents des bureaux électoraux.

Le collège d'experts visé à l'article L4211-6 contrôle lors des élections la fiabilité du logiciel. Au plus tard dix jours après la clôture du scrutin et en tout état de cause avant la validation des élections, les experts remettent un rapport au Gouvernement et au Parlement wallons. Ce rapport peut notamment contenir des recommandations relatives au logiciel.

§ 2. Lorsque le présent Code prescrit la transmission de certaines données par la voie numérique, cette transmission se fait d'après les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données électorales.

§ 3. De même, lorsque le présent Code prescrit le traitement de données de manière automatisée, ce traitement se fait de la manière et selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données électorales.

CHAPITRE II. — Candidatures

Section 1^{re}. — Eligibilité et incompatibilités

Art. L4142-1. § 1^{er}. Sous réserve des conditions spécifiques énoncées aux alinéas suivants, pour pouvoir être élu et rester conseiller communal, provincial ou membre d'un conseil de secteur, il faut être électeur, conserver les conditions d'électorat visées à l'article L4121-1 du présent Code ou à l'article 1^{er}*bis* de la loi électorale communale, et ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus aux articles L4121-2 et L4121-3 du présent Code au plus tard le jour de l'élection.

Pour pouvoir être élu conseiller provincial, il faut en outre être inscrit au registre de population d'une commune de la province.

Pour l'application du présent article, la condition de nationalité énoncée à l'article L4121-1, § 1^{er}, doit être remplie au plus tard le jour de la présentation des candidatures.

De même, la condition d'inscription au registre de population de la commune et de résidence dans le secteur concerné doit être remplie au plus tard le 1^{er} août de l'année durant laquelle ont lieu les élections.

§ 2. Ne sont pas éligibles :

- 1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;
- 2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3;
- 3° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

4° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation;

5° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation;

6° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que, lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale;

7° le gouverneur de province, à sa sortie de fonction, pendant les deux années qui suivent;

8° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, § 2, L1123-17, § 1^{er}, L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.

§ 3. De même, et conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les fonctionnaires de police ne sont pas éligibles.

§ 4. Ne sont pas éligibles au conseil provincial :

1° ceux qui sont membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen, d'un Parlement régional ou communautaire;

2° les ministres et les secrétaires d'Etat fédéraux;

3° les membres d'un Gouvernement régional ou communautaire;

4° les commissaires européens.

Art. L4142-2. Les incompatibilités au niveau communal sont réglées conformément aux articles L1125-1 à L1125-10 du présent Code.

Les incompatibilités au niveau provincial sont réglées conformément aux articles L2212-74 à L2212-81 du présent Code.

Section 2. — Présentation des candidatures

Art. L4142-3. Le 1^{er} septembre au plus tard, le président du bureau de circonscription publie un avis fixant le lieu et rappelant les jours et heures auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations de témoins.

Les présentations de candidats, ainsi que les relevés devant y être annexés, doivent être déposés entre les mains du président du bureau de circonscription le jeudi trente et unième ou le vendredi trentième jour avant celui fixé pour le scrutin.

L'acte de candidature, ainsi que les relevés devant y être annexés, sont établis sur des formulaires dont la forme est déterminée par le Gouvernement.

Le dépôt des présentations de candidats a lieu de 13 à 16 heures.

Le président du bureau de circonscription encode par voie numérique, conformément aux dispositions de l'article L4141-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les candidatures qui lui sont présentées.

Art. L4142-4. § 1^{er}. Pour les élections communales, les présentations de candidats doivent être signées soit par deux conseillers communaux sortants au moins, soit :

1° dans les communes de 20.001 habitants et au-dessus, par 100 électeurs communaux au moins;

2° dans celles de 10.001 à 20.000 habitants, par 50 électeurs communaux au moins;

3° dans celles de 5.001 à 10.000 habitants, par 30 électeurs communaux au moins;

4° dans celles de 2.001 à 5.000 habitants, par 20 électeurs communaux au moins;

5° dans celles de 500 à 2.000 habitants, par 10 électeurs communaux au moins;

6° dans celles de moins de 500 habitants, par 5 électeurs communaux au moins.

Le chiffre de la population est celui qui est établi conformément à l'article L1121-3, alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour les élections provinciales, les présentations de candidats doivent être signées soit par cinquante électeurs provinciaux au moins, soit par trois conseillers provinciaux sortants au moins.

§ 3. La présentation est remise au président du bureau de circonscription, qui en donne récépissé, par un des trois signataires désignés à cet effet par les candidats dans leur acte d'acceptation ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers communaux ou provinciaux sortants comme ayant l'autorisation de faire le dépôt de cet acte.

§ 4. Un électeur ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection. Un conseiller communal ou provincial sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation pour la même élection. L'électeur ou le conseiller sortant peuvent signer un acte de présentation pour les élections provinciales et un autre pour les élections communales, pour autant qu'il s'agisse du même parti politique. L'électeur ou le conseiller qui contrevient à cette interdiction est passible des peines édictées à l'article 202 du Code électoral.

§ 5. L'acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription. Le Gouvernement fixe les modalités dans lesquelles l'usage du prénom usuel est accepté.

La présentation mentionne, s'il échet, l'autorisation de former groupement conformément à l'article L4142-34, § 2.

Elle mentionne le sigle ou logo appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Ce sigle ou logo respecte le prescrit de l'article L4142-26, § 3, du présent Code.

§ 6. Les présentations de candidats sont accompagnées des documents suivants :

1° un relevé des électeurs signataires visés aux paragraphes 1^{er} et 2 indiquant, pour chacun d'entre eux, s'ils acceptent une éventuelle désignation comme témoin de parti, ou comme témoin suppléant;

2° un acte d'acceptation signé par chaque candidat.

Cet acte d'acceptation mentionne, s'il échet, l'intention de former groupe selon les modalités de l'article L4142-34.

Il mentionne également, conformément à l'article L4134-1, le nom des témoins et témoins suppléants de la liste;

3° l'autorisation visée au paragraphe 3, relative au déposant;

4° un engagement à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci, ainsi que l'origine des fonds suivant les modalités prévues à l'article L4131-4, § 1^{er};

5° pour le candidat en tête de liste, un engagement à déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste et à déclarer l'origine des fonds suivant les modalités prévues à l'article L4131-4, § 1^{er}, alinéa 2;

6° un engagement à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966;

7° une déclaration éventuelle d'adhésion à un acte déterminé d'affiliation de listes conformément à l'article L4142-29 ou, inversement, de renonciation à cette affiliation telle que prévue à l'article L4142-33 du présent Code;

8° pour les candidats non belges de l'Union européenne, une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalant à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, qu'ils n'exercent pas dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalant à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, énumérant les incompatibilités et qu'ils ne sont pas déchu ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine;

9° les éventuelles déclarations de groupement;

10° un extrait du registre des électeurs démontrant que les électeurs signataires, les déposants ainsi que les candidats présentés sont électeurs dans leur commune, conformément à l'article L4122-5, § 4.

Ces déclarations sont déposées contre récépissé établi sur un formulaire selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

A l'exception de celles mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 7° et 9°, toutes les déclarations sont prescrites à peine de non-recevabilité.

Art. L4142-5. L'acte de présentation des candidats indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés.

Art. L4142-6. Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection.

Nul ne peut se porter candidat, pour une même élection, dans plusieurs circonscriptions.

Le candidat acceptant qui contrevient à ces interdictions est passible d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros.

Art. L4142-7. Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

1° aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire;

2° sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un;

3° les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont d'application qu'en cas de renouvellement intégral du conseil communal ou du conseil provincial.

Art. L4142-8. Les candidats qui acceptent leur candidature et dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

Art. L4142-9. Les candidats et les déposants sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau de circonscription.

Ce droit s'exerce durant le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l'expiration de ce délai.

Il s'exerce encore le lendemain de 13 à 16 heures.

Section 3. — Vérification des candidatures

Art. L4142-10. § 1^{er}. Lors du dépôt des candidatures, le président du bureau de circonscription examine, avec le ou les déposants, la recevabilité des actes de présentation.

Cet examen porte sur :

1° le nombre de signatures régulières;

2° le respect des mentions prévues à l'article L4142-4, § 5;

3° la présence des déclarations énumérées à l'article L4142-4, § 6;

4° le respect du prescrit de l'article L4142-7 concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

§ 2. L'acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis au bureau.

§ 3. L'acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l'irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de l'acte de présentation en cause, qui en reçoit une copie. Jusqu'à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants ont la possibilité de soumettre à l'examen du bureau un acte de présentation conforme.

Art. L4142-11. § 1^{er}. Le bureau de district se réunit le vingt-septième jour avant le scrutin, à 16 heures.

§ 2. Le bureau communal se réunit le vingt-sixième jour avant le scrutin, à 16 heures.

Art. L4142-12. § 1^{er}. Le bureau de circonscription commence par examiner les listes et les candidats pour lesquels un procès-verbal d'irrecevabilité a été établi.

Il vérifie les listes et les candidats qui ont procédé à un nouveau dépôt de candidature ou acte l'absence éventuelle de ce dépôt.

Le bureau écarte les candidats dont les actes de présentation ont fait l'objet d'un procès-verbal d'irrecevabilité et qui sont incomplets à l'issue de la seconde présentation.

§ 2. Le bureau de circonscription écarte les candidats qui ne possèdent pas la qualité d'électeur.

§ 3. Il écarte les listes dont les sigles et les logos ne satisfont pas aux dispositions de l'article L4142-26, § 3, du présent Code.

Art. L4142-13. § 1^{er}. Le bureau ne peut contester la qualité d'électeur des signataires qui figurent en cette qualité sur le registre des électeurs d'une commune de la circonscription.

§ 2. En cas de doute sur l'éligibilité du candidat non belge de l'Union européenne, notamment au vu de sa déclaration, le président du bureau de circonscription peut exiger que ce candidat produise une attestation émanant des autorités compétentes de son Etat d'origine et certifiant qu'il n'est pas déchu ni suspendu, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans cet Etat, ou que ces autorités n'ont pas connaissance d'une telle déchéance ou suspension.

Art. L4142-14. Lorsque, après délibération, le bureau de circonscription déclare irrégulière la présentation de certains candidats, les motifs de cette décision sont insérés dans le procès-verbal et un extrait de celui-ci, reproduisant textuellement l'indication des motifs invoqués, est envoyé immédiatement, par lettre recommandée, au déposant qui a fait la remise de l'acte où figurent les candidats écartés et qui se trouve désigné le premier dans l'acte de présentation.

Art. L4142-15. § 1^{er}. Lorsque le motif invoqué est l'inéligibilité d'un candidat, l'extrait du procès-verbal est également envoyé à ce candidat, de la même manière.

§ 2. En outre, le président du bureau de circonscription invite, par la voie la plus rapide, l'administration communale du domicile du candidat à lui transmettre sur-le-champ, copie ou extrait de tous les documents en sa possession, susceptibles de donner des indications au sujet de l'éligibilité du candidat. Ces mêmes documents, dûment certifiés, font l'objet d'un envoi sous pli recommandé.

§ 3. Si le candidat en cause n'est pas domicilié dans la commune depuis quinze jours au moins et si les documents pouvant établir une inéligibilité ne sont pas encore parvenus à la commune, celle-ci transmet, par la voie la plus rapide, le texte de cette demande à l'administration communale du domicile précédent.

§ 4. Si les démarches accomplies conformément aux paragraphes 1^{er} à 3 n'emportent pas sa conviction, le président peut, si le bureau le juge utile, procéder à d'autres investigations quant à l'éligibilité des candidats en cause.

§ 5. Tous les documents réclamés en exécution du présent article seront délivrés sans frais.

Art. L4142-16. A 16 heures ou, au plus tard, au moment où les vérifications sont terminées, le bureau de circonscription arrête provisoirement la liste des candidats.

Art. L4142-17. Aussitôt après, il communique un extrait de toutes les listes déposées au Gouvernement ou à son délégué qui lui signale les candidatures multiples au plus tard le surlendemain avant 16 heures.

Art. L4142-18. Le Gouvernement peut décider que la transmission et le traitement se feront de manière numérique et automatisée conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article L4141-1.

Si le traitement est effectué par un sous-traitant, ce sous-traitant doit s'engager formellement à préserver le caractère confidentiel des informations. En tout état de cause, le traitement est effectué sous le contrôle et la responsabilité du Gouvernement ou de son délégué.

Art. L4142-19. § 1^{er}. Le jour suivant l'arrêt provisoire, entre 13 et 16 heures, au lieu indiqué aux articles L4125-2, § 2, et L4125-3, § 3, les déposants des listes ou, à leur défaut, l'un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau de circonscription qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l'admission de certaines candidatures.

§ 2. Le président du bureau de circonscription donne immédiatement connaissance de la réclamation au déposant qui a fait la remise de l'acte de présentation attaqué et qui se trouve désigné le premier dans l'acte de présentation, par lettre recommandée indiquant les motifs de la réclamation.

Si l'éligibilité d'un candidat est contestée, celui-ci en est en outre informé directement de la même manière.

§ 3. Le président procède en outre aux investigations prévues à l'article L4142-15, §§ 2 à 5.

Il peut procéder aux investigations qu'il juge utiles quant aux autres irrégularités alléguées.

Art. L4142-20. Le lendemain, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué à l'article L4142-19, les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l'un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau de circonscription qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions.

Art. L4142-21. § 1^{er}. Ils peuvent, dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

§ 2. L'acte est recevable s'il rectifie ou complète un acte écarté pour non-respect des conditions prévues à l'article L4142-10.

§ 3. Cet acte ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau, sauf s'il s'agit d'un acte écarté pour non-respect de l'article L4142-7, 2^o, concernant la composition équilibrée des listes.

Les nouveaux candidats proposés doivent déposer un acte de présentation conforme aux prescriptions de l'article L4142-4, §§ 5 et 6.

L'acte ne peut en tout état de cause modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

§ 4. La réduction du nombre trop élevé de candidats ne peut résulter que d'une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

§ 5. Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

Art. L4142-22. Le même jour, à 16 heures, le bureau de circonscription se réunit et examine les documents reçus par le président conformément aux articles L4142-20 et 21.

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui ont fait la remise de l'un ou l'autre des documents prévus aux articles L4142-19, L4142-20 ou L4142-21, § 1^{er}, ainsi que les témoins désignés en vertu de l'article L4134-1, § 1^{er}.

Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle ou par mandataire est une condition de recevabilité de l'appel prévu à l'article L4142-23, § 2.

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats.

Art. L4142-23. § 1^{er}. Lorsque le bureau rejette une candidature pour inéligibilité d'un candidat, il en est fait mention au procès-verbal. Le président invite le candidat présent ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal, une déclaration d'appel.

§ 2. Lorsque le bureau rejette une réclamation invoquant l'inéligibilité d'un candidat, il en est fait mention au procès-verbal. Le président invite le réclamant présent ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal, une déclaration d'appel.

§ 3. Seules sont sujettes à appel, les décisions du bureau de circonscription se rapportant à l'éligibilité des candidats, conformément aux articles L4142-42 à 44.

§ 4. En cas d'appel, le bureau de district remet alors la suite des opérations au vingtième jour à 16 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu'il aura reçu connaissance des décisions prises par la cour d'appel selon la procédure prévue aux articles L4142-42 à L4142-45 du présent Code.

Le bureau communal, pour les mêmes motifs, remet ces opérations au dix-neuvième jour à 10 heures.

§ 5. Le président de la cour d'appel se tient à la disposition des présidents des bureaux de circonscription de son ressort, le vingt-troisième jour avant l'élection, entre 10 et 12 heures, en son cabinet, pour y recevoir, de leurs mains, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges dont les bureaux principaux ont eu connaissance.

Art. L4142-24. Le bureau arrête définitivement la liste des candidats dans sa circonscription. Il communique une copie de toutes les listes arrêtées définitivement au Gouvernement ou à son délégué. Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique conformément au paragraphe 2 de l'article L4141-1.

Art. L4142-25. Les présidents des bureaux des districts où un ou plusieurs candidats se sont réservé le droit de faire une déclaration de groupement de listes, transmettent immédiatement au président du bureau central d'arrondissement les listes des candidats ayant l'intention de faire groupement.

Section 4. — Affiliation, listes des candidatures et tirage au sort

Sous-section 1^{re}. — Tirage au sort régional

Art. L4142-26. § 1^{er}. En vue d'assurer aux listes représentant, dans chaque circonscription, un même parti politique, l'utilisation d'un numéro d'ordre commun sur le bulletin de vote pour l'élection à venir, une proposition d'affiliation peut être déposée auprès du Gouvernement par ce parti politique, pour autant que ce parti soit représenté au Parlement wallon.

§ 2. La proposition mentionne le sigle ou logo appelé à être utilisé par les listes de candidats qui entendent s'y rallier, ainsi que les nom, prénoms et adresse de la personne et de son suppléant, désignés par le parti politique pour attester, dans chaque arrondissement administratif, qu'une liste de candidats est reconnue par ce parti.

§ 3. Le sigle ou le logo est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes. Un même sigle ou logo peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

§ 4. La proposition d'affiliation doit être signée par cinq députés wallons au moins appartenant au parti politique qui utilisera ce sigle ou logo. Lorsqu'un parti politique est représenté par moins de cinq députés wallons, la proposition d'affiliation est signée par tous les députés wallons appartenant à ce parti. Un député wallon ne peut signer qu'une seule proposition d'affiliation.

Art. L4142-27. Jusqu'au 1^{er} août, chaque parti politique représenté au Parlement wallon fait parvenir au Gouvernement une demande motivée visant à l'interdiction de sigles ou logos ayant fait l'objet d'une protection. Le 10 août au plus tard, le Gouvernement publie au *Moniteur belge* la liste des sigles ou logos dont l'usage est prohibé.

Art. L4142-28. § 1^{er}. Le 1^{er} septembre, entre 10 et 12 heures, les propositions d'affiliations sont remises par un député wallon signataire entre les mains du Gouvernement.

§ 2. A 12 heures, le Gouvernement procède au tirage au sort pour déterminer les numéros d'ordre communs qui seront attribués aux différentes affiliations.

§ 3. Le tableau des affiliations, ainsi que le sigle et le numéro d'ordre commun qui leur ont été attribués, est publié dans les quatre jours au *Moniteur belge*.

§ 4. Le Gouvernement transmet aux présidents des bureaux de district le tableau mentionné au paragraphe précédent, ainsi que les nom, prénoms et adresse des personnes et de leur suppléant respectif, désignés par les partis politiques au niveau de l'arrondissement administratif, qui sont seuls habilités à authentifier les listes de candidats.

Sous-section 2. — Tirage au sort provincial

Art. L4142-29. Lors du dépôt des candidatures mentionné à l'article L4142-4, les candidats qui se réclament d'un sigle ou logo protégé et d'un numéro d'ordre commun issu du tirage au sort régional joignent à leur présentation une attestation de la personne désignée conformément à l'article L4142-28, § 4.

A défaut de cette attestation, le bureau de district constate que la liste n'est pas reconnue et écarte d'office l'utilisation du sigle protégé et du numéro d'ordre commun.

Art. L4142-30. § 1^{er}. Pour les listes qui ne font pas usage de cette disposition, l'attribution d'un numéro d'ordre s'effectuera selon la procédure décrite ci-après.

§ 2. Les candidats qui déposent un acte de présentation entre les mains du président du bureau principal provincial peuvent joindre à cet acte un document reprenant le sigle ou le logo de leur parti politique ainsi que les nom, prénoms et adresse de la personne et de son suppléant, désignés par cette liste pour attester, dans chaque district, qu'une liste de candidats est reconnue par ce parti politique.

§ 3. Le jour de l'arrêt définitif des listes, immédiatement après celui-ci, le président du bureau principal provincial procède au tirage au sort des listes déposées au chef-lieu de la province et qui ne disposent pas d'un numéro d'ordre commun, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le Ministre des Affaires intérieures.

Un numéro d'ordre est d'abord attribué aux listes complètes, puis aux listes incomplètes.

Les candidats isolés sont considérés comme formant une liste incomplète.

§ 4. Le président du bureau principal provincial transmet aux bureaux de district, par la voie la plus rapide, le tableau des sigles ou logos et numéros d'ordre commun ainsi attribués.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Art. L4142-31. § 1^{er}. En même temps que l'acte de présentation, les candidats, ou deux candidats parmi les trois premiers, des listes déposées dans les bureaux de district peuvent déposer, entre les mains du président du bureau de district, une attestation signée de la personne habilitée, conformément à l'article L4142-30, § 2, et tendant à obtenir le même numéro d'ordre que celui qui sera conféré à une des listes déposées au chef-lieu de la province.

Nul ne peut à la fois signer un acte demandant la protection d'un sigle ou logo et être candidat sur une liste utilisant un autre sigle ou logo protégé.

§ 2. Dès réception du tableau des sigles et numéros d'ordre commun mentionnés à l'article L4142-30, § 4, et après arrêt définitif des listes, chaque bureau de district procède immédiatement au tirage au sort en vue d'attribuer un numéro d'ordre aux listes qui ne sont pas encore pourvues d'un numéro d'ordre commun, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le président du bureau principal provincial.

§ 3. Le président du bureau de district transmet aux bureaux communaux, par la voie la plus rapide, le tableau des sigles et numéros d'ordre commun ainsi attribués.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Sous-section 3. — Tirage au sort communal

Art. L4142-32. Lors du dépôt des candidatures mentionné à l'article L4142-4, les candidats qui se réclament d'un sigle ou logo protégé et d'un numéro d'ordre commun issus du tirage au sort régional ou provincial joignent à leur présentation une attestation de la personne désignée conformément à l'article L4142-28, § 4, ou L4142-30, § 2.

A défaut de cette attestation, le bureau communal constate que la liste n'est pas reconnue et écarte d'office l'utilisation du sigle protégé et du numéro d'ordre commun.

Art. L4142-33. Dans leur acte d'acceptation, les candidats peuvent décider de ne pas utiliser le numéro d'ordre commun octroyé en vertu des articles L4142-28, 30 et 32 aux listes affiliées, tout en utilisant le sigle de celles-ci.

Dès réception du tableau des sigles et numéros d'ordre commun mentionnés à l'article L4142-31, § 3, et après arrêt définitif des listes, chaque bureau communal procède immédiatement au tirage au sort en vue d'attribuer un numéro d'ordre aux listes qui ne sont pas encore pourvues d'un numéro d'ordre commun, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le président du bureau de district.

Sous-section 4. — Déclaration de groupement en vue d'apparement

Art. L4142-34. § 1^{er}. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d'arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu'une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1° dans leur acte d'acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d'effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d'autres districts du même arrondissement;

2° l'autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l'acte de présentation de chacun de ces candidats;

3° la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes;

4° une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n'y a pas de groupement.

Les conditions 1° et 2° sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3° et 4° sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

Art. L4142-35. § 1^{er}. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l'une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

Art. L4142-36. § 1^{er}. Le bureau central d'arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l'ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu'il l'a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l'encodage se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1^{er}.

§ 2. Le président du bureau central d'arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

Section 5. — Affichage des listes, bulletins de vote et tableaux de dépouillement

Art. L4142-37. § 1^{er}. Une fois terminées les opérations prévues aux articles précédents, le bureau de circonscription formule immédiatement le bulletin de vote conformément aux modalités prévues par le Gouvernement.

§ 2. Les listes de candidats sont aussitôt affichées. L'affiche reproduit en gros caractères, à l'encre noire, le nom des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé par le Gouvernement, ainsi que leurs prénoms, profession et résidence principale. Elle reproduit aussi l'instruction aux électeurs fixée par le Gouvernement.

§ 3. Les listes de candidats sont inscrites sur le bulletin de vote à la suite les unes des autres.

Les nom et prénoms des candidats sont inscrits dans l'ordre des présentations dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent.

Les listes sont classées dans le bulletin conformément à leur numéro d'ordre.

En cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine par tirage au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Les listes affiliées obtiennent le numéro d'ordre commun visé par les articles L4142-26 à 31, et aucune autre liste ne peut obtenir un de ces numéros, même si aucune liste affiliée n'est présentée dans la commune.

Art. L4142-38. § 1^{er}. Aussitôt que le bureau de circonscription a arrêté le texte et la formule des bulletins, le président de ce bureau fait imprimer ou reproduire sous sa supervision les bulletins de vote à l'encre noire sur papier électoral.

Le papier électoral nécessaire est mis à la disposition du président par le Gouvernement ou son délégué, qui lui en fait livraison contre récépissé indiquant le nombre de feuillets délivrés.

§ 2. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales et rose pour les élections de secteur.

L'emploi de tout autre bulletin est interdit.

§ 3. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin doivent être absolument identiques.

§ 4. Les dimensions des bulletins de vote sont déterminées par arrêté du Gouvernement d'après le nombre des membres à élire.

§ 5. Le président du bureau de circonscription surveille la confection des bulletins de vote par le prestataire. Il peut, s'il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur de son bureau ou un électeur de sa circonscription, en rédigeant un mandat dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Une fois imprimés, les bulletins de vote sont, en présence du président du bureau de circonscription, pliés et placés sous enveloppe scellée à raison d'une enveloppe par local de vote. La suscription extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu'elle contient.

L'imprimeur remet ensuite au président du bureau de circonscription un exemplaire du bulletin de vote qui le concerne marqué "spécimen", ainsi qu'une quittance dûment complétée et signée, dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

La quittance visée à l'alinéa précédent contient les mentions suivantes :

1^o les quantités de papier reçues, imprimées et livrées;

2^o la bonne restitution de la plaque d'impression des bulletins de vote;

3^o la déclaration sur l'honneur du déclarant que celui-ci n'a pas livré de bulletin de vote à des tiers.

Le président du bureau ou le mandataire désigné à cet effet rédige un rapport d'impression et l'envoie, accompagné du mandat attestant sa qualité et de la déclaration sur l'honneur de l'imprimeur, au gouverneur de province qui en accuse réception.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote sont conservées chez l'imprimeur dans des lieux sécurisés jusqu'à la veille du jour du scrutin.

Au cas où la livraison des bulletins de vote est prise en charge par le collège communal, celui-ci procède, dès la mise sous enveloppe, à l'enlèvement chez l'imprimeur et conserve les bulletins dans ses locaux, suffisamment sécurisés et gardés jusqu'à la veille du scrutin.

Art. L4142-39. En prévision du recensement des votes, le président du bureau de circonscription établit un tableau de dépouillement ainsi qu'un tableau de recensement dont les modèles sont fixés par le Gouvernement.

Le tableau de recensement porte les mêmes mentions que le tableau de dépouillement, à l'échelon de la circonscription.

Le Gouvernement peut décider que l'encodage de ces tableaux se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1^{er}.

Ces tableaux portent, pour chacune des listes classées dans l'ordre de leur numéro :

1^o la mention du nombre des bulletins trouvés dans l'urne;

2^o la mention du nombre des bulletins valables;

3^o dans une première colonne, le nom des candidats dans l'ordre prévu sur les bulletins.

Une deuxième colonne vide sera complétée le jour des élections à l'issue du dépouillement avec les résultats du dépouillement.

Art. L4142-40. A partir du moment où les listes sont affichées, le président du bureau de circonscription communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent.

Art. L4142-41. § 1^{er}. La veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau de circonscription ordonne la livraison à chacun des présidents des bureaux de vote des enveloppes cachetées contenant des bulletins nécessaires à l'élection, pliés et en nombre correct. Le président du bureau de vote signe un accusé de réception qui est ensuite transmis au président du bureau de circonscription.

Cette livraison est effectuée par le prestataire chargé de la confection des bulletins de vote. Au cas où la livraison est confiée à un membre du personnel communal désigné par le collège, ce fonctionnaire complète et signe la déclaration sur l'honneur dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

L'enveloppe contenant les bulletins destinés à un local de vote reste scellée jusqu'au moment de l'installation du bureau de vote.

§ 2. Le même jour, le président du bureau de circonscription fait parvenir aux présidents de bureaux de dépouillement le tableau de dépouillement visé à l'article L4142-39.

Section 6. — Recours concernant les candidatures

Art. L4142-42. Assisté de son greffier, le président de la cour d'appel dresse acte de la remise des déclarations d'appel par les présidents de bureaux de circonscription, conformément à l'article L4142-23, § 5.

Il porte l'affaire au rôle d'audience de la première chambre de la cour d'appel du ressort au vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié, ce sans assignation ni convocation.

Art. L4142-43. § 1^{er}. La première chambre de la cour d'appel examine les affaires d'éligibilité toutes affaires cessantes.

§ 2. A l'audience publique, le président donne lecture des pièces du dossier. Il donne ensuite la parole à l'appelant et, éventuellement, à l'intimé; ceux-ci peuvent se faire représenter et assister d'un conseil.

Art. L4142-44. § 1^{er}. La cour, après avoir entendu le procureur général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en audience publique; cet arrêt n'est pas signifié à l'intéressé mais est déposé au greffe de la cour, où l'intéressé peut en prendre communication sans frais.

§ 2. Le dispositif de l'arrêt est porté à la connaissance du président du bureau principal intéressé par la voie la plus rapide, au lieu indiqué par celui-ci, par les soins du ministère public.

§ 3. Le dossier de la cour, accompagné d'une expédition de l'arrêt, est envoyé dans la huitaine au greffier de l'assemblée chargée d'examiner les pouvoirs des élus.

Art. L4142-45. Les arrêts visés à l'article L4142-44 ne sont susceptibles d'aucun recours.

Section 7. — Sanctions se rapportant aux candidatures

Art. L4142-46. Seront punis comme coupables de faux en écriture privée, ceux qui auront apposé la signature d'autrui ou de personnes supposées sur les actes de présentation de candidats, d'acceptation de candidatures ou de désignation de témoins.

CHAPITRE III. — Le scrutin

Section 1^{re}. — Installations électorales

Art. L4143-1. Dans chaque local de vote sont disposées :

1° une urne réservée aux bulletins de vote pour l'élection des conseillers communaux;

2° une urne réservée aux bulletins de vote pour celle des conseillers provinciaux;

3° s'il échet, une urne réservée aux bulletins de vote pour celle des membres des conseils de secteur.

Art. L4143-2. Le collège communal fait livrer à chaque président de bureau de vote, au plus tard la veille des élections, les enveloppes nécessaires à la transmission des documents déterminés à l'article L4143-28.

Les enveloppes dans lesquelles les bulletins de vote ou les documents relatifs aux élections doivent être glissés sont de la même couleur que celle des bulletins de vote ou portent une lettre de trois centimètres de haut : C pour les élections communales, P pour les provinciales, S pour les secteurs.

Art. L4143-3. § 1^{er}. Il y a au moins un isoloir par cent cinquante électeurs.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent satisfaire à la fois le compartiment isoloir et les installations du local de vote.

Toutefois, les dimensions et la disposition peuvent être modifiées par le gouverneur en accord avec le collège communal, selon que l'exige l'état des locaux de vote.

§ 3. Dans chaque commune, un isoloir pour cinq locaux au moins doit être agencé de façon à garantir son accès aisé et son utilisation par les électeurs visés aux articles L4133-1 et L4133-2 du présent Code.

Art. L4143-4. § 1^{er}. Les registres de scrutin du centre de vote sont affichés dans la salle d'attente, ainsi que l'instruction aux électeurs et le texte des articles L4143-4 à 16 du présent Code.

Les listes de candidats sont également affichées dans la salle d'attente en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé par le Gouvernement.

L'instruction aux électeurs est, en outre, placardée à l'extérieur de chaque local de vote.

§ 2. Un exemplaire du présent Code est déposé dans la salle d'attente à la disposition des électeurs; un second exemplaire est déposé dans le local de vote à la disposition des membres du bureau.

§ 3. Une reproduction à 150 % du bulletin de vote est mise à la disposition de l'électeur qui en fait la demande, à raison d'un exemplaire par isoloir.

Un exemplaire de l'instruction aux électeurs, reproduit en gros caractères, est également mis à la disposition des électeurs, à raison d'un exemplaire par local de vote.

§ 4. L'affichage des documents prévus au paragraphe 1^{er} doit se faire en tenant compte de l'accessibilité des personnes de petite taille ou se déplaçant en fauteuil roulant.

Art. L4143-5. § 1^{er}. Le bureau doit être constitué à sept heures trois quarts.

§ 2. Tous les assesseurs et assesseurs suppléants désignés pour le centre de vote restent dans ce dernier jusqu'à la constitution de l'ensemble des bureaux de vote.

Chaque bureau se complète d'abord avec les assesseurs et les assesseurs suppléants désignés pour ce bureau conformément à l'article L4125-5, §§ 2 et 3.

Une fois les bureaux ainsi formés, si un bureau de vote n'a pu se compléter, le président du bureau de vote désigne, parmi les assesseurs suppléants désignés pour ce centre, ceux d'entre eux qui compléteront le bureau en question.

Si à ce moment, les assesseurs et les assesseurs suppléants font encore défaut, le président du bureau de vote concerné complète d'office le bureau par des électeurs présents réunissant les conditions requises conformément à l'article L4125-5, §§ 2 et 3.

Toute réclamation contre semblable désignation doit être présentée par les témoins avant le commencement des opérations. Le bureau statue sur-le-champ et sans appel.

§ 3. En cas d'empêchement ou d'absence du président du bureau de vote au moment ou pendant le cours des opérations, le bureau se complète lui-même. Si les membres du bureau sont en désaccord sur le choix à faire, la voix du plus âgé est prépondérante. Mention en est faite au procès-verbal.

Art. L4143-6. Avant le commencement des opérations, les assesseurs du bureau de vote prêtent entre les mains du président le serment prévu à l'article L4125-2, § 3. Le secrétaire et les témoins prêtent ensuite le même serment.

Le président prête ensuite serment devant le bureau ainsi constitué.

Le président ou l'assesseur nommé pendant le cours des opérations en remplacement d'un membre empêché prête ledit serment avant d'entrer en fonction.

Le procès-verbal fait mention de ces prestations de serment.

Art. L4143-7. § 1^{er}. Dès que le bureau de vote a été formé en vue du vote, le président vérifie en présence des membres du bureau et préalablement à l'ouverture du scrutin si les urnes sont vides, à la suite de quoi elles sont fermées.

§ 2. L'enveloppe contenant les bulletins de vote est décachetée et ouverte en présence du bureau régulièrement constitué.

Le nombre des bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification est indiqué au procès-verbal.

§ 3. Afin de se prémunir contre une tentative de fraude se rapportant au bulletin de vote, le bureau détermine l'emplacement où celui-ci sera estampillé avant d'être remis à l'électeur. Pour ce faire, le bureau choisit cinq places parmi les neuf disponibles sur le gabarit fourni par le Gouvernement. L'emplacement fait ensuite l'objet d'un tirage au sort.

A la demande d'un des membres du bureau ou d'un témoin, ce tirage au sort sera renouvelé une ou plusieurs fois au cours des opérations. Si le président du bureau de vote juge ne pouvoir accueillir immédiatement une proposition faite dans ce sens, le membre du bureau ou le témoin peut exiger que les motifs du refus soient actés au procès-verbal.

Section 2. — Accessibilité et police des centres et locaux de vote et de dépouillement

Sous-section 1^{re}. — Accessibilité aux centres et aux locaux de vote

Art. L4143-8. § 1^{er}. Les membres du bureau, les électeurs de la section, leurs mandataires ou accompagnants sont seuls admis dans le local de vote. Les personnes autres que les membres du bureau ne sont admises que pendant le temps nécessaire pour formuler le vote et déposer les bulletins.

Les témoins de parti désignés conformément à l'article L4134-1 sont admis dans le local de vote sur présentation au président du bureau de vote de la lettre d'information qui leur a été transmise conformément à l'article L4134-1, § 4, pour autant qu'ils respectent les dispositions qui leur sont applicables.

Les experts qui sont désignés conformément à l'article L4211-6 et les personnes qui sont chargées de fournir une assistance technique sont admis dans les locaux de vote le jour du scrutin sur présentation au président de leur carte de légitimation délivrée par le Gouvernement.

Il est fait mention au procès-verbal de l'identité des personnes visées aux alinéas 2 et 3 qui sont admises dans le local de vote.

§ 2. Sauf application de l'article L4143-16, nul ne peut se présenter en armes dans le centre de vote.

Art. L4143-9. Quiconque n'étant ni membre du bureau, ni témoin, ni électeur de la section, mandataire ou accompagnant de celui-ci, ni expert désigné conformément à l'article L4211-6, ni fournisseur d'une assistance technique, entrera pendant les opérations électorales dans les locaux électoraux, sera expulsé par ordre du président ou de son délégué. S'il résiste ou s'il entre, il sera puni d'une amende de 50 à 500 euros.

Art. L4143-10. A l'exception du président, des experts qui sont désignés conformément à l'article L4211-6, et des personnes qui sont chargées de fournir une assistance technique, les personnes visées à l'article L4143-8 ne peuvent communiquer de quelque manière que ce soit avec l'extérieur durant la période pendant laquelle elles sont admises à l'intérieur du local de vote.

Il est fait mention des communications avec l'extérieur et de leur objet au procès-verbal.

Art. L4143-11. Les personnes visées à l'article L4143-8 ne peuvent entrer et sortir du local de vote qu'avec l'accord du président ou de son délégué.

Sous-section 2. — Accessibilité aux centres et aux locaux de dépouillement

Art. L4143-12. Les membres du bureau de dépouillement sont seuls admis dans le local de dépouillement.

Les présidents des bureaux de vote, éventuellement accompagnés d'un assesseur ou d'un témoin, ne restent dans le local de dépouillement que le temps de déposer leur urne, et le quittent aussitôt.

Les témoins de parti, désignés conformément à l'article L4134-1, § 3, pour assister à ces opérations, sont admis dans le local de dépouillement sur présentation au président du bureau de la lettre d'information qui leur a été transmise conformément à l'article L4134-1, § 4, pour autant qu'ils respectent les dispositions qui leur sont applicables.

Il est fait mention au procès-verbal de l'identité des personnes visées aux alinéas 2 et 3 qui sont admises dans le local de dépouillement.

Art. L4143-13. Dès l'ouverture des opérations, les locaux de dépouillement sont clos. En dehors des présidents des bureaux de vote qui apportent l'urne dont ils ont la charge, nul n'est admis, sauf circonstance exceptionnelle et avec l'accord du président, à y pénétrer ou à en sortir jusqu'à la clôture des opérations.

Le président est seul admis à communiquer avec l'extérieur durant les opérations de dépouillement. Il est fait mention de la communication et de l'objet de celle-ci au procès-verbal.

Sous-section 3. — Police des centres et des locaux

Art. L4143-14. Chaque président de bureau de vote ou de dépouillement exerce la police dans son local et dans la salle d'attente. Il peut déléguer ce droit à l'un des membres du bureau pour maintenir l'ordre dans la salle d'attente.

Art. L4143-15. Le président du bureau de vote ou son délégué rappelle à l'ordre ceux qui donnent des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitent au tumulte de quelque manière que ce soit. S'ils persistent, le président ou son délégué peut les faire expulser, sauf à leur permettre de rentrer pour déposer leur vote.

L'ordre d'expulsion est consigné au procès-verbal et les délinquants seront punis d'une amende de 50 à 500 euros.

Art. L4143-16. Nulle force armée ne peut être placée, sans la réquisition du président de local, dans la salle d'attente.

Les autorités civiles et les commandants militaires sont tenus d'obéir à leurs réquisitions.

Section 3. — Le déroulement du scrutin

Art. L4143-17. L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Les collègues électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont convoqués.

Art. L4143-18. Nul n'est tenu de révéler le secret de son vote, même dans une instruction ou contestation judiciaire, ou dans une enquête parlementaire.

Art. L4143-19. Le président, les assesseurs, le secrétaire, les témoins et témoins suppléants votent dans la section où ils remplissent leur mandat.

Art. L4143-20. § 1^{er}. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures à 13 heures.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 13 heures dans le local ou la salle d'attente est encore admis à voter.

§ 2. Les électeurs se présentent à l'entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d'identité.

Le secrétaire pointe leur nom sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu'il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d'identité.

Si l'électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

§ 3. L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

§ 4. A défaut d'inscription au registre de scrutin, nul n'est admis à prendre part au scrutin s'il ne produit soit une décision du collège communal ou un extrait d'un arrêt de la cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège communal certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre électoral mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre.

§ 5. Malgré l'inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège communal ou la cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt conformément aux articles L4122-16 et 24. Un extrait de cette décision ou de cet arrêt doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs qui tombent sous l'application d'une des dispositions des articles L4121-2 et L4121-3, et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l'égard desquels il serait justifié, soit par des documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune.

§ 6. Les électeurs ne peuvent se faire remplacer, si ce n'est par application de l'article L4132-1.

Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés à l'article L4132-1, § 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne "a voté par procuration".

Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article L4143-25, alinéa 1^{er}, 2^o, du présent Code.

§ 7. Conformément à l'article L4133-2, § 3, l'électeur accompagné remet au président du bureau de vote copie de sa déclaration.

Art. L4143-21. § 1^{er}. Pour chaque scrutin auquel il est convoqué, l'électeur reçoit un bulletin.

§ 2. Chaque bulletin de vote, plié en quatre à angle droit, est estampillé au verso d'un timbre portant la date de l'élection, ainsi que la mention de la commune et du district.

Il est ensuite déposé déplié, devant le président qui le referme dans les plis déjà formés.

Le président remet ce ou ces bulletins à l'électeur.

§ 3. L'électeur se rend directement dans l'un des isolements.

L'électeur visé à l'article L4133-2 peut se faire accompagner d'un accompagnant. Le nom de l'un et de l'autre est mentionné au procès-verbal. En l'absence d'un accompagnant de son choix, il peut se faire accompagner du président du bureau de vote.

L'électeur qui ne répond pas aux conditions de l'article L4133-2 et qui souhaite se faire accompagner pourra recourir à l'assistance du président du bureau de vote, pour autant qu'il justifie de cette nécessité auprès de ce dernier. Mention en est faite au procès-verbal. Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal.

§ 4. L'électeur y formule son vote de la manière suivante.

A l'aide du crayon électoral, il appose une marque dans la case de son choix :

1^o soit en tête de liste, s'il adhère à l'ordre de présentation de la liste de son choix;

2^o soit, s'il veut modifier cet ordre, dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats de cette liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

L'électeur peut émettre autant de suffrages qu'il y a de mandats à conférer.

Si l'électeur marque son choix à la fois en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats, le vote en tête de liste sera considéré comme non avenu.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin de vote reconnaissable ne soit manifeste.

Si, par inadvertance, l'électeur détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt annulé.

§ 5. L'électeur sort de l'isoloir et montre au président le bulletin replié régulièrement en quatre avec le timbre à l'extérieur.

§ 6. Il dépose le bulletin vert dans l'urne réservée aux élections provinciales, le blanc dans l'urne réservée aux élections communales et le rose dans l'urne réservée aux élections de secteur.

§ 7. La lettre de convocation lui est restituée après que le président ou un assesseur délégué par lui l'a estampillée à l'aide du timbre visé au paragraphe 2.

Art. L4143-22. § 1^{er}. Sont nuls :

1^o tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi;

2^o ceux qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent des suffrages pour des candidats sur des listes différentes;

3^o ceux dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats d'une autre liste;

4^o ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature, ou une marque non autorisée par le présent Code;

5° ceux repris par le président à l'électeur qui a détérioré son bulletin par inadvertance et qui en a reçu un autre pour exprimer valablement son vote;

6° ceux repris par le président lorsque l'électeur a déplié son bulletin en sortant de l'isoloir de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. En ce cas, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige l'électeur à recommencer son vote.

§ 2. Le président inscrit sur les bulletins repris en exécution du 5° et du 6° du paragraphe 1^{er} la mention : "Bulletin repris", et y ajoute son paragraphe.

Art. L4143-23. Lorsque le scrutin est terminé, le bureau procède à la clôture.

Art. L4143-24. Les urnes restent scellées. Devant le bureau, le président procède à l'obturation de l'orifice par lequel les bulletins sont introduits à l'aide d'un papier adhésif qui est ensuite estampillé en quatre endroits, de manière à ce que le timbre chevauche chaque fois la limite entre le papier et la surface de l'urne.

Art. L4143-25. Le bureau commence par dresser les relevés suivants :

1° les électeurs qui, par application de l'article L4143-20, § 4, du présent Code, ont été admis à voter, bien que non inscrits sur les registres de scrutin;

2° les électeurs figurant sur les registres de scrutin et qui n'ont pas pris part à l'élection.

Le président consigne sur ces relevés les observations présentées par les membres du bureau ou les témoins et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justification.

Ces relevés, signés par tous les membres du bureau, sont envoyés par le président du bureau, dans les trois jours, au juge de paix du canton.

Art. L4143-26. Chaque membre du bureau qui a tenu un registre de scrutin signe son exemplaire. Le président signe ces registres à son tour.

Art. L4143-27. Le bureau arrête et inscrit au procès-verbal :

1° le nombre des électeurs qui ont pris part au vote;

2° le nombre des bulletins repris en application de l'article L4143-22, § 1^{er}, 5° et 6°, du présent Code;

3° le nombre des bulletins inutilisés;

4° le nombre obtenu en soustrayant du nombre de bulletins indiqué au procès-verbal conformément à l'article L4143-7, § 2, ceux indiqués au 2° et au 3°. Ce nombre doit correspondre au 1°.

Art. L4143-28. § 1^{er}. Le bureau place dans des enveloppes distinctes :

1° les bulletins repris;

2° les bulletins inutilisés;

3° le procès-verbal, signé par tous les membres du bureau et les témoins, est placé dans l'enveloppe marquée C; une copie du procès-verbal, contresignée par le président du bureau, est placée dans les enveloppes marquées P et S;

4° les registres de scrutin et le gabarit visé à l'article L4143-7, § 3, sont placés dans l'enveloppe marquée C.

§ 2. Les enveloppes portent en lettres apparentes les indications suivantes :

1° l'indication du contenu;

2° la date de l'élection;

3° le nom de la commune;

4° le nom du district;

5° l'indication : "Bureau de vote n°", suivie du numéro du bureau de vote.

Elles sont immédiatement scellées et remises entre les mains du président du bureau de vote.

§ 3. Chaque président de bureau de vote se charge, accompagné d'un assesseur de son choix, de transmettre, d'une part, l'urne communale et les enveloppes marquées "C" au président du bureau de dépouillement communal, et d'autre part, l'urne provinciale et les enveloppes marquées "P", au président du bureau de dépouillement provincial. Les témoins peuvent accompagner le président lors de l'exécution de cette tâche.

Les bulletins repris, visés au paragraphe 1^{er}, 1°, sont envoyés au gouverneur.

§ 4. Il est donné récépissé au président des documents transférés conformément au paragraphe précédent. Copie du présent récépissé est transmise, par celui-ci et par la voie la plus rapide, au gouverneur de province.

CHAPITRE IV. — *Le dépouillement*

Section 1^{re}. — Constitution du bureau de dépouillement

Art. L4144-1. Le collège communal fait livrer à chaque président de bureau de dépouillement, au plus tard la veille des élections, les enveloppes nécessaires à la transmission des documents déterminés à l'article L4144-10.

Les enveloppes dans lesquelles les bulletins de vote ou les documents relatifs aux élections doivent être glissés sont de la même couleur que celle des bulletins de vote ou portent une lettre de trois centimètres de haut : C pour les élections communales, P pour les provinciales, S pour les secteurs.

Art. L4144-2. § 1^{er}. Le bureau de dépouillement doit être constitué à 14 heures, selon les modalités fixées à l'article L4143-5.

§ 2. La prestation de serment a lieu selon les modalités fixées à l'article L4143-6.

§ 3. En cas d'empêchement ou d'absence au moment des opérations du président ou d'un membre, le bureau se complète lui-même. Si les membres du bureau sont en désaccord sur le choix à faire, la voix du plus âgé est prépondérante. Mention en est faite au procès-verbal.

Section 2. — Le déroulement du dépouillement

Art. L4144-3. Le bureau de dépouillement procède au dépouillement dès qu'il est en possession de toutes les urnes qui lui sont destinées.

Art. L4144-4. § 1^{er}. Dans chaque local de dépouillement, le président, en présence des membres du bureau et des témoins, ouvre les urnes et en retire les bulletins.

§ 2. Avec l'aide des membres du bureau, il compte, sans les déplier, les bulletins qui y sont contenus.

Il écarte les bulletins de vote qui ne correspondent pas à l'élection dont il a la charge.

Art. L4144-5. Le nombre des bulletins trouvés dans chaque urne qui correspond à l'élection dont le bureau a la charge est inscrit au procès-verbal.

Les enveloppes mentionnées à l'article L4143-28 ne sont pas ouvertes.

Art. L4144-6. Le président glisse dans une enveloppe scellée les bulletins retirés des urnes et se rapportant à une autre élection que celle dont il a la charge et les fait parvenir sans délai au bureau de dépouillement correspondant à ces bulletins.

Les votes exprimés dans ces bulletins sont comptabilisés par ce dernier.

Chaque bureau reporte ces transmissions de bulletins dans son propre procès-verbal.

Art. L4144-7. § 1^{er}. Le président et les membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les déplient et les classent d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant les suffrages valables à la première liste ou à des candidats de cette liste;

2° de même pour la deuxième liste et pour les listes suivantes, s'il y a lieu;

3° les bulletins non valables au sens de l'article L4112-18, § 3;

4° les bulletins litigieux au sens de l'article L4112-18, § 5.

§ 2. Ce premier classement étant terminé, les bulletins de chacune des catégories formées pour les diverses listes sont répartis en deux sous-catégories :

1. les bulletins marqués en tête;

2. les bulletins marqués en faveur d'un ou de plusieurs candidats, même s'ils sont également marqués en case de tête.

Art. L4144-8. § 1^{er}. Lorsque le classement des bulletins est terminé, les membres du bureau et les témoins examinent les bulletins sans déranger ce classement et soumettent au bureau leurs observations et réclamations.

Les réclamations sont actées au procès-verbal ainsi que l'avis des témoins et la décision du bureau.

Les bulletins litigieux et ceux qui ont fait l'objet de réclamations sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins avant d'être ajoutés, d'après la décision du bureau, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

De même, les bulletins déclarés non valables, autres que les blancs, sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés successivement par deux membres du bureau.

§ 2. Le bureau arrête et fixe en conséquence :

1° le nombre total des bulletins valables;

2° le nombre total de bulletins non valables;

3° pour chaque liste, le nombre total de bulletins marqués en tête de liste;

4° pour chaque liste, le nombre total de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste;

5° pour chaque candidat, le nombre de suffrages obtenus.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

§ 3. Tous les bulletins ainsi classés sont placés par catégorie sous des enveloppes distinctes et fermées.

Art. L4144-9. Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et des témoins.

Les résultats du dépouillement sont mentionnés au procès-verbal, dans l'ordre et d'après les indications du tableau modèle prévu à l'article L4142-39.

Le bureau complète le tableau en indiquant la date de l'élection et la mention : "Résultat du dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux nos ...", suivie de l'indication des numéros des bureaux de vote.

Le Gouvernement peut décider que l'encodage de ce tableau et sa transmission se feront de la manière visée à l'article L4141-1, §§ 1^{er} et 2.

Art. L4144-10. § 1^{er}. Le bureau place dans des enveloppes distinctes :

1° un double du tableau de dépouillement signé par le bureau et les témoins et dûment estampillé;

2° le procès-verbal.

§ 2. Ces enveloppes, ainsi que celles visées à l'article L4144-8, § 3, portent en lettres visibles les indications suivantes :

1° l'indication du contenu;

2° la date de l'élection;

3° le nom de la commune;

4° le nom du district;

5° l'indication : "Dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux n^{os}...", suivie de l'indication des numéros des bureaux de vote.

Elles sont immédiatement scellées.

Art. L4144-11. § 1^{er}. Le président du bureau de dépouillement se rend auprès du président du bureau communal ou du bureau de canton, selon le scrutin dont il a la charge, muni du procès-verbal de dépouillement et du tableau de dépouillement.

Dans la commune chef-lieu de canton où le dépouillement provincial a lieu dans le même centre que le dépouillement communal, le président du bureau de dépouillement communal se rend, muni du procès-verbal et du tableau de dépouillement, auprès du président du bureau communal et le président du bureau de dépouillement provincial se rend avec les documents similaires issus du scrutin provincial, chez le président du bureau de canton.

§ 2. Si le président consulté constate la régularité du tableau, il le munit de son paraphe.

§ 3. Le président du bureau de dépouillement fait insérer au procès-verbal la mention de la remise du tableau et, le cas échéant, des rectifications y apportées.

§ 4. Les présidents du bureau communal et du bureau de canton autorisent ensuite, chacun pour le scrutin qui le concerne, la proclamation publique par chaque président du bureau de dépouillement du résultat constaté au tableau de dépouillement.

Art. L4144-12. Lorsque, après vérification, le président du bureau communal ou du bureau de canton constate un nombre anormal ou excessif de bulletins blancs et nuls, ou quelque irrégularité, il prie le président du bureau de dépouillement de faire, au préalable, compléter ou rectifier par le bureau concerné le procès-verbal original.

Le président du bureau de dépouillement fait alors insérer au procès-verbal les rectifications y apportées et le rapporte au président consulté qui le munit de son paraphe suivant les modalités de l'article précédent.

Art. L4144-13. A la clôture des opérations, le président de chaque bureau de dépouillement réunit les enveloppes prévues aux articles L4143-28 et L4144-10 en un seul paquet fermé et scellé, à charge pour lui de le transmettre au bureau communal ou au bureau principal de canton, en fonction du scrutin.

CHAPITRE V. — *Le recensement des votes*

Section 1^{re}. — Opérations préliminaires

Art. L4145-1. Les présidents du bureau communal et du bureau de canton reçoivent les tableaux de dépouillement qui leur sont destinés en présence du bureau et des témoins. Ils en donnent récépissé aux présidents des bureaux de dépouillement.

Art. L4145-2. § 1^{er}. Chacun pour l'élection qui le concerne, le bureau communal et le bureau de canton transcrivent par bureau de dépouillement, sur le tableau de recensement prévu à l'article L4142-39 :

- 1° le nombre de bulletins déposés dans les urnes;
- 2° le nombre de votes valables;
- 3° pour chaque liste, le nombre total de votes en tête de liste;
- 4° pour chaque liste, le nombre total de votes nominatifs;
- 5° pour chaque candidat, le nombre de votes nominatifs obtenus.

§ 2. Le Gouvernement peut décider que l'encodage de ce tableau se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1^{er}.

§ 3. Chaque bureau concerné entreprend cette tâche sans attendre, dès qu'il reçoit le tableau du premier bureau de dépouillement.

Art. L4145-3. § 1^{er}. Le bureau communal totalise pour toute la commune, et le bureau de canton pour tout le canton, les rubriques reprises dans le tableau de recensement.

Il indique également le chiffre électoral de chaque liste, constitué par le total des bulletins valables favorables à une liste, tel que déterminé conformément à l'article L4144-8, § 2.

§ 2. Lorsqu'un candidat décède avant le jour du scrutin, le bureau communal ou de district procède comme si ce candidat n'avait pas figuré sur la liste sur laquelle il s'était porté candidat. Le candidat décédé ne peut être proclamé élu et aucune attribution des votes favorables à l'ordre de présentation n'est faite en sa faveur. Il est toutefois tenu compte du nombre de votes nominatifs qui se sont portés sur son nom pour déterminer le chiffre électoral de la liste sur laquelle il avait fait acte de candidature.

§ 3. Si un candidat décède le jour du scrutin ou postérieurement à celui-ci, mais avant la proclamation publique des résultats de l'élection, le bureau communal ou de district procède comme si l'intéressé était toujours en vie. S'il est élu, le premier suppléant de la même liste est appelé à siéger en son lieu et place.

§ 4. Le premier suppléant de la même liste est également appelé à siéger en lieu et place du candidat élu qui décède après la proclamation publique des résultats de l'élection.

Art. L4145-4. Le président du bureau de canton communique au Gouvernement les résultats reportés sur le tableau de recensement des élections provinciales.

Il met ensuite les tableaux de dépouillement ainsi que le tableau de recensement intermédiaire sous enveloppes distinctes et scellées et en assure l'envoi au président du bureau de district qui en donne récépissé.

Le Gouvernement peut décider que les transmissions visées aux alinéas précédents se feront de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Section 2. — Recensement par les bureaux de circonscription

Art. L4145-5. § 1^{er}. A ce stade des opérations, les bureaux de circonscription continuent les opérations chacun pour l'élection qui le concerne.

§ 2. Le bureau communal effectue le recensement des élections communales et de secteur selon les modalités visées aux articles L4145-6, § 1^{er}, L4145-7 et 8, ainsi que les articles L4145-11 à 15.

§ 3. Sur la base des tableaux de recensement qui lui ont été transmis par les bureaux de canton, le bureau de district poursuit le recensement des élections provinciales. Pour ce faire, il y a lieu de distinguer entre :

1° le bureau de district où il n'a pas été fait usage de la faculté de groupement prévue à l'article L4142-34, qui poursuit selon les mêmes modalités que le bureau communal;

2° le bureau de district où il a été fait usage de la faculté de groupement prévue à l'article L4142-34, qui poursuit selon les modalités précisées aux articles L4145-6, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, ainsi qu'aux articles L4145-7, § 2, L4145-9, L4145-10 et à la section 3 du présent chapitre. L'article L4145-15 est applicable sous réserve de la proclamation des candidats.

Pour les opérations prévues aux paragraphes 2 et 3, le Gouvernement peut décider qu'elles se feront de manière automatisée conformément à l'article L4141-1, § 3.

§ 4. A la demande du président du bureau de circonscription, le collège communal met à la disposition de celui-ci le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le même collège fixe l'indemnité à charge de la commune à payer aux personnes désignées, notamment en tant que calculateurs.

§ 5. Il n'est pas exigé qu'une liste ait atteint une quantité déterminée de suffrages pour être admise à la répartition des sièges.

Art. L4145-6. § 1^{er}. Le bureau communal divise successivement par 2, 3, 4, 5, et cetera, le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire.

Le bureau de district divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, et cetera, le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire.

§ 2. Le dernier quotient, limité aux entiers, sert de diviseur électoral.

§ 3. Dans les districts visés à l'article L4145-5, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, le bureau de district établit le diviseur électoral en divisant le total général des bulletins valables par le nombre des sièges à conférer dans le district.

Art. L4145-7. § 1^{er}. Les sièges sont répartis entre les différentes listes en attribuant à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral a fourni de quotients supérieurs ou égaux au diviseur électoral.

§ 2. Le bureau de district visé à l'article L4145-5, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, procède à la division du chiffre électoral de chaque liste par le diviseur électoral. Le résultat s'appelle la fraction électorale. Limitée aux entiers, cette fraction électorale correspond au nombre de sièges acquis par chaque liste.

Art. L4145-8. § 1^{er}. Le bureau de circonscription reporte sur le tableau de recensement les informations concernant la répartition des sièges entre les listes.

§ 2. Il inscrit, les uns à côté des autres sur une même ligne horizontale, les chiffres électoraux des listes admises à la répartition et, sous chacun d'eux, il inscrit les quotients obtenus, limités aux entiers.

§ 3. Ensuite, le bureau souligne successivement les quotients les plus élevés jusqu'à concurrence du nombre de mandats à conférer.

Art. L4145-9. § 1^{er}. Si le dernier quotient utile, c'est-à-dire, celui qui détermine l'attribution du dernier siège figure à la fois dans plusieurs listes, on tiendra compte des chiffres décimaux pour attribuer ce siège à une liste.

§ 2. Si le dernier quotient utile de plusieurs listes est absolument identique, le dernier siège est attribué à la liste qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

§ 3. S'il n'est pas possible à ce stade d'attribuer le dernier siège à une liste, on procède aux opérations prévues à l'article L4145-11.

Art. L4145-10. § 1^{er}. Le bureau de district visé à l'article L4145-5, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, inscrit en plus, pour chacune des listes, en regard du nombre de sièges qui lui sont attribués en vertu de l'article L4145-7, § 2, l'excédent de voix non représentées.

Cet excédent est égal au chiffre électoral de la liste auquel est soustrait le produit de la fraction électorale par le diviseur électoral.

§ 2. Il dresse procès-verbal de ces opérations. Celui-ci est signé par tous les membres du bureau et les témoins.

§ 3. Le bureau transmet un exemplaire de ce procès-verbal au bureau central d'arrondissement par la voie la plus rapide.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

Art. L4145-11. La répartition entre les candidats s'opère en tenant compte des règles suivantes :

1^o lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus de voix est proclamé élu. En cas de parité de votes, le plus âgé est préféré;

2^o lorsque le nombre des candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus;

3^o si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne comporte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée à l'article précédent, chaque quotient nouveau déterminant, en faveur de la liste à laquelle il appartient, l'attribution d'un siège;

4^o lorsque, au moment de la répartition entre les listes, le dernier siège n'a pu être départagé conformément à l'article L4145-9, § 3, il est attribué à celui des candidats concernés qui a obtenu le plus de suffrages nominatifs ou, subsidiairement, au candidat le plus âgé;

5^o lorsque le nombre des candidats d'une liste est supérieur à celui des sièges revenant à la liste, les sièges sont conférés aux candidats dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. En cas de parité de voix, l'ordre de présentation prévaut.

Art. L4145-12. § 1^{er}. Préalablement à la désignation des élus, le bureau de circonscription procède à l'attribution individuelle aux candidats de la moitié du nombre des votes favorables à l'ordre de présentation.

Cette moitié s'établit en divisant par deux le produit résultant de la multiplication du nombre des bulletins marqués en tête de liste, tels que visés à l'article L4144-8, § 2, par le nombre des sièges obtenus par cette liste. Le résultat de cette opération, limité aux entiers, est le montant de la dévolution.

§ 2. Le bureau de circonscription calcule le chiffre d'éligibilité de la façon suivante :

1^o il multiplie le chiffre électoral de la liste par le nombre de sièges attribués à celle-ci;

2^o il divise ce produit par le nombre de sièges attribués à la liste, majoré d'une unité. Le résultat final, s'il comporte des décimales, est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

Art. L4145-13. En vue de déterminer le nombre de suffrages revenant à un candidat, le montant de dévolution est ajouté aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste, à concurrence de ce qui est nécessaire pour atteindre le chiffre d'éligibilité spécifique à chaque liste. L'excédent, s'il y en a, est attribué dans une mesure semblable, au deuxième candidat, puis au troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que le montant de dévolution ait été complètement distribué.

Art. L4145-14. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément à l'article L4145-11, les candidats non élus ayant obtenu le plus grand nombre de voix, ou en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite. Il n'est pas tenu compte dans cette opération des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'article L4145-12.

Art. L4145-15. Le président du bureau de circonscription proclame publiquement le résultat du recensement général des votes et les noms des candidats élus conseillers communaux, provinciaux et de secteur, ainsi que des suppléants.

Art. L4145-16. § 1^{er}. Aussitôt après cette proclamation, le président du bureau de circonscription adresse au Gouvernement le contenu de celle-ci.

Le Gouvernement peut décider que cette transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2.

§ 2. Le bureau de circonscription dresse procès-verbal de ces opérations. Il est signé par tous les membres du bureau et les témoins.

§ 3. Pour les élections communales, le président du bureau communal transmet dans les trois jours au gouverneur de province le procès-verbal, accompagné des bulletins électoraux, des tableaux de dépouillement et de recensement, des enveloppes mentionnées à l'article L4144-8, § 3, et des actes de présentation et d'acceptation des candidats ainsi que de désignation de témoins.

Un double du procès-verbal du bureau communal certifié conforme par ses membres est déposé au secrétariat communal, où chacun peut en prendre inspection.

§ 4. Pour les élections provinciales, le président du bureau de district dépose immédiatement au greffe du tribunal du chef-lieu de la circonscription les documents cités au paragraphe précédent. Ils y seront conservés jusqu'au surlendemain du jour de la validation de l'élection. Les conseillers provinciaux peuvent se les faire produire s'ils le jugent nécessaire.

§ 5. La suscription du paquet contenant ces documents pour chaque élection indique la date de l'élection, le nom de la commune et celui du district.

§ 6. Le secrétaire communal et le greffier provincial, chacun pour l'élection qui le concerne, adressent aux élus des extraits du procès-verbal de recensement de l'élection.

Section 3. — Recensement en cas d'apparementement

Art. L4145-17. § 1^{er}. En cas d'apparementement, le bureau central d'arrondissement se réunit le lendemain à 13 heures pour procéder à la répartition complémentaire des sièges, à la détermination des districts dans lesquels les diverses listes obtiennent ces sièges, et à la désignation des candidats élus.

§ 2. Le bureau reporte sur le tableau d'apparementement fixé par le Gouvernement, pour chaque groupe et chaque liste isolée visée par l'article L4145-18, § 2, alinéa 2 :

- 1° le nom des districts de l'arrondissement;
- 2° le chiffre électoral de chaque liste admise dans un des districts à la répartition complémentaire;
- 3° le nombre de sièges déjà acquis dans chaque district de l'arrondissement, en application de l'article L4145-7, § 2, par les groupes et les listes isolées;
- 4° les excédents de voix non représentées inscrits aux procès-verbaux des districts visés ci-dessus;
- 5° le nombre des sièges complémentaires à répartir dans chaque district.

§ 3. Il entreprend de compléter sans attendre le tableau d'apparementement dès qu'il reçoit le tableau de recensement du premier bureau de district.

§ 4. Si, par suite d'un retard dans la réception d'un ou de plusieurs procès-verbaux des bureaux de district, le travail se trouve suspendu, la séance peut être interrompue momentanément. Elle est reprise le jour même ou, au besoin, le lendemain, à l'heure prévue pour l'arrivée des documents manquants.

§ 5. Le Gouvernement peut décider que l'encodage se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1^{er}.

Art. L4145-18. § 1^{er}. Une fois en possession du procès-verbal de tous les districts de l'arrondissement et le tableau dûment complété, le bureau arrête le chiffre électoral de chaque groupe en additionnant les chiffres électoraux des listes qui en font partie. Les autres listes conservent leurs chiffres électoraux.

§ 2. Pour être admis à la répartition complémentaire, les groupes de liste doivent avoir obtenu dans un district un nombre de voix égal ou supérieur à 66 % du diviseur électoral fixé en application de l'article L4145-6, § 2.

Les listes qui ne se présentent que dans un seul district de l'arrondissement et qui obtiennent le nombre visé à l'alinéa précédent participent également à la répartition des sièges. Ce sont les listes isolées.

§ 3. Le chiffre électoral d'arrondissement est le chiffre obtenu par chaque groupe de listes de l'arrondissement, en additionnant les chiffres électoraux obtenus dans chaque district où des listes de ce groupe se sont présentées.

Art. L4145-19. § 1^{er}. Le bureau divise successivement les chiffres électoraux d'arrondissement en suivant les règles suivantes :

- 1° pour chaque groupe de listes, on divise une première fois le chiffre électoral d'arrondissement par le nombre de sièges déjà acquis, additionné d'une unité;
- 2° s'il reste encore des sièges complémentaires à répartir, on reprend le diviseur utilisé au 1° pour chaque groupe de liste, auquel on ajoute une unité, et on divise le chiffre électoral d'arrondissement par ce résultat. On obtient un quotient électoral d'arrondissement;
- 3° on procède ainsi autant de fois qu'il y a de sièges complémentaires à pourvoir.

§ 2. Le bureau range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de sièges complémentaires à répartir. Chaque quotient utile détermine, en faveur du groupe ou de la liste qu'il concerne, l'attribution d'un siège complémentaire.

Art. L4145-20. § 1^{er}. Le bureau procède ensuite à la désignation des districts où les listes isolées admises à la répartition et les listes formant groupe obtiendront le ou les sièges complémentaires qui leur reviennent.

Les listes isolées prennent leur siège complémentaire avant toutes les autres listes, dans le district où elles se sont présentées, en commençant par celles auxquelles appartiennent les quotients utiles les plus élevés.

§ 2. Chaque groupe de listes reçoit les sièges complémentaires qui lui sont dévolus dans les districts où il a obtenu l'excédent de voix le plus haut.

Chaque siège complémentaire ainsi obtenu est attribué à chaque liste du groupe, dans l'ordre du chiffre d'éligibilité de ces listes, obtenu conformément à l'article L4145-12, § 2.

§ 3. Lorsque toutes les listes d'un groupe sont pourvues d'un siège et qu'il reste des sièges à attribuer à ce groupe, la répartition reprend de la manière indiquée au paragraphe 2.

§ 4. Lorsque tous les sièges d'un district sont déjà pourvus, on prend en considération pour l'attribution du siège complémentaire le district où il reste des sièges à pourvoir et où le groupe concerné a obtenu l'excédent immédiatement inférieur.

§ 5. Lorsque tous les sièges complémentaires attribués à un groupe sont pourvus, les sièges non encore attribués qui auraient pu lui revenir sont répartis entre les autres listes d'un même district, dans l'ordre de leur quotient électoral d'arrondissement.

§ 6. Le Gouvernement peut décider que les opérations prévues aux articles L4145-18 à 21 se feront de manière automatisée, conformément à l'article L4141-1, § 3.

Art. L4145-21. Une fois la répartition entre les listes terminée, le bureau central d'arrondissement, fonctionnant comme bureau de circonscription, reprend les opérations décrites aux articles L4145-11 à 15 et à l'article L4145-16, §§ 1^{er}, 2 et 4.

Les documents mentionnés à l'article L4145-16, § 4, seront déposés au greffe du tribunal du chef-lieu de l'arrondissement.

Section 4. — Sanctions se rapportant au vote, au dépouillement et aux diverses opérations électorales

Sous-section 1^{re}. — Sanction de l'obligation de vote

Art. L4145-22. § 1^{er}. Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

§ 2. Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Art. L4145-23. Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Art. L4145-24. Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Art. L4145-25. § 1^{er}. Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de 5 à 10 euros.

En cas de récidive, l'amende sera de 10 à 25 euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

§ 2. Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

§ 3. Pour l'application du présent article, l'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

§ 4. Dans les cas prévus par le présent article, le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

§ 5. La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

Sous-section 2. — Sanctions concernant l'atteinte au droit de vote et au secret du vote

Art. L4145-26. § 1^{er}. Est considéré comme atteinte au droit de vote le fait, pour déterminer un électeur à s'abstenir de voter ou pour influencer son vote, d'user à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, de lui faire craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura commis une telle atteinte.

Art. L4145-27. Toute personne qui, le jour de l'élection, aura causé du désordre, soit en acceptant, portant ou arborant un signe de ralliement, soit de toute autre manière, sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

Art. L4145-28. Tout président, assesseur ou secrétaire d'un bureau, tout témoin qui aura révélé le secret du vote sera puni d'une amende de 500 à 3.000 euros.

Sous-section 3. — Sanction concernant la corruption électorale

Art. L4145-29. § 1^{er}. Relèvent de la corruption électorale les actes et faits suivants exécutés, directement ou indirectement, sous la condition d'obtenir soit un suffrage, soit l'abstention de voter, soit la procuration prévue à l'article L4132-1, § 1^{er}, ou en subordonnant les avantages décrits au résultat de l'élection :

1° donner, offrir ou promettre, même sous forme de pari, soit de l'argent, des valeurs ou avantages quelconques, soit des secours;

2° faire l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés.

§ 2. Quiconque sera coupable de corruption électorale sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront accepté les dons, les offres ou les promesses.

Art. L4145-30. § 1^{er}. Relèvent également de la corruption électorale les actes et faits suivants :

1° donner, offrir ou promettre aux électeurs, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, une somme d'argent ou des valeurs quelconques;

2° donner, offrir ou promettre à l'électeur, à l'occasion d'une élection, des comestibles ou des boissons.

§ 2. Quiconque se sera livré à l'un de ces actes sera puni d'une amende de 26 à 200 euros.

La même peine sera appliquée à l'électeur qui aura accepté des dons, offres ou promesses.

§ 3. Seront punis comme auteurs des délits prévus aux paragraphes 1^{er} et 2, ceux qui auront fourni des fonds pour les commettre, sachant la destination qu'ils devaient recevoir, ou qui auront donné mandat de faire, en leur nom, les offres, promesses ou menaces.

§ 4. Le fonctionnaire public qui se rend coupable de ces délits encourt le maximum de la peine. L'emprisonnement, ainsi que l'amende, pourront être portés au double.

§ 5. Les aubergistes, débitants de boissons ou autres commerçants ne seront pas recevables à réclamer en justice le paiement des dépenses de consommation faites à l'occasion des élections.

Art. L4145-31. § 1^{er}. Tout membre ou employé d'un organisme public ou subventionné à objet social qui aura soit directement, soit indirectement offert, promis ou donné des secours permanents, temporaires ou extraordinaires à un ou plusieurs indigents, sous la condition d'obtenir un suffrage ou l'abstention de voter, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 2. Il en sera de même desdits membres ou employés qui auront refusé ou suspendu tout octroi de ces secours par le motif que l'indigent n'aurait pas consenti à laisser influencer son vote ou à s'abstenir de voter.

§ 3. Quiconque réclamera des secours ou une augmentation de secours, sous la menace de voter dans un sens déterminé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois.

Sous-section 4. — Sanctions concernant la fraude électorale

Art. L4145-32. § 1^{er}. Relèvent de la fraude électorale les actes et faits suivants commis lors du vote ou du dépouillement du scrutin par un membre d'un bureau électoral :

1° altérer frauduleusement, soustraire ou ajouter des bulletins de vote;

2° inscrire sciemment au procès-verbal un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter.

§ 2. Quiconque aura commis un de ces délits sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 2.000 euros.

§ 3. Le témoin qui se sera rendu coupable des faits énoncés au paragraphe précédent est passible de la même peine.

§ 4. Toute autre personne coupable des faits énoncés dans le paragraphe précédent sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 à 1.000 euros.

§ 5. Les faits seront immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. L4145-33. La contrefaçon des bulletins électoraux est punie comme faux en écriture publique.

Sous-section 5. — Sanctions concernant la captation des suffrages

Art. L4145-34. § 1^{er}. Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis les cas prévus à l'article L4132-1, § 1^{er};

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 à 1.000 euros.

Art. L4145-35. § 1^{er}. Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1^{er}, en l'absence des conditions requises à cet effet;

2° ayant donné procuration, laisser voter son mandataire malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'article L4132-1, § 1^{er};

3° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

4° accepter ou donner plusieurs mandats en application de l'article L4132-1, § 1^{er}.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de 26 à 1.000 euros.

Art. L4145-36. § 1^{er}. Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3;

2° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différents communes ou locaux.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros.

Sous-section 6. — Sanctions concernant la violence

Art. L4145-37. Ceux qui, par attroupement, violences ou menaces, auront empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits politiques seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de 26 à 1.000 euros.

Art. L4145-38. Quiconque aura engagé, réuni ou aposté des individus, même non armés, de manière à intimider les électeurs ou à troubler l'ordre, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 euros.

Ceux qui auront fait partie sciemment de bandes ou groupes ainsi organisés seront punis d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 200 euros.

Art. L4145-39. Toute irruption dans un bâtiment électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'entraver les opérations électorales, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 2.000 euros.

Si les coupables étaient porteurs d'armes, ils seront condamnés à un emprisonnement d'un à trois ans et à une amende de 500 à 3.000 euros.

Art. L4145-40. Les membres d'une section électorale qui, pendant le scrutin, se sont rendus coupables d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, soit envers l'un des témoins, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de 100 à 1.000 euros.

Si les coupables étaient porteurs d'armes, ils seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art. L4145-41. Si, à l'occasion des faits décrits aux articles L4145-38 à 40, le scrutin a été violé, le maximum des peines visées à ces articles sera prononcé et elles pourront être portées au double.

Si les coupables étaient porteurs d'armes, ils seront condamnés à la réclusion de cinq à dix ans et à une amende de 3.000 à 5.000 euros.

Si ces faits ont été commis par des bandes ou des groupes organisés comme il est dit à l'article L4145-38, ceux qui auront engagé, réuni ou aposté les individus qui en auront fait partie seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 1.000 euros.

Art. L4145-42. Seront punis comme auteurs ceux qui auront directement provoqué à commettre les faits prévus par les articles L4145-38 à 40, soit par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, soit par des discours tenus ou des cris proférés dans des réunions ou des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non, et vendus ou distribués.

Si les provocations n'ont été suivies d'aucun effet, leurs auteurs seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 50 à 500 euros.

Sous-section 7. — Dispositions diverses

Art. L4145-43. La poursuite des crimes et délits prévus par le présent Code et l'action civile seront prescrites après six mois révolus à partir du jour où les crimes et délits ont été commis.

Art. L4145-44. En cas de concours de plusieurs délits prévus, les peines seront cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte.

Art. L4145-45. S'il existe des circonstances atténuantes, les tribunaux sont autorisés à remplacer la peine de la réclusion par un emprisonnement de trois mois au moins et à réduire l'emprisonnement au-dessous de huit jours et l'amende au-dessous de 26 euros.

Ils pourront prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'elles puissent être au-dessus des peines de police.

Art. L4145-46. Il est défendu au fonctionnaire qui reçoit une réclamation d'antidater le récépissé qu'il remet au réclamant, sous peine d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

CHAPITRE VI. — Clôture des opérations électorales et validation

Section 1^{re}. — Clôture des opérations

Art. L4146-1. Les documents mentionnés à l'article L4145-16 sont envoyés dans les cinq jours qui suivent la date de l'élection au greffier de la province.

Le conseil provincial peut, s'il le juge nécessaire, se faire produire ces pièces.

Art. L4146-2. Les bulletins inutilisés sont immédiatement envoyés au gouverneur de la province, qui en constate le nombre.

Art. L4146-3. Le gouverneur de la province tient à la disposition des juges de paix, respectivement compétents pour l'application des articles L4145-22 à 25, les enveloppes non décachetées contenant les registres de scrutin.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote autres que les bulletins inutilisés ne peuvent être ouvertes que par le collège provincial, à qui sont remises toutes les pièces de l'élection.

Section 2. — Validation et recours contre les élections

Sous-section 1^{re}. — Les élections communales

Art. L4146-4. Sans préjudice des dispositions de la section 3 du présent chapitre relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections communales et de secteur, le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau communal, devient définitif quarante-cinq jours après le jour des élections.

Art. L4146-5. Le collège provincial statue sur les réclamations et ne peut annuler les élections qu'à la suite d'une réclamation. Seuls les candidats peuvent introduire des réclamations contre les élections.

Les élections communales et de secteur ne peuvent être annulées tant par le collège provincial que par le Conseil d'Etat que pour cause d'irrégularité susceptible d'influencer la répartition des sièges entre les différentes listes.

Art. L4146-6. En l'absence de réclamation, le collège provincial se borne à vérifier l'exactitude de la répartition des sièges entre les listes et l'ordre dans lequel les conseillers ont été élus et les suppléants déclarés. Le cas échéant, il modifie d'office la répartition des sièges et l'ordre des élus.

Art. L4146-7. Les nouveaux conseillers communaux et de secteur élus entrent en fonction à la date et selon les modalités fixées par l'article L1122-3, alinéa 3, du présent Code.

Art. L4146-8. § 1^{er}. Toute réclamation contre les élections communales et de secteur doit, à peine de déchéance, être formée par écrit, dans les dix jours de la date du procès-verbal, et mentionner l'identité et le domicile du réclamant.

Elle est remise au greffier provincial ou envoyée sous pli recommandé à la poste.

Le fonctionnaire, à qui la réclamation est remise, est tenu d'en donner récépissé.

§ 2. Toute personne ayant introduit une réclamation qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

Art. L4146-9. Lorsqu'il prend une décision en application des articles L4146-5 et 6, le collège provincial statue en tant que juridiction administrative, qu'il ait été ou non saisi d'une réclamation.

Art. L4146-10. L'exposé de l'affaire par un membre du collège provincial et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique. La décision doit être motivée et mentionner le nom du rapporteur, ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité.

Art. L4146-11. Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article L4134-1, § 3, ou ceux-ci dûment appelés; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. L4146-12. § 1^{er}. Le collège provincial se prononce dans les trente jours de l'introduction de la réclamation.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de la section 3 du présent chapitre relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections communales et de secteur, si aucune décision n'est intervenue dans ce délai, la réclamation est considérée comme rejetée et le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau communal, devient définitif.

Art. L4146-13. La décision du collège provincial ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit est notifiée dans les trois jours par les soins du greffier provincial au conseil communal ou de secteur suivant le cas et, par lettre recommandée à la poste, aux réclamants.

Art. L4146-14. § 1^{er}. En cas d'annulation de l'élection, la décision du collège provincial est notifiée, en outre, de la même manière aux deux conseillers signataires visés à l'article L4142-4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou aux trois signataires visés à l'article L4142-4, § 3.

§ 2. La décision par laquelle le collège provincial, se prononçant ou non sur une réclamation, modifie la répartition des sièges entre les listes, l'ordre des conseillers élus ou celui des suppléants est notifiée, en outre, de la même manière aux conseillers élus qui perdent leur qualité d'élu et aux suppléants qui perdent leur rang de premier ou de second suppléant.

§ 3. Si le collège provincial décide d'annuler les élections ou de modifier la répartition des sièges, il est adressé en même temps au Premier président du Conseil d'Etat une copie certifiée conforme de cette décision, du dossier administratif et des pièces de la procédure.

Art. L4146-15. Un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision du collège provincial doit être notifiée. Le Conseil d'Etat statue sur le recours dans un délai de soixante jours. Le recours au Conseil d'Etat n'est pas suspensif, sauf s'il est dirigé contre une décision du collège provincial qui porte annulation des élections ou modification de la répartition des sièges. Lorsque le Gouvernement nomme le bourgmestre de la commune concernée avant que le Conseil d'Etat se soit prononcé, cette nomination a effet à compter de la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat qui n'annule pas les élections ou ne modifie pas la répartition des sièges.

L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat est immédiatement notifié par les soins du greffier, au gouverneur et au conseil communal ou de secteur suivant le cas.

Art. L4146-16. Le conseiller qui a été privé de son mandat est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu.

Art. L4146-17. En cas d'annulation totale ou partielle de l'élection, le collège communal dresse le registre des électeurs de la commune à la date de la notification au conseil de la décision intervenue; il convoque les électeurs pour procéder à de nouvelles élections dans les cinquante jours de cette notification. Le calendrier précis des opérations électorales est fixé par le Gouvernement.

Sous-section 2. — Validation des élections provinciales

Art. L4146-18. Sans préjudice des dispositions de la section 3 du présent chapitre relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections provinciales, le conseil provincial statue sur la validité des élections provinciales; il vérifie les pouvoirs de ses membres titulaires et suppléants et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

Art. L4146-19. Toute réclamation contre l'élection doit être adressée au conseil provincial avant la vérification des pouvoirs.

Art. L4146-20. En cas d'annulation d'une élection, toutes les opérations doivent être recommencées, y compris les présentations de candidats.

Art. L4146-21. Toutefois, lorsque les élections dans plusieurs districts d'un même arrondissement sont liées par le groupement visé à l'article L4142-34 et que les causes d'annulation de l'élection dans l'un des districts ne peuvent rendre douteuses l'exactitude et la sincérité des résultats actés dans les autres districts, le conseil provincial peut valider les élections de ceux-ci en ce qui concerne uniquement les sièges attribués en première répartition par application de l'article L4145-9, et réserver sa décision pour les mandats conférés en seconde répartition jusqu'au moment de la vérification des pouvoirs relative aux nouvelles élections ordonnées dans le district où les opérations électorales ont été annulées.

Les déclarations de groupement antérieurement faites valablement conservent leur effet dans l'élection nouvelle pour les listes dont la composition est restée identique. Elles ne seront donc pas renouvelées et il n'en peut être admis de nouvelles.

Le bureau central d'arrondissement, lors de la nouvelle élection, sera remis en possession des anciens procès-verbaux visés à l'article L4145-10, § 3, à l'effet de pouvoir procéder aux opérations indiquées aux articles L4145-17 à 21, tant en ce qui concerne le district où les élections ont été recommencées que pour les districts où des sièges complémentaires restent à attribuer.

Art. L4146-22. Les conseillers nouvellement élus entrent en fonction lors de la réunion au cours de laquelle leurs pouvoirs sont vérifiés conformément à l'article L4146-18 et après avoir prêté serment.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. L4146-23. Tous les bulletins, valables ou non, sont détruits lorsque l'élection est définitivement validée ou annulée, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les registres de scrutin déposés aux greffes des tribunaux et au greffe provincial sont transmis au gouverneur de province.

Ils sont détruits selon les modalités prévues par le Gouvernement, en même temps que les registres de scrutin détenus par ce dernier.

Art. L4146-24. Au plus tard le 30 mai de l'année qui suit les élections communales et provinciales, le Gouvernement fait rapport au Parlement wallon de la tenue des élections.

En cas d'annulation d'une élection qui exigerait le renouvellement de la procédure la concernant, la tenue de cette élection peut faire l'objet d'un rapport séparé au cas où elle se tiendrait à une date postérieure au 1^{er} mai.

Section 3. — Règles propres au contrôle des dépenses électorales

Art. L4146-25. § 1^{er}. La réclamation fondée sur l'article L4131-5 doit, à peine de déchéance, être introduite par écrit, dans les quarante-cinq jours de la date des élections, auprès de la Commission régionale de contrôle et mentionner l'identité et le domicile du réclamant.

Elle est remise au greffier de la Commission régionale de contrôle ou elle lui est envoyée sous pli recommandé à la poste.

Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.

§ 2. Seuls les candidats sont autorisés à introduire une telle réclamation.

Art. L4146-26. § 1^{er}. La Commission régionale de contrôle statue sans délai sur les réclamations introduites en application de l'article L4146-25.

L'introduction de la réclamation n'est pas suspensive de la mise en place du conseiller concerné.

L'exposé de l'affaire par un membre de la Commission régionale de contrôle et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique. La décision doit être motivée et mentionner le nom du rapporteur, ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité.

§ 2. La Commission régionale de contrôle ne peut priver un candidat élu de son mandat qu'à la suite d'une réclamation.

Art. L4146-27. § 1^{er}. La décision de la Commission régionale de contrôle est notifiée immédiatement par les soins de son greffier au Gouvernement ou à son délégué et au conseil concerné, ainsi que, par lettre recommandée à la poste, au candidat dont l'élection a fait l'objet d'une réclamation et aux réclamants.

§ 2. Un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision de la Commission régionale de contrôle doit être notifiée. Le Conseil d'Etat statue sans délai sur le recours.

Le recours n'est pas suspensif de la mise en place du conseiller concerné.

§ 3. L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat est immédiatement notifié, par les soins du greffier, au Gouvernement ou à son délégué et au conseil concerné, ainsi qu'au candidat dont l'élection a fait l'objet de la réclamation et à la Commission régionale de contrôle.

Art. L4146-28. Le conseiller qui a été privé de son mandat par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'Etat est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu, après vérification de ses pouvoirs par le conseil concerné. Il achève le terme de celui qu'il remplace.

Art. L4146-29. § 1^{er}. Toute réclamation contre la décision du conseil, ou contre le refus de celui-ci de procéder à l'installation du suppléant en qualité de conseiller communal, doit être introduite auprès du collège provincial.

Toute réclamation de même nature concernant les conseillers provinciaux doit être introduite auprès du Gouvernement.

§ 2. L'autorité saisie doit statuer dans les trente jours à compter de la réception de la réclamation formulée.

Cette décision est notifiée au conseiller suppléant intéressé et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation auprès de l'autorité compétente.

§ 3. Un recours auprès du Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours qui suivent la notification.

§ 4. Le gouverneur peut introduire un recours dans les huit jours qui suivent la décision du collège provincial auprès du Gouvernement ou de son délégué.

Art. L4146-30. § 1^{er}. A défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou de plusieurs sièges au conseil. L'élection a lieu selon les règles tracées aux articles L4145-5 et suivants.

§ 2. Le nouveau conseiller achève le terme de celui qu'il remplace.

TITRE V. — Dispositions spécifiques à Comines-Warneton

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. L4151-1. Les dispositions du présent décret sont applicables à l'élection des organes communaux et provinciaux à Comines-Warneton.

Conformément à l'article 6, VIII, 4^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés, les dispositions du présent titre sont toutefois applicables auxdites élections.

Art. L4151-2. Pour l'application du présent titre, il y a lieu de remplacer les références au gouverneur de province par une référence au commissaire d'arrondissement de Mouscron.

CHAPITRE II. — Election directe des échevins

Art. L4151-3. Par dérogation à l'article L1123-8, et conformément à l'article 15, § 2, de la Nouvelle loi communale, les échevins des communes de Comines-Warneton sont élus directement par l'assemblée des électeurs communaux de la manière suivante :

Les quotients obtenus en application de l'article L4145-6, § 1^{er}, sont classés dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des échevins à élire.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chaque liste autant de mandats d'échevin que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile.

Si une liste obtient plus de mandats d'échevin qu'elle ne porte de candidats, les mandats non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée à l'article L4145-6, § 1^{er}, chaque quotient nouveau déterminant l'attribution d'un mandat à la liste à laquelle il se rapporte.

Le mandat d'échevin sera attribué aux candidats élus membres du conseil, dans l'ordre de leur élection.

Le rang des échevins est déterminé par l'ordre d'attribution du mandat.

CHAPITRE III. — Recours

Art. L4151-4. § 1^{er}. Conformément à l'article 77bis de la loi électorale communale, les dispositions des articles L4146-4 à L4146-17 et L4146-25 à L4146-30 sont applicables par analogie à l'élection des échevins visés à l'article L4151-3, étant entendu que seuls les conseillers communaux sont autorisés à introduire une réclamation.

§ 2. En cas de litige relatif à l'élection des conseillers et des échevins des communes de Comines-Warneton, les compétences de la députation permanente de conseil provincial sont exercées par le collège des gouverneurs de province prévu à l'article 131 bis de la loi provinciale. »

Art. 3. Les articles 8, 9, 10, 12, 13, alinéa 2, première phrase, 13bis, et 14 à 33 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, en ce qu'ils concernent le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts, sont abrogés.

Art. 4. Les termes "district", relatifs aux organes territoriaux intracommunaux, sont remplacés partout dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation par "secteur".

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 18 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le 2^o est remplacé par le texte qui suit :

« 2^o le point 5^o de l'alinéa 1^{er} est supprimé; ».

§ 2. A l'article L2212-74, § 1^{er}, sub article 36 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le point 11^o est supprimé.

§ 3. A l'article 56, alinéa 1^{er}, du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mots "en ce compris l'article 28" sont insérés après les mots "les élections".

L'alinéa 4 du même article, rédigé comme suit : « L'article L1123-8, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, entre en vigueur le 1^{er} octobre 2012. » , est remplacé par la disposition suivante :

« L'article L1123-8, § 1^{er}, alinéa 4, entre en vigueur le 1^{er} octobre 2012. »

§ 4. A l'article L4221-2, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacer l'alinéa 3 par le texte suivant :

« Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran de visualisation affiche, pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés d'un numéro d'ordre. »

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article L4142-1, § 2, 7^o, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Art. 7. Jusqu'au 8 octobre 2006, il convient de lire, dans le Livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, "le collège des bourgmestre et échevins" à la place de "le collège communal".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 357 (2005-2006), n^{os} 1 à 45.

Compte rendu intégral, séance publique du 24 mai 2006.

Discussion. Vote.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2235

[2006/201884]

**1. JUNI 2006 — Dekret zur Abänderung des Buchs I
des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das Inhaltsverzeichnis des Buchs I des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"ERSTES BUCH — WAHL DER ORGANE

TITEL 1 — Wahlsystem Grundsätze und Begriffsbestimmungen

KAPITEL I — Grundsätze

(Artikel L4111-1 bis L4111-3)

KAPITEL II — Begriffsbestimmungen

(Artikel L4112-1 bis L4112-28)

Abschnitt I — Wähler

(Artikel L4112-1 und L4112-2)

Abschnitt 2 — Kandidaten

(Artikel L4112-3 bis L4112-6)

Abschnitt 3 — Wahlvorstände und Wahlleinrichtungen

(Artikel L4112-7 bis L4112-9)

Abschnitt 4 — Vorbereitung und Organisation der Wahlen

(Artikel L4112-10 bis L4112-13)

Abschnitt 5 — Wahlverrichtungen

(Artikel L4112-14 bis L4112-18)

Abschnitt 6 — Ergebnisse

(Artikel L4112-19 bis L4112-22)

Abschnitt 7 — Verstöße gegen das Wahlverfahren

(Artikel L4112-23 bis L4112-28)

TITEL II — Wahlsystem**KAPITEL I — Wahlberechtigungsbedingungen**

(Artikel L4121-1 bis L4121-3)

KAPITEL II — Register der Wähler

(Artikel L4122-1 bis L4122-35)

Abschnitt 1 — Aufstellung des Wählerregisters

(Artikel L4122-1 bis L4122-4)

Abschnitt 2 — Ausstellung des Wählerregisters

(Artikel L4122-5)

Abschnitt 3 — Verwendung des Wählerregisters

(Artikel L4122-6 bis L4122-8)

Abschnitt 4 — Einspruch gegen das Wählerregister

(Artikel L4122-9 bis L4122-30)

Abschnitt 5 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit dem Wählerregister

(Artikel L4122-31 bis L4122-35)

KAPITEL III — Verteilung der Wähler

(Artikel L4123-1 und L4123-2)

KAPITEL IV — Aufforderung der Wähler

(Artikel L4124-1 und L4124-2)

KAPITEL V — Bestimmung der Wahlvorstände

(Artikel L4125-1 bis L4125-17)

Abschnitt 1 — Wahlvorstände

(Artikel L4125-1)

Abschnitt 2 — Kreisvorstände

(Artikel L4125-2 bis L4125-5)

Unterabschnitt 1 — Distriktvorstände**Unterabschnitt 2 — Gemeindevorstände****Abschnitt 3 — Kantonsvorstände**

(Artikel L4125-6 bis L4125-8)

Abschnitt 4 — Wahl- und Zählbürovorstände

(Artikel L4125-9 bis L4125-15)

Unterabschnitt 1 — Wahlbürovorstände**Unterabschnitt 2 — Zählbürovorstände****Abschnitt 5 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit den Wahlvorständen**

(Artikel L4125-16 und L4125-17)

TITEL III — Vorbereitung und Organisation der Wahlen**KAPITEL I — Kontrolle der Wahlausgaben und des Ursprungs der Geldmittel**

(Artikel L4131-1 bis L4131-7)

Abschnitt 1 — Kontrolle der Parteien

(Artikel L4131-1 bis L4131-3)

Abschnitt 2 — Kontrolle der Kandidaten

(Artikel L4131-4 bis L4131-6)

Abschnitt 3 — Kontrolle des Ursprungs der Geldmittel

(Artikel L4131-7)

KAPITEL II — Wahl mittels Vollmacht

(Artikel L4132-1)

KAPITEL III — Hilfeleistung bei der Wahl

(Artikel L4133-1 und L4133-2)

KAPITEL IV — Zeugen der Parteien

(Artikel L4134-1 bis L4134-5)

Abschnitt 1 — Bezeichnung der Zeugen

(Artikel L4134-1)

Abschnitt 2 — Unvereinbarkeiten

(Artikel L4134-2)

Abschnitt 3 — Aufgaben der Zeugen

(Artikel L4134-3 bis L4134-5)

KAPITEL V — Wahlkosten

(Artikel L4135-1 bis L4135-4)

TITEL IV — Wahlverrichtungen**KAPITEL I — Numerische und automatisierte Wahlverrichtungen**

(Artikel L4141-1)

KAPITEL II — Kandidaturen

(Artikel L4142-1 bis L4142-46)

Abschnitt 1 — Wählbarkeit und Unvereinbarkeiten

(Artikel L4142-1 und L4142-2)

Abschnitt 2 — Wahlvorschläge

(Artikel L4142-3 bis L4142-9)

Abschnitt 3 — Überprüfung der Kandidaturen

(Artikel L4142-10 bis L4142-25)

Abschnitt 4 — Listenverbindung, Listen der Kandidaturen und Auslosung

(Artikel L4142-26 bis L4142-36)

Unterabschnitt 1 — Regionale Auslosung

Unterabschnitt 2 — Provinziale Auslosung

Unterabschnitt 3 — Gemeindliche Auslosung

Unterabschnitt 4 — Listengruppierungserklärungen

Abschnitt 5 — Bekanntmachung der Listen, Stimmzettel und Zähltabellen

(Artikel L4142-37 bis L4142-41)

Abschnitt 6 — Einspruch gegen die Kandidaturen

(Artikel L4142-42 bis L4142-45)

Abschnitt 7 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit den Kandidaturen

(Artikel L4142-46)

KAPITEL III — Wahl

(Artikel L4143-1 bis L4143-28)

Abschnitt I — Einrichtung der Wahllokale

(Artikel L4143-1 bis L4143-7)

Abschnitt 2 — Zugänglichkeit und Aufsicht der Wahl- und Zähllokale und -zentren

(Artikel L4143-8 bis L4143-16)

Unterabschnitt 1 — Zugänglichkeit für die Wahlzentren und -lokale

Unterabschnitt 2 — Zugänglichkeit zu den Zählzentren und -lokalen

Unterabschnitt 3 — Aufsicht der Zentren und Lokale

Abschnitt 3 — Wahlverlauf

(Artikel L4143-17 bis L4143-28)

KAPITEL IV — Auszählung

(Artikel L4144-1 bis L4144-13)

Abschnitt 1 — Bildung der Zählbürovorstände

(Artikel L4144-1 und L4144-2)

Abschnitt 2 — Auszählungsverlauf

(Artikel L4144-3 bis L4144-13)

KAPITEL V — Stimmenauszählung

(Artikel L4145-1 bis L4145-46)

Abschnitt I — Verrichtungen vor der Auszählung

(Artikel L4145-1 bis L4145-4)

Abschnitt 2 — Auszählung durch die Kreisvorstände

(Artikel L4145-5 bis L4145-16)

Abschnitt 3 — Auszählung im Fall einer Listenverbindung

(Artikel L4145-17 bis L4145-21)

*Abschnitt 4 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit der Wahl,
der Auszählung und den verschiedenen Wahlverrichtungen*

(Artikel L4145-22 bis L4145-46)

Unterabschnitt 1 — Ahndung eines Verstoßes gegen die Wahlpflicht

Unterabschnitt 2 — Ahndung der Verstöße gegen das Wahlrecht und das Wahlgeheimnis

Unterabschnitt 3 — Ahndung der Wahlkorruption

Unterabschnitt 4 — Ahndung des Wahlbetrugs

Unterabschnitt 5 — Ahndung des Stimmenfangs

Unterabschnitt 6 — Ahndung der Gewalt

Unterabschnitt 7 — Verschiedene Bestimmungen

KAPITEL VI — Schließung der Wahlverrichtungen und Gültigkeitserklärung

(Artikel L4146-1 bis L4146-30)

Abschnitt 1 — Schließung der Wahlverrichtungen

(Artikel L4146-1 bis L4146-3)

Abschnitt 2 — Gültigkeitserklärung und Einspruch gegen die Wahlen

(Artikel L4146-4 bis L4146-24)

Unterabschnitt 1 — Gemeindewahlen

Unterabschnitt 2 — Gültigkeitserklärung der Provinzialwahlen

Unterabschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen

Abschnitt 3 — Der Kontrolle der Wahlausgaben eigene Regeln

(Artikel L4146-25 bis L4146-30)

TITEL V — Spezifische Bestimmungen für Comines-Warneton

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

(Artikel L4151-1 und L4151-2)

KAPITEL II — Direktwahl der Schöffen

(Artikel L4151-3)

KAPITEL III — Einspruch

(Artikel L4151-4)“.

Art. 2 - Das Buch I des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“BUCH I — WAHL DER ORGANE

TITEL I — Wahlsystem Grundsätze und Begriffsbestimmungen

KAPITEL I — Grundsätze

Art. L4111-1 - Die Wahl ist Pflicht und geheim. Sie findet in der Gemeinde statt. Jeder Wähler hat nur Anspruch auf eine Stimmabgabe.

Die Wahl erfolgt nach dem System der verhältnismäßigen Vertretung durch allgemeines Wahlrecht.

Die Stimmabgabe ist der Ausdruck der Stimme des Wählers, d.h. der Ausdruck seiner persönlichen Wahl und seines Vorzugs unter den Kandidaten oder unter den Kandidatenlisten.

Art. L4111-2 - Die Wahlverrichtungen finden für die Provinzialwahlen, die Gemeindewahlen und die Sektorenwahlen gemeinsam statt.

Bei den Gemeindewahlen wählen die Wähler aus ihrer Mitte die Mandatsträger, die den Gemeinderat bilden.

Bei den Provinzialwahlen wählen die Wähler aus ihrer Mitte die Mandatsträger, die den Provinzialrat bilden.

Bei den Sektorenwahlen wählen die Wähler aus ihrer Mitte die Mandatsträger, die den Sektorenrat bilden.

Art. L4111-3 - Die Wahlen werden der durch den vorliegenden Kodex bestimmten Behörde zur Gültigkeitserklärung vorgelegt.

Gegen das offizielle Ergebnis der Wahlen sowie gegen die Vorbereitungsakten kann Einspruch innerhalb der Grenzen und nach den Modalitäten, die durch den folgenden Kodex vorgesehen sind, eingelegt werden.

KAPITEL II — Begriffsbestimmungen

Abschnitt I — Wähler

Art. L4112-1 - Wahlberechtigung und Wähler.

§ 1 - Als Wählerschaft gilt die Gesamtheit der Bevölkerung, die zur Stimmabgabe zugelassen ist, um Kandidaten und Kandidatenlisten zu wählen, um sich in einem Rat vertreten zu lassen.

§ 2 - Der Wähler ist jegliche Person, die den im vorliegenden Kodex angeführten Anforderungen genügt, um an der Wahl in einen Rat teilzunehmen darf.

§ 3 - Für die Gemeindewahlen bezieht der Wahlkörper nicht nur die Personen belgischer Staatsangehörigkeit aber ebenfalls die Angehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder von Drittländern ein, die mit Ausnahme der Staatsangehörigkeit die in Artikel L4121-1 § 1 des Titels II des vorliegenden Kodex bestimmten Bedingungen erfüllen und die die in Artikeln 1bis und 1ter des Gemeindewahlgesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

§ 4 - Die Hilfeleistung von der Wahl betrifft jede Person, die sich am Zeitpunkt der Wahl zeitweilig oder langfristig Schwierigkeiten hat, ihre Stimme abzugeben und die ein an diese Situation angepasstes Verfahren und/oder Umfeld benötigt.

Art. L4112-2 - Wahlkreis und Wahlkollegium.

§ 1 - Der Wahlkreis ist der geographische Bereich, in dem die Wähler, die an der Wahl teilnehmen dürfen, aus ihrer Mitte einen oder mehrere Kandidat(en) wählen, um sie in den Räten zu vertreten.

Für die Gemeindewahlen ist dieser Bereich die Gemeinde.

Für die Provinzialwahlen ist dieser Bereich der Distrikt.

Für die Sektorenwahlen wird dieser Bereich gemäß Artikel L412-1 des vorliegenden Kodex durch den Gemeinderat festgelegt.

§ 2 - Alle Wähler eines Wahlkreises, die im Laufe eines selben Wahlgangs ihre Stimme abgeben müssen, bilden das Wahlkollegium.

§ 3 - Das Wählerregister, auch Wahlregister genannt, gibt die gesamten Personen, die zur Wahl aufgefordert werden, an. Es umfasst die Namen der gesamten zugelassenen Wähler, die im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sind.

§ 4 - Bei der Wahlsektion handelt es sich um eine bestimmte Anzahl Wähler eines selben Wahlkreises, für das ein spezifisches Abstimmungsregister, ein sogenanntes „Wahlregister“, aufgestellt wird und ein Wahlvorstand gebildet wird, um die Stimmen am Wahltag entgegenzunehmen. Jede Sektion wird in einem bestimmten Wahllokal einberufen.

*Abschnitt 2 — Kandidaten***Art. L4112-3. — Kandidat.**

Personen, die für die Wahlen kandidieren, um gewählt zu werden, werden Kandidat genannt. Die Kandidaten können innerhalb einer Kandidatenliste oder als freie Kandidaten kandidieren.

Art. L4112-4 - Politische Partei und Kandidatenliste.

§ 1 - Im Sinne des vorliegenden Buches ist eine politische Partei eine Vereinigung von natürlichen Personen, die über die Rechtspersönlichkeit verfügt oder nicht, die an durch die Verfassung, das Gesetz oder das Dekret vorgesehenen Provinzial-, Gemeinde- oder Sektorenwahlen teilnimmt, und die Kandidaten für die Mandate eines Provinzial-, Gemeinde- oder Sektorenratsmitglieds vorschlägt, und die in den Grenzen der Verfassung, des Gesetzes oder des Dekrets auf die in ihren Satzungen oder ihrem Programm festgelegte Weise dazu beiträgt, dem allgemeinen Wahlrecht und dem Volkswillen Ausdruck zu verleihen.

Als Bestandteile einer politischen Partei gelten Einrichtungen, Vereinigungen, Gruppierungen und regionale Gliederungen einer politischen Partei - ungeachtet ihrer Rechtsform -, die unmittelbar mit dieser politischen Partei verbunden sind, und zwar:

- Studiendienste;
- Wissenschaftliche Einrichtungen;
- Einrichtungen für politische Bildung;
- Produzenten konzessionierter politischer Sendungen;
- in Artikel 22 des Gesetzes vom 4. Juli 1989 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Föderalen Kammern und über die Finanzierung und die offene Buchführung der politischen Parteien erwähnte Einrichtung;
- Gliederungen auf Ebene der Bezirke und/oder Wahlkreise für die Wahlen der Föderalen Kammern und der Gemeinschafts- und Regionalräte,
- politische Fraktionen in den Föderalen Kammern und in den Gemeinschafts- und Regionalräten.

§ 2 - Die Kandidatenliste führt die Personen auf, die durch eine politische Partei ausgewählt werden, um die Stimmen der Wähler zu werben, oder die als freie Kandidaten kandidieren.

Art. L4112-5 - Kürzel und Logos.

Die Listen werden durch ein Kürzel und ggf. durch ein Logo identifiziert, das auf den Stimmzetteln über den Listen, die sie bezeichnen, steht.

Das Kürzel besteht in den Initialbuchstaben entweder der gesamten Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste zusammenstellen. Es kann ein Akronym sein. Es kann ein Logogramm umfassen.

Ein Logogramm ist ein Zeichen, das ein Wort wie das kommerzielle &, das kommerzielle @, das Plus- oder das Minus-Zeichen darstellt.

Das Logo ist die graphische Darstellung des Namens der Liste. Die Regierung bestimmt die Normen, denen das Zeichen genügen muss, um auf einem Stimmzettel stehen zu können.

Art. L4112-6 - Listenverbindung.

Die Listenverbindung ist die Aktion, durch die eine Kandidatenliste erklärt, ein und dasselbe Kürzel und ggf. ein und dasselbe Zeichen als dasjenige, das durch eine Kandidatenliste benutzt wird, die in einem anderen Wahlkreis kandidiert, anwenden zu wollen.

*Abschnitt 3 — Wahlvorstände und Wahleinrichtungen***Art. L4112-7 - Wahlbürovorstände.**

Die Wahlvorstände sind die Organe, denen der vorliegende Kodex die Organisation und die Überwachung der Wahlen anvertraut und deren Zusammensetzung und Zuständigkeiten er regelt.

Art. L4112-8 - Wahl- und Zähllokale und -zentren.

Als Wahlzentrum gilt ein Gebäude oder eine Stelle, in dem bzw. an der mehrere verschiedene Wahllokale gelegen sind, in denen die Wähler ihre Stimme abgeben.

Jedem Wahlvorstand wird ein Wahllokal zugeteilt, damit er die Stimmen einer bestimmten Wahlsektion registriert.

Als Zählzentrum gilt ein Gebäude oder eine Stelle, in dem bzw. an der sich mehrere verschiedene Zähllokale befinden.

Jedem Zählvorstand wird ein Zähllokal zugeteilt, damit er die Abrechnung und die Totalisierung der Stimmen der Bürovorstände, die ihm zugeteilt werden, vornimmt.

Art. L4112-9 - Wahlmaterial.

Jedes Wahllokal wird durch die Gemeindeverwaltung mit dem für die Stimmabgabe notwendigen Material, das unter anderem die Wahlkabinen, die Urnen, die Bleistifte sowie das durch die Regierung bestimmte Material enthält, ausgerüstet.

Die Urne ist das Behältnis, in dem die Wähler ihre Stimmzettel ablegen, nachdem sie einen Kandidat oder eine Kandidatenliste gewählt haben.

Die Wahlkabine ist die Vorrichtung, die dem Wähler die Möglichkeit gibt, seine Wahl geheim und geschützt von den Blicken anderer Personen abzugeben.

Abschnitt 4 — Vorbereitung und Organisation der Wahlen

Art. L4112-10 - Wahlkampagne.

Als "Wahlkampagne" gelten alle politischen Aktivitäten, einschließlich und insbesondere der Treffen, Versammlungen, Ansprachen, Aufmärsche sowie der Benutzung der Medien, die dazu dienen, der Wählerschaft Auskünfte über die Politik und die Programme eines Kandidaten, einer Liste oder einer politischen Partei zu erteilen, und so Stimmen zu erhalten.

Art. L4112-11 - Wahlperiode.

Die Wahlperiode ist die Periode, die am Tag der Einberufung der Wahlkollegien beginnt und am Wahltag endet. Während dieser Periode sind die Kandidaten, die Listen und die politischen Parteien verpflichtet, die durch den vorliegenden Kodex und die Gesetzgebung in Sachen Wahlausgaben auferlegten Regeln einzuhalten.

Art. L4112-12 - Wahlausgaben.

Als Wahlausgaben gelten die in Artikel 6 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte erwähnten Ausgaben.

Art. L4112-13 - Regionale Kontrollkommission.

Als "regionale Kontrollkommission" wird die regionale Kontrollkommission bezeichnet, die durch Artikel 2 des Dekrets 1. April 2004 zur Einführung der Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats sowie zur Kontrolle der Kommunikationen des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats und der Mitglieder der Wallonischen Region eingesetzt worden ist und die mit der Kontrolle der Wahlausgaben, die für die Wahlen der Mitglieder der Gemeinde-, Provinzial-, Sektoren- und der Sozialhilferäte eingesetzt worden sind, einschließlich des Ursprungs der Geldmittel beauftragt ist.

Abschnitt 5 — Wahlverrichtungen

Art. L4112-14 - Wahloperatoren.

§ 1 - Als Wahloperator gilt jede Person oder Einrichtung, der durch den vorliegenden Kodex offizielle Aufträge in der Vorbereitung und der Organisation der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen anvertraut werden und die Verantwortungen in Sachen Überwachung und Kontrolle im Rahmen dieser Aufträge übernimmt.

§ 2 - Werden als Wahloperatoren betrachtet:

- 1° Die Regierung oder ihr Beauftragter;
- 2° Der Provinzgouverneur oder der Beamte, den er bezeichnet;
- 3° Der Provinzgreffier;
- 4° Der Bürgermeister;
- 5° Das Gemeindekollegium oder der Beamte, der es bezeichnet;
- 6° Der Präsident des Gerichts erster Instanz von Namur, in dieser Eigenschaft;
- 7° Der Greffier des Gerichts erster Instanz des Hauptortes des Bezirks;
- 8° Der Greffier des Gerichts erster Instanz des Hauptortes des Distrikts;
- 9° Der Vorsitzende eines Wahlvorstands oder die Person, die er bezeichnet;
- 10° Die Beisitzer und Sekretäre der Wahlvorstände;
- 11° Die gemäß Artikel L4211-6 § 1 bezeichneten Sachverständigen.
- 12° Das Provinzkollegium

§ 3 - Im Sinne des vorliegenden Kodex gelten folgende Personen nicht als Wahloperatoren:

- 1° die Wähler, einschließlich ihrer Bevollmächtigten oder Begleiter;
- 2° die Kandidaten, die Überbringer, die Unterzeichner, die Zeugen der Parteien, die Vertreter der politischen Parteien;
- 3° die Leistungserbringer und Lieferanten, insbesondere die Drucker und die Lieferanten von EDV-Diensten.

Art. L4112-15 - Registrierung der Kandidaturen.

Der Wähler, der Stimmen bei einer Wahl erhalten möchten, muss sich als Kandidat melden. Das Einreichen der Wahlvorschläge ist das Verfahren, durch das der Kandidat gemäß den im vorliegenden Kodex vorgesehenen Anforderungen registriert wird.

Art. L4112-16 - Wahlvorschläge.

Der Wahlvorschlag ist das durch den vorliegenden Kodex organisierte Verfahren, durch das ein Kandidat oder eine Liste von Kandidaten sich an einem bestimmten Datum registriert lässt/lassen, um an einer bestimmten Wahl teilzunehmen. Man bezeichnet dieses Verfahren auch als Kandidaturanmeldung.

Dieser Vorschlag findet vor dem Vorsitzenden des Kreisvorstands statt.

Der Unterzeichner ist die in Artikel L4142-4 erwähnte Person, die einen oder mehrere Kandidaten unterstützt und die dazu eine Vorschlagsurkunde unterzeichnet.

Der Anmelder ist die Person, die die Vorschlagsurkunde im Auftrag eines Kandidaten oder einer Liste von Kandidaten anmeldet.

Der Zeuge ist die Person, die von einem oder mehreren Kandidaten bezeichnet ist, um im durch den vorliegenden Kodex vorgesehenen Rahmen einen oder mehreren Kandidaten einer selben Liste vor einem oder mehreren Wahlvorstand/Wahlvorständen zu vertreten.

Art. L4112-17 - Wahldokumente.

§ 1 - Die Wahlaufforderung ist das Dokument, das die Wähler einer Gemeinde in den Tagen vor der Wahl erhalten und das die notwendigen Auskünfte und die von der Regierung festgelegten verordnungsmäßigen Referenzen enthält.

§ 2 - Die Vollmacht ist das Dokument, durch das der Vollmachtgeber genannte Wähler, der es wünscht, einem anderen Bevollmächtigten genannten Wähler erlaubt, in den durch den vorliegenden Kodex vorgesehenen Grenzen in seinem Namen und in seinem Auftrag zu wählen. Ein Wähler darf nur ein einziges Mandat erteilen oder erhalten.

Art. L4112-18 - Stimmzettel.

§ 1 - Der Stimmzettel ist das offizielle Formular, auf dem die Wähler ihre Wahl für einen oder mehrere Kandidaten einer selben Liste oder für eine Liste abgeben. Dieses Dokument ist jedem Wähler eigen.

§ 2 - Der gültige Stimmzettel ist derjenige, der bei der Auszählung aus der Urne entnommen wird und auf dem eine Stimme so ordnungsmäßig abgegeben worden, dass sie für einen Kandidat oder eine Liste von Kandidaten in Betracht genommen werden kann.

§ 3 - Der für ungültig erklärte Stimmzettel ist ein Stimmzettel, der bei der Auszählung in der Urne gefunden wurde, und der nicht in Betracht genommen wird, weil er ungültig oder weiß ist.

Der ungültige Stimmzettel ist ein in Artikel L4143-22 § 1 erwähnter Zettel

Der weiße Stimmzettel ist derjenige, auf dem einen Wähler es unterlassen hat, seine Wahl für einen Kandidaten oder eine Liste von Kandidaten abzugeben.

§ 4 - Ein Stimmzettel wird als beschädigt betrachtet, wenn er durch irgendeinen Druckereifehler unbrauchbar geworden ist oder wenn ein Wähler ihn bei der Stimmenabgabe oder bei dessen Rückgabe versehentlich unbrauchbar gemacht hat, woraufhin ihm ein anderer Stimmzettel ausgehändigt worden ist. Ein solcher Stimmzettel wird nie in die Urne geworfen.

§ 5 - Die zweifelhaften Stimmzettel sind die Stimmzettel, die nach der Wahl aus der Urne entnommen sind und Zeichen aufweisen, die nicht ermöglichen, sie einer Kategorie von Stimmzetteln zuzuteilen.

§ 6 - Ein unbenutzter Stimmzettel ist ein Stimmzettel, der nicht verwendet worden ist.

*Abschnitt 6 — Ergebnisse***Art. L4112-19 - Sortierung und Auszählung.**

§ 1 - Die Sortierung der Stimmen ist das Verfahren, das darin besteht, sofort nach der Stimmenabgabe die durch die Wähler in die Urne geworfenen Stimmzettel zu entnehmen, sie zu sortieren, ihre Gültigkeit zu bestimmen, sie zu zählen und eine zusammenfassende Aufstellung zu erstellen.

§ 2 - Die Auszählung der Stimmen ist das Verfahren, das darin besteht, die Ergebnisse der verschiedenen Auszählungen eines Wahlkreises zu sammeln und diese zusammenzustellen, um das Endergebnis der Wahl auf Ebene dieses Wahlkreises zu bestimmen.

Art. L4112-20 - Sitzverteilung.

§ 1 - Als Sitze gelten die Mandate innerhalb eines Rates, die nach Ablauf einer Wahl die bezeichneten Kandidaten oder ihre Ersatzkandidaten innehaben werden.

§ 2 - Die Zuteilung der Sitze ist das Verfahren, das darin besteht, die im Laufe einer Wahl zu besetzenden Sitze je nach der erhaltenen Stimmenanzahl an die Kandidatenlisten zu vergeben.

§ 3 - Die Übertragung ist die nachfolgende Vergabe eines Sitzes an einen Kandidaten, wobei die zu seinen Gunsten abgegebenen Stimmen und diejenigen, die zugunsten der Vorschlagsreihenfolge der Liste abgegeben worden sind, zusammengezählt werden.

Art. L4112-21 - Ergebnisse.

§ 1 - Als inoffizielles Ergebnis gilt die Anzahl der Stimmen, die ein Kandidat oder eine Kandidatenliste in den Zählvorständen erhalten hat aber von den Vorsitzenden des Kreisvorstandes noch nicht verkündet worden ist. Diese Ergebnisse können von der Regierung oder ihren Bevollmächtigten benutzt werden, um eine schnelle und vorläufige Bewertung der Stimmenabgabe zu ermöglichen. Zu diesem Zweck kann die Regierung oder ihr Bevollmächtigter die Wahlvorstände darum bitten, ihm die Teilergebnisse zu übermitteln.

§ 2 - Das offizielle Ergebnis ist die Verkündung durch die Vorsitzenden des Kreisvorstandes der Anzahl der jedem Kandidaten oder jeder Kandidatenliste erteilten Stimmen, die nach der Auszählung durch die gesamten Zählvorstände eines Wahlkreises bestimmt worden ist. Es ist dieses Ergebnis; das Gegenstand einer Gültigkeitserklärung und einer Veröffentlichung auf Ebene des Wahlkreises ist.

Art. L4112-22 - Listengruppierung.

§ 1 - Sind bei der Verteilung der Sitze für die Provinzialräte noch Mandate zu gewähren, da keine Liste die zu diesem Zweck erforderliche Stimmenanzahl erreicht hat, nimmt der Vorstand das Verfahren der Listenverbindung in Anspruch. Diese erfolgt auf Ebene des Bezirks und besteht darin, auf Grundlage der restlichen Anzahl der zusammengezählten Stimmen der gruppierten Listen in die Sitze, die auf Ebene der Distrikte, die diesen Bezirk bilden, noch nicht vergeben wurden, zu verteilen.

§ 2 - Bei den verbundenen Listen handelt es sich um zwei oder mehrere Kandidatenlisten, die jede in verschiedenen Wahldistrikten innerhalb ein und desselben Verwaltungsbezirks kandidieren und die vor den Wahlen in einer sogenannten Verbindungserklärung ihre Absicht, eine Verbindung bezüglich der Verteilung der Sitze auf Ebene dieses Bezirks einzugehen, geäußert haben.

Abschnitt 7 — Verstöße gegen das Wahlverfahren

Art. L4112-23 - Im Rahmen des Wahlverfahrens gilt als Gewalt, die Tatsache, durch Zwang oder Androhung eines körperlichen oder moralischen Schadens:

1° insbesondere eine politische Versammlung, eine Veranstaltung, eine Ansammlung zu stören oder zu verhindern, oder die Wähler zu zwingen, daran teilzunehmen;

2° die Sammlung von Unterschriften zur Unterstützung einer Kandidatur oder die Anmeldung der Kandidaturen zu stören oder zu verhindern;

3° den Zugang zum Wahl- oder Zählbüro oder zu einem Wahlvorstand absichtlich zu blockieren;

4° die Wähler, die Mitglieder der Wahl- und Zählvorstände, die Wahloperatoren oder die Mitglieder ihrer Familie einzuschüchtern;

5° zu versuchen, die Unabhängigkeit oder die Unparteilichkeit eines Wahloperators zu beeinflussen.

Art. L4112-24 - Als "Verstoß gegen das Wahlrecht" gilt die Tatsache, einen Wähler durch Gewalt zu hindern, sein Wahlrecht auszuüben oder ihn zu zwingen, dieses Recht in einem bestimmten Sinne auszuüben.

Art. L4112-25 - Als aktive Wahlkorruption gilt die Tatsache, einem Wähler eine Spende oder irgendwelche andere Vergünstigung direkt oder indirekt anzubieten, zu versprechen, zu geben, zu gewähren oder auszuhändigen, um ihn anzuhalten, sein Wahlrecht in einem bestimmten Sinne auszuüben.

Als passive Wahlkorruption gilt die Tatsache, eine solche Vergünstigung anzunehmen, sie sich versprechen zu lassen oder sich gewähren zu lassen.

Art. L4112-26 - Als Wahlbetrug gilt die Tatsache:

1° ein Wahlregister betrügerisch nachzuahmen, zu fälschen, absichtlich zu vernichten oder verschwinden zu lassen;

2° an einer Wahl betrügerisch teilzunehmen, ohne das Recht zu haben;

3° die Anzahl der zur Unterstützung einer Kandidatur gesammelten Unterschriften zu fälschen, insbesondere durch das Hinzufügen, die Abänderung, den Abzug oder die Streichung der Unterschriften, durch ihre unkorrekte Zählung oder durch die Eintragung eines betrügerischen Ergebnisses in ein Protokoll;

4° das Ergebnis einer Wahl zu fälschen, insbesondere durch das Hinzufügen, die Abänderung, den Abzug oder die Streichung von Stimmzetteln, durch ihre unkorrekte Zählung oder durch die Eintragung eines betrügerischen Ergebnisses in ein Protokoll;

5° ein Protokoll zu unterzeichnen oder zu gegenzeichnen, wenn man weiß, dass es ungenaue Angaben enthält.

Art. L4112-27 - Als Stimmenfang gilt die Tatsache, sich systematisch Stimmzettel anzueignen, diese auszufüllen oder abzuändern und so ausgefüllte oder abgeänderte Stimmzettel abzugeben.

Art. L4112-28 - Als Verstoß gegen das Wahlgeheimnis gilt der Versuch, durch irgendwelche Vorgehen oder durch Betrug in Erfahrung zu bringen, in welchem Sinne ein oder mehrere Wähler sein bzw. ihr Wahlrecht ausübt bzw. ausüben.

TITEL II — Wahlsystem

KAPITEL I — Wahlberechtigungsbedingungen

Art. L4121-1 - § 1 - Um Wähler zu sein, muss man:

1° Spätestens am Tag der Wahlen Belgier sein;

Gemäß den Artikeln 1bis und 1ter des Gemeindewahlgesetzes sind die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union berechtigt, bei den Gemeindewahlen und bei den Wahlen der Mitglieder der Sektorenräte unter den in den besagten Artikeln vorgesehenen Bedingungen zu wählen.

2° Spätestens am Tag der Wahlen das 2°. Lebensjahr vollendet haben;

3° Im Bevölkerungsregister der Gemeinde für die Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen eingetragen sein.

°° - Für die Provinzialwahlen muss man in einer Gemeinde der Provinz wohnen.

- Für die Wahlen der Sektorenräte muss man außerdem im Sektor, für dessen Rat die Wahl stattfindet, wohnen.

- Diese Bedingungen müssen am 31. Juli des Jahres, im Laufe dessen die Wahlen stattfinden, erfüllt werden.

- Der Wähler wählt in der Gemeinde, auf deren Bevölkerungsregister er spätestens am 31. Juli eingetragen ist.

4° sich spätestens am Tag der Wahlen in keinem der in Artikel L4121-2 und 3 vorgesehenen Ausschluss- oder Aussetzungsfälle befinden.

§ 2 - Wähler, die zwischen dem Datum des Abschlusses der Wählerliste und dem Wahltag nicht mehr im Bevölkerungsregister einer wallonischen Gemeinde eingetragen sind, werden aus der Wählerliste gestrichen.

Die Wähler, die innerhalb desselben Zeitraums die belgische Staatsangehörigkeit verloren und dennoch in den Bevölkerungsregistern einer wallonischen Gemeinde eingetragen bleiben, werden ebenfalls aus dem Wählerregister gestrichen. Sie können wieder eingetragen werden, sofern sie dies gemäß Artikel L4122-4 § 2 vor Ablauf der vorgesehenen Fristen beantragen.

§ 3 - Wähler, gegen die nach dem Datum des Abschlusses des Wählerregisters ein Urteil oder ein Entscheid ausgesprochen wird, der für sie entweder den Ausschluss vom Wahlrecht oder eine Aussetzung dieses Rechts am Datum der Wahl bedeutet, werden ebenfalls aus dem Wählerregister gestrichen.

§ 4 - Diesem Register werden bis zum Tag vor der Wahl die Personen hinzugefügt, die infolge eines Entscheids des Appellationshofes oder eines Beschlusses des Gemeindegremiums als Gemeinde-, Provinzial- oder Sektorenratswähler aufgenommen werden müssen.

Art. L4121-2 - Zu einer Kriminalstrafe verurteilte Personen sind endgültig vom Wahlrecht ausgeschlossen und dürfen nicht zur Stimmabgabe zugelassen werden.

Art. L4121-3 - § 1 - Es fällt unter die Aussetzung des Wahlrechts und darf während der Unfähigkeitsperiode nicht zur Stimmabgabe zugelassen werden:

1° wer gerichtlich entmündigt ist, wer in Anwendung des Gesetzes vom 29. Juni 1973 unter verlängerte Minderjährigkeit gestellt ist und wer in Anwendung der Bestimmungen der KAPITEL I bis VI des Gesetzes vom 9. April 1930 über den Schutz der Gesellschaft gegen Geistesgestörte und Gewohnheitsverbrecher, ersetzt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 1. Juli 1964, interniert ist.

Die Wahlunfähigkeit endet mit der Aufhebung der Entmündigung, der Aufhebung der verlängerten Minderjährigkeit oder der endgültigen Freilassung des Internierten.

2° wer zu einer korrekionalen Hauptgefängnisstrafe von mindestens drei Monaten wegen eines vorsätzlichen Vergehens oder zu einer Militärgefängnisstrafe von mindestens drei Monaten verurteilt wurde.

Die Dauer der Unfähigkeit beläuft sich auf sechs Jahre, wenn die Strafe mehr als drei Monate bis weniger als drei Jahre beträgt, und auf zwölf Jahre, wenn die Strafe mindestens drei Jahre beträgt.

3° wer der föderalen Regierung in Anwendung von Artikel 380bis, 3° des Strafgesetzbuches oder in Anwendung der Artikel 22 und 23 des Gesetzes vom 9. April 1930 über den Schutz der Gesellschaft gegen Geistesgestörte und Gewohnheitsverbrecher, ersetzt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 1. Juli 1964, zur Verfügung gestellt wurde.

Die Wahlunfähigkeit der unter der vorangehenden Nr. 3° erwähnten Personen endet nach Ablauf der Periode, während deren sie der föderalen Regierung zur Verfügung gestellt waren.

§ 2 - Personen, die endgültig vom Wahlrecht ausgeschlossen sind oder deren Wahlrecht ausgesetzt ist, werden in eine alphabetisch geordnete Kartei eingetragen, wobei eine Karteikarte pro Person angelegt wird. Sie wird fortlaufend vom Gemeindegremium aktualisiert.

In dieser Kartei werden für jede dieser Personen ausschließlich die folgenden Angaben aufgenommen:

1. Name, Vornamen, Geburtsort und -datum und Wohnort des Verurteilten oder Internierten,
2. das Rechtsprechungsorgan, das den Beschluss verkündet hat, und das Datum dieses Beschlusses,
3. der Ausschluss vom Wahlrecht oder das Datum, an dem die Aussetzung des Wahlrechts endet.

Karteikarten mit den Namen der Personen, deren Wahlrecht ausgesetzt ist, werden vernichtet, sobald die Unfähigkeit endet.

Bei der Erstellung oder der Aktualisierung dieser dürfen keine automatisierte Mittel zum Einsatz kommen. Ihr Inhalt darf Drittpersonen nicht mitgeteilt werden.

§ 3 - Artikel 87 des Strafgesetzbuches findet keine Anwendung auf die in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Unfähigkeitsfälle.

§ 4 - Falls die Verurteilung mit Aufschub ausgesprochen wurde, wird die in § 1 2° vorgesehene Unfähigkeit für die Dauer des Aufschubs ausgesetzt.

Falls die Verurteilung teilweise mit Aufschub ausgesprochen wurde, ist für die Anwendung der Bestimmungen von § 2 nur der ohne Aufschub verhängte Teil der Strafe zu berücksichtigen.

Wird das Urteil vollstreckbar, beginnt die sich daraus ergebende Aussetzung des Wahlrechts ab dem Tag der neuen Verurteilung oder des Beschlusses zur Aufhebung des Aufschubs.

§ 5 - Bei Verurteilung zu mehreren der in § 1 2° erwähnten Strafen werden die sich daraus ergebenden Unfähigkeitsperioden zusammengerechnet, ohne dass sie jedoch die Dauer von zwölf Jahren überschreiten dürfen.

Dies gilt ebenfalls bei einer neuen Verurteilung zu einer oder mehreren der in § 2 erwähnten Strafen, die während der Unfähigkeitsperiode aufgrund einer vorherigen Verurteilung ausgesprochen wird, ohne dass die Unfähigkeitsperiode jedoch vor Ablauf von sechs Jahren nach der letzten Verurteilung enden darf.

§ 6 - Die Staatsanwaltschaften der Gerichtshöfe und Gerichte haben den Bürgermeister der Gemeinden, in denen die Betroffenen zum Zeitpunkt der Verurteilung oder Internierung im Bevölkerungsregister eingetragen waren, sowie den Betroffenen selbst alle Verurteilungen oder Internierungen, gegen die kein gewöhnliches Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann und die den Ausschluss vom Wahlrecht oder die Aussetzung dieses Rechts zur Folge haben, zu notifizieren.

Diese Notifizierung umfasst die in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Angaben.

Die Staatsanwaltschaften der Gerichtshöfe und Gerichte notifizieren in gleicher Weise das Datum, an dem die Internierung endet.

Die Greffiere der Gerichtshöfe und Gerichte notifizieren den Bürgermeistern der Gemeinden, in denen die Betroffenen im Bevölkerungsregister eingetragen sind, die Entmündigung und die Aufhebung der Entmündigung.

Die Regierung bestimmt die Art und Weise, auf die die Gemeindeverwaltungen diese Mitteilungen bearbeiten, aufbewahren oder bei Wohnortwechsel weiterleiten.

KAPITEL II — Register der Wähler

Abschnitt 1 — Aufstellung des Wählerregisters

Art. L4122-1 - Die Stimmabgabe erfolgt in der Gemeinde, in der der Wähler in dem Wählerregister eingetragen ist.

Art. L4122-2 - § 1 - Am 1. August des Jahres, im Laufe dessen die ordentliche Erneuerung der Gemeinderäte stattfindet, erstellt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium das am 31. Juli aktualisierte Wählerregister.

§ 2 - Es werden in dieses Register aufgenommen:

1. Personen, die zum angegebenen Zeitpunkt im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sind und die die in Artikel L4121-1 § 1 erwähnten sonstigen Wahlberechtigungsbedingungen erfüllen.
2. Die zulässigen Wähler, die zwischen dem 1. August und dem Datum der Wahl das Alter von achtzehn Jahren erreichen;
3. Die Personen, deren Aussetzung des Wahlrechts vor dem Datum der Wahl endet.

Das Wählerregister gibt den Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, das Geschlecht, den Hauptwohntort und die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen an.

§ 3 - Für die Personen, die aufgrund von Artikel 1bis des Gemeindewahlgesetzes als Wähler zugelassen worden sind, wird im Wählerregister ihre Staatsangehörigkeit vermerkt. Außerdem steht neben ihrem Namen der Buchstabe "C".

Für die Personen, die aufgrund von Artikel 1ter des Gemeindewahlgesetzes als Wähler zugelassen worden sind, wird im Wählerregister ihre Staatsangehörigkeit ebenfalls vermerkt. Außerdem steht neben ihrem Namen der Buchstabe "E".

§ 4 - Das Gemeindokollegium bringt ggf. die in Artikel L4133-1 erwähnte Erklärung des Wählers zu Protokoll und vermerkt den Buchstaben "A" neben ihrem Namen im Wählerregister.

Art. L4122-3 - § 1 - Das Wählerregister wird gemäß einer durchlaufenden Nummerierung pro Gemeinde und gegebenenfalls pro Gemeindesektion vorzugsweise in alphabetischer Reihenfolge der Wähler erstellt. Das Gemeindokollegium sorgt jedoch dafür, die im Bevölkerungsregister an derselben Anschrift eingetragenen Personen in demselben Wahlzentrum einzuberufen.

In Gemeinden, in denen Sektorenwahlen organisiert werden, wird das erwähnte Register durch die Gemeinde auf der Grundlage einer Aufteilung nach den Sektoren erstellt.

§ 2 - Ein Exemplar des Wählerregisters wird unverzüglich dem Provinzgouverneur und dem Beamten, den er bezeichnet, übermittelt. Ein zweites Exemplar wird gleichzeitig der Regierung oder ihrem Beauftragten zur Information übermittelt.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

§ 3 - Der Gouverneur oder der Beamte, den er bezeichnet, nimmt die notwendigen Überprüfungen vor und schickt dem Gemeindokollegium das betreffende Wählerregister mit den Bemerkungen und den vorzunehmenden Abänderungen innerhalb eines Monats nach seinem Eingang zurück. Eine Abschrift dieses Registers mit den Korrekturen wird ebenfalls der Regierung oder ihrem Beauftragten zur Kontrolle übermittelt.

Die Regierung kann beschließen, dass die Bearbeitung gemäß Artikel L4141-1 § 3 automatisiert erfolgt.

§ 4 - Das Gemeindekollegium nimmt unverzüglich die eventuellen beantragten Korrekturen vor. Darüber hinaus fügt es dem Register die Namen der im Bevölkerungsregister neu eingetragenen Wähler sowie der Angehörigen der anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union und von Drittstaaten, die einen Antrag auf Eintragung im Wählerregister eingereicht haben, hinzu. Er nimmt auch die Streichung derjenigen, die sich inzwischen unter der Wirkung einer Aussetzung- oder Ausschlussklausel befinden, oder die aus dem Bevölkerungsregister der Gemeinde gestrichen worden sind, vor.

Art. L4122-4 - § 1 - Ab diesem Datum darf jede Person überprüfen, ob sie selbst oder sonst irgendjemand auf dem Register steht beziehungsweise richtig eingetragen ist. Jegliche Person, die der Meinung ist, dass sie unberechtigtweise eingetragen, ausgelassen oder aus dem Wählerregister gestrichen worden ist oder für die die vorgeschriebenen Angaben in diesem Register falsch angegeben sind, kann bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag Beschwerde beim Gemeindekollegium einlegen.

§ 2 - Ab demselben Datum kann jede Person, die die belgische Staatsangehörigkeit durch Einbürgerung erwirbt und die die Wahlberechtigungsbedingungen erfüllt, in der Gemeinde, in der sie im besagten Register hätte eingetragen werden müssen, wenn sie die belgische Staatsangehörigkeit vor diesem Datum erworben hätte, beim Gemeindekollegium bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag eine Beschwerde gegen die nicht erfolgte Eintragung im besagten Register nach dem in Artikeln L4122-9 bis 11 des vorliegenden Kodex vorgesehenen Verfahren einlegen.

§ 3 - Das Gemeindekollegium veröffentlicht ab dem 1. August diesbezüglich eine Bekanntmachung mit den Öffnungszeiten des Gemeindesekretariats an und dem in den Artikeln L4122-9 bis 11 des vorliegenden Kodex vorgesehenen Beschwerde- und Einspruchsverfahren.

§ 4 - Bis zum zwanzigsten Tag vor der Wahl nimmt das Gemeindekollegium die in Artikel L4122-3 § 3 vorgesehenen Abänderungen vor.

Bis zum Wahltag nimmt das Gemeindekollegium die folgenden Abänderungen im Wählerregister vor:

1. die Personen, die nach dem 1. August aus diesem Wählerregister gestrichen werden müssen, weil sie die belgische Staatsangehörigkeit verloren haben, weil sie in der Wallonischen Region infolge einer Streichung von Amts wegen oder aufgrund ihres Umzugs ins Ausland aus den Bevölkerungsregistern gestrichen worden sind oder weil sie verstorben sind;

2° die Notifizierungen, die ihnen in Ausführung von Artikel L4121-3 nach Erstellung des Wählerregister gemacht werden;

3° die Änderungen, die infolge der in Artikel L4122-17 erwähnten Beschlüsse des Gemeindekollegiums oder der in Artikel L4122-24 erwähnten Entscheide des Appellationshofes im Wählerregister vorgenommen werden;

4° die Personen, die die belgische Staatsangehörigkeit weniger als zwölf Tage vor der Wahl erwerben.

Abschnitt 2 — Ausstellung des Wählerregisters

Art. L4122-5 - § 1 - Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Gemeindekollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

§ 2 - Jede in § 1 erwähnte politische Partei kann, sofern sie in der Gemeinde eine Kandidatenliste einreicht, zwei Exemplare oder Abschriften dieses Registers kostenlos erhalten und zwar je nach Wunsch auf Papier oder auf einem in § 1 erwähnten Datenträger.

Die Ausstellung von zusätzlichen Exemplaren oder Abschriften erfolgt gegen Zahlung des durch das Gemeindekollegium zu bestimmenden Selbstkostenpreises.

Wenn die politische Partei keine Kandidatenliste einreicht, darf sie unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen, selbst nicht zu Wahlzwecken.

§ 3 - Jede Person, die als Kandidat auf einem im Hinblick auf die Wahl eingereichten Wahlvorschlag erscheint, kann gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier oder auf einem in § 1 erwähnten Datenträger beziehen, sofern sie bei dem Bürgermeister einen diesbezüglichen Antrag per Einschreibebrief eingereicht hat und sich verpflichtet, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Das Gemeindekollegium überprüft bei der Aushändigung, ob der Betreffende als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurde.

Wenn der Antragsteller nachträglich aus der Kandidatenliste gestrichen wird, darf er unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen.

§ 4 - Sobald das Wählerregister erstellt ist, ist das Gemeindekollegium oder der von ihm bezeichneten Gemeindebeamte verpflichtet, dem in Artikel L4112-6 Absatz 3 erwähnten Überbringer einen Auszug dieses Registers auszuhändigen, aus dem hervorgeht, dass der Überbringer und die vorgeschlagenen Kandidaten Wähler in ihrer Gemeinde sind.

§ 5 - Der in § 1 und § 3 erwähnte Antrag führt den Wortlaut der § 2 Absatz 3 § 3 Absatz 3 und 6 sowie von Artikel L4122-34 an. Die Regierung legt das Muster dieses Antrags fest.

§ 6 - Das Gemeindekollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß § 1 § 3 und § 4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

Abschnitt 3 — Verwendung des Wählerregisters

Art. L4122-6 - § 1 - Sofort nach der Erstellung des Wählerregisters der Gemeinde schickt das Gemeindekollegium zwei Exemplare an die Regierung oder an ihren Beauftragten.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

§ 2 - Sofort nach dem Empfang der Wählerregister, nehmen die Regierung oder ihr Beauftragter auf der von ihr bzw. ihm festgelegten Weise den Vergleich der Wählerregister vor, um zu überprüfen, ob Personen aus welchem Grund auch immer auf mehreren Registern aufgeführt sind.

Die Regierung kann beschließen, dass die Bearbeitung gemäß Artikel L4141-1 § 3 automatisiert erfolgt.

Nach Überprüfung beschließen die Regierung oder ihr Beauftragter unverzüglich und übermitteln den betroffenen Gemeindekollegien das Verzeichnis der in dem vorstehenden Absatz erwähnten Personen.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Die Regierung entscheidet, welches Kollegium den Wähler streicht und welches die Eintragung behält.

Die Kollegien bestätigen den Empfang dieses Beschlusses.

Das betroffene Kollegium nimmt innerhalb einer Frist von vier Tagen die Streichung des durch diesen Beschluss betroffenen Wählers vor.

Die Streichung wird den betroffenen Personen sofort mitgeteilt. Sie unterliegt den in Artikeln L4122-9 bis 11 vorgesehenen Einspruchsmöglichkeiten.

Art. L4122-7 - § 1 - Das Gemeindekollegium erstellt auf der Grundlage des Wählerregisters zwei Verzeichnisse:

1° das erste umfasst die Wähler, die in das Amt des Vorsitzenden des Wahl- oder Zählvorstands eingesetzt werden können;

2° das zweite umfasst die Wähler, die als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Wahl- oder Zählvorstandes bezeichnet werden können; Dieses Verzeichnis umfasst zwölf Namen pro Vorstand.

§ 2 - Diese Verzeichnisse werden dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands spätestens am 1. September übermittelt. Dieser übermittelt sie gemäß Artikel L4125-5, § 4 seinerseits dem Vorsitzenden des Kantonsvorstands.

Das Gemeindekollegium setzt sofort nach der Absendung dieser Verzeichnisse den Provinzgouverneur davon in Kenntnis.

§ 3 - Sobald der Vorstand nach dem in Artikel L4125-5 § 1 erwähnten Verfahren die Bezeichnungen der Vorsitzenden der Wahlvorstände vorgenommen hat, teilen die Gemeindeverwaltungen direkt den bezeichneten Vorsitzenden der Wahlvorstände bis zum Wahltag die Abänderungen mit, die gemäß Artikel L4122-4,

§ 4 im Wahlregister vorgenommen werden müssen.

Art. L4122-8 - § 1 - Das Gemeindekollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung der Wählerregister und der Wahlregister unter Beachtung der nachstehenden Modalitäten anvertrauen:

1° der Leistungserbringer füllt eine ehrenwörtliche Erklärung aus, durch die er sich verpflichtet, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten und unterzeichnet sie.

2° wenn der Leistungserbringer die Angaben des Nationalregisters auf der Grundlage einer Tabelle oder eines Datenträgers direkt verwenden muss, füllt er eine ehrenwörtliche Erklärung aus, durch die er sich verpflichtet, Artikel 16 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einzuhalten und unterzeichnet er sie.

3° der Leistungserbringer darf die Register Personen, den durch das Gemeindekollegium ausdrücklich nicht erlaubt worden sind, diese zu erhalten, nicht ausgeben.

4° Das Drucken und die Verbreitung der Wählerregister und der Wahlregister erfolgen unter der Überwachung des Gemeindekollegiums. Dieses bleibt völlig verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Register.

§ 2 - Die Regierung legt das Muster der in § 1 1° und 2° erwähnten Erklärungen fest.

Abschnitt 4 — Einspruch gegen das Wählerregister

Art. L4122-9 - Ab dem Datum, an dem das Wählerregister abgeschlossen sein muss, kann jede Person, die unberechtigtweise eingetragen, ausgelassen oder aus dem Wählerregister gestrichen worden ist oder für die die in Artikel L4122-2 § 2 vorgeschriebenen Angaben unrichtig in diesem Register angegeben sind, bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag Beschwerde beim Gemeindekollegium einlegen.

Art. L4122-10 - Ab dem Datum, an dem das Wählerregister abgeschlossen sein muss, kann jede die Wahlberechtigungsbedingungen erfüllende Person im Wahlkreis, in dem die Gemeinde gelegen ist, in der sie in dem Wählerregister eingetragen ist, bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag gegen Eintragungen, Streichungen oder Auslassungen von Namen auf diesem Register oder gegen jegliche Unrichtigkeit in den in Artikel L4122 § 2 vorgeschriebenen Angaben Beschwerde beim Gemeindekollegium einlegen.

Art. L4122-11 - Die in Artikel L4122-9 oder 10 erwähnte Beschwerde wird durch einen Antrag eingereicht und muss zusammen mit allen Belegen, die der Antragsteller verwenden möchte, gegen Empfangsbescheinigung bei dem Gemeindesekretariat eingereicht oder per Einschreiben an das Gemeindekollegium gerichtet werden.

Der Beamte, der die Beschwerde entgegennimmt, hat sie am Empfangstag in ein Sonderregister einzutragen, eine Empfangsbescheinigung über die Beschwerde und über alle anderen hinterlegten Belege auszustellen. Er legt für jede Beschwerde eine Akte an, er nummeriert und paraphiert die hinterlegten Belege und er trägt sie mit ihrer laufenden Nummer in das jeder Akte beigefügte Inhaltsverzeichnis ein.

Art. L4122-12 - Wenn der Betreffende erklärt, er sei zu schreiben außerstande, kann die Beschwerde mündlich erfolgen. Sie wird vom Gemeindesekretär oder von seinem Beauftragten entgegengenommen.

Der Beamte, der die Beschwerde entgegennimmt, verfasst auf der Stelle darüber ein Protokoll, in dem er feststellt, dass der Betreffende ihm erklärt hat, er sei zu schreiben außerstande.

In diesem Protokoll sind die von dem Betreffenden geltend gemachten Beschwerdegründe aufzuführen. Der Beamte datiert und unterzeichnet dieses Protokoll, und nach Vorlesung händigt er dem Erschienenen ein Duplikat davon aus.

Danach erledigt der Beamte die im vorstehenden Artikel, Absatz 2 vorgesehenen Formalitäten.

Art. L4122-13 - Die Gemeindeverwaltung fügt der Akte kostenlos eine Abschrift beziehungsweise einen Auszug der sämtlichen in ihrem Besitz befindlichen amtlichen Unterlagen bei, auf die der Antragsteller sich beruft, um eine Abänderung des Wählerregisters zu begründen.

Die Gemeindeverwaltung legt der Akte von Amts wegen alle in ihrem Besitz befindlichen amtlichen Unterlagen bei, die zur Bekräftigung der vom Betreffenden geltend gemachten Beschwerdegründe dienen können, die in dem im vorstehenden Artikel vorgesehenen Protokoll aufgenommen sind.

Art. L4122-14 - Im Beschwerdenverzeichnis werden Ort, Tag und Uhrzeit der Sitzung angegeben, während deren die Sache beziehungsweise die Sachen behandelt werden.

Dieses Verzeichnis wird mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung im Gemeindesekretariat ausgehängt, wo jeder es einsehen und kopieren kann.

Die Gemeindeverwaltung notifiziert unverzüglich und mit allen Mitteln dem Antragsteller und gegebenenfalls den betroffenen Parteien das Datum, an dem die Beschwerde untersucht wird.

In dieser Notifizierung wird ausdrücklich und wortwörtlich angegeben, dass gegen den zu treffenden Beschluss nur während der Sitzung Berufung eingelegt werden kann, wie dies in § L4122-17 Absatz 2 und 4 vorgesehen ist.

Art. L4122-15 - Während der im vorstehenden Artikel vorgesehenen Frist werden die Akte der Beschwerden und der in Artikel L4122-16 Absatz 2 erwähnte Bericht im Sekretariat zur Verfügung der Parteien, ihrer Rechtsanwälte oder ihrer Bevollmächtigten gestellt.

Art. L4122-16 - Das Gemeindekollegium muss innerhalb einer Frist von vier Tagen ab dem Datum des Einreichens der Beschwerde oder des in Artikeln L4122-11 und 12 erwähnten Protokolls und auf jeden Fall vor dem siebten Tag vor dem Wahltag über jede Beschwerde entscheiden.

Es entscheidet in öffentlicher Sitzung auf den Bericht eines Mitgliedes des Kollegiums hin und nach Anhörung der Parteien, ihrer Rechtsanwälte oder Bevollmächtigten, falls sie erscheinen.

Art. L4122-17 - Ein mit Gründen versehener Beschluss, in dem der Name des Berichterstatters und der anwesenden Mitglieder angegeben wird, wird getrennt für jeden einzelnen Fall gefasst; er wird in ein Sonderregister eingetragen.

Der Vorsitzende des Kollegiums fordert die Parteien, ihre Rechtsanwälte oder Bevollmächtigten auf, in dem im vorigen Absatz erwähnten Register eine Berufungserklärung zu unterzeichnen, falls sie dies wünschen.

Es wird davon ausgegangen, dass nicht erschienene Parteien den vom Kollegium gefassten Beschluss annehmen.

In Ermangelung einer von den anwesenden oder vertretenen Parteien unterzeichneten Berufungserklärung ist der Beschluss des Kollegiums endgültig. Der endgültige Charakter des Beschlusses wird in dem in Absatz 1 erwähnten Sonderregister vermerkt, und ein Beschluss zur Abänderung des Wählerregisters wird sofort ausgeführt.

Der Beschluss des Kollegiums wird im Gemeindesekretariat hinterlegt, wo jeder ihn kostenlos einsehen kann.

Die Berufung gegen einen Beschluss des Kollegiums schiebt jede Abänderung des Wählerregisters auf.

Art. L4122-18 - Der Bürgermeister übersendet unverzüglich dem Appellationshof mit allen Mitteln eine Ausfertigung der Beschlüsse des Kollegiums, gegen die Berufung eingelegt worden ist, und alle Unterlagen, die die Streitfälle betreffen.

Die Parteien werden innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Akte und auf jeden Fall vor dem Tag vor dem Wahltag aufgefordert, vor Gericht zu erscheinen. Es steht ihnen frei, der für die Untersuchung der Sache bestimmten Kammer ihre Schlussanträge schriftlich zu übermitteln.

Art. L4122-19 - Wenn der Gerichtshof eine Zeugenvernehmung anordnet, kann er einen Friedensrichter damit beauftragen.

Art. L4122-20 - Erfolgt die Zeugenvernehmung vor dem Gerichtshof, informiert der Greffier die Parteien mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus über den festgelegten Tag und die zum Nachweis anstehenden Begebenheiten.

Art. L4122-21 - Die Zeugen können freiwillig erscheinen, ohne ihren Anspruch auf Zeugengebühr zu verlieren. Sie müssen auf einfache Vorladung hin erscheinen. Sie leisten den Eid wie bei Korrektionalverfahren.

Falls sie nicht erscheinen oder falsch aussagen, werden sie wie in Korrektionalsachen verfolgt und bestraft.

Nicht erscheinenden Zeugen angedrohte Strafen werden jedoch vom Gerichtshof oder vom Magistrat, der die Zeugenvernehmung durchführt, ohne Antrag der Staatsanwaltschaft angewandt.

Art. L4122-22 - Bei Zeugenvernehmungen in Wahlangelegenheiten darf kein Zeuge in Anwendung des Artikels 937 des Gerichtsgesetzbuches zur Abgabe einer Erklärung aufgefordert werden.

Verwandte oder Verschwägte einer der Parteien bis zum dritten Grad einschließlich dürfen nicht als Zeuge angehört werden.

Art. L4122-23 - Die Verhandlungen vor dem Gerichtshof sind öffentlich.

Art. L4122-24 - Bei der öffentlichen Sitzung erteilt der Kammerpräsident den Parteien das Wort; diese können sich von einem Rechtsanwalt vertreten und beistehen lassen.

Nach Anhörung der Stellungnahme des Generalprokurators entscheidet der Gerichtshof unverzüglich durch einen Entscheid, der in öffentlicher Sitzung verlesen wird. Er wird bei der Kanzlei des Gerichtshofs hinterlegt, wo die Parteien ihn kostenlos einsehen können.

Der Tenor des Entscheids wird unverzüglich und mit allen Mitteln dem Gemeindekollegium, das den Beschluss, gegen den Berufung eingelegt worden ist, getroffen hat, und den anderen Parteien von der Staatsanwaltschaft notifiziert.

Wenn er eine Abänderung des Wählerregisters zur Folge hat, wird der Entscheid sofort zur Ausführung gebracht.

Art. L4122-25 - Über die Berufung wird sowohl in Abwesenheit als in Anwesenheit der Parteien entschieden. Alle Entscheide des Gerichtshofes gelten als kontradiktorische Entscheide; gegen sie kann kein Rechtsmittel eingelegt werden.

Art. L4122-26 - In einem von mehreren Antragstellern eingereichten Antrag wird nur ein Wohnsitz bestimmt; enthält der Antrag keine Bestimmung des Wohnsitzes, wird davon ausgegangen, dass die Antragsteller ihren Wohnsitz beim erstgenannten Antragsteller bestimmt haben.

Art. L4122-27 - Die Zeugengebühr wird wie in Strafsachen geregelt.

Art. L4122-28 - Die Parteien strecken die Kosten vor.

Bei der Veranschlagung der Kosten werden nicht nur die eigentlichen Verfahrenskosten, sondern auch die Kosten für die Unterlagen, die die Parteien im Wahlstreitfall zur Begründung ihrer Forderungen beibringen mussten, berücksichtigt.

Art. L4122-29 - Die Kosten gehen zulasten der unterlegenen Partei. Wenn jede der Parteien in einigen Punkten unterliegt, können die Kosten kompensiert werden.

Wenn die Forderungen der Parteien nicht offensichtlich unbegründet sind, kann der Gerichtshof jedoch anordnen, dass die Kosten ganz oder teilweise von der Staatskasse übernommen werden.

Art. L4122-30 - Die Greffiere der Appellationshöfe übermitteln den Gemeindeverwaltungen eine Abschrift der Entscheide.

Abschnitt 5 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit dem Wählerregister

Art. L4122-31 - Im Sinne des vorliegenden Abschnitts versteht man unter „Wählerregister“ das Wählerregister und die Abstimmungsregister.

Art. L4122-32 - § 1 - Mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro und mit einer Gefängnisstrafe von acht bis zu fünfzehn Tagen wird belegt, wer in irgendeiner Eigenschaft mit der Vorbereitung oder Aufstellung der Wahlregister beauftragt ist und, um die Streichung eines Wählers herbeizuführen:

1° entweder bei dieser Arbeit wesentlich Unterlagen oder Urkunden, die durch Änderungen, Auslassungen oder Zusätze gefälscht oder fälschlich erstellt worden sind, benutzt hat;

2° oder freiwillig Angaben aus den Unterlagen oder Urkunden, die für die Erstellung der Register verwendet werden können, vorsätzlich durch Änderungen, Zusätze oder Auslassungen falsch auf den Wahlregistern wiedergegeben hat.

Wenn dieses Vergehen begangen wurde, um einer Person das Wahlrecht zu verschaffen, wird eine Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und eine Geldstrafe von fünfzig und fünfhundert Euro verhängt.

§ 2 - Die in Artikel L4145-43 festgelegte Verjährungsfrist von sechs Monaten läuft für die in vorliegenden Artikel vorgesehenen Straftaten erst ab dem Tag, an dem die Wahlregister und die diesbezüglichen Unterlagen dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten, übermittelt wurden.

Art. L4122-33 - Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu zwei Jahren werden Mitglieder eines Gemeindegremiums oder eines Gemeinderats belegt, die bei der Ausübung der Wahlgerichtsbarkeit auf ihren Bericht hin unrechtmäßig die Abweisung eines Antrags auf Eintragung in die Register oder die Anordnung zur Eintragung bzw. Streichung eines Wählers veranlasst haben, indem sie zu diesem Zweck Unterlagen oder Urkunden herangezogen oder verwendet haben, von denen sie wussten, dass sie durch Änderungen, Auslassungen oder Zusätze gefälscht bzw. fälschlich erstellt oder erfunden worden sind.

Eine Verfolgung kann jedoch erst eingeleitet werden, wenn der Antrag des Wählers auf Eintragung oder Streichung zu einem endgültig gewordenen Beschluss geführt hat, der auf betrügerische Tatbestände gegründet ist.

Die in Artikel L4145-43 festgelegte Verjährungsfrist läuft ab diesem Beschluss ab.

Art. L4122-34 - § 1 - Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5 § 6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecke sind.

§ 2 - Strafen, die gegen Komplizen der in Absatz 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wäre, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

Art. L4122-35 - Wer wissentlich falsche Erklärungen abgegeben oder Scheinurkunden vorgelegt hat, um sich in ein Wählerregister eintragen zu lassen, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

Mit der gleichen Strafe wird belegt, wer wissentlich dieselben Mittel angewendet hat, um eine Person in dieses Register eintragen oder aus diesem Register streichen zu lassen.

Eine Verfolgung kann jedoch erst eingeleitet werden, wenn der Antrag auf Eintragung oder Streichung durch einen endgültig gewordenen Beschluss, der auf betrügerische Tatbestände gegründet ist, abgewiesen wurde.

Die in solchen Angelegenheiten entweder von den Gemeindegremien oder von den Appellationshöfen gefassten Beschlüsse und die diesbezüglichen Unterlagen und Auskünfte übermittelt der Gouverneur der Staatsanwaltschaft, die sie auch von Amts wegen anfordern kann.

Die Verfolgung verjährt nach Ablauf von drei Monaten ab dem Datum des Beschlusses.

KAPITEL III — Verteilung der Wähler

Art. L4123-1 - § 1 - Die Wähler der Gemeinde werden in Wahlsektionen aufgeteilt, von denen keine mehr als 800 oder weniger als 150 Wähler zählen darf.

Wenn anders als mit einem Stimmzettel gewählt wird, kann die Regierung die Anzahl Wähler pro Wahlsektion erhöhen, ohne dass diese Anzahl jedoch über zweitausend liegen darf.

In den Gemeinden, in denen Sektorenwahlen organisiert werden, kann der Gouverneur beschließen, dass die Wähler nach Sektoren und dann nach Wahlsektionen aufgeteilt werden.

§ 2 - Spätestens am 10. September und im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium teilt der Provinzgouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte die Wähler pro Wahlkanton in Sektionen auf und bestimmt die Reihenfolge der Sektionen in jedem Kanton, wobei er mit dem Hauptort beginnt.

Im Einvernehmen mit dem Kollegium weist er jeder Sektion ein getrenntes Wahllokal zu. Macht die Anzahl Sektionen es erforderlich, kann er deren mehrere in den Räumen eines gleichen Gebäudes einberufen.

Kommt es hinsichtlich der Aufteilung der Wähler in Sektionen und der Bestimmung der Wahllokale zu keiner Übereinstimmung zwischen dem Kollegium und dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten, entscheidet die Regierung.

§ 3 - Die Wahlzentren und -lokale werden unter Beachtung der Mindestnormen für die Zugänglichkeit der hilfsbedürftigen Wähler nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten ausgewählt.

§ 4 - Wenn das Gemeindekollegium gemäß Artikel L4123 - § 2 Absatz 2 die Wähler pro Sektoren und dann pro Wahlsektionen aufgeteilt hat, weist der Provinzgouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte jeder Sektion ein getrenntes Wahllokal im betroffenen Sektor zu.

Art. L4123-2 - § 1 - Auf der Grundlage der Aufteilung der Wähler gemäß Artikel L4123-1 stellt das Gemeindekollegium ein Wahlregister genanntes Wählerregister pro Wahlsektion auf. Dieses Register wird am Wahltag benutzt, um die Anwesenheitskontrolle der Wähler durch Ankreuzen auf der Liste, die in einem bestimmten Wahllokal an der Wahl teilgenommen haben, vorzunehmen.

§ 2 - Spätestens am 10. September übermittelt das Gemeindekollegium dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten zwei Exemplare der gesamten Wahlregister der Gemeinde.

§ 3 - Sofort nach ihrem Eingang übermittelt der Provinzgouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands gegen Empfangsbescheinigung oder mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zwei abgestempelte Abschriften aller Wahlregister seiner Gemeinde. Er übermittelt der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar derselben Register.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

§ 4 - Mit dem Einverständnis des Vorsitzenden des Gemeindevorstands und unter seiner Aufsicht kann der Provinzgouverneur dem Gemeindekollegium die Aufbewahrung der für die Wahlvorstände seiner Gemeinde bestimmten Wahlregister und ihre Verteilung unter diese Vorstände am gemäß Artikel L4125-9 vorgesehenen Datum anvertrauen. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands gewährleistet, dass diese Register in abgesicherten Stellen gelagert werden und dass ihre Verteilung nur unter die Vorsitzenden der Wahlvorstände, für die sie bestimmt sind, stattfindet.

KAPITEL IV — Aufforderung der Wähler

Art. L4124-1 - § 1 - Die ordentliche Einberufung der Wähler zwecks Erneuerung der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte findet von Rechts wegen alle sechs Jahre am zweiten Sonntag im Oktober statt.

Die Wähler können aufgrund eines Gemeinderatsbeschlusses oder eines Erlasses der Regierung zwecks Zuteilung frei gewordener Stellen ebenfalls zu einer außerordentlichen Versammlung einberufen werden. Sie findet immer an einem Sonntag statt, und zwar innerhalb von fünfzig Tagen nach dem Beschluss oder Erlass der Regierung. Der genaue Zeitplan der Wahlverrichtungen wird von der Regierung bestimmt.

§ 2 - Am zweiundneunzigsten Tag vor der Wahl veröffentlicht die Regierung eine Bekanntmachung mit der Angabe des Wahltags und der Öffnungs- und Schließungszeiten der Wahllokale. In dieser Bekanntmachung wird ferner erwähnt, dass jeder Wähler gemäß Artikel L4122-9 und L4122-10 bis zwölf Tage vor der Wahl Beschwerde bei der Gemeindeverwaltung einreichen kann. Mit dieser Veröffentlichung beginnt die Wahlperiode.

§ 3 - Eine Wahlaufforderungsbekanntmachung wird mindestens zwanzig Tage vor der Wahl gemäß den für Bekanntmachungen üblichen Formen und Zeiten in der Gemeinde veröffentlicht. Auf dem Plakat werden die in § 6 erwähnten Angaben angeführt und die Wähler daran erinnert, dass diejenigen, die keine Wahlaufforderung erhalten haben, diese bis zum Mittag des Wahltags im Gemeindesekretariat abholen können.

Die Bekanntmachung erwähnt ebenfalls die Vorschriften von Artikel L4131-4 § 2 Absatz 1.

§ 4 - Das Gemeindekollegium übermittelt jedem Wähler mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl eine Wahlaufforderung an seinen aktuellen Wohnort. Der Gouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte sorgt dafür, dass die Übermittlungen innerhalb der erforderlichen Frist erfolgen.

Konnte die Wahlaufforderung einem Wähler nicht übermittelt werden, wird sie im Gemeindesekretariat hinterlegt, wo der Wähler sie bis zum Mittag des Wahltags abholen kann.

Diese Möglichkeit wird in der in § 2 erwähnten Bekanntmachung erwähnt.

§ 5 - Zur Wahl werden alle Personen aufgefordert, die im in Artikel L4122-4 erwähnten Wählerregister eingetragen sind.

§ 6 - In den Wahlaufforderungen, die dem durch die Regierung festgelegten Muster entsprechen, wird angegeben, an welchem Tag und in welchem Raum der Wähler zu wählen hat, wieviel Sitze zu vergeben sind und wann die Wahlbüros öffnen und schließen. Ebenfalls angegeben werden die in Artikel L4135-2 § 2 3° festgelegten Bestimmungen in Bezug auf die Rückerstattung der Fahrtkosten der Wähler.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderungen werden der Wortlaut der Anweisungen für den Wähler sowie der in Artikel L4132-1 des vorliegenden Kodex vorgesehene Wortlaut angegeben.

Die Wahlaufforderungen geben den Namen, die Vornamen, das Geschlecht, den Hauptwohntort des Wählers und die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen und ggf. den Namen seines Ehepartners sowie die Nummer, unter der er im Wählerregister steht, an.

Sie tragen die Bezeichnung der Wahl, zu der die Person einberufen ist.

Für die gemäß Artikel 1bis des Gemeindewahlgesetzes zugelassenen Wähler, trägt die Aufforderung den Buchstaben "C".

Für die gemäß Artikel 1ter des Gemeindewahlgesetzes zugelassenen Wähler, trägt die Aufforderung den Buchstaben "E".

Art. L4124-2 - Das Gemeindekollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung dieser Wahlaufforderungen unter Beachtung der in Artikel L4122-8 1° und 2° vorgesehenen Modalitäten anvertrauen.

Das Drucken und die Verbreitung der Wahlaufforderungen erfolgen unter der Überwachung des Gemeindekollegiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Aufforderungen.

KAPITEL V — *Bestimmung der Wahlvorstände*

Abschnitt 1 — Wahlvorstände

Art. L4125-1 - § 1 - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

§ 2 - Wenn ein Vorstand gemäß dem vorliegenden Kodex beraten muss, so geschieht dies mit der Mehrheit der Stimmen, wobei die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend ist.

§ 3 - Man unterscheidet zwischen den Kreisvorständen, den Kantonsvorständen, den Wahlvorständen und den Zählvorständen.

Für jede Vorstandskategorie wird die Anzahl Beisitzer und Ersatzbeisitzer folgendermaßen festgelegt:

1° der Kreisvorstand, der Kantonsvorstand, der Wahlvorstand und der Provinzialzählvorstand zählen vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer;

2° die Anzahl Beisitzer des Gemeindezählvorstandes wird folgendermaßen festgelegt:

- zwei Beisitzer und zwei Ersatzbeisitzer, wenn weniger als neunzehn Ratsmitglieder zu wählen sind;

- drei Beisitzer und drei Ersatzbeisitzer, wenn neunzehn bis siebenundzwanzig Ratsmitglieder zu wählen sind;

- vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer, wenn mehr als siebenundzwanzig Ratsmitglieder zu wählen sind.

Die Kreisvorstände legen die Kandidatenliste fest und bearbeiten die diesbezüglichen Streitigkeiten, stellen die Stimmzettel auf und lassen diese drucken.

Am Wahltag sind sie damit beauftragt, die abschließende Totalisierung, die Sitzverteilung und die Bezeichnung der Gewählten für ihren Kreis vorzunehmen.

Die Kantonsvorstände sammeln die Zählergebnisse des Kantons.

Die Wahlvorstände, die nach Wahlzentren gegliedert sind, sorgen für den guten Verlauf der Wahl.

Die Zählbürovorstände nehmen die Auszählung der Stimmen für die Wahlvorstände, die ihnen erteilt werden, vor und übermitteln nach der Wahl entweder dem Gemeindevorstand oder dem Kantonsvorstand diese Ergebnisse.

§ 4 - Kein Kandidat darf dem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindegerechts und eines Gemeindegerechts ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden, eines Beisitzers oder Ersatzbeisitzers eines Kreisvorstandes.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

§ 5 - Um die Aufgaben der Vorstandsvorsitzenden zu rationalisieren, werden ihnen durch die Regierung Formulare für ihre Wahlkorrespondenz zur Verfügung gestellt. Ihre Verwendung ist Pflicht. Diese Formulare werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 6 - Wenn der vorliegende Kodex die Aufstellung eines Protokolls durch einen Wahlvorstand oder durch den Vorsitzenden eines Wahlvorstandes vorsieht, übermittelt er der Regierung oder ihrem Beauftragten sofort nach dem Abschluss des besagten Protokolls eine Abschrift davon.

Die Regierung kann beschließen, dass diese Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Abschnitt 2 — Kreisvorstände

Unterabschnitt 1 — Distriktvorstände

Art. L4125-2 - § 1 - Am Hauptort jedes Wahldistrikts wird ein Distriktvorstand genannter Kreisvorstand für die Provinzialwahl gebildet.

§ 2 - Der Präsident des Gerichts erster Instanz oder der Magistrat, der ihn ersetzt, führt den Vorsitz des Distriktvorstandes, falls der Hauptort des Distrikts ebenfalls Hauptort des Gerichtsbezirks ist. In den anderen Fällen führt der Friedensrichter oder sein Stellvertreter den Vorsitz des Distriktvorstandes.

Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bezeichnet die Mitglieder seines Vorstandes unter den Wählern des Distrikts und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11 § 1 vorgesehenen Datum.

Der Distriktvorstand tagt an einer durch seinen Vorsitzenden bestimmten Stelle, die dieser bekanntgibt.

§ 3 - Bei der Bildung des Distriktvorstandes leisten die Vorsitzenden und die Beisitzer folgenden Eid:

„Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes“.

oder:

„Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu halten.“

§ 4 - In den Gemeinden Comines-Warneton, Enghien, Flobecq und Mouscron, in denen Artikel 8 5° des Königlichen Erlasses vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten Anwendung findet, dürfen die Mitglieder des Vorstandes darum bitten, folgenden Eid zu leisten:

„Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren.“

§ 5 - Der Eid wird vor dem Anfang der Verrichtungen geleistet. Er wird durch die Beisitzer und den Sekretär vor dem Vorsitzenden abgelegt. Der Eid des Vorsitzenden wird vor dem gebildeten Vorstand abgelegt.

Der Vorsitzende oder Beisitzer, der im Laufe der Verrichtungen als Ersatz für ein verhindertes Mitglied ernannt wird, leistet den besagten Eid vor Antritt seines Amtes.

Diese Eidesleistungen werden im Protokoll vermerkt.

§ 6 - Der Distriktvorstand ist mit den Verrichtungen vor der Wahl und mit der allgemeinen Stimmenauszählung auf Ebene des Distrikts beauftragt.

Der Vorsitzende des Distriktvorstandes überwacht sämtliche Verrichtungen im Wahldistrikt und schreibt falls notwendig Dringlichkeitsmaßnahmen vor, die aufgrund der Umstände erforderlich sein könnten. Er bezeichnet die Vorsitzenden der Gemeindevorstände.

§ 7. Der Distriktvorstand, der am Hauptort des Bezirks tagt, wird als Zentralwahlvorstand des Bezirks bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-34 bis 36 über die Listengruppierungserklärung und die Listenverbindung festgelegt werden, beauftragt.

Der Distriktvorstand, der in der Provinzhauptstadt tagt, wird als Hauptwahlvorstand der Provinz bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand und/oder seinen Aufgaben als Zentralwahlvorstand des Bezirks, mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-26 bis 28 über die Listenverbindung und die Auslosung festgelegt werden, beauftragt.

Unterabschnitt 2 — Gemeindevorstände

Art. L4125-3 - § 1 - Für die Gemeindewahl wird in jeder Gemeinde ein Gemeindevorstand genannter Kreisvorstand gebildet.

§ 2 - Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bezeichnet in der nachstehend festgelegten Reihenfolge folgende Personen, um den Vorsitz des Gemeindevorstands zu führen:

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Handelsgerichtes nach dem Dienstalter;

2° Friedensrichter oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° Rechtsanwälte und Rechtsanwaltspraktikanten in der Reihenfolge ihrer Eintragung in das Anwaltsverzeichnis oder in die Praktikantenliste;

5° Notare;

6° der Wallonischen Region unterstellte Inhaber eines Amtes der Stufe A oder B und Inhaber eines gleichwertigen Dienstgrades, die dem Föderalstaat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Provinzen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren, den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnt sind oder auch nicht, oder den autonomen öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen unterstehen;

7° Lehrpersonal;

8° Praktikanten der Staatsanwaltschaft;

9° wenn notwendig, die unter den Wählern der Gemeinde bezeichneten Personen, die anderswo Ämter ausüben, die den im Punkt 6° erwähnten Ämtern entsprechen.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstandes ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen Wähler der Gemeinde, in der sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstandes ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten.

Die öffentlichen Behörden, die im vorstehenden Absatz, Punkt 6° und 7° erwähnte Personen beschäftigen, teilen den Verwaltungen der Gemeinde, in der sie ihren Hauptwohnsitz haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift und den Beruf dieser Personen mit.

§ 3 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes bezeichnet die Mitglieder seines Vorstandes unter den Wählern der Gemeinde, in der er dieses Amt ausübt, und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11 § 2 vorgesehenen Datum.

Bei der Bildung des Gemeindevorstandes leisten die Vorsitzenden und die Beisitzer den in Artikel L4125-2 § 3 vorgesehenen Eid nach denselben Modalitäten.

Der Gemeindevorstand tagt im Rat- oder Gemeindehaus.

Art. L4125-4 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes übt die allgemeine Überwachung der Wahlverrichtungen in der Gemeinde seines Zuständigkeitsgebiets aus. Er benachrichtigt den Vorsitzenden des Distriktvorstandes sofort über alle Umstände, die ein Eingreifen erfordern.

Art. L4125-5 - § 1 - Spätestens am 15. September bezeichnet der Vorsitzende des Gemeindevorstandes die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und zwar in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Unmittelbar im Anschluss an diese Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betreffenden die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben. Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

§ 7 - Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstandes, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die es erhalten hat, durch Anschlag von allen Bürgern eingesehen werden kann.

Es übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

Abschnitt 3 — Kantonsvorstände

Art. L4125-6 - § 1 - Jeder Wahlkanton umfasst einen Kantonsvorstand, der damit beauftragt ist, die Mitglieder der Zählbürovorstände der Provinz zu bezeichnen und die Berechnung der Zwischenergebnisse für die Provinzialwahlen vorzunehmen.

22. In den Distrikten, die einen einzigen Wahlkanton umfassen, übt der Distriktvorstand die im Rahmen des vorliegenden Verfahrens normalerweise dem Kantonvorstand zukommenden Ausgaben aus.

Art. L4125-7 - § 1 - Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, sowie einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2 - Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen:

1° des Präsidenten des Gerichts erster Instanz oder seines Stellvertreters, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist;

2° des Friedensrichters, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist;

3° in allen anderen Fällen des Friedensrichters des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder sein Stellvertreter.

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Reihenfolge.

Art. L4125-8 - Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

Abschnitt 4 — Wahl- und Zählbürovorstände

Unterabschnitt 1 — Wahlbürovorstände

Art. L4125-9 - Außer wenn der Gouverneur diese Aufgabe gemäß Artikel L4123-2 § 4 dem Gemeindegremium anvertraut hat, übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstands jedem Vorsitzenden des Wahlvorstands sofort nach seiner Bezeichnung die beiden ordnungsgemäß durch den Provinzgouverneur abgestempelten Abschriften des Registers seiner Sektion.

Wenn diese Aufgabe dem Gemeindegremium anvertraut worden ist, fordert der Vorsitzende des Gemeindevorstands dieses auf, die Verteilung der Wahlregister vorzunehmen.

Art. L4125-10 - § 1 - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Wahlvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor dem Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

Art. L4125-11 - Der Vorsitzende des Wahlvorstands bezeichnet unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4123-5 § 1.

Unterabschnitt 2 — Zählbürovorstände

Art. L4125-12 - § 1 - In Gemeinden, in denen das Wahlkollegium zwei oder drei Sektionen umfasst, zählt der Gemeindevorstand gemäß den Bestimmungen von Artikeln L4144-3 ff. sämtliche Stimmzettel der Gemeindegewahl aus.

§ 2 - In Gemeinden mit mehr als drei Sektionen zählt der Gemeindevorstand keine Stimmen aus.

§ 3 - Die Zählbürovorstände der Provinz sind im Hauptort des Wahlkantons eingerichtet.

§ 4 - In der Hauptgemeinde des Kantons finden die Zählverrichtungen getrennt für die beiden Wahlen statt.

Zu diesem Zweck werden alle Zählvorstände in einen Vorstand A und einen Vorstand B aufgeteilt.

Der Vorstand A zählt die Stimmzettel für die Wahl der Provinzialräte aus.

Der Vorstand B zählt die Stimmzettel für die Wahl der Gemeinderäte aus.

Die Vorstände A und B tagen in verschiedenen Räumen eines gleichen Zählzentrums.

§ 5 - Jeder Zählbürovorstand nimmt die Stimmzettel verschiedener Wahlvorstände in Empfang. Die Anzahl der im Wahlvorständen eingetragenen Wähler, deren Stimmzettel ein und demselben Zählbürovorstand anvertraut werden, darf 2.400 nicht überschreiten.

Art. L4125-13 - § 1 - Unbeschadet von Artikel L4125-12 § 1 bezeichnet der Provinzgouverneur sofort nach der in Artikel L4123-1 § 2 vorgesehenen Auswahl der Wahllokale im Einverständnis mit dem Gemeindegremium für jeden Zählbürovorstand die Wahlvorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, und zwar mindestens drei Wahlvorstände pro Zählbürovorstand, wobei er gewährleistet, dass die Anzahl Wähler, die in Wahlvorständen eingetragen sind, deren Stimmzettel ein und demselben Zählbürovorstand anvertraut werden, darf 2400 nicht überschreiten.

§ 2 - Die Zählbürovorstände werden in den Räumen untergebracht, die vom Provinzgouverneur im Einverständnis mit dem Gemeindegremium bestimmt werden. Dieser benachrichtigt sofort den Vorsitzenden der Gemeindevorstände (für die gemeindliche Auszählung) und den Vorsitzenden von Kantonsvorstand (für die provinzielle Auszählung) von dieser Auswahl. Diese Vorsitzenden werden damit beauftragt, den Vorsitzenden der Zählbürovorstände und ihren Beisitzern den Ort, wo sie ihr Amt ausüben zu haben, nach den in Artikel L4125-5 § 5 erwähnten Modalitäten mitzuteilen.

§ 3 - Kommt es hinsichtlich der Auswahl der Zähllokale zu keiner Übereinstimmung zwischen der Regierung und dem Gemeindegremium, entscheidet die Regierung.

Art. L4125-14 - § 1 - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Zählvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Zählvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor dem Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

Art. L4125-15 - Der Vorsitzende des Zählbürovorstands bezeichnet unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4123-5 § 1.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Provinz bezeichnet seinen Sekretär unter den Wählern des Distrikts nach denselben Modalitäten.

Abschnitt 5 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit den Wahlvorständen

Art. L4125-16 - Wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt:

1° jede Person, die sich der Bezeichnung als Vorsitzender und als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der dieses Amt, nachdem er es angenommen hat, ohne triftigen Grund unterlässt.

Art. L4125-17 - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt.

TITEL III — Vorbereitung und Organisation der Wahlen

KAPITEL I — Kontrolle der Wahlausgaben und des Ursprungs der Geldmittel

Abschnitt 1 — Kontrolle der Parteien

Art. L4131-1 - Wenn die im wallonischen Parlament vertretenen politischen Parteien gemäß Artikel L4142-26 des vorliegenden Kodex eine regionale Listennummer beantragen, reichen sie eine schriftliche Erklärung ein, in der sie sich verpflichten, ihre Wahlausgaben anzugeben.

Sie verpflichten sich, ihrer Erklärung in Bezug auf die Ausgaben eine Erklärung über den Ursprung der Geldmittel beizufügen und die Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 125 Euro und mehr gemacht haben, zu registrieren.

Sie verpflichten sich, dem Präsidenten des Gerichts erster Instanz von Namur die in vorstehenden Absätzen erwähnten Angaben innerhalb von dreißig Tagen nach den Gemeinde-, Provinzial-, Sektorenwahlen und den Direktwahlen der Sozialhilferäten zu übermitteln.

Die schriftliche Erklärung, die Erklärung der Ausgaben und die Erklärung des Ursprungs der Geldmittel werden auf spezifischen Formularen erstellt und vom Antragsteller unterzeichnet.

Diese Formulare werden von der Regierung zur Verfügung gestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. L4131-2 - § 1 - Der Präsident des Gerichts erster Instanz von Namur erstellt einen Bericht über die Ausgaben für die Wahlwerbung, die durch die in Artikel L4131-1 erwähnten politischen Parteien in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich eingegangen worden sind.

Für die Erstellung seines Berichts ist der Präsident befugt, die gesamten Informationen oder die gesamten zusätzlichen Informationen, die notwendig sind, zu beantragen.

Der Bericht umfasst folgende Angaben:

1° die Parteien, die an den Wahlen teilgenommen haben;

2° die von ihnen eingegangenen Wahlausgaben;

3° die Verstöße, die sie gegen die in Artikel L4131-1 erwähnte Erklärungsverpflichtung begangen haben;

4° die Verstöße gegen Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte;

5° die Verstöße gegen Artikel 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte, die aus den von diesen Parteien und Kandidaten eingereichten Erklärungen hervorgehen.

Diese Erklärungen werden dem Bericht beigelegt.

§ 2 - Der Bericht muss in vier Exemplaren innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Datum der Provinzial- und Gemeindewahlen erstellt werden. Zwei Exemplare werden vom Präsidenten des Gerichts erster Instanz von Namur aufbewahrt; die beiden anderen sind für den Vorsitzenden der regionalen Kontrollkommission bestimmt.

Der Bericht wird auf einem zu diesem Zweck vorgesehenen Formular erstellt, das von der Regierung zur Verfügung gestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Ab dem fünfundsiebzigsten Tag nach den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen wird ein Exemplar des Berichts während fünfzehn Tagen bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Namur eingereicht. Dieser kann von allen Kandidaten und auf dem Wählerregister eingetragenen Wählern auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung eingesehen werden.

Nach Ablauf dieser Frist werden der Bericht und die Bemerkungen, die durch die Kandidaten und die auf dem Wählerregister eingetragenen Wähler geäußert worden sind, der regionalen Kontrollkommission übermittelt.

Art. L4131-3 - § 1 - Die regionale Kontrollkommission trifft ihre Entscheidung über die Richtigkeit und die Vollständigkeit des Berichts des Präsidenten des Gerichts erster Instanz von Namur spätestens innerhalb von hundertachtzig Tagen nach dem Datum der Wahlen, unter Beachtung der Rechte der Verteidigung und nachdem sie ggf. den Rechnungshof um Beistand gebeten hat.

Zu diesem Zweck kann sie die gesamten zusätzlichen Informationen, die für die Durchführung ihrer Aufgabe notwendig werden könnten, beantragen.

§ 2 - Im Schlussbericht der regionalen Kontrollkommission wird Folgendes angegeben:

1° der Gesamtbetrag der durch diese Partei eingegangenen Wahlausgaben pro politische Partei;

2° jeglicher Verstoß gegen die Bestimmungen von Artikeln 2 und 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte, der einer politischen Partei angelastet werden kann.

§ 3 - Der Präsident des wallonischen Parlaments übermittelt den Schlussbericht der regionalen Kontrollkommission unverzüglich den Diensten des belgischen Staatsblattes, die ihn innerhalb von dreißig Tagen nach seinem Eingang veröffentlichen.

§ 4 - Wenn die in Artikel L4131-1 vorgesehene Erklärung nicht eingereicht ist und wenn diese Tatsache der politischen Partei angelastet werden kann, verliert diese politische Partei im Laufe des folgenden Zeitraums, der durch die regionale Kontrollkommission festgelegt wird und dessen Dauer weder weniger als zwei Monate noch mehr als acht Monate betragen darf, den Anspruch auf die durch das wallonische Parlament eingesetzte zusätzliche Finanzierung.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Kandidaten

Art. L4131-4 - § 1 - Die Kandidaten verpflichten sich in ihrer in Artikel L4142-4, § 6, 6 erwähnten Annahmeakte, die Gesetzesbestimmungen in Bezug auf die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben zu beachten und diese Ausgaben anzugeben.

Sie verpflichten sich, ihrer Erklärung in Bezug auf die Ausgaben eine Erklärung über den Ursprung der Geldmittel beizufügen und die Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 125 EUR und mehr gemacht haben, zu registrieren. Der Spitzenkandidat muss darüber hinaus innerhalb von dreißig Tagen nach dem Wahldatum die Ausgaben für Wahlwerbung der Liste und den Ursprung der Geldmittel angeben, sowie die Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 125 EUR und mehr gemacht haben, registrieren.

Die zu diesem Zweck von der Liste bevollmächtigte Person sammelt die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben jedes Kandidaten und der Liste ein und hinterlegt sie innerhalb von dreißig Tagen nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichtes Erster Instanz, in dessen Bereich der Kreisvorstand gelegen ist.

Die Annahmeakte und die Erklärungen werden auf spezifischen Formularen erstellt und von den Antragstellern unterzeichnet.

Diese Formulare werden von der Regierung zur Verfügung gestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2 - Ab dem einunddreißigsten Tag nach den Wahlen können die Erklärungen während fünfzehn Tagen von allen Wählern des betreffenden Wahlkreises auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz eingesehen werden.

Die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben werden bis zum hunderteinundzwanzigsten Tag nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz aufbewahrt.

Wenn innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach dem Wahldatum eine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 erstattet beziehungsweise eine Beschwerde gemäß Artikel L4156-25 eingereicht wird, wird die Erklärung in Bezug auf die Wahlausgaben des durch die Anzeige belasteten Kandidaten je nach Fall dem Prokurator des Königs beziehungsweise der regionalen Kontrollkommission auf seinen/ihren Antrag hin übermittelt. Wenn innerhalb der im vorangehenden Absatz erwähnten Frist keine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 erstattet beziehungsweise keine Beschwerde gemäß Artikel L4156-25 eingereicht wird, können die betreffenden Unterlagen von den Kandidaten abgeholt werden.

Art. L4131-5 - Ein gewählter Kandidat kann seines Mandates enthoben werden, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder von Artikel 3 § 2 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält.

Ein gewählter Spitzenkandidat kann seines Mandates enthoben werden, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder Artikel 3 § 1 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält.

Art. L4131-6 - § 1 - Unbeschadet der Anwendung von Artikel L4131-5 kann entweder auf Initiative des Prokurators des Königs oder infolge einer Anzeige jeder Person, die ein Interesse nachweisen kann, verfolgt werden und infolgedessen mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von fünfzig bis hundert Euro oder mit nur einer dieser Strafe belegt werden:

1° wer es versäumt, seine Wahlausgaben und/oder die Herkunft der Mittel innerhalb des in Artikel L4131-4 erwähnten Zeitraums anzugeben;

2° wer in Sachen Wahlpropaganda wissentlich Ausgaben getätigt hat oder Verpflichtungen eingegangen ist, die die in Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte vorgesehenen Höchstbeträge überschreiten;

3° wer während der drei Monate vor der Wahl die in Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte vorgesehenen Bestimmungen nicht beachtet hat;

4° der Spitzenkandidat, der in Sachen Wahlpropaganda wissentlich Ausgaben getätigt hat oder Verpflichtungen eingegangen ist, die die in Artikel 3 § 1 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte vorgesehenen Höchstbeträge überschreiten;

5° der Spitzenkandidat einer Liste, der nicht über eine regionale Nummer und ein geschütztes Listenkürzel verfügt und der Ausgaben tätigt, um eine Wahlkampagne auf nationaler Ebene zu führen.

Anonyme Anschuldigungen werden nicht durch den Prokurator des Königs berücksichtigt.

§ 2 - Die Frist für die Ausübung des Initiativrechts des Prokurators des Königs und die Einreichung der Beschwerden bezüglich der in § 1 erwähnten Verstöße läuft am hundertzwanzigsten Tag nach den Wahlen ab.

Der Prokurator des Königs übermittelt der Kontrollkommission eine Abschrift der Beschwerden gegenüber den Kandidaten. Der Prokurator des Königs übermittelt ebenfalls eine Abschrift an die von der Beschwerde betroffenen Personen. Die Mitteilungen erfolgen innerhalb von acht Tagen nach der Einreichung der Beschwerden.

Innerhalb derselben Frist unterrichtet der Prokurator des Königs die Kontrollkommission über seine Entscheidung bezüglich der in § 1 erwähnten Sachbestände, ein Strafverfahren einzuleiten.

§ 3 - Wer eine Beschwerde oder eine Klage einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

§ 4 - Im Rahmen der in § 1 eingeleiteten Strafverfahren kann der Prokurator des Königs einen bestimmten Kandidaten ersuchen, jegliche Information über den Ursprung der Geldmittel, die zu der Finanzierung seiner Wahlwerbungskampagne gedient hat, zu übermitteln.

Abschnitt 3 — Kontrolle des Ursprungs der Geldmittel

Art. L4131-7 - § 1 - Die Identität der natürlichen Personen, die Spenden unter welcher Form auch immer von 125 Euro und mehr zugunsten von in Artikel L4131-1 erwähnten politischen Parteien gemacht haben, wird durch die Empfänger registriert und innerhalb von dreißig Tagen nach den Wahlen durch die politischen Parteien ausschließlich der regionale Kontrollkommission mitgeteilt.

§ 2 - Die Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 125 Euro oder mehr zugunsten von Kandidaten oder Listen gemacht haben, wird von den Empfängern registriert. Das Verzeichnis wird nicht der Prüfung durch die Wähler unterbreitet.

KAPITEL II — Wahl mittels Vollmacht

Art. L4132-1 - § 1 - Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen:

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen;

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen:

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihnen zusammenwohnen;

b. unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden können, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt.

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt;

3° Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt;

4° Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt;

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag in das Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen;

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich in das Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen;

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest. Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2 - Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnoort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnoort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3 - Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos auf dem Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

KAPITEL III — *Hilfeleistung bei der Wahl*

Art. L4133-1 - § 1 - Der Wähler, dessen Mobilität zeitweilig oder endgültig eingeschränkt ist, kann eine Erklärung bei der Gemeindeverwaltung einreichen, woraufhin diese ihn an ein seinem Zustand angepasstes Wahlzentrum verweist.

§ 2 - Diese bei der Gemeinde einzureichende Erklärung muss spätestens am 31. Juli erfolgen. Dem Erklärenden wird eine Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

§ 3 - Neben dem Namen des Erklärenden wird im Wählerregister der Buchstabe A angegeben.

Art. L4133-2 - § 1 - Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am fünfzehnten Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Folgende Personen rechtfertigen eine Begleitung:

- 1° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Geistesfunktionen oder des Lernens aufweisen;
- 2° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Körperfunktionen aufweisen;
- 3° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Sinnesfunktionen aufweisen;
- 4° diejenigen, die seelische Schwierigkeiten aufweisen;
- 5° diejenigen, die Schwierigkeiten infolge einer chronischen oder degenerativen Krankheiten aufweisen;
- 6° die Personen, deren Muttersprache nicht eine der in Artikel 4 der Verfassung vorgesehenen Sprachen ist, falls dies zu Leseschwierigkeiten führt.

§ 2 - Der betroffene Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Kein Begleiter darf mehr als einem Wähler beistehen.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort an ihrem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

§ 3 - Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer des Wählers im Nationalregister der natürlichen Personen.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

§ 4 - Der Vorsitzende des Wahlvorstandes verweist den Begleiter, der die Vorschriften von vorstehenden Absätzen verletzt, aus dem Wahlzentrum

KAPITEL IV — *Zeugen der Parteien*

Abschnitt 1 — Bezeichnung der Zeugen

Art. L4134-1 - § 1 - Die Kandidaten können in der in Artikel L4142-4 § 6 2° erwähnten Akte zur Annahme ihrer Kandidatur einen Zeugen und einen Ersatzzeugen benennen, um den Sitzungen des Kreis- und Kantonsvorstandes und den von diesem Vorstand nach der Wahl durchzuführenden Verrichtungen beizuwohnen.

Falls in einer gleichen Vorschlagsurkunde erwähnten Kandidaten in getrennten Annahmeakten unterschiedliche Personen benannt haben, werden nur die Benennungen berücksichtigt, die von dem zuerst in der Vorschlagsreihenfolge erscheinenden Kandidaten unterzeichnet worden sind.

§ 2 - In der in Artikel L4142-34 erwähnten Listengruppierungserklärung können die Kandidaten für die gesamte Gruppe einen Zeugen und einen Ersatzzeugen benennen, um den Verrichtungen des Zentralwahlvorstandes des Bezirks beizuwohnen. Die Zeugen müssen Wähler in einem der Distrikte des Bezirks sein.

Die Kandidaten, die, in den Distrikten, in denen andere Kandidaten eine derartige Erklärung gemacht haben, keine Listengruppierungserklärung unterzeichnet haben, haben das Recht, sich durch die von ihnen bezeichneten Zeugen bei den Verrichtungen des Zentralwahlvorstandes des Bezirks vertreten zu lassen, um den Sitzungen des Distriktvorstandes bei den Wahlverrichtungen beizuwohnen.

§ 3 - Fünf Tage vor der Wahl und zwischen 14 und 16 Uhr darf der an erster Stelle in der Vorschlagsreihenfolge stehende Kandidat für seine Liste so viele Zeugen, wie es Wahlbürovorstände und Zählbürovorstände gibt, und ebenso viele Ersatzzeugen benennen.

Pro Wahlvorstand darf nur ein Zeuge und ein Ersatzzeuge pro Liste oder Gruppe von Listen, die über die gleiche gemeinsame laufende Nummer oder das gleiche geschützte Listenkürzel bzw. Logo verfügen, wobei jedoch der eine für die Gemeindewahl und der andere für die Provinzialwahl kandidieren, bezeichnet werden.

Der Zeuge, der für die im vorstehenden Absatz erwähnten Listen insgesamt bezeichnet wird, ist der Zeuge, der durch den an erster Stelle in der Vorschlagsreihenfolge für die Gemeindewahlen stehenden Kandidat bezeichnet ist.

§ 4 - Niemand darf als Zeuge benannt werden, wenn er nicht Gemeinderatswähler im Wahlkreis ist.

Der Kandidat gibt das Wahlbüro oder das Zählbüro an, in dem jeder Zeuge seine Aufgabe während der gesamten Dauer der Verrichtungen erfüllt. Er benachrichtigt selbst die von ihm benannten Zeugen. Das Benachrichtigungsschreiben wird vom Vorsitzenden des Kreisvorstandes gegengezeichnet.

Zeugen, die Wähler in einer anderen Gemeinde sind, müssen ihre Eigenschaft als Gemeinderatswähler durch Vorlage der Wahlaufforderung für die betreffende Gemeinde oder eines Auszuges aus dem Wählerregister nachweisen.

Unbeschadet der Anwendung des vorstehenden Absatzes müssen die Zeugen dem Vorsitzenden des Vorstandes das Benachrichtigungsschreiben, das ihnen zugestellt wurde, vorlegen.

§ 5 - Die Zeugen leisten folgenden Eid:

"Je jure de garder le secret des votes et de ne chercher en aucune manière à influencer le libre choix des électeurs"
oder:

"Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren, und keineswegs zu versuchen, die freie Wahl der Wähler zu beeinflussen."

§ 6 - In den Gemeinden Comines-Warneton, Enghien, Flobecq und Mouscron, betroffen durch den Königlichen Erlass vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten dürfen die Zeugen darum bitten, folgenden Eid zu leisten:

"Ik zweer om het geheim van de stemming te houden en om in geen geval te proberen om de vrije keus van de kiezers te beïnvloeden"

§ 7 - Der Eid wird vor dem Beginn der Verrichtungen geleistet.

Diese Eidesleistungen werden im Protokoll vermerkt.

Abschnitt 2 — Unvereinbarkeiten

Art. L4134-2 - § 1 - Die Mitglieder eines Wahlvorstandes dürfen nicht als Zeugen oder Ersatzzeugen benannt werden.

§ 2 - Kandidaten können als Zeugen oder Ersatzzeugen benannt werden. Sie sind jedoch verpflichtet, die in den Artikeln L4134-3 bis L4134-5 angeführten Regeln einzuhalten.

§ 3 - Unbeschadet der Anwendung von § 2 werden die Zeugen vorzugsweise unter den unterzeichnenden Wählern bezeichnet, mit Ausnahme der Mandatsträger, deren Name auf der in Artikel L4142-4 § 5 erwähnten Vorschlagsurkunde steht.

Zu diesem Zweck und wenn ein Kandidat als Zeuge oder Ersatzzeuge bezeichnet würde, überprüft der Vorsitzende des Kreisvorstandes die in Artikel L4142-4 § 6 1^o erwähnte Liste der Wähler.

Wenn sich herausstellt, dass unterzeichnende Wähler sich bereit erklärt haben, als Zeuge oder Ersatz bezeichnet zu werden, kann der an erster Stelle in der Vorschlagsreihenfolge angeführte Kandidat sofort einen von diesen Wählern bezeichnen. Andernfalls wird die Bezeichnung als Zeuge nichtig.

Abschnitt 3 — Aufgaben der Zeugen

Art. L4134-3 - Unbeschadet der Bestimmungen, die auf jede Person, die sich in einem Wahlzentrum oder in seiner unmittelbaren Umgebung befindet, anwendbar sind, findet der vorliegende Abschnitt keine Anwendung auf die Zeugen von Parteien.

Art. L4134-4 - Mit Ausnahme der Aufgaben, die den Zeugen ausdrücklich durch den vorliegenden Kodex für die gesamte Dauer des Wahlverfahrens zugeteilt werden, haben sie nur eine Beobachtungsaufgabe.

Sie haben das Recht, ihre Bemerkungen vom Vorsitzenden in das Protokoll aufnehmen zu lassen. Dieser darf nicht weigern, ihre Bemerkungen zu protokollieren.

Art. L4134-5 - Die Zeugen dürfen unter keinen Umständen versuchen, die freie Wahl der Wähler zu beeinflussen.

Sie dürfen keinesfalls als Bevollmächtigter, Begleiter oder Helfer anderer Wähler in dem Kreis, wo sie kandidieren, auftreten.

Jegliche Äußerung seitens der Zeugen, die einer Wahlwerbung gleichgestellt werden muss, ist streng verboten.

Bei einem Verstoß gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels verweist der Vorsitzende des Vorstandes nach einer ersten Warnung den Zeugen, der solche Zeichen äußert, des Lokals.

Der Verweis wird im Protokoll vermerkt, und die Schuldigen werden mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

KAPITEL V — Wahlkosten

Art. L4135-1 - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten ein Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

Art. L4135-2 - § 1 - Die Wahlausgaben für das von ihr gelieferte Wahlpapier gehen zu Lasten der Region.

§ 2 - Die folgenden Wahlkosten werden zur Hälfte von den Provinzen und zur Hälfte von den Gemeinden getragen:

1^o Anwesenheitsgelder, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können;

2^o Entschädigungen für Fahrtkosten, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können,

3^o Fahrtkosten, die von Wählern eingereicht werden, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen,

4^o Versicherungsprämien zur Deckung von körperlichen Schäden, die durch Unfälle von Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes entstehen. Die Regierung legt die Modalitäten der Deckung dieser Risiken fest.

§ 3 - Gehen zu Lasten der Gemeinden, die sie entsprechend den von der Regierung genehmigten Mustern bereitstellen:

1^o Urnen;

2^o Trennwände;

3^o Pulte;

4^o Umschläge;

5^o Bleistifte.

Alle anderen Wahlausgaben gehen zu Lasten der Gemeinden.

Art. L4135-3 - § 1 - Die Provinz gewährt den Gemeinden ihres Zuständigkeitsbereichs den Vorschuss für die in § 2 des vorstehenden Artikels erwähnten Wahlkosten und richtet anschließend die entsprechenden Rückforderungen an jede Gemeinde.

§ 2 - Die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Wahlvorstände wird von der Provinz nur auf der Grundlage der ordnungsgemäß durch die gesamten Mitglieder des Vorstandes unterzeichneten Anlage zum Protokoll vorgenommen.

§ 3 - Das Anwesenheitsgeld wird auf die durch die Regierung bestimmte Weise auf das Konto des Vorstandsmitglieder überwiesen.

§ 4 - Die Mitglieder der Wahlvorstände haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anspruch auf Entschädigungen für Fahrkosten, wenn sie in einer Gemeinde tagen, in der sie nicht im Bevölkerungsregister eingetragen sind.

§ 5 - Die Forderungsanmeldung für diese Fahrten muss anhand des durch die Regierung bestimmten Formulars erstellt und an die Adresse der betreffenden Provinzialverwaltung geschickt werden, die die Zahlung auf der Grundlage der besagten Anmeldung vornehmen wird.

Art. L4135-4 - Bei den Wählern, die Anspruch auf eine kostenlose Fahrt haben, handelt es sich um die Folgenden:

1. Wähler, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen müssen;
2. Personen, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind, und ihren Beruf im Ausland oder in einer anderen Gemeinde, als der, wo sie wählen müssen, ausüben;
3. die Mitglieder der Familie der unter Punkt 2 erwähnten Personen, die mit ihnen wohnen;
4. die Studenten, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;
5. die Personen, die in einer Pflegeanstalt oder Gesundheitseinrichtung in Behandlung sind, die sich in einer anderen Gemeinde befindet als der, in der sie wählen müssen.

Die Rückerstattungsmodalitäten werden von der Regierung festgelegt.

TITEL IV — Wahlverrichtungen

KAPITEL I — Numerische und automatisierte Wahlverrichtungen

Art. L4141-1 - § 1 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikeln L4211-1 bis L4261-7 über die automatisierte Wahl werden die im vorliegenden Kodex erwähnten digitalen Kodierungsvorgänge mit Hilfe einer durch die Regierung entwickelten und den Vorsitzenden der Wahlvorstände bereitgestellten Software ausgeführt.

Das in Artikel L4211-6 erwähnte Sachverständigenkollegium überprüft bei den Wahlen, ob die Software zuverlässig ist. Spätestens zehn Tage nach Abschluss der Wahl und auf jeden Fall vor Gültigkeitserklärung der Wahl, übermitteln die Sachverständigen der wallonischen Regierung und dem wallonischen Parlament einen Bericht. Dieser Bericht kann insbesondere Empfehlungen über die Software umfassen.

§ 2 - Wenn der vorliegende Kodex die digitale Übermittlung gewisser Daten vorschreibt, erfolgt diese Übermittlung nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten unter Beachtung der Prinzipien der Geheimhaltung, der Integrität und der Verfügbarkeit der Wahldaten.

§ 3 - Wenn der vorliegende Kodex die automatisierte Verarbeitung gewisser Daten vorschreibt, erfolgt diese Verarbeitung auf die durch die Regierung bestimmte Weise und nach den durch sie festgelegten Modalitäten unter Beachtung der Prinzipien der Geheimhaltung, der Integrität und der Verfügbarkeit der Wahldaten.

KAPITEL II — Kandidaturen

Abschnitt 1 — Wählbarkeit und Unvereinbarkeiten

Art. L4142-1 - § 1 - Vorbehaltlich der in den folgenden Absätzen angeführten spezifischen Bedingungen, die zu erfüllen sind, um als Gemeinderats-, Provinzialratsmitglied oder Mitglied eines Sektorenrats gewählt zu werden oder dieses Amt weiterhin bekleiden zu können, muss der Betreffende Wähler sein und die in Artikel L4121-1 oder Artikel 1bis des Gemeindegewahlgesetzes erwähnten Wahlberechtigungsbedingungen erfüllen sowie sich am Wahltag in keinem der in Art. L4121-2 und L4121-3 des vorliegenden Kodex vorgesehenen Fälle des Ausschlusses vom Wahlrecht bzw. der Aussetzung des Wahlrechts befinden.

Um als Provinzialratsmitglied gewählt werden zu können, muss der Betreffende außerdem im Bevölkerungsregister einer Gemeinde der Provinz eingetragen sein.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels muss die in Artikel L4121-1 § 1 angeführte Bedingung der Staatsangehörigkeit spätestens am Wahltag erfüllt sein.

Die Bedingung der Eintragung im Bevölkerungsregister der Gemeinde und die Wohnortsbedingung im betroffenen Sektor muss spätestens am 1. August des Jahres, im Laufe dessen die Wahlen stattfinden, erfüllt werden.

§ 2 - Nicht wählbar ist beziehungsweise sind:

- 1° wem durch Verurteilung das Wählbarkeitsrecht entzogen worden ist;
- 2° wer in Anwendung der Artikel L4121-2 und 3 vom Wahlrecht ausgeschlossen ist oder dessen Wahlrecht ausgesetzt wurde;
- 3° der Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union, dem nach dem Recht seines Herkunftsstaates infolge einer in diesem Staat ausgesprochenen zivilrechtlichen Einzelfallentscheidung oder strafrechtlichen Entscheidung das Wählbarkeitsrecht aberkannt worden ist;
- 4° wer unbeschadet der Anwendung der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Bestimmungen verurteilt wurde, und sei es auch nur mit Aufschub, wegen eines der in den Artikeln 240, 241, 243 und 245 bis 248 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Verstöße, der in der Ausübung eines Gemeindeamtes begangen wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit zwölf Jahre nach der Verurteilung endet;
- 5° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Straftaten oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist;
- 6° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren er wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben;

7° der Provinzgouverneur bei seinem Austritt aus dem Amt im Laufe der zwei folgenden Jahre;

8° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L1122-, § 2, L1123-17 § 1, L2212-7 § 2 oder L2212-45 § 3 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsübernahme feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.

§ 3 - Gleichermaßen und gemäß Artikel 127 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes sind die Polizeibeamten nicht wählbar.

§ 4 - Nicht als Provinzialratsmitglied wählbar ist beziehungsweise sind:

1° wer Mitglied der Abgeordnetenversammlung, des Senats, des Europäischen Parlaments, des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft ist;

2° die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung;

3° die Mitglieder einer Regional- bzw. Gemeinschaftsregierung;

4° die Europäischen Kommissare.

Art. L4142-2 - Die Unvereinbarkeiten auf Ebene der Gemeinde werden gemäß den Artikeln L1125-1 bis L1125-10 des vorliegenden Kodex geregelt.

Die Unvereinbarkeiten auf Ebene der Provinz werden gemäß den Artikeln L2212-74 bis L2212-81 des vorliegenden Kodex geregelt.

Abschnitt 2 — Wahlvorschläge

Art. L4142-3 - Spätestens am 1. September veröffentlicht der Vorsitzende des Kreisvorstandes eine Bekanntmachung, in der der Ort festgelegt und an den Tag und die Uhrzeiten erinnert wird, wo er die Wahlvorschläge und Zeugenbenennungen entgegennehmen wird.

Die Wahlvorschläge sowie die ihnen beizufügenden Verzeichnisse müssen dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes am Donnerstag, dem einunddreißigsten Tag vor der Wahl, oder am Freitag, dem dreißigsten Tag vor der Wahl, ausgehändigt werden.

Der Wahlvorschlag sowie die ihm beizufügenden Verzeichnisse werden auf Formularen, deren Form durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

Die Hinterlegung der Wahlvorschläge findet zwischen 13 und 16 Uhr statt.

Der Vorsitzende des Kreisvorstandes nimmt gemäß den Bestimmungen von Artikel L4141-1, § 1, Ab. 1, die digitale Kodierung der Kandidaturen, die ihm vorgestellt werden, vor.

Art. L4142-4 - § 1 - Für die Gemeindewahlen müssen die Wahlvorschläge entweder von mindestens zwei ausscheidenden Gemeinderatsmitgliedern unterzeichnet werden oder:

1° von mindestens 100 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit 20.001 Einwohnern und mehr;

2° von mindestens 50 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit 10.001 bis 20.000 Einwohnern;

3° von mindestens 30 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit 5.001 bis 10.000 Einwohnern;

4° von mindestens 20 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit 2.001 bis 5.000 Einwohnern;

5° von mindestens 10 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit 500 bis 2.000 Einwohnern;

6° von mindestens 5 Gemeinderatswählern in Gemeinden mit weniger als 500 Einwohnern.

Als Bevölkerungszahl gilt diejenige, die gemäß Artikel L1121-3 Absatz 1 festgelegt wird.

§ 2 - Für die Provinzialwahlen müssen die Wahlvorschläge entweder von mindestens fünfzig Provinzialwählern oder von mindestens drei ausscheidenden Provinzialratsmitgliedern unterzeichnet werden.

§ 3 - Der Wahlvorschlag wird dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes gegen Empfangsbescheinigung von einem der drei von den Kandidaten in ihrer Annahmeerklärung zu diesem Zweck benannten Unterzeichnenden oder von einem der beiden zu diesem Zweck von den ausscheidenden Gemeinderatsmitgliedern benannten Kandidaten ausgehändigt, die befugt sind, diesen Vorschlag zu hinterlegen.

§ 4 - Ein Wähler darf nicht mehr als einen Wahlvorschlag für ein und dieselbe Wahl unterzeichnen. Ein Gemeinde- oder Provinzialratsmitglied darf nicht mehr als einen Wahlvorschlag für ein und dieselbe Wahl unterzeichnen. Der Wähler oder das ausscheidende Ratsmitglied kann einen Wahlvorschlag für die Provinzialwahlen und einen anderen für die Gemeindewahlen unterzeichnen, sofern es sich um dieselbe politische Partei handelt. Der Wähler oder das Ratsmitglied, der bzw. das gegen dieses Verbot verstößt, setzt sich den in Artikel 202 des Wahlgesetzbuches vorgesehenen Strafen aus.

§ 5 - Im Wahlvorschlag werden der Name, die Vornamen, das Geburtsdatum, das Geschlecht, der Beruf, die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen und der Hauptwohrt der Kandidaten und gegebenenfalls der Wähler, die sie vorschlagen, angegeben. Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen. Der Geburtsname des Kandidaten kann vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt werden, soweit er mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person nicht verwechselt werden kann. Die Regierung bestimmt die Modalitäten, in deren Rahmen die Benutzung des gebräuchlichen Vornamens angenommen wird.

Im Vorschlag wird ggf. die Genehmigung, gemäß Artikel L4142-34 § 2 eine Gruppierung zu bilden, angegeben.

Im Vorschlag wird ebenfalls das vorgesehene Listenkürzel oder Logo angegeben, das auf dem Stimmzettel über der Kandidatenliste stehen soll. Für dieses Listenkürzel oder Logo sind die Vorschriften von Artikel L4142-26 § 3 des vorliegenden Kodex zu beachten.

§ 6 - Den Wahlvorschlägen werden folgende Dokumente beigelegt:

1° Eine Aufstellung der in § 1 und § 2 erwähnten unterzeichnenden Wähler, in der für jeden von ihnen vermerkt wird, ob sie eine eventuelle Bezeichnung als Zeuge einer Partei oder als Ersatzzeuge annehmen;

2° Eine durch jeden Kandidat unterzeichnete Annahmeerklärung;

In der Annahmeerklärung wird ggf. die Absicht, gemäß den Modalitäten von Artikel L4142-34 eine Gruppe zu bilden, angegeben.

In dieser Akte wird ebenfalls gemäß Artikel L4134-1 der Name der Zeugen und Ersatzzeugen der Liste angegeben.

3° Die in § 3 erwähnte Genehmigung betreffend den Anmelder;

4° Eine Verpflichtung, die Gesetzesbestimmungen in Bezug auf die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben zu befolgen und diese Ausgaben sowie den Ursprung der Geldmittel nach in Artikel L4131-4 § 1 vorgesehenen Modalitäten anzugeben;

5° Für den Spitzenkandidat, eine Verpflichtung, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Wahldatum die Wahlausgaben für Wahlwerbung der Liste sowie den Ursprung der Geldmittel nach den in Artikel L4131-4 § 1 Absatz 2 vorgesehenen Modalitäten anzugeben;

6° Eine Verpflichtung, während der Wahlen und während ihres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten;

7° Eine eventuelle Erklärung des Beitritts zu einer bestimmten Listenverbindung gemäß Artikel L4142-29 oder umgekehrt des Verzichts auf diese Verbindung, wie sie in Artikel L4142-33 des vorliegenden Kodex vorgesehen ist;

8° Für die nichtbelgischen Kandidaten der Europäischen Union eine individuelle schriftliche und unterzeichnete Erklärung, die ihre Staatsangehörigkeit und ihren Hauptwohrtort gibt und in der sie bescheinigen, dass sie in keiner lokalen Gebietskörperschaft der Grundstufe eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union ein Amt oder ein Mandat ausüben, das dem eines Gemeinderatsmitglieds, eines Schöffen oder eines Bürgermeisters entspricht, dass sie in keinem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ein Amt ausüben, das mit den in Art. L1125-1 Absatz 1 1° bis 8° zur Auflistung der Unvereinbarkeiten erwähnten Ämtern gleichwertig ist, und dass ihnen am Tag der Wahl das Wahlbarkeitsrecht in ihrem Herkunftsstaat nicht aberkannt ist beziehungsweise dass dieses Recht zu diesem Zeitpunkt nicht ausgesetzt ist.

9° Die eventuellen Listengruppierungserklärungen;

10° Ein Auszug des Wählerregisters, aus dem hervorgeht, dass die unterzeichnenden Wähler, die Anmelder sowie die vorgeschlagenen Kandidaten gemäß Artikel L4122-5 § 4 in ihrer Gemeinde Wähler sind.

Diese Erklärungen werden gegen auf einem Formular aufgestellte Empfangsbescheinigung nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten hinterlegt.

Mit Ausnahme der in Absatz 1 7° und 9° erwähnten Erklärung werden die gesamten Erklärungen unter Gefahr der Unzulässigkeit vorgeschrieben.

Art. L4142-5 - Im Wahlvorschlag wird die Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten angegeben.

Art. L4142-6 - Für ein und dieselbe Wahl darf ein Kandidat nicht auf mehr als einer Liste vorkommen.

Keiner darf für ein und dieselbe Wahl in mehreren Kreisen kandidieren.

Der annehmende Kandidat, der gegen diese Verbote verstößt, setzt sich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis fünfzehn Tagen oder einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Euro aus.

Art. L4142-7 - Die Kandidatenlisten müssen den folgenden Vorschriften genügen:

1° Keine Liste darf mehr Kandidaten umfassen, als Ratsmitglieder zu wählen sind;

2° Auf jeder dieser Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein;

3° Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes kommen nur bei einer vollständigen Erneuerung des Gemeinderats oder des Provinzialrates zur Anwendung.

Art. L4142-8 - Es wird davon ausgegangen, dass annehmende Kandidaten, deren Namen auf ein und demselben Wahlvorschlag stehen, eine einzige Liste bilden.

Art. L4142-9 - Den Kandidaten und den Anmeldern ist es gestattet, an Ort und Stelle alle eingereichten Wahlvorschläge einzusehen und ihre Einwände schriftlich an den Kreisvorstand zu richten.

Dieses Recht kann während der für das Einreichen der Wahlvorschläge festgelegten Frist und während zwei Stunden nach Ablauf dieser Frist wahrgenommen werden.

Es kann noch am nächsten Tag von 13 bis 16 Uhr wahrgenommen werden.

Abschnitt 3 — Überprüfung der Kandidaturen

Art. L4142-10 - § 1 - Bei der Anmeldung der Kandidaturen überprüft der Vorsitzende des Kreisvorstandes mit dem oder den Anmelder(n) die Zulässigkeit der Vorschlagsurkunden.

Diese Überprüfung bezieht sich auf:

1° die Anzahl ordnungsgemäßer Unterschriften;

2° die Beachtung der in Artikel L4142-4 § 5 vorgesehenen Angaben;

3° das Vorhandensein der in Artikel L4142-4 § 6 angeführten Erklärungen;

4° die Beachtung der Vorschriften von Artikel L4142-7 in Bezug auf die Anzahl von Kandidaten und die ausgeglichene Zusammenstellung der Listen.

§ 2 - Die Vorschlagsurkunde, die diese gesamten Bedingungen erfüllt, wird für zulässig erklärt und dem Vorstand vorgelegt.

§ 3 - Die fehlerhafte oder unvollständige Vorschlagsurkunde wird für unzulässig erklärt. Ein Protokoll mit den Gründen der Unzulässigkeit wird sofort aufgenommen. Es wird durch den oder die Anmelder der betroffenen Vorschlagsurkunde, die davon eine Abschrift erhält/erhalten, gegengezeichnet. Bis zum Ablauf der für die Anmeldung der Kandidaturen vorgesehenen Frist hat/haben der oder die Anmelder die Möglichkeit, dem Vorstand eine angemessene Vorschlagsurkunde zur Überprüfung vorzulegen.

Art. L4142-11 - § 1 - Der Distriktvorstand tritt am siebenundzwanzigsten Tag vor der Wahl um 16 Uhr zusammen.

§ 2 - Der Gemeindevorstand tritt am sechsundzwanzigsten Tag vor der Wahl um 16 Uhr zusammen.

Art. L4142-12 - § 1 - Der Kreisvorstand überprüft die Listen und die Kandidaten, für die ein Protokoll über die Unzulässigkeit aufgenommen worden ist.

Er überprüft die Listen und die Kandidaten, die eine neue Anmeldung von Kandidaturen vorgenommen haben, oder bringt das Fehlen einer solchen Anmeldung zu Protokoll.

Der Vorstand weist die Kandidaten ab, deren Vorschlagsurkunde Gegenstand eines Protokolls über die Unzulässigkeit geworden sind und die nach Ablauf der zweiten Anmeldung unvollständig sind.

§ 2 - Der Kreisvorstand weist die Kandidaten ab, die die Wählereigenschaft nicht besitzen.

§ 3 - Er weist die Listen ab, deren Listenkürzel oder Logos den Bestimmungen von Artikel L4142-26 § 3 des vorliegenden Kodex nicht genügen.

Art. L4142-13 - § 1 - Der Wahlvorstand darf die Wählereigenschaft der Unterzeichner, die als Wähler im Wählerregister einer Gemeinde des Kreises stehen, nicht bestreiten.

§ 2 - Bei Zweifel in Bezug auf die Wählbarkeit des nicht belgischen Kandidaten der Europäischen Union, insbesondere nach Einsicht in seine Erklärung, kann der Vorsitzende des Kreisvorstandes verlangen, dass dieser Kandidat eine Bescheinigung vorlegt, die von den zuständigen Behörden seines Herkunftsstaates ausgeht und in der bestätigt wird, dass ihm am Tag der Wahl das Wahlbarkeitsrecht in diesem Staat nicht aberkannt wird beziehungsweise dass dieses Recht zu diesem Zeitpunkt nicht ausgesetzt ist oder dass diese Behörden nicht Kenntnis von einer solchen Aberkennung beziehungsweise Aussetzung haben.

Art. L4142-14 - Erklärt der Kreisvorstand die Wahlvorschläge bestimmter Kandidaten für ordnungswidrig, so werden die Gründe für diesen Beschluss ins Protokoll aufgenommen, und ein Auszug daraus mit dem genauen Wortlaut der geltend gemachten Gründe wird dem Anmelder, der die Akte mit den abgewiesenen Kandidaten eingereicht hat, und der in der Vorschlagsurkunde an erster Stelle bezeichnet worden ist, unverzüglich per Einschreiben übermittelt.

Art. L4142-15 - § 1 - Handelt es sich bei dem geltend gemachten Grund um die Nichtwählbarkeit eines Kandidaten, wird der Protokollauszug außerdem und in gleicher Weise diesem Kandidaten übermittelt.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kreisvorstandes fordert außerdem auf dem schnellsten Weg die Gemeindeverwaltung des Wohnsitzes des Kandidaten auf, ihm sofort eine Abschrift von beziehungsweise einen Auszug aus sämtlichen in ihrem Besitz befindlichen Unterlagen, die Auskünfte über die Wählbarkeit des Kandidaten geben können, zu übermitteln. Diese ordnungsgemäß bescheinigten Unterlagen werden per Einschreiben übermittelt.

§ 3 - Hat der betreffende Kandidat seinen Wohnsitz nicht seit mindestens fünfzehn Tagen in der Gemeinde und sind die Unterlagen zur möglichen Feststellung einer Nichtwählbarkeit noch nicht bei der Gemeinde eingetroffen, übermittelt diese der Gemeindeverwaltung des vorherigen Wohnsitzes auf dem schnellsten Weg den Wortlaut der Anforderung.

§ 4 - Wenn der Vorsitzende von den gemäß § 1 bis 3 unternommenen Schritten nicht überzeugt ist, darf er, wenn der Vorstand es für nötig hält, über die Wählbarkeit der betreffenden Kandidaten weitere Untersuchungen anstellen.

§ 5 - Alle in Ausführung des vorliegenden Artikels angeforderten Unterlagen werden kostenlos ausgehändigt.

Art. L4142-16 - Um 16 Uhr oder spätestens nach Ablauf der Überprüfungen schließt der Kreisvorstand die Kandidatenliste vorläufig ab.

Art. L4142-17 - Unmittelbar danach übermittelt er der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten einen Auszug aus allen eingereichten Listen; die Regierung oder ihr Bevollmächtigter teilt ihm spätestens am übernächsten Tag um 16 Uhr die Mehrfachkandidaturen mit.

Art. L4142-18 - Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung und die Bearbeitung gemäß Paragraphen 2 und 3 von Artikel L4141-1 digital und automatisiert erfolgen.

Wenn die Bearbeitung durch einen Nachunternehmer ausgeführt wird, muss dieser Nachunternehmer sich ausdrücklich verpflichten, die Vertraulichkeit der Auskünfte zu wahren. Auf jeden Fall wird die Bearbeitung unter der Kontrolle und der Verantwortlichkeit der Regierung oder ihres Bevollmächtigten ausgeführt.

Art. L4142-19 - § 1 - Die Anmelder der Listen oder - in deren Ermangelung - einer der auf diesen Listen eingetragenen Kandidaten können am Tag nach dem vorläufigen Abschluss zwischen 13 und 16 Uhr an dem in den Artikeln L4125-2 § 2 und L4125-3 § 3 angegebenen Ort dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes gegen Empfangsbescheinigung eine mit Gründen versehene Beschwerde gegen die Zulassung bestimmter Kandidaturen einreichen.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kreisvorstandes setzt den Anmelder, der den beanstandeten Wahlvorschlag eingereicht hat und der in der Vorschlagsurkunde an erste Stelle steht, unverzüglich und unter Angabe der Beschwerdegründe per Einschreiben von der Beschwerde in Kenntnis.

Falls die Wählbarkeit eines Kandidaten in Zweifel gezogen wird, wird auch dieser sofort und in gleicher Weise benachrichtigt.

§ 3 - Der Vorsitzende führt außerdem die in Artikel L4142-15 § 2 bis 2 vorgesehenen Ermittlungen.

Er kann über sonstige vorgebrachte Unregelmäßigkeiten Untersuchungen anstellen, wenn er es für nötig hält.

Art. L4142-20 - Die Anmelder der Listen oder der abgewiesenen Kandidaturen oder - in deren Ermangelung - einer der Kandidaten, die auf diesen Listen eingetragen oder aus diesen Liste abgewiesen sind, können am nächsten Tag zwischen 14 und 16 Uhr an dem in Artikel L4162-19 angegebenen Ort bei dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes gegen Empfangsbescheinigung einen Schriftsatz einreichen, in dem die Unregelmäßigkeiten beanstandet werden, die beim vorläufigen Abschluss der Kandidatenliste in Betracht gezogen oder am Tag nach diesem Abschluss vorgebracht wurden. Handelt es sich bei der betreffenden Unregelmäßigkeit um die Nichtwählbarkeit eines Kandidaten, kann dieser einen Schriftsatz unter den gleichen Bedingungen einreichen.

Art. L4142-21 - § 1 - Sie können innerhalb derselben Frist ein Berichtigungs- oder Ergänzungsschriftstück einreichen.

§ 2 - Das Schriftstück ist zulässig, wenn es einen wegen der Nichtbeachtung der in Artikel L4142-10 vorgesehenen Bedingungen abgewiesenen Wahlvorschlag berichtigt oder ergänzt.

§ 3 - Dieses Schriftstück darf keine Namen neuer Kandidaten enthalten, außer wenn es sich um einen Wahlvorschlag handelt, der wegen der Nichtbeachtung von Artikel L4142-7 2° in Bezug auf die ausgeglichene Zusammenstellung der Listen abgewiesen worden ist.

Die neuen vorgeschlagenen Kandidaten müssen eine Vorschlagsurkunde einreichen, die den Vorschriften von Artikel L4142-4 § 5 und 6 genügt.

Unter keinen Umständen darf die in der abgewiesenen Vorschlagsurkunde angenommene Vorschlagsreihenfolge darin geändert werden.

§ 4 - Die Verringerung der zu hohen Anzahl Kandidaten kann nur aufgrund einer schriftlichen Erklärung eines Kandidaten erfolgen, mit der er seine Annahmeakte zurückzieht.

§ 5 - Die gültigen Unterschriften der Wähler und der annehmenden Kandidaten und die ordnungsgemäßen Angaben in der abgewiesenen Vorschlagsurkunde bleiben erhalten, wenn das Berichtigungs- oder Ergänzungsschriftstück angenommen wird.

Art. L4142-22 - Der Kreisvorstand versammelt sich am selben Tag um 16 Uhr und überprüft die von dem Vorsitzenden gemäß Artikeln L4142-20 und 21 erhaltenen Unterlagen.

Nur die Überbringer der Listen oder - in deren Ermangelung - die Kandidaten, die eine in den Artikeln L4142-19, L4142-2, oder L4142-21 § 1 vorgesehene Unterlage eingereicht haben, und die aufgrund von Artikel L4134-1 § 1 bezeichneten Zeugen dürfen dieser Sitzung beiwohnen.

Wird die Wählbarkeit eines Kandidaten in Zweifel gezogen, so können ebenfalls dieser Kandidat und der Antragsteller dieser Sitzung persönlich beiwohnen oder sich dort von einem Bevollmächtigten vertreten lassen. Ihre persönliche Anwesenheit oder ihre Vertretung durch einen Bevollmächtigten ist Bedingung für die Zulässigkeit der in Artikel L4142-23 § 2 vorgesehenen Berufung.

Er befindet darüber nach Anhörung der Betroffenen, sofern sie es verlangen. Falls erforderlich berichtigt er die Kandidatenliste.

Art. L4142-23 - § 1 - Wenn der Vorstand eine Kandidatur wegen Nichtwählbarkeit eines Kandidaten ablehnt, so wird dies im Protokoll vermerkt. Der Vorsitzende ersucht den anwesenden Kandidaten oder seinen Bevollmächtigten, im Protokoll eine Berufungserklärung zu unterzeichnen, falls er dies wünscht.

§ 2 - Wenn der Vorstand eine Beschwerde, die sich auf die Nichtwählbarkeit eines Kandidaten beruft, verwirft, so wird dies im Protokoll vermerkt. Der Vorsitzende ersucht den anwesenden Beschwerdeführer oder seinen Bevollmächtigten, im Protokoll eine Berufungserklärung zu unterzeichnen, falls er dies wünscht.

§ 3 - Nur gegen Beschlüsse des Kreisvorstandes, die sich auf die Wählbarkeit der Kandidaten beziehen, kann gemäß den Artikeln L4142-42 bis 44 eine Berufung eingelegt werden.

§ 4 - Bei Berufung vertagt der Kreisvorstand die Verrichtungen und tritt am zwanzigsten Tag um 16 Uhr zusammen, um diese Verrichtungen durchzuführen, sobald er von den vom Appellationshof getroffenen Beschlüssen nach dem in den Artikeln L4142-42 bis L4142-45 des vorliegenden Kodex in Kenntnis gesetzt worden ist.

Der Gemeindevorstand vertagt aus denselben Gründen diese Verrichtungen und tritt am neunzehnten Tag um 10 Uhr zusammen.

§ 5 - Der Präsident des Appellationshofes hält sich am dreiundzwanzigsten Tag vor der Wahl von 10 bis 12 Uhr in seinem Amtszimmer zur Verfügung der Vorsitzenden der Kreisvorstände seines Amtsbereichs, um dort aus ihren Händen eine Ausfertigung der Protokolle mit den Berufungserklärungen und alle Unterlagen in Bezug auf die Streitfälle, von denen die Hauptwahlvorstände Kenntnis erhalten haben, entgegenzunehmen.

Art. L4142-24 - Der Vorstand schließt die Kandidatenliste in seinem Kreis endgültig ab. Er übermittelt der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten eine Abschrift der gesamten endgültig abgeschlossenen Listen. Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß 2 von Artikel L4141-1 digital erfolgt.

Art. L4142-25 - Die Vorsitzenden der Distriktvorstände, in denen ein oder mehrere Kandidaten sich das Recht vorbehalten haben, eine Listengruppierungserklärung abzugeben, übermitteln dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstandes des Bezirks die Liste der Kandidaten; die eine Gruppierung machen möchten.

Abschnitt 4 — Listenverbindung, Listen der Kandidaturen und Auslosung

Unterabschnitt 1 — Regionale Auslosung

Art. L4142-26 - § 1 - Im Hinblick auf die Verwendung durch die Listen, die in jedem Kreis eine gleiche politische Partei vertreten, einer gemeinsamen laufenden Nummer auf dem Stimmzettel bei der kommenden Wahl kann bei der Regierung einen Listenverbindungsantrag durch diese politische Partei eingereicht werden, sofern diese Partei im wallonischen Parlament vertreten ist.

§ 2 - Dieser Vorschlag gibt das Listenkürzel oder Logo an, das von den Kandidatenlisten verwendet werden soll, die sich diesem Kürzel anschließen wollen, sowie Name, Vornamen und Anschrift der Person und ihres Vertreters, die von der politischen Partei benannt wurden, um in jedem Verwaltungsbezirk zu bezeugen, dass eine Kandidatenliste von dieser Partei anerkannt wird.

§ 3 - Das Kürzel oder Zeichen besteht aus höchstens zwölf Buchstaben und/oder Zahlen und aus höchstens dreizehn Zeichen. Ein und dasselbe Listenkürzel oder Logo kann entweder in einer einzigen Landessprache abgefasst oder in eine andere Landessprache übersetzt sein, oder es kann in einer Landessprache abgefasst sein mit der entsprechenden Übersetzung in eine andere Landessprache.

§ 4 - Der Listenverbindungsantrag muss von mindestens fünf wallonischen Abgeordneten der politischen Partei, die dieses Listenkürzel oder Logo benutzen wird, unterzeichnet werden. Wenn eine politische Partei durch weniger als fünf wallonische Abgeordnete vertreten wird, wird der Listenverbindungsantrag von allen Abgeordneten unterzeichnet, die dieser Partei angehören. Ein wallonischer Abgeordneter darf nur einen einzigen Listenverbindungsantrag unterzeichnen.

Art. L4142-27 - Bis zum 1. August übermittelt jede im wallonischen Parlament vertretene politische Partei der Regierung einen begründeten Antrag zum Verbot der geschützten Listenkürzel oder Logos. Spätestens am 10. August veröffentlicht die Regierung im *Belgischen Staatsblatt* die Liste der Listenkürzel, deren Verwendung verboten ist.

Art. L4142-28 - § 1 - Am 1. September zwischen 10 und 12 Uhr wird jeder Listenverbindungsantrag der Regierung von einem der unterzeichneten wallonischen Abgeordneten überreicht.

§ 2 - Um 12 Uhr nimmt die Regierung die Auslosung zur Bestimmung der gemeinsamen laufenden Nummern vor, die den verschiedenen Listenverbindungen zugeteilt werden.

§ 3 - Die Tabelle mit den Listenverbindungen und den ihnen zugeteilten Listenkürzeln und gemeinsamen laufenden Nummern wird innerhalb von vier Tagen im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 4 - Die Regierung teilt den Vorsitzenden der Distriktvorstände die im vorstehenden Absatz erwähnte Tabelle mit dem Namen, den Vornamen und der Anschrift der Personen und ihrer Vertreter mit, die von den politischen Parteien auf Ebene des Verwaltungsbezirks benannt wurden, und allein befugt sind, die Kandidatenlisten zu bestätigen.

Unterabschnitt 2 — Provinziale Auslosung

Art. L4142-29 - Bei der in Artikel L4142-4 angegebenen Anmeldung der Kandidaten, die sich auf ein hinterlegtes Listenkürzel und eine gemeinsame laufende Nummer berufen, die aus der regionalen Auslosung hervorgehen, legen die Kandidaten ihrem Vorschlag eine Bescheinigung der gemäß Artikel L4142-28 § 4 bezeichneten Person bei.

In Ermangelung dieser Bescheinigung stellt der Distriktvorstand fest, dass die Liste nicht anerkannt ist und lehnt von Amts wegen die Benutzung des geschützten Listenkürzels und der gemeinsamen laufenden Nummer ab.

Art. L4142-30 - § 1 - Für die Listen, die diese Bestimmung nicht verwenden, erfolgt die Zuweisung einer laufenden Nummer nach dem hierunter beschriebenen Verfahren.

§ 2 - Die Kandidaten, die bei dem Vorsitzenden des Hauptbürovorstandes der Provinz eine Vorschlagsurkunde einreichen, können dieser Urkunde ein Dokument beifügen, das das Listenkürzel oder das Logo ihrer politischen Partei enthält sowie den Namen, die Vornamen und die Anschrift der Person und ihres Vertreters, die von dieser Liste bezeichnet wurden, um in jedem Distrikt zu bezeugen, dass eine Kandidatenliste von dieser politischen Partei anerkannt wird.

§ 3 - Am Tag des endgültigen Abschlusses der Listen und unmittelbar danach nimmt der Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes der Provinz die Auslosung vor, um den Listen, die in der Provinzhauptstadt eingereicht sind und die keine gemeinsame laufende Nummer erhalten haben, eine laufende Nummer zuzuteilen. Die Auslosung erfolgt ab der Nummer, die unmittelbar der höchsten Nummer folgt, die bei der vom Minister der inneren Angelegenheiten vorgenommenen Auslosung zugeteilt worden ist.

Zunächst wird den vollständigen Listen eine laufende Nummer zugeteilt, danach den unvollständigen Listen.

Es wird davon ausgegangen, dass Einzelkandidaten jeweils eine unvollständige Liste bilden.

§ 4 - Der Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes der Provinz übermittelt den Distriktvorständen auf dem schnellsten Weg die Tabelle der Listenkürzel oder Logos und der so zugeteilten gemeinsamen laufenden Nummern.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Art. L4142-31 - § 1. Die Kandidaten oder zwei der ersten drei Kandidaten der Listen, die bei den Distriktvorständen eingereicht werden, können dem Vorsitzenden des Distriktvorstandes zusammen mit dem Wahlvorschlag eine von der befugten Person unterzeichnete Bescheinigung gemäß Artikel L4142-30 § 2 aushändigen, um die laufende Nummer zu erhalten, die einer der in der Provinzhauptstadt eingereichten Listen zugeteilt wird.

Niemand darf gleichzeitig eine Urkunde zur Beantragung des Schutzes eines Listenkürzels oder Logos unterzeichnen und Kandidat auf einer Liste sein, die ein anderes Listenkürzel oder Logo verwendet.

§ 2 - Sofort nach Eingang der in Artikel L4142-30 § 4 erwähnten Tabelle der Listenkürzel und der gemeinsamen laufenden Nummern und nach dem endgültigen Abschluss der Listen nimmt jeder Distriktvorstand sofort eine Auslosung vor, um den Listen, die noch keine gemeinsame laufende Nummer erhalten haben, eine laufende Nummer zuzuteilen. Die Auslosung erfolgt ab der Nummer, die unmittelbar der höchsten Nummer folgt, die bei der vom Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes der Provinz vorgenommenen Auslosung zugeteilt worden ist.

§ 3 - Der Vorsitzende des Distriktvorstandes übermittelt den Gemeindevorständen auf dem schnellsten Weg die Tabelle der Listenkürzel oder Logos und der so zugeteilten gemeinsamen laufenden Nummern.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Unterabschnitt 3 — Gemeindliche Auslosung

Art. L4142-32 - Bei der in Artikel L4142-4 angegebenen Anmeldung der Kandidaten, die sich auf ein geschütztes Listenkürzel oder Logo und eine gemeinsame laufende Nummer berufen, die aus der regionalen oder provinziellen Auslosung hervorgegangen sind, legen die Kandidaten ihrem Vorschlag eine Bescheinigung der gemäß Artikel L4142-28 § 4 oder L4142-30 § 2 bezeichneten Person bei.

In Ermangelung dieser Bescheinigung stellt der Gemeindevorstand fest, dass die Liste nicht anerkannt ist und lehnt von Amts wegen die Benutzung des geschützten Listenkürzels und der gemeinsamen laufenden Nummer ab.

Art. L4142-33 - In ihrer Annahmeakte können die Kandidaten beschließen, die der Listenverbindung aufgrund der Artikel L4142-28, 30 und 32 zugewiesene gemeinsame laufende Nummer nicht zu benutzen, deren Listenkürzel dagegen wohl zu benutzen.

Sofort nach Eingang der in Artikel L4142-31 § 3 erwähnten Tabelle der Listenkürzel und der gemeinsamen laufenden Nummern und nach dem endgültigen Abschluss der Listen nimmt jeder Gemeindevorstand sofort eine Auslosung vor, um den Listen, die noch keine gemeinsame laufende Nummer erhalten haben, eine laufende Nummer zuzuteilen. Die Auslosung erfolgt ab der Nummer, die unmittelbar der höchsten Nummer folgt, die bei der vom Vorsitzenden des Distriktvorstandes vorgenommenen Auslosung zugeteilt worden ist.

Unterabschnitt 4 — Listengruppierungserklärungen

Art. L4142-34 - § 1 - Die Hinterlegung der Listengruppierungserklärungen erfolgt am Donnerstag, dem zehnten Tag vor dem Wahltag, zwischen 14 und 16 Uhr. Sie erfolgt vor dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstandes des Bezirks gegen Empfangsbescheinigung.

§ 2 - Damit eine Gruppierungserklärung von Kandidatenlisten zulässig wird, muss sie die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° In ihrer Akte zur Annahme von Kandidaturen müssen die Kandidaten jeder der betroffenen Listen ihre Absicht geäußert haben, diese Listengruppierung mit den namentlich bezeichneten Kandidaten von Listen, die in anderen Wahlbezirken desselben Verwaltungsbezirks vorgeschlagen werden, vorzunehmen;

2° Die Genehmigung durch die Unterzeichner, diese Listengruppierung vorzunehmen, muss ausdrücklich auf der Vorschlagsurkunde jedes dieser Kandidaten erscheinen;

3° Die Listengruppierungserklärung muss von den gesamten Kandidaten oder von zwei der drei ersten Kandidaten jeder dieser Listen unterzeichnet werden.

4° Eine Liste darf keine Gruppe mit zwei oder mehreren Listen, zwischen denen keine Gruppierung besteht, bilden.

Die Bedingungen 1° und 2° werden unter Gefahr der Unzulässigkeit vorgeschrieben. Die Bedingungen 3° und 4° werden unter Gefahr der Nichtigkeit vorgeschrieben.

Die Regierung legt das Muster dieser Erklärung fest.

Art. L4142-35 - § 1 - Gegenseitige Gruppierungserklärungen können in ein und derselben Amtshandlung erfolgen.

§ 2 - Wird eine der aufgenommenen Listen abgewiesen, so bleibt die Gruppierungserklärung für die anderen Listen der Gruppe gültig.

Wenn ein Kandidat für nichtwählbar erklärt worden ist, bleibt ebenso die Gruppierungserklärung für die anderen Kandidaten der Liste gültig.

Art. L4142-36 - § 1 - Der Zentralwahlvorstand des Bezirks erstellt sofort und in Gegenwart der Zeugen, sofern Zeugen benannt wurden, die Tabelle der Listen, die eine Gruppe bilden.

In dieser Tabelle teilt er jeder Listengruppe einen Buchstaben - A, B, C und so weiter - zu. Zu diesem Zweck beachtet er die Reihenfolge der Anordnung der Listen auf dem Stimmzettel, so wie er diese für seinen Distrikt festgelegt hat.

Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel L4141-1 § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt.

§ 2 - Der Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes des Bezirks übermittelt den Vorsitzenden der Distriktvorstände eine Abschrift der Listen, die Kandidaten ihres Kreises umfassen.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Diese Vorsitzenden lassen die Listen sofort in sämtlichen Gemeinden des Distrikts aushängen.

Abschnitt 5 — Bekanntmachung der Listen, Stimmzettel und Zähltabellen

Art. L4142-37 - § 1 - Wenn die in vorstehenden Artikeln vorgesehenen Verrichtungen beendet sind, stellt der Kreisvorstand sofort den Stimmzettel gemäß den durch die Regierung vorgesehenen Modalitäten auf.

§ 2 - Die Kandidatenlisten werden sofort angeschlagen. Auf dem Plakat werden in der Form des durch die Regierung festgelegten Stimmzettels die Namen der Kandidaten sowie ihr Vorname, ihr Beruf und ihr Hauptwohrt in schwarzer Fettschrift wiedergegeben. Wiedergegeben werden auch die durch die Regierung festgelegten Anweisungen für den Wähler.

§ 3 - Die Kandidatenlisten werden auf dem Stimmzettel nacheinander aufgenommen.

Die Namen und Vornamen der Kandidaten werden in der Vorschlagsreihenfolge in die Spalte eingesetzt, die der Liste, der sie angehören, vorbehalten ist.

Die Listen werden ihrer laufenden Nummer nach auf dem Stimmzettel geordnet.

Falls erforderlich kann der Vorstand beschließen, zwei oder mehrere dieser unvollständigen Listen in ein und dieselbe Spalte einzusetzen. Gegebenenfalls bestimmt er durch Auslosung, wo diese Spalten zu stehen kommen und welche Listennummern sie enthalten.

Listenverbindungen erhalten die in den Artikeln L4142-26 bis 31 erwähnte gemeinsame laufende Nummer, und keine andere Liste darf eine dieser Nummern erhalten, selbst nicht, wenn keine Listenverbindung in der Gemeinde eingereicht wurde.

Art. L4142-38 - § 1 - Sobald der Kreisvorstand Wortlaut und Form des Stimmzettels festgelegt hat, lässt der Vorsitzende dieses Wahlvorstandes die Stimmzettel mit schwarzer Druckfarbe unter seiner Aufsicht auf Wahlpapier drucken beziehungsweise vervielfältigen.

Das notwendige Wahlpapier wird durch die Regierung oder ihren Beauftragten zur Verfügung des Vorsitzenden gestellt. Die Regierung oder deren Beauftragten stellen es gegen Empfangsbescheinigung, die die Anzahl gelieferter Blätter angibt, bereit.

§ 2 - Das Papier ist weiß für die Gemeindewahlen, grün für die Provinzialwahlen und rosa für die Sektorenwahlen.

Die Verwendung jedes anderen Stimmzettels ist verboten.

§ 3 - In allen Fällen müssen die bei ein und derselben Wahl verwendeten Stimmzettel absolut identisch sein.

§ 4 - Die Abmessungen der Stimmzettel werden unter Berücksichtigung der Anzahl der zu wählenden Mitglieder durch Erlass der Regierung festgelegt.

§ 5 - Der Vorsitzende des Kreisvorstandes überwacht die Herstellung der Stimmzettel durch den Leistungserbringer. Wenn er es wünscht, kann er zu diesem Zweck einen Beisitzer seines Vorstandes oder einen Wähler seines Kreises bevollmächtigen, wobei er eine Vollmacht verfasst, deren Muster durch die Regierung festgelegt wird.

Nachdem die Wahlzettel gedruckt worden sind, werden sie in Gegenwart des Vorsitzenden des Kreisvorstandes gefaltet und in einen versiegelten Umschlag gesteckt, wobei ein Umschlag pro Wahllokal benutzt wird. Auf dem Umschlag werden die Anschrift des Empfängers und die Anzahl der darin enthaltenen Stimmzettel vermerkt.

Der Drucker händigt dann dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes ein Exemplar des ihn betreffenden Stimmzettels mit der Vermerk "Muster" sowie eine ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Quittung, deren Muster durch die Regierung festgelegt wird, aus.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Quittung umfasst folgende Angaben:

1° die Mengen des erhaltenen, gedruckten und gelieferten Papiers;

2° die einwandfreie Rückgabe der Druckplatte der Stimmzettel;

3° die ehrenwörtliche Erklärung des Meldepflichtigen, dass er keine Stimmzettel an Drittpersonen weitergegeben hat.

Der Vorsitzende des Vorstandes oder der zu diesem Zweck bezeichnete Bevollmächtigte verfasst einen Druckbericht und schickt ihn zusammen mit der Vollmacht, die seine Eigenschaft bescheinigt, und der ehrenwörtlichen Erklärung des Druckers an den Provinzgouverneur, der den Empfang bestätigt.

Die Umschläge, die die Stimmzettel enthalten, werden beim Drucker an gesicherten Orten bis zum Tag vor der Wahl aufbewahrt.

Wenn die Lieferung der Stimmzettel von dem Gemeindegremium übernommen wird, so nimmt dieses sie sofort nach der Kuvertierung beim Drucker in Empfang. Es bewahrt die Stimmzettel in seinen genügend gesicherten und bis zum Tag vor der Wahl bewachten Räumen auf.

Art. L4142-39 - Im Hinblick auf die Zählung der Stimmen erstellt der Vorsitzende des Kreisvorstandes eine Zähltablette sowie eine Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmentauszählungen, deren Muster durch die Regierung festgelegt werden.

Die Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmentauszählungen trägt dieselben Angaben wie die Zähltablette auf Ebene des Kreises.

Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel L4141-1 § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt.

Diese Tabellen umfassen für jede Liste in der Reihenfolge ihrer laufenden Nummern:

1° die Angabe der Anzahl der in der Urne gefundenen Stimmzettel;

2° die Angabe der Anzahl der gültigen Stimmzettel;

3° in einer ersten Spalte den Namen der Kandidaten in der auf den Stimmzetteln vorgesehenen Reihenfolge;

Eine zweite Spalte wird am Wahltag nach der Auszählung mit den Ergebnissen der Stimmenaushählung ausgefüllt.

Art. L4142-40 - Ab dem Zeitpunkt, wo diese Listen angeschlagen werden, übermittelt der Vorsitzende des Kreisvorstandes die offizielle Liste der Kandidaten diesen Kandidaten und den Wählern, die es beantragen.

Art. L4142-41 - § 1 - Am Tag vor der Wahl ordnet der Vorsitzende des Kreisvorstandes die Lieferung der versiegelten Umschlüge, die die für die Wahl erforderlichen, gefalteten Stimmzettel enthalten, in der genauen Anzahl an die Vorsitzenden der Wahlvorstände an. Der Vorsitzende des Wahlvorstandes unterzeichnet eine Empfangsbestätigung, die dann dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes übermittelt wird.

Diese Lieferung wird durch den Leistungserbringer, der mit der Herstellung der Stimmzettel beauftragt ist, vorgenommen. Wenn die Lieferung einem durch das Kollegium bezeichneten Personalmitglied der Gemeinde anvertraut ist, wird die ehrenwörtliche Erklärung, deren Muster durch die Regierung festgelegt wird, durch diesen Beamten ausgefüllt und unterzeichnet.

Der Umschlag, der die für ein Wahllokal bestimmten Stimmzettel enthält, bleibt bis zur Einrichtung des Wahlvorstandes versiegelt.

§ 2 - Am selben Tag übermittelt der Vorsitzende des Kreisvorstandes den Vorsitzenden der Zählbürovorstände die in Artikel L4142-39 erwähnte Zähltablette.

Abschnitt 6 — Einspruch gegen die Kandidaturen

Art. L4142-42 - Im Beisein seines Greffiers verfasst der Präsident des Appellationshofes die Akte über diese Aushändigung der Berufungserklärungen der Vorsitzenden der Kreisvorstände gemäß Artikel L4142-23 § 5.

Er trägt die Sache in die Terminliste der ersten Kammer des Appellationshofes für den zwanzigsten Tag vor der Wahl um 10 Uhr vormittags ein, selbst wenn dieser Tag ein Feiertag ist, und dies ohne Vorladung beziehungsweise Aufforderung.

Art. L4142-43 - § 1 - Die erste Kammer des Appellationshofes prüft die Sachen in Bezug auf die Wählbarkeit unter Zurückstellung aller anderen Sachen.

§ 2 - In öffentlicher Sitzung verliest der Präsident die Aktenstücke. Sodann erteilt er dem Berufungskläger und gegebenenfalls dem Berufungsbeklagten das Wort; diese können sich von einem Rechtsbeistand vertreten und beistehen lassen.

Art. L4142-44 - § 1 - Nach Anhörung der Stellungnahme des Generalprokurators entscheidet der Gerichtshof unverzüglich durch einen Entscheid, der in öffentlicher Sitzung verlesen wird; dieser Entscheid wird dem Betreffenden nicht zugestellt, sondern bei der Kanzlei des Gerichtshofs hinterlegt, wo der Betreffende ihn kostenlos einsehen kann.

§ 2 - Der Tenor des Entscheids wird dem Vorsitzenden des betreffenden Hauptwahlvorstandes an dem von ihm angegebenen Ort von der Staatsanwaltschaft auf dem schnellsten Weg zur Kenntnis gebracht.

§ 3 - Die Akte des Gerichtshofes wird dem Greffier der Versammlung, die mit der Überprüfung der Mandate der Gewählten beauftragt ist, innerhalb von acht Tagen zusammen mit einer Ausfertigung des Entscheids übermittelt.

Art. L4142-45 - Gegen die in Artikel L4142-44 erwähnten Entscheide ist keine Berufungsklage möglich.

Abschnitt 7 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit den Kandidaturen

Art. L4142-46 - Die Personen, die die Unterschrift von anderen Personen oder von angeblichen Personen auf den Vorschlagsurkunden der Kandidaten, auf der Akte zur Annahme der Kandidaturen oder der Akte zur Bezeichnung von Zeugen setzen, werden der Urkundenfälschung für schuldig befunden und bestraft.

KAPITEL III — Wahl

Abschnitt 1 — Einrichtung der Wahllokale

Art. L4143-1 - Jedes Wahllokal wird folgendermaßen ausgestattet:

1° eine Urne, die für die Stimmzettel der Wahl der Gemeinderatsmitglieder vorbehalten ist;

2° eine Urne, die für die Stimmzettel der Wahl der Provinzialratsmitglieder vorbehalten ist;

3° ggf. eine Urne, die für die Stimmzettel der Wahl der Mitglieder der Sektorenräte vorbehalten ist.

Art. L4143-2 - Spätestens am Tag vor der Wahl lässt das Gemeindegremium jedem Vorsitzenden des Wahlvorstandes die Umschlüge, die für die Übermittlung der in Artikel L4143-28 bestimmten Unterlagen notwendig sind, zukommen.

Die Umschlüge, in denen die Stimmzettel und die Unterlagen über die Wahlen gesteckt werden müssen, sind in der Farbe, die diesen Stimmzetteln vorbehalten ist, gehalten oder tragen als Aufschrift einen 3 cm hohen Buchstaben: C für die Gemeindegewahlen, P für die Provinzialgewahlen, S für die Sektoren.

Art. L4143-3 - § 1 - Es ist mindestens eine Wahlkabine für je 150 Wähler vorhanden.

§ 2 - Die Regierung legt die Bedingungen fest, die sowohl die Wahlkabine als auch die Einrichtungen des Wahllokals erfüllen müssen.

Im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium kann der Gouverneur jedoch Abmessungen und Anordnung den räumlichen Erfordernissen je nach dem Zustand der Wahllokale anpassen.

§ 3 - In jeder Gemeinde muss mindestens eine Wahlkabine für fünf Wahllokale so angelegt werden, dass sie für die in den Artikeln L4133-1 und L4133-2 des vorliegenden Kodex erwähnten Wähler leicht zugänglich und nutzbar ist.

Art. L4143-4 - § 1 - Die Abstimmungsregister des Wahlzentrums werden zusammen mit den Anweisungen für die Wähler und dem Wortlaut der Artikel L4143-4 bis 16 dieses Gesetzbuches im Warteraum ausgehängt.

Die Kandidatenlisten werden ebenfalls im Warteraum in der Form des Stimmzettels, wie er durch die Regierung festgelegt wird, ausgehängt.

Die Anweisungen für die Wähler werden außerdem außen an jedem Wahllokal ausgehängt.

§ 2 - Ein Exemplar des vorliegenden Kodex wird für die Wähler im Warteraum ausgelegt; ein zweites Exemplar wird im Wahllokal für die Vorstandsmitglieder ausgelegt.

§ 3 - Ein Nachdruck des Stimmzettels in einer Vergrößerung von 150% dem Wähler, der es beantragt, zur Verfügung gestellt. In jeder Wahlkabine muss ein solches Exemplar vorhanden sein.

Ein in großen Buchstaben nachgedrucktes Exemplar der Anweisungen für die Wähler wird ebenfalls zur Verfügung der Wähler gestellt. In jeder Wahllokal muss ein solches Exemplar vorhanden sein.

§ 4 - Der Anschlag der in § 1 vorgesehenen Unterlagen muss unter Berücksichtigung der Zugänglichkeit der kleineren Personen und der Personen, die sich im Rollstuhl befinden, erfolgen.

Art. L4143-5 - § 1 - Der Vorstand muss um Viertel vor acht gebildet sein.

§ 2 - Die gesamten Beisitzer und Ersatzbeisitzer, die für das Wahlzentrum bezeichnet sind, bleiben bis zur Bildung der gesamten Wahlvorstände in diesem Zentrum.

Jeder Wahlvorstand ergänzt sich zuerst mit den Beisitzern und den Ersatzbeisitzern, die für diesen Wahlvorstand gemäß Artikel L4125-5 §§ 2 und 3 bezeichnet wurden.

Wenn die Vorstände gebildet sind und wenn ein Wahlvorstand nicht ergänzt werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Wahlvorstandes unter den für dieses Zentrum bezeichneten Ersatzbeisitzern diejenigen, die den betreffenden Wahlvorstand ergänzen werden.

Fehlen die Beisitzer und Ersatzbeisitzer zu diesem Zeitpunkt, vervollständigt der Vorsitzende von Amts wegen den Vorstand durch anwesende Wähler, die die in Artikel L4125-5 §§ 2 und 3 angeführten Bedingungen erfüllen.

Jede Beschwerde gegen eine solche Benennung ist von den Zeugen vor Beginn der Verrichtungen einzulegen. Der Vorstand entscheidet sofort und unwiderruflich.

§ 3 - Bei Verhinderung oder Abwesenheit des Vorsitzenden des Wahlvorstandes zu Beginn oder im Laufe der Verrichtungen vervollständigt der Vorstand sich selbst. Sind sich die Mitglieder des Vorstandes über die zu treffende Wahl uneinig, so ist die Stimme des ältesten Mitgliedes ausschlaggebend. Dies wird im Protokoll vermerkt.

Art. L4143-6 - Vor dem Anfang der Verrichtungen leisten die Beisitzer des Wahlvorstandes den in Art. L4125-2 § 3 vorgesehenen Eid vor dem Vorsitzenden. Der Sekretär und die Zeugen leisten anschließend denselben Eid.

Der Vorsitzende leistet als letzter den Eid vor dem so gebildeten Vorstand.

Der Vorsitzende oder der Beisitzer, der im Laufe der Verrichtungen als Ersatz für ein verhindertes Mitglied ernannt wird, leistet den besagten Eid vor dem Antreten seines Amtes.

Diese Eidesleistungen werden im Protokoll vermerkt.

Art. L4143-7 - § 1 - Sobald der Wahlbürovorstand im Hinblick auf die Wahl gebildet worden ist, überprüft der Vorsitzende in Anwesenheit der Vorstandsmitglieder und vor Eröffnung der Wahl, ob die Urnen leer sind; anschließend werden diese versiegelt.

§ 2 - Der Umschlag, der die Stimmzettel enthält, darf in Anwesenheit des ordnungsgemäß gebildeten Vorstandes entsiegelt und geöffnet werden.

Die Stimmzettel werden sofort nachgezählt, und das Ergebnis dieser Überprüfung wird im Protokoll vermerkt.

§ 3 - Um sich vor einem Versuch einer Fälschung der Stimmzettel zu schützen, bestimmt der Vorstand die Stelle, an der dieser Zettel abgestempelt wird, bevor der dem Wähler übergeben wird. Zu diesem Zweck entscheidet sich der Vorstand für fünf Stellen der neun Stellen, die auf dem von der Regierung gelieferten Musterblatt verfügbar sind. Die endgültige Stelle ist dann Gegenstand einer Auslosung.

Diese Auslosung wird auf Antrag eines Vorstandsmitgliedes oder eines Zeugen ein oder mehrere Male während der Verrichtungen wiederholt. Ist der Vorsitzende des Vorstandes der Ansicht, einem solchen Antrag nicht sofort stattgeben zu können, so kann das Vorstandsmitglied oder der Zeuge die Aufnahme der Ablehnungsgründe ins Protokoll verlangen.

Abschnitt 2 — Zugänglichkeit und Aufsicht der Wahl- und Zähllokale und -zentren

Unterabschnitt 1 — Zugänglichkeit für die Wahlzentren und -lokale

Art. L4143-8 - § 1 - Nur die Vorstandsmitglieder, die Wähler der Sektion, ihre Bevollmächtigten oder Begleiter haben Zutritt zu dem Wahllokal. Die Personen, die nicht Vorstandsmitglieder sind, werden nur für die zum Ausfüllen und Einwerfen ihres Stimmzettels erforderliche Zeit zugelassen.

Die gemäß Artikel L4134-1 bezeichneten Zeugen der Parteien haben Zutritt zu dem Wahllokal, nachdem sie dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes das ihnen gemäß Artikel L4134-1 § 4 übermittelte Benachrichtigungsschreiben vorgezeigt haben und sofern sie die auf sie anwendbaren Bestimmungen einhalten.

Die gemäß Artikel L4211-6 bestimmten Sachverständigen und die mit dem technischen Beistand beauftragten Personen werden am Wahltag zu den Wahllokalen zugelassen, nachdem sie dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes ihre von der Regierung ausgestellte Legitimationskarte vorgezeigt haben.

Die Identität der in Absätzen 2 und 3 erwähnten Personen, die zu dem Wahllokal zugelassen werden, wird im Protokoll vermerkt.

§ 2 - Außer in Anwendung von Artikel L4143-16 darf niemand im Wahlzentrum Waffen bei sich führen.

Art. L4143-9 - Wer die Wahllokale während der Wahlverrichtungen betritt, ohne Mitglied des Wahlbürovorstandes, Zeuge, Kandidat, Bevollmächtigter oder dessen Begleiter oder ohne gemäß Artikel L4211-6 bezeichneter Sachverständiger oder Erbringer eines technischen Beistands zu sein, ist auf Anordnung des Vorsitzenden oder seines Bevollmächtigten auszuweisen. Leistet der Betreffende Widerstand betritt er das Lokal erneut, wird er mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

Art. L4143-10 - Mit Ausnahme des Vorsitzenden, der gemäß Artikel L4211-6 bezeichneten Sachverständigen und der mit dem technischen Beistand beauftragten Personen sind die in Artikel L4143-8 erwähnten Personen nicht berechtigt, während des Zeitraums, im Laufe dessen sie innerhalb des Wahllokals zugelassen sind, in irgendwelcher Weise mit der Außenwelt in Verbindung zu stehen.

Im Protokoll werden die Verbindungen mit der Außenwelt und ihr Gegenstand vermerkt.

Art. L4143-11 - Die in Artikel L4143-8 erwähnten Personen dürfen das Wahllokal nur mit dem Einverständnis des Vorsitzenden oder dessen Bevollmächtigten verlassen oder betreten.

Unterabschnitt 2 — Zugänglichkeit zu den Zählzentren und -lokalen

Art. L4143-12 - Nur die Mitglieder des Zählbürovorstandes werden im Zähllokal zugelassen.

Die Vorsitzenden der Wahlbürovorstände, ggf. in Begleitung eines Beisitzers oder eines Zeugen, bleiben nur für die Zeit der Hinterlegung ihrer Urne im Zähllokal und verlassen es anschließend.

Die Zeugen der Parteien, die gemäß Artikel L4134-1 § 3 bezeichnet worden sind, um diesen Verrichtungen beizuwohnen, werden im Zähllokal zugelassen, nachdem sie dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes das ihnen gemäß Artikel 3 § 4 übermittelte Benachrichtigungsschreiben vorgezeigt haben und sofern sie die auf sie anwendbaren Bestimmungen einhalten.

Die Identität der in Absätzen 2 und 3 erwähnten Personen, die zum Zähllokal zugelassen werden, wird im Protokoll vermerkt.

Art. L4143-13 - Sofort nach der Eröffnung der Verrichtungen werden die Zähllokale verschlossen. Außer den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände, die die ihnen anvertraute Urne mitbringen, ist niemandem erlaubt, unter Vorbehalt außergewöhnlicher Umstände und mit dem Einverständnis des Vorsitzenden bis zum Abschluss der Verrichtungen das Lokal zu betreten und dieses zu verlassen.

Nur der Vorsitzende darf während der Zählverrichtungen mit der Außenwelt in Verbindung stehen. Im Protokoll werden die Verbindungen und ihr Gegenstand vermerkt.

Unterabschnitt 3 — Aufsicht der Zentren und Lokale

Art. L4143-14 - Jeder Vorsitzende eines Wahl- oder Zählbürovorstands übt die Ordnungsgewalt im Wahllokal und im Warteraum aus. Er kann diese Befugnis einem Vorstandsmitglied zwecks Aufrechterhaltung der Ordnung im Warteraum übertragen.

Art. L4143-15 - Der Vorsitzende des Wahlbürovorstandes oder sein Beauftragter ruft diejenigen zur Ordnung auf, die sich im Wahllokal öffentlich beifällig oder abfällig äußern oder in irgendeiner Weise Unruhe stiften. Fahren sie daraufhin damit fort, kann der Vorsitzende oder sein Beauftragter sie ausweisen lassen, jedoch unter dem Vorbehalt, dass er ihnen das Wiederbetreten des Lokals zur Stimmabgabe erlaubt.

Die Ausweisungsanordnung wird im Protokoll vermerkt, und die Schuldigen werden mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

Art. L4143-16 - Im Warteraum darf ohne Ersuchen des Vorsitzenden des Lokals keine bewaffnete Macht aufgestellt werden.

Die Zivilbehörden und die Militärbefehlshaber haben seinen Anforderungen stattzugeben.

Abschnitt 3 — Wahlverlauf

Art. L4143-17 - Die Wahl findet in einem einzigen Wahlgang statt.

Die Wahlkollegien dürfen sich nur mit der Wahl befassen, für die sie einberufen wurden.

Art. L4143-18 - Niemand ist verpflichtet, das Geheimnis seiner Wahl zu offenbaren, auch nicht im Rahmen einer gerichtlichen Untersuchung oder Streitsache oder im Rahmen einer parlamentarischen Untersuchung.

Art. L4143-19 - Der Vorsitzende, die Beisitzer, der Sekretär, die Zeugen und Ersatzzeugen wählen in der Sektion, in der sie ihren Auftrag ausführen.

Art. L4143-20 - § 1 - Die Wähler werden von 8 Uhr bis 13 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen.

Wähler, die sich um 13 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

§ 2 - Die Wähler treffen mit ihrer Wahlaufforderung und ihrem Personalausweis am Eingang des Wahllokals ein. Der Sekretär kreuzt ihren Namen in einer Abschrift des Abstimmungsregisters an.

Der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer prüft die Übereinstimmung der Angaben auf der zweiten Abschrift des Abstimmungsregisters mit den Angaben auf der Wahlaufforderung und dem Personalausweis.

Wird der Wähler zur Wahl zugelassen, so wird sein Name ebenfalls auf dieser Abschrift angekreuzt.

§ 3 - Der Wähler, der seine Wahlaufforderung nicht bei sich hat, kann zur Stimmabgabe zugelassen werden, wenn seine Identität und seine Wählereigenschaft vom Vorstand anerkannt werden.

§ 4 - Wer nicht auf dem Abstimmungsregister steht, darf nicht an der Wahl teilnehmen, es sei denn, er legt einen Beschluss des Gemeindekollegiums oder einen Auszug aus einem Entscheid des Appellationshofes, durch den seine Eintragung angeordnet wird, oder eine Bescheinigung des Gemeindekollegiums vor, in der bestätigt wird, dass der Betreffende die Wählereigenschaft besitzt.

Die Namen der Wähler, die noch nicht im Wahlregister eingetragen sind, jedoch vom Vorstand zur Wahl zugelassen werden, werden in beiden Abschriften des Registers eingetragen.

§ 5 - Trotz Eintragung im Wählerregister darf der Vorstand diejenigen Wähler nicht zur Wahl zulassen, deren Streichung das Gemeindekollegium oder der Appellationshof durch einen Beschluss beziehungsweise einen Entscheid gemäß Artikel L4122-16 und 24 angeordnet hat. Ein Auszug dieses Beschlusses oder dieses Entscheids muss vorgelegt werden.

Ebenso darf der Vorstand nicht diejenigen Wähler zur Wahl zulassen, auf die eine der Bestimmungen der Artikel L4152-2 und L4121-2 und L4121-3 anwendbar ist, und deren Unfähigkeit durch eine Urkunde festgestellt wird, deren Ausstellung vom Gesetz vorgesehen ist.

Abschließend darf der Wahlvorstand auch nicht jene Wähler zulassen, bei denen entweder durch Schriftstücke oder durch ihr Eingeständnis erwiesen ist, dass sie am Wahltag das für die Stimmabgabe erforderliche Alter nicht erreicht haben oder am selben Tag bereits in einer anderen Sektion oder in einer anderen Gemeinde gewählt haben.

§ 6 - Wähler dürfen sich nur in Anwendung von Artikel L4132-1 vertreten lassen.

Um zur Stimmabgabe zugelassen zu werden, übergibt der Bevollmächtigte dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Art. L4132-1 § 1 erwähnten Bescheinigungen und zeigt ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vor; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt".

Die Vollmachten werden dem in Artikel L4143-25 2° des vorliegenden Kodex erwähnten Verzeichnis beigelegt.

§ 7 - Gemäß Artikel L4133-2 § 3 händigt der begleitete Wähler dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes eine Abschrift seiner Erklärung aus.

Art. L4143-21 - § 1 - Der Wähler erhält einen Stimmzettel für jede Abstimmung, zu der er einberufen wird.

§ 2 - Jeder Stimmzettel, der in vier zu einem Rechteck gefaltet worden ist, erhält auf der Rückseite einen Stempel mit dem Datum der Wahl und dem Namen der Gemeinde und der Distrikts.

Er wird aufgefaltet vor den Vorsitzenden gelegt, der ihn auf dieselbe Weise wieder zusammenfaltet.

Der Vorsitzende überreicht dem Wähler diesen oder diese Stimmzettel.

§ 3 - Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen.

Der in Artikel L4133-2 erwähnte Wähler darf sich von einem Begleiter begleiten lassen. Die Namen beider Personen werden im Protokoll vermerkt. In Ermangelung eines Begleiters seiner Wahl, kann er sich vom Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes begleiten lassen.

Der Wähler, der die Bedingungen von Artikel L4133-2 nicht erfüllt, und, der sich begleiten lassen möchte, darf sich vom Vorsitzenden des Wahlbüros helfen lassen, sofern er diese Notwendigkeit beim Vorstand begründet. Dies ist im Protokoll zu vermerken. Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigelegt.

§ 4 - Der Wähler gibt seine Stimme folgendermaßen ab.

Anhand des zur Verfügung gestellten Bleistifts färbt er das Feld, das seiner Wahl entspricht:

1° am Kopf der Liste, wenn er mit der Vorschlagsreihenfolge der Liste, die seiner Wahl entspricht, einverstanden ist;

2° wenn er diese Reihenfolge ändern möchte, gibt er eine oder mehrere Vorzugsstimmen dem beziehungsweise den von ihm bevorzugten Kandidaten dieser Liste, indem er das Feld hinter dem oder den betreffenden Namen färbt.

Der Wähler darf so viele Stimmen abgeben, wie Mandate zu vergeben sind.

Wenn der Wähler gleichzeitig eine Stimme im Kopffeld der Liste und für einen oder mehrere Kandidaten derselben Liste abgibt, so gilt die Stimme im Kopffeld der Liste als nichtig.

Die Stimmabgabe ist gültig, selbst wenn die Markierung unvollständig eingezeichnet ist, es sei denn, die Absicht, den Stimmzettel erkennbar zu machen, ist offensichtlich.

Wenn ein Wähler den ihm überreichten Stimmzettel versehentlich beschädigt, kann er gegen Rückgabe des ersten, der sofort für ungültig erklärt wird, beim Vorsitzenden einen anderen verlangen.

§ 5 - Der Wähler verlässt die Wahlkabine und zeigt dem Vorsitzenden seinen in vier zu einem Rechteck gefalteten Stimmzettel mit dem Stempel nach außen.

§ 6 - Er wirft den grünen Stimmzettel in die Urne für die Provinzialwahlen, den weißen Stimmzettel in die Urne für die Gemeindewahlen und den rosafarbenen Stimmzettel in die Urne für die Sektorenwahlen.

§ 7 - Die Wahlaufforderung wird ihm zurückgegeben, nachdem der Vorsitzende oder ein von ihm beauftragter Beisitzer sie mit einem Stempel versehen hat.

Art. L4143-22 - § 1 - Ungültig sind:

1° alle Stimmzettel, die nicht die Stimmzettel sind, deren Verwendung durch das Gesetz erlaubt ist;

2° Stimmzettel, die mehr als eine Listenstimme aufweisen oder die Vorzugsstimmen für Kandidaten auf verschiedenen Listen aufweisen;

3° Stimmzettel, auf denen der Wähler gleichzeitig eine Stimme im Kopffeld einer Liste und eine Stimme hinter dem Namen von eines oder mehrerer Kandidaten einer anderen Liste abgegeben hat;

4° Stimmzettel, deren Formen und Abmessungen geändert wurden, die innen ein Papier oder irgendeinen Gegenstand enthalten oder die den Wähler durch ein Zeichen, eine Streichung oder eine durch den vorliegenden Kodex nicht zugelassene Markierung erkennbar machen könnten;

5° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler, der seinen Stimmzettel durch Versehen beschädigt hat und einen anderen bekommen hat, auf dem er seine Stimme gültig abgeben kann, zurückgenommen hat;

6° Stimmzettel, die der Vorsitzende vom Wähler, der seinen Stimmzettel entfaltet hat, um seine Stimmabgabe bekanntzugeben, zurückgenommen hat. In diesem Fall nimmt der Vorsitzende den aufgefalteten Stimmzettel zurück, der sofort für ungültig erklärt wird, und verpflichtet den Wähler, nochmals zu wählen.

§ 2 - Der Vorsitzende vermerkt auf den in Ausführung der Nummern 5° und 6° von § 1 zurückgenommenen Stimmzetteln den Hinweis "Zurückgenommener Stimmzettel" und paraphiert sie.

Art. L4143-23 - Wenn die Wahl beendet ist, nimmt der Wahlvorstand den Abschluss vor.

Art. L4143-24 - Die Urnen bleiben versiegelt. Vor dem Wahlvorstand verschließt der Vorsitzende die Öffnung, durch die die Stimmzettel gesteckt werden, mit Hilfe einer Klebefolie, die anschließend an vier Stellen gestempelt wird, so dass der Stempel jedesmal sowohl auf der Folie als auch auf der Urne zu sehen ist.

Art. L4143-25 - Der Wahlvorstand erstellt zuerst die folgenden Listen:

1° die Wähler, die in Anwendung von Artikel L4143-20 § 4 des vorliegenden Kodex zur Wahl zugelassen worden sind, obwohl sie auf den Abstimmungsregistern nicht eingetragen waren.

2° Die Wähler, die auf den Abstimmungsregistern stehen und die an der Wahl nicht teilgenommen haben.

Der Vorsitzende vermerkt auf diesen Listen die von den Vorstandsmitgliedern oder den Zeugen vorgebrachten Bemerkungen und fügt die Belege bei, die die Abwesenden ihm zur Rechtfertigung zukommen ließen.

Diese von allen Vorstandsmitgliedern unterzeichneten Listen übermittelt der Vorsitzende des Vorstandes binnen drei Tagen dem Friedensrichter des Kantons.

Art. L4143-26 - Jedes Vorstandsmitglied, das ein Abstimmungsregister geführt hat, unterzeichnet sein Exemplar. Der Vorsitzende unterzeichnet seinerseits diese Register.

Art. L4143-27 - Der Wahlvorstand ermittelt Folgendes und vermerkt es im Protokoll:

1° die Anzahl Wähler, die an der Wahl teilgenommen haben;

2° die Anzahl Stimmzettel, die in Anwendung von Artikel L4143-22 § 1 5° und 6° des vorliegenden Kodex zurückgenommen wurden;

3° die Anzahl unbenutzter Stimmzettel;

4° die Anzahl, die durch den Abzug der in 2° und 3° angegebenen Stimmzettel von der gemäß Artikel L4143-7 § 2 im Protokoll vermerkten Anzahl von Stimmzetteln ermittelt wird. Diese Anzahl muss der in Punkt 1° bestimmten Anzahl entsprechen.

Art. L4143-28 - § 1 - Der Vorstand steckt in getrennte Umschläge:

1° die zurückgenommenen Stimmzettel;

2° die unbenutzten Stimmzettel;

3° Das von den gesamten Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnete Protokoll wird in den Umschlag mit der Aufschrift G gesteckt; eine vom Vorsitzenden des Wahlvorstands gegengezeichnete Abschrift des Protokolls wird in die Umschläge mit der Aufschriften P bzw. S gesteckt;

4° die Abstimmungsregister und das in Artikel L4143-7 § 3 erwähnte Musterblatt werden in dem Umschlag mit der Überdruck G gesteckt.

§ 2 - In deutlich sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen Folgendes vermerkt:

- 1° die Angabe des Inhalts;
- 2° das Datum der Wahl;
- 3° der Name der Gemeinde
- 4° der Name des Distrikts;
- 5° die Angabe; "Wahlbüro Nr." mit der Nummer des Wahlbüros.

Sie werden sofort versiegelt und dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes ausgehändigt.

§ 3 - Jeder Vorsitzende des Wahlvorstands übernimmt, in Begleitung eines Beisitzers seiner Wahl einerseits die Aushändigung der Urne der Gemeindewahl und der Umschläge mit der Aufschrift "G" an den Vorsitzenden des Zählbürovorstandes der Gemeinde und andererseits der Urne der Provinz und der Umschläge mit der Aufschrift "P" an den Vorsitzenden des Zählbürovorstandes der Provinz. Die Zeugen dürfen den Vorsitzenden bei der Ausführung dieser Aufgabe begleiten.

Die in § 1, 1° erwähnten Stimmzettel werden dem Gouverneur zugesandt.

§ 4 - Dem Vorsitzenden wird eine Empfangsbescheinigung der gemäß dem vorstehenden Paragraphen übermittelten Unterlagen ausgestellt. Dieser übermittelt dem Provinzgouverneur eine Abschrift der vorliegenden Empfangsbescheinigung auf dem schnellsten Wege.

KAPITEL IV — *Auszählung*

Abschnitt 1 — Bildung der Zählbürovorstände

Art. L4144-1 - Spätestens am Tag vor der Wahl lässt das Gemeindeskollegium jedem Vorsitzenden eines Zählvorstandes die Umschläge, die für die Übermittlung der in Artikel L4144-10 bestimmten Unterlagen notwendig sind, zukommen.

Die Umschläge, in denen die Stimmzettel und die Unterlagen bezüglich der Wahlen gesteckt werden müssen, sind in der Farbe, die diesen Stimmzetteln vorbehalten ist, gehalten oder tragen als Aufschrift einen 3 cm hohen Buchstaben: G für die Gemeindewahlen, P für die Provinzialwahlen, S für die Sektoren.

Art. L4144-2 - § 1 - Der Zählbürovorstand muss um 14 Uhr nach den in Artikel L4143-5 festgelegten Modalitäten gebildet sein.

§ 2 - Die Eidesleistung erfolgt nach den in Artikel L4143-6 festgelegten Modalitäten.

§ 3 - Ist eines der Mitglieder zum Zeitpunkt der Verrichtungen verhindert oder abwesend, so sorgt der Vorstand für die nötige Ergänzung. Sind sich die Mitglieder des Vorstandes über die zu treffende Wahl uneinig, so ist die Stimme des ältesten Mitgliedes ausschlaggebend. Dies wird im Protokoll vermerkt.

Abschnitt 2 — Auszählungsverlauf

Art. L4144-3 - Der Zählbürovorstand beginnt mit der Stimmenauszählung, sobald er alle für ihn bestimmten Urnen erhalten hat.

Art. L4144-4 - § 1 - In jedem Zähllokal und in Gegenwart der Vorstandsmitglieder und der Zeugen öffnet der Vorsitzende die Urnen und entnimmt die Stimmzettel.

§ 2 - Mit Hilfe eines der Mitglieder des Zählvorstandes zählt er die darin enthaltenen Stimmzettel, ohne sie auseinanderzufalten.

Er legt die Stimmzettel beiseite, die der Wahl, für die er zuständig ist, nicht entsprechen.

Art. L4144-5 - Die Anzahl der in den einzelnen Urnen vorgefundenen Stimmzettel, die der Wahl, für die der Zählvorstand zuständig ist, entspricht, wird im Protokoll vermerkt.

Die in Artikel L4143-28 erwähnten Umschläge werden nicht geöffnet.

Art. L4144-6 - Der Vorsitzende steckt die Stimmzettel, die aus den Urnen entnommen wurden und eine andere Wahl als diejenige, mit der er beauftragt ist, betreffen, in einen versiegelten Umschlag, und übermittelt diese unverzüglich dem Zählbürovorstand, der für diese Stimmzettel zuständig ist.

Die in diesen Stimmzetteln abgegebenen Stimmen werden von diesem Vorstand gezählt.

Jeder Vorstand vermerkt diese Übermittlungen von Stimmzetteln in seinem eigenen Protokoll.

Art. L4144-7 - § 1 - Der Vorsitzende und die Vorstandsmitglieder mischen alle vom Vorstand auszuzählenden Stimmzettel, falten sie auseinander und ordnen sie nach folgenden Kategorien:

- 1° Stimmzettel mit gültigen Stimmen für die erste Liste oder für Kandidaten dieser Liste;
- 2° ebenso für die zweite Liste und gegebenenfalls für alle weiteren Listen;
- 3° die im Sinne von Artikel L4112-18, § 3 ungültigen Stimmzettel;
- 4° die im Sinne von Artikel L4112-18, § 5 zweifelhaften Stimmzettel.

§ 2 - Nach dieser ersten Einteilung werden die Stimmzettel der einzelnen für die verschiedenen Listen gebildeten Kategorien in zwei Unterkategorien aufgeteilt:

- 1. Stimmzettel mit Stimmabgabe im Kopffeld,
- 2. Stimmzettel mit Stimmabgabe für einen oder mehrere Kandidaten, auch wenn für diese ebenfalls eine Stimme im Kopffeld abgegeben ist.

Art. L4144-8 - § 1 - Nach erfolgter Einteilung der Stimmzettel werden sie, ohne dass diese Einteilung geändert wird, von den anderen Vorstandsmitgliedern und den Zeugen überprüft, die dem Vorstand im Anschluss davon ihre Bemerkungen und Beschwerden unterbreiten.

Die Beschwerden, die Stellungnahme der Zeugen und der Beschluss des Vorstandes werden in das Protokoll aufgenommen.

Die zweifelhaften Stimmzettel und diejenigen, die zu einer Beschwerde Anlass gegeben haben, werden von zwei Vorstandsmitgliedern und von einem der Zeugen paraphiert, bevor sie je nach Beschluss des Vorstandes der entsprechenden Kategorie zugeordnet zu werden.

Die für ungültig erklärten Stimmzettel, die weißen Stimmzettel jedoch ausgenommen, werden von zwei Vorstandsmitgliedern und von einem der Zeugen paraphiert.

Die Stimmzettel der einzelnen Kategorien werden nacheinander von zwei Vorstandsmitgliedern gezählt.

§ 2 - Der Vorstand stellt dementsprechend Folgendes fest:

1° die Gesamtanzahl gültiger Stimmzettel;

2° die Gesamtanzahl ungültiger Stimmzettel;

3° Für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmen im Kopffeld;

4° Für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmzettel mit Stimmabgabe lediglich für einen oder mehrere Kandidaten der Liste;

5° Für jeden Kandidat die Anzahl erzielten Stimmen.

All diese Zahlen werden in das Protokoll aufgenommen.

§ 3 - Alle auf diese Weise eingeteilten Stimmzettel werden pro Kategorie in getrennte und verschlossene Umschläge verschlossen.

Art. L4144-9 - Das Protokoll der Verrichtungen wird während der Sitzung erstellt und von den Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

Die Ergebnisse der Auszählung werden im Protokoll der Reihe nach und nach den in Artikel L4142-39 vorgesehenen Angaben der Mustertabelle vermerkt.

Der Vorstand ergänzt die Tabelle durch die Angabe des Datums der Wahl und des Vermerks "Ergebnis der Auszählung der Stimmzettel aus den Wahlbüros Nr....", gefolgt durch die Nummer der Wahlbüros.

Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten dieser Tabelle und deren Übermittlung auf die in L4141-1 §§ 1 und 2 bestimmte Weise erfolgen.

Art. L4144-10 - § 1 - Der Vorstand steckt in getrennte Umschläge:

1° ein Duplikat der Auszählungstabelle, die von dem Vorstand und den Zeugen unterzeichnet und ordnungsmäßig abgestempelt wird;

2° Das Protokoll.

§ 2 - In deutlich sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen sowie auf denjenigen, die in Artikel L4144-8, § 3 erwähnt werden, Folgendes angegeben:

1° der Inhalt;

2° das Datum der Wahl;

3° der Name der Gemeinde;

4° der Name des Distrikts;

5° die Angabe "Ergebnis der Auszählung der Stimmzettel aus den Wahlbüros Nr.... » , gefolgt durch die Nummer der Wahlbüros.

Sie werden sofort versiegelt.

Art. L4144-11 - § 1 - Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes begibt sich mit dem Protokoll der Auszählung und der Auszählungstabelle zu dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands oder des Kantonvorstandes je nach der Wahl, für die er zuständig ist.

In der Hauptgemeinde des Kantons, wo die provinzielle Auszählung in demselben Zentrum als die gemeindliche Auszählung stattfindet, begibt sich der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Gemeinde mit dem Protokoll der Auszählung und der Auszählungstabelle zu dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands und der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Provinz mit den vergleichbaren Unterlagen zu dem Vorsitzenden des Kantonvorstandes.

§ 2 - Wenn dieser Vorsitzende feststellt, dass die Tabelle ordnungsgemäß ausgefüllt worden ist, paraphiert er sie.

§ 3 - Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes lässt im Protokoll vermerken, dass die Zähltablette ausgehändigt worden ist und gegebenenfalls welche Berichtigungen darin vorgenommen worden sind.

§ 4 - Die Vorsitzenden des Gemeindevorstands und des Kantonvorstands genehmigen dann, jeder für die ihn betreffende Wahl, die öffentliche Bekanntmachung des auf der Zähltablette festgestellten Ergebnisses durch jeden Vorsitzenden des Zählbürovorstandes.

Art. L4144-12 - Wenn der Vorsitzende des Gemeindevorstands oder des Kantonvorstands nach Überprüfung eine anormale oder übermäßige Anzahl von weißen oder ungültigen Zetteln oder eine sonstige Unregelmäßigkeit feststellt, fordert er den Vorsitzenden des Zählbürovorstandes auf, erst von dem betroffenen Vorstand das ursprüngliche Protokoll ergänzen oder berichtigen zu lassen.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes lässt im Protokoll die darin vorgenommenen Berichtigungen vermerken und bringt es diesem Vorsitzenden zurück, der es nach den Modalitäten des vorstehenden Artikels paraphiert.

Art. L4144-13 - Nach Ablauf der Verrichtungen sammelt der Vorsitzende jedes Zählbürovorstandes die in den Artikeln L4143-28 und L4144-10 vorgesehenen Umschläge in einem einzigen geschlossenen und versiegelten Paket. Er wird damit beauftragt, es dem Gemeindevorstand oder dem Hauptwahlvorstand des Kantons je nach der Wahl zu übermitteln.

KAPITEL V — Stimmenauszählung

Abschnitt 1 — Verrichtungen vor der Auszählung

Art. L4145-1 - Die Vorsitzenden des Gemeindevorstands oder des Kantonvorstandes erhalten die für sie bestimmten Zähltabellen in Anwesenheit des Vorstandes und der Zeugen. Sie bescheinigen den Vorsitzenden der Zählbürovorstände ihren Empfang.

Art. L4145-2 - § 1 - Der Gemeindevorstand und der Kantonvorstand übertragen jeder für die ihn betreffende Wahl und pro Zählbürovorstand in die in Artikel L4142-39 vorgesehene Zähltablette:

1° die Anzahl in den Urnen abgegebener Stimmzettel;

2° die Anzahl gültiger Stimmzettel;

3° für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmen im Kopffeld;

4° für jede Liste die Gesamtanzahl der Vorzugsstimmen;

5° für jeden Kandidat die Anzahl erzielten Vorzugsstimmen.

§ 2 - Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel L4141-1 § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt.

§ 3 - Jeder betroffene Vorstand beginnt unverzüglich mit dieser Aufgabe, sobald er die Tabelle des ersten Zählbürovorstandes erhalten hat.

Art. L4145-3 - § 1 - Der Gemeindevorstand zählt für die gesamte Gemeinde und der Kantonsvorstand für den gesamten Kanton all diese in der Zähltablette angegebenen Rubriken zusammen.

Er gibt ebenfalls die Wahlziffer jeder Liste an, die aus der Gesamtanzahl der gültigen Stimmzettel zugunsten einer Liste, wie sie gemäß Artikel L4144-8 § 2 festgestellt wurde, besteht.

§ 2 - Wenn ein Kandidat vor dem Wahltag verstirbt, verfährt der Gemeinde- oder der Distriktvorstand, als ob dieser Kandidat nicht auf der Liste erscheinen würde, auf der er Kandidat war. Der verstorbene Kandidat darf nicht für gewählt erklärt werden, und es werden ihm keine der Stimmen zugunsten der Vorschlagsreihenfolge zugeteilt. Die Anzahl auf ihn entfallene Vorzugsstimmen wird dagegen wohl berücksichtigt, um die Wahlziffer der Liste, auf der er Kandidat war, festzulegen.

§ 3 - Wenn ein Kandidat am Wahltag oder danach, aber vor der öffentlichen Verkündung der Wahlergebnisse verstirbt, verfährt der Gemeinde- oder Distriktvorstand, als ob der Betreffende noch leben würde. Wenn er gewählt worden ist, wird das erste Ersatzmitglied derselben Liste berufen, um an seiner Stelle zu tagen.

§ 4 - Das erste Ersatzmitglied derselben Liste muss ebenfalls anstelle des gewählten Kandidaten tagen, der nach der öffentlichen Verkündung der Wahlergebnisse verstirbt.

Art. L4145-4 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes übermittelt der Regierung die in der Zähltablette der Provinzialwahlen angegebenen Ergebnisse.

Dann steckt er die Zähltablets sowie die Zwischentablette der Auszählung in getrennte und versiegelte Umschläge und lässt sie dem Distriktvorstand gegen Empfangsbescheinigung zukommen.

Die Regierung kann beschließen, dass die in den vorstehenden Absätzen erwähnten Übermittlungen gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgen.

Abschnitt 2 — Auszählung durch die Kreisvorstände

Art. L4145-5 - § 1 - Zu diesem Zeitpunkt der Verrichtungen nehmen die Kreisvorstände die Verrichtungen jeder für die ihn betreffende Wahl weiter vor.

§ 2 - Der Gemeindevorstand führt die Auszählung der Gemeinde- und Sektorenwahlen nach den in Artikeln L4145-6 § 1, L4145-7 und 7 sowie Artikeln L4145-11 bis 15 aus.

§ 3 - Auf der Grundlage der Zähltablets, die dem Kreisvorstand durch die Kantonsvorstände übermittelt worden sind, führt er die Auszählung der Provinzialwahlen weiter. Zu diesem Zweck ist folgender Unterschied zu machen:

1° Der Vorstand des Kreises, in dem kein Gebrauch des durch Artikel L4142-34 zugestandenen Gruppierungsrechts gemacht worden ist, und der die Auszählung nach denselben Modalitäten wie der Gemeindevorstand weiterführt;

2° Der Vorstand des Kreises, in dem Gebrauch des durch Artikel L4142-34 zugestandenen Gruppierungsrechts gemacht worden ist, und der die Auszählung nach den in Artikel L4145-6 § 1 Ab. 2 und § 2 sowie in den Artikeln L4145-7 § 2, L4145-9, L4145-10 und in Abschnitt 3 des vorliegenden Kapitels angegebenen Modalitäten weiterführt. Artikel L4145-10 ist anwendbar, vorbehaltlich der Verkündung der Kandidaten.

Die Regierung kann beschließen, dass die in §§ 2 und 3 vorgesehenen Verrichtungen sie gemäß Artikel L4141-1 § 3 automatisiert erfolgen.

§ 4 - Auf Antrag des Vorsitzenden des Kreisvorstandes stellt das Gemeindegremium ihm das Personal und Material zur Verfügung, die für die Erfüllung seiner Aufgabe erforderlich sind. Dieses Gremium legt ebenfalls die Vergütung fest, die die Gemeinde den insbesondere als Rechengehilfen bestimmten Personen zu zahlen hat.

§ 5 - Es ist nicht erforderlich, dass eine Liste eine bestimmte Anzahl Stimmen erreicht, um zur Sitzverteilung zugelassen zu werden.

Art. L4145-6 - § 1 - Der Gemeindevorstand teilt die Wahlziffer jeder Liste nacheinander durch 1, 2, 3, 4, 5 und so weiter und ordnet die Quotienten nach der Reihenfolge ihrer Größe, bis insgesamt so viel Quotienten erreicht werden, wie Mitglieder zu wählen sind.

Der Distriktvorstand teilt die Wahlziffer jeder Liste nacheinander durch 1, 2, 3, 4, 5 und so weiter und ordnet die Quotienten nach der Reihenfolge ihrer Größe, bis insgesamt so viel Quotienten erreicht werden, wie Mitglieder zu wählen sind.

§ 2 - Der letzte auf die ganze Zahl begrenzte Quotient dient als Wahldivisor.

§ 3 - In den in Artikel L4145-5 § 3 2° erwähnten Distrikten errechnet der Distriktvorstand den Wahldivisor, indem er die Gesamtanzahl gültiger Stimmabgaben durch die Anzahl der im Distrikt zu vergebenden Sitze teilt.

Art. L4145-7 - § 1 - Die Sitze werden auf die verschiedenen Listen verteilt, indem jeder Liste so viele Sitze zuerkannt werden, wie ihre Wahlziffer Quotienten ergeben hat, die größer sind als der letzte brauchbare Quotient oder die diesem entsprechen.

§ 2 - Der in Artikel L4145-5 § 3 2° erwähnte Distriktvorstand nimmt die Teilung der Wahlziffer jeder Liste durch den Wahldivisor vor. Das Ergebnis wird als Wahlfraktion bezeichnet. Die auf die ganze Zahl begrenzte Wahlfraktion entspricht der Anzahl durch jede Liste erworbener Sitze.

Art. L4145-8 - § 1 - Der Kreisvorstand vermerkt die Angaben über die Sitzverteilung auf die Listen in der Zähltablette.

§ 2 - Er vermerkt die Wahlziffern der zur Verteilung zugelassenen Listen nebeneinander auf einer waagerechten Linie und unter diesen Wahlziffern vermerkt er die auf die ganze Zahl begrenzten erworbenen Quotienten.

§ 3 - Dann unterstreicht der Vorstand nacheinander die jeweils höchsten Quotienten bis er die Anzahl der zu verleihenden Mandate erreicht.

Art. L4145-9 - § 1 - Wenn der letzte brauchbare Quotient, d.h. derjenige, der die Zuteilung des letzten Sitzes bestimmt, gleichzeitig auf mehreren Listen erscheint, wird die Dezimalziffer in Betracht genommen, um dieser Sitz einer Liste zuzuteilen.

§ 2 - Wenn der letzte brauchbare Quotient mehrerer Listen völlig identisch ist, wird der letzte Sitz der Liste, die die höchste Wahlziffer erhalten hat, zugeteilt.

§ 3 - Wenn es zu diesem Zeitpunkt des Verfahrens nicht möglich ist, den letzten Sitz einer Liste zuzuteilen, werden die in Artikel L4145-11 vorgesehenen Verrichtungen ausgeführt.

Art. L4145-10 - § 1 - Der in Artikel L4145-5 § 3 2° erwähnte Distriktvorstand vermerkt außerdem für jede der Listen gegenüber der Anzahl Sitze, die ihr aufgrund von Artikel L4145-7 § 2 zugeteilt worden sind, den Überschuss der nicht vertretenen Stimmen.

Dieser Überschuss entspricht der Wahlziffer der Liste, von der das Ergebnis der Wahlfraktion durch den Wahldivisor abgezogen wird.

§ 2 - Er erstellt das Protokoll dieser Verrichtungen. Dieses wird von den gesamten Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

§ 3 - Der Vorstand übermittelt auf dem schnellsten Weg dem Hauptwahlvorstand des Bezirks ein Exemplar dieses Protokolls.

Die Regierung kann beschließen, dass die Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

Art. L4145-11 - Die Verteilung auf die Kandidaten erfolgt unter Berücksichtigung der folgenden Regeln:

1° Ist nur ein Ratsmitglied zu wählen, so wird der Kandidat, der die meisten Stimmen erzielt hat, für gewählt erklärt. Bei Stimmengleichheit erhält der ältere Kandidat den Vorzug;

2° Wenn die Anzahl Kandidaten einer Liste der Anzahl Sitze entspricht, die der Liste zukommen, sind diese Kandidaten alle gewählt;

3° Wenn eine Liste mehr Sitze erhält, als sie Kandidaten zählt, werden die nicht zuerkannten Sitze denjenigen hinzugefügt, die den anderen Listen zukommen; die Verteilung dieser Sitze auf diese Listen geschieht durch Weiterführung des im vorstehenden Artikel beschriebenen Verfahrens, wobei für jeden neuen Quotienten der Liste, zu der er gehört, ein Sitz zuerkannt wird;

4° Wenn zu dem Zeitpunkt der Verteilung auf diese Listen bei dem letzten Sitz gemäß Artikel L4145-9 § 3 die Gleichheit nicht aufgehoben werden konnte, wird er demjenigen der betroffenen Kandidaten, der die meisten Vorzugsstimmen erhalten hat, oder subsidiär dem ältesten Kandidaten, zuerkannt;

5° Ist die Anzahl Kandidaten einer Liste größer als die Anzahl der Sitze, die dieser Liste zukommen, werden die Sitze den Kandidaten nacheinander auf der Grundlage der Anzahl erhaltener Stimmen zuerkannt. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Vorschlagsreihenfolge massgebend.

Art. L4145-12 - § 1 - Bevor der Kreisvorstand die Gewählten bestimmt, teilt er den Kandidaten individuell die Hälfte der Anzahl Stimmen zu, die die Vorschlagsreihenfolge unterstützen.

Diese Hälfte wird ermittelt, indem das Produkt, das sich aus der Multiplikation der Anzahl der in Artikel L4144-8 § 2 erwähnten Stimmzettel mit Stimmabgabe im Kopffeld mit der Anzahl der durch diese Liste erzielten Sitze ergibt, durch zwei geteilt wird. Der Betrag der Übertragung ist dieses auf die ganze Zahl begrenzte Ergebnis dieser Operation.

§ 2 - Der Kreisvorstand berechnet die Wählbarkeitsziffer folgendermaßen:

1° Er multipliziert die Wahlziffer der Liste mit der Anzahl der dieser Liste zugeteilten Sitze;

2° Er teilt dieses Produkt durch die Anzahl der dieser Liste zugeteilten und um eins erhöhte Anzahl Sitze. Falls das endgültige Ergebnis Dezimalen umfasst, wird es nach oben aufgerundet.

Art. L4145-13 - Um die einem Kandidaten zukommende Anzahl von Stimmen zu bestimmen, wird den Vorzugsstimmen, die der erste Kandidat der Liste erhalten hat, der Übertragungsbetrag hinzugefügt, und zwar in Höhe der Anzahl, die notwendig ist, um die jeder Liste eigene Wählbarkeitsziffer zu erreichen. Ist ein Überschuss vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Kandidaten zugeteilt, dann dem dritten und so weiter, bis der Übertragungsbetrag völlig erschöpft ist.

Art. L4145-14 - Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gemäß Artikel L4145-11 gewählt sind, werden die nicht gewählten Kandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmengleichheit in der Reihenfolge der Eintragung auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten Ersatzmitglied und so weiter erklärt. Bei diesem Vorgang werden die Stimmen zugunsten der Vorschlagsreihenfolge, die in Artikel L4145-12 bestimmt worden ist, nicht berücksichtigt.

Art. L4145-15 - Der Vorsitzende des Kreisvorstandes verkündet öffentlich das Ergebnis der allgemeinen Stimmenauszählung und die Namen der zu Gemeinde-, Provinzial und Sektorenratsmitgliedern oder zu Ersatzmitgliedern gewählten Kandidaten.

Art. L4145-16 - § 1 - Unmittelbar nach dieser Verkündung übermittelt der Vorsitzende des Kreisvorstandes der Regierung den Wortlaut dieser Verkündung.

Die Regierung kann beschließen, dass diese Übermittlung gemäß Artikel L4141-1 § 2 digital erfolgt.

§ 2 - Der Kreisvorstand erstellt das Protokoll dieser Verrichtungen. Es wird von den gesamten Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

§ 3 - Für die Gemeindewahlen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Provinzgouverneur binnen drei Tagen das Protokoll zusammen mit den Stimmzetteln, den Zähltabellen und den Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen, den in Artikel L4144-8 § 3 erwähnten Umschlägen und den Vorschlagsurkunden, Annahmeakten der Kandidaten sowie den Zeugenbenennungen.

Ein von den Mitgliedern des Gemeindevorstandes für gleichlautend bescheinigtes Duplikat des Protokolls des Gemeindevorstandes wird im Gemeindegemeinschaftsamt hinterlegt, wo jeder es einsehen kann.

§ 4 - Für die Provinzialwahlen hinterlegt der Vorsitzende des Kreisvorstandes sofort die im vorstehenden Absatz erwähnten Unterlagen bei der Kanzlei des Gerichtes des Hauptortes des Wahlkreises. Sie werden dort bis zum zweiten Tag nach der Gültigkeitserklärung der Wahl aufbewahrt. Die Provinzialratsmitglieder können sich diese Unterlagen vorlegen lassen, falls sie es für notwendig erachten.

§ 5 - Auf dem Paket mit diesen Unterlagen werden das Datum der Wahl und der Name der Gemeinde angegeben.

§ 6 - Der Gemeindegemeinschaftsamt und der Provinzgreffier übermitteln, jeder für die ihn betreffende Wahl, den Gewählten Auszüge aus dem Auszählungsprotokoll der Wahl.

Abschnitt 3 — Auszählung im Fall einer Listenverbindung

Art. L4145-17 - § 1 - Im Fall einer Listenverbindung tritt der zentrale Bezirksvorstand am Tag nach der Wahl um 13 Uhr mittags zusammen, um die zusätzliche Verteilung der Sitze, die Bestimmung der Distrikte, in denen die verschiedenen Listen diese Sitze erhalten und die Bezeichnung der gewählten Kandidaten vorzunehmen.

§ 2 - Der Vorstand vermerkt auf der von der Regierung festgelegten Listenverbindungstabelle für jede Gruppe und jede in Artikel L4145-18 § 2 Ab. 2 erwähnte einzelnstehende Liste:

1° den Namen der Distrikte des Bezirks;

2° die Wahlziffer jeder Liste, die in einem der Distrikte zu der zusätzlichen Verteilung zugelassen ist;

3° die Anzahl der Sitze, die den Gruppen und den einzelnstehenden Listen in jedem Distrikt des Bezirks in Anwendung von Artikel L4145-7 § 2 durch schon zugeteilt worden sind;

4° die Überschüsse von nicht vertretenen Stimmen, die in den oben erwähnten Protokollen der Distrikte eingetragen sind;

5° die Anzahl der zusätzlichen Sitze, die in jedem Distrikt zu verteilen sind.

§ 3 - Sobald er die Auszählungstabelle des ersten Distriktvorstandes erhalten hat, ergänzt er unverzüglich die Listenverbindungstabelle.

§ 4 - Wenn infolge verspäteten Empfangs eines oder mehrerer Protokolle der Distriktvorstände die Arbeit ruhen muss, kann die Sitzung vorübergehend unterbrochen werden. Sie wird noch am selben oder notfalls am darauf folgenden Tag zu der für den Eingang der fehlenden Unterlagen vorgesehenen Uhrzeit wieder aufgenommen.

§ 5 - Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel 5 § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt.

Art. L4145-18 - § 1 - Sofort nachdem er im Besitz der Protokolle der gesamten Distrikte des Bezirks und der ordnungsgemäß ergänzten Tabellen ist, stellt der Vorstand die Wahlziffer jeder Gruppe fest, indem er die Wahlziffern der ihr angehörenden Listen zusammenzählt. Die übrigen Listen behalten ihre Wahlziffern.

§ 2 - Um zur zusätzlichen Verteilung zugelassen zu werden, müssen die Listengruppen in einem Distrikt eine Stimmenanzahl erhalten haben, die mindestens sechszwanzig Prozent des aufgrund von Artikel L4145-6 § 2 festgelegten Wahldivisors entspricht.

Die Listen, die nur in einem einzigen Distrikt des Bezirks kandidieren und die die im vorstehenden Absatz erwähnte Anzahl erreichen, nehmen ebenfalls an der Sitzverteilung teil. Es handelt sich dabei um einzelnstehende Listen.

§ 3 - Die Wahlziffer des Bezirks ist die Ziffer, die von jeder Listengruppe des Bezirks erzielt wurde, in dem die in jedem Distrikt, in dem die Listen dieser Gruppe kandidiert haben, erzielten Wahlziffern, zusammengezählt wurden.

Art. L4145-19 - § 1 - Der Vorstand teilt die Wahlziffern des Bezirks nacheinander nach den folgenden Regeln:

1° Für jede Listengruppe wird die Wahlziffer des Bezirks ein erstes Mal durch die um eins erhöhte Anzahl der bereits erworbenen Sitze geteilt.

2° Bleiben noch zusätzliche Sitze zu verteilen, wird der in Punkt 1° für jede Listengruppe benutzte Divisor, der um eine Einheit erhöht wird, erneut angewandt und wird die Wahlziffer des Bezirks durch dieses Ergebnis geteilt. Auf diese Weise wird der Wahlquotient des Bezirks erzielt.

3° Dieses Verfahren wird so oft angewandt, wie noch zu besetzende zusätzliche Sitze vorhanden sind.

§ 2 - Der Vorstand ordnet die Quotienten ihrer Größe nach bis zu einer Anzahl Quotienten, die der Anzahl zu verteilender zusätzlicher Sitze entspricht. Jeder brauchbare Quotient führt für die entsprechende Gruppe oder Liste zu der Zuteilung eines zusätzlichen Sitzes.

Art. L4145-20 - § 1 - Der Vorstand bestimmt anschließend die Distrikte, in denen die einzelnstehenden Listen, die zur Verteilung zugelassen sind, und die Listen, die eine Gruppe bilden, die den ihnen zukommenden Sitz oder die ihnen zukommenden zusätzlichen Sitze erhalten.

Die einzelnstehenden Listen erhalten ihren zusätzlichen Sitz vor allen anderen Listen in dem Distrikt, in dem sie kandidiert haben, und zwar indem mit denjenigen begonnen wird, denen die höchsten brauchbaren Quotienten gehören.

§ 2 - Jede Listengruppe erhält die zusätzlichen Sitze, die ihr in den Distrikten erteilt werden, in denen sie den höchsten Überschuss an Stimmen erhalten hat.

Jeder auf diese Weise bestimmte zusätzliche Sitz wird jeder Liste der Gruppe in der Rangordnung der Wählbarkeitsziffer dieser Listen, die gemäß Artikel L4145-12 § 2 bestimmt wird, zugeteilt.

§ 3 - Wenn die gesamten Listen einer Gruppe einen Sitz erhalten haben und wenn dieser Gruppe noch Sitze zuzuteilen sind, wird die Verteilung auf die in § 2 angegebene Weise fortgesetzt.

§ 4 - Wenn die gesamten Sitze eines Distrikts bereits zugeteilt sind, wird für die Zuteilung des zusätzlichen Sitzes der Distrikt berücksichtigt, in dem noch zuzuteilende Sitze verbleiben und in dem die betroffene Gruppe den unmittelbar niedrigeren Überschuss erhalten hat.

§ 5 - Wenn alle einer Gruppe zukommenden zusätzlichen Sitze vergeben sind, werden die noch nicht zugewiesenen Sitze, die ihr hätten zukommen können, unter die anderen Listen desselben Distrikts in der Reihenfolge ihres Wahlquotients des Bezirks aufgeteilt.

§ 6 - Die Regierung kann beschließen, dass die in den Artikeln L4145-18 bis 21 vorgesehenen Verrichtungen gemäß Artikel L4141- § 3 automatisiert erfolgen.

Art. L4145-21 - Sobald die Aufteilung unter den Listen beendet ist, setzt der Hauptwahlvorstand des Bezirks, der als Kreisvorstand amtiert, die in den Artikeln L4145-11 bis 15 und in Artikel L4145-16 §§ 1, 2 und 4 beschriebenen Verrichtungen fort.

Die in Artikel L4145-16 § 4 erwähnten Unterlagen werden bei der Kanzlei des Gerichts des Hauptortes des Bezirks hinterlegt.

Abschnitt 4 — Strafmaßnahmen im Zusammenhang mit der Wahl, der Auszählung und den verschiedenen Wahlverrichtungen

Unterabschnitt 1 — Ahndung eines Verstoßes gegen die Wahlpflicht

Art. L4145-22 - § 1 - Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Friedensrichter die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

§ 2 - Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen ist, unmöglich an der Wahl teilnehmen können.

Art. L4145-23 - Es wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Friedensrichter im Einvernehmen mit dem Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt.

Art. L4145-24 - Innerhalb von acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet.

Art. L4145-25 - § 1 - Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von fünf bis zu zehn Euro geahndet.

Bei Rückfall wird eine Geldstrafe von zehn bis zu fünfzig Euro verhängt.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

§ 2 - Wenn ein Wähler der Wahl unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen mindestens viermal innerhalb von fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf er während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

§ 3 - Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer anderen Wahl ferngeblieben ist und umgekehrt, so stellt dies für den Zuwiderhandelnden keine Rückfälligkeit dar.

§ 4 - In den durch den vorliegenden Artikel vorgesehenen Fällen darf der Vollstreckung der Strafen kein Aufschub gewährt werden.

§ 5 - Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb von sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen.

Unterabschnitt 2 — Ahndung der Verstöße gegen das Wahlrecht und das Wahlgeheimnis

Art. L4145-26 - § 1 - Als Verstoß gegen das Wahlrecht wird der Versuch gewertet, einen Wähler zu veranlassen, sich der Stimme zu enthalten oder seine Stimme zu beeinflussen, und zwar durch den Gebrauch von Handgreiflichkeiten, Gewalttätigkeiten oder Drohungen oder dadurch, dass er aufgrund bestimmten Äußerungen fürchten muss, seinen Arbeitsplatz zu verlieren oder seine Person, seine Familie oder sein Vermögen in Gefahr zu bringen.

§ 2 - Wer sich dieses Vergehens schuldig gemacht hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt.

Art. L4145-27 - Jede Person, die am Wahltag Unruhe stiftet, entweder durch das Zurschaustellens oder das Tragen eines Erkennungszeichens oder auf sonstige Art und Weise, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

Art. L4145-28 - Jeder Vorsitzende, Beisitzer oder Sekretär eines Vorstandes oder jeder Zeuge, der das Wahlgeheimnis aufgedeckt hat, wird mit einer Geldstrafe von fünfhundert bis dreitausend Euro belegt.

Unterabschnitt 3 — Ahndung der Wahlkorruption

Art. L4145-29 - § 1 - Die folgenden Handlungen oder Taten, die direkt oder indirekt durch einen Wähler ausgeführt werden, sei es um eine Stimme, oder eine Stimmenthaltung oder die in Artikel L4132-1 § 1 vorgesehene Vollmacht zu erhalten oder um die beschriebenen Vorteile vom Wahlergebnis abhängig zu machen, werden als Wahlkorruption betrachtet:

1° entweder Geld, oder irgendwelche Werte oder Vorteile, oder Unterstützungen, selbst in Form einer Wette, zu geben, anzubieten oder zu versprechen;

2° öffentliche oder private Arbeitsplätze anzubieten oder zu versprechen.

§ 2 - Wer sich der Wahlkorruption schuldig gemacht hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt.

Diejenigen, die die Geschenke, Angebote oder Versprechen angenommen haben, werden mit denselben Strafen belegt.

Art. L4145-30 - § 1 - Die folgenden Handlungen und Taten werden ebenfalls als Wahlkorruption betrachtet:

1° den Wählern, unter Vorwand einer Entschädigung für Fahrt- oder Aufenthaltskosten eine Geldsumme oder irgendwelche Werte auszuhändigen, anzubieten oder zu versprechen;

2° bei einer Wahl Nahrungsmittel oder Getränke auszuteilen, anzubieten oder zu versprechen.

§ 2 - Jeder, der eine dieser Handlungen begangen hat, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Euro belegt.

Der Wähler, der diese Geschenke, Angebote oder Versprechen angenommen hat, wird mit derselben Strafe belegt.

§ 3 - Diejenigen, die Geldmittel bereitgestellt haben, um die in §§ 1 und 2 vorgesehenen Vergehen zu verüben, obwohl sie ihre Zweckbestimmung kannten, oder die Personen bevollmächtigt haben, um die Angebote, Versprechen und Drohungen in ihrem Namen zu machen, werden als Täter dieser Vergehen bestraft.

§ 4 - Der öffentliche Beamte, der sich eines dieser Vergehen schuldig gemacht hat, verwirkt die Höchststrafe. Die Gefängnisstrafe sowie die Geldstrafe können verdoppelt werden.

§ 5 - Die Gastwirte, Schankwirte oder anderen Kaufleute sind nicht berechtigt, die Zahlung der bei den Wahlen getätigten Verzehrausgaben vor Gericht zu beanspruchen.

Art. L4145-31 - § 1 - Jedes Mitglied oder jeder Angestellte einer öffentlichen oder subventionierten Einrichtung mit sozialem Zweck, das bzw. der entweder direkt oder indirekt einem oder mehreren hilfsbedürftigen Personen beständige, zeitweilige oder außergewöhnliche Unterstützung angeboten, versprochen oder gegeben hat, um eine Stimme oder eine Stimmenthaltung zu erhalten, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

§ 2 - Das gilt ebenfalls für die besagten Mitglieder oder Angestellten, die die Gewährung dieser Unterstützungen verweigert oder eingestellt hätten, weil diese hilfsbedürftige Person nicht zugestimmt hat, sich bei seiner Stimmabgabe beeinflussen zu lassen oder sich der Stimme zu enthalten.

§ 3 - Wer eine Unterstützung oder eine verstärkte Unterstützung fordert und dabei droht, seine Stimme in einem bestimmten Sinne abzugeben, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten belegt.

Unterabschnitt 4 — Ahndung des Wahlbetrugs

Art. L4145-32 - § 1 - Die folgenden Handlungen und Taten, die bei der Wahl oder bei der Auszählung der Stimmen durch ein Mitglied des Wahlvorstandes begangen werden, werden als Wahlbetrug betrachtet:

1° Stimmzettel betrügerisch zu fälschen, zu entwenden oder anzusetzen;

2° im Protokoll eine Anzahl Stimmzettel oder Stimmen, die unter oder über der wirklichen Anzahl Stimmzettel oder Stimmen liegt, die das Mitglied zählen muss, einträgt.

§ 2 - Wer eines dieser Vergehen verübt hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zwei Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zweitausend Euro belegt.

§ 3 - Der Zeuge, der sich der im vorstehenden Paragraphen angegebenen Taten schuldig gemacht hat, setzt sich derselben Strafe aus.

§ 4 - Wer des im vorstehenden Paragraphen angegebenen Vergehens schuldig ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

§ 5 - Diese Taten werden sofort im Protokoll vermerkt.

Art. L4145-33 - Die Fälschung der Stimmzettel wird wie die Fälschung öffentlicher Urkunden bestraft.

Unterabschnitt 5 — Ahndung des Stimmenfangs

Art. L4145-34 - § 1 - Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

1° unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei den in Artikel L4132-1 § 1 vorgesehenen Fällen;

2° einen oder mehrere Stimmzettel zu beseitigen oder nicht abzugeben.

§ 2 - Wer dieses Vergehens schuldig ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

Art. L4145-35 - § 1 - Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

1° eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1, § 1 erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen;

2° nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die in Artikel L 4132-1 § 1 vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt sind;

3° wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben ist oder nicht in der Lage ist, selbst sein Wahlrecht auszuüben;

4° mehrere Vollmachten in Anwendung von Artikel 4° § 1 annehmen oder erteilen.

§ 2 - Wer dieses Vergehens schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu tausend Euro belegt.

Art. L4145-36 - § 1 - Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

1° in einem Wahllokal entgegen den Vorschriften von Artikeln L4121-2 und 3 wählen;

2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn der Wähler in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

§ 2 - Wer eines dieser Vergehens schuldig ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

Unterabschnitt 6 — Ahndung der Gewalt

Art. L4145-37 - Wer einen oder mehrere Bürger durch Zusammenrottung, Gewalttätigkeiten oder Drohungen an der Ausübung der politischen Rechte gehindert hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu eintausend Euro belegt.

Art. L4145-38 - Wer Personen, auch unbewaffnete, angeworben, versammelt oder aufgestellt hat, um die Wähler einzuschüchtern oder die Ordnung zu stören, wird mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu fünfhundert Euro belegt.

Wer dabei wissentlich Mitglied derart organisierter Banden oder Gruppen ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Euro belegt.

Art. L4145-39 - Jedes mit Gewalt verübte oder versuchte Eindringen in ein Wahlgebäude mit der Absicht, die Wahlverrichtungen zu behindern, wird mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zwei Jahren und mit einer Geldstrafe von zweihundert bis zweitausend Euro belegt.

Trugen die Schuldigen dabei Waffen, werden sie mit einer Gefängnisstrafe von einem bis drei Jahren und einer Geldstrafe von fünfhundert bis dreitausend Euro belegt.

Art. L4145-40 - Die Mitglieder einer Wahlsektion, die während der Wahl durch Beschimpfungen oder Gewalttätigkeiten entweder gegen den Wahlbürovorstand, oder gegen eines seiner Mitglieder oder gegen einen der Zeugen Schuld auf sich geladen haben oder die durch Tötlichkeiten oder Drohungen die Wahlverrichtungen verzögert oder verhindert haben, werden mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis einem Jahr und mit einer Geldstrafe von hundert bis zu tausend Euro belegt.

Trugen die Schuldigen dabei Waffen, einer Geldstrafe von fünfhundert bis dreitausend Euro belegt.

Art. L4145-41 - Falls, bei den in Artikeln L4145-38 bis 40 beschriebenen Handlungen die Wahl verletzt wurde, wird das Höchstmaß dieser Strafen verhängt und können diese Strafen verdoppelt werden.

Trugen die Schuldigen Waffen, werden sie mit einer Einschließungsstrafe von fünf bis zehn Jahren und einer Geldstrafe von dreihundert bis fünftausend Euro belegt.

Sind diese Taten von organisierten Banden oder Gruppen, wie sie in Artikel L4145-38 erwähnt sind, verübt worden, werden die Personen, die die Beteiligten angeworben, versammelt oder aufgestellt haben, mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von hundert bis zu tausend Euro belegt.

Art. L4145-42 - Als Täter wird bestraft, wer durch Geschenke, Versprechungen, Drohungen, Missbrauch der Amtsgewalt oder Machtbefugnis, strafbare Arglist oder Machenschaften, durch Reden oder Geschrei in öffentlichen Versammlungen oder an öffentlichen Orten oder durch Plakate beziehungsweise gedruckte oder nicht gedruckte, verkaufte oder verteilte Schriften zur Begehung der in den Artikeln L4145-38 bis 40 angegebenen Taten unmittelbar angestiftet hat.

Haben die Anstiftungen keine Folgen gehabt, werden die Täter mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zu fünfhundert Euro belegt.

Unterabschnitt 7 — Verschiedene Bestimmungen

Art. L4145-43 - Die Verfolgung der im vorliegenden Kodex erwähnten Verbrechen und Vergehen und die Zivilklage verjähren nach sechs Monaten ab dem Tag, an dem das Verbrechen oder das Vergehen begangen wurde.

Art. L4145-44 - Treffen mehrere der vorerwähnten Vergehen zusammen, so werden die jeweiligen Strafen zusammengerechnet, ohne dass sie jedoch das Doppelte der angedrohten Höchststrafe überschreiten dürfen.

Art. L4145-45 - Liegen mildernde Umstände vor, so werden die Gerichte ermächtigt, die Einschließungsstrafe durch eine Gefängnisstrafe von wenigstens drei Monaten zu ersetzen und die Gefängnisstrafe auf weniger als acht Tage und die Geldstrafe auf weniger als sechsundzwanzig Euro herabzusetzen.

Sie können die eine oder die andere dieser Strafen getrennt verhängen, ohne dass diese geringer als das Strafmaß von Polizeistrafen sein dürfen.

Art. L4145-46 - Es ist dem Beamten, dem eine Beschwerde unterbreitet wird, verboten, die Empfangsbescheinigung, die er dem Beschwerdeführer aushändigt, zurückzudatieren. Ansonsten droht ihm eine Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu zwei Jahren.

KAPITEL VI — Schließung der Wahlverrichtungen und Gültigkeitserklärung

Abschnitt 1 — Schließung der Wahlverrichtungen

Art. L4146-1 - Die in Artikel L4145-16 erwähnten Unterlagen werden dem Provinzgreffier übermittelt, und zwar binnen fünf Tagen nach dem Datum der Wahl.

Wenn der Provinzialrat es für notwendig erachtet, kann er sich diese Unterlagen vorlegen lassen.

Art. L4146-2 - Die unbenutzten Stimmzettel werden sofort dem Provinzgouverneur zugesandt, der ihre Anzahl feststellt.

Art. L4146-3 - Der Provinzgouverneur hält die versiegelten Umschläge, die die Abstimmungsregister enthalten, zur Verfügung der für die Anwendung der Artikel L4145-22 bis 25 zuständigen Friedensrichter.

Die Umschläge mit den Stimmzetteln, die Umschläge mit den nicht benutzten Stimmzetteln ausgenommen, darf nur das Provinzkollegium, dem sämtliche Wahlunterlagen ausgehändigt werden, öffnen.

Abschnitt 2 — Gültigkeitserklärung und Einspruch gegen die Wahlen

Unterabschnitt 1 — Gemeindewahlen

Art. L4146-4 - Unbeschadet der Bestimmungen des Abschnitts 3 des vorliegenden Kapitels über die Einschränkung und die Kontrolle der Wahlausgaben für die Gemeinde- und Distriktratswahlen wird das Wahlergebnis, wie es durch den Gemeindevorstand verkündet worden ist, fünfundvierzig Tage nach dem Wahltag endgültig.

Art. L4146-5 - Das Provinzkollegium befindet über die Beschwerden und darf die Wahlen nur aufgrund einer Beschwerde für ungültig erklären. Nur Kandidaten dürfen Beschwerden gegen die Wahl einreichen.

Die Gemeinde- und Sektorenwahlen können sowohl vom Provinzkollegium als auch vom Staatsrat nur wegen Unregelmäßigkeiten, die die Aufteilung der Sitze zwischen den verschiedenen Listen beeinflussen können, für ungültig erklärt werden.

Art. L4146-6 - Liegt keine Beschwerde vor, beschränkt sich das Provinzkollegium darauf, die Richtigkeit der Verteilung der Sitze unter die Listen und die Reihenfolge, in der die Ratsmitglieder und Ersatzmitglieder für gewählt erklärt wurden, zu überprüfen. Gegebenenfalls ändert es von Amts wegen die Sitzverteilung und die Reihenfolge der Gewählten.

Art. L4146-7 - Die neugewählten Ratsmitglieder treten ihr Amt am Datum und nach den Modalitäten, die in Artikel L1122-3, Absatz 3 des vorliegenden Kodex festgelegt sind, an.

Art. L4146-8 - § 1 - Beschwerden müssen zur Vermeidung des Verfalls innerhalb von zehn Tagen nach Erstellung des Protokolls schriftlich eingeleitet werden und sowohl die Personalien als auch den Wohnsitz des Beschwerdeführers enthalten.

Sie werden dem Provinzgreffier ausgehändigt oder per Einschreiben an ihn gerichtet.

Der Beamte, dem die Beschwerde ausgehändigt wird, muss eine Empfangsbescheinigung ausstellen.

§ 2 - Wer eine Beschwerde einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

Art. L4146-9 - Wenn das Provinzkollegium in Anwendung der Artikel L4146-5 und 6 einen Beschluss fasst, entscheidet es als Verwaltungsgerichtsbarkeit, ob bei ihm Beschwerde eingereicht worden ist oder nicht.

Art. L4146-10 - Die von einem Mitglied des Provinzkollegiums vorgenommene Darstellung der Sache und die Verkündung der Beschlüsse erfolgen in öffentlicher Sitzung. Der Beschluss muss zur Vermeidung der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein und die Namen des Berichtstatters und der anwesenden Mitglieder angeben.

Art. L4146-11 - Die Überprüfung der Stimmzettel darf nur in Gegenwart der gemäß Artikel L4134-1 § 3 benannten Zeugen oder nach deren ordnungsgemäßer Vorladung vorgenommen werden; die Umschläge mit den Stimmzetteln werden in ihrem Beisein und mit ihrer Mithilfe neu versiegelt.

Art. L4146-12 - § 1 - Das Provinzkollegium entscheidet innerhalb von dreißig Tagen nach Einreichen der Beschwerde.

§ 2 - Unbeschadet der Bestimmungen des Abschnitts 3 des vorliegenden Kapitels über die Einschränkung und die Kontrolle der Wahlausgaben für die Gemeinde- und Sektorenwahlen, gilt die Beschwerde als abgelehnt, und wird das vom Wahlvorstand verkündete Wahlergebnis endgültig, wenn keinerlei Beschluss binnen dieser Frist erfolgt.

Art. L4146-13 - Der Provinzgreffier notifiziert den Beschluss des Provinzkollegiums oder das Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist binnen drei Tagen dem Gemeinde- oder Sektorenrat und - per Einschreiben - den Beschwerdeführern.

Art. L4146-14 - § 1 - Bei Ungültigkeitserklärung wird der Beschluss des Provinzkollegiums den beiden in Artikel L4142-4 § 1 Absatz 1 erwähnten unterzeichnenden Ratsmitgliedern oder den drei in Artikel L4142-4 § 3 erwähnten Unterzeichnern auf dieselbe Art und Weise notifiziert.

§ 2 - Der Beschluss, durch den das Provinzkollegium - ob es über eine Beschwerde befindet oder nicht - die Verteilung der Sitze unter die Listen, die Reihenfolge der gewählten Ratsmitglieder oder die Reihenfolge der Ersatzmitglieder ändert, wird außerdem den gewählten Ratsmitgliedern, die ihre Eigenschaft als Gewählte verlieren, und den Ersatzmitgliedern, die ihren Rang als erstes oder zweites Ersatzmitglied verlieren, auf dieselbe Art und Weise notifiziert.

§ 3 - Wenn das Provinzkollegium beschließt, die Wahlen für ungültig zu erklären oder die Verteilung der Sitze zu ändern, so wird dem Ersten Präsidenten des Staatsrates gleichzeitig eine beglaubigte Abschrift dieses Beschlusses, der Verwaltungsakte und der Verfahrensunterlagen zugesandt.

Art. L4146-15 - Personen, denen der Beschluss des Provinzkollegiums notifiziert werden muss, können innerhalb von acht Tagen nach der Notifizierung Beschwerde beim Staatsrat einlegen. Der Staatsrat befindet innerhalb einer Frist von sechzig Tagen über die Beschwerde. Eine Beschwerde vor dem Staatsrat setzt den Beschluss nicht aus, es sei denn sie ist gegen einen Beschluss des Provinzkollegiums zur Ungültigkeitserklärung der Wahlen oder zur Änderung der Sitzverteilung gerichtet. Wenn die Regierung den Bürgermeister der betreffenden Gemeinde ernennt, bevor der Staatsrat seine Entscheidung verkündet, wird diese Ernennung ab der Notifizierung des Entscheids des Staatsrates wirksam, der die Wahlen nicht für ungültig erklärt oder die Sitzverteilung nicht ändert.

Der Greffier notifiziert den Entscheid des Staatsrates sofort dem Provinzgouverneur und je nach dem Fall dem Gemeinde- oder Sektorenrat.

Art. L4146-16 - Das Ratsmitglied, das seines Mandates enthoben wird, wird durch das erste Ersatzmitglied der Liste, auf der es gewählt worden war, ersetzt.

Art. L4146-17 - Wird eine Wahl ganz oder teilweise für ungültig erklärt, erstellt das Gemeindegkollegium das Register der Gemeinderatswähler am Tag der Notifizierung des getroffenen Beschlusses an den Rat; das Kollegium beruft die Wähler ein, um binnen fünfzig Tagen nach dieser Notifizierung neue Wahlen vorzunehmen. Der genaue Zeitplan der Wahlverrichtungen wird durch die Regierung festgelegt.

Unterabschnitt 2 — Gültigkeitserklärung der Provinzialwahlen

Art. L4146-18 - Unbeschadet der Bestimmungen des Abschnitts 3 des vorliegenden Kapitels über die Einschränkung und die Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzialwahlen, befindet der Provinzialrat über die Gültigkeit der Provinzialwahlen; er überprüft die Mandate seiner ordentlichen Mitglieder und Ersatzmitglieder und entscheidet über die diesbezüglich eintretenden Streitfälle.

Art. L4146-19 - Jede Beschwerde gegen die Wahl muss vor der Überprüfung der Mandate an den Provinzialrat gerichtet werden.

Art. L4146-20 - Wird eine Wahl für ungültig erklärt, ist mit allen Verrichtungen einschließlich der Wahlvorschläge neu zu beginnen.

Art. L4146-21 - Wenn jedoch bei den Wahlen in mehreren Distrikten desselben Bezirks die in Artikel L4142-34 erwähnte Listengruppierung vorgenommen wurde und die Gründe für die Ungültigkeitserklärung der Wahl in einem der Distrikte die Richtigkeit und Echtheit der in den anderen Distrikten verzeichneten Ergebnisse nicht zweifelhaft erscheinen lassen können, kann der Provinzialrat die Wahlen in diesen Distrikten für gültig erklären, was die bei der ersten Verteilung in Anwendung von Artikel L4145-9 zugeteilten Sitze betrifft, und für die bei der zweiten Verteilung zugeteilten Sitze seine Entscheidung aufschieben bis zum Zeitpunkt der Überprüfung der Mandate in Bezug auf die neuen Wahlen, die in dem Distrikt, in dem die Wahlverrichtungen für ungültig erklärt worden sind, abgehalten werden müssen.

Die vorher gültig erfolgten Gruppierungserklärungen bleiben bei der neuen Wahl für die Listen wirksam, deren Zusammenstellung identisch geblieben ist. Sie werden also nicht erneuert, und es dürfen keine neuen Erklärungen zugelassen werden.

Bei der neuen Wahl werden dem Zentralwahlvorstand des Bezirks wieder die früheren, in Artikel L4145-10 § 3 erwähnten Protokolle zugestellt, um die in Artikeln L4145-17 bis 21 angegebenen Verrichtungen vornehmen zu können, und zwar sowohl für den Distrikt, in dem neue Wahlen abgehalten worden sind, als auch für die Distrikte, in denen noch Zusatzsitze zuzuteilen sind.

Art. L4146-22 - Neugewählte Ratsmitglieder treten ihr Amt während der Sitzung an, in deren Verlauf ihre Mandate gemäß Artikel L4156-18 überprüft werden und nachdem sie den Eid geleistet haben.

Unterabschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. L4146-23 - Alle gültigen oder ungültigen Stimmzettel werden nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten vernichtet, nachdem die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist.

Die bei den Kanzleien der Gerichte und dem Provinzsekretariat hinterlegten Abstimmungsregister werden dem Provinzgouverneur übermittelt.

Sie werden nach den durch die Regierung vorgesehenen Modalitäten zusammen mit den Abstimmungsregistern, die sich im Besitz der Regierung befinden, vernichtet.

Art. L4146-24 - Spätestens am 30. Mai des Jahres nach den Gemeinde- und Provinzialwahlen erstattet die Regierung dem Parlament Bericht über die Führung der Wahlen.

Wird eine Wahl für ungültig erklärt, wodurch die Wiederholung des sie betreffenden Verfahrens erforderlich würde, kann die Führung dieser Wahl Gegenstand eines getrennten Berichts sein, insofern diese Wahl sie nach dem 1. Mai stattfindet.

Abschnitt 3 — Der Kontrolle der Wahlausgaben eigene Regeln

Art. L4146-25 - § 1 - Zur Vermeidung des Verfalls muss diese Beschwerde innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Wahldatum schriftlich bei der regionalen Kontrollkommission eingereicht werden und sowohl die Identität als auch den Wohnsitz des Beschwerdeführers angeben.

Die Beschwerde wird dem Greffier der regionalen Kontrollkommission ausgehändigt oder per Einschreiben an ihn gerichtet.

Der Beamte, dem die Beschwerde ausgehändigt wird, muss eine Empfangsbescheinigung ausstellen.

§ 2 - Nur Kandidaten dürfen eine solche Beschwerde einreichen.

Art. L4146-26 - § 1 - Die regionale Kontrollkommission befindet unverzüglich über die in Anwendung von Artikel L4146-25 eingereichten Beschwerden.

Das Einreichen der Beschwerde setzt die Einsetzung des betreffenden Mitgliedes nicht aus.

Die Darstellung der Sache durch ein Mitglied der regionalen Kontrollkommission und die Verkündung der Beschlüsse erfolgen in öffentlicher Sitzung. Der Beschluss muss zur Vermeidung der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein und die Namen des Berichterstatters und der anwesenden Mitglieder angeben.

§ 2 - Die regionale Kontrollkommission darf einen gewählten Kandidaten nur aufgrund einer Beschwerde seines Mandates entheben.

Art. L4146-27 - § 1 - Der Greffier der regionalen Kontrollkommission notifiziert den Beschluss der Kontrollkommission sofort der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten, dem betroffenen Rat und - per Einschreiben - dem Kandidaten, gegen dessen Wahl die Beschwerde gerichtet ist sowie den Beschwerdeführern.

§ 2 - Personen, denen der Beschluss der regionalen Kontrollkommission notifiziert werden muss, können innerhalb von acht Tagen nach der Notifizierung Beschwerde beim Staatsrat einlegen. Der Staatsrat befindet unverzüglich über die Beschwerde.

Eine Beschwerde setzt die Einsetzung des betreffenden Ratsmitgliedes nicht aus.

§ 3 - Der Greffier notifiziert den vom Staatsrat getroffenen Entscheid sofort der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten, dem Rat und dem Kandidaten, gegen dessen Wahl die Beschwerde gerichtet war.

Art. L4146-28 - Das Ratsmitglied, das durch Beschluss der regionalen Kontrollkommission oder des Staatsrates seines Mandates enthoben wird, wird durch das erste Ersatzmitglied der Liste, auf der es gewählt worden war, ersetzt, nachdem seine Befugnisse durch den betroffenen Rat überprüft worden sind. Es beendet das Mandat seines Vorgängers.

Art. L4146-29 - § 1 - Jede Beschwerde gegen den Beschluss des Rates oder gegen die Ablehnung des Rates, das Ersatzmitglied als Mitglied des Gemeinderates einzusetzen, muss beim Provinzialrat eingereicht werden.

Jede Beschwerde gleicher Art über die Provinzialratsmitglieder muss bei der Regierung eingereicht werden.

§ 2 - Die mit der Beschwerde befasste Behörde muss binnen dreißig Tagen ab Eingang dieser erhobenen Beschwerde entscheiden.

Ihr Beschluss wird dem betreffenden Ersatzmitglied und gegebenenfalls den Personen, die bei der zuständigen Behörde Beschwerde eingereicht haben, notifiziert.

§ 3 - Sie können innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung Beschwerde beim Staatsrat einlegen.

§ 4 - Der Gouverneur kann innerhalb einer Frist von acht Tagen nach dem Beschluss des Provinzkollegiums einen Einspruch bei der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten erheben.

Art. L4146-30 - § 1 - Sind keine Ersatzmitglieder vorhanden, werden ein oder mehrere im Rat frei gewordene Sitze neu besetzt. Die Wahl erfolgt gemäß den Regeln der Artikel L4145-5 ff.

§ 2 - Das neue Ratsmitglied beendet das Mandat seines Vorgängers.

TITEL V — Spezifische Bestimmungen für Comines-Warneton

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. L4151-1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets finden Anwendung auf die Wahl der gemeindlichen und provinziellen Organe in Comines-Warneton.

Gemäß Artikel 6 VIII, 4° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Übertragung von verschiedenen Befugnissen auf die Regionen und auf die Gemeinschaften abgeänderten Fassung, finden die Bestimmungen des vorliegenden Titels jedoch Anwendung auf die besagten Wahlen.

Art. L4151-2 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels sind die Verweise auf den Provinzgouverneur durch einen Verweis auf den Bezirkskommissar von Mouscron zu ersetzen.

KAPITEL II — Direktwahl der Schöffen

Art. L4151-3 - In Abweichung von Artikel L1123-8 und gemäß Artikel 15 § 2 des neuen Gemeindegesetzes werden die Schöffen der Gemeinden Comines-Warneton direkt durch die Versammlung der Gemeinderatswähler folgendermaßen gewählt:

Die in Anwendung von Artikel L4145-6 § 1 bestimmten Quotienten werden ihrer Größe nach bis zu einer Gesamtanzahl Quotienten, die der Gesamtanzahl zu wählender Schöffen entspricht, geordnet.

Die Sitze werden auf die Listen verteilt, indem jeder Liste so viele Schöffenmandate zuerkannt werden, wie ihre Wahlziffer Quotienten ergeben hat, die größer sind als der letzte brauchbare Quotient beziehungsweise die diesem Quotienten entsprechen.

Wenn eine Liste mehr Schöffenmandate erhält, als sie Kandidaten zählt, werden die nicht zuerkannten Schöffenmandate denjenigen hinzugefügt, die den anderen Listen zukommen; die Verteilung dieser Mandate auf diese Listen geschieht durch Weiterführung des in Artikel L4145-6 § 1 beschriebenen Verfahrens, wobei mit jedem neuem Quotienten der Liste ein Mandat, das diese Liste betrifft, gewährt wird.

Das Schöffenmandat wird den Kandidaten, die zu Ratsmitgliedern gewählt sind, in der Reihenfolge ihrer Wahl zugeteilt.

Der Rang der Schöffen wird durch die Reihenfolge der Mandatzuteilung bestimmt.

KAPITEL III — Einspruch

Art. L4151-4 - § 1 - Gemäß Artikel 77bis des Gemeindewahlgesetzes werden die Bestimmungen der Artikel L4146-4 bis L4146-17 und L4146-25 bis L4146-30 entsprechend anwendbar auf die in L4141-3 erwähnte Schöffenwahl, wobei nur die Gemeinderatsmitglieder eine Beschwerde einreichen können.

§ 2 - Tritt in Bezug auf die Wahl der Gemeinderatsmitglieder und Schöffen der Gemeinden Comines-Warneton ein Streitfall auf, werden die Zuständigkeiten des ständigen Ausschusses des Provinzialrates von dem in Artikel 131 des Provinzialgesetzes vorgesehenen Kollegium der Provinzgouverneure wahrgenommen.

Art. 3 - Artikeln 8, 9, 10, 12, 13 Absatz 2, 1. Satz, 13bis und 14 bis 33 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte, werden, insofern sie die Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte betreffen, aufgehoben.

Art. 4 - Das Wort "Distrikt" bezüglich der intrakommunalen territorialen Organe wird im gesamten Kodex der lokalen Demokratie durch das Wort "Sektor" ersetzt.

Art. 5 - § 1 - In Artikel 18 des Dekrets vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird Punkt 2° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Absatz 1, Punkt 2,° wird aufgehoben.».

§ 2 - In Artikel L2212-74 § 1, sub Artikel 36 des Dekrets vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Punkt 11° aufgehoben.

§ 3 - In Artikel 56, Absatz 1 des Dekrets vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Wortlaut "einschließlich Artikel 28" nach dem Wortlaut "vorliegenden Dekrets" eingefügt:

Absatz 4 desselben Artikels mit folgendem Wortlaut:

«Artikel L1123-8, § 1, Absatz 4 und 5 tritt am 1. Oktober 2012 in Kraft» wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel L1123-8 § 1 Absatz 4 tritt am 1. Oktober 2012 in Kraft.»

§ 4 - In Artikel 4221-2 § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der dritte Absatz durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

Nachdem der Wähler eine Liste gewählt hat, erscheinen für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten, denen eine laufende Nummer vorangestellt ist, auf dem Bildschirm.

Art. 6 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel L4142-1, der am 1. Januar 2007 in Kraft tritt.

Art. 7 - Bis zum 8. Oktober 2006 ist im Buch I des vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung "das Bürgermeister- und Schöffenkollegium" anstelle von "das Gemeindegremium" zu lesen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2005-2006

Dokumente des Rats 357 (2005-2006) Nrn. 1 bis 55.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. Mai 2006

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2235

[2006/201884]

1 JUNI 2006. — Decreet tot wijziging van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De inhoudstafel van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

"BOEK I. — VERKIEZINGEN VAN DE ORGANEN

TITEL I. — Kiesstelsel. Principes en begripsomschrijving

HOOFDSTUK I. — Principes

(artikelen L4111-1 tot L4111-3)

HOOFDSTUK II. — Begripsomschrijvingen

(artikelen L4112-1 tot L4112-28)

Afdeling 1. — De kiezers

(artikelen L4112-1 tot L4112-2)

Afdeling 2. — De kandidaten

(artikelen L4112-3 tot L4112-6)

Afdeling 3. — De stembureaus en steminstallaties

(artikelen L4112-7 tot L4112-9)

Afdeling 4. — De voorbereiding en de organisatie van de verkiezingen

(artikelen L4112-10 tot L4112-13)

Afdeling 5. — De kiesverrichtingen

(artikelen L4112-14 tot L4112-18)

Afdeling 6. — De resultaten

(artikelen L4112-19 tot L4112-22)

Afdeling 7. — De inbreuken op de kiesprocedure

(artikelen L4112-23 tot L4112-28)

TITEL II. — Het kiesstelsel**HOOFDSTUK I. — Kiesbevoegdheidsvoorwaarden**

(artikelen L4121-1 tot L4121-3)

HOOFDSTUK II. — Register van de kiezers

(artikelen L4122-1 tot L4122-35)

Afdeling 1. — Het opmaken van het register van de kiezers

(artikelen L4122-1 tot L4122-4)

Afdeling 2. — Afgifte van het register van de kiezers

(artikel L4122-5)

Afdeling 3. — Gebruik van het register van de kiezers

(artikelen L4122-6 tot L4122-8)

Afdeling 4. — Beroep tegen het register van de kiezers

(artikelen L4122-9 tot L4122-30)

Afdeling 5. — Sancties i.v.m. het register van de kiezers

(artikelen L4122-31 tot L4122-35)

HOOFDSTUK III. — Verdeling van de kiezers

(artikelen L4123-1 en L4123-2)

HOOFDSTUK IV. — Oproeping van de kiezers

(artikelen L4124-1 en L4124-2)

HOOFDSTUK V. — Aanduiding van de stembureaus

(artikelen L4125-1 tot L4125-17)

Afdeling 1. — De stembureaus

(artikel L4125-1)

Afdeling 2. — De kieskringbureaus

(artikelen L4125-2 tot L4125-5)

*Onderafdeling 1. — De districtbureaus**Onderafdeling 2. — De gemeentelijke bureaus**Afdeling 3. — De kantonbureaus*

(artikelen L4125-6 tot L4125-8)

Afdeling 4. — De stembureaus en de stemopnemingsbureaus

(artikelen L4125-9 tot L4125-15)

*Onderafdeling 1. — De stembureaus**Onderafdeling 2. — De stemopnemingsbureaus**Afdeling 5. — Sancties i.v.m. de stembureaus*

(artikelen L4125-16 tot L4125-17)

TITEL III. — Voorbereiding en organisatie van de verkiezingen**HOOFDSTUK I. — Controle van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen**

(artikelen L4132-1 tot L4132-14)

Afdeling 1. — Controle van de partijen

(artikelen L4131-1 tot L4131-3)

Afdeling 2. — Controle van de kandidaten

(artikelen L4131-4 tot L4131-6)

Afdeling 3. — Controle van de herkomst van de geldmiddelen

(artikel L4131-7)

HOOFDSTUK II. — *De stemming bij volmacht*

(artikel L4132-1)

HOOFDSTUK III. — *Bijstand bij de stemming*

(artikelen L4133-1 en L4133-2)

HOOFDSTUK IV. — *De getuigen van partijen*

(artikelen L4134-1 tot L4134-5)

Afdeling 1. — Aanwijzing van de getuigen

(artikel L4134-1)

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

(artikel L4134-2)

Afdeling 3. — Opdrachten van de getuigen

(artikelen L4134-3 tot L4134-5)

HOOFDSTUK V. — *Verkiezingskosten*

(artikelen L4135-1 tot L4135-4)

TITEL IV. — KiesverrichtingenHOOFDSTUK I. — *Digitale en geautomatiseerde verrichtingen*

(artikel L4141-1)

HOOFDSTUK II. — *Kandidaturen*

(artikelen L4142-1 tot L4142-46)

Afdeling 1. — Verkiesbaarheid en onverenigbaarheden

(artikelen L4142-1 en L4142-2)

Afdeling 2. — Het voordragen van de kandidaturen

(artikelen L4142-3 tot L4142-9)

Afdeling 3. — Verificatie van de kandidaturen

(artikelen L4142-10 tot L4142-25)

Afdeling 4. — Lijstenvereniging, lijsten van de kandidaturen en loting

(artikelen L4142-26 tot L4142-36)

Onderafdeling 1. — *Gewestelijke loting*Onderafdeling 2. — *Provinciale loting*Onderafdeling 3. — *Gemeentelijke loting*Onderafdeling 4. — *Verklaring van lijstenverbinding met het oog op apparentering**Afdeling 5. — Aanplakking van de lijsten, stembiljetten en stemopnemingsstabellen*

(artikelen L4142-37 tot L4142-41)

Afdeling 6. — Beroep tegen de kandidaturen

(artikelen L4142-42 tot L4142-45)

Afdeling 7. — Sancties i.v.m. de kandidaturen

(artikel L4142-46)

HOOFDSTUK III. — *De stemming*

(artikelen L4143-1 tot L4143-28)

Afdeling 1. — Steminstallaties

(artikelen L4143-1 tot L4143-7)

Afdeling 2. — Toegankelijkheid van en toezicht op de stemcentra en -lokalen en stemopnemingscentra en -lokalen

(artikelen L4143-8 tot L4143-16)

Onderafdeling 1. — *Toegankelijkheid tot de stemcentra en -lokalen*Onderafdeling 2. — *Toegankelijkheid tot de stemopnemingscentra en -lokalen*Onderafdeling 3. — *Toezicht op de centra en lokalen**Afdeling 3. — Het verloop van de stemming*

(artikelen L4143-17 tot L4143-28)

HOOFDSTUK IV. — *De stemopnemering*

(artikelen L4144-1 tot L4144-13)

Afdeling 1. — Oprichting van de stemopnemingsbureaus

(artikelen L4144-1 tot L4144-2)

Afdeling 2. — Het verloop van de stemopneming

(artikelen L4144-3 tot L4144-13)

HOOFDSTUK V. — De telling van de stemmen

(artikelen L4145-1 tot L4145-46)

Afdeling 1. — Inleidende verrichtingen

(artikelen L4145-1 tot L4145-4)

Afdeling 2. — Telling door de kieskringbureaus

(artikelen L4145-5 tot L4145-16)

Afdeling 3. — Telling in geval van apparentering

(artikelen L4145-17 tot L4145-21)

Afdeling 4. — Sancties i.v.m. de stemming, de stemopneming en de verschillende kiesverrichtingen

(artikelen L4145-22 tot L4145-46)

*Onderafdeling 1. — Sanctie op de stemplicht**Onderafdeling 2. — Sancties betreffende de inbreuk op het stemrecht en op het stemgeheim**Onderafdeling 3. — Sanctie betreffende de kiesomkoping**Onderafdeling 4. — Sanctie betreffende de kiesfraude**Onderafdeling 5. — Sancties betreffende de verzameling van de stemmen**Onderafdeling 6. — Sancties betreffende het geweld**Onderafdeling 6. — Verscheidene bepalingen**HOOFDSTUK VI. — Sluiting van de kiesverrichtingen en geldigverklaring*

(artikelen L4146-1 tot L4146-30)

Afdeling 1. — Sluiting van de kiesverrichtingen

(artikelen L4146-1 tot L4146-3)

Afdeling 2. — Geldigverklaring en beroep tegen de verkiezingen

(artikelen L4146-4 tot L4146-24)

*Onderafdeling 1. — De verkiezingen van de gemeenteraden**Onderafdeling 2. — Geldigverklaring van de verkiezingen van de provincieraden**Onderafdeling 3. — Verscheidene bepalingen**Afdeling 3. — Regels eigen aan de controle van de verkiezingsuitgaven*

(artikelen L4146-25 tot L4146-30)

TITEL V. — Bepalingen eigen aan Komen-Waasten*HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

(artikelen L4151-1 tot L4151-2)

HOOFDSTUK II. — Rechtstreekse verkiezing van de schepenen

(artikel L4151-3)

HOOFDSTUK III. — Beroep

(artikel L4151-4)".

Art. 2. Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

"BOEK I. — VERKIEZINGEN VAN DE ORGANEN**TITEL I. — Kiessysteem. Principes en Begripsomschrijvingen***HOOFDSTUK I. — Principes*

Art. L4111-1. De stemming is verplicht en geheim. Ze gebeurt in de gemeente. Elke kiezer mag enkel één keer stemmen.

De leden worden gekozen bij algemeen kiesrecht op grond van de evenredige vertegenwoordiging.

De stemming is de uitdrukking van de kiezer, dat wil zeggen van zijn persoonlijke keuze en van zijn voorkeur tussen de kandidaten of de kandidatenlijsten.

Art. L4111-2. De kiesverrichtingen zijn gemeenschappelijk voor de provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen en voor de sectorverkiezingen.

Bij de gemeenteraadsverkiezingen kiezen de kiezers de gemachtigden die de gemeenteraad vormen, uit hun midden.

Bij de provincieraadsverkiezingen kiezen de kiezers de gemachtigden die de provincieraad vormen, uit hun midden.

Bij de sectorverkiezingen kiezen de kiezers de gemachtigden die de sectorraad vormen, uit hun midden.

Art. L4111-3. De verkiezingen moeten geldig verklaard worden door de bij dit Wetboek bepaalde overheid.

Het officiële resultaat van de verkiezing alsmede de voorbereidende handelingen zijn vatbaar voor een beroep binnen de perken en volgens de modaliteiten bedoeld bij dit Wetboek.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

Afdeling 1. — De kiezers

Art. L4112-1. Electoraat en kiezers.

§ 1. Onder electoraat wordt verstaan het geheel van de bevolking die tot de stemming wordt toegelaten om kandidaten en kandidatenlijsten te kiezen om zich in een raad te laten vertegenwoordigen.

§ 2. De kiezer is elke persoon die voldoet aan de eisen bedoeld in dit Wetboek om bij de verkiezing van een raad te mogen stemmen.

§ 3. Voor de gemeenteraadsverkiezingen bestaat het electoraat niet alleen uit de personen met de Belgische nationaliteit, maar ook uit de onderdanen uit de lidstaten van de Europese Unie en uit derde staten die behalve voor de nationaliteit de in artikel L4121-1, § 1, van Titel II van dit Wetboek bedoelde voorwaarden en de in de artikelen 1bis en 1ter van de gemeentekieswet bedoelde voorwaarden vervullen

§ 4 - Bijstand bij de stemming betreft elke persoon die bij de verkiezing tijdelijk of op lange termijn moeite heeft om zijn stem uit te drukken en die procedures en/of een aan deze toestand aangepaste omgeving nodig heeft.

Art. L4112-2. — Kieskring en kiescollege

§ 1. De kieskring is het rechtsgebied waarin de kiezers tot de stemming worden toegelaten, uit hun midden één of meerdere kandidaten kiezen om ze in de raden te vertegenwoordigen.

Voor de gemeenteraadsverkiezingen is de gemeente het rechtsgebied.

Voor de provincieraadsverkiezingen is het district het rechtsgebied.

Voor de sectorverkiezingen wordt het rechtsgebied bepaald door de gemeenteraad overeenkomstig artikel L4142-1 van dit Wetboek.

§ 2. Het kiescollege is het geheel van de kiezers van een kieskring die hun stem zullen uitbrengen tijdens dezelfde stemming.

§ 3. Het register van de kiezers, dat ook kiesregister wordt genoemd, omvat alle personen die tot de stemming worden opgeroepen. Het vermeldt de namen van alle toegelaten kiezers die in het bevolkingsregister van de gemeente inschreven zijn.

§ 4 - De stemafdeling is een bijzonder aantal kiezers van eenzelfde kieskring, waarvoor een bijzonder kiesregister, dat ook register van de stemmers wordt genoemd, wordt opgemaakt, en waarvoor een stembureau gevormd om de stemmen op de dag van de verkiezing te verzamelen. Elke afdeling wordt in een bepaald stemlokaal opgeroepen.

Afdeling 2. — De kandidaten

Art. L4112-3. Kandidaat.

Tot kandidaat wordt genoemd, elke persoon die zich kandidaat stelt voor de verkiezingen met als doel gekozen te worden. De kandidaten kunnen opkomen op een lijst van kandidaten of als zelfstandige.

Art. L4112-4. Politieke partij en lijst van kandidaten.

§ 1. In de zin van dit Boek is een politieke partij een vereniging van natuurlijke personen, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die deelneemt aan de provincieraads-, gemeenteraads-, of sectorraadsverkiezingen overeenkomstig de Grondwet, de wet of het decreet, die kandidaten voordraagt voor de mandaten van provincieraadslid, gemeenteraadslid of sectorraadslid en die binnen de perken van de Grondwet, de wet of het decreet de uitdrukking van de volkswil op de in haar statuten of programma bepaalde wijze tracht te beïnvloeden

Als componenten van een politieke partij worden beschouwd, de organismen, verenigingen, groeperingen en regionale entiteiten van een politieke partij, ongeacht de rechtsvorm ervan, die rechtstreeks aan die partij verbonden zijn, namelijk :

- de studiediensten;
- de wetenschappelijke organismen;
- de instituten voor politieke vorming;
- de makers van toegewezen politieke uitzendingen;
- de instelling bedoeld in artikel 22 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen;
- de entiteiten opgericht op het niveau van de arrondissementen en/of de keiskringen voor de verkiezingen van de federale kamers en de Gewest- en Gemeenschapsraden;
- de politieke fracties van de federale kamers en de Gewest- en Gemeenschapsraden.

§ 2. De lijst van kandidaten omvat de personen die door een politieke partij gekozen worden om naar de kiezersgunst te dingen of die zich kandidaat als zelfstandige stellen.

Art. L4112-5. Letterwoorden en logo's.

De lijsten worden geïdentificeerd met een letterwoord en eventueel met een logo vermeld op de stembiljetten boven de lijsten die ze aanduiden.

Het letterwoord wordt gevormd met de beginletters ofwel van alle woorden, ofwel van een gedeelte van de woorden die de benaming van de kandidatenlijst vormen. Ze kan een acroniem zijn. Ze kan een logogram bevatten.

Een logogram is een teken ter vertegenwoordiging van een woord, zoals de ampersand, het apenstaartje, het plusteken of het minteken.

Het logo is de grafische uitbeelding van de naam van de lijst. De Regering bepaalt de normen waaraan het logo moet voldoen om te kunnen voorkomen op een stembiljet.

Art. L4112-6. Lijstenvereniging.

De lijstenvereniging is de verrichting waarbij een kandidatenlijst verklaart gebruik te willen maken van eenzelfde afkorting en eventueel van eenzelfde logo als het logo gebruikt door een kandidatenlijst die in een andere kieskring opkomt.

*Afdeling 3. — De kiesbureaus en steminstallaties***Art. L4112-7.** Kiesbureaus.

De kiesbureaus zijn de organen waaraan dit Wetboek de organisatie van en het toezicht op de verkiezingen toevertrouwt, en waarvan het de samenstelling en de bevoegdheden bepaalt.

Art. L4112-8. De stem- en stemopnemingscentra en -lokalen.

Onder stemcentrum wordt verstaan, een gebouw of een plaats waar verschillende afzonderlijke stemlokalen zijn gelegen, waarin de kiezers hun stem uitbrengen.

Een stemlokaal wordt toegekend aan elk stembureau opdat het de stemmen van een bepaalde stemafdeling zou opnemen.

Onder stemopnemingscentrum wordt verstaan, een gebouw of een plaats waar verschillende afzonderlijke stemopnemingslokalen zijn gelegen.

Een stemopnemingslokaal wordt toegekend aan elk stemopnemingsbureau opdat het zou overgaan tot de telling en de totalisatie van de resultaten van de stembureaus die hem worden toegekend.

Art. L4112-9. Kiesmaterieel.

Elk stemlokaal wordt door het gemeentebestuur uitgerust met het voor de uitdrukking van de stem nodige materieel, dat o.a. de stemhokjes, de stembussen, de potloden alsmede het door de Regering bepaalde materieel, bevat.

De stembus is het omhulsel waarin de kiezers hun stembiljetten neerleggen nadat ze hun keuze hebben gemaakt voor een kandidaat of een lijst van kandidaten.

Het stemhokje is de installatie waarin een kiezer zijn stem in het geheim en beschermt tegen de blikken van andere personen kan uitbrengen op zijn stembiljet.

*Afdeling 4. — De voorbereiding en de organisatie van de verkiezingen***Art. L4112-10.** Verkiezingscampagne.

Onder verkiezingscampagne wordt verstaan het geheel van de politieke activiteiten met inbegrip meer bepaald van de ontmoetingen, de massabijeenkomsten, de toespraken, de défilés alsmede het gebruik van de media om de kiezers op de hoogte te brengen van de beleidsopties en de programma's van een kandidaat, een lijst of een politieke partij om stemmen te halen.

Art. L4112-11. Verkiezingsperiode.

§ 1. De verkiezingsperiode is de periode die op de datum van bijeenroeping van de kiescolleges voor een stemming begint en die op de dag van de verkiezing eindigt. Gedurende deze periode moeten de kandidaten, de lijsten en de politieke partijen die bij dit Wetboek en de wetgeving inzake verkiezingsuitgaven bepaalde regels naleven.

Art. L4112-12. Verkiezingsuitgaven.

Onder verkiezingsuitgaven worden verstaan, de uitgaven bedoeld in artikel 6 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn.

Art. L4112-13. Gewestelijke controlecommissie.

Onder "gewestelijke controlecommissie" wordt de gewestelijke controlecommissie verstaan opgericht bij artikel 2 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven gemaakt voor de verkiezingen van het Waalse Parlement, alsmede de controle van de mededelingen van de voorzitter van het Waalse Parlement en de leden van de Waalse Regering en die bij dit Wetboek de taak toegewezen krijgt de verkiezingsuitgaven gemaakt voor de verkiezingen van de gemeenteraden, provincieraden en sectorraden te controleren, met inbegrip van de herkomst van de geldmiddelen.

*Afdeling 5. — De kiesverrichtingen***Art. L4112-14.** Kiesoperatoren.

§ 1. Onder kiesoperator wordt verstaan elke persoon of instelling die bij dit Wetboek belast wordt met officiële opdrachten in de opmaking en de organisatie van de verkiezingen van de gemeente-, provincie- en sectorraden en die de verantwoordelijkheid voor het toezicht en de controle in het kader van deze opdrachten op zich nemen.

§ 2. Als kiesoperator worden beschouwd :

- 1° de Regering of diens afgevaardigde;
- 2° de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar;
- 3° de provinciegriffier;
- 4° de burgemeester;
- 5° het gemeentecollege of de door bedoeld college aangewezen ambtenaar;
- 6° de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen, in die hoedanigheid;
- 7° de griffier van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats van het arrondissement;
- 8° de griffier van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats van het district;
- 9° de voorzitter van een stembureau of de door hem aangewezen persoon;
- 10° de bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus;
- 11° de overeenkomstig artikel L4211-6, § 1, aangewezen deskundigen;
- 12° het provinciecollege.

§ 3. De volgende personen zijn geen kiesoperatoren in de zin van dit Wetboek :

- 1° de kiezers, met inbegrip van hun gevolmachtigde, of begeleider;
- 2° de kandidaten, de indieners, de ondertekenaars, de partijgetuigen, de vertegenwoordigers van de politieke partijen;
- 3° de dienstverleners en leveranciers, met name de drukkers en de leveranciers van informaticadiensten.

Artikel L4112-15. Registratie van de kandidaturen.

De kiezer die bij een verkiezing naar de stemmen wil dingen moet zich als kandidaat melden. De indiening van de akten van voordracht is de procedure waarbij de kandidaat geregistreerd wordt overeenkomstig de vereisten bepaald bij dit Wetboek.

Art. L4112-16. Voordracht van de kandidaturen.

De voordracht van de kandidaten is de bij dit Wetboek bepaalde procedure waarbij een kandidaat of een lijst van kandidaten zich laat registreren op een bepaalde datum om deel te nemen aan een bepaalde verkiezing. Men spreekt ook van indiening van kandidatuur.

Deze voordracht geschiedt in handen van de voorzitter van het kieskringbureau.

De ondertekenaar is de in artikel L4142-4 bedoelde persoon die één of meer kandidaten steunt door een akte van voordracht te tekenen.

De indiener is de persoon die de akte van voordracht indient voor rekening van een kandidaat of een lijst van kandidaten.

De getuige is de persoon die door één of meer kandidaten wordt aangewezen om één of meer kandidaten van dezelfde lijst te vertegenwoordigen ten aanzien van één of meer kiesbureaus in het in dit Wetboek bedoelde kader.

Art. L4112-17. Verkiezingsdocumenten.

§ 1. De oproeping is het document dat de kiezers van een gemeente tijdens de dagen vóór de verkiezing ontvangen, en dat de nodige inlichtingen en de door de regering bepaalde verwijzingen naar de regelgeving vermeldt.

§ 2. De volmacht is het document waarbij de kiezer die het wenst, de lastgever, binnen de bij dit Wetboek bepaalde grenzen een andere kiezer, gemachtigde genoemd, kan machtigen om in zijn naam en opdracht te stemmen. Een kiezer mag slechts één mandaat geven of krijgen.

Art. L4112-18. Stembiljetten.

§ 1. Het stembiljet is het officiële formulier waarop de kiezers hun stem uitbrengen voor één of meer kandidaten van eenzelfde lijst of voor een lijst. Dit document is eigen aan elke kiezer.

§ 2. Het geldige stembiljet is een biljet genomen uit de stembus bij de stemopneming en waarop regelmatig is gestemd om in aanmerking te kunnen worden genomen voor een kandidaat of een lijst van kandidaten.

§ 3. Het ongeldig verklaarde biljet is een biljet dat bij de stemopneming in de stembus gevonden is, en dat niet in aanmerking zal worden genomen omdat het nietig of blanco is.

Is nietig het stembiljet bedoeld in artikel L4143-22, § 1.

Het blanco biljet is het biljet waarop een kiezer niet ten gunste van een kandidaat of een lijst van kandidaten heeft gestemd.

§ 4. Een biljet wordt als beschadigd beschouwd wanneer het onbruikbaar wordt gemaakt wegens een willekeurige drukfout of wanneer het door de kiezer door onachtzaamheid onbruikbaar wordt gemaakt ofwel op het moment waarop hij stemt, ofwel op het moment waarop hij het biljet teruggeeft en waarvoor hij een ander krijgt. Een dergelijk biljet wordt nooit in de stembus neergelegd.

§ 5. De betwiste stembiljetten zijn de na de stemming uit de stembus gehaalde biljetten die merktekens vertonen waardoor ze bij de stemopneming niet onmiddellijk toegewezen kunnen worden aan een categorie stembiljetten.

§ 6. Een ongebruikt biljet is een stembiljet dat niet gediend heeft.

*Afdeling 6. — De resultaten***Art. L4112-19.** Stemopneming en telling.

§ 1. De stemopneming is het proces dat erin bestaat de door de kiezers neergelegde stembiljetten uit de stembus te halen nadat de stemming is afgesloten, ze te sorteren, hun geldigheid te bepalen, ze te tellen en een lijst daarvan te maken.

§ 2. De telling van de stemmen is het proces dat erin bestaat de resultaten van verschillende stemopnemingen van een kieskring te verzamelen en ze te compileren om het eindresultaat van de verkiezing van die kieskring te bereiken.

Art. L4112-20. Zetelverdeling.

§ 1. Onder zetels verstaat men de mandaten binnen een raad die bestemd zijn om bezet te worden door de aan het einde van een verkiezing aangewezen kandidaten of door hun plaatsvervangers.

§ 2. De zetelverdeling is het proces voor de verdeling van zetels die tijdens een verkiezing begeven moeten worden, aan de lijsten van kandidaten volgens het aantal behaalde stemmen.

§ 3. De overdracht is de daaropvolgende toekenning van een zetel aan een kandidaat door de voor hem uitgebrachte stemmen te verenigen met de stemmen uitgebracht ten gunste van de volgorde van voordracht van de lijst.

Art. L4112-21. Resultaten.

§ 1. Als officieus resultaat wordt beschouwd, het aantal stemmen die aan elke kandidaat of lijst van kandidaten worden toegekend in de stemopnemingsbureaus maar die nog niet bekendgemaakt zijn door de voorzitters van de kieskringbureaus. Deze resultaten kunnen gebruikt worden door de Regering of diens afgevaardigde om een spoedige en voorlopige evaluatie van de stemming te geven. Daartoe kan de Regering of diens afgevaardigde van de kiesbureaus verlangen dat ze haar gedeeltelijke resultaten mededelen.

§ 2. Het officiële resultaat is de bekendmaking door de kieskringbureauvoorzitters van het aantal stemmen die aan elke kandidaat of lijst van kandidaten worden toegekend zoals bepaald na de stemopneming door alle stemopnemingsbureaus van een kieskring. Dit resultaat maakt het voorwerp uit van een geldigverklaring en van een bekendmaking in de kieskring.

Art. L4112-22. Apparentering.

§ 1. Als er bij de verdeling van zetels voor de provincieraden nog mandaten zijn die toegekend moeten worden omdat geen lijst het aantal stemmen dat daartoe wordt vereist, heeft bereikt, wendt het bureau zich tot de techniek van de apparentering. Deze apparentering vindt plaats in het arrondissement en bestaat erin de zetels waarin nog niet wordt voorzien in de districten die dit arrondissement vormen, te verdelen op grond van de saldo's van stemmen waarbij aanverwante lijsten worden opgeteld.

§ 2. Onder aanverwante lijsten verstaan twee of meer lijsten van kandidaten die zich kandidaat stellen in afzonderlijke kiesdistricten binnen eenzelfde administratief arrondissement en die vóór de verkiezingen in een document, genoemd verklaring van lijstenverbinding, de intentie hebben geuit een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling van dit arrondissement.

Afdeling 7. — De inbreuken op de kiesprocedure

Art. L4112-23. In het kader van de kiesprocedure worden als geweld beschouwd, de volgende handelingen die onder dwang of bedreiging met een lichamelijke of immateriële schade worden verricht :

1° een politieke vergadering, een betoging, een massabijeenkomst verstoren of verhinderen, of de kiezers ertoe dwingen eraan deel te nemen;

2° de inzameling van ondertekeningen ter ondersteuning van een kandidatuur of de indiening van kandidaturen verstoren of verhinderen;

3° de toegang tot de stembureaus of de stemopnemingsbureaus of tot een kiesbureau opzettelijk blokkeren;

4° de kiezers, de leden van de stem- of stemopnemingsbureaus, de kiesoperatoren of de leden van hun families intimideren;

5° de onafhankelijkheid of de onpartijdigheid van een kiesoperator proberen te beïnvloeden.

Art. L4112-24. Onder inbreuk op het stemrecht wordt verstaan, het feit om een kiezer door geweld te verhinderen om zijn stemrecht uit te oefenen of hem te verplichten dit stemrecht in een bepaald opzicht uit te oefenen.

Art. L4112-25. Onder actieve kiesomkoping wordt verstaan het feit om een gift of elk ander voordeel te bieden, te beloven, te geven, toe te kennen of al dan niet rechte streeks te overhandigen aan een kiezer om hem te verplichten zijn stemrecht in een bepaald opzicht uit te oefenen.

Onder passieve kiesomkoping wordt verstaan, het feit om een derlijk voordeel aan te nemen, zich te laten beloven of toe te kennen.

Art. L4112-26. Onder verkiezingsfraude worden volgende feiten verstaan :

1° een kiesregister vervalsen, opzettelijk vernielen of doen verdwijnen;

2° frauduleus deelnemen aan een verkiezing zonder gemachtigd te zijn;

3° het aantal ondertekeningen die ter ondersteuning van een indiening van kandidaturen zijn ingezameld, vervalsen door met name ondertekeningen toe te voegen, te wijzigen of te schrappen, door ze op onjuiste wijze te tellen of door een frauduleus resultaat in een proces-verbaal te vermelden;

4° het resultaat van een verkiezing vervalsen door met name stembiljetten toe te voegen, te wijzigen of te schrappen, door ze op onjuiste wijze te tellen of door een frauduleus resultaat in een proces-verbaal te vermelden;

5° een proces-verbaal waarvan men weet dat het onjuiste vermeldingen bevat, ondertekenen of mede-ondertekenen.

Art. L4112-27. Onder verzameling van de stemmen wordt verstaan het feit om de stembiljetten systematisch te nemen, in te vullen of te wijzigen en om aldus aangevulde of gewijzigde biljetten te verdelen.

Art. L4112-28. Als inbreuk op het stemrecht beschouwd wordt, het feit om door kunstgreep of door bedrog te proberen te ontdekken hoe één of meer kiezers hun stemrecht uitoefenen.

TITEL II. — Het kiessysteem**HOOFDSTUK I. — Kiesbevoegdheidsvoorwaarden**

Art. L4121-1. § 1. Om kiezer te zijn, moet men :

1. Belg zijn uiterlijk de dag van de verkiezing.

Overeenkomstig de artikelen 1bis en 1ter van de gemeentekieswet genieten de onderdanen uit de andere lidstaten van de Europese Unie en uit derde staten het stemrecht bij de gemeenteraadsverkiezingen en bij de verkiezingen van leden van de sectorraden onder de voorwaarden bedoeld in deze artikelen;

2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt uiterlijk de dag van de verkiezing;

3° in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven zijn voor de gemeenteraads-, provincieraads- en sectorraadsverkiezingen.

Voor de provincieraadsverkiezingen moet men zijn woonplaats hebben in een gemeente van de provincie.

Voor de verkiezingen van de sectorraden moet men bovendien zijn woonplaats hebben in de sector voor de raad waarvan de verkiezing plaatsvindt.

Aan deze voorwaarden moet voldaan zijn uiterlijk 31 juli van het jaar waarin de verkiezingen plaatsvinden.

De kiezer stemt in de gemeente waarvan hij uiterlijk 31 juli in de bevolkingsregisters ingeschreven is;

4° uiterlijk de dag van de verkiezing zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald in de artikelen L4121-2 en 3.

§ 2. De kiezers die tussen de datum waarop het kiezersregister wordt afgesloten en de dag van de verkiezing, niet meer in de bevolkingsregisters van een Waalse gemeente ingeschreven zijn, worden van het kiezersregister geschrapt.

De kiezers die gedurende dezelfde periode de Belgische nationaliteit verliezen terwijl ze in de bevolkingsregisters van een Waalse gemeente ingeschreven blijven, worden ook van het kiezersregister geschrapt. Ze kunnen weer ingeschreven worden voorzover ze er binnen de voorgeschreven termijn om verzocht hebben overeenkomstig artikel L4122-4, § 2.

§ 3. De kiezers die na de datum waarop het kiezersregister wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor hen ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de datum van de verkiezing meebrengt, worden eveneens van het kiezersregister geschrapt.

§ 4. Aan dit register worden tot de dag voor de verkiezing, de personen toegevoegd die ten gevolge van een arrest van het Hof van beroep of een beslissing van het gemeentecollege weer als gemeenteraads-, provincieraads- of sectorraadskiezer opgenomen moeten worden.

Art. L4121-2. Van het kiesrecht zijn voorgoed uitgesloten en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zij die tot een criminele straf zijn veroordeeld.

Art. L4121-3. § 1. In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zolang die onbekwaamheid duurt :

1° de gerechtelijk onbekwaamverklaarden, de personen met het statuut van verlengde minderjarigheid met toepassing van de wet van 29 juni 1973, en zij die geïnterneerd zijn met toepassing van de bepalingen van de hoofdstukken I tot VI van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, vervangen bij artikel 1 van de wet van 1 juli 1964.

De kiesonbekwaamheid houdt op terzelfdertijd als de gerechtelijke onbekwaamheid, de verlengde minderjarigheid of met de definitieve invrijheidsstelling van de geïnterneerde;

2° zij die tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van ten minste drie maanden uit hoofde van een opzettelijk wanbedrijf of tot een militaire gevangenisstraf van ten minste drie maanden zijn veroordeeld.

De onbekwaamheid duurt zes jaar wanneer de straf drie maanden tot minder dan drie jaar bedraagt en twaalf jaar, wanneer de straf ten minste drie jaar bedraagt;

3° zij die ter beschikking van de federale regering zijn gesteld met toepassing van artikel 380bis, 3°, van het Strafwetboek of met toepassing van de artikelen 22 en 23 van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door artikel 1 van de wet van 1 juli 1964.

De kiesonbekwaamheid van de onder 3° bedoelde personen houdt op wanneer de terbeschikkingstelling van de federale regering een einde neemt.

§ 2. De personen die voorgoed van het kiesrecht zijn uitgesloten of wier kiesrecht geschorst is, worden naar rata van één steekkaart per betrokken persoon alfabetisch in een kaartenbestand ingeschreven. Het wordt doorlopend bijgehouden door het gemeentecollege.

Dit bestand bevat voor elk van die personen uitsluitend de volgende vermeldingen :

1. de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, en de verblijfplaats van de veroordeelde of de geïnterneerde;
2. het gerecht dat de beslissing heeft gewezen en de datum van de beslissing;
3. de uitsluiting van het kiesrecht of de datum waarop de opschorting van dit recht ophoudt.

De steekkaarten die zijn opgemaakt op naam van de personen wier kiesrecht geschorst is, worden vernietigd zodra de onbekwaamheid een einde neemt.

Dat bestand mag niet worden samengesteld noch bijgehouden met behulp van geautomatiseerde middelen. De inhoud ervan mag niet aan derden worden meegedeeld.

§ 3. Artikel 87 van het Strafwetboek is niet van toepassing op de gevallen van onbekwaamheid die in de paragrafen 1 en 2 zijn opgesomd.

§ 4. Is de veroordeling uitgesproken met uitstel, dan wordt de in § 1, 2°, bedoelde onbekwaamheid opgeschort tijdens de duur van het uitstel.

Is de veroordeling gedeeltelijk met uitstel uitgesproken, dan wordt voor de toepassing van de bepalingen van § 2 alleen rekening gehouden met het gedeelte zonder uitstel uitgesproken.

Wordt de veroordeling uitvoerbaar, dan begint de schorsing van het kiesrecht die er uit voortvloeit, op de dag van de nieuwe veroordeling of van de beslissing tot intrekking van het uitstel.

§ 5. Bij veroordeling tot verschillende straffen bedoeld in § 1, 2°, worden de daaruit voortvloeiende onbekwaamheden gecumuleerd zonder dat evenwel de totale duur twaalf jaar mag overschrijden.

Hetzelfde geldt bij nieuwe veroordeling tot één of meer straffen bedoeld in § 2, 2°, uitgesproken tijdens de duur van de onbekwaamheid die volgt uit een voorgaande veroordeling, zonder dat nochtans de onbekwaamheid minder dan zes jaar na de laatste veroordeling kan ophouden.

§ 6. De parketten van de hoven en rechtbanken zijn gehouden, aan de burgemeesters van de gemeenten waar de belanghebbenden op het ogenblik van de veroordeling of internering in de bevolkingsregisters ingeschreven waren, evenals aan de belanghebbenden zelf, kennis te geven van alle veroordelingen of interneringen, waartegen met geen gewoon rechtsmiddel meer kan worden opgekomen en die uitsluiting van het kiesrecht of opschorsing van dit recht ten gevolge hebben.

Deze kennisgeving vermeldt de in § 2 van dit artikel bedoelde vermeldingen.

De parketten van de hoven en rechtbanken geven eveneens kennis van de datum waarop de internering een einde heeft genomen.

De griffiers van de hoven en rechtbanken geven aan de burgemeesters van de gemeenten waar de betrokkenen in de bevolkingsregisters ingeschreven zijn, kennis van de onbekwaamverklaring en van de opheffing van onbekwaamverklaring.

De Regering bepaalt de wijze waarop die berichten door de gemeentebesturen behandeld, bewaard, en in geval van verandering van verblijfplaats, doorgezonden moeten worden.

HOOFDSTUK II. — Register van de kiezers

Afdeling 1. — Opmaking van het register van de kiezers

Art. L4122-1. De stemming vindt plaats in de gemeente waar de kiezer in het register van de kiezers is ingeschreven.

Art. L4122-2. § 1. Op 1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsheeft, maakt het gemeentecollege een voorlopig register op, dat op 31 juli up-to-date is.

§ 2. In dit register worden vermeld :

1. de personen die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven zijn en de andere in de artikelen L4121-1, § 1, bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervullen;
2. de toegelaten kiezers die tussen 1 augustus en de datum van de verkiezingen de leeftijd van achttien jaar bereiken;
3. de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt vóór de datum van de verkiezingen.

Het register van de kiezers vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 3. Voor de krachtens artikel 1bis van de gemeentekieswet toelaatbare kiezers wordt hun nationaliteit vermeld in het kiezersregister. Bovendien staat naast hun naam de letter "C".

Voor de krachtens artikel 1ter van de gemeentekieswet toelaatbare kiezers vermeldt het kiezersregister ook hun nationaliteit. Bovendien staat naast hun naam de letter "E".

§ 4. In voorkomend geval neemt het gemeentecollege akte van de in artikel L4133-1, bedoelde verklaring van de kiezer en vermeldt de letter "A" in het register van de kiezers, naast de naam van de kiezer.

Art. L4122-3. § 1. Het register van de kiezers wordt per gemeente of, in voorkomend geval, per gemeentefdeling, opgemaakt volgens een doorlopende nummering bij voorkeur op alfabetische volgorde van de kiezers. Het gemeentecollege zorgt er bovendien voor dat de personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn op hetzelfde adres, in hetzelfde stemcentrum opgeroepen worden.

In de gemeenten waarin sectorverkiezingen worden georganiseerd, wordt het register door de gemeente opgemaakt op grond van een verdeling naar gelang van de sectoren.

§ 2. Een exemplaar van het register van de kiezers wordt onverwijld aan de provinciegouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar overgemaakt. Een tweede exemplaar wordt gelijktijdig ter informatie overgemaakt aan de regering of aan diens afgevaardigde.

De regering kan beslissen dat de overdracht digitaal gebeurt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

§ 3. De gouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar gaat over tot de nodige verificaties en zendt het gemeentecollege het register van de kiezers dat hem betreft en dat de opmerkingen en de aan te brengen wijzigingen vermeldt, terug binnen de maand na ontvangst ervan. Een afschrift van dat register dat de verbeteringen vermeldt, wordt ook overgemaakt aan de Regering of diens afgevaardigde.

De regering kan beslissen dat de behandeling op geautomatiseerde wijze gebeurt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 3.

§ 4. Het gemeentecollege gaat zo spoedig mogelijk over tot de aangevraagde verbeteringen. Bovendien voegt het de namen van kiezers die kort geleden ingeschreven zijn in het bevolkingsregister alsmede de onderdanen uit de andere lidstaten van de Europese Unie en uit derde sStaten die een aanvraag tot inschrijving in het kiezersregister hebben ingediend, in het register in en schrapt het degenen die intussen bestraft zijn met een schorsings- of uitsluitingsclausule of die van het bevolkingsregister van de gemeente geschrapt zouden zijn.

Artikel L4122-4. § 1. Vanaf deze datum kan elke persoon nagaan of ze zelf of iedere ander persoon in het register ingeschreven is of correct vermeld wordt. Elke persoon die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of van de kiezerslijst geschrapt is, of voor wie in dit register de voorgeschreven vermeldingen onjuist zijn, kan tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het gemeentecollege.

§ 2. Vanaf dezelfde datum kan elke persoon die door naturalisatie de Belgische nationaliteit verwerft en die voldoet aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden in de gemeente waarin hij in bovenbedoeld register ingeschreven had moeten zijn als hij de Belgische nationaliteit had verworven vóór deze datum, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bij het gemeentecollege bezwaar indienen tegen zijn niet-inschrijving op bovenbedoeld register volgens de procedure bedoeld in de artikelen L4122-9 tot 11 van dit Wetboek.

§ 3. Het gemeentecollege maakt vanaf 1 augustus daartoe een bericht bekend waarin de openingsuren van de gemeentesecretarie vermeld zijn en op de procedure voor bezwaren en beroepen bepaald in de artikelen L4122-9 tot en met 11 van dit Wetboek gewezen wordt.

§ 4. Tot de twintigste dag vóór de verkiezing brengt het gemeentecollege de in artikel L4122-3, § 3, bedoelde wijzigingen aan.

Tot de dag van de verkiezing brengt het gemeentecollege de volgende wijzigingen aan in het kiezersregister :

1° de personen die na 1 augustus van het kiezersregister geschrapt moeten worden, hetzij omdat ze de Belgische nationaliteit hebben verloren, hetzij omdat ze van de bevolkingsregisters in het Waalse Gewest geschrapt zijn ten gevolge van een maatregel van ambtshalve schrapping of wegens vertrek naar het buitenland, hetzij omdat ze overleden zijn;

2° de kennisgevingen die het gekregen heeft ter uitvoering van artikel L4121-3, na het opmaken van het kiezersregister;

3° de wijzigingen die in het kiezersregister zijn aangebracht als gevolg van de beslissingen van het gemeentecollege bedoeld in artikel L4122-17 of van de arresten van het hof van beroep bedoeld in artikel L4122-24;

4° de personen die de Belgische nationaliteit verwerven binnen minder dan twaalf dagen vóór de verkiezing.

Afdeling 2. — Afgifte van het register van de kiezers

Art. L4122-5. § 1. Zodra het register bedoeld in vorig artikel is opgesteld, is het gemeentecollege, of de door dat college aangewezen gemeentelijke ambtenaar, ertoe gehouden exemplaren of afschriften ervan te verstrekken aan de personen die daartoe gemachtigd zijn door een politieke partij die zich schriftelijk en in een gemeenschappelijk document toe verbindt een kandidatenlijst voor te dragen bij de verkiezingen in de gemeente en de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

De aanvragen dienen bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester gericht te worden.

De exemplaren worden verstrekt op papier en een bruikbare elektronische informatiedrager waarvan het formaat door de Regering wordt vastgesteld.

§ 2. Elke politieke partij bedoeld in § 1 kan kosteloos twee exemplaren of afschriften van dat register krijgen op papier dan wel op een elektronische informatiedrager bedoeld in § 1, naar keuze van de partij, voorzover zij in de gemeente een kandidatenlijst indient voor de verkiezingen.

Voor de afgifte van bijkomende exemplaren of afschriften wordt de door het gemeentecollege te bepalen kostprijs ervan aangerekend.

Indien de partij geen kandidatenlijst voordraagt, kan zij niet meer gebruik maken van het register van de kiezers, ook niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

§ 3. Iedere persoon die als kandidaat voorkomt op een akte van voordracht ingediend met het oog op de verkiezing, kan tegen betaling van de kostprijs exemplaren of afschriften van het register van de kiezers krijgen, op papier dan wel op een elektronische informatiedrager bedoeld in § 1, voorzover hij ernaar gevraagd heeft bij aangetekend schrijven gericht aan de Burgemeester en dat hij zich ertoe verbindt de democratische beginselen uitgevaardigd meer bepaald bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling, alsmede de bij de Grondwet gewaarborgde wetten en vrijheden na te leven.

Het gemeentecollege onderzoekt, op het ogenblik van de afgifte, of de belanghebbende als kandidaat bij de verkiezing is voorgedragen.

Indien de aanvrager later van de kandidatenlijst wordt geschrapt, mag hij van het register van de kiezers niet meer gebruik maken, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

§ 4. Zodra het register van de kiezers is opgesteld, is het gemeentecollege, of de door dat college aangewezen ambtenaar, ertoe verplicht de indiener bedoeld in artikel L4112-16, lid 3, een uittreksel van dat register te verstrekken waaruit blijkt dat de indiener en de voorgedragen kandidaten kiezers in hun gemeente zijn.

§ 5 - Op de aanvraag bedoeld in §§ 1 en 3 wordt de tekst van enerzijds § 2, lid 3, § 3, lid 3 en

§ 6 en anderzijds artikel L4122-34 afgedrukt. De Regering stelt het model van die aanvraag vast.

§ 6. Het gemeentecollege mag geen exemplaren of afschriften van het register van de kiezers verstrekken aan andere personen dan die welke ze overeenkomstig §§ 1, 3 en 4 aangevraagd hebben, op straffe van de sancties bepaald in artikel L4122-34. De personen die deze exemplaren of afschriften hebben ontvangen, mogen ze op hun beurt niet meedelen aan derden.

De exemplaren of afschriften van het register van de kiezers die worden verstrekt met toepassing van dit artikel, mogen enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt worden, inbegrepen buiten de periode die tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de verkiezing valt, op straffe van de in artikel L4122-34 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

Afdeling 3. — Gebruik van het register van de kiezers

Art. L4122-6. § 1. Zodra het register van de kiezers van de gemeente is vastgesteld, zendt het gemeentecollege twee exemplaren ervan aan de Regering of aan diens afgevaardigde.

De Regering kan beslissen dat die verzending digitaal gebeurt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

§ 2. Zodra de Regering, of diens afgevaardigde de verzending in ontvangst neemt, worden de registers van de kiezers op de door hem vastgestelde wijze vergeleken om te onderzoeken of personen, om ongeacht welke reden, in meerdere ervan opgenomen zouden zijn.

De Regering kan beslissen dat de behandeling ervan op geautomatiseerde wijze gebeurt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 3.

Na dat onderzoek spreekt de Regering, of diens afgevaardigde, zich zo spoedig mogelijk uit en maakt zij het overzicht van de personen bedoeld in vorig lid aan de betrokken gemeentecolleges over.

De Regering kan beslissen dat de overmaking ervan digitaal gebeurt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

De Regering wijst het college aan dat de kiezer schrappt en het college dat de inschrijving behoudt.

De colleges geven een ontvangstbewijs van die beslissing.

De kiezer op wie die beslissing betrekking heeft wordt binnen een termijn van vier dagen door het betrokken college geschrapt.

Van de schrapping wordt onmiddellijk aan de betrokken personen kennis gegeven. Die schrapping is onderworpen aan de beroepen bepaald in de artikelen L4122-9 tot en met 11.

Art. L4122-7. § 1. Het gemeentecollege stelt op grond van het register van de kiezers twee overzichten op :

1° in het eerste worden de kiezers opgenomen die de functie van voorzitter van een stem- of stemopnemingsbureau zouden kunnen bekleden;

2° in het tweede worden de kiezers opgenomen die aangewezen zouden kunnen worden als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stem- of stemopnemingsbureau. In dat overzicht worden twaalf namen per bureau opgenomen.

§ 2. Die overzichten worden uiterlijk 1 september aan de voorzitter van het gemeentelijk bureau overgemaakt. Laatstgenoemde maakt ze vervolgens over aan de voorzitter van het kantonbureau, overeenkomstig artikel L4125-5, § 4.

Zodra die overzichten worden verstuurd, licht het gemeentecollege de provinciegouverneur daarover in.

§ 3. Zodra het bureau de aanwijzingen van de voorzitters van de stembureaus heeft doorgevoerd volgens de procedure bedoeld in artikel L4125-5, § 1, delen de gemeentebesturen tot en met de dag van de verkiezing rechtstreeks aan de aldus aangewezen stembureauvoorzitters de wijzigingen mee die in het register van de stemmers aangebracht dienen te worden, overeenkomstig artikel L4122-4, § 4.

Art. L4122-8. § 1. Het gemeentecollege kan aan een dienstverlener de opdracht verlenen om het register van de kiezers en het register van de stemmers op te maken met inachtneming van hierna genoemde nadere regels :

1° de dienstverlener vult een verklaring op erewoord in waarbij hij zich ertoe verbindt het vertrouwelijk karakter van het kiesproces na te leven en ondertekent ze;

2° indien de dienstverlener ertoe geleid wordt de gegevens van het Rijksregister rechtstreeks te gebruiken, op grond van een tabel of een elektronische informatiedrager, vult hij een verklaring op erewoord in waarbij hij zich ertoe verbindt artikel 16 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens na te leven en ondertekent hij ze;

3° de dienstverlener mag de registers niet verdelen aan personen die niet uitdrukkelijk door het gemeentecollege gemachtigd zijn om ze in ontvangst te nemen;

4° het drukken en de verspreiding van de registers van de kiezers en dat van de stemmers vinden plaats onder het toezicht van het gemeentecollege. Laatstgenoemde blijft volledig aansprakelijk voor de juistheid en de correcte verdeling van die registers.

§ 2. De Regering stelt het model vast van de verklaringen bedoeld onder 1° en 2°.

Afdeling 4. — Beroepen tegen het register van de kiezers

Art. L4122-9. Vanaf de datum waarop het register van de kiezers vastgesteld moet zijn, kan ieder die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of van het register van de kiezers geschrapt is, of voor wie in dat register de vermeldingen voorgeschreven in artikel L4122-2, § 2, onjuist zijn, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het gemeentecollege.

Art. L4122-10. Vanaf de datum waarop het register van de kiezers vastgesteld moet zijn, kan ieder die de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult, in de kieskring waarin de gemeente ligt waar hij in het register van de kiezers is ingeschreven, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bij het gemeentecollege bezwaar indienen tegen de inschrijving, schrapping of weglating van namen van dat register of tegen enige onjuistheid in de vermeldingen voorgeschreven in artikel L4122-2, § 2.

Art. L4122-11. Het in artikel L4122-9 of 10 bedoelde bezwaar wordt ingediend bij verzoekschrift en moet, samen met de bewijsstukken waarvan de verzoeker gebruik wenst te maken, tegen ontvangstbewijs neergelegd worden op de gemeentesecretarie of onder een ter post aangetekende omslag worden gericht aan het gemeentecollege.

De ambtenaar die het bezwaar ontvangt, is verplicht het op de datum van ontvangst in te schrijven in een bijzonder register, een ontvangstbewijs van het bezwaar en van de overgelegde bewijsstukken af te geven, voor ieder bezwaar een dossier aan te leggen, de overgelegde stukken te nummeren en te paraferen en ze met hun volgnummer in te schrijven op de bij ieder dossier gevoegde inventaris.

Art. L4122-12. Wanneer de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingebracht. Het wordt door de gemeentesecretaris of zijn gemachtigde ontvangen.

De ambtenaar die het ontvangt, maakt daarvan dadelijk proces-verbaal op, waarin hij vaststelt dat de betrokkene hem verklaart niet in staat te zijn te schrijven.

Het proces-verbaal neemt de door betrokkene ingeroepen middelen over. De ambtenaar dagtekent en ondertekent het proces-verbaal en overhandigt een duplicaat aan de verschijnende persoon na het hem te hebben voorgelezen.

De ambtenaar handelt vervolgens zoals in vorig artikel, lid 2, is voorgeschreven.

Art. L4122-13. Het gemeentebestuur voegt kosteloos aan het dossier een afschrift of uittreksel toe van alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de verzoeker aanvoert om een wijziging van het register van de kiezers te verantwoorden.

Het gemeentebestuur voegt ambtshalve bij het dossier alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de door de betrokkene ingeroepen middelen welke opgenomen zijn in het overeenkomstig vorig artikel opgestelde proces-verbaal, kracht kunnen bijzetten.

Art. L4122-14. De rol van de bezwaren vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering tijdens welke de zaak of de zaken zal of zullen worden behandeld.

Deze rol wordt ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering aangeplakt op de gemeentesecretarie, waar iedereen er inzage en afschrift van kan nemen.

Het gemeentebestuur geeft onverwijld en met alle middelen kennis aan de verzoeker alsook, in voorkomend geval, aan de betrokken partijen, van de datum waarop het bezwaar onderzocht zal worden.

Deze kennisgeving vermeldt uitdrukkelijk en woordelijk dat, zoals bepaald in artikel L4122-17, lid 2 en lid 4, het beroep tegen de te nemen beslissing alleen ter zitting kan worden ingediend.

Art. L4122-15. Gedurende de termijn bepaald in vorig artikel worden het dossier van de bezwaren en het in artikel L4122-16, lid 2, bedoelde verslag op de secretarie ter beschikking gehouden van de partijen, hun advocaten of hun gemachtigden.

Art. L4122-16. Het gemeentecollege doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van vier dagen te rekenen vanaf het indienen van het verzoekschrift of van het in de artikelen L4122-11 en 12 vermeld proces-verbaal, en in elk geval voor de zevende dag voor die van de verkiezing.

Het doet uitspraak in openbare vergadering op verslag van een lid van het college en na de partijen, hun advocaten of gemachtigden te hebben gehoord, indien zij verschijnen.

Art. L4122-17. Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen, die in een bijzonder register wordt ingeschreven.

De voorzitter van het college verzoekt de partijen, hun advocaten of gemachtigden, als zij dat wensen, in het in het vorige lid vermelde register een verklaring van beroep te ondertekenen.

De partijen die niet verschijnen, worden geacht de beslissing van het college te aanvaarden.

Wanneer de aanwezige of vertegenwoordigde partijen geen verklaring van beroep ondertekenen, is de beslissing van het college definitief. Van het definitieve karakter van de beslissing wordt melding gemaakt in het bijzonder register vermeld in lid 1, en de beslissing tot wijziging van het register van de kiezers wordt onverwijld ten uitvoer gelegd.

De beslissing van het college wordt neergelegd op de gemeentesecretarie, waar eenieder er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beroep tegen de beslissing van het college heeft schorsende kracht ten aanzien van elke verandering in het register van de kiezers.

Art. L4122-18. De burgemeester zendt onverwijld aan het hof van beroep, met alle middelen, een uitgifte van de beslissingen van het college waartegen beroep is ingesteld alsook alle documenten die de gedingen betreffen.

De partijen worden verzocht voor het hof te verschijnen binnen vijf dagen na ontvangst van het dossier en in elk geval vóór de dag die de verkiezing voorafgaat. Het staat hun vrij hun conclusies schriftelijk naar de kamer te sturen die is aangewezen om de zaak te onderzoeken.

Art. L4122-19. Indien het hof een getuigenverhoor beveelt, kan het dit aan een vrederechter opdragen.

Art. L4122-20. Indien het getuigenverhoor plaats heeft voor het hof, geeft de griffier aan de partijen ten minste vierentwintig uur van tevoren kennis van de vastgestelde dag en de te bewijzen feiten.

Art. L4122-21. De getuigen mogen vrijwillig verschijnen, zonder dat zij hun recht op getuigengeld verliezen. Zij zijn verplicht te verschijnen op enkele dagvaarding. Zij leggen de eed af zoals in correctionele zaken.

In geval van niet-verschijning of van valse getuigenis worden zij vervolgd en gestraft zoals in correctionele zaken.

De straffen bepaald tegen niet verschijnende getuigen worden evenwel zonder vordering van het openbaar ministerie toegepast door het hof of door de magistraat die het getuigenverhoor afneemt.

Art. L4122-22. In getuigenverhoren betreffende kiesrechtszaken kan een getuige niet worden ondervraagd met toepassing van artikel 937 van het Gerechtelijk Wetboek.

Bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad van één der partijen mogen evenwel niet als getuige worden gehoord.

Art. L4122-23. De debatten voor het hof zijn openbaar.

Art. L4122-24. Bij de openbare terechtzitting geeft de voorzitter van de kamer het woord aan de partijen; die zich mogen laten vertegenwoordigen en bijstaan door een advocaat.

Na het advies van de procureur-generaal gehoord te hebben, doet het hof staande de vergadering uitspraak door middel van een arrest dat in openbare zitting wordt voorgelezen. dit arrest wordt ter griffie van het hof neergelegd, waar de partijen er kosteloos inzage van kunnen nemen.

Het beschikkend gedeelte van het arrest wordt door toedoen van het openbaar ministerie met alle middelen onverwijld ter kennis gebracht van het gemeentecollege dat de beslissing waartegen beroep is ingesteld heeft genomen en van de andere partijen.

Het arrest wordt onverwijld ten uitvoer gelegd, wanneer het een wijziging van het register van de kiezers inhoudt.

Art. L4122-25. Over het beroep wordt zowel in afwezigheid als in aanwezigheid van de partijen uitspraak gedaan. Alle arresten van het hof worden geacht op tegenspraak te zijn gewezen; ze zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. L4122-26. In het door meer dan één verzoeker ingediende verzoekschrift wordt één enkele woonplaats gekozen; bij gebreke daarvan worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.

Art. L4122-27. Het getuigengeld wordt geregeld zoals in strafzaken.

Art. L4122-28. De partijen schieten de kosten voor.

Niet alleen de eigenlijke procedurekosten worden begroot, maar ook de kosten van de stukken die de partijen tot staving van hun eisen hebben moeten overleggen in het geding.

Art. L4122-29. De kosten zijn ten laste van de verliezende partij. Worden de partijen elk op enige punten in het ongelijk gesteld, dan kunnen de kosten worden gecompenseerd.

Indien de eisen van de partijen niet klaarblijkelijk ongegrond zijn, kan het hof bevelen dat de kosten geheel of gedeeltelijk ten laste van de staat zullen komen.

Art. L4122-30. De griffiers van de hoven van beroep zenden aan de gemeentebesturen afschrift van de arresten.

Afdeling 5. — Sancties met betrekking tot het kiesregister

Art. L4122-31. In de zin van deze afdeling worden onder "kiesregister" het register van de kiezers en de registers van de stemmers verstaan.

Art. L4122-32. § 1. Hij die in enigerlei hoedanigheid met het voorbereiden of het opmaken van de kiesregisters belast is en, met het oogmerk om een kiezer te doen schrappen,

1° ofwel bij dit werk wetens gebruik maakt van stukken of bescheiden welke hetzij door verandering, weglating of toevoeging vervalst zijn, hetzij valselijk opgemaakt zijn;

2° ofwel die opzettelijk de gegevens van de stukken of bescheiden welke voor het opmaken van de registers kunnen dienen, door verandering, toevoeging of weglating onjuist overneemt in de kiesregisters, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot tweehonderd euro en met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen.

Wordt dit wanbedrijf gepleegd met het oogmerk om aan een burger kiesrecht te verschaffen, dan is de gevangenisstraf acht dagen tot één maand en de geldboete vijftig tot vijfhonderd euro.

§ 2. Wat de bij dit artikel omschreven misdrijven betreft, begint de in artikel L4145-43 bepaalde verjaring van zes maanden eerst te lopen van de dag dat de kiesregisters en de desbetreffende stukken aan de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar gezonden zijn.

Art. L4122-33. Ieder lid van een gemeentecollege, ieder gemeenteraadslid, dat bij het uitoefenen van de rechtsmacht in kieszaken, op zijn verslag ten onrechte hetzij een aanvraag tot inschrijving in de registers doet verwerpen, hetzij de inschrijving of schrapping van een kiezer doet bevelen en te dien einde stukken of bescheiden inroept of gebruikt, ofschoon hij weet dat zij door verandering, weglating of toevoeging vervalst zijn, of dat zij valselijk opgemaakt of denkbeeldig zijn, wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.

Vervolg kan evenwel maar worden ingesteld, wanneer op beroep tot inschrijving of schrapping van de kiezer een definitief geworden beslissing is gewezen die gegrond is op de bedroginhoudende feiten.

De in artikel L4145-43 bepaalde verjaring begint te lopen vanaf deze beslissing.

Art. L4122-34. § 1. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die als dader, mededader of medeplichtige, met schending van artikel L4122-5, § 6, hetzij exemplaren of afschriften van het register van de kiezers heeft afgegeven aan personen die niet gemachtigd zijn om ze te ontvangen, hetzij die exemplaren heeft medegedeeld aan derden na ze regelmatig te hebben ontvangen, hetzij van de gegevens uit het register van de kiezers gebruik heeft gemaakt voor andere dan verkiezingsdoeleinden.

§ 2. De straffen die de medeplichtigen van de in lid 1 vermelde strafbare feiten oplopen, mogen niet meer bedragen dan twee derde van de straffen die hun zouden zijn opgelegd indien zij de dader van die strafbare feiten waren.

Art. L4122-35. Hij die, met het oogmerk om zich in een register van de kiezers te doen inschrijven, wetens valse verklaringen aflegt of schijnakten overlegt, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot tweehonderd euro.

Met dezelfde straf wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een burger in die registers te doen inschrijven of ervan te doen schrappen, wetens dezelfde kunstgrepen aanwendt.

Vervolg kan evenwel maar worden ingesteld, wanneer de vraag tot inschrijving of schrapping verworpen is bij een definitief geworden beslissing die gegrond is op bedroginhoudende feiten.

Zulke beslissingen van de gemeentecolleges of van de hoven van beroep, alsmede de desbetreffende stukken en inlichtingen, worden door de provinciegouverneur doorgezonden aan de procureur des Konings, die ze ook ambtshalve kan eisen.

De vervolging verjaart door verloop van drie volle maanden na de beslissing.

HOOFDSTUK III. — *Indeling van de kiezers*

Art. L4123-1. § 1. De kiezers van de gemeente worden ingedeeld in stemafdelingen waarvan geen enkele meer dan achthonderd of minder dan honderdvijftig kiezers mag tellen.

Wanneer de stemming anders gebeurt dan aan de hand van een stembiljet, kan de regering het aantal kiezers per stemafdeling verhogen, zonder dat het aantal ervan echter hoger ligt dan tweeduizend.

In de gemeenten waar er verkiezingen van sectoren gehouden worden, kan de gouverneur beslissen dat de kiezers per sector ingedeeld worden, en dan per stemafdeling.

§ 2. Uiterlijk 10 september deelt de provinciegouverneur, of de door hem aangewezen ambtenaar, met instemming van het gemeentecollege, de kiezers per kieskanton in stemafdelingen in en bepaalt de volgorde van de stemafdelingen van elk kanton, te beginnen met de hoofdplaats.

Met instemming van het gemeentecollege wijst hij voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal aan. Hij kan, als dat vereist wordt wegens het aantal stemafdelingen, meerdere ervan bijeenroepen in zalen die deel uitmaken van éénzelfde stemcentrum.

Zijn het college en de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar het niet eens over de indeling van de kiezers in stemafdelingen of over de keus van de stemlokalen, dan beslist de regering.

§ 3. De stemcentra en -lokalen worden uitgekozen met inachtneming van de minimumnormen voor de toegankelijkheid ervan, volgens de door de Regering vastgestelde regels.

§ 4. Als het gemeentecollege overeenkomstig artikel L4123-1, § 2, lid 2, de kiezers per sector heeft ingedeeld en vervolgens per stemafdeling, kan de provinciegouverneur, of de door hem aangewezen ambtenaar, voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal, gelegen in de betrokken sector, aanwijzen.

Art. L4123-2. § 1. Op grond van de indeling van de kiezers overeenkomstig artikel L4123-1 stelt het gemeentecollege een register van de kiezers per stemafdeling op, register van de stemmers genoemd. Die registers worden de dag van de verkiezingen gebruikt om de namen aan te tekenen van de kiezers die in een welbepaald stemlokaal deelgenomen hebben aan de stemming.

§ 2. Uiterlijk 10 september zendt het gemeentecollege twee exemplaren van alle registers van de stemmers van de gemeente aan de provinciegouverneur, of aan de door hem aangewezen ambtenaar.

§ 3. De provinciegouverneur, of de door hem aangewezen ambtenaar, zendt aan de voorzitter van het gemeentelijk bureau tegen ontvangstbewijs twee naar behoren afgestempelde afschriften door van elk register van de stemmers van zijn gemeente. Hij zendt één exemplaar van diezelfde registers aan de Regering of diens afgevaardigde door.

De Regering kan beslissen dat de doorzending digitaal gebeurt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

§ 4. Met instemming van de voorzitter van het gemeentelijk bureau of onder diens gezag kan de provinciegouverneur het gemeentecollege de opdracht toevertrouwen om de registers van de stemmers bestemd voor de stembureaus van zijn gemeente te bewaren en ze onder die bureaus te verdelen op de datum bepaald overeenkomstig artikel L4125-9. De voorzitter van het gemeentelijk bureau zorgt ervoor dat die registers bewaard worden op een beveiligde plaats en dat ze enkel in handen gegeven worden van de voorzitters van de stembureaus waarvoor ze bestemd zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Oproeping van de kiezers*

Art. L4124-1. § 1. De gewone vergadering van de kiezers voor de vernieuwing van de gemeente-, provincie- en sectorraden heeft van rechtswege plaats om de zes jaar, op de tweede zondag van oktober.

De kiezers kunnen krachtens een gemeenteraadsbesluit of een regeringsbesluit ook in buitengewone vergadering worden bijengeroepen om te voorzien in de opgevallen plaatsen. Deze vergadering heeft altijd plaats op een zondag, binnen vijftig dagen na de beslissing of het regeringsbesluit. De precieze kalender van de kiesverrichtingen wordt door de Regering bepaald.

§ 2. De tweeëntwintigste dag vóór de verkiezingen doet de regering een bericht verschijnen waarbij de dag van de stemming, de uren van opening en sluiting van de stemlokalen meegedeeld worden. Dit bericht vermeldt eveneens dat voor elke kiezer bezwaar mogelijk is bij het gemeentebestuur overeenkomstig de artikelen L4122-9 en L4122-10, tot twaalf dagen vóór de verkiezing. Met dat bericht wordt de verkiezingsperiode opgestart.

§ 3. Een bericht van oproeping wordt ten minste twintig dagen vóór de stemming in de gemeente ter openbare kennis gebracht op de gebruikelijke wijze en de gewone uren van bekendmaking. Het aanplakbiljet behelst de vermeldingen voorgeschreven in § 6, en wijst erop dat de kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen, hem op de gemeentesecretarie kan afhalen tot op de dag van de stemming, 's middags.

In het bericht wordt eveneens herinnerd aan het bepaalde van artikel L4131-4, § 2, lid 1.

§ 4. Uiterlijk de vijftiende dag vóór de verkiezingen zendt het gemeentecollege een oproepingsbrief naar elke kiezer op zijn huidige verblijfplaats. De Regering of de door hem afgevaardigde ambtenaar waakt erover dat de zendingen binnen de vereiste termijn plaatsvinden.

Indien de oproepingsbrief niet aan de kiezer overhandigd is kunnen worden, wordt hij op de gemeentesecretarie neergelegd, waar de kiezer hem zal kunnen afhalen tot op de dag van de stemming, 's middags.

Van die mogelijkheid wordt gewag gemaakt in het bericht bepaald in § 2.

§ 5. Voor de verkiezing opgeroepen worden alle personen ingeschreven in het register van de kiezers bedoeld in artikel L4122-4.

§ 6. In de oproepingsbrieven, overeenstemmend met het door de Regering vastgestelde model, worden de dag en het lokaal waar de kiezer moet stemmen, het aantal toe te wijzen zetels en de openings- en sluitingsuren van de stembureaus vermeld; zij vermelden eveneens de bepalingen betreffende de reiskosten van de kiezers, bepaald in artikel L4136-2, § 2, 3°.

Op de achterkant van de oproepingsbrieven wordt de tekst van de onderrichtingen voor de kiezer afgedrukt, evenals de tekst bepaald in artikel L4132-1 van dit Wetboek.

Zij geven de naam, de voornamen, het geslacht, de hoofdverblijfplaats van de kiezer, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen en, in voorkomend geval, de naam van de echtgenoot/-genote op, alsmede het nummer waaronder hij in het register van de kiezers is opgenomen.

Zij maken gewag van de verkiezing waarvoor de persoon opgeroepen wordt.

Voor de kiezers toegelaten krachtens artikel 1bis van de gemeentekieswet draagt de oproepingsbrief de letter "C".

Voor de kiezers toegelaten krachtens artikel 1ter van de gemeentekieswet draagt de oproepingsbrief de letter "E".

Art. L4124-2. Het gemeentecollege kan de opdracht om de oproepingsbrieven op te maken toevertrouwen aan een prestatieverlener, met inachtneming van de nadere regels bepaald in artikel L4122-8, 1° en 2°.

Het drukken en de verdeling van de oproepingsbrieven staan onder het toezicht van het gemeentecollege. Het gemeentecollege blijft volledig aansprakelijk voor de juistheid en de correcte verdeling van die oproepingsbrieven.

HOOFDSTUK V. — *Aanwijzing van de kiesbureaus*

Afdeling 1. — De kiesbureaus

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

§ 2. Indien een kiesbureau overeenkomstig dit Wetboek moet beraadslagen, gebeurt dat bij meerderheid der stemmen, waarbij de stem van de voorzitter doorslaggevend is.

§ 3. Men onderscheidt kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Voor elke categorie bureaus wordt het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vastgesteld als volgt :

1° het kieskringbureau, het kantonbureau, het stembureau en het provinciale stemopnemingsbureau tellen vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters;

2° het aantal bijzitters van het gemeentelijk stemopnemingsbureau wordt vastgesteld als volgt :

- twee bijzitters en twee plaatsvervangende bijzitters indien het aantal te verkiezen raadsleden lager is dan negentien;

- drie bijzitters en drie plaatsvervangende bijzitters indien dat aantal tussen negentien en zevenentwintig bedraagt;

- vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters indien dat aantal hoger is dan zevenentwintig.

De kieskringbureaus stellen de lijsten van kandidaten vast en behandelen de daarmee verband houdende betwistingen, stellen de stembiljetten op en laten ze drukken.

De dag van de verkiezingen zijn ze belast met de eindtotalisatie, de zetelverdeling en de aanwijzing van de gekozenen voor hun kieskring.

De kantonbureaus centraliseren de uitslagen van de stemopneming op het niveau van het kanton.

De stembureaus, die per stemcentrum werken, zorgen voor het vlotte verloop van de stemming.

De stemopnemingsbureaus verwerken de stemopneming voor de stembiljetten van de hen toegewezen stembureaus en zenden die uitslagen, naar gelang van de verkiezing, door naar ofwel het gemeentelijk bureau ofwel het kantonbureau.

§ 4. Geen enkele kandidaat mag van een kiesbureau deel uitmaken. De kandidaten en de lijsten van kandidaten kunnen getuigen aanwijzen om de verrichtingen van de bureaus te overzien volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4134-1.

De functie van provinciegriffier, provincieontvanger, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger is onverenigbaar met het ambt van voorzitter, bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een kiesbureau of de rol van lid van een kieskringbureau.

Hetzelfde geldt voor het bezit van een politiek mandaat of de opdracht van getuige.

§ 5 Om de taak van de bureauvoorzitters te rationaliseren worden er door de Regering formulieren ter beschikking gesteld voor hun kiesdocumenten. Daar wordt verplicht gebruik van gemaakt. Die formulieren worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Indien dit Wetboek voorziet in de opstelling van een proces-verbaal door een kiesbureau of door de voorzitter van een kiesbureau, wordt daar een afschrift van aan de Regering, of aan diens afgevaardigde, van doorgezonden zodra bedoeld proces-verbaal wordt afgesloten.

De Regering kan beslissen dat die doorzending digitaal plaatsvindt, overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Afdeling 2. — De kieskringbureaus

Onderafdeling 1. — De districtbureaus

Art. L4125-2. § 1. Met het oog op de provincieraadsverkiezing wordt in de hoofdplaats van elk kiesdistrict een kieskringbureau opgericht, districtbureau genaamd.

§ 2. Het districtbureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of door de magistraat die hem vervangt in de districthoofdplaats die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement. In de andere gevallen wordt het voorgezeten door de vrederechter of diens plaatsvervanger.

De voorzitter van het districtbureau wijst de leden van zijn bureau aan onder kiezers van het district en stelt zijn bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 1.

Het districtbureau zetelt op de plaats aangewezen door diens voorzitter, die dat bekendmaakt.

§ 3. Bij de samenstelling van het districtbureau leggen de voorzitters en bijzitters volgende eed af :

“Je jure de recenser fidelement les suffrages et de garder le secret des votes.”

Of :

“Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu halten”.

§ 4. In de gemeenten Komen-Waasten, Edingen, Vloesberg en Moeskroen, waarop het koninklijk besluit van 18 juli 1966 betreffende het taalgebruik in bestuurszaken, artikel 8, 5°, betrekking heeft, kunnen de leden van het bureau erom verzoeken volgende eed af te leggen :

“Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren.”

§ 5. De eed wordt voor het begin van de verrichtingen afgelegd. Hij wordt afgelegd door de bijzitters en de secretaris, in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedafleggingen wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

§ 6. Het districtbureau houdt zich bezig met de aan de provincieraadsverkiezing en de aan de algemene telling van de stemmen voorafgaande verrichtingen op districtniveau.

De voorzitter van het districtbureau houdt toezicht over de gezamenlijke verrichtingen in het kiesdistrict en schrijft zo nodig de spoedmaatregelen voor die de omstandigheden mochten vereisen. Hij wijst de voorzitters van de gemeentelijke bureaus aan.

§ 7. Het districtbureau dat in de arrondissementshoofdplaats zetelt wordt aangewezen als centraal arrondissementsbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-34 tot en met 36 betreffende de verklaring van lijstenverbinding en de apparentering.

Het districtbureau dat in de provinciehoofdplaats zetelt wordt aangewezen als provinciaal hoofdbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau en/of zijn opdrachten van centraal arrondissementsbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-26 tot en met 28 betreffende lijstenvereniging en de loting.

Onderafdeling 2. — De gemeentelijke bureaus

Art. L4125-3. § 1. Met het oog op de gemeenteraadsverkiezing wordt er in elke gemeente een kieskringbureau samengesteld, gemeentelijk bureau genaamd.

§ 2. Om het gemeentelijk bureau voor te zitten, wijst de voorzitter van het districtbureau in de hierna opgegeven volgorde aan :

1° de rechters of plaatsvervangende rechters, naar dienstouderdom, in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank en in de rechtbank van koophandel;

2° de vrederechters of plaatsvervangende vrederechters naar dienstouderdom;

3° de rechters in de politierechtbanken of hun plaatsvervangers naar dienstouderdom;

4° de advocaten en de advocaten-stagiairs naar de orde van hun inschrijving op het tableau of de lijst van stagiairs;

5° de notarissen;

6° de bekleeders van een ambt van niveau A of B die onder het Waalse Gewest ressorteren en de bekleeders van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder de federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de provincies, de gemeenten, de openbare centra van maatschappelijk welzijn of onder enige instelling van openbaar nut al dan niet bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of de zelfstandige openbare ondernemingen bedoeld bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

7° het onderwijzend personeel;

8° de stagiairs van het parket;

9° zo nodig de personen aangewezen uit de kiezers van de gemeente die elders functies bekleden die overeenstemmen met de functies bedoeld onder punt 6°.

Behalve de rechters, die aangewezen kunnen worden om het gemeentelijk bureau van hun zetel voor te zitten, los van de gemeente waar ze kiezers zijn, zijn de personen bedoeld in deze paragraaf kiezers van de gemeente waar ze het ambt van voorzitter van het gemeentelijk bureau uitoefenen.

Indien de voorzitter van het gemeentelijk bureau ertoe gehouden is zich naar een andere gemeente te begeven om te stemmen, wijst hij een plaatsvervanger aan om hem de dag van de stemming te vervangen tijdens de duur die noodzakelijk is om zijn kiesplicht na te komen.

De overheden die personen bedoeld in vorig lid onder 6° en 7° tewerkstellen delen de naam, voornamen, adres en beroep mee van die personen aan de gemeentebesturen waar ze hun hoofdverblijfplaats hebben.

§ 3. De voorzitter van het gemeentelijk bureau wijst de leden van zijn bureau aan onder de kiezers van de gemeente waar hij dat ambt waarneemt en stelt dat bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 2.

Bij de samenstelling van het gemeentelijk bureau leggen de voorzitters en bijzitters de eed af bedoeld in artikel L4125-2, § 3, volgens dezelfde nadere regels.

Het gemeentelijk bureau zetelt in het stad- of het gemeentehuis.

Art. L4125-4. De voorzitter van het gemeentelijk bureau houdt het algemene toezicht op de kiesverrichtingen in de gemeente van zijn ambtsgebied. Hij licht de voorzitter van het districtbureau dadelijk in over elke omstandigheid waarbij laatstgenoemde tussenbeide moet komen.

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhinderdheid hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

Afdeling 3. — De kantonbureaus

Art. L4125-6. § 1. Elk kieskanton omvat een kantonbureau belast met de aanwijzing van de leden van de provinciale stemopnemingsbureaus en de tussentijdse totalisering voor de provincieraadsverkiezingen.

§ 2. In de districten die één enkel kieskanton omvatten, neemt het districtbureau de taken waar die normalerwijze opgedragen zijn aan het kantonbureau in het kader van deze procedure.

Art. L4125-7. § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15.

§ 2. Het wordt voorgezeten :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van het district met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

Art. L4125-8. Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.

Afdeling 4. — De stem- en de stemopnemingsbureaus

Onderafdeling 1. — De stembureaus

Art. L4125-9. Tenzij die opdracht door de gouverneur toevertrouwd is aan het gemeentecollege overeenkomstig artikel L4132-2, § 4, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau vanaf hun aanwijzing aan elke stembureauvoorzitter de twee afschriften van het register van zijn afdeling, naar behoren afgestempeld door de provinciegouverneur, door.

In het geval waarin die opdracht is toevertrouwd aan het gemeentecollege, verzoekt de voorzitter van het gemeentelijk bureau laatstgenoemde om de verdeling van de registers van de stemmers door te voeren.

Art. L4125-10. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de stembureauvoorzitters door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle stembureauvoorzitters van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Onderafdeling 2. — De stemopnemingsbureaus

Art. L4125-12. § 1. In de gemeenten waar het kiescollege uit twee of drie afdelingen bestaat, neemt het gemeentelijk bureau alle stembiljetten van de gemeenteraadsverkiezing op, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen L4144-3 en volgende.

§ 2. In de gemeenten met meer dan drie afdelingen is er geen stemopneming door het gemeentelijk bureau.

§ 3. De stemopnemingsbureaus voor de provincieraadsverkiezingen zijn gevestigd in de hoofdplaats van het kieskanton.

§ 4. In de gemeente die hoofdplaats van het kanton is, zijn de stemopnemingsverrichtingen afzonderlijk voor beide verkiezingen.

Daartoe worden alle stemopnemingsbureaus gesplitst in een bureau A en een bureau B.

Het bureau A neemt de stemmen op voor de verkiezing van de provincieraadsleden.

Het bureau B neemt de stemmen op voor de verkiezing van de gemeenteraadsleden.

De bureaus A en B zetelen in verschillende lokalen van éénzelfde stemopnemingscentrum.

§ 5. Elk stemopnemingsbureau zamelt de stembiljetten in van verschillende stembureaus. Het aantal kiezers ingeschreven in de stembureaus waarvan de stembiljetten toevertrouwd worden aan éénzelfde stemopnemingsbureau mag niet meer bedragen dan 2400.

Art. L4125-13. § 1. Onverminderd § 1 van artikel L4125-12 wijst de provinciegouverneur, zodra de stemlokalen bepaald in artikel L4123-1, § 2, uitgekozen zijn, met instemming van het gemeentecollege voor elk stemopnemingsbureau de stembureaus aan waarvan de stemmen opgenomen zullen worden, met minstens drie stembureaus per stemopnemingsbureau, waarbij hij zich ervan vergewist of het aantal kiezers ingeschreven in de stembureaus waarvan de stembiljetten toevertrouwd zijn aan eenzelfde stemopnemingsbureau, niet meer bedraagt dan 2400.

§ 2. De stemopnemingsbureaus zijn gevestigd in de lokalen aangewezen door de provinciegouverneur, met instemming van het gemeentecollege. Laatstgenoemde licht de voorzitters van de gemeentelijke bureaus dadelijk in over die uitkiezing voor wat betreft de gemeentelijke stemopneming en de voorzitters van het kantonbureau voor wat betreft de provinciale stemopneming, waarbij laatstgenoemden de taak hebben om de voorzitters van de stemopnemingsbureaus en hun bijzitters in te lichten over de plaats waar ze hun ambt zullen moeten uitoefenen, volgens de nadere regels bepaald in artikel L4125-5, § 5.

§ 3. Indien de gouverneur en het gemeentecollege niet overeenkomen om stemopnemingslokalen te kiezen, ligt de beslissing bij de Regering.

Art. L4125-14. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle voorzitters van de stemopnemingsbureaus van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-15. De voorzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van de gemeente, met inachtneming van het bepaalde van artikel L4125-5, § 1.

De voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van het district, volgens dezelfde nadere regels.

Afdeling 5. — Sancties met betrekking tot de kiesbureaus

Art. L4125-16. Gestraft wordt met een geldboete van 50 tot 200 euro :

1° elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing tot voorzitter of bijzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering niet kenbaar heeft gemaakt binnen de vastgestelde termijn;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na het ambt te hebben aanvaard, zich ervan onthoudt het uit te oefenen zonder wettige reden.

Art. L4125-17. Elke persoon die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar heeft gebracht, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 200 euro.

TITEL III. — Voorbereiding en organisatie van de verkiezingen

HOOFDSTUK I. — Controle van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen

Afdeling 1. — Controle van de partijen

Art. L4131-1. Bij het aanvragen van een gewestelijk lijstnummer overeenkomstig artikel L4142-26 van dit Wetboek dienen de politieke partijen die in het Waalse Parlement vertegenwoordigd zijn een schriftelijke verklaring in, waarbij ze zich verplichten tot de aangifte van hun verkiezingsuitgaven.

Ze verbinden zich ertoe bij de aangifte van hun uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

Ze verbinden zich ertoe de in voorgaande leden bedoelde gegevens binnen dertig dagen na de gemeenteraadsverkiezingen, de provincieraadsverkiezingen, de sectorverkiezingen en de rechtstreekse verkiezingen van de raden voor maatschappelijk welzijn mede te delen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen.

De schriftelijke verklaring, de aangifte van de uitgaven en de aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen worden opgesteld op de daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvrager ondertekend.

Deze formulieren worden door de Regering ter beschikking gesteld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. L4131-2. § 1. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen maakt een verslag op van de uitgaven die de politieke partijen bedoeld in artikel L4131-1 voor verkiezingspropaganda hebben gedaan, elk voor wat haar betreft.

Voor het opstellen van zijn verslag kan de voorzitter alle nodige inlichtingen en bijkomende inlichtingen opvragen.

In het verslag wordt melding gemaakt van :

1° de partijen die aan de verkiezingen hebben deelgenomen;

2° de door hen aangegane verkiezingsuitgaven;

3° de overtredingen die zij begaan hebben tegenover de aangifteplicht bedoeld in artikel L4131-1;

4° de overtredingen van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn;

5° de overtredingen van artikel 2 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn die ressorteren onder de aangiften ingediend door die partijen en kandidaten.

De aangiften worden bij het verslag gevoegd.

§ 2. Het verslag moet binnen vijfenzeventig dagen na de datum van de provincieraadsverkiezingen en de gemeenteraadsverkiezingen in vier exemplaren opgemaakt worden. Twee exemplaren worden door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen bewaard en de twee overige exemplaren worden bij de voorzitter van de gewestelijke Controlecommissie neergelegd.

Het verslag wordt opgesteld middels een daartoe bestemd formulier, dat door de Regering ter beschikking wordt gesteld en bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Een exemplaar van het verslag wordt vanaf de vijfenzeventigste dag na de gemeenteraadsverkiezingen, de provincieraadsverkiezingen en de sectorverkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Namen gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle in het register van de kiezers ingeschreven kiezers, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

Bij verstrijken van die termijn worden het verslag en de opmerkingen van de kandidaten en van de in het register van de kiezers ingeschreven kiezers aan de gewestelijke Controlecommissie overgezonden.

Art. L4131-3. § 1. De gewestelijke Controlecommissie beslist uiterlijk binnen de honderdtachtig dagen volgend op de datum van de verkiezingen, met inachtneming van de rechten van de verdediging, en na eventueel om de bijstand van het Rekenhof te hebben verzocht, over de juistheid en de volledigheid van het verslag van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen.

Zij kan daartoe alle bijkomende inlichtingen die voor de voltooiing van haar taak nodig zouden zijn, opvragen.

§ 2. In het eindverslag van de gewestelijke Controlecommissie wordt melding gemaakt van :

1° per politieke partij, het totaalbedrag van de door die partij aangegane verkiezingsuitgaven;

2° elke overtreding van de bepalingen van de artikelen 2 en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn die de politieke partij aangerekend kan worden.

§ 3. De voorzitter van het Waalse Parlement zendt het eindverslag van de gewestelijke Controlecommissie naar de diensten van het *Belgisch Staatsblad* door, die het binnen de dertig dagen na ontvangst ervan bekendmaken.

§ 4. Indien de aangifte bedoeld in artikel L4131-1 niet ingediend wordt en indien dat feit de politieke partij aangerekend kan worden, verliest betrokken politieke partij tijdens de daaropvolgende periode, bepaald door de gewestelijke Controlecommissie, en waarvan de duur niet minder mag bedragen dan twee maanden noch meer dan acht, het recht op de door het Waalse Parlement ingestelde bijkomende financiering.

Afdeling 2. — Controle van de kandidaten

Art. L4131-4. § 1. In de verklaring van bewilliging bedoeld in artikel L4142-4, § 6, 2°, verbinden de kandidaten zich ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven.

Ze verbinden zich ertoe een aangifte over de herkomst van de geldmiddelen bij hun aangifte van de uitgaven te voegen en de identiteit te registreren van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan. De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven, evenals de herkomst van de geldmiddelen aangeven en de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, registreren.

de daartoe door de lijst gemandateerde persoon verzamelt de aangiften van de verkiezingsuitgaven van elke kandidaat en van de lijst en dient ze in binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen wiens rechtsgebied de gemeente gelegen is.

De verklaring van bewilliging en de aangiften worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend.

Die formulieren worden door de regering ter beschikking gesteld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De aangiften worden vanaf de eenendertigste dag na de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiezers van de betrokken kieskring, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

De aangiften van de verkiezingsuitgaven worden bewaard op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg tot de honderdeenentwintigste dag na de datum van de verkiezingen.

Indien een klacht als bedoeld in artikel L4131-6 of een bezwaar als bedoeld in artikel L4146-25 wordt ingediend binnen honderdtwintig dagen na de datum van de verkiezingen, wordt de aangifte van de verkiezingsuitgaven van de kandidaat die het voorwerp is van de klacht, op hun verzoek overgezonden aan de betrokken procureur des Konings of aan de gewestelijke Controlecommissie. Indien geen enkele klacht als bedoeld in artikel L4131-6 noch een bezwaar als bedoeld in artikel L4146-25 wordt ingediend binnen de in vorig lid bepaalde termijn, kunnen de betrokken documenten door de kandidaten worden afgehaald.

Art. L4131-5. Een verkozen kandidaat kan van zijn mandaat vervallen worden verklaard indien hij de bepalingen van de artikelen L4131-4 of de artikelen 3, § 2, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn niet naleeft.

Een lijstaanvoerder kan van zijn mandaat vervallen worden verklaard indien hij de bepalingen van artikel L4131-4 of de artikelen 3, § 1, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn niet naleeft.

Art. L4131-6. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel L4131-5 kan worden vervolgd, hetzij op initiatief van de procureur des Konings, hetzij op grond van een klacht ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken en dienovereenkomstig wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of enkel één van die straffen :

1° een ieder die geen aangifte van zijn verkiezingsuitgaven en/of van de herkomst van de geldmiddelen heeft gedaan binnen de termijn bepaald in artikel L4131-4;

2° een ieder die voor kiespropaganda wetens en willens uitgaven doet of verbintenissen aangaat die de maximumbedragen overschrijden waarin is voorzien bij artikel 3, § 2, van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn;

3° een ieder die tijdens de drie maanden die aan de datum van de verkiezingen voorafgaan, de bepalingen van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn niet naleeft;

4° de lijstaanvoerder die wetens en willens uitgaven doet of verbintenissen aangaat voor verkiezingspropaganda die de maximumbedragen overschrijden waarin is voorzien bij artikel 3, § 1 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn;

5° de lijstaanvoerder die niet beschikt over een gewestelijk lijstnummer en een beschermd letterwoord, en die uitgaven verricht voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak.

De procureur des Konings neemt de anonieme aangiften niet in aanmerking.

§ 2. De termijn voor de uitoefening van het initiatiefrecht van de procureur des Konings en voor de indiening van klachten met betrekking tot de in § 1 omschreven overtredingen, verstrijkt de honderdewintigste dag na de verkiezingen.

De procureur des Konings zendt de Controlegeschiedenis een afschrift toe van de klachten tegen kandidaten. De procureur des Konings zendt tevens een afschrift aan de personen tegen wie de klacht is ingediend. De kennisgeving geschiedt binnen acht dagen na de indiening van de klachten.

De procureur des Konings geeft de gewestelijke Controlegeschiedenis binnen dezelfde termijn kennis van zijn beslissing om vervolging in te stellen met betrekking tot de in § 1 bedoelde feiten.

§ 3. Een ieder die een klacht heeft ingediend of een vordering heeft ingesteld die ongegrond blijken en waarvan vaststaat dat ze zijn ingediend of ingesteld met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

§ 4. De procureur des Konings kan in het raam van de in § 1 bepaalde vervolging aan een individuele kandidaat vragen alle inlichtingen te verstrekken in verband met de herkomst van de gelden die voor de financiering van zijn verkiezingscampagne zijn aangewend.

Afdeling 3. — Controle van de herkomst van de geldmiddelen

Art. L4131-7. § 1. De identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer doen aan partijen wordt door de begunstigten jaarlijks geregistreerd en binnen de dertig dagen na de verkiezingen door de politieke partijen enkel aan de gewestelijke Controlegeschiedenis medegedeeld.

§ 2. De identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan aan lijsten en aan kandidaten wordt door de begunstigten geregistreerd. De staat wordt niet ter inzage van de kiezers gelegd.

HOOFDSTUK II. — Stemming bij volmacht

Art. L4132-1. § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen :

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a. in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin of van zijn gevolg, die met hem aldaar verblijven;

b. zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder *a.* en *b.* bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder *a.* en *b.* bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de kiezer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven;

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkenen zich bevindt;

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om een dergelijke reden kan blijken uit een attest van de reisorganisatie. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de dag vóór de dag van de verkiezingen.

§ 2. Elke kiezer kan als volmachthouder aangewezen worden.

Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als volmachthouder bij een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voorzover de band tot in de derde graad bewezen is.

Als de volmachtgever en de volmachthouder allebei ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier de verwantschapsband.

Indien ze niet in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van de gemeente waar de volmachthouder ingeschreven is de verwantschapsband na overlegging van een akte van bekendheid. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

Elke gemachtigde kan slechts over één volmacht beschikken.

In afwijking van vorige leden wordt de volmachthouder vrij door de volmachtgever aangewezen voor wat betreft de kiezer die wegens zijn religieuze overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachthouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachthouder ondertekend.

HOOFDSTUK III. — *Bijstand bij de stemming*

Art. L4133-1. § 1. De kiezer wiens mobiliteit tijdelijk of voor goed beperkt is kan bij het gemeentebestuur een verklaring indienen om doorgestuurd te worden naar een aan zijn toestand aangepast stemcentrum.

§ 2. De verklaring bij de gemeente dient uiterlijk 31 juli plaats te vinden. De indiener van de verklaring krijgt een bericht van ontvangst.

§ 3. Tegenover de naam van de indiener van de verklaring wordt in het register van de kiezers de letter A ingeschreven.

Art. L4133-2. § 1. De kiezer die meent dat hij er behoefte aan heeft om tot in het stemhokje begeleid te worden om zijn stemrecht uit te oefenen, kan een dienovereenkomstige verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk de vijftiende dag vóór de dag van de verkiezing.

Een behoefte aan begeleiding is verantwoord bij :

- 1° personen die moeilijkheden ondervinden in hun verstandelijk functioneren of bij het leren;
- 2° personen die moeilijkheden ondervinden in hun lichamelijk functioneren;
- 3° personen die moeilijkheden ondervinden in hun zintuiglijk functioneren;
- 4° personen die moeilijkheden van psychische aard ondervinden;
- 5° personen die moeilijkheden ondervinden ten gevolge van een chronische of degeneratieve aandoening;
- 6° personen wier moedertaal niet één van de talen bepaald in artikel 4 van de Grondwet is, wanneer zulks tot moeilijkheden bij het lezen leidt.

§ 2. De betrokken kiezer kiest zijn begeleider; die moet evenwel zelf kiezer zijn.

Geen enkele begeleider mag meer dan één kiezer bijstaan.

Een kandidaat kan als begeleider optreden van zijn (haar) echtgenoot (-genote) of wettelijk samenwonende, of van een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als begeleider van een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, voorzover de verwantschap tot in de derde graad bewezen is.

§ 3. De verklaring wordt afgelegd op een formulier waarvan het model vastgesteld is door de Regering en dat kosteloos verstrekt wordt door de gemeentesecretarie.

In de verklaring worden de verkiezingen vermeld waarvoor ze geldt, evenals de namen, voornamen, geboortedatum, adres van de kiezer en de begeleider en het identificatienummer van de kiezer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het formulier wordt ondertekend door de kiezer en de begeleider. De kiezer legt het aan de stembureauvoorzitter voor, samen met zijn oproepingsbrief.

§ 4. De stembureauvoorzitter verwijdt de begeleider die het bepaalde van vorige leden overtreedt.

HOOFDSTUK IV. — *Getuigen van de partijen*

Afdeling 1. — Aanwijzing van de getuigen

Art. L4134-1. § 1. De kandidaten kunnen in de verklaring van bewilliging bedoeld in artikel L4142-4, § 6, 2°, een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het kieskring- en kantonbureau en de verrichtingen die die bureaus uit dienen te voeren na de stemming, bij te wonen.

Indien bepaalde kandidaten die op eenzelfde voordrachtsakte opgenomen zijn, in afzonderlijke verklaringen van bewilliging, verschillende personen hebben aangewezen, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht.

§ 2. De kandidaten kunnen in de verklaring van lijstenverbinding bedoeld in artikel L4142-34 voor de verbonden lijsten een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de verrichtingen van het centrale arrondissementsbureau bij te wonen. De getuigen moeten kiezers zijn in één van de districten van het arrondissement.

De kandidaten die geen verklaring van lijstenverbinding hebben afgegeven in de districten waar andere kandidaten die verklaring hebben afgegeven, hebben het recht om zich bij de verrichtingen van het centrale arrondissementsbureau te laten vertegenwoordigen door de door hen aangewezen getuigen om de vergaderingen van het districtbureau bij te wonen voor die kiesverrichtingen.

§ 3. Vijf dagen vóór de verkiezing, en van veertien tot zestien uur, kan de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht voor zijn lijst evenveel getuigen aanwijzen als er stem- en stemopnemingsbureaus zijn in de kieskring, en een gelijk aantal plaatsvervangende getuigen.

Er kan per stembureau slechts één getuige en één plaatsvervangend getuige aangewezen worden per lijst of per lijstengeheel die over hetzelfde volgnummer of hetzelfde letterwoord of logo beschikken maar die opkomen bij respectievelijk de gemeenteraads- en de provincieraadsverkiezingen.

De getuige gemeen aan de lijsten bedoeld in vorig lid is de getuige aangewezen door de eerste kandidaat in de voordrachtsorde voor de gemeenteraadsverkiezing.

§ 4. Niemand kan als getuige aangewezen worden als hij niet kiezer is in de kieskring.

De kandidaat geeft het bureau op waar elke getuige zijn opdracht zal vervullen tijdens de gehele duur van de verrichtingen. Hij geeft hiervan zelf kennis aan de door hem aangewezen getuigen. Deze kennisgeving wordt medeondertekend door de voorzitter van het kieskringbureau.

De getuigen die kiezer zijn in een andere gemeente moeten van hun hoedanigheid van kiezer doen blijken door overlegging, hetzij van de oproepingsbrief voor de verkiezingen in hun gemeente, hetzij van een uittreksel uit het register van de kiezers.

Onverminderd de toepassing van vorig lid moeten de getuigen de hen overgezonden kennisgeving aan de voorzitter van het bureau voorleggen.

§ 5. De getuigen leggen volgende eed af :

"Je jure de garder le secret des votes et de ne chercher en aucune manière à influencer le libre choix des électeurs."
of :

"Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren, und keineswegs zu versuchen, die freie Wahl der Wähler zu beeinflussen."

§ 6. In de gemeenten Komen-Waasten, Edingen, Vloesberg en Moeskroen, waarop artikel 8, 5°, van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 betreffende het taalgebruik in bestuurszaken betrekking heeft, kunnen de getuigen erom verzoeken volgende eed af te leggen :

"Ik zweer het geheim van de stemming te houden en in geen geval te proberen om de vrije keuze van de kiezers te beïnvloeden."

§ 7. De eed wordt vóór aanvang van de verrichtingen in de handen van de voorzitter afgelegd.

Het proces-verbaal maakt melding van die eedaflegging.

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. L4134-2. § 1. De leden van een kiesbureau kunnen niet als getuige of plaatsvervangend getuige aangewezen worden.

§ 2. De kandidaten kunnen aangewezen worden als getuige of plaatsvervangend getuige. Laatstgenoemden zijn er evenwel toe gehouden zich te schikken naar de regels vernoemd in de artikelen L4134-3 tot L4134-5.

§ 3. Onverminderd de toepassing van § 2 worden de getuigen bij voorkeur aangewezen onder de ondertekenende kiezers, met uitzondering van de mandatarissen, wier naam op de voordrachtsakte bedoeld in artikel L4142-4, § 5, opgenomen is.

Daartoe, en in het geval waarin een kandidaat als getuige of plaatsvervangend getuige aangewezen zou zijn, onderzoekt de voorzitter van het kieskringbureau de kiezerslijst bedoeld in artikel L4142-4, § 6, 1°.

Als blijkt dat de ondertekenende kiezers aanvaard hebben om aangewezen te worden als getuige of plaatsvervangend getuige, kan de eerste kandidaat in de voordrachtsorde één onder hen onmiddellijk aanwijzen. Bij ontstentenis is de getuigenaanwijzing onbestaande.

Afdeling 3. — Opdrachten van de getuigen

Art. L4134-3. Deze afdeling is van toepassing op de partijgetuigen onverminderd de bepalingen geldend voor elke persoon die zich in of in de onmiddellijke nabijheid van een stemcentrum bevindt.

Art. L4134-4. Naast de opdrachten die bij dit Wetboek uitdrukkelijk worden toegewezen aan de getuigen tijdens het gehele kiesproces, hebben de getuigen enkel een waarnemingsopdracht.

Ze hebben het recht om hun opmerkingen door de voorzitter in de processen-verbaal te laten opnemen. Laatstgenoemde mag niet weigeren om hun opmerkingen op te nemen.

Art. L4134-5. De getuigen mogen in geen geval proberen om de stemming van de kiezers te beïnvloeden.

Ze mogen in geen enkel geval mandataris, begeleider of hulp van andere kiezers zijn in de kieskring waarin ze opkomen.

Elke manifestatie vanwege de getuigen die gelijkgesteld moet worden met kiespropaganda is strikt verboden.

Bij overtreding van de bepalingen van dit artikel verwijdt de voorzitter van het bureau na een eerste waarschuwing de getuige die dergelijke tekens maakt uit het lokaal.

Het verwijderingsbevel en de redenen ervoor worden opgetekend in het proces-verbaal en de schuldigen worden gestraft met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.

HOOFDSTUK V. — *Kosten van de verkiezingen*

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

Art. L4135-2. § 1. De kosten betreffende het door het Gewest verstrekte stempapier worden door laatstgenoemde overgenomen.

§ 2. Volgende verkiezingskosten worden voor de helft door de gemeenten en voor de helft door de provincies overgenomen :

1° het presentiegeld waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden;

2° de reiskosten waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden;

3° de reiskosten gemaakt door de kiezers die de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente waar ze als kiezer ingeschreven zijn, verblijven, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden;

4° de verzekeringspremies om de lichamelijke schade te dekken die voortvloeien uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen in de uitoefening van hun ambt. De regering bepaalt de regels volgens welke deze risico's worden gedekt.

§ 3. Ten laste van de gemeenten zijn volgens de door de Regering goedgekeurde modellen :

1° de stembussen;

2° de schotten;

3° de lessenaars;

4° de omslagen;

5° de potloden.

§ 4. Alle andere verkiezingskosten worden door de gemeenten overgenomen.

Art. L4135-3. § 1. De provincie schiet de gemeenten van zijn ambtsgebied de kosten van de verkiezingen bedoeld in § 2 van vorig lid voor en vordert daarna de gepaste sommen van hen terug.

§ 2. De betaling van het presentiegeld aan de leden van de kiesbureaus wordt door de provincie verricht, enkel op grond van de bijlage bij het proces-verbaal, behoorlijk ondertekend door alle leden van het bureau.

§ 3. Het presentiegeld wordt op de door de Regering bepaalde wijze op de financiële rekening van de leden van het bureau gestort.

§ 4. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een reisvergoeding indien zij zetelen in een gemeente waar ze niet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

§ 5. De schuldvordering wegens reisonkosten moet opgesteld worden op het formulier zoals bepaald door de Regering en dient verstuurd te worden naar het betrokken provinciebestuur dat de betaling verricht op grond van bedoelde schuldvordering.

Art. L4135-4. De kiezers die recht hebben op een kosteloze reis zijn :

1. de kiezers die niet meer verblijven in de gemeente waar ze moeten stemmen;

2. de bezoldigde personen die hun beroep in het buitenland uitoefenen of in een andere gemeente dan die waar ze moeten stemmen;

3. de familieleden van de onder 2° bedoelde personen die met laatstgenoemde samenwonen;

4. de studenten die wegens hun studies in een andere gemeente dan die waar ze moeten stemmen verblijven;

5. de personen die zich in een verpleeginrichting of in een verzorgingstehuis, gelegen in een andere gemeente dan die waar ze moeten stemmen, bevinden.

De wijze van terugbetaling wordt door de Regering bepaald.

TITEL IV. — *Kiesverrichtingen*HOOFDSTUK I. — *Digitale en geautomatiseerde verrichtingen*

Art. L4141-1. § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen L4211-1 tot en met L4261-7 betreffende de geautomatiseerde stemming worden de verrichtingen betreffende het digitaal invoeren van gegevens bedoeld in dit Wetboek uitgevoerd aan de hand van een softwareprogramma dat door de Regering uitgewerkt is en geleverd wordt aan de voorzitters van de kiesbureaus.

Het college van deskundigen bedoeld in artikel L4211-6 ziet tijdens de verkiezingen toe op de betrouwbaarheid van het softwareprogramma. Uiterlijk tien dagen na afsluiten van de stemming en in ieder geval vóór de geldigverklaring van de verkiezingen zenden de deskundigen een verslag over aan de Waalse Regering en aan het Waalse Parlement. Dat verslag kan meer bepaald aanbevelingen bevatten betreffende het softwareprogramma.

§ 2. Indien dit Wetboek de overzending van bepaalde gegevens op digitale wijze voorschrijft, gebeurt dat op de door de Regering vastgestelde wijze met inachtneming van de beginselen inzake het vertrouwelijk karakter, de integriteit en de beschikbaarheid van de gegevens in verband met de verkiezingen.

§ 3. Zo ook, wanneer dit Wetboek de geautomatiseerde gegevensverwerking voorschrijft, gebeurt dat op de door de Regering vastgestelde wijze en nadere regels met inachtneming van de beginselen inzake het vertrouwelijk karakter, de integriteit en de beschikbaarheid van de gegevens in verband met de verkiezingen.

HOOFDSTUK II. — *Kandidaatstellingen**Afdeling 1. — Verkiezbaarheid en onverenigbaarheden*

Art. L4142-1. § 1. Onder voorbehoud van de specifieke voorwaarden vernoemd in onderstaande leden, moet men, om tot gemeenteraadslid, provincieraadslid, sectorraadslid verkozen te kunnen worden en blijven, kiezer zijn, de in artikel L4121-1 van dit Wetboek of artikel 1bis van de gemeentekieswet bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden en niet in één van de uitsluitings- of opschortingsgevallen bepaald in de artikelen L4121-2 en L4121-3 van dit Wetboek verkeren, uiterlijk de dag van de verkiezing.

Om tot provincieraadslid gekozen te kunnen worden, moet men daarnaast ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van een gemeente van de provincie.

Voor de toepassing van dit artikel dient de nationaliteitsvoorwaarde vernoemd in artikel L4121-1, § 1, vervuld te zijn uiterlijk de dag van de voordracht van de kandidaatstellingen.

Zo ook dient de voorwaarde van inschrijving in het bevolkingsregister van de gemeente en het verblijfsregister in de betrokken sector vervuld te zijn uiterlijk 1 augustus van het jaar waarin de verkiezingen plaatsvinden.

§ 2. Niet verkiesbaar zijn :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;

2° zij die uitgesloten of geschorst zijn van de kiesbevoegdheidsvoorwaarde bij toepassing van de artikelen L4121-2 en 3;

3° de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die staat;

4° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een plaatselijk ambt; waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

5° zij die veroordeeld zijn voor overtredingen zoals bedoeld bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling;

6° zij die onverminderd de toepassing van de bepalingen van 1° en 2° bestuurders van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten ten gevolge waarvan ze veroordeeld is, zelfs onder opschortende voorwaarden, voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt achttien jaar na de veroordeling.

Vorig lid wordt niet toegepast op de bestuurders die bewijzen dat ze de feiten niet kenden op grond waarvan de veroordeling waarvan sprake is uitgesproken of dat ze, wanneer ze er kennis van hebben gekregen, onmiddellijk hun ontslag uit elk ambt in die rechtspersoon aangeboden hebben;

7° de uittredend provinciegouverneur binnen de twee daarop volgende jaren;

8° zij die van hun mandaat vervallen zijn overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2, of L2212-45, § 3, waarbij die onverkiesbaarheid verstrijkt zes jaar na kennisgeving van de beslissing van de Regering, of diens afgevaardigde, waarbij dat verval vastgesteld wordt.

§ 3. Zo ook zijn de politieambtenaren overeenkomstig artikel 127 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, niet verkiesbaar.

§ 4. In de provincieraad kunnen niet verkozen worden :

1° zij die lid zijn van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Europees Parlement, een Gewest- of Gemeenschapsparlement;

2° de federale ministers en staatssecretarissen;

3° de leden van een Gewest- of Gemeenschapsregering;

4° de Europese commissarissen.

Art. L4142-2. De onverenigbaarheden op gemeentelijk vlak worden overeenkomstig de artikelen L1125-1 tot en met L1125-10 van dit Wetboek geregeld.

De onverenigbaarheden op provincieniveau worden overeenkomstig de artikelen L2212-74 tot en met L2212-81 van dit Wetboek geregeld.

Afdeling 2. — Voordracht van de kandidaturen

Art. L4142-3. Uiterlijk 1 september maakt de voorzitter van het kieskringbureau een bericht bekend waarin op de plaats en op de dagen en uren wordt gewezen waar(op) hij de voordrachten van kandidaten en de aanwijzingen van getuigen in ontvangst zal nemen.

De voordrachten van kandidaten en de lijsten die daarbij gevoegd moeten, moeten bij de voorzitter van het kieskringbureau worden ingediend de donderdag eenendertigste dag of de vrijdag dertigste dag vóór de voor de stemming vastgestelde dag.

De kandidaatstelling en de lijsten die daarbij gevoegd moeten worden, worden vastgesteld op formulieren waarvan de vorm door de Regering wordt bepaald.

De indiening van de voordrachten van kandidaten vindt plaats van 13 tot en met 16 uur.

De voorzitter van het kieskringbureau voert de hem voorgedragen kandidaturen overeenkomstig de bepalingen van artikel L4141-1, § 1, lid 1, digitaal in.

Art. L4142-4. § 1. Voor de gemeenteraadsverkiezingen moeten de voordrachten van kandidaten ondertekend worden ofwel minstens door twee uittredende gemeenteraadsleden ofwel :

1° in de gemeenten van 20.001 inwoners en meer, door minstens 100 gemeentekiezers;

2° in de gemeenten van 10.001 tot 20.000 inwoners, door minstens 50 gemeentekiezers;

3° in de gemeenten van 5.001 tot 10.000 inwoners, door minstens 30 gemeentekiezers;

4° in de gemeenten van 2.001 tot 5.000 inwoners, door minstens 20 gemeentekiezers;

5° in de gemeenten van 500 tot 2.000 inwoners, door minstens 10 gemeentekiezers;

6° in de gemeenten van minder dan 500 inwoners, door minstens 5 gemeentekiezers.

Het bevolkingscijfer is het cijfer vastgesteld overeenkomstig artikel L1121-3, lid 1.

§ 2. Voor de provincieraadsverkiezingen moeten de voordrachten van kandidaten ondertekend worden door ofwel minstens vijftig provinciekiezers, ofwel door minstens drie uittredende provincieraadsleden.

§ 3. De voordracht wordt overgemaakt aan de voorzitter van het kieskringbureau die een ontvangstmelding verstrekt, door één van de drie daartoe door de kandidaten in hun verklaring van bewilliging aangewezen ondertekenaars of door één van de twee kandidaten die daartoe zijn aangewezen door de uittredende gemeenteraads- of provincieraadsleden als zijnde gemachtigd om die verklaring in te dienen.

§ 4. Een kiezer mag niet meer dan één akte van voordracht van kandidaten voor dezelfde verkiezing ondertekenen. Een uittredend gemeenteraads- of provincieraadslid mag niet meer dan één akte van voordracht voor dezelfde verkiezing ondertekenen. De kiezer of het uittredend raadslid kunnen een voordrachtsakte ondertekenen voor de provincieraadsverkiezingen en een andere voor de gemeenteraadsverkiezingen, voorzover ze dezelfde politieke partij betreffen.

De kiezer of het raadslid die die verbodsbepaling overtreden, worden gestraft met de straffen uitvaardigd in artikel 202 van het Strafwetboek.

§ 5. In de akte van voordracht worden de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, het beroep, het identificatienummer in het Rijksregister der natuurlijke personen en de hoofdverblijfplaats van de kandidaten en, eventueel, de kiezers die hen voordragen vermeld. De identiteit van de candidate, getrouwd of weduwe, kan gevolgd worden door de naam van haar/zijn echtgenoot (-genote) of overleden echtgenoot (-genote). De voornaam van de kandidaat bij de geboorte kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam, voorzover er door die vermelding geen verwarring ontstaat met een andere kandidaat of een in de kieskring bekende persoonlijkheid. De Regering stelt de nadere regels vast waarin het gebruik van de gebruikelijke voornaam aanvaard wordt.

In de voordracht wordt eventueel de toelating tot lijstverbinding vermeld overeenkomstig artikel L4142-34, § 2.

Daarin worden het letterwoord of het logo vermeld die boven aan de lijst van de kandidaten op het stembiljet moeten worden geplaatst. Dat letterwoord of dat logo nemen het bepaalde van artikel L4142-26, § 3, van dit Wetboek in acht.

§ 6. Bij de voordrachten worden volgende stukken gevoegd :

1° een lijst van de ondertekenende kiezers bedoeld in §§ 1 en 2 waarbij voor elk van hen aangegeven wordt of ze een eventuele aanwijzing als partijgetuige dan wel als plaatsvervangend getuige aanvaarden;

2° een door elke kandidaat ondertekende verklaring van bewilliging.

In die verklaring wordt eventueel het voornemen vermeld om een lijst te vormen volgens de regels van artikel L4142-34.

Daarin wordt eveneens overeenkomstig artikel L4134-1 melding gemaakt van de naam van getuigen en de plaatsvervangende getuigen van de lijst;

3° de toelating bedoeld in § 3, met betrekking tot de indiener;

4° een verbintenis om de wetbepalingen inzake de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en zowel laatstgenoemden als de herkomst van de geldmiddelen aan te geven volgens de regels bepaald in artikel L4131-4, § 1;

5° voor de lijstaanvoerder, een verbintenis om binnen de dertig dagen na de verkiezingen de uitgaven aan te geven met betrekking tot de verkiezingscampagne van de lijst en de herkomst van de geldmiddelen aan te geven volgens de regels bepaald in artikel L4131-4, § 1, lid 2;

6° een verbintenis om tijdens de verkiezingen en hun mandaat de democratische beginselen na te leven van een rechtsstaat en de rechten en vrijheden van de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en het internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 november 1966;

7° een eventuele verklaring van toetreding tot een welbepaalde akte van lijstenvereniging overeenkomstig artikel L4142-29 of, omgekeerd, van verzaking aan die verbinding zoals bepaald in artikel L4142-33 van dit Wetboek;

8° voor de niet-Belgische kandidaten van de Europese Unie, een individuele schriftelijke en ondertekende verklaring met vermelding van hun nationaliteit en het adres van hun hoofdverblijfplaats waarin ze bevestigen dat ze geen functie of mandaat vergelijkbaar met die of dat van een gemeenteraadslid, schepen, of burgemeester uitoefenen bij een plaatselijke overheid in andere lidstaat van de Europese Unie, dat ze in een andere lidstaat van de Europese Unie geen gelijkwaardig ambt vervullen met dat bedoeld in artikel L1125-1, lid 1, 1° tot en met 8°, waarin de onverenigbaarheden worden vermeld en dat ze noch vervallen noch geschorst zijn op de datum van de verkiezing van hun verkiesbaarheidsrecht in hun staat van oorsprong;

9° de eventuele verklaringen van lijstverbinding;

10° een uittreksel uit het register van de kiezers waarmee bewezen wordt dat de ondertekenende kiezers, de indieners en de voorgedragen kandidaten kiezers zijn in hun gemeente, overeenkomstig artikel L4122-5, § 4.

Die verklaringen worden tegen een ontvangstbewijs ingediend, vastgesteld op een formulier volgens de regels vastgesteld door de Regering.

Met uitzondering van de verklaring vermeld onder lid 1, 7° en 9°, worden alle verklaringen voorgeschreven op straffe van onontvankelijkheid.

Art. L4142-5. De akte van voordracht van kandidaten geeft de volgorde aan waarin de kandidaten voorgedragen worden.

Art. L4142-6. Een kandidaat mag niet op meer dan één lijst opkomen in dezelfde verkiezing.

Niemand mag voor eenzelfde verkiezing zijn kandidatuur stellen in meerdere kieskringen.

De bewilligende kandidaat die die verbodsbepalingen overtreedt kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van zesentwintig tot tweehonderd euro.

Art. L4142-7. De lijsten van kandidaten dienen te beantwoorden aan het bepaalde zoals volgt :

1° geen enkele lijst mag een hoger aantal kandidaten bevatten dan die van de te kiezen raadsleden;

2° op elke lijst mag het verschil tussen het aantal kandidaten van beide geslachten niet hoger zijn dan één;

3° de eerste twee kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

De bepalingen van vorig lid gelden enkel bij algehele hernieuwing van de gemeente- of provincieraad.

Art. L4142-8. De kandidaten die hun kandidatuur aanvaarden en waarvan de namen op eenzelfde akte van voordracht opgenomen zijn, worden beschouwd als één enkele lijst vormend.

Art. L4142-9. De kandidaten en de indieners worden gemachtigd om ter plaatse kennis te nemen van alle ingediende akten van voordracht en schriftelijk hun bemerkingen over te maken aan het kieskringsbureau.

Dat recht wordt uitgeoefend tijdens de termijn vastgesteld voor de indiening van de akten van voordracht en tijdens de twee uren die volgen op het verstrijken van die termijn.

Het wordt ook nog 's anderendaags van dertien tot zestien uur uitgeoefend.

Afdeling 3. — Verificatie van de kandidaturen

Art. L4142-10. § 1. Tijdens de indiening van de kandidaturen onderzoekt de voorzitter van het kieskringsbureau met de indiener(s) de ontvankelijkheid van de akten van voordracht.

Dat onderzoek betreft :

1° het aantal regelmatige handtekeningen;

2° de naleving van de vermeldingen bedoeld in artikel L4142-4, § 5;

3° de aanwezigheid van de verklaringen opgesomd in artikel L4142-4, § 6;

4° de naleving van het bepaalde van artikel L4142-7 betreffende het aantal kandidaten en de evenwichtige samenstelling van de lijsten.

§ 2. De akte van voordracht die alle voorwaarden vervult wordt ontvankelijk verklaard en wordt aan het bureau voorgelegd.

§ 3. De verkeerde of onvolledige akte van voordracht wordt onontvankelijk verklaard. Er wordt dadelijk een proces-verbaal van de motieven van onontvankelijkheid opgesteld. Het wordt medeondertekend door de indiener(s) van de kwestieuze akte van voordracht, die er een afschrift van ontvangt (ontvangen). Tot en met het einde van de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen heeft de indiener (hebben de indieners) de mogelijkheid om een conforme akte van voordracht aan het onderzoek door het bureau voor te leggen.

Art. L4142-11. § 1. Het districtbureau vergadert de zeventiengste dag voor de stemming, om zestien uur.

§ 2. Het gemeentelijk bureau vergadert de zeventiengste dag voor de stemming, om zestien uur.

Art. L4142-12. § 1. Het kieskringsbureau onderzoekt eerst de lijsten en de kandidaten waarvoor een proces-verbaal van onontvankelijkheid is opgesteld.

Het ziet de lijsten en de kandidaten na die een nieuwe indiening van kandidatuur of akte hebben verricht of neemt akte van het eventuele uitblijven van die indiening.

Het bureau verwijdt de kandidaten wier akten van voordracht het voorwerp hebben uitgemaakt van een proces-verbaal van onontvankelijkheid en die onvolledig zijn na de tweede indiening.

§ 2. Het kieskringsbureau verwijdt de kandidaten die niet de hoedanigheid van kiezer bezitten.

§ 3. Het verwijdt de lijsten waarvan de letterwoorden en logo's niet voldoen aan de bepalingen van artikel L4142-26, § 3, van dit Wetboek.

Art. L4142-13. § 1. Het bureau mag de hoedanigheid van kiezer van de ondertekenaars die in die hoedanigheid opgenomen zijn in het register van de kiezers van een gemeente van de kieskring niet aanvechten.

§ 2. In geval van twijfel over de verkiesbaarheid van de niet-Belgische kandidaat van de Europese Unie, ten opzichte meer bepaald van zijn verklaring, kan de voorzitter van het kieskringsbureau eisen dat die kandidaat een attest voorlegt, afgegeven door de bevoegde overheden van zijn staat van oorsprong, en waarin bevestigd wordt dat hij noch vervallen noch geschorst is, op de datum van de verkiezing, van het verkiesbaarheidsrecht in die staat of dat de overheden geen kennis hebben van een dergelijk verval of een dergelijke schorsing.

Art. L4142-14. Indien na beraadslaging het kieskringsbureau de voordracht van sommige kandidaten onregelmatig verklaart, worden de motieven van die beslissing ingevoegd in het proces-verbaal en een uittreksel ervan dat woordelijk de vermelding van de ingeroepen motieven weergeeft, wordt onmiddellijk per aangetekend schrijven gestuurd naar de indiener die de akte heeft ingediend waarin de verwijderde kandidaten opgenomen zijn en die aangewezen is als eerste in de akte van voordracht.

Art. L4142-15. § 1. Indien het ingeroepen motief de onverkiesbaarheid van een kandidaat is, wordt het proces-verbaal eveneens naar die kandidaat gestuurd, op gelijke wijze.

§ 2. Daarnaast verzoekt de voorzitter van het kieskringsbureau het gemeentebestuur van de woonplaats van de kandidaat op de snelst mogelijke wijze om hem dadelijk een afschrift of een uittreksel van alle in zijn bezit zijnde documenten over te maken die aanwijzingen zouden kunnen verstrekken over de verkiesbaarheid van de kandidaat. Diezelfde documenten, behoorlijk gecertificeerd, worden per aangetekend schrijven verstuurd.

§ 3. Als de in opspraak zijnde kandidaat niet woonst gekozen heeft in de gemeente sinds minstens vijftien dagen en als de documenten waaruit een onverkiesbaarheid blijkt nog niet bij de gemeente zijn aangekomen, zendt de gemeente op snelst mogelijke wijze de tekst met dat verzoek aan het gemeentebestuur van de vorige woonplaats.

§ 4. Als de stappen die ondernomen worden overeenkomstig §§ 1 tot en met 3 hem nog niet hebben overtuigd, kan de voorzitter, indien het bureau dat nuttig acht, andere onderzoeken laten verrichten naar de verkiesbaarheid van de in opspraak zijnde kandidaten.

§ 5. Alle documenten die opgeëist worden in uitvoering van dit artikel worden kosteloos verstrekt.

Art. L4142-16. Om zestien uur of uiterlijk op het ogenblik waarop de verificatie beëindigd wordt, stelt het kieskringsbureau voorlopig de lijst van de kandidaten vast.

Art. L4142-17. Onmiddellijk daarna maakt het een uittreksel van alle ingediende lijsten aan de Regering of diens afgevaardigde over, die het uiterlijk de tweede dag daarna voor zestien uur de meervoudige kandidaturen meedeelt.

Art. L4142-18. De Regering kan beslissen dat de verzending en de behandeling digitaal en geautomatiseerd gebeuren overeenkomstig §§ 2 en 3 van artikel L4141-1.

Indien de verwerking door een onderaannemer gebeurt, dient die onderaannemer zich er formeel toe verbinden om het vertrouwelijk karakter van de gegevens te vrijwaren. In ieder geval wordt de verwerking verricht onder de controle en de verantwoordelijkheid van de Regering of diens afgevaardigde.

Art. L4142-19. § 1. De dag na de voorlopige vaststelling, tussen dertien en zestien uur, kunnen de indieners van de lijsten, of bij ontstentenis van dezen, één van opkomende kandidaten op de plaats vermeld in de artikelen L4125-2, § 2, en L4125-3, § 3, bij de voorzitter van het kieskringsbureau die hen er ontvangst van meldt, een gemotiveerd bezwaar indienen tegen de toelating van sommige kandidaturen.

§ 2. De voorzitter van het kieskringbureau geeft onmiddellijk kennis van het bezwaar aan de indiener die de aangevochten akte van voordracht heeft ingediend en die zich in de positie van lijstaanvoerder bevindt in de akte van voordracht, bij aangetekend schrijven, waarbij de motieven van het bezwaar worden aangegeven.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat omstreden is, wordt laatstgenoemde onmiddellijk daarover ingelicht, op gelijke wijze.

§ 3. De voorzitter voert daarnaast de onderzoeken uit bepaald in artikel L4142-15, § 2 tot en met § 5.

Hij kan de onderzoeken verrichten die hij nuttig acht wat de aangevoerde onregelmatigheden betreft.

Art. L4142-20. De dag daarna, tussen veertien en zestien uur, kunnen de indieners van de lijsten of de verwijderde kandidaten, of bij ontstentenis van dezen, één van de op die lijst opkomende of ervan verwijderde kandidaten op de plaats aangewezen in artikel L4142-19 de voorzitter van het kieskringbureau die er ontvangst van meldt een memorie overzenden waarin de onregelmatigheden aangevochten worden die in aanmerking zijn genomen bij de voorlopige vaststelling van de lijst van de kandidaten of die de dag na die vaststelling aangevoerd worden. Indien de onregelmatigheid waarvan sprake de onverkiesbaarheid van een kandidaat is, kan laatstgenoemde een memorie indienen onder dezelfde voorwaarden.

Art. L4142-21. § 1. Ze kunnen binnen dezelfde termijn een rechtzettende of aanvullende akte indienen.

§ 2. De akte is ontvankelijk indien hij een akte rechtzet of aanvult die verwijderd is voor niet-inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel L4142-10.

§ 3. Die akte mag de naam van geen enkele nieuwe kandidaat bevatten behalve indien het een verwijderde akte betreft wegens niet-naleving van artikel L4142-7, 2°, betreffende de evenwichtige samenstelling van de lijsten.

De nieuw voorgestelde kandidaten kunnen een akte van voordracht indienen conform de voorschriften van artikel L4142-4, §§ 5 en 6.

De akte kan in geen enkel geval de volgorde van de voordracht goedgekeurd voor de verwijderde akte wijzigen.

§ 4. De vermindering van het te hoge aantal kandidaten kan enkel voortvloeien uit een schriftelijke verklaring waarbij een kandidaat zijn verklaring van bewilliging intrekt.

§ 5. De geldige handtekeningen van de kiezers en de aanvaardende kandidaten en de regelmatige verzoeken van de verwijderde akte blijven gelden indien de rechtzettende of aanvullende akte aanvaard wordt.

Art. L4142-22. Dezelfde dag, om zestien uur, vergadert het kieskringbureau en onderzoekt het documenten die de voorzitter gekregen heeft overeenkomstig artikelen L4142-20 en 21.

Enkel de indieners van de lijsten of, bij ontstentenis ervan, de kandidaten die één van beide documenten bedoeld in de artikelen L4142-19, L4142-20 of L4142-21, § 1, hebben ingediend, en de getuigen aangewezen krachtens artikel L4134-1, § 1, hebben de toelating om die vergadering bij te wonen.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat omstreden is, kunnen ook die kandidaat en de bezwaarindiener ofwel persoonlijk ofwel door tussenkomst van een volmachthouder de vergadering bijwonen. Hun persoonlijke aanwezigheid of hun aanwezigheid via een volmachthouder is een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van het beroep bepaald in artikel L4142-23, § 2.

Het beslist ten hunnen opzichte na betrokkenen te hebben gehoord indien zij dat wensen. Het zet indien nodig de lijst van de kandidaten recht.

Art. L4142-23. § 1. Indien het bureau een kandidatuur verworpt wegens onverkiesbaarheid van een kandidaat, wordt daar in het proces-verbaal melding van gemaakt. De voorzitter verzoekt de aanwezige kandidaat of zijn volmachthouder om, indien hij dat wenst, een verklaring tot instelling van beroep in te dienen.

§ 2. Indien het bureau een bezwaar inzake de onverkiesbaarheid van een kandidaat verworpt, wordt daar melding van gemaakt in het proces-verbaal. De voorzitter verzoekt de aanwezige of door een volmachthouder vertegenwoordigde persoon, indien gewenst, een verklaring tot beroep te ondertekenen.

§ 3. Enkel tegen de beslissingen van het kieskringbureau die betrekking hebben op de verkiesbaarheid van de kandidaten is beroep mogelijk overeenkomstig de artikelen L4142-42 tot en met 44.

§ 4. In geval van beroep stelt het districtbureau dan het vervolg van de verrichtingen uit tot de twintigste dag om zestien uur, met het oog op de doorvoering ervan zodra het kennis heeft gekregen van de beslissingen getroffen door het hof van beroep volgens de procedure bepaald in de artikelen L4142-42 tot en met L4142-45 van dit Wetboek.

Het gemeentelijk bureau stelt om dezelfde redenen die verrichtingen uit tot de negentiende dag om tien uur.

§ 5. De voorzitter van het hof van beroep houdt zich ter beschikking van de voorzitters van de kieskringbureaus van zijn ambtsgebied, de drieëntwintigste dag voor de verkiezing, tussen tien en twaalf uur, in zijn kantoor, om er uit hun handen een uitgifte te krijgen van de processen-verbaal met de verklaringen tot instelling van beroep en alle documenten die de geschillen aanbelangen waarvan de hoofd bureaus kennis hebben gekregen.

Art. L4142-24. Het bureau stelt definitief de lijst van de kandidaten vast in zijn kieskring. Het zendt een afschrift van alle definitief vastgestelde lijsten aan de Regering of aan diens afgevaardigde over. De Regering kan beslissen dat de overzending digitaal gebeurt overeenkomstig § 2 van artikel L4141-1.

Art. L4142-25. De voorzitters van de bureaus van de districten waar één of meerdere kandidaten zich het recht voorbehouden hebben om een verklaring tot lijstverbinding in te dienen, maken onmiddellijk de lijsten van de kandidaten die het voornemen hebben om de lijsten te vormen over aan de voorzitter van het centrale arrondissementsbureau.

Afdeling 4. — Lijstenvereniging, kandidatenlijst en loting

Onderafdeling I. — Gewestelijke loting

Art. L4142-26. § 1. Met het oog op de toekenning, voor de komende verkiezingen, aan de lijsten die in elke kieskring eenzelfde politieke partij vertegenwoordigen, van een gemeenschappelijk volgnummer op het stembiljet kan door die politieke partij een voorstel tot lijstenvereniging worden ingediend bij de Regering voorzover genoemde partij vertegenwoordigd is in het Waalse Parlement.

§ 2. Het voorstel vermeldt het letterwoord of het logo dat zal worden gebruikt door de lijsten van kandidaten die zich wensen te verenigen, alsook de naam, de voornamen en het adres van de persoon en van diens plaatsvervanger, die door de politieke partij zijn aangewezen om in ieder administratief arrondissement te attesteren dat een kandidatenlijst door haar erkend wordt.

§ 3. Het letterwoord of het logo bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. Eenzelfde letterwoord of logo kan worden gesteld, hetzij in een enkele landstaal, hetzij vertaald in een andere landstaal, hetzij in een landstaal samen met de vertaling in een andere landstaal.

§ 4. Het voorstel tot lijstenvereniging moet worden ondertekend door ten minste vijf Waalse parlementsleden die tot de politieke partij behoren die dat letterwoord of logo zal gebruiken. Wanneer een politieke partij vertegenwoordigd is door minder dan vijf Waalse parlementsleden wordt het voorstel tot lijstenvereniging ondertekend door alle raadsleden die tot die partij behoren. Een Waals parlements lid mag slechts één enkel voorstel tot lijstenvereniging ondertekenen.

Art. L4142-27. Tot 1 augustus kan door elke in het Waalse Parlement vertegenwoordigde politieke partij een gemotiveerd verzoek tot verbod van beschermd letterwoorden of logo's worden ingediend bij de Regering. De lijst van de letterwoorden of logo's waarvan het gebruik verboden is, wordt uiterlijk 10 augustus in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. L4142-28. § 1. De voorstellen tot lijstenvereniging worden op 1 september tussen tien en twaalf uur door een Waals parlements lid overhandigd aan de Regering.

§ 2. Om twaalf uur houdt de Regering een loting ter aanwijzing van de gemeenschappelijke volgnummers die zullen worden toegekend aan de verschillende verenigde lijsten.

§ 3. De tabel van de lijstenverenigingen evenals het letterwoord en het gemeenschappelijk volgnummer die hen zijn toegekend, worden binnen vier dagen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 4. De Regering stelt de voorzitters van de districtbureaus in kennis van de in het vorige lid bedoelde tabel alsmede de naam, de voornamen en het adres van de personen en hun plaatsvervangers, die door de politieke partijen zijn aangewezen op het vlak van het administratief arrondissement, en die alleen bevoegd zijn tot het echt verklaren van de kandidatenlijsten.

Onderafdeling 2. — Provinciale loting

Art. L4142-29. Bij de in artikel L4142-4 bedoelde indiening van de kandidaatstellingen voegen de kandidaten die een beschermd letterwoord of logo alsook een gemeenschappelijk volgnummer vorderen die voortkomen uit de gewestelijke loting, een attest van de aangewezen persoon bij de voordracht overeenkomstig artikel L4142-28, § 4.

Indien een dergelijk attest niet wordt overgelegd, stelt het districtbureau vast dat de lijst niet erkend is en weigert het gebruik van het beschermd letterwoord en van het gemeenschappelijk volgnummer

Art. L4142-30. § 1. Wat betreft de lijsten waarop deze bepaling niet van toepassing is, wordt een volgnummer toegekend volgens hierna vermelde procedure.

§ 2. De kandidaten die een akte van voordracht neerleggen in de handen van de voorzitter van het provinciaal hoofdbureau kunnen daarbij een document voegen met het letterwoord of het logo van hun politieke partij alsook de naam, de voornamen en het adres van de persoon en van diens plaatsvervanger, die bij die lijst zijn aangewezen om in ieder district te attesteren dat een kandidatenlijst door haar erkend is.

§ 3. Zodra de lijsten definitief zijn vastgesteld, houdt de voorzitter van het provinciaal hoofdbureau een loting om de volgnummers toe te kennen aan de lijsten die neergelegd zijn in de provinciehoofdplaats en die geen gemeenschappelijk volgnummer hebben verkregen. De loting geschiedt vanaf het nummer dat onmiddellijk volgt op het laatste nummer dat werd toegekend bij loting, verricht door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden.

Eerst wordt een volgnummer toegekend aan de volledige lijsten, vervolgens aan de onvolledige lijsten.

Alleenstaande kandidaten worden geacht ieder een afzonderlijke lijst te vormen.

§ 4. De voorzitter van het provinciaal hoofdbureau zendt de tabel van de letterwoorden of logo's en de aldus toegekende volgnummers langs de snelste weg over aan de districtbureaus.

De Regering kan beslissen dat genoemde tabel en volgnummers digitaal worden overgemaakt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Art. L4142-31. § 1. Tevens als de voordrachtsakte kunnen de kandidaten of twee van de eerste drie kandidaten van de bij de districtbureaus ingediende lijsten een overeenkomstig artikel L4142-30, § 2, door de gemachtigde persoon ondertekend attest overhandigen aan de voorzitter van het districtbureau om hetzelfde volgnummer te verkrijgen als zal worden toegekend aan één van de lijsten ingediend in de provinciehoofdplaats.

Niemand kan een akte tot bescherming van een letterwoord of logo ondertekenen en tegelijk kandidaat zijn op een lijst die een ander beschermd letterwoord of logo gebruikt.

§ 2. Vanaf de ontvangst van de tabel van de in artikel L4142-30, § 4, vermelde letterwoorden en gemeenschappelijke volgnummers en nadat de lijsten definitief vastgesteld zijn, houdt elk districtbureau onmiddellijk een speciale loting om de volgnummers toe te kennen aan de lijsten die nog geen gemeenschappelijk volgnummer hebben verkregen. De loting geschiedt vanaf het nummer dat onmiddellijk volgt op het laatste nummer dat werd toegekend bij loting, verricht door de voorzitter van het provinciaal hoofdbureau.

§ 3. De voorzitter van het districtbureau zendt de tabel van de letterwoorden en de aldus toegekende volgnummers langs de snelste weg over aan de gemeentelijke bureaus.

De Regering kan beslissen dat genoemde tabel en volgnummers digitaal worden overgemaakt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Onderafdeling 3. — Gemeentelijke loting

Art. L4142-32. Bij de in artikel L4142-4 bedoelde indiening van de kandidaatstellingen voegen de kandidaten die een beschermd letterwoord of logo alsook een gemeenschappelijk volgnummer vorderen die voortkomen uit de gewestelijke of provinciale loting, een attest van de aangewezen persoon overeenkomstig artikel L4142-28, § 4 of L4142-30, § 2.

Indien dergelijk getuigschrift niet wordt overgelegd, stelt het gemeentelijk bureau vast dat de lijst niet erkend is en weigert het gebruik van het beschermd letterwoord en van het gemeenschappelijk volgnummer.

Art. L4142-33. De kandidaten kunnen, in hun verklaring van bewilliging, beslissen geen gebruik te maken van het gemeenschappelijk volgnummer aan de verenigde lijsten toegekend op grond van artikel L4142-28, 30 en 32 niettegenstaande ze toch het letterwoord ervan gebruiken.

Vanaf de ontvangst van de tabel van de in artikel L4142-31, § 3, vermelde letterwoorden en gemeenschappelijke volgnummers en nadat de lijsten definitief vastgesteld zijn, houdt elk gemeentelijk bureau onmiddellijk een speciale loting om de volgnummers toe te kennen aan de lijsten die nog geen gemeenschappelijk volgnummer hebben verkregen. De loting geschiedt vanaf het nummer dat onmiddellijk volgt op het laatste nummer dat werd toegekend bij loting, verricht door de voorzitter van het districtbureau.

Onderafdeling 4. — Verklaring van lijstenverbinding met het oog op apparentering

Art. L4142-34. § 1. De verklaringen van lijstenverbinding worden overhandigd op donderdag, de tiende dag voor de stemming, tussen veertien en zestien uur, in de handen van de voorzitter van het centraal arrondissementsbureau, tegen ontvangstbewijs.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moet de verklaring van lijstenverbinding de volgende voorwaarden vervullen :

1° in de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling moeten de kandidaten van elke betrokken lijst verklaren dat zij zich verbinden met de bij name aangewezen kandidaten van lijsten die in andere districten van hetzelfde arrondissement zijn voorgedragen;

2° de toestemming door de ondertekenaars om zich te verbinden moet uitdrukkelijk vermeld staan op de voordrachtsakte van elke van die kandidaten;

3° de verklaring van lijstenverbinding moet door alle kandidaten of door twee van de eerste drie kandidaten van elke lijst ondertekend zijn.

4° een lijst kan zich niet verbinden met twee of meer lijsten die niet onderling verbonden zijn.

Voorwaarden 1° en 2° zijn voorgeschreven op straffe van onontvankelijkheid. Voorwaarden 3° en 4° zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid.

De Regering stelt het model van de verklaring van lijstenverbinding vast.

Art. L4142-35. § 1. De wederzijdse verklaringen van lijstenverbinding mogen bij een zelfde akte worden gedaan.

§ 2. Indien een van de daarin opgenomen lijsten wordt afgewezen, blijft de verklaring gelden voor de andere lijsten van de groep.

Evenzo, wanneer een kandidaat onverkiesbaar wordt bevonden, blijft de verbindingsverklaring gelden voor de andere kandidaten van de lijst.

Art. L4142-36. § 1. Het centraal arrondissementsbureau maakt onmiddellijk, in het bijzijn van de getuigen indien er zijn aangewezen, de tabel op van de verbonden lijsten.

Op die tabel wordt elke groep van verbonden lijsten aangewezen met de letters A, B, C, enzovoort, naar de orde van indeling der lijsten op het stembiljet, zoals zij is vastgesteld voor zijn district.

De Regering kan beslissen dat het invoeren van de gegevens zal geschieden d.m.v. een software, overeenkomstig artikel L4141-1, § 1.

§ 2. De voorzitter van het centraal arrondissementsbureau stuurt aan de voorzitters van de districtbureaus een afschrift van de lijsten waarop kandidaten uit hun kieskring voorkomen.

De Regering kan beslissen dat genoemde tabel en volgnummers digitaal worden overgemaakt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Die voorzitters laten de lijsten onmiddellijk in alle gemeenten van het district aanplakken.

Afdeling 5. — Aanplakking van lijsten, stembiljetten en stemopnemingstabellen

Art. L4142-37. § 1. Zodra de in de vorige artikelen bedoelde verrichtingen beëindigd zijn, maakt het kieskringbureau onmiddellijk het stembiljet op overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

§ 2. De kandidatenlijsten worden onmiddellijk aangeplakt. Het aanplakbiljet vermeldt met vette letter in zwarte inkt de naam van de kandidaten, in dezelfde vorm als door de Regering voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen, hun beroep en hun hoofdverblijfplaats. De door de Regering vastgestelde onderrichtingen voor de kiezer worden daarop ook overgenomen.

§ 3. De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst.

De naam en voornamen van de kandidaten worden in de volgorde van de voordracht vermeld in de kolom bestemd voor de lijst waartoe zij behoren.

De lijsten worden op het stembiljet gerangschikt in de volgorde van de nummers.

Het bureau kan zo nodig beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in een zelfde kolom worden ondergebracht. Indien daartoe reden is, bepaalt het bij loting de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in deze kolommen moeten worden opgenomen.

De verenigde lijsten krijgen het gemeenschappelijk volgnummer vermeld in artikel L4142-26 tot en met 31 en geen andere lijst mag één van die nummers krijgen, zelfs niet indien in de gemeente geen verenigde lijst wordt voorgedragen.

Art. L4142-38. § 1. Zodra het kieskringbureau de tekst en de inrichting van de stembiljetten heeft vastgesteld, laat de voorzitter van dit bureau onder zijn toezicht de biljetten met zwarte inkt op stempapier drukken of kopiëren.

Het nodige stempapier wordt door de Regering of diens afgevaardigde ter beschikking gesteld van de voorzitter, die het levert tegen ontvangstbewijs waarop het aantal geleverde bladen staat vermeld.

§ 2. Het papier is wit voor de gemeenteraadsverkiezingen, groen voor de provincieraadsverkiezingen en roze voor sectorraadsverkiezingen.

Het gebruik van elk ander stembiljet is verboden.

§ 3. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

§ 4. De afmetingen van de stembiljetten worden bij regeringsbesluit bepaald op basis van het aantal te kiezen leden.

§ 5. De voorzitter van het kieskringbureau houdt toezicht op het opmaken van stembiljetten door de dienstverlener. Indien hij het wenst, kan hij een bijzitter van zijn bureau of een kiezer van zijn kieskring daartoe machtigen door het opstellen van een mandaat waarvan het model vastgesteld is door de Regering.

De gedrukte stembiljetten worden in aanwezigheid van de voorzitter van het kieskringbureau gevouwd en geplaatst in een verzegelde omslag naar rata van één omslag per stemlokaal. Op de omslag worden vermeld het adres van de geadresseerde en het aantal ingesloten stembiljetten.

De drukker maakt daarna een exemplaar van het relevante stembiljet met de markering "specimen" alsook een behoorlijk ingevulde en ondertekende kwijting, waarvan het model vastgesteld is door de Regering, over aan de voorzitter van het kieskringbureau.

De in het vorige lid bedoelde kwijting bevat volgende gegevens :

1° de verkregen, gedrukte en geleverde hoeveelheden papier;

2° de teruggave van de drukplaat van de stembiljetten;

3° de verklaring op erewoord dat geen stembiljet werd geleverd aan derden.

De voorzitter van het bureau of de daartoe gemachtigde persoon maakt een drukverslag op en stuurt het samen met zijn machtiging en verklaring op erewoord van de drukker aan de Provinciegouverneur die de ontvangst daarvan bevestigt.

De omslagen met stembiljetten worden bij de drukker bewaard in beveiligde plaatsen tot de dag vóór de stemming.

Als de levering van de stembiljetten wordt waargenomen door het gemeentecollege, gaat het vanaf het plaatsen in omslagen over tot het ophalen bij de drukker en bewaart de biljetten in zijn lokalen, die voldoende beveiligd en bewaakt zijn tot de dag vóór de stemming.

Art. L4142-39. Met het oog op de telling van de stemmen worden door de voorzitter van het kieskringbureau een stemopnemings- alsook een tellingstabel waarvan de modellen door de Regering vastgesteld zijn, opgemaakt.

De tellingstabel draagt dezelfde meldingen als de stemopnemingsstabel op kieskringsniveau.

De Regering kan beslissen dat het invoeren van de gegevens zal geschieden d.m.v. een software, overeenkomstig artikel L4141-1, § 1.

Die tabellen vermelden voor elke lijst, gerangschikt naar haar volgnummer :

1° het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten,

2° het aantal geldige stembiljetten,

3° in een eerste kolom, de naam van de kandidaten in de volgorde die op de biljetten staat vermeld.

Een tweede lege kolom wordt na de telling met de resultaten van de telling ingevuld op de verkiezingsdag.

Art. L4142-40. Nadat de lijsten zijn aangeplakt, deelt de voorzitter van het kieskringbureau de officiële lijst van de kandidaten mee aan laatstgenoemden en aan de indieners die erom verzoeken.

Art. L4142-41. § 1. Daags vóór de stemming beveelt de voorzitter van het kieskringbureau dat de voor de verkiezing nodige biljetten, opgevouwd en in voldoende aantal, in een verzegelde omslag worden geleverd aan de voorzitter van elk stembureau. De voorzitter van het stembureau ondertekent een ontvangstbewijs, dat daarna overgemaakt wordt aan de voorzitter van het kieskringbureau.

De levering wordt uitgevoerd door de dienstverlener belast met het opmaken van de stembiljetten. Als de levering toevertrouwd wordt aan een door het college aangewezen gemeentepersoneelslid, wordt de verklaring op erewoord, waarvan het model door de Regering vastgesteld is, door dat personeelslid ingevuld en ondertekend.

De omslag met de biljetten bestemd voor een stemlokaal blijft verzegeld tot de installatie van het stembureau.

§ 2. Op dezelfde dag zendt de voorzitter van het kieskringbureau de in artikel L4142-39 bedoelde stemopnemingsstabel aan de voorzitter van elk stemopnemingsbureau.

Afdeling 6. — Beroep betreffende de kandidaatstellingen

Art. L4142-42. Bijgestaan door zijn griffier maakt de voorzitter van het hof van beroep akte op van de overhandiging van de verklaringen van beroep door de voorzitters van de kieskringbureaus overeenkomstig artikel L4142-23, § 5 -

Hij brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van het hof van het ambtsgebied, die moet plaats hebben de twintigste dag vóór de verkiezing, om tien uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is, zonder dagvaarding of oproeping.

Art. L4142-43. § 1. De eerste kamer van het hof onderzoekt de zaken van verkiesbaarheid met voorrang boven alle andere.

§ 2. Ter openbare zitting doet de voorzitter voorlezing van de stukken van het dossier. Hij verleent vervolgens het woord aan de eiser in beroep en eventueel aan de verweerder; dezen mogen zich laten vertegenwoordigen en bijstaan door een raadsman.

Art. L4142-44. § 1 Het hof, het advies van de procureur-generaal gehoord, beslist staande de vergadering bij een arrest dat ter openbare terechtzitting wordt voorgelezen; dit arrest wordt niet betekend aan de betrokkene, maar neergelegd ter griffie van het hof, waar hij er kosteloos inzage van kan nemen.

§ 2. Het beschikkende gedeelte van het arrest wordt door toedoen van het openbaar ministerie ter kennis van de voorzitter van het betrokken hoofdbureau gebracht ter plaatse door deze aangewezen.

§ 3. Het dossier van het hof wordt, met een uitgifte van het arrest, binnen acht dagen toegezonden aan de griffier van de vergadering die belast is met het onderzoek van de geloofsbrieven der gekozenen.

Art. L4142-45. Tegen de arresten bedoeld in artikel L4142-44 staat geen rechtsmiddel open.

Afdeling 7. — Straffen betreffende de kandidaatstellingen

Art. L4142-46. Als schuldig aan valsheid in private geschriften worden gestraft zij die de handtekening van iemand anders of van verdichte personen plaatsen op akten van kandidaatstelling, van bewilliging in de kandidaatstelling of van getuigenaanwijzing.

HOOFDSTUK III. — *Stemming*

Afdeling 1. — Inrichting van de stemlokalen

Art. L4143-1. Elk stemlokaal beschikt over :

1° een stembus voor de stembiljetten voor de verkiezing van gemeenteraadsleden;

2° een stembus voor de stembiljetten voor de verkiezing van provincieraadsleden;

3° in voorkomend geval, een stembus voor de stembiljetten voor de verkiezing van de sectorraadsleden.

Art. L4143-2. Het gemeentecollege bezorgt elke stembureauvoorzitter uiterlijk daags vóór de verkiezingen de omslagen noodzakelijk voor het overmaken van de in artikel L4143-28 vastgestelde documenten.

De omslagen waarin de stembiljetten of stukken voor de verkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde speciale kleur als die biljetten of dragen als opschrift een letter van drie centimeter hoog. C voor gemeenteraadsverkiezingen, P voor provincieraadsverkiezingen, S voor sectorraadsverkiezingen.

Art. L4143-3. § 1. Er is ten minste één stemhokje per honderdvijftig kiezers.

§ 2. Het stemhokje en het stemlokaal worden ingericht volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

De gouverneur kan evenwel, in overeenstemming met het gemeentecollege, de afmetingen en de schikking wijzigen volgens de vereisten van de stemlokalen.

§ 3. In elke gemeente moet minstens één stemhokje voor vijf lokalen zo ingericht zijn dat de toegang daartoe gemakkelijk is en het gebruik daarvan door de kiezers bedoeld in de artikelen L4133-1 en L4133-2 van dit Wetboek mogelijk is.

Art. L4143-4. § 1. De registers van de stemmers van het stemcentrum worden aangeplakt in de wachtzaal, samen met de onderrichtingen voor de kiezers en de tekst van artikelen L4143-4 tot 16 van dit Wetboek.

De kandidatenlijsten worden eveneens in de wachtzaal aangeplakt in de vorm van het stembiljet zoals bepaald door de Regering.

De onderrichtingen voor de kiezers worden bovendien buiten elk stembureau aangeplakt.

§ 2. Een exemplaar van dit Wetboek wordt in de wachtzaal ter inzage gelegd voor de kiezers; een tweede exemplaar in het stemlokaal, ter inzage gelegd voor de leden van het stembureau.

§ 3. Een reproductie op 150 % van het stembiljet wordt ter beschikking gesteld van de kiezer die erom verzoekt naar rata van één exemplaar per stemhokje.

Een exemplaar van de onderrichtingen voor de kiezers, met grote letters, wordt ook ter beschikking gesteld van de kiezers naar rata van één exemplaar per stemlokaal.

§ 4. De aanplakking van de in § 1 bedoelde documenten moet rekening houden met de toegankelijkheid van kleine personen of personen in rolstoel.

Art. L4143-5. § 1. Het bureau moet om kwart voor acht samengesteld zijn.

§ 2. Alle voor het stemcentrum aangewezen bijzitters en plaatsvervangende bijzitters blijven in dat lokaal tot de samenstelling van het geheel van de stembureaus.

Elk bureau zorgt eerst voor de nodige aanvulling met de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters die voor dat bureau aangewezen zijn overeenkomstig artikel L4125-5, §§ 2 en 3.

Zodra de bureaus aldus samengesteld zijn, wijst de voorzitter, indien het stembureau niet heeft kunnen zorgen voor de nodige aanvulling, onder de voor dat centrum aangewezen plaatsvervangende bijzitters de personen aan die genoemd bureau zullen aanvullen.

Indien op dat ogenblik de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters nog ontbreken, vult de voorzitter het stembureau ambtshalve aan met aanwezige kiezers die aan de gestelde vereisten voldoen overeenkomstig artikel L4125-5, §§ 2 en 3.

Elk bezwaar tegen een dergelijke aanwijzing moet door de getuigen worden ingebracht voor het begin van de verrichtingen. Het stembureau doet onverwijld uitspraak, zonder mogelijkheid van beroep.

§ 3. Ingeval de voorzitter van het stembureau bij het begin of tijdens het verloop van de verrichtingen verhinderd of afwezig is, zorgt het stembureau voor de nodige aanvulling. Indien de leden van het stembureau het oneens zijn over de keus, beslist de stem van het oudste lid. Hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

Art. L4143-6. Voor het begin van de verrichtingen wordt de in artikel L4125-2, § 3, bedoelde eed door de bijzitters van het stembureau afgelegd in handen van de voorzitter. Dezelfde eed wordt daarna afgelegd door de secretaris en de getuigen.

De voorzitter legt vervolgens de eed af voor het aldus samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedaflegging wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

Art. L4143-7. § 1. Zodra het stembureau is gevormd, gaat de voorzitter, in aanwezigheid van de leden van het bureau en vóór de opneming van de stemming, na of de stembussen leeg zijn waarna ze worden gesloten.

§ 2. De omslag met de stembiljetten mag enkel worden ontzegeld en geopend dan in aanwezigheid van het regelmatig samengestelde bureau.

De stembiljetten worden onmiddellijk nageteld en de uitslag wordt in het proces-verbaal opgetekend.

§ 3. Om pogingen tot bedrog betreffende het stembiljet te voorkomen, bepaalt het bureau de plaats waar het zal worden gemerkt met een teken alvorens te worden overhandigd aan de kiezer. Daartoe kiest het bureau vijf plaatsen onder de negen die beschikbaar zijn op het door de Regering bezorgde model.

De plaats maakt daarna het voorwerp uit van een loting.

Deze loting wordt, op verzoek van een der leden van het stembureau of van een getuige, eens of meermaals herhaald gedurende de verrichtingen. Oordeelt de voorzitter van het stembureau een dergelijk voorstel niet dadelijk te kunnen aannemen, dan kan het lid van het stembureau of de getuige eisen dat de redenen van de weigering in het proces-verbaal worden opgenomen.

Afdeling 2. — Toegankelijkheid van en toezicht op stemcentra en -lokalen en stemopnemingscentra en -lokalen

Onderafdeling 1. — Toegankelijkheid van stemcentra en -lokalen

Art. L4143-8. § 1. Alleen de bureauleden, de kiezers van de stemafdeling, hun volmachthouders of begeleiders worden in het stemlokaal toegelaten. Andere personen dan bureauleden worden niet langer toegelaten dan nodig is om hun stembiljet in te vullen en in de bus te steken.

De overeenkomstig artikel L4134-1 aangewezen partijgetuigen worden in het stemlokaal toegelaten na vertoon aan de bureauvoorzitter van de informatiebrief die hen is overgemaakt overeenkomstig artikel L4134-1, § 4, voorzover ze de hen toepasselijke bepalingen naleven.

De deskundigen die zijn aangewezen bij artikel L4211-6 en de personen die belast zijn met het verlenen van technische bijstand worden toegelaten in de stembureaus op de dag van de stemming na vertoon aan de voorzitter van hun legitimatiekaart uitgereikt door de Regering.

Melding wordt gemaakt in het proces-verbaal van de identiteit van de in leden 2 en 3 bedoelde personen die in het stemlokaal zijn toegelaten.

§ 2. Behoudens toepassing van artikel L4143-16 is het niet geoorloofd gewapend op te komen in het stemcentrum.

Art. L4143-9. Hij die, zonder lid van het stembureau, getuige, kiezer van de stemafdeling, volmachthouder of begeleider noch deskundige aangewezen overeenkomstig artikel L4211-6 of verlener van een technische bijstand te zijn, gedurende de kiesverrichtingen het lokaal van één der stemafdelingen betreedt, wordt op bevel van de voorzitter of zijn gemachtigde uit het lokaal verwijderd. Indien hij weerstand biedt of opnieuw binnentreedt, wordt hij gestraft met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.

Art. L4143-10. Met uitzondering van de voorzitter, van de overeenkomstig artikel L4211-6 aangewezen deskundigen en van de personen belast met de technische bijstand, mogen de in artikel L4143-8 bedoelde personen niet communiceren op welke manier dan ook met buitenpersonen tijdens de periode waarin ze toegelaten worden binnen het stemlokaal.

Melding wordt gemaakt in het proces-verbaal van de contacten met buitenpersonen en van hun voorwerp.

Art. L4143-11. De in artikel L4143-8 bedoelde personen mogen enkel het stemlokaal betreden en verlaten met de instemming van de voorzitter of zijn afgevaardigde.

Onderafdeling 2. — Toegankelijkheid van stemcentra en -lokalen

Art. L4143-12. Enkel de leden van het stemopnemingsbureau worden toegelaten in genoemd bureau.

De voorzitters van de stembureaus, eventueel vergezeld van een bijzitter of een getuige, blijven alleen in het stemopnemingslokaal om hun stembus neer te leggen, waarna ze het verlaten.

De partijgetuigen die overeenkomstig artikel L4134-1, § 3, zijn aangewezen om die verrichtingen bij te wonen, worden in het stemopnemingslokaal toegelaten na vertoon aan de bureauvoorzitter van de informatiebrief die hen is overgemaakt overeenkomstig artikel L4134-1, § 4, voorzover ze de hen toepasselijke bepalingen naleven.

Melding wordt gemaakt in het proces-verbaal van de identiteit van de in leden 2 en 3 bedoelde personen die in het stemopnemingslokaal zijn toegelaten.

Art. L4143-13. Vanaf de opening van de verrichtingen zijn de stemopnemingslokalen gesloten. Buiten de voorzitters van de stembureaus die de stembus waarmee ze belast zijn, aanbrengen, wordt niemand toegelaten, behalve uitzonderlijke omstandigheid en met de instemming van de voorzitter, om het lokaal te betreden of te verlaten totdat de verrichtingen worden afgesloten.

Enkel de voorzitter wordt ertoe gemachtigd om te communiceren met buitenpersonen tijdens de stemopnemingsverrichtingen. Melding wordt gemaakt in het proces-verbaal van de contacten met buitenpersonen en van hun voorwerp.

Onderafdeling 3. — Toezicht op stemcentra en -lokalen

Art. L4143-14. Elke voorzitter van een stem- of stemopnemingsbureau oefent het toezicht uit in zijn lokaal alsook in de wachtzaal. Hij kan die bevoegdheid wat het wachtlokaal betreft, aan een lid van het stembureau overdragen.

Art. L4143-15. Zij die in het stemlokaal openlijk tekens van goedkeuring of afkeuring geven of op enigerlei wijze wanorde veroorzaken, worden door de voorzitter tot de orde geroepen. Indien zij daarmee voortgaan, kan de voorzitter of zijn gemachtigde hen doen verwijderen, met dien verstande dat hij hen opnieuw moet binnenlaten om te stemmen.

Van het bevel tot verwijdering wordt in het proces-verbaal melding gemaakt en de schuldigen worden gestraft met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.

Art. L4143-16. In de wachtzaal mag geen gewapende macht worden opgesteld zonder opvordering van de voorzitter.

De burgerlijke overheid en de militaire bevelhebbers zijn gehouden zijn opvorderingen op te volgen.

Afdeling 3. — Verloop van de stemming

Art. L4143-17. De verkiezing geschiedt door één enkele stemming.

De kiescolleges zijn alleen bevoegd voor de verkiezing waarvoor zij zijn opgeroepen.

Art. L4143-18. Niemand is gehouden het geheim van zijn stem bekend te maken, zelfs bij een gerechtelijk onderzoek of geschil of bij een parlementair onderzoek.

Art. L4143-19. De voorzitters, de bijzitters, de secretaris, de getuigen en de plaatsvervangende getuigen stemmen in de afdeling waar zij hun opdracht vervullen.

Art. L4143-20. § 1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van acht tot dertien uur.

Kiezers die zich echter om 13 uur in het lokaal of de wachtzaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

§ 2. De kiezers melden zich aan bij de ingang van het lokaal, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart.

De secretaris houdt aantekening van hun naam op een kopie van het register van de stemmers.

De voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter vergewist zich dat de opgaven van de tweede kopie van het register van de stemmers overeenstemmen met de vermeldingen van de oproepingsbrief en van de identiteitskaart.

Indien een kiezer tot de stemming wordt toegelaten, wordt ook op die kopie aantekening gehouden van zijn naam.

§ 3. De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identiteit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

§ 4. Hij die niet ingeschreven is in het register van de stemmers, wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overlegging, hetzij van een beslissing van het gemeentecollege of van een uittreksel uit een arrest van het hof van beroep waarbij zijn inschrijving wordt bevolen, hetzij van een getuigschrift van het gemeentecollege waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene de hoedanigheid van kiezer bezit.

De naam van kiezers die nog niet ingeschreven zijn op het kiesregister maar die toegelaten worden tot de stemming door het bureau, wordt vermeld op beide kopieën van het register.

§ 5. Ondanks de inschrijving in het register van de kiezers mag het stembureau niet tot de stemming toelaten degenen van wie het gemeentecollege of het hof van beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een beslissing of een arrest waarvan een uittreksel is overgelegd overeenkomstig artikelen L4122-16 en 24.

Op dezelfde wijze mag het bureau de kiezers toelaten die vallen onder de toepassing van één van de bepalingen van artikelen 4121-2 en L4121-3 en waarvan de onbekwaamheid wordt bewezen uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft.

Tenslotte geldt hetzelfde ook voor degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

§ 6. De kiezers mogen zich niet doen vervangen dan op grond van artikel L4132-1.

Teneinde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de volmachthouder aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en één van de in artikel L4132-1, § 1, vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt: "heeft bij volmacht gestemd".

De volmachten worden bij de in artikel L4143-25, lid 1, 2° van dit Wetboek bedoelde staat gevoegd.

§ 7. Overeenkomstig artikel L4133-2, § 3, overhandigt de begeleide kiezer een afschrift van zijn verklaring aan de voorzitter van het stembureau.

Art. L4143-21. § 1. Voor elke stemming waartoe hij opgeroepen wordt, krijgt de kiezer een biljet.

§ 2. Elk biljet, rechthoekig in vierenvouwen, wordt aan de keerzijde gemerkt met een stempel dragend de naam van de gemeente en het district alsook de datum van de verkiezing.

Het wordt daarna open voor de voorzitter gelegd die het in dezelfde vouwen weer toevouwt.

De voorzitter overhandigt het of de biljetten aan de kiezer.

§ 3. De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar één van de stemhokjes.

De in artikel L4133-2 bedoelde kiezer mag zich door een begeleider laten begeleiden. Beider naam staat vermeld in het proces-verbaal. Als hij bij gebrek aan een begeleider van zijn keuze wenst bijgestaan te worden bij de stemming, kan hij zich laten vergezellen door de voorzitter van het stembureau.

De kiezer die niet voldoet aan de voorwaarden van artikel L4133-2 en die wenst bijgestaan te worden, kan zich laten vergezellen door de voorzitter van het stembureau, voorzover hij het bureau die noodzaak kan bewijzen. Dat wordt vermeld in het proces-verbaal. Indien een medisch getuigschrift wordt voorgelegd ter staving van de aanvraag, wordt het gevoegd bij het proces-verbaal.

§ 4. Hij brengt er zijn stem uit op de volgende manier.

Met het kiespotlood kruist hij het gekozen vakje aan :

1° hetzij bovenaan de lijst, indien hij zich kan verenigen met de volgorde van voordracht van de gekozen lijst;

2° hetzij, wil hij die volgorde wijzigen, in het stemvak naast de naam van de kandida(a)t(en) van die lijst aan wie hij bij voorkeur zijn stem wil geven.

De kiezer mag evenveel stemmen uitbrengen als er mandaten toe te kennen zijn.

Indien de kiezer tegelijk bovenaan een lijst en naast de naam van één of meer kandidaten gestemd heeft, wordt de stem bovenaan de lijst als niet-bestaande beschouwd.

Het stemmerk, zelfs op onvolmaakte wijze aangebracht, is geldig, tenzij het voornemen om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk blijkt.

De kiezer die door onoplettendheid het hem overhandigde stembiljet beschadigt, kan aan de voorzitter een ander vragen, tegen teruggave van het eerste, dat onmiddellijk onbruikbaar gemaakt wordt.

§ 5. De kiezer verlaat het stemhokje en toont aan de voorzitter het behoorlijk opnieuw in vieren gevouwde stembiljet met het stempel aan de buitenzijde.

§ 6. Hij steekt het groene biljet in de stembus bestemd voor provincieraadsverkiezingen, het witte in de stembus bestemd voor gemeenteraadsverkiezingen en het roze in de stembus bestemd voor de sectoraadsverkiezingen.

§ 7. De oproepingsbrief wordt hem teruggegeven nadat de voorzitter of de door hem gemachtigde bijzitter hem heeft afgestempeld met de in § 2 bedoelde stempel.

Art. L4143-22. § 1. Nietig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;

2° de stembiljetten waarop meer dan één lijststem voorkomt of die waarop naamstemmen voor kandidaten van verschillende lijsten zijn uitgebracht;

3° de stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk naast de naam van één of meer kandidaten van een andere lijst;

4° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij dit Wetboek niet geoorloofd merk;

5° de stembiljetten die door de voorzitter zijn teruggenomen indien de kiezer door onoplettendheid zijn biljet heeft beschadigd en een ander heeft ontvangen om geldig te stemmen.

6° de door de voorzitter teruggenomen stembiljetten als de kiezer zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open heeft gevouwd dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doet hij zulks, dan neemt de voorzitter het ongegevouwen biljet terug, dat onmiddellijk ongeldig wordt verklaard, en hij verplicht de kiezer opnieuw te stemmen.

§ 2. De voorzitter schrijft op de biljetten die ter uitvoering van 5° en 6° van § 1 zijn teruggenomen, de vermelding : "Teruggenomen stembiljet" en parafeert ze.

Art. L4143-23. Wanneer de stemming beëindigd is, gaat de voorzitter over tot de sluiting.

Art. L4143-24. De stembussen blijven verzegeld. Ten overstaan van het bureau gaat de voorzitter over tot het sluiten van de opening waarin de stembiljetten zijn gestoken d.m.v. een zelfklevend papier dat daarna afgestempeld wordt op vier plaatsen op zodanige wijze dat de stempel telkens op de grens tussen het papier en de oppervlakte van de stembus ligt.

Art. L4143-25. Het bureau begint met het opmaken van de volgende staten :

1° de kiezers die ter uitvoering van artikel L4143-20, § 4, van dit Wetboek, tot de stemming worden toegelaten, hoewel ze niet ingeschreven zijn in de registers van de stemmers.

2° de kiezers die ingeschreven zijn in het register van de stemmers en die niet aan de stemming hebben deelgenomen.

De voorzitter vermeldt op die staten de door de bureauleden of de getuigen gemaakte opmerkingen en voegt er de verantwoordingsstukken bij, die de afwezigen hem eventueel hebben doen geworden.

Deze staten, ondertekend door alle leden van het stembureau, worden door de voorzitter van het bureau binnen drie dagen toegezonden aan de vrederechter van het kanton.

Art. L4143-26. Elk bureaulid dat een register van de stemmers heeft bijgehouden, moet zijn exemplaar ondertekenen. De voorzitter ondertekent die registers op zijn beurt.

Art. L4143-27. Het bureau stelt vast en vermeldt in het proces-verbaal :

1° hoeveel kiezers aan de stemming hebben deelgenomen;

2° hoeveel stembiljetten teruggenomen zijn ter uitvoering van artikel L4143-22, § 1, 5° en 6°, van dit Wetboek;

3° hoeveel biljetten ongebruikt gebleven zijn;

4° het aantal berekend door van het aantal biljetten vermeld in het proces-verbaal overeenkomstig artikel L4143-7 § 2, de in 2° en 3° vermelde biljetten af te trekken. Dit aantal moet overeenstemmen met 1°.

Art. L4143-28. § 1. De volgende stukken worden door het bureau in aparte omslagen gestoken :

1° teruggenomen stembiljetten;

2° ongebruikte stembiljetten;

3° het proces-verbaal, ondertekend door de leden van het stembureau en de getuigen, wordt in omslag C gesloten; een kopie van het proces-verbaal, medeondertekend door de voorzitter van het bureau, wordt gesloten in omslagen P en S;

4° de registers van de stemmers en het in artikel L4143-7, § 3, bedoelde model worden gesloten in omslag C.

§ 2. Op de omslagen staan in goed zichtbare letters de volgende aanwijzingen :

1° de inhoud;

2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de aanwijzing : "Stembureau nr. » , gevolgd door het nummer van het stembureau.

De verzegelde omslagen worden onmiddellijk overhandigd aan de voorzitter van het stembureau.

§ 3. Elke voorzitter van een stembureau, vergezeld van een bijzitter van zijn keuze, maakt enerzijds de gemeentestembus alsook de omslagen "C" over aan de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau en anderzijds de provinciestembus en de omslagen "P" aan de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau. De getuigen mogen de voorzitter vergezellen bij de uitvoering van die taak.

De teruggenomen stembiljetten bedoeld in § 1, 1°, worden aan de gouverneur doorgezonden.

§ 4. Een ontvangstbewijs van de overeenkomstig de vorige paragraaf overgedragen documenten wordt afgegeven aan de voorzitter. Afschrift van het ontvangstbewijs wordt door deze via de snelste weg aan de Provinciegouverneur overgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Stemopneming*

Afdeling 1. — Samenstelling van het stemopnemingsbureau

Art. L4144-1. Het gemeentecollege bezorgt elke voorzitter van een stemopnemingsbureau uiterlijk daags vóór de verkiezingen de omslagen noodzakelijk voor het overmaken van de in artikel L4144-10 vastgestelde documenten.

De omslagen waarin de stembiljetten of stukken voor de verkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde kleur als die biljetten of dragen als opschrift een letter van drie centimeter hoog : C voor gemeenteraadsverkiezingen, P voor provincieraadsverkiezingen, S voor sectorraadsverkiezingen.

Art. L4144-2. § 1. Het stemopnemingsbureau moet ten laatste om 14 uur samengesteld zijn volgens de in artikel L4143-5 vastgestelde modaliteiten.

§ 2. De eedaflegging geschiedt volgens de in artikel L4143-6 vastgestelde modaliteiten.

§ 3. Ingeval de aangewezen voorzitter ou een bureaulid op het ogenblik van de verrichtingen verhinderd of afwezig is, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling. Indien de leden van het stembureau het oneens zijn over de keus, beslist de stem van het oudste lid. Hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

Afdeling 2. — Verloop van de stemopneming

Art. L4144-3. Het stemopnemingsbureau begint met de stemopneming zodra het alle voor hem bestemde stembussen ontvangen heeft.

Art. L4144-4. § 1. In de bureaus die met de stemopneming belast zijn, opent de voorzitter, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen, de stembussen en haalt er de stembiljetten uit die zij bevatten.

§ 2. Met behulp van een bureaulid telt hij de stembiljetten die zij bevatten, zonder ze open te vouwen.

Hij wijst de stembiljetten af die niet overeenstemmen met de verkiezing waarmee hij belast is.

Art. L4144-5. Het aantal uit elke stembus gehaalde stembiljetten dat overeenstemt met de verkiezing waarmee het bureau belast is, wordt opgenomen in het proces-verbaal.

De in artikel L4143-28 niet vermelde omslagen worden niet geopend.

Art. L4144-6. De voorzitter sluit in een verzegelde omslag de uit de stembussen gehaalde biljetten betreffende een andere verkiezing dan die waarmee hij belast is en maakt die onverwijld over aan het betrokken stemopnemingsbureau.

De in deze biljetten uitgedrukte stemmen worden door laatstgenoemde geboekt.

Elk bureau vermeldt die overdrachten van biljetten in zijn eigen proces-verbaal.

Art. L4144-7. § 1. De voorzitter en de bureauleden mengen alle door het bureau te onderzoeken stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in :

1° stembiljetten met geldige stemmen voor de eerste lijst of voor de kandidaten van deze lijst;

2° hetzelfde voor de tweede lijst en in voorkomend geval voor de volgende lijsten;

3° de ongeldige biljetten in de zin van artikel L4112-18 § 3;

4° de betwiste biljetten in de zin van artikel L4112-18 § 5.

§ 2. Na deze eerste indeling worden de stembiljetten van elk van de categorieën voor de verschillende lijsten verder verdeeld in twee categorieën :

1. stembiljetten waarop bovenaan op een lijst is gestemd;

2. stembiljetten waarop naast de naam van één of meerdere kandidaat-opvolgers is gestemd, zelfs als eveneens bovenaan op een lijst is gestemd.

Art. L4144-8. § 1. Wanneer de indeling van de stembiljetten beëindigd is, worden deze zonder verandering van de indeling onderzocht door de andere leden van het bureau en de getuigen, die hun opmerkingen en bezwaren aan het bureau voorleggen.

De bezwaren, het advies van de getuigen en de beslissing van het bureau worden in het proces-verbaal opgenomen.

De betwiste biljetten en die waartegen bezwaar werd ingebracht worden geparafeerd door twee leden van het bureau en door één van de getuigen alvorens te worden gevoegd, na de beslissing van het bureau, bij de categorie waartoe ze behoren.

De ongeldig verklaarde, niet echter de blanco stembiljetten, worden ook door twee leden van het bureau en door één van de getuigen geparafeerd.

De stembiljetten van elke categorie worden achtereenvolgens door twee leden van het bureau geteld.

§ 2. Het bureau stelt bijgevolg vast :

1° hoeveel biljetten geldig zijn;

2° hoeveel biljetten ongeldig zijn;

3° voor elke lijst het totaal aantal biljetten met een lijststem,

4° voor elke lijst, het totaal aantal biljetten waarop gestemd is voor één of meer kandidaten van de lijst;

5° voor elke kandidaat, het aantal behaalde stemmen.

Al die getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

§ 3. Alle stembiljetten, per categorie ingedeeld, worden in afzonderlijke omslagen gesloten.

Art. L4144-9. Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau en de getuigen ondertekend.

De uitslagen van de stemopneming worden in het proces-verbaal vermeld in de volgorde en volgens de aanwijzingen van een modeltabel voorzien in artikel L4142-39.

Het bureau vult de tabel in met de datum van de verkiezing en de volgende melding : "Uitslag van de opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs...", gevolgd door de aanduiding van de nummers van de stembureaus.

De Regering kan beslissen dat het invoeren van de gegevens en overmaken van die tabel op de in artikel L4141-1, §§ 1 en 2, bedoelde wijze geschiedt.

Art. L4144-10. § 1. De volgende stukken worden door het bureau in aparte omslagen gestoken :

1° een dubbel van de stemopnemings tabel, ondertekend door het bureau en de getuigen en behoorlijk afgestempeld;

2° het proces-verbaal.

§ 3. Op die omslagen, alsook op die bedoeld in artikel L4144-8, § 3, staan in goed zichtbare letters de volgende aanwijzingen :

1° de inhoud;

2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de aanwijzing : "Opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs...", gevolgd door de aanduiding van de nummers van de stembureaus.

Ze worden onmiddellijk verzegeld.

Art. L4144-11. § 1. De voorzitter van het stemopnemingsbureau gaat bij de voorzitter van het gemeente- of kantonbureau, volgens de stemming waarmee hij belast is, met het proces-verbaal en de tabel van de stemopneming.

In de gemeente, die hoofdplaats is van het kanton waar de provinciale stemopneming plaatsvindt in hetzelfde centrum als de gemeentelijke stemopneming, gaat de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau, met het proces-verbaal en de tabel van de stemopneming, bij de voorzitter van het gemeentelijke bureau en gaat de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau, met de uit de provinciale stemming afkomstige gelijkaardige documenten, bij de voorzitter van het kantonbureau.

§ 2. Indien deze voorzitter vaststelt dat de tabel in orde is, stelt hij er zijn paraaf op.

§ 3. De voorzitter van het stemopnemingsbureau doet in het proces-verbaal aantekenen dat de tabel is overhandigd en in voorkomend geval welke verbeteringen erin zijn aangebracht.

§ 4. De voorzitter van het gemeentelijk bureau en die van het kantonbureau, elk voor de stemming die hem betreft, verlenen daarna machtiging tot de openbare bekendmaking van de in genoemde tabel vastgestelde uitslag door elke voorzitter van het stemopnemingsbureau.

Art. L4144-12. Wanneer, na verificatie, de voorzitter van het gemeente- of kantonbureau een abnormaal of buitengewoon aantal blanco of ongeldige biljetten ofwel onregelmatigheden vaststelt, verzoekt hij de voorzitter van het stemopnemingsbureau het oorspronkelijk proces-verbaal eerst door zijn bureau te doen aanvullen of verbeteren.

De voorzitter van het stemopnemingsbureau doet in het proces-verbaal aantekenen welke verbeteringen erin zijn aangebracht en maakt het over aan de geraadpleegde voorzitter die er zijn paraaf op stelt volgens de in het vorige lid vastgestelde modaliteiten.

Art. L4144-13. Na het afsluiten van de verrichtingen verzamelt de voorzitter van elk stemopnemingsbureau de in artikelen L4143-28 en L4144-10 bedoelde omslagen in één gesloten en verzegeld pak, dat hij overmaakt aan het gemeentelijk bureau of aan het hoofdkantonbureau, volgens de stemming.

Art. L4144-13. Bij de afsluiting van de verrichtingen bundelt de voorzitter van elk stemopnemingsbureau de omslagen bedoeld in de artikelen L4143-28 en L4144-10 samen in een gesloten en verzegeld pakje. Hij moet dan in functie van de stemming het pakje aan het gemeentelijk bureau of aan het kantonhoofdbureau overmaken.

HOOFDSTUK V. — *De telling van de stemmen**Afdeling 1. — Inleidende verrichtingen*

Art. L4145-1. De voorzitters van het gemeentelijk bureau en van het kantonbureau krijgen de stemopnemings-tabellen die voor hen bestemd zijn in aanwezigheid van het bureau en van de getuigen. Ze geven er een ontvangstbewijs van aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus.

Art. L4145-2. § 1. het gemeentelijk bureau en het kantonbureau, elk voor de verkiezing die hen betreft, schrijven per stemopnemingsbureau, op de stemopnemingstabel voorzien in artikel L4142-39, de volgende gegevens :

- 1° het aantal stembiljetten die in elke stembus worden neergelegd;
- 2° het aantal geldige stemmen;
- 3° voor elke lijst, het aantal stemmen uitgebracht bovenaan de lijst;
- 4° voor elke lijst, het aantal naamstemmen;
- 5° voor elke kandidaat het aantal behaalde naamstemmen.

§ 2. De regering kan beslissen dat het invoeren van deze tabel via een software moet gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 1.

§ 3. Elk betrokken bureau begint onmiddellijk met deze opdracht zodra het bureau de tabel van het eerste stemopnemingsbureau krijgt.

Art. L4145-3. § 1. Het gemeentelijke bureau totaliseert voor geheel de gemeente en het kantonbureau voor geheel het kanton al de rubrieken opgenomen in de stemopnemingstabel.

Het stemcijfer van iedere lijst wordt ook door het bureau aangeduid. Dit cijfer wordt bepaald door de optelling van de geldige stembiljetten op een lijst, zoals bepaald overeenkomstig artikel L4144-8, § 2.

§ 2. Wanneer een kandidaat vóór de dag van de verkiezing overlijdt, gaat het gemeentelijk of districtbureau tewerk, alsof deze kandidaat niet op de lijst gestaan had waarop hij zich kandidaat gesteld had. De overleden kandidaat mag niet verkozen verklaard worden en geen enkele van de stemmen die uitgebracht zijn ten gunste van de volgorde van voordracht wordt aan hem toegekend. Er wordt echter rekening gehouden met het aantal naamstemmen die hij behaald heeft om het stemcijfer te bepalen van de lijst waarop hij zich kandidaat gesteld had.

§ 3. Wanneer een kandidaat op de dag van de stemming of daarna overlijdt, maar voor de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen, gaat het gemeentelijk of het districtbureau tewerk alsof de betrokkene nog in leven was. Indien hij verkozen is, moet de eerste opvolger van dezelfde lijst in zijn plaats zitting hebben.

§ 4. De eerste opvolger van dezelfde lijst moet ook zitting hebben in de plaats van de verkozen kandidaat die na de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen overlijdt.

Art. L4145-4. De voorzitter van het kantonbureau deelt aan de regering de resultaten mee die op de stemopnemingstabel van de provincieraadsverkiezingen worden overgedragen.

Daarna zendt hij de stemopnemingsstabellen en de tussentijdse stemopnemingstabel in een aparte en verzegelde omslag, aan de voorzitter van het districtbureau die er een ontvangstbewijs van afgeeft.

De regering kan beslissen dat de overdracht bedoeld in de vorige leden digitaal gebeurt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Afdeling 2. — Telling door de kieskringbureaus

Art. L4145-5. § 1. In dit stadium kunnen de kieskringbureaus ieder voor de verkiezing die hen betreft, de verrichtingen voortzetten.

§ 2. Het gemeentelijke bureau voert de telling van de gemeenteraads- en sectorraadsverkiezingen uit volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen L4145-6, § 1, L4145-7 en 8, alsmede in de artikelen L4145-11 tot 15.

§ 3. Op grond van de stemopnemingsstabellen hem overgemaakt door de kantonbureaus gaat het districtbureau verder met de telling van de provinciale verkiezingen. Hiervoor dient men een verschil te maken tussen :

- 1° het districtbureau waar geen gebruik is gemaakt van het in artikel L4142-34 toegestane recht om een lijstenverbinding aan te gaan, en dat voortzet volgens dezelfde modaliteiten als het gemeentelijk bureau;
- 2° het districtbureau waar gebruik is gemaakt van het in artikel L4141-34 toegestane recht om een lijstenverbinding aan te gaan, en dat voortzet volgens dezelfde modaliteiten bepaald in de artikelen L4145-6, § 1, lid 2 en § 2 alsmede in de artikelen L4145-7 § 2, L4145-9, L4145-10 en afdeling 3 van dit hoofdstuk. Artikel L4145-15 is van toepassing onder voorbehoud van de afkondiging van de kandidaten.

Voor de verrichtingen bedoeld in de §§ 2 en 3 kan de regering beslissen dat ze geautomatiseerd gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 3.

§ 4. Op aanvraag van de voorzitter van het kieskringbureau stelt het gemeentecollege hem het personeel en het materieel ter beschikking dat hij nodig heeft voor het volbrengen van zijn opdracht. Hetzelfde college bepaalt de vergoeding die door de gemeente aan de als rekenaars aangewezen personen zal worden betaald.

§ 5. Er wordt niet geëist dat een lijst een bepaalde hoeveelheid van stemmen heeft bereikt om tot de zetelverdeling toegelaten te worden.

Art. L4145-6. § 1. Het gemeentelijk bureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 2, 3, 4, 5, enz. en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

Het districtbureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enzovoort, en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

§ 2. Het tot een geheel getal vastgestelde laatste quotiënt dient als kiesdeler.

§ 3. In de districten bedoeld in L4145-5, § 3, 2, bepaalt het districtbureau de kiesdeler door het algemeen totaal van de geldige stembiljetten te delen door het getal van de in het district toe te kennen zetels.

Art. L 4145-7. § 1. De verdeling van de zetels over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan de kiesdeler.

§ 2. Het districtbureau bedoeld in artikel L4145-5, § 3, 2° deelt het stemcijfer van elke lijst door de kiesdeler. Het resultaat hiervan noemt men de kiesfractie. De tot een geheel getal vastgestelde kiesfractie komt overeen met het aantal zetels die door elke lijst is verworven.

Art. L4145-8. § 1. Het kieskringbureau vermeldt op de stemopnemings tabel de informatie betreffende de verdeling van de zetels over de lijsten.

§ 2. De stemcijfers van de tot de zetelverdeling toegelaten lijsten worden naast mekaar op een horizontale lijn opgeschreven en, onder elk cijfer, worden de tot een geheel getal vastgestelde quotiënten opgeschreven.

§ 3. Daarna onderstreept het bureau opeenvolgend de hoogste quotiënten tot beloop van het aantal mandaten die toegekend moeten worden.

Art. L4145-9. § 1. Als het laatste gerangschikte quotiënt, d.w.z. datgene dat de toekenning van de laatste zetel bepaalt, tegelijk op verschillende lijsten voorkomt, wordt er rekening gehouden met de decimale cijfers om deze zetel aan een lijst toe te kennen.

§ 2. Als het laatste gerangschikte quotiënt van meerdere lijsten absoluut dezelfde is, wordt de laatste zetel toegekend aan de lijst die het hoogste stemcijfer gehaald heeft.

§ 3. Als het in dit stadium niet mogelijk is om de laatste zetel aan een lijst toe te kennen, wordt er overgegaan tot de verrichtingen bedoeld in artikel L4145-11.

Art. L4145-10. § 1. Naast het aantal zetels die haar krachtens artikel L4145-7, § 2, worden toegekend, vermeldt het districtbureau bedoeld in L4145-5, § 3, 2°, voor elke lijst, het overschot aan niet-vertegenwoordigde stemmen.

Dit overschot is gelijk aan het stemcijfer van de lijst waaraan het product van de kiesfractie door de kiesdeler wordt onttrokken.

§ 2. Van deze verrichtingen maakt het bureau proces-verbaal op. Het proces-verbaal wordt door elk lid van het bureau en door de getuigen ondertekend.

§ 3. Het bureau stuurt een exemplaar van dit proces-verbaal aan het centraal bureau van het arrondissement via de snelste weg.

De regering kan beslissen dat de overdracht digitaal gebeurt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

Art. L4145-11. De verdeling van de kandidaten gebeurt met inachtneming van de volgende regels :

1. is er niet meer dan één gemeenteraadslid te kiezen, dan wordt de kandidaat die de meeste stemmen heeft verkregen, gekozen verklaard. Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen;

2. wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen;

3. indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet-toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de andere lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort;

4. als bij de verdeling tussen de lijsten, de laatste zetel niet kan worden gerangschikt overeenkomstig artikel L4145-9, § 3, wordt hij toegekend aan de betrokken kandidaat die de meeste naamstemmen heeft verkregen of, subsidiair, de oudste in jaren is;

5. indien het aantal kandidaten van een lijst hoger ligt dan het aantal zetels die haar toekomen, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten in afnemende grootte van het aantal stemmen dat zij hebben behaald. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van voordracht op de lijst beslissend.

Art. L4145-12. § 1. Alvorens de gekozene aan te wijzen, kent het kieskringbureau aan de kandidaten individueel de helft van het aantal stemmen toe te gunste van de volgorde van voordracht.

Deze helft wordt vastgelegd door het product van de vermenigvuldiging van het aantal stembiljetten met een lijststem zoals bedoeld in artikel L4144-8, § 2, en het aantal door deze lijst behaalde zetels, te delen door twee. Het resultaat van deze tot een geheel getal vastgestelde bewerking, is het bedrag van de overgang.

§ 2. Het kieskringbureau berekent het verkiesbaarheidscijfer als volgt :

1° het vermenigvuldigt het stemcijfer van de lijst door het aantal zetels die aan deze lijst worden toegekend;

2° het deelt dit product door het aantal zetels die aan de lijst worden toegekend, vermeerderd met een eenheid. Het eindresultaat wordt, indien er decimalen zijn, afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

Art. L4145-13. Om het aantal stemmen die aan een kandidaat toekomen te bepalen, wordt het bedrag van de overdracht toegevoegd aan de naamstemmen die de eerste kandidaat van de lijst heeft behaald, voor wat nodig is om het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek is voor elke lijst te bereiken. Is er een overschot, dan wordt het op gelijkaardige wijze toegekend aan de tweede kandidaat, vervolgens aan de derde en zo verder, totdat het bedrag van de overdracht volledig uitgedeeld is.

Art. L4145-14. Voor elke lijst waarop één of meer kandidaten gekozen zijn overeenkomstig artikel L4145-11, worden de niet gekozen kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald, of bij gelijk stemmenaantal, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet, eerste, tweede derde, enz. opvolger verklaard. Bij deze verrichting wordt geen rekening gehouden met de stemmen ten gunste van de volgorde van voordracht zoals bepaald in artikel L4145-12.

Art. L4145-15. Het resultaat van de algemene telling van de stemmen en de namen van de kandidaten die als gemeente-, provincie- en sectorraadslid verkozen zijn, alsmede hun plaatsvervangers, wordt publiekelijk bekendgemaakt door de voorzitter van het kieskringbureau.

Art. L4145-16. § 1. Onmiddellijk na deze bekendmaking wordt de inhoud ervan door de voorzitter van het kieskringbureau aan de regering overgemaakt.

De regering kan beslissen dat de overdracht digitaal gebeurt overeenkomstig artikel L4141-1, § 2.

§ 2. Van deze verrichtingen maakt het kieskringbureau een proces-verbaal op. Dit proces-verbaal wordt door elk lid van het bureau en door de getuigen ondertekend.

§ 3. Voor de gemeenteraadsverkiezingen stuurt de voorzitter van het gemeentelijk bureau binnen drie dagen het proces-verbaal naar de provinciegouverneur, samen met de stembiljetten, de stemopnemingsstabellen, de omslagen bedoeld in artikel L4144-8, § 3, en de akten van voordracht en van bewilliging van de kandidaten, alsook de aanwijzing van de getuigen.

Een dubbel van het proces-verbaal van het gemeentelijke bureau, door de leden voor eensluidend verklaard, wordt op de gemeentesecretarie voor eenieder ter inzage gelegd.

§ 4. Voor de provincieraadsverkiezingen worden de documenten vermeld in de vorige paragraaf onmiddellijk door de voorzitter van het districtbureau ter griffie van de rechtbank van de hoofdplaats van de kieskring neergelegd. Zij blijven er berusten tot de tweede dag na de geldigverklaring van de verkiezing. De provincieraadsleden kunnen zich deze stukken doen overleggen, indien zij het nodig achten.

§ 5. Op het pak dat deze stukken voor elke verkiezing bevat, worden de datum van de verkiezing, de naam van de gemeente en van het district vermeld.

§ 6. De gemeentesecretaris en de provinciegriffier sturen elk voor de verkiezing die hen betreft, uittreksels van het proces-verbaal van de stemopneming van de verkiezing.

Afdeling 3. — Telling in geval van apparentering

Art. L4145-17. § 1. In geval van apparentering komt het centraal arrondissementsbureau daags nadien om dertien uur samen om over te gaan tot de aanvullende verdeling van de zetels, alsmede de bepaling van de districten waarin de verschillende lijsten deze zetels behalen en de aanwijzing van de verkozen kandidaten.

§ 2. Op de apparenteringstabel vastgelegd door de regering vermeldt het bureau voor elke groep en voor elke geïsoleerde lijst bedoeld in artikel L4145-18, § 2, lid 2, de volgende gegevens :

1° de naam van de districten van het arrondissement;

2° het stemcijfer van elke lijst die toegelaten wordt in één van de districten met aanvullende verdeling;

3° het aantal reeds verworven zetels in elke district van het arrondissement door de groepen en de alleenstaande lijsten overeenkomstig artikel L4145-7, § 2;

4° het overschot aan niet vertegenwoordigde stemmen, ingeschreven in de processen-verbaal van de bovenbedoelde districten;

5° het aantal aanvullende zetels die in elk district moeten verdeeld worden.

§ 3. Het gaat onverwijld de apparenteringstabel aanvullen zodra het de opnemingsstabel van het eerste districtbureau ontvangt.

§ 4. Indien het werk opgeschort is ten gevolge van een vertraging in de ontvangst van één of meer processen-verbaal van de districtbureaus, kan de vergadering tijdelijk onderbroken worden. Zij wordt dezelfde dag of zo nodig de volgende dag hervat op het uur waarop de ontbrekende stukken worden verwacht.

§ 5 - De regering kan beslissen dat het invoeren van deze tabel via een software moet gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 1.

Art. L4145-18. § 1. Als het in het bezit is van het proces-verbaal van elk district van het arrondissement en de tabel behoorlijk ingevuld is, stelt het bureau het stemcijfer van iedere groep vast door optelling van de stemcijfers van de lijsten die er deel van uitmaken. De andere lijsten behouden hun stemcijfer.

§ 2. Worden tot de aanvullende verdeling toegelaten, alle verbonden lijsten die in een district een aantal stemmen hebben verkregen dat gelijk is aan of hoger is dan zesenzestig ten honderd van de kiesdeler, vastgesteld overeenkomstig artikel L4145-6, § 2.

Lijsten die alleen maar in een district van het arrondissement kandidaten voordragen en die het aantal stemmen bedoeld in het vorig lid niet halen, nemen ook deel aan de zetelverdeling. Het zijn alleenstaande lijsten.

§ 3. Het stemcijfer van het arrondissement is het cijfer dat behaald wordt door elke groep van verbonden lijsten van het arrondissement, door een optelling van de stemcijfers behaald in elke district waar lijsten van deze groep werden voorgedragen.

Art. L4145-19. § 1. Het bureau deelt achtereenvolgens de stemcijfers van het arrondissement met inachtneming van de volgende regels :

1° voor elke groep van verbonden lijsten wordt het stemcijfer van het arrondissement een eerste keer gedeeld door het aantal reeds verworven zetels, vermeerderd met een eenheid;

2° als er nog aanvullende zetels verdeeld moeten worden, wordt de in 1° gebruikte deler voor elke lijstengroep waaraan een eenheid wordt toegevoegd, opnieuw gebruikt, en wordt het stemcijfer van het arrondissement door dit resultaat gedeeld. Het quotiënt in stemmen van het arrondissement wordt zo verkregen;

3° er wordt op die manier tewerk gegaan zoveel keer als er aanvullende zetels moeten toegekend worden.

§ 2. Het bureau rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid totdat een aantal quotiënten gelijk aan het aantal te verdelen aanvullende zetels is bereikt. Elk in aanmerking komend quotiënt brengt de toekenning mee van een aanvullende zetel aan de betrokken groep of lijst.

Art. L4145-20. § 1. Het bureau wijst vervolgens de districten aan waar de alleenstaande lijsten toegelaten tot de verdeling en de verbonden lijsten de hun toekomende aanvullende zetel of zetels zullen verkrijgen.

Voor de alleenstaande lijsten komt de aanwijzing van de aanvullende zetel vóór de andere lijsten in het district waar ze zich kandidaat hebben gesteld, en wel te beginnen met de lijsten die de hoogste in aanmerking komende quotiënten hebben.

§ 2. Elke groep van verbonden lijsten krijgt de aanvullende zetels die hem toekomen in de districten waar hij het hoogste overschot aan stemmen heeft behaald.

Elke aanvullende zetel die zo verkregen is, wordt toegekend aan elke verbonden lijst, in de volgorde van het verkiesbaarheidscijfer van deze lijsten dat overeenkomstig artikel L4145-12, § 2 verkregen wordt.

§ 3. Als elke lijst van een groep een zetel gekregen heeft en er nog zetels aan deze groep moeten toegekend worden, wordt de verdeling overeenkomstig § 2 voortgezet.

§ 4. Als elke zetel van een district reeds toegekend is, wordt voor de toekenning van de aanvullende zetel het district in beschouwing genomen waar er nog zetels toegekend moeten worden en waar de betrokken groep het overschot heeft gekregen dat juist lager is.

§ 5 -Als reeds is voorzien in elke aanvullende zetel die aan een groep toekomt, zijn de nog niet toegekende zetels die hem hadden kunnen toekomen verdeeld tussen de andere lijsten van éénzelfde district in de volgorde van het quotiënt in stemmen van het arrondissement.

§ 6. Voor de verrichtingen bedoeld in de artikelen L4145-18 tot 21, kan de regering beslissen dat ze geautomatiseerd gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 3.

Artikel L4145-21. Eens de verdeling tussen de lijsten voorbij is, hervat het centraal arrondissementsbureau dat als kieskringbureau werkt, de verrichtingen omschreven in de artikelen L4145-11 tot 15 en in artikel L4145-16, § 1, 2 en 4.

De documenten vermeld in artikel L4145-16, § 4, worden ter griffie van de rechtbank van de hoofdplaats van het arrondissement neergelegd.

Afdeling 4. — Sancties i.v.m. de stemming, de stemopneming en de verschillende kiesverrichtingen

Onderafdeling 1. — Sancties betreffende de stemverplichting

Art. L4145-22. § 1. Kiezers die onmogelijk aan de stemming kunnen deelnemen, mogen de redenen van hun onthouding, met de nodige verantwoording, aan de vrederechter doen kennen.

§ 2. Zij die op de dag van de stemming krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing van hun vrijheid beroofd zijn, worden geacht onmogelijk aan de stemming te kunnen deelnemen.

Art. L4145-23. Er wordt geen vervolging ingesteld wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de vrederechter, in overeenstemming met de procureur des Konings.

Art. L4145-24. Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de procureur des Konings de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen.

Deze kiezers verschijnen op een eenvoudige oproeping voor de politierechtbank, die, het openbaar ministerie gehoord, beslist zonder mogelijkheid van hoger beroep.

Art. L4145-25. § 1. Een eerste, niet gewettigde onthouding wordt naar gelang van de omstandigheden gestraft met een berisping of met een geldboete van vijf tot tien euro.

Bij herhaling is de geldboete tien euro tot vijftientig euro.

Vervangende gevangenisstraf wordt niet uitgesproken.

§ 2. Onverminderd de voormelde strafbepalingen wordt de kiezer, indien de niet gewettigde onthouding ten minste vier maal voorkomt binnen vijftien jaar, voor tien jaar van de kiezerslijsten geschrapt en kan hij gedurende die tijd geen benoeming, bevordering of onderscheiding krijgen van een openbare overheid.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel is het afwezig zijn van een verkiezing volgend op het afwezig zijn van een andere verkiezing en andersom geen herhaling van de overtreding.

§ 4. In de gevallen van dit artikel kan geen uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf worden verleend.

§ 5. Tegen een veroordeling bij verstek staat verzet open gedurende zes maanden na de betekening van het vonnis. Het verzet kan worden gedaan bij eenvoudige verklaring, zonder kosten, op het gemeentehuis.

Onderafdeling 2. — Sancties betreffende de inbreuk op het stemrecht en op het stemgeheim

Art. L4145-26. § 1. Onder inbreuk op het stemrecht wordt verstaan, het feit om een kiezer tot stemonthouding over te halen of op zijn stemming invloed uit te oefenen, zich jegens hem schuldig maken aan feitelijkeheden, gewelddaden of bedreigingen, of hem doen vrezen voor het verlies van zijn betrekking of voor een nadeel in zijn persoon, zijn familie of zijn vermogen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die een dergelijke inbreuk begaan heeft.

Art. L4145-27. Hij die op de dag van de stemming wanorde veroorzaakt hetzij door een herkenningsteken te aanvaarden, te dragen of te vertonen, hetzij op enige andere wijze, wordt gestraft met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro.

Art. L4145-28. Iedere voorzitter, bijzitter of secretaris van een bureau en iedere getuige, die het geheim van de stemming kenbaar maakt, wordt gestraft met een geldboete van vijfhonderd euro tot drieduizend euro.

Onderafdeling 3. — Sanctie betreffende de kiesomkoping

Art. L4145-29. § 1. Ressorteren onder de kiesomkoping, de volgende handelingen en feiten die rechtstreeks of onrechtstreeks worden uitgevoerd, hetzij om een stem of een onthouding, of een volmacht bedoeld in artikel L4133-1, § 1, te verkrijgen of door de omschreven voordelen te doen afhangen van het resultaat van de verkiezing :

1° geld, waarden, voordelen of steunverlening, geven, aanbieden of beloven, zelfs onder de vorm van een weddenschap;

2° openbare of privé-betrekkingen aanbieden of beloven.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die van kiesomkoping schuldig wordt bevonden.

Krijgen dezelfde straffen degene die de giften, aanbod of beloftes hebben aanvaard.

Art. L4145-30. § 1. Ressorteren ook onder de kiesomkoping de volgende handelingen en feiten :

- 1° onder het mom van verblijfs- of reiskosten, een geldsom of waarden geven, aanbieden of beloven aan de kiezers;
- 2° tijdens de verkiezingen, eetwaren of dranken aan de kiezers geven, aanbieden of beloven.

§ 2. Hij die één van deze handelingen heeft uitgevoerd, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro.

Dezelfde straf wordt opgelegd aan de kiezer die giften, aanbiedingen of beloftes heeft aanvaard.

§ 3. Als dader van de wanbedrijven, in de §§ 1 en 2 omschreven, wordt gestraft hij die geld geeft om ze te plegen, wetend waarvoor het moet dienen, of opdracht geeft om in zijn naam het aanbod, de belofte of de bedreiging te doen.

§ 4. Indien de schuldige een openbaar ambtenaar is, wordt het maximum van de straf uitgesproken en kunnen de gevangenisstraf en de geldboete verdubbeld worden.

§ 5. Herbergiers, drankslijters of andere handelaars zijn niet ontvankelijk om in rechte betaling te vorderen van verbruikskosten die ter gelegenheid van de verkiezing gemaakt zijn.

Art. L4145-31. § 1. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro wordt gestraft ieder lid of bediende van een openbare of gesubsidieerde instelling met sociaal voorwerp, die aan één of meer behoeftigen, al dan niet rechtstreeks, blijvende, tijdelijke of buitengewone steun aanbiedt, belooft of geeft onder voorwaarde van steunverlening of stemonthouding.

§ 2. Hetzelfde geldt voor de voormelde leden of bedienden die enige steunverlening ontzeggen of schorsen omdat de behoeftige weigert op zijn stemming invloed te laten uitoefenen of zich van stemming te onthouden.

§ 3. Hij die, onder bedreiging in een bepaalde zin te stemmen, steun of steunverhoging vraagt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden.

Onderafdeling 4. — Sancties betreffende de kiesomkoping

Art. L4145-32. § 1. Ressorteren onder de kiesomkoping de volgende handelingen en feiten die tijdens de stemming of de stemopneming door een lid van het kiesbureau worden uitgevoerd :

- 1° bedrieglijke verandering, wegneming of bijvoeging van stembiljetten;
- 2° wetens minder of meer stembiljetten of stemmen aantekenen dan hij werkelijk te tellen heeft gekregen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met een geldboete van vijftig euro tot tweeduizend euro wordt gestraft ieder die één van deze wanbedrijven begaan heeft.

§ 3. De getuige die schuldig is aan de in de vorige paragraaf omschreven feiten, is strafbaar met dezelfde straf.

§ 4. Iedere andere persoon die schuldig is aan de in het vorige lid omschreven feiten, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro.

§ 5. Van de feiten wordt onmiddellijk melding gemaakt in het proces-verbaal.

Art. L4145-33. Namaak van stembiljetten wordt gestraft als valsheid in openbare geschriften.

Onderafdeling 5. — Sancties betreffende de verzameling van de stemmen

Art. L4145-34. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren onder de verzameling van de stemmen :

1° stemmen of zich ter stemming aanmelden onder de naam van een andere kiezer, buiten de gevallen bepaald in artikel L4132-1, § 1;

2° één of meer stembiljetten wegnemen of achterhouden.

§ 2. Met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.

Art. L4145-35. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren ook onder de verzameling van de stemmen :

1° op grond van artikel L4132-1, § 1, volmacht geven terwijl de desbetreffende voorwaarden niet vervuld zijn;

2° hij die volmacht heeft gegeven en zijn volmachthouder heeft laten stemmen, ondanks het feit dat de voorwaarden bedoeld in artikel L4132-1, § 1, op het ogenblik van de stemming, niet vervuld zijn;

3° hij die wetens in naam van zijn volmachtgever heeft gestemd terwijl deze overleden was of zijn stemrecht zelf kon uitoefenen;

4° meer dan één volmacht aannemen of geven op grond van artikel L4132-1, § 1.

§ 2. Met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.

Art. L4145-36. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren onder de verzameling van de stemmen :

1° in een kieslokaal stemmen met schending van de artikelen L4121-2 en 3;

2° op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemlokalen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemmen, ook al is hij ingeschreven in de kiesregisters van die verschillende gemeenten of lokalen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met een geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.

Onderafdeling 6 - Sancties betreffende het geweld

Art. L4145-37. Zij die door samenscholing, geweld of bedreiging één of meer burgers beletten hun politieke rechten uit te oefenen, worden gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro.

Art. L4145-38. Hij die personen, zelfs ongewapende, aanwerft, bijeenbrengt of opstelt derwijze dat de kiezers vrees wordt aangejaagd of de orde verstoord, wordt gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één maand en met een geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

Zij die wetens van aldus ingerichte benden of groepen deel uitmaken, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met een geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro.

Art. L4145-39. Zij die met geweld binnendringen of pogen binnen te dringen in een kiesgebouw om de kiesverrichtingen te belemmeren, worden gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met een geldboete van tweehonderd euro tot tweeduizend euro.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, in het eerste geval met een gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en met een geldboete van vijfhonderd euro tot drieduizend euro.

Art. L4145-40. Leden van een kiesafdeling die zich gedurende de vergadering schuldig maken aan smaad of geweld, hetzij tegen het stembureau, hetzij tegen één van de leden ervan, tegen één van de getuigen, of die door feitelijkheden of hetzij bedreigingen de kiesverrichtingen vertragen of verhinderen, worden gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één jaar en met een geldboete van honderd euro tot duizend euro.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.

Art. L4145-41. Indien bij de feiten omschreven in de artikelen L4145-38 tot 40 de stemming wordt geschonden, dan wordt het maximum van die straffen bedoeld in deze artikelen uitgesproken en kunnen deze verdubbeld worden.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft met een opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met een geldboete van drieduizend euro tot vijfduizend euro.

Wanneer deze feiten gepleegd worden door ingerichte benden of groepen als bedoeld in artikel L4145-38, worden zij die de daarvan deel uitmakende personen aangeworven, bijeengebracht of opgesteld hebben, gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van honderd euro tot duizend euro.

Art. L4145-42. Als daders worden gestraft zij die hetzij door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, hetzij door woorden of kreten in openbare bijeenkomsten of plaatsen, hetzij door aangeplakte plakaten, hetzij door al dan niet gedrukte geschriften die verkocht of rondgedeeld zijn, het plegen van de in de artikelen L4145-38 tot 40 omschreven feiten rechtstreeks hebben uitgelokt.

Is de uitlokking zonder gevolg gebleven, dan worden zij gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro.

Onderafdeling 7. — Verscheidene bepalingen

Art. L4145-43. De vervolging van de bij dit Wetboek omschreven misdaden en wanbedrijven, alsmede de burgerlijke rechtsvordering, verjaren door verloop van zes volle maanden vanaf de dag waarop de misdaden en wanbedrijven zijn gepleegd.

Art. L4145-44. Bij samenloop van één of meer van deze omschreven wanbedrijven, worden de straffen gecumuleerd zonder dat evenwel het dubbele van het maximum van de hoogste straf overschreden mag worden.

Art. L4145-45. Wanneer verzachtende omstandigheden aanwezig zijn, kunnen de rechtbanken de straf van opsluiting door een gevangenisstraf van minstens drie maanden vervangen en de gevangenisstraf tot beneden acht dagen, de geldboete tot beneden zesentwintig euro verminderen.

Zij kunnen één van die straffen afzonderlijk uitspreken, zonder dat deze echter lager mag zijn dan een politiestraf.

Art. L4145-46. Het is aan de ambtenaar die de klacht ontvangt, verboden het ontvangstbewijs dat hij aan de eiser overmaakt, te antedateren op straffe van gevangenis van één maand tot twee jaar.

HOOFDSTUK VI. — Sluiting van de kiesverrichtingen en geldigverklaring

Afdeling 1. — Sluiting van de kiesverrichtingen

Art. L4146-1. De documenten vermeld in artikel L4145-16 worden binnen vijf dagen die volgen op de datum van de verkiezing aan de provinciegriffier toegezonden.

De provincieraad kan, indien hij het nodig acht, overlegging bevelen van deze stukken.

Art. L4146-2. De niet-gebruikte biljetten worden onmiddellijk toegezonden aan de provinciegouverneur, die het getal ervan vaststelt.

Art. L4146-3. De provinciegouverneur houdt de niet-ontzegelde omslagen met de registers van de stemmers ter beschikking van de onderscheiden vrederechters die bevoegd zijn voor de toepassing van de artikelen L4145-22 tot 25.

De omslagen met de stembiljetten, behalve die met de niet-gebruikte, mogen alleen worden geopend door het provinciecollege, aan wie alle stukken van de verkiezing worden bezorgd.

Afdeling 2. — Geldigverklaring en beroep tegen de verkiezingen

Onderafdeling 1. — De verkiezingen van de gemeenteraden

Art. L4146-4. Onverminderd de bepalingen van afdeling 3 van dit hoofdstuk betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de gemeenteraads- en sectorraadsverkiezingen is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het gemeentelijke bureau is afgekondigd, definitief vijfenveertig dagen na de dag van de verkiezingen.

Art. L4146-5. Het provinciecollege doet uitspraak over de bezwaren en kan de verkiezing alleen ongeldig verklaren op grond van een bezwaar. Alleen de kandidaten kunnen bezwaar indienen tegen de verkiezingen.

De gemeenteraads- en de sectorraadsverkiezingen kunnen zowel door het provinciecollege als door de Raad van State alleen ongeldig worden verklaard op grond van onregelmatigheden die de zetelverdeling tussen de onderscheiden lijsten kunnen beïnvloeden.

Art. L4146-6. Bij ontstentenis van bezwaren gaat het provinciecollege alleen de juistheid na van de zetelverdeling tussen de lijsten en van de rangorde waarin de raadsleden worden gekozen en de opvolgers worden verklaard. Zij wijzigt, in voorkomend geval, ambtshalve de zetelverdeling en de rangorde.

Art. L4146-7. De nieuwgekozen gemeente- en sectorraadsleden aanvaarden hun ambt op de datum en volgens de modaliteiten bepaald bij artikel L1122-3, lid 3, van dit Wetboek.

Art. L4146-8. § 1. Elk bezwaar moet, op straffe van verval, schriftelijk worden ingediend binnen tien dagen te rekenen van de dagtekening van het proces-verbaal en de identiteit en de woonplaats van de bezwaarde vermelden.

Het wordt overhandigd aan de provinciegriffier of ter post aangetekend verzonden.

De ambtenaar aan wie het bezwaarschrift wordt overhandigd, is verplicht een ontvangstbewijs af te geven.

§ 2. Eenieder die een bezwaar heeft ingediend dat ongegrond blijkt en waarvan vaststaat dat het is ingediend met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

Art. L4146-9. Wanneer het een beslissing neemt met toepassing van de artikelen L4146-5 en 6, doet het provinciecollege uitspraak als administratief rechtscollege, ongeacht of bij het college bezwaar is ingediend of niet.

Art. L4146-10. De uiteenzetting van de zaak door een lid van het provinciecollege en de uitspraak van de beslissing geschieden in openbare vergadering. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid.

Art. L4146-11. De stembiljetten mogen alleen worden onderzocht wanneer de krachtens artikel L4134-1, § 3, aangewezen getuigen tegenwoordig of althans behoorlijk opgeroepen zijn; de omslagen die de stembiljetten bevatten, worden opnieuw verzegeld in hun bijzijn en door hun toedoen.

Art. L4146-12. § 1. Het provinciecollege doet uitspraak binnen dertig dagen na de indiening van het bezwaar.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van afdeling 3 van dit hoofdstuk betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de gemeenteraads- en sectorraadsverkiezingen, indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt het bezwaar als verworpen beschouwd en is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het gemeentelijke bureau is afgekondigd, definitief.

Art. L4146-13. Van de beslissing van het provinciecollege of het uitblijven van enige beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt door de provinciegriffier binnen drie dagen kennis gegeven aan de gemeente- of sectorraad naargelang het geval en, bij een ter post aangetekende brief, aan de bezwaarden.

Art. L4146-14. § 1. Indien de verkiezing ongeldig verklaard is, wordt bovendien de beslissing van het provinciecollege op dezelfde wijze meegedeeld aan de twee ondertekenende raadsleden bedoeld in artikel L4142-4, § 1, eerste lid, of aan de drie ondertekenaars bedoeld in artikel L4142-4, § 3.

§ 2. Van de beslissing waarbij het provinciecollege, al dan niet uitspraak doende op een bezwaar, de zetelverdeling onder de lijsten, de rangorde van de gekozen raadsleden of die van de opvolgers wijzigt, wordt, bovendien op dezelfde wijze, kennis gegeven aan de gekozen raadsleden, die hun hoedanigheid van gekozenen verliezen, en aan de opvolgers, die hun rang van eerste of tweede opvolger verliezen.

§ 3. Van de beslissing van het provinciecollege waarbij de verkiezingen worden vernietigd of de zetelverdeling wordt gewijzigd, wordt tegelijkertijd aan de Eerste voorzitter van de Raad van State een voor eensluidend verklaard afschrift van de uitspraak, van het administratief dossier en van de procedurestukken toegestuurd.

Art. L4146-15. Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van het provinciecollege kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de Raad van State. De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen. Het beroep bij de Raad van State is niet opschortend, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van het provinciecollege die een vernietiging van de verkiezingen of een wijziging in de zetelverdeling inhoudt. Wanneer vóór de uitspraak van de Raad van State de regering de burgemeester van de betreffende gemeente benoemt, heeft deze benoeming uitwerking vanaf de betekening van het arrest van de Raad van State dat de verkiezingen niet vernietigt of de zetelverdeling niet wijzigt.

Het arrest van de Raad van State wordt door toedoen van de griffier onmiddellijk ter kennis gebracht van de provinciegouverneur en van de gemeente- of sectorraad, naargelang het geval.

Art. L4146-16. Het raadslid dat van zijn mandaat vervallen wordt verklaard, wordt vervangen door de eerste opvolger van de lijst waarop hij werd verkozen.

Art. L4146-17. Bij gehele of gedeeltelijke ongeldigverklaring van de verkiezing maakt het gemeentecollege de lijst van de gemeenteraadskiezers op, op de dag van de kennisgeving van die beslissing aan de gemeenteraad; het college roept de kiezers op voor nieuwe verkiezingen te houden binnen vijftig dagen na die kennisgeving.

De precieze kalender van de kiesverrichtingen wordt door de Regering bepaald.

Onderafdeling 2. — Geldigverklaring van de verkiezingen van de provincieraaden

Art. L4146-18. Onverminderd de bepalingen van afdeling 3 van dit hoofdstuk betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de provincieraadsverkiezingen doet het provinciecollege uitspraak over de geldigheid van de verkiezingen van de provincieraadsverkiezingen; het college onderzoekt de geloofsbrieven van de raadsleden en opvolgers en beslist de geschillen die hieromtrent rijzen.

Art. L4146-19. Elk bezwaar tegen de verkiezing moet bij de provincieraad worden ingebracht vóór het onderzoek van de geloofsbrieven.

Art. L4146-20. Bij nietigverklaring van een verkiezing moeten alle verrichtingen, de voordracht van kandidaten inbegrepen, opnieuw plaatshebben.

Art. L4146-21. Wanneer evenwel bij de verkiezingen in verscheidene districten van een zelfde arrondissement de in artikel L4142-34 bedoelde lijstenverbinding heeft plaatsgehad en wanneer de gronden van nietigverklaring der verkiezing in één van de districten geen twijfel kunnen doen rijzen omtrent de nauwkeurigheid en de echtheid van de in de andere districten opgetekende uitslagen, dan kan de provincieraad de verkiezingen in deze districten geldig verklaren met betrekking tot de zetels, die bij de eerste verdeling zijn toegekend overeenkomstig artikel L4145-9 en voor de bij de tweede verdeling toegekende zetels, zijn beslissing aanhouden tot het tijdstip van het onderzoek van de geloofsbrieven na de nieuwe verkiezingen die moeten worden gehouden in het district waar de verkiezingsverrichtingen werden nietig verklaard.

De vorige verklaringen van lijstenvormingen die regelmatig gebeurd zijn, blijven gelden voor de nieuwe verkiezing voor de lijsten waarvan de samenstelling dezelfde gebleven is. Ze worden dus niet verlengd en er kunnen geen nieuwe toegelaten worden.

Bij de nieuwe verkiezing wordt het centraal arrondissementsbureau opnieuw in het bezit gesteld van de vroegere processen-verbaal, bedoeld in artikel L4145-10, § 3, ten einde de onder artikel L4145-17 tot 21 bepaalde verrichtingen te doen zowel met betrekking tot het district waar de nieuwe verkiezing heeft plaatsgehad als tot de districten waar aanvullende zetels toe te kennen blijven.

Art. L4146-22. De nieuwgekozen raadsleden aanvaarden hun ambt op de bijeenkomst tijdens welke hun geloofsbrieven worden onderzocht overeenkomstig artikel L4146-18 en na de eed te hebben afgelegd.

Onderafdeling 3. — Algemene bepalingen

Art. L4146-23. Alle al dan niet geldige biljetten worden volgens de modaliteiten vastgelegd door de regering vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is.

De registers van de stemmers neergelegd ter griffie van de rechtbank worden overgemaakt aan de provinciegouverneur.

Ze worden vernietigd volgens de modaliteiten vastgelegd door de regering, samen met de registers van de stemmers waarover zij beschikt.

Art. L4146-24. Uiterlijk op 30 mei van het jaar dat volgt op de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen doet de regering verslag aan het parlement over deze verkiezingen.

Bij ongeldigverklaring van de verkiezing waarbij de hernieuwing van de verkiezingsprocedure vereist is, kan deze verkiezing het voorwerp uitmaken van een apart verslag indien zij na 1 mei zou plaatsvinden.

Afdeling 3. — Regels eigen aan de controle van de verkiezingsuitgaven

Art. L4146-25. § 1. Het op artikel L4131-5 gegrond bezwaar moet op straffe van verval uiterlijk vijfenveertig dagen na de datum van de verkiezingen schriftelijk worden ingediend bij de Gewestelijke controlecommissie. Het bezwaar moet de identiteit en de woonplaats van de eiser vermelden.

Dat bezwaar wordt aan de griffier van de Gewestelijke controlecommissie overhandigd of bij een ter post aangetekende brief aan hem verstuurd.

De ambtenaar aan wie het bezwaarschrift wordt overhandigd, is verplicht een ontvangstbewijs af te geven..

§ 2. Alleen kandidaten mogen dit bezwaar indienen.

Art. L4146-26. § 1. De Gewestelijke Controlecommissie doet onverwijld uitspraak over de krachtens artikel L4146-25 ingediende bezwaren.

De indiening van het bezwaarschrift schorst de installatie van het betrokken raadslid niet.

De uiteenzetting van de zaak door een lid van de Gewestelijke controlecommissie en de uitspraak van de beslissing geschieden in openbare vergadering. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid.

§ 2. De Gewestelijke controlecommissie kan alleen op grond van een bezwaar een verkozen kandidaat van zijn mandaat vervallen verklaren.

Art. L4146-27. § 1. De griffier van de Gewestelijke controlecommissie brengt de regering of diens afgevaardigde en de betrokken raad en, bij een ter post aangetekende brief, de kandidaat tegen wiens verkiezing bezwaar is ingediend alsmede de eisers onmiddellijk in kennis van de beslissing van de Gewestelijke controlecommissie.

§ 2. Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van de Gewestelijke controlecommissie, kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de Raad van State. De Raad van State doet onverwijld uitspraak over het beroep.

Het beroep schorst de installatie van het betrokken raadslid niet.

§ 3. Het door de Raad van State uitgebrachte arrest wordt door toedoen van de griffier onmiddellijk ter kennis gebracht van de regering of diens afgevaardigde en de betrokken raad, alsmede van de kandidaat tegen wiens verkiezing bezwaar is ingediend en van de Gewestelijke Controlecommissie.

Art. L4146-28. Het raadslid dat door een beslissing van de Gewestelijke Controlecommissie of van de Raad van State van zijn mandaat vervallen wordt verklaard, wordt vervangen door de eerste opvolger van de lijst waarop hij werd verkozen, na onderzoek van zijn geloofsbrieven door de provincieraad. Hij voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. L4146-29. § 1. Elk bezwaar ingebracht tegen de beslissing van de raad of tegen zijn weigering om de opvolger aan te stellen als gemeenteraadslid, wordt ingediend bij het provinciecollege.

Elk bezwaar van dezelfde aard betreffende provincieraadsleden wordt bij de regering ingediend.

§ 2. De overheid waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, moet uitspraak doen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop het bezwaarschrift is toegekomen.

Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokken opvolger en in voorkomend geval van degenen die bij de bevoegde overheid bezwaren hebben ingediend.

§ 3. Zij kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

§ 4. De gouverneur kan een beroep indienen bij de regering of diens afgevaardigde binnen acht dagen die volgen op de beslissing van het provinciecollege.

Art. L4146-30. § 1. Bij gebrek aan opvolgers wordt in één of meer vacatures in de raad voorzien. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van de artikelen L4145-5 en volgende.

§ 2. Het nieuwe raadslid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

TITEL V. — Bepalingen eigen aan Komen-Waasten**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Art. L4151-1. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de verkiezing van de gemeentelijke en provinciale organen van Komen-Waasten.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VIII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen., zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot overdracht van verscheidene bevoegdheden naar de Gewesten en de Gemeenschappen, zijn de bepalingen van deze titel echter van toepassing op die verkiezingen.

Art. L4151-2. Voor de toepassing van deze titel dient de verwijzing naar de provinciegouverneur vervangen te worden door een verwijzing naar de arrondissementscommissaris van Moeskroen.

HOOFDSTUK II. — Rechtstreekse verkiezing van de schepenen

Art. L4151-3. In afwijking van artikel L1123-8, en overeenkomstig artikel 15, § 2, van de nieuwe Gemeentewet, worden de schepenen van de gemeenten Komen-Waasten rechtstreeks verkozen door de gemeenteraadskiezers op de volgende manier :

De overeenkomstig artikel L4145-6, § 1, vastgestelde quotiënten worden gerangschikt in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er schepenen te kiezen zijn.

De verdeling over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel mandaten van schepenen toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan het laatst gerangschikte quotiënt.

Indien een lijst meer mandaten van schepenen verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet-toegekende mandaten gevoegd bij die welke aan de overige lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in artikel L4145-6, § 1, omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort.

Het schepenmandaat wordt toegekend aan de kandidaten die tot raadslid verkozen zijn, in de volgorde van hun verkiezing.

De rang van de schepenen wordt bepaald door de volgorde waarin het mandaat wordt toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Beroep*

Art. L4151-4. § 1. Overeenkomstig artikel 77bis van de gemeentekieswet, zijn de bepalingen van de artikelen L4146-4 tot L4146-17 en L4146-25 tot L4146-30 van overeenkomstige toepassing op de verkiezing van de schepenen bedoeld in artikel L4151-3, met dien verstande dat alleen de gemeenteraadsleden een bezwaar mogen indienen.

§ 2. In geval van geschil met betrekking tot de verkiezing van de raadsleden en van de schepenen van de gemeenten Komen-Waasten wordt de bevoegdheid van de bestendige deputatie van de provincieraad uitgeoefend door het college van provinciegouverneurs bedoeld in artikel 131bis van de provinciewet. »

Art. 3. De artikelen 8, 9, 10, 12, 13, lid 2, eerste volzin, 13bis en 14 tot en met 33 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, worden opgeheven.

Art. 4. Het woord "district" betreffende de binnengemeentelijke territoriale organen wordt overal in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie vervangen door "sector".

Art. 5. § 1. In artikel 18 van het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt 2° vervangen als volgt :

"2° punt 5 van lid 1 wordt geschrapt;".

§ 2. In artikel L2212-74, § 1, *sub* artikel 36 van het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt punt 11° geschrapt.

§ 3. In artikel 56, eerste lid, van het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "met inbegrip van artikel 28°" ingevoegd na de woorden "de verkiezingen".

Het vierde lid van hetzelfde artikel, luidend als volgt :

"artikel L1123-8, § 1, lid 4 en lid 5, treedt in werking op 1 oktober 2012. » wordt vervangen als volgt :

« Artikel L1123-8, § 1, lid 4 treedt in werking op 1 oktober 2012. »

§ 4. In artikel L4221-2, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt lid 3 vervangen door volgende tekst :

« Nadat de kiezer een lijst heeft gekozen, toont het beeldscherm voor die lijst de naam en de voornaam van de kandidaten, voorafgegaan door een volgnummer ».

Art. 6. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel L4142-1, § 2, 7° dat op 1 januari 2007 in werking treedt.

Art. 7. Tot 8 oktober 2006 dient in boek I van het vierde deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie het volgende gelezen te worden "het college van burgemeester en schepenen" in plaats van "het gemeentecollege".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 357 (2005-2006), nrs. 1 à 55.

Volledig verslag, openbare vergadering van 24 mei 2006.

Bespreking. Stemming.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

UNIVERSITEIT GENT

Vacatures

(zie <http://aivwww.UGent.be/DPO/vacatures/AAP.pl>)

Assisterend academisch personeel

Bij de Faculteit ingenieurswetenschappen is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van drie jaar die éénmaal hernieuwbaar is.

WE07 — een betrekking van voltijds doctor-assistent bij de vakgroep Organische Chemie (tel. : 09-264 44 68).

Profiel van de kandidaat :

- diploma van doctor in de wetenschappen, bij voorkeur in het domein van de organische chemie (aan de diplomavooraarden moet voldaan zijn op datum van aanstelling);
- onderzoekservaring hebben in het vakgebied van de scheidingstechnieken gecombineerd met massaspectrometrie;
- publicaties in wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen;
- mededelingen of voordrachten op wetenschappelijke conferenties strekken tot aanbeveling;
- postdoctorale verblijven strekken tot aanbeveling;
- uitgesproken interesse voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen.

Inhoud van de functie :

- medewerking aan het onderwijs van de vakgroep in het vakgebied scheidingstechnieken;
- wetenschappelijk onderzoek omtrent scheidingstechnieken en massaspectrometrie;
- opstarten van nieuwe onderzoeksprojecten in verband met chip-technologie als alternatief voor conventionele scheidingmethoden.

Indiensttreding : ten vroegste 1 november 2006.

De kandidaturen, met curriculum vitae en een afschrift van het vereist diploma, moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19369)

Bij de Faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen zijn volgende mandaten te begeben : het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van drie jaar die eenmaal hernieuwbaar is.

PP07 — twee betrekkingen van voltijds doctor-assistent bij de vakgroep Ontwikkelings-, Persoonlijkeheids- en Sociale Psychologie (tel. : 09-264 64 17).

Betrekking 1 :

Profiel van de kandidaat :

- diploma van doctor in de psychologie (aan de diplomavooraarden moet voldaan zijn op datum van aanstelling);
- onderzoek verricht hebben op het gebied van de klinische ontwikkelingspsychologie;
- voor het vakgebied relevante wetenschappelijke publicaties in internationale en nationale wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen en beroep doen op deskundigen voor de beoordeling van de ingezonden manuscripten;

- actieve deelname aan internationale en nationale wetenschappelijke bijeenkomsten die relevant zijn voor het vakgebied;
- ervaring hebben met de begeleiding van oefeningen en scripties in de klinische ontwikkelingspsychologie strekt tot aanbeveling;
- uitgesproken interesse voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen.

Inhoud van de functie :

- medewerking bij het onderwijs en de oefeningen in de klinische ontwikkelingspsychologie;
- onderzoek verrichten over klinische ontwikkelingspsychologie dat zo goed mogelijk aansluit bij het lopend onderzoek van de vakgroep;
- meewerken aan de begeleiding van scripties en van doctoraatsstudenten.

Betrekking 2 :

Profiel van de kandidaat :

- diploma van doctor in de psychologie (aan de diplomavooraarden moet voldaan zijn op datum van aanstelling);
- onderzoek verricht hebben op het gebied van de ontwikkelingspsychologie;
- voor het vakgebied relevante wetenschappelijke publicaties in internationale en nationale wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen en beroep doen op deskundigen voor de beoordeling van de ingezonden manuscripten;
- actieve deelname aan internationale en nationale wetenschappelijke bijeenkomsten die relevant zijn voor het vakgebied;
- ervaring hebben met de begeleiding van oefeningen en scripties in de ontwikkelingspsychologie strekt tot aanbeveling;
- uitgesproken interesse voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen.

Inhoud van de functie :

- medewerking bij het onderwijs en de oefeningen in de ontwikkelingspsychologie;
- onderzoek verrichten over ontwikkelingspsychologie dat zo goed mogelijk aansluit bij het lopend onderzoek van de vakgroep;
- meewerken aan de begeleiding van scripties en van doctoraatsstudenten.

De kandidaturen, met curriculum vitae en een afschrift van het vereist diploma, moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19370)

Bij de Faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van drie jaar die éénmaal hernieuwbaar is.

PP05 — een betrekking van deeltijds praktijkassistent (20 %) bij de vakgroep Experimenteel Klinische en Gezondheidspsychologie (tel. : 09-264 64 62).

Profiel van de kandidaat :

- diploma van licentiaat in de psychologie, optie klinische psychologie;
- ervaring hebben in de klinisch psychologische functie;
- overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs;
- ervaring hebben met het begeleiden van stagiaires klinische psychologie sterkt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

- bijstand bij het praktijkgericht onderwijs, in het bijzonder de stagebegeleiding;
- meewerken aan het ontwikkelen van didactisch materiaal.

De kandidaturen, met curriculum vitae en een afschrift van het vereist diploma, moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19371)

Bij de Faculteit bio-ingenieurswetenschappen is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van drie jaar die éénmaal hernieuwbaar is.

LA05 — een betrekking van voltijds doctor-assistent bij de vakgroep Landbouwtechniek (tel. : 09-264 61 87).

Profiel van de kandidaat :

- diploma van doctor op proefschrift (aan de diplomavooraarden moet voldaan zijn op datum van aanstelling);
- over een grondige kennis beschikken van het vakgebied biosysteemtechniek procestechniek;
- beschikken over onderzoekservaring in dit vakgebied, gestaafd met publicaties in wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen;
- actieve deelname aan internationale en nationale wetenschappelijke conferenties strekt tot aanbeveling;
- uitgesproken interesse voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen;
- ervaring hebben met academisch onderwijs strekt tot aanbeveling.

Inhoud van de functie :

- medewerking aan het onderwijs van de vakgroep;
- wetenschappelijk onderzoek in het vakgebied biosysteemtechniek : procestechniek;
- medewerking aan de dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met curriculum vitae en een afschrift van het vereist diploma, moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19372)

Bij de Faculteit bio-ingenieurswetenschappen is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar die hernieuwbaar is.

LA06 — een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Biochemische en Microbiële Technologie (tel. : 09-264 59 76).

Profiel van de kandidaat :

- diploma van bio-ingenieur of gelijkwaardig;
- laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren;
- goede basiskennis van de milieutechnologie, de microbiële ecologie en zijn technologische toepassingen.

Inhoud van de functie :

- bijstand bij het onderwijs van de vakgroep, voornamelijk op het gebied van de milieubiotechnologie;
- wetenschappelijk onderzoek in de milieubiotechnologie, ter voorbereiding van een doctoraat;
- medewerking aan de onderzoeksprojecten en dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met curriculum vitae, een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19373)

Bij de Faculteit bio-ingenieurswetenschappen zijn volgende mandaten te begeben : het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar die hernieuwbaar is.

LA10 — twee betrekkingen van voltijds assistent bij de vakgroep Toegepaste Wiskunde, Blometrie en Procesregeling (tel. : 09-264 59 34).

Betrekking 1 :

Profiel van de kandidaat :

- diploma van bio-ingenieur of burgerlijk ingenieur of licentiaat in de wiskunde of licentiaat in de informatica;
- laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren;

- sterke interesse voor wiskunde;
- goede basiskennis van informatica.

Inhoud van de functie :

- bijstand bij het onderwijs van de vakgroep, in de opleidingsonderdelen die verband houden met wiskunde en informatica;
- wetenschappelijk onderzoek in een vakgebied van de vakgroep, ter voorbereiding van een doctoraat;
- medewerking aan projecten en dienstverlening in de vakgroep.

Betrekking 2 :

Profiel van de kandidaat :

- diploma van bio-ingenieur of burgerlijk ingenieur of licentiaat in de wiskunde;
- laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren;
- sterke interesse voor wiskunde;
- goede basiskennis van toegepaste statistiek.

Inhoud van de functie :

- bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;
- wetenschappelijk onderzoek in het gebied van de toegepaste statistiek, ter voorbereiding van een doctoraat;
- medewerking aan onderzoeksprojecten en dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met curriculum vitae, een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 23 juni 2006. (19374)

Decreet van 18 mei 1999 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening

Gemeente Oud-Turnhout

Gemeentelijk ruimtelijk structuurplan
Bekendmaking openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Oud-Turnhout heeft de eer aan de inwoners mee te delen dat in toepassing van artikel 33 van het decreet van 18 mei 1999, houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, gewijzigd bij de decreten van 28 september 1999, 22 december 1999, 26 april 2000, 8 december 2000, 13 juli 2001, 1 maart 2002, 8 maart 2002, 19 juli 2002, 28 februari 2003, 4 juni 2003, 21 november 2003, 7 mei 2004 en 22 april 2005, de gemeenteraad van Oud-Turnhout in zitting van 1 juni 2006 het gemeentelijk ruimtelijk structuurplan voorlopig heeft aangenomen.

Het ontwerpplan ligt vanaf woensdag 14 juni 2006 tot en met maandag 11 september 2006 ter inzage van de bevolking bij de gemeentelijke dienst ruimtelijke ordening, Dorp 31, te 2360 Oud-Turnhout, en dit elke werkdag van 8 tot 12 uur, elke dinsdag van 13 uur tot 16 u. 30 m. en van 17 u. 30 m. tot 19 u. 30 m., alsook elke woensdag van 13 uur tot 16 u. 30 m.

Adviezen, opmerkingen en bezwaren aangaande het ontwerp moeten via aangetekende brief kenbaar worden gemaakt aan de gemeentelijke commissie ruimtelijke ordening, of kunnen tegen ontvangstbewijs worden aangeboden : Gecoro Oud-Turnhout, Dorp 31, 2360 Oud Turnhout, en dit vóór maandag 11 september 2006, om 12 uur. (30513)

Aankondigingen – Annonces**VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES**

**IMMO VERLINDE, naamloze vennootschap,
Graaf Smet de Naeyerlaan 73, 8500 Kortrijk**
Ondernemingsnummer 0464.566.355

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 10 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30514)

**HOF TER MAELE, naamloze vennootschap,
Rozenhoek 6, 9660 Brakel**
Ondernemingsnummer 0445.380.250 — RPR Oudenaarde

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 14 uur.
Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Toepassing art. 633 W. Venn. 4. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2005. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Verlenen van kwijtingen. 7. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 8. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 553 W. Venn. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van KBC vanaf 01/08/2006. (30515)

**IMMO ERLI, naamloze vennootschap,
Oostmallebaan 75, 2980 Zoersel**
Ondernemingsnummer 0455.245.843

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 20 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders en accountant. Diversen. (30516)

**VAN DE CRAEN, naamloze vennootschap,
Sint-Trudoweg 1, 2450 Meerhout**
Ondernemingsnummer 0465.313.849

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 19 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30517)

**STARLIGHT MANAGEMENT, naamloze vennootschap,
Lijnmolenstraat 173, 9040 Sint-Amandsberg**
Ondernemingsnummer 0440.069.796

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 11 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan raad van bestuur. (30518)

**KATOEN NATIE TANK OPERATIONS, naamloze vennootschap,
Van Aerdtsstraat 33, 2060 Antwerpen**
0440.566.080 — Rechtsgebied Antwerpen

Gewone algemene vergadering op 26 juni 2006, om 9 uur, op de zetel van de vennootschap. Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op

30 december 2005. 3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris. 4. Herbenoeming bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 6. Bezoldiging commissaris. 7. Varia. (30519)

**IMSOFIN, naamloze vennootschap,
Valkeniersdreef 7, 3140 Keerbergen**
Ondernemingsnummer 0429.573.012

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 10 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30520)

**DESWE, naamloze vennootschap,
Keldermansvest 80/82, 2800 Mechelen**
Ondernemingsnummer 0418.488.682

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 9 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30521)

**VANSTEENKISTE, naamloze vennootschap,
Ieperseweg 24, 8800 Roeselare**
Ondernemingsnummer 0447.714.980

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30522)

**REIZEN DE AREND, naamloze vennootschap,
Hertevelden 8, 2370 Arendonk**
Ondernemingsnummer 0429.873.217

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 19 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30523)

**HUYBRECHTS VERZEKERINGEN, naamloze vennootschap,
Vrijheid 61, 2370 Arendonk**
Ondernemingsnummer 0456.738.158

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 19 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30524)

**Eutrotronics Broekaert, naamloze vennootschap,
Zwevegensestraat 152, 8500 Kortrijk**
Ondernemingsnummer 0444.237.234

Algemene vergadering op de zetel op 01/07/2006, om 15 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30525)

**CASA-RENT, naamloze vennootschap,
Pauwengraaf 6A, 3630 Maasmechelen**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 30 juni 2006, om 20 uur. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2005. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur. 5. Allerlei. (30526)

**VIVET EN GOSSELIN, naamloze vennootschap,
Keesinglaan 30, 2100 Deurne**

Ondernemingsnummer 0403.805.456 — RPR Antwerpen

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel, op 26 juni 2006, om 15 uur. Dagorde : Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van het college van commissarissen; Behandeling van de jaarrekening per 31 december 2005. Kwijting aan de bestuurders en aan het college van commissarissen voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (30527)

**Eurostar Diamond Traders, naamloze vennootschap,
Hoveniersstraat 53, bus 79, 2018 Antwerpen**

Ondernemingsnummer 0443.117.279 — RPR Antwerpen

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel, op 28 juni 2006, om 20 uur. Dagorde : Jaarverslag van de raad van bestuur en van het college van commissarissen; Behandeling van de jaarrekening per 31 december 2005. Kwijting aan de bestuurders en aan het college van commissarissen voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (30528)

**COCO RICO, naamloze vennootschap,
Industrielaan 32, 9660 Brakel**

Ondernemingsnummer 0445.761.817

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 11 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan raad van bestuur. Verderzetting van de vennootschap. Herbenoeming. (30529)

**FINAB, naamloze vennootschap,
Industriepark Noord 27, 9100 Sint-Niklaas**

Ondernemingsnummer 0436.938.478

Algemene vergadering op 29/06/2006, om 15 uur. op de zetel. Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2005. Resultaatsbeschikking. Kwijting aan bestuurders. Statutaire benoemingen. Diversen. Voor deelname aan de vergadering, zich schikken naar artikel 27 van de statuten. (30530)

**DEKOMIX, naamloze vennootschap,
Ambachtstraat 11, 8820 Torhout**

0443.690.569 — RPR Oostende

Jaarvergadering op 01/07/2006, om 14 uur, op de zetel. Agenda : Bespreking van de jaarrekening per 28/02/2006. Bestemming van het resultaat van het boekjaar. Vergoeding van het kapitaal. Kwijting van het gevoerde beleid. (30531)

**Holvoet Bouwmaterialen, naamloze vennootschap,
Huttegemstraat 56, 8580 Avelgem**

Ondernemingsnummer 0439.325.074

Algemene vergadering op de zetel op 02/07/2006, om 10 uur. Agenda : 1. Lezing van het jaarrekening op 28/02/2006. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Verscheidene. (30532)

**SACCOL & VAN LOOY INVEST, naamloze vennootschap,
steenweg op Oosthoven 140, 2300 Turnhout**

Ondernemingsnummer 0465.751.339

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 10 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30533)

**LE CASTOR VB, naamloze vennootschap,
Driesstraat 129, 1851 Humbeek**

Ondernemingsnummer 0456.323.038

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 20 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30534)

**TREVI, naamloze vennootschap,
Leopold II-laan 23, 1080 Brussel**

Ondernemingsnummer 0415.341.726

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 11 uur. Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2005. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 553 W. Venn. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van KBC vanaf 01/08/2006. (30535)

**ROYALSPAN, naamloze vennootschap,
Ooigemstraat 11, 8710 Wielsbeke**

Ondernemingsnummer 0866.347.976

Algemene vergadering op de zetel op 30/06/2006, om 14 uur. Agenda : Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30536)

**LES LANKLAAR, naamloze vennootschap,
Boslaan 28, 3650 Dilsen-Stokkem**

Ondernemingsnummer 0473.513.814

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 14 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30537)

**I-ENGINEERING, naamloze vennootschap,
Industriepark West 75, 9100 Sint-Niklaas**

Ondernemingsnummer 0465.487.459

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30538)

**GARBINA, naamloze vennootschap,
Appelmannsstraat 33, 2018 Antwerpen**

Ondernemingsnummer 0441.781.847

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 11 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30539)

**JESPERS, naamloze vennootschap,
Beukenlaan 23, 2340 Beerse**

Ondernemingsnummer 0456.978.777

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 18 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
benoemingen. Diversen. (30540)

**IMMO WIERO, naamloze vennootschap,
Oostveldkouter 9, 9920 Lovendegem**

Ondernemingsnummer 0431.849.740 - RPR Gent

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 20 uur.
Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/2005. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen
van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rond-
vraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform
de statuten. De stukken bedoeld in art. 553 W. Venn. zijn voor de
aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien
de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit
betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van FORTIS BANK vanaf
03/07/2006. (30541)

**IMMO-DOC, naamloze vennootschap,
Lange Nieuwstraat 44, 2000 Antwerpen-1**

Ondernemingsnummer 0446.233.454

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 14 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Ontslag en benoe-
ming bestuurders. Diversen. (30542)

**GREKAR, naamloze vennootschap,
Van Iseghemlaan 10, bus 1, 8400 Oostende**

RPR Oostende — 0442.935.355

Algemene vergadering op de maatschappelijke zetel op 30/06/2006,
om 20 uur. Agenda : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring
jaarrekening per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting bestuur-
ders. Varia. Zich richten naar de statuten. (30543)

**OOSTVLAAMSE IMMOBILIENMIJ, naamloze vennootschap,
Zuidstationstraat 29, 9000 Gent**

Ondernemingsnummer 0422.346.413

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Herbenoemingen.
Diversen. (30544)

**ERGON, naamloze vennootschap,
Rotsartlaan 21, 1852 Beigem**

Ondernemingsnummer 0436.089.531

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 18 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Ontslag en benoe-
ming bestuurders. Diversen. (30545)

**ETS J. STILLEMANS, naamloze vennootschap,
Jan Tieboutstraat 21-23, 1731 Zellik**

Ondernemingsnummer 0437.327.270

Algemene vergadering op de zetel op 30/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Statutaire benoe-
mingen. Diversen. (30546)

**AFIBO, naamloze vennootschap,
Novicenstraat 4, 9031 Gent (Drongen)**

Ondernemingsnummer 0435.946.704

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 11 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30547)

**IMMO AIRPORT CENTER, naamloze vennootschap,
Bissegemstraat 243, 8560 Wevelgem**

Ondernemingsnummer 0441.838.562

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening
per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders.
Diversen. (30548)

**MUSIC VIDEO CORNER, naamloze vennootschap,
Schaluisse 77, 3200 Aarschot**

Ondernemingsnummer 0450.937.855

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 20 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30549)

**IMMO PARMENTIER, naamloze vennootschap,
Deinzestraat 50, 8720 Dentergem**

Ondernemingsnummer 0428.144.439

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 17 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Benoemingen. Bezol-
diging. Diversen. (30550)

**JEACARAL, naamloze vennootschap,
Bouvaertlaan 29/1, 2050 Antwerpen-5**

Ondernemingsnummer 0443.749.858

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 20 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30551)

**WEMAL, naamloze vennootschap,
Van Aerdtsstraat 5/10, 2060 Antwerpen**

Ondernemingsnummer 0442.593.281

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 20 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30552)

**IMMODIL, naamloze vennootschap,
E. De Neckerestraat, 8000 Brugge**

Ondernemingsnummer 0444.912.175

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 14 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30553)

**JOKA, naamloze vennootschap,
Oude Pittemstraat 34, 8760 Meulebeke**

Ondernemingsnummer 0432.468.560

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 11 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30554)

**BERVANCO, naamloze vennootschap,
Hofstraat 10, 8400 Oostende**

Ondernemingsnummer 0448.783.366

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006. Agenda : Verslag
raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming
resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30555)

**LIDO 2000, naamloze vennootschap,
Leon Spilliaertstraat 1, 8400 Oostende**

Ondernemingsnummer 0449.670.917

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006. Agenda : Verslag
raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming
resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30556)

**Woodstock-Spimarbo, naamloze vennootschap,
Tieltsestraat 50, 8531 Hulste**

Ondernemingsnummer 0417.217.190

Algemene vergadering op de zetel op 30/06/2006, om 15 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening
per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders.
Diversen. (30557)

**LAMBERT & C°, naamloze vennootschap,
Hof ter Puttenlaan 55, 1700 Dilbeek**

0400.155.781 — RPR Brussel

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene
vergadering op 29 juni 2006, om 8 uur, op de maatschappelijke zetel
van de vennootschap, Hof ter Puttenlaan 55, 1700 Dilbeek. Agenda :
1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2005. 2. Verwer-
king van de resultaten. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Benoemingen. 5. Diversen. (30558)

**VERZEKERINGEN VANOVERBEKE, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 42, 8520 Kuurne**

Ondernemingsnummer 0411.906.441

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening
per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders.
Diversen. (30559)

**LIMAR, naamloze vennootschap,
Kwadestraat 5, 9770 Kruishoutem**

Ondernemingsnummer 0444.180.420

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 17 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening
per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders.
Diversen. (30560)

**HAYAKU INDUSTRIES, naamloze vennootschap,
R. Pelgrimslaan 101, 1702 Groot-Bijgaarden**

Ondernemingsnummer 0426.152.375

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 9 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Ontslagen - benoe-
mingen. Diversen. (30561)

**VANDENSCHILDE, naamloze vennootschap,
Doolhofstraat 1, 3300 Goetsenhoven**

Ondernemingsnummer 0463.301.197

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006. Agenda : Verslag
raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming
resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen.
Diversen. (30562)

**Algemene Bouwwerken Maes, naamloze vennootschap,
IJzeren Bareelstraat 67C, 8587 Spiere-Helkijn**

Ondernemingsnummer 0414.789.222

Algemene vergadering op de zetel op 29/06/2006, om 16 uur.
Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening
31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders.
Herbenoemingen. Diversen. (30563)

MAES A. EN ZOON, naamloze vennootschap,
Tieltseweg 48, 8720 Dentergem
 Ondernemingsnummer 0447.416.260

Algemene vergadering op de zetel op 30/06/2006, om 16 uur.
 Agenda : Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2005. Bestem-
 ming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Herbenoeming bestuurders.
 Diversen. (30564)

KAMA, naamloze vennootschap,
Waalse Kaai 57, 2000 Antwerpen-1
 Ondernemingsnummer 0422.843.487

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 16 uur.
 Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar-
 rekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Herbenoeming bestuurders.
 5. Diversen. (30565)

SPORTCOMPLEX VELINA, naamloze vennootschap,
Hogeweg 139, 9500 Geraardsbergen
 Ondernemingsnummer 0450.597.365

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 19 u. 30 m.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30566)

NAVER INVEST, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 262, 2220 Heist-op-den-Berg
 0445.370.253 — RPR Mechelen

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30567)

GARAGE NAGELS, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 260, 2220 Heist-op-den-Berg
 Ondernemingsnummer 0413.954.923

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 17 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30568)

LEYS, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 370, 2500 Lier
 Ondernemingsnummer 0430.062.069

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30569)

SOVERCO, naamloze vennootschap,
Guido Gezellestraat 29, 8710 Ooigem
 Ondernemingsnummer 0442.902.097

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 11 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30570)

HULLYNCK, naamloze vennootschap,
Jozef Baertstraat 41, 8700 Tielt
 Ondernemingsnummer 0443.712.939

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 17 uur.
 Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar-
 rekening per 31 december 2005. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting
 aan bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 5.
 Varia. (30571)

ROYAL CHOCOLATES, naamloze vennootschap,
Postelarenweg 229, 2400 Mol
 Ondernemingsnummer 0450.405.048

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 16 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30572)

DEMACO, naamloze vennootschap,
Winkelhoeve 5, 2980 Halle (Zoersel)
 Ondernemingsnummer 0453.431.250

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 12 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30573)

ES, naamloze vennootschap,
Sleutjes 52, 3930 Hamont-Achel
 Ondernemingsnummer 0441.951.596

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 10 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30574)

IMMO ANDRE, naamloze vennootschap,
Eglantierlaan 91, 2610 Wilrijk
 Ondernemingsnummer 0433.879.812

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 18 u. 30 m.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30575)

SOGANCO, naamloze vennootschap,
Eglantierlaan 91, 2610 Wilrijk (Antwerpen)
 Ondernemingsnummer 0400.783.511

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 15 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30576)

KARLI, naamloze vennootschap,
Dorpsplaats 26, 2390 Malle
 Ondernemingsnummer 0450.600.236

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30577)

MOLINVEST, naamloze vennootschap,
Eglantierlaan 91, 2610 Antwerpen
 Ondernemingsnummer 0440.141.953

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 20 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30578)

VINCI, naamloze vennootschap,
Peremansheidestraat 58, 2220 Heist-op-den-Berg
 Ondernemingsnummer 0440.080.387

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30579)

LOK MAN INVEST, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 297, 2860 Sint-Katelijne-Waver
 Ondernemingsnummer 0436.133.873

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30580)

MIDAS BIJOUX EN ART, naamloze vennootschap,
Marktstraat 18, 1785 Merchtem
 Ondernemingsnummer 0450.112.959

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30581)

HAWK, naamloze vennootschap,
Kruisveldweg 5, 2500 Lier
 Ondernemingsnummer 0442.109.370

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 13 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30582)

CLIMMOG, naamloze vennootschap,
Oudenaardsesteenweg 120, 9800 Deinze
 0428.175.618 — RPR Gent

De jaarvergadering heeft plaats op 28/06/2006, om 18 uur, op de
 maatschappelijke zetel, Oudenaardsesteenweg 120, 9800 Deinze.
 Agenda : 1. Mededelingen conform art. 523 vennootschapswet. 2. Jaar-
 verslag van de bestuurders. 3. Vergoeding van de bestuurders. 4. Goed-
 keuring van de jaarrekening. 5. Goedkeuring en bestemming van het
 resultaat. 6. Kwijting aan de raad van bestuur. 7. Rondvraag - Varia.
 Om de jaarvergadering bij te wonen, dienen de aandeelhouders zich te
 schikken naar de statuten. (30583)

IMMOKEP, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 202, 2220 Heist-op-den-Berg
 Ondernemingsnummer 0445.673.923

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 20 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30584)

ELEKTRO SINT-TRUIDEN, naamloze vennootschap,
Hasseltsesteenweg 76B, 3800 Sint-Truiden
 Ondernemingsnummer 0458.999.941

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 14 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30585)

RENOBOUW, naamloze vennootschap,
Kerkebosstraat 44, 3128 Baal
 Ondernemingsnummer 0437.115.454

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 14 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30586)

COCQUYT E. & K., naamloze vennootschap,
Groenestraat 14, 8340 Moerkerke
 Ondernemingsnummer 0465.296.231

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 14 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30587)

KABANA, naamloze vennootschap,
Heistraat 57, 2610 Wilrijk (Antwerpen)
 Ondernemingsnummer 0429.849.263

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 19 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30588)

INTERPASS, naamloze vennootschap,
Iddergemsesteenweg 77c, 9450 Haaltert
 Ondernemingsnummer 0449.516.509

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 20 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30589)

MOENS SANIDAK, naamloze vennootschap,
Heide 1, 2870 Puurs
 Ondernemingsnummer 0417.774.743

Vermits de bijeenroeping van de algemene vergadering d.d.
 7/06/2006, niet het vereiste quorum heeft bereikt, zal er een nieuwe
 algemene vergadering gehouden worden op 28/06/2006, om 14 uur,
 op de zetel. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de
 jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diver-
 sen. (30590)

IMMO C.M., naamloze vennootschap,
Gaverlandstraat 47, 9031 Drongen
 Ondernemingsnummer 0440.926.960

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 11 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan raad van bestuur. Verderzetting
 van de vennootschap. (30591)

MICRON, naamloze vennootschap,
Hottonstraat 6, 8870 Izegem
 Ondernemingsnummer 0420.340.095

Algemene vergadering op de zetel op 27/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30592)

VANNESTE CIE, naamloze vennootschap,
Venetiëlaan 42, 8530 Harelbeke
 RPR Kortrijk 0428.665.467

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2005. Agenda :
 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2005.
 2. Kwijting. (30593)

VAN DEN WEGHE, naamloze vennootschap,
Oeselgemstraat 79, 9870 Zulte
 Ondernemingsnummer 0418.208.669

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 10 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire
 benoemingen. Diversen. (30594)

VERDATA ENGINEERING, naamloze vennootschap,
Derbystraat 27, 9051 Sint-Denijs-Westrem
 Ondernemingsnummer 0433.733.916

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergade-
 ring op 01/07/2006, om 16 uur, gehouden op de maatschappelijke zetel
 van de vennootschap, Derbystraat 27, te Sint-Denijs-Westrem. Agenda :
 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening van 28/02/2006.
 3. Resultaatverwerking. 4. Kwijting aan de bestuurders. Om toegelaten
 te worden tot de algemene vergadering : neerlegging van de titels op
 de maatschappelijke zetel vijf dagen vóór de algemene vergade-
 ring. (30595)

NETEVALLEI, naamloze vennootschap,
Misstraat 150, 2590 Berlaar
 Ondernemingsnummer 0437.129.015

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30596)

MACHINEHANDEL VERHEYDEN, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 292, 9280 Lebbeke
 Ondernemingsnummer 0424.193.272

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006. Agenda : Verslag
 raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming
 resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30598)

RIJM COUTURE, naamloze vennootschap,
Oudenaardsesteenweg 739, 9420 Erpe-Mere
 Ondernemingsnummer 0417.432.966

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 15 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30599)

BOUWSTOCK DEWULF, naamloze vennootschap,
Monseigneur Catrystraat 64, 8800 Rumbeke
 Ondernemingsnummer 0428.937.463

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 11 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30599)

STEMAFLOOR, naamloze vennootschap,
Hundelgemsebaan, 69, 9630 Zwalm (Hundelgem)
 Ondernemingsnummer 0465.418.074

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006. Agenda : Verslag
 raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming
 resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30600)

HAPPY FOOD'S, naamloze vennootschap,
Gravenland 40, 8791 Waregem (Beveren-Leie)
 0453.855.278 — RPR Kortrijk

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 14 uur.
 Agenda : Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per
 31/12/2005. Kwijting. Benoemingen. (30601)

'T PARK, naamloze vennootschap,
Hombeeksesteenweg 262, 2800 Mechelen
 Ondernemingsnummer 0442.695.132

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 20 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30602)

IMMOP, naamloze vennootschap,
Peerderbaan 20, 3940 Hechtel-Eksel
 Ondernemingsnummer 0424.711.431

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Ontslagen - Benoe-
 mingen. Diversen. (30603)

EC.O ECONOMICAL OFFICE, naamloze vennootschap,
Zandloperstraat 84, 9030 Gent (Mariakerke)
 Ondernemingsnummer 0411.886.942

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 15 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Herbenoeming
 bestuurders. Diversen. (30604)

BUYSSE INVEST, naamloze vennootschap,
Kalkensteenweg 1, 9230 Wetteren
 0449.418.619 — RPR Dendermonde

Jaarvergadering op 26/06/2006 op de maatschappelijke zetel.
 Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per
 31/12/2005. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
 5. Diversen. Zich richten naar de statuten. (30605)

PAPHIBRI, naamloze vennootschap,
Van Schoonhovenstraat 12, 2060 Antwerpen-6
 Ondernemingsnummer 0423.518.628

Algemene vergadering op de zetel op 28/06/2006, om 18 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30606)

VANDIJCK AGRARISCH CENTRUM, naamloze vennootschap,
Bomerstraat 45, 3990 Peer
 Ondernemingsnummer 0448.775.745

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006, om 19 uur.
 Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening.
 Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30607)

ODA PROMOTIE, naamloze vennootschap,
Karel de Stoutelaan 7, 8820 Torhout
 Ondernemingsnummer 0424.970.559

Jaarvergadering op 26/06/2006, om 9 uur, op de zetel. Agenda :
 Lezing van het jaarverslag. Lezing van het verslag van de commissaris.
 Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per
 31/12/2005. Kwijting. Ontslag-(her)benoemingen. (30608)
 De raad van bestuur.

DE HAES MOTOS, société anonyme,
rue du Bierchamps 129, 6001 Marcinelle, 6020 Damprémy
 Numéro d'entreprise 0434.523.376

Assemblée générale du 24/6/2006, à 18 heures, rue d'En Dessous 70,
 à 6211 Mellet (Les Bons Villers). Ordre du jour : Rapport conseil
 d'administration. Approbation comptes annuels. Affectation résultat.
 Décharge administrateurs. Divers. (30609)

IMMO CORI, société anonyme,
rue Louis de Brouckère 10, 4430 Ans
 Numéro d'entreprise 0456.796.061

Assemblée ordinaire au siège social le 26/6/2006, à 18 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Divers. (30610)

BATIMENTS & MAINTENANCE, société anonyme,
avenue des Martyrs 26, 4620 Fléron
 Numéro d'entreprise 0436.835.243

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 18 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Nominations statutaires éventuelles Démission et nomination
 des administrateurs. Divers. (30611)

GEROFINA, société anonyme,
Beauregard 36, 4130 Esneux
 Numéro d'entreprise 0421.837.657

Assemblée ordinaire au siège social le 24/6/2006, à 10 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Divers. (30612)

LIBRAIRIE DU MILLENAIRE, société anonyme,
rue Ph. Baucq 45/47, 1040 Bruxelles
 Numéro d'entreprise 0451.677.332

Assemblée ordinaire au siège social le 24/6/2006, à 20 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Divers. (30613)

BRUYR M ET C, société anonyme,
rue du Tram 2, 5060 Velaine-sur-Sambre
 Numéro d'entreprise 0428.848.282

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 18 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30614)

C.E.P.F., société anonyme,
avenue Cardinal Mercier 3, 5000 Namur
 Numéro d'entreprise 0402.543.466

Assemblée ordinaire au siège social le 26/6/2006, à 12 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Nominations statutaires éventuelles. Pouvoirs et divers. (30615)

MATHIA INVEST, société anonyme,
rue de la Station 11, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont
 Numéro d'entreprise 0474.380.478

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 18 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Divers. (30616)

Etablissements Saint-Lambert, société anonyme,
rue E. Roulet 7, 6567 Fontaine-Valmont
 Numéro d'entreprise 0417.431.877

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 16 heures. Ordre
 du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des
 comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administra-
 teurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30617)

TONDEUR & CIE, société anonyme,
avenue Van Kalken 9, 1070 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0436.341.533

Assemblée ordinaire au siège social le 26/6/2006, à 14 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30618)

INTERAGORA, société anonyme,
avenue Albert Elisabeth 46, 1200 Bruxelles
RPM Bruxelles 0450.072.971

Assemblée générale ordinaire le 24/6/2006, à 9 heures, au siège social. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels au 31/12/2005 et affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (30619)

DP * DP & Cie, société anonyme,
rue de Montpellier 12, 6030 Marchienne-au-Pont
Numéro d'entreprise 0453.126.788

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 15 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30620)

SODIM CONSULT, société anonyme,
avenue de Vincennes 30, 6110 Montigny-le-Tilleul
Numéro d'entreprise 0449.114.255

Deuxième assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30621)

Bureau Guy TOURNEUR et Cie, société anonyme,
rue Albert I^{er} 78/A, 4280 Hannut
Numéro d'entreprise 0457.227.316

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 20 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30622)

Capricorn Communication, société anonyme,
rue Alphonse Renard 2, 1050 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0462.624.573

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 19 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30623)

PAVY CONSEIL, société anonyme,
rue des Dauphins 32, 1080 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0427.392.787

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 11 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30624)

IMMOBILIERE DE LA VIEILLE HESBAYE, société anonyme,
rue J Delhalle 34, 4520 Wanze
Numéro d'entreprise 0442.876.462

Assemblée générale au siège social le 27/6/2006. Ordre du jour : 1. Approbation de la date de l'assemblée générale ordinaire. 2. Lecture des comptes annuels. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2005. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. (30625)

GROUPE DETRY FRERES, société anonyme,
route de Merckhof 110, 4880 Aubel
Numéro d'entreprise 0444.641.268

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 10 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration et du commissaire. Approbation des comptes annuels. Approbation des comptes annuels consolidés. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs et au commissaire. Divers. (30626)

Résidence du Château de Clerfayt, société anonyme,
rue de Clerfayt 104, 7131 Waudrez
Numéro d'entreprise 0437.044.881

Assemblée ordinaire au siège social le 29/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30627)

IMMO JAMBES, société anonyme,
chaussée de Dinant 981, 5100 Wépion (Namur)
Numéro d'entreprise 0419.714.248

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30628)

Parc d'Attraction liégeois, société anonyme,
rue Jamin St-Roch 4-5-6, 4000 Liège
Numéro d'entreprise 0448.178.404

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 10 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30629)

CASSANDRA, société anonyme,
avenue Vesale 22, 1300 Wavre
Numéro d'entreprise 0462.309.225

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30630)

OPTIQUE LEFEVRE, société anonyme,
chaussée de Philippeville 14, 6280 Loverval
 Numéro d'entreprise 0438.104.161

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 14 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30631)

PECASSE, société anonyme,
chaussée Verte 104, 4470 Saint-Georges-sur-Meuse
 Numéro d'entreprise 0426.837.810

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 19 h 30 m. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30632)

IMMO GODES, société anonyme,
boulevard Tirou 221/5D, 6000 Charleroi
 Numéro d'entreprise 0447.175.938

Assemblée ordinaire au siège social le 26/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30633)

Etablissements Wauthia, société anonyme,
rue du 11 Novembre 3, 6460 Chimay
 Numéro d'entreprise 0424.145.762 — RPM Charleroi

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 16 h 30 m. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/2005. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires. Divers. (30634)

BURTINVEST SA, société anonyme,
chaussée de Charleroi 25, 5070 Fosses-la-Ville
 Numéro d'entreprise 0401.600.289

Assemblée ordinaire au siège social le 28/6/2006, à 19 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30635)

AGRINEFFE, société anonyme,
rue de Neffe 1, 5537 Bioul
 Numéro d'entreprise 0434.699.065

Assemblée ordinaire, rue Sur les Dos 43, 5537 Bioul (Anhee), le 27/6/2006, à 17 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Divers. (30636)

IMMO ADE, société anonyme,
rue du Centre 17, 4950 Waimes
 Numéro d'entreprise 0446.788.730

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 19 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30637)

Boulangerie Pâtisserie Heindrichs, société anonyme,
rue du Centre 17, 4950 Waimes
 Numéro d'entreprise 0440.402.863

Assemblée ordinaire au siège social le 27/6/2006, à 18 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30638)

AJIPRO, société anonyme,
rue du Try 22, 5300 Thon
 Numéro d'entreprise 0401.854.865

Assemblée ordinaire au siège social le 26/6/2006, à 18 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (30639)

IMMOGAM, société anonyme,
La Heusièrre 5, 4650 Herve
 R.C. Verviers 61848 — T.V.A. 0441.126.997

Deuxième assemblée générale extraordinaire le 26 juin 2006, à 14 heures, en l'étude de Maître Yves Guillaume, notaire, à Liège. Ordre du jour : 1. Augmentation de capital par apports en numéraires. 2. Divers. (30640)

Immobiëlnmaatschappij Imbrebo, naamloze vennootschap,
Pastoor Stuycklaan 4, 3191 Hever
 Ondernemingsnummer 0415.523.452

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006 om 14 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30641)

Immo Demolder, naamloze vennootschap,
Bampslaan 20, 3500 Hasselt
 Ondernemingsnummer 0407.157.104

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006 om 17 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. (30642)

Bergdal, naamloze vennootschap,
Nieuwpoortstraat 8, bus 5, te 8300 Knokke-Heist
 RPR Brugge Ondernemingsnummer 0450.704.659
 BTW-nummer : 450.704.659

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 30 juni 2006, om 19 u. 30 m., ten kantore van notaris Véronique De Schepper, te 8750 Wingene, Oude Bruggestraat 65, om te beraadslagen en te beslissen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur en goedkeuring jaarrekening.
2. Bestemming resultaat van het boekjaar.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Aanpassing van de bepalingen in de statuten betreffende het voorkeurrecht.

6. Aanpassing van de statuten aan de verplichte aanstelling van een vaste vertegenwoordiger door de vennootschap die een bestuursmandaat in een vennootschap uitoefent.

7. Aanpassing van de bepalingen in de statuten betreffende de plaats van en de oproeping tot de algemene vergadering.

8. Aanpassing van de statuten aan de procedure van de schriftelijke besluitvorming.

9. Machtiging - Coördinatie.

(30643)

De raad van bestuur.

**Diamcad, naamloze vennootschap,
Schupstraat 17, te 2018 Antwerpen**

Ondernemingsnummer in de Kruispuntbank voor Ondernemingen
nummer 0437.109.615

Belasting over de Toegevoegde Waarde nummer 0437.109.615

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, op donderdag 29 juni 2006, om 10 uur, op het kantoor van de geassocieerde notarissen Leo Vlaeymans & Marc Verdonck, te Sint-Katelijne-Waver, Markt 26, met de volgende agenda :

1) fusie van de vennootschap met de naamloze vennootschap « Millennium Diamonds », met zetel te 2018 Antwerpen, Schupstraat 17; bespreking van het fusievoorstel dat volgens artikel 719 van het Wetboek van vennootschappen werd opgesteld door de bestuursorganen van de beide vennootschappen; mogelijkheid voor de aandeelhouders om kosteloos het fusievoorstel te verkrijgen;

2) beslissing tot fusie van de vennootschap met de naamloze vennootschap « Millennium Diamonds », volgens de voorwaarden die in het fusievoorstel werden vermeld;

3) wijziging van het doel van de vennootschap; verslag van de raad van bestuur in verband met de voorgestelde doelwijziging; voorlegging van staat van activa en passiva, niet ouder dan drie maanden; aanpassing van de statuten;

4) omschrijving van de overgenomen activa en passiva van de naamloze vennootschap « Millennium Diamonds »;

5) vaststelling van ontbinding zonder vereffening van de naamloze vennootschap « Millennium Diamonds »;

6) uitvoering van de genomen beslissingen; bevoegdheid van de raad van bestuur;

7) kwijting te verlenen aan de bestuurders van de naamloze vennootschap « Millennium Diamonds »;

8) vaststelling van de gecoördineerde tekst van de statuten.

(30644)

De raad van bestuur.

**Surimmo, société civile
sous la forme d'une société anonyme,
rue Sainte-Henriette à 7140 Morlanwelz**

R.P.M. Charleroi 0438.859.672

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le jeudi 29 juin 2006, à 14 heures, en l'étude du notaire Yves-Michel Levie, à La Louvière, rue Arthur Warocqué 134.

Ordre du jour :

1. Conversion du capital en euros.

2. Modification des statuts pour les mettre en concordance avec le Code des sociétés et suite la conversion du capital en euros.

3. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

(30645)

Le conseil d'administration.

**Immo-Hallet, société anonyme,
rue de Wansin 17, 4280 Hannut**

R.P.M. Huy 0447.956.688

A.G. le 16/06/2006, à 11 heures, au siège social. — Agenda : Rapport CA. Approbation comptes annuels. Affectation du résultat. Décharge administrateurs. Divers. (30646)

**World Investment Corporation, société anonyme,
rue de Livourne 66, 1000 Bruxelles**

R.P.M. Bruxelles 0446.337.679

Assemblée ordinaire, le 27/06/2006, à 10 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/2005. 4. Décharge aux administrateurs. (30647)

**Etablissements Meuter-Titra, société anonyme,
rue Verte 69, 1210 Saint-Josse-ten-Noode**

R.P.M. Bruxelles 0402.229.108

Assemblée générale extraordinaire, le 28/06/2006, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Nomination d'un administrateur. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2005, et décharge aux administrateurs. 3. Divers. En vertu de l'article 21 des statuts, pour assister à l'assemblée générale, MM. les actionnaires devront déposer leurs titres, cinq jours francs à l'avance, au siège social. (30648)

**Vandyleir, naamloze vennootschap,
Schotensteenweg 163, 2960 Brecht**

RPR Antwerpen 0458.971.435

Algemene vergadering op 27/07/2006, om 14 uur, op de sociale zetel. Dagorde : 1. Goedkeuring van de overgebrachte datum. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2005. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Allerlei. (30649)

**Brasserie l'Union, société anonyme,
rue Derbèque 7, 6040 Jumet (Charleroi)**

RPM Charleroi 0401.686.106

Assemblée générale ordinaire du 27 juin 2006, à 10 heures, au siège social de la société. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005 et affectation du résultat. 4. Décharge, à donner aux administrateurs. 5. Décharge, à donner au commissaire. 6. Nouveau représentant du commissaire. 7. Renomination du commissaire. (30650)

**West Car Clean, société anonyme,
rue Marie Thérèse 91, 1210 Bruxelles**

RPM Bruxelles 0864.731.244

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 14 heures, dans les locaux de la société Business Wilbri, boulevard Poincaré 37/38, 1070 Bruxelles. Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister, à l'assemblée, se conformer aux statuts. (30651)

Trebla, société anonyme,
rue Jakob Smits 39-47, 1070 Bruxelles

RPM Bruxelles 0401.923.161

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 10 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. (30652)

Palmer, société anonyme,
clos Fernand Tonnet 35, 1090 Bruxelles

RPM Bruxelles 0447.739.033

L'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2006, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 27 juin 2006, à 17 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge aux administrateurs. (30653)

Trans Trade Belgium, en abrégé : "Transautomobile",
société anonyme,
chaussée de Waterloo 1595, 1180 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0424.019.365

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 15 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. (30654)

Résidence Louise, société anonyme,
rue Paul Emile Janson 1, 1000 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0403.305.115

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 15 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30655)

Comentri, société civile
sous la forme d'une société anonyme,
rue du Commerce 69, 1040 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0403.339.955

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 11 h 30 m, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30656)

Résidence Livourne, société anonyme,
rue Paul Emile Janson 1, à 1000 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 403.303.630

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 16 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30657)

Résidence Amédée Lynen, société anonyme,
rue Amédée Lynen 1, à 1210 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0401.985.222

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 10 h 30 m, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30658)

Résidence Turin, société anonyme,
rue Paul Emile Janson 1, à 1000 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0403.330.750

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 15 h 30 m, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30659)

Résidence Saint-Georges, société anonyme,
rue Saint-Georges 102, à 1050 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0403.323.426

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 11 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30660)

Résidence Chambord, société anonyme,
avenue Louise 339/341, à 1050 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0403.336.490

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 14 h 30 m, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Prolongation du mandat des trois administrateurs et ce pour une période de trois ans. (30661)

Etablissements S. Albert, société anonyme,
rue Jakob Smits 39-47, 1070 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0401.864.565

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 11 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Renouvellement du mandat du commissaire. (30662)

Hôtel Plaza Brussels, société anonyme,
boulevard A. Max 118-126, à 1000 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles 0425.555.727

Assemblée générale ordinaire le 27 juin 2006, à 16 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Enterinement de la décision de report de l'assemblée générale. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Rapport du commissaire aux comptes. 4. Approbation des comptes annuels 2005 (31/12). 5. Décharge aux administrateurs. 6. Décharge au commissaire aux comptes. 7. Article 633 du Code des sociétés - dissolution éventuelle. 8. Nominations. 9. Divers. (30663)

Dayco Sacic, société anonyme,
route de Wallonie, à 7011 Ghlin
 R.P.M. Mons 0402.642.347

Le conseil d'administration de la société invite les actionnaires, à prendre part, à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 27 juin 2006, à 11 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Lecture, discussion et explication du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire. 2. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés le 28 février 2006. 3. Affectation du résultat de l'exercice clôturé au 28 février 2006. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire. Prière de se conformer, à l'article 26 des statuts. Dépôt des titres, au siège social, route de Wallonie, à 7011 Ghlin (Mons). (30664)

Finexim, société anonyme,
rue des Palais 192, 1030 Bruxelles
 R.P.M.Bruxelles 0414.501.388

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 2006, à 17 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels au 1^{er} janvier 2006. 4. Affectation des résultats. 5. Divers. (30665)

Expertisebureel Linsen, naamloze vennootschap,
J.B. Paulusstraat 8, 1831 Diegem
 R.R.P. Brussel 0448.869.280

Algemene vergadering op 28 juni 2006, om 18 uur, op de sociale zetel. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 december 2005. 3. Kwijting aan de bestuurders. (30666)

NV Hout Import Bois SA César Parmentier,
naamloze vennootschap,
Houtkaai 10, 1800 Vilvoorde
 R.P.R. Brussel 0400.679.977

Algemene vergadering op 27 juni 2006, om 11 uur, op de sociale zetel. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. (30667)

"DEVGEN", naamloze vennootschap,
Technologiepark 30, 9052 Gent (Zwijnaarde) (België)
 Ondernemingsnummer 0461.432.562 RPR Gent

TWEDE OPROEPING

De raad van bestuur van Devgen NV heeft de eer de aandeelhouders en warranthouders van de Vennootschap uit te nodigen tot het bijwonen van de tweede zitting van de buitengewone algemene vergadering voor notaris, die zal gehouden worden op dinsdag 4 juli 2006, om 10 uur, in de kantoren van Devgen NV, Technologiepark 30, 9052 Zwijnaarde. Deze vergadering vindt plaats ten gevolge van het niet behalen van het vereiste quorum op de eerste zitting van de buitengewone algemene vergadering die plaatsvond op 1 juni 2006 met identieke agenda, die als volgt luidt :

1. Wijziging inzake de aard van de aandelen ingevolge de wet van veertien december tweeduizend en vijf houdende afschaffing van de effecten aan toonder - Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Bepaling dat, overeenkomstig de voorschriften van de wet van veertien december tweeduizend en vijf houdende afschaffing van de effecten aan toonder, die werd bekendgemaakt in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van drieëntwintig december tweeduizend en vijf, met erratum en volledige publicatie van de tekst in de

bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van zes februari tweeduizend en zes, vanaf één januari tweeduizend en acht (1 januari 2008), de nieuw uit te geven effecten uitsluitend hetzij op naam hetzij onder gedematerialiseerde vorm zullen zijn, en dienvolgens de tekst van Artikel 9 : Aard van de aandelen te vervangen door de volgende tekst : "De aandelen zijn op naam of gedematerialiseerd naar keuze van de aandeelhouders. De aandelen zijn steeds op naam in de gevallen voorzien door de wet. Vanaf één januari tweeduizend en acht kunnen uitsluitend aandelen op naam of gedematerialiseerde effecten worden uitgegeven.

Tijdelijke bepaling : Voorzover de wet dit zal toelaten kunnen de aandelen aan toonder zijn. Zij dienen overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten voorzien in de wet en uiterlijk op de tijdstippen daarin bepaald, te worden omgezet in aandelen op naam of in gedematerialiseerde aandelen, met dien verstande dat de reeds uitgegeven aandelen aan toonder, in de zin van artikel 460, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen die zich op een effectenrekening bevinden, per één januari tweeduizend en acht in gedematerialiseerde vorm bestaan."

2. Wijziging inzake de oproepingsformaliteiten voor vergaderingen van de raad van bestuur – Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Bepaling dat de oproepingen tot de vergaderingen van de raad van bestuur in principe zeven (7) dagen voor de zitting worden toegestuurd, behoudens in geval van hoogdringendheid, en dienvolgens de vierde zin van Artikel 22 : Bijeenroeping van de raad van bestuur te vervangen door de volgende tekst : "De oproepingen voor de raad van bestuur vermelden plaats, datum, uur en agenda van de vergadering en worden ten minste één (1) week voor de vergadering per brief, telefax, elektronisch of op een andere schriftelijke wijze verzonden. De oproepingstermijn kan voor dringende zaken worden ingekort."

3. Wijziging inzake bijzondere comités – Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Herformulering van de tekst van Artikel 30 : Bijzondere comités als volgt : "De raad van bestuur kan in zijn midden en onder zijn aansprakelijkheid één of meer adviserende comités oprichten. De raad van bestuur heeft een auditcomité en een remuneratiecomité opgericht. Het auditcomité is onder meer belast met een permanent toezicht op de afgewerkte dossiers van de commissaris. De raad van bestuur omschrijft de verdere samenstelling en opdrachten van de comités die hij opricht."

4. Wijziging inzake algemene vergadering – Afschaffing van tijdelijke bepaling - Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Vaststelling dat de tijdelijke bepaling inzake de gewone algemene vergadering van het jaar tweeduizend en vijf zonder voorwerp is geworden, en dienvolgens schrapping van het laatste lid Tijdelijke bepaling van Artikel 33 : Gewone, bijzondere en buitengewone algemene vergadering

5. Wijziging inzake oproeping tot een algemene vergadering – Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Bepaling dat de houders van effecten op naam, de bestuurders en de commissarissen kunnen verzoeken dat de oproepingen tot de algemene vergadering hen worden toegestuurd via een ander communicatie dan een brief en dienvolgens de volgende tekst toe te voegen na de bestaande eerste zin van Artikel 35 : Oproeping van de statuten : "De houders van effecten op naam, de bestuurders en de commissarissen worden ten minste vijftien (15) dagen voor de datum van de algemene vergadering bij gewone brief opgeroepen, tenzij zij individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen."

6. Wijziging inzake lock-up – Afschaffing van tijdelijke bepaling - Statutenwijziging

Voorstel tot besluit : Vaststelling dat ingevolge het verstrijken van de periode van honderd tachtig dagen na de eerste notering van het aandeel, de tijdelijke bepaling inzake beperking van de overdraagbaarheid van aandelen zonder voorwerp is geworden, en dienvolgens schrapping van TITEL XV : TIJDELIJKE BEPALING en van de volledige tekst van Artikel 54 : Lock-up van de statuten

Deze vergadering zal over bovenvermelde agenda kunnen beslissen, ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de aandeelhouders zich schikken naar artikel 36 van de Statuten en artikel 536 van het Wetboek van vennootschappen. De houders van aandelen op naam moeten door middel van een gewone brief

verzonden naar de maatschappelijke zetel van de vennootschap die uiterlijk op 28 juni 2006 dient aan te komen, de vennootschap in kennis stellen van hun voornemen om aan de algemene vergadering deel te nemen. De houders van aandelen aan toonder moeten uiterlijk op 28 juni 2006, hun aandelen neerleggen op de zetel van de Vennootschap, of een attest op de zetel van Vennootschap neerleggen. Dit attest wordt afgeleverd door de erkende rekeninghouder of door de vereffening instelling voor de aandelen van de Vennootschap en bevestigt het aantal aandelen dat op naam van de Aandeelhouder is ingeschreven en dat zijn/haar aandelen geblokkeerd zijn tot na de datum van de Algemene Vergadering.

De Aandeelhouders die zich wensen te laten vertegenwoordigen bij volmacht worden verzocht gebruik te maken van het model van volmacht (met steminstructies) dat op de maatschappelijke zetel ter beschikking ligt, en hun volmacht schriftelijk, in originele vorm, te laten toekomen op de zetel van de Vennootschap, uiterlijk op 28 juni 2006. Bij afwezigheid van steminstructies aan de lasthebber ten aanzien van de verschillende onderwerpen op de agenda, of in geval, om welke reden ook, er onduidelijkheid zou bestaan over de meegedeelde steminstructies, zal de lasthebber steeds "voor" het besluit stemmen. Briefwisseling kan worden verstuurd naar Devgen NV, t.a.v. Stephane Wilmes, Technologiepark 30, 9052 Zwijnaarde (Gent).
(30668) De raad van bestuur.

**ARINSO INTERNATIONAL NV, naamloze vennootschap,
Humaniteitslaan 116, 1070 Anderlecht**

RPR Brussel 0452.457.785

Voorheen handelsregister Brussel nr. 579.760

Oproeping tot de bijzondere algemene vergadering der aandeelhouders

De raad van bestuur heeft het genoegen de aandeelhouders uit te nodigen op een bijzondere algemene vergadering van de Vennootschap die voor notaris wordt gehouden op 6 juli 2006, om 10 uur, op de zetel van de Vennootschap, met de volgende agenda :

1. Kennisneming en bespreking van het fusievoorstel opgesteld door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 719 W.Venn.

Voorstel tot besluit

"De algemene vergadering neemt kennis van de fusievoorstellen zoals neergelegd op 24 mei 2006. De voorzitter geeft een samenvatting van de fusievoorstellen en zet uiteen dat de raden van bestuur van de vennootschap en OpenHR NV er zich van hebben vergewist en bevestigen dat sinds de datum van opstelling van de fusievoorstellen en de huidige algemene vergadering er zich in de activa en passiva van de respectievelijke vermogens geen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan."

2. Goedkeuring van het fusievoorstel.

Voorstel tot besluit

"De algemene vergadering keurt het fusievoorstel, zoals neergelegd op 24 mei 2006, goed."

3. Fusie door overname van het vermogen van OpenHR NV, bij wijze van met fusie door overneming gelijkgestelde verrichting in de zin van artikel 676, 1° W.Venn.

Voorstel tot besluit

"De algemene vergadering beslist om over te gaan tot een met fusie door overneming gelijkgestelde verrichting, waarbij het gehele vermogen van OpenHR NV overgaat op Arinso International NV.

Gelet op het feit dat reeds alle aandelen van OpenHR NV in handen zijn van Arinso International NV, worden geen nieuwe aandelen uitgegeven in het kader van de voorgenomen fusie.

Ten gevolge de ontbinding zonder vereffening van OpenHR NV wordt het gehele vermogen van deze vennootschap overgedragen aan Arinso International NV. De verrichtingen gesteld vanaf 1 januari 2006 door OpenHR NV worden boekhoudkundig geacht te zijn gevoerd voor rekening van Arinso International NV."

4. Goedkeuring van contractuele bepalingen in toepassing van artikel 556 W.Venn.

Voorstel tot besluit

"De algemene vergadering besluit bij unanimité tot de goedkeuring, in overeenstemming met artikel 556 W.Venn. van de volgende bepalingen :

-- art. 18.3 (b) van de Master Services Agreement tussen Baxter Healthcare SA en ARINSO International SA, dat kan worden samengevat als volgt: Baxter mag deze overeenkomst beëindigen binnen de 30 dagen na een change of control van Arinso, mits een opzeg van 90 dagen en de betaling van een vergoeding. Een wijziging in de controle wordt gedefinieerd als (i) een materiële wijziging van de personen die de beslissingen binnen de vennootschap nemen en het management aanstellen, of (ii) een wijziging van de eigendom van 50 % of meer van de aandelen en andere effecten van de vennootschap, waardoor, volgens de redelijke mening van Baxter, er een vermindering is van de kwaliteit van diensten of een materiële wijziging van de voorwaarden waaronder Baxter Arinso heeft verzocht de diensten te verrichten.

-- art. 17B van de Services Agreement tussen General Motors Europe Holding S.L. en ARINSO International SA, dat kan worden samengevat als volgt: GME kan de overeenkomst zonder enige schadevergoeding beëindigen mits een opzeg van 60 dagen, indien (i) Arinso een substantieel deel van haar activa verkoopt of aanbiedt, of (ii) een substantieel aantal aandelen van Arinso worden verkocht, geruild of aangeboden of een dergelijke verkoop, ruil of aanbod wordt veroorzaakt;

-- art. 27.4 van de "Services Agreement for the provision of human resources business process services between Accenture (Ltd) UK and ARINSO International SA", dat kan worden samengevat als volgt: Accenture kan de overeenkomst d.m.v. een minimale opzegperiode van 90 dagen beëindigen wanneer (i) er een wijziging in de controle van Arinso is, waarbij deze controle in handen komt van een concurrent van Accenture of van de commissarissen van Accenture groep of (ii) wanneer Arinso de bedrijfstak die de diensten verricht overdraagt aan een concurrent van de eindklant of Accenture of aan de commissarissen van de groep van de eindklant of Accenture groep."

-- "De algemene vergadering besluit bij unanimité tot de goedkeuring, in overeenstemming met artikel 556 W.Venn., van iedere andere 'change of control' clause, die voorkomt in een overeenkomst afgesloten met een klant voor 6 juli 2006. De tekst van deze clauses wordt door de raad van bestuur op de algemene vergadering aan de aandeelhouders overlegd."

5. Verlenen van bijzondere bevoegdheden

Voorstel tot besluit

"De algemene vergadering geeft opdracht aan het directiecomité en/of de gedelegeerd bestuurder om alle nodige en nuttige handelingen te stellen met het oog op de uitvoering van de bovenstaande handelingen. Aan de gedelegeerd bestuurder, de heer Jos Sluys, de CFO, Mevr. Marleen Vercammen en de heer Christian Bielen, ieder individueel handelend met mogelijkheid tot in de plaatsstelling, wordt de bevoegdheid toebedeeld om over te gaan tot het verrichten van de nodige neerleggingen ter griffie en publicaties in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* evenals alle nodige en nuttige formaliteiten, waaronder het ondertekenen van alle nodige en nuttige stukken, met het oog op de wijziging van de inschrijvingen van Arinso International NV en OpenHR NV in de Kruispuntbank der Ondernemingen."

De houders van aandelen op naam moeten, overeenkomstig artikel 27, eerste en derde alinea van de statuten, minstens zes (6) vrije dagen vóór de algemene vergadering hun intentie de algemene vergadering bij te wonen schriftelijk meedelen aan de raad van bestuur.

De houders van aandelen moeten, overeenkomstig artikel 27, tweede en derde alinea van de statuten, minstens zes (6) vrije dagen voorafgaand aan de buitengewone algemene vergadering hun aandelen neerleggen op :

-- de zetel van de Vennootschap;

-- of op de zetel of de kantoren van Fortis bank.

Iedere aandeelhouder kan bij een geschrift overeenkomstig artikel 28 van de statuten volmacht geven aan een andere persoon, al dan niet aandeelhouder, om hem te vertegenwoordigen ter algemene vergadering. De volmacht moet, op straffe van nietigheid, de dagorde bevatten, evenals een aanduiding van de behandelde onderwerpen, de voorstellen tot besluit, de instructies aangaande de uitoefening van het

stemrecht m.b.t. ieder van de onderwerpen van de dagorde en instructies m.b.t. de wijze waarop de volmachtdrager de stemrechten kan uitoefenen ingeval van gebreke aan instructies van de aandeelhouder. De volmachten moeten minstens zes (6) dagen vóór de algemene vergadering worden neergelegd op de zetel van de Vennootschap.

Om een vlotte afhandeling van de formaliteiten mogelijk te maken, worden de aandeelhouders verzocht zich op 6 juli 2006 aan te bieden tussen 9 uur en 9 u. 45 m., voor de ondertekening van de aanwezigheidslijsten.

(30669)

De raad van bestuur.

SOLUTIA EUROPE SA/NV,**société anonyme,****société faisant ou ayant fait appel public à l'épargne,
chaussée de Boondael 6, 1050 Bruxelles**

Numéro de Registre des Personnes Morales 0460.474.440

Numéro de TVA 460.474.440

Tribunal de Commerce de Bruxelles

Les titulaires des 200.000.000 EUR d'obligations à 10,00 pour cent, exigibles en 2008, ISIN Code BE0116958738 (les "Obligations"), émises par Solutia Europe SA/NV ("l'Emetteur"), sont, par la présente, invités à participer à l'assemblée générale des obligataires, qui aura lieu au cabinet de Allen & Overy LLP, avenue de Tervuren 268A, 1150 Bruxelles, le 29 juin 2006, à partir de 9 heures (a.m.), Heure d'Europe Continentale ("CET"), avec pour ordre du jour, les 15 points suivants :

Modification du Remboursement facultatif et modifications à cet égard des Conditions d'Emission

1. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives prévues au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Remboursement facultatif" de la Section "Remboursement, Achat et Annulation" des conditions d'émission telles que reprises dans l'annexe 1 de la Convention relative à l'Agent Fiscal du 11 février 2004 (les "Conditions d'Emission"), afin de prévoir que l'Emetteur sera autorisé à, mais ne devra pas, rembourser les Obligations au moyen d'au moins 95 % du Montant Net en Espèces effectivement perçu par l'Emetteur ou par une de ses Filiales suite à toute Cession Autorisée (voir définition ci-dessous) à un prix de remboursement de 105,00 % pour toute Cession Autorisée réalisée avant le 1^{er} août 2006, à un prix de remboursement de 103,00 % pour toute Cession Autorisée réalisée après le 1^{er} août 2006 mais avant le 1^{er} août 2007 et à un prix de remboursement de 101,00 % pour toute Cession Autorisée réalisée après le 1^{er} août 2007, ce pourcentage étant dans chaque cas calculé sur le montant principal des Obligations ainsi remboursées, étant entendu que ce Montant Net en Espèces sera utilisé pour rembourser le montant principal des Obligations, payer la prime de remboursement du montant principal y relative et payer tous les intérêts échus et impayés sur ce montant principal remboursé jusqu'à la date prévue pour le remboursement (mais à l'exclusion de celle-ci).

Proposition de décision : Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives prévues au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de modifier, aux endroits nécessaires, tous les points repris dans ce paragraphe 1 de l'ordre du jour.

2. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Section "Définitions" des Conditions d'Emission, afin de prévoir que le terme "Cession Autorisée" signifie la vente de certains actifs ou activités ou actions détenus ou exercés par l'Emetteur et ses Filiales, en ce compris la propriété intellectuelle y relative, des contrats spécifiques et les services de conseil y relatifs, ce qui peut inclure (i) la vente des actifs et/ou la vente des actions détenus par chacune ou toutes les sociétés suivantes : l'Emetteur, une Filiale, ou toute Filiale de l'Emetteur ou toute autre Filiale, créée pour faciliter une telle Cession Autorisée et/ou (ii) la vente de tout ou partie des actions d'une Filiale ou de toute Filiale de l'Emetteur, ou d'une autre Filiale créée pour faciliter une telle Cession Autorisée, dans la mesure où, sous réserve d'un accord contraire écrit des Titulaires d'Obligations Requis ou du Comité, (a) une telle cession proposée a été spécifiquement autorisée par écrit par les Titulaires d'Obligations Requis ou par le Comité, (b) le

Conseil d'Administration de l'Emetteur a décidé, par résolution du Conseil, dont copie a été donnée au Dépositaires de Gage et aux Titulaires d'Obligations Requis ou au Comité, que (i) l'Emetteur reçoit une juste rétribution dans le cadre d'une telle Cession Autorisée et qu'une telle Cession Autorisée est faite à une Personne ou à des Personnes qui ne sont pas des Personnes liées à l'Emetteur, (ii) la Cession Autorisée est dans le meilleur intérêt de l'Emetteur, (iii) l'Emetteur et ses Filiales ne recevront pas moins que la valeur comptable des actifs ou des actions qu'ils cèdent dans le cadre d'une telle Cession Autorisée et (iv) pas moins de 75 % du Montant Net en Espèces devant être perçu par l'Emetteur et ses Filiales dans le cadre de toute Cession Autorisée, serait perçu par l'Emetteur et ses Filiales lors de la réalisation de la vente en espèces ou en équivalent d'espèces, et (c) l'Emetteur sera autorisé à, mais ne devra pas, affecter au moins 95 % du Montant Net en Espèces effectivement perçu par l'Emetteur et ses Filiales suite à toute Cession Autorisée au remboursement des Obligations conformément à la Section 5 des Conditions d'Emission; et que le terme "Comité" signifie un comité ad hoc des titulaires d'Obligations composé de fonds et de comptes gérés par Mariner Investment Group, Inc., Post Advisory Group, LLC et Redwood Capital Management L.L.C.; et que le terme "Investissements Intra-groupes Autorisés" signifie les investissements effectués par l'Emetteur ou ses Filiales non situées aux Etats-Unis, pour un montant jusque USD 20 millions, sous forme de prêts intragroupe de bonne foi, représentés par des créances valables et portant intérêt au taux du marché.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de modifier, aux endroits nécessaires, tous les points repris dans ce paragraphe 2 de l'ordre du jour.

Insertion des Investissements Intra-groupes Autorisés et modification des Conditions d'Emission

3. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Prêts, Avances, Investissements, Etc." de la Section "Quelques Engagements Négatifs des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission, afin de prévoir que l'Emetteur et ses Filiales peuvent effectuer des Investissements Intra-groupes Autorisés.

Proposition de décision: sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Prêts, Avances, Investissements, Etc." de la Section "Quelques Engagements Négatifs des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission, afin de prévoir que l'Emetteur et ses Filiales peuvent effectuer des Investissements Intra-groupes Autorisés.

Suppression des Garanties des Filiales et modifications à cet égard des Conditions d'Emission

4. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de prévoir que, dans le cas où tout ou partie des actions d'une Filiale est vendu ou transféré d'une autre manière dans le cadre de toute Cession Autorisée ou si une Filiale est dissoute ou cesse d'exister dans le cadre de toute Cession Autorisée, immédiatement avant la réalisation d'une telle Cession Autorisée, cette Filiale cessera d'être une Filiale Garante, et que le Dépositaire de Gage est requis par les Titulaires d'Obligations Requis de résilier, avec effet immédiat et immédiatement avant la réalisation d'une telle Cession Autorisée, toute Garantie de Filiale donnée précédemment par cette Filiale, et afin de prévoir que cette levée de garantie et la modification, l'annulation ou la résiliation des Documents Relatifs au Crédit ne consistera pas en un Evénement Constituant un Manquement dans le cadre des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit.

Proposition de décision : Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de modifier, aux endroits nécessaires, les points repris dans ce paragraphe 4 de l'ordre du jour.

Suppression et modification des intérêts sûretés et modifications à cet égard des Conditions d'Emission

5. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de prévoir que le Dépositaire de Gage est requis par les Titulaires d'Obligations Requis, immédiatement avant la réalisation de toute Cession Autorisée (a) de libérer, en vertu du droit applicable, toutes les sûretés établies par les Documents Relatifs aux Sûretés, conclus par l'Emetteur ou toute Filiale dont les actifs ou actions seront totalement transférés dans le cadre d'une Cession Autorisée, (b) de libérer et de supprimer de l'assiette de la sûreté créée par les Documents Relatifs aux Sûretés conclus par l'Emetteur ou toute autre Filiale vendant certains de ses actifs (mais pas tous), les actifs de l'Emetteur ou le cas échéant d'une Filiale transférés en vertu de toute Cession Autorisée, et d'octroyer toutes les renonciations nécessaires à cet égard pour permettre à l'Emetteur ou à cette autre Filiale de disposer de ces actifs, (c) de résilier ou d'annuler tous les Documents Relatifs aux Sûretés conclus par l'Emetteur ou toute Filiale dont les actifs ou actions seront totalement transférés dans le cadre d'une Cession Autorisée conformément au droit applicable, (d) d'amender, dans la mesure nécessaire pour rendre effectives les dispositions de la clause (b) ci-dessus, tous les Documents Relatifs aux Sûretés conclus par l'Emetteur ou toute autre Filiale vendant certains de ses actifs (mais pas tous) en vertu de toute Cession Autorisée; (e) dans le cas où tout ou partie des actions d'une Filiale est vendu ou transféré d'une autre manière dans le cadre d'une Cession Autorisée, ou si une Filiale est dissoute ou cesse d'exister en relation avec ou suite à une telle Cession Autorisée, de libérer les actions gagées et de résilier ou d'annuler tout Document Relatif aux Sûretés conclu par l'Emetteur concernant la mise en gage d'actions de cette Filiale et (f) de faire en sorte que cette libération ou suppression de sûreté et cette renonciation, modification, annulation ou résiliation des Documents Relatifs aux Sûretés et cette cession d'actifs, ne constitueront pas un Événement Constituant un Manquement dans le cadre des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin d'ajouter ou de modifier, selon le cas, les éléments repris dans ce paragraphe 5 du présent ordre du jour.

6. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de prévoir que le Dépositaire de Gage est requis par les Titulaires d'Obligations Requis, au plus tard une semaine avant la réalisation de toute Cession Autorisée (a) de supprimer, conformément au droit applicable, de l'assiette des sûretés établies par les Documents Relatifs aux Sûretés et d'octroyer toute renonciation nécessaire à cet effet, tous les prêts intersociétaires de l'Emetteur ou d'une autre Filiale à toute Filiale (i) dont tous les actifs sont cédés dans le cadre d'une telle Cession Autorisée, (ii) dont les actions sont transférées dans le cadre d'une telle Cession Autorisée ou (iii) qui doit être dissoute ou cessera d'exister en relation avec ou suite à une telle Cession Autorisée, (b) pour donner effet à ce qui précède, de modifier, conformément au droit applicable, tous les Documents Relatifs aux Sûretés conclus par l'Emetteur ou une autre Filiale, selon le cas, et (c) de prévoir que cette suppression de l'assiette des sûretés et cette renonciation et cet amendement de Documents Relatifs aux Sûretés ne constitueront pas un Événement Constituant un Manquement dans le cadre des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives prévues au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin d'ajouter ou de modifier, selon le cas, les éléments repris dans ce paragraphe 6 du présent ordre du jour.

Modification aux intérêts sûretés et modifications à cet égard des Conditions d'Emission

7. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Garanties d'une Filiale Additionnelles et Sûretés" de la Section "Obligations des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission, afin de prévoir qu'aucune des Parties Débitrices n'est requise de mettre en gage les Actions de Capital de ou un prêt intersociétaire fait à toute Filiale de l'Emetteur ou à une autre Filiale, créée pour faciliter toute Cession Autorisée, ni de se conformer autrement aux dispositions de la Sous-section 7(a) en relation avec une telle Filiale.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Garanties d'une Filiale Additionnelles et Sûretés" de la Section "Obligations des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission, afin de prévoir qu'aucune des Parties Débitrices n'est requise de mettre en gage les Actions de Capital de ou un prêt intersociétaire fait à toute Filiale de l'Emetteur ou à une autre Filiale, créée pour faciliter toute Cession Autorisée, ni de se conformer autrement aux dispositions de la Sous-section 7(a) en relation avec une telle Filiale.

8. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modifier la Sous-section "Transactions avec des Personnes Liées" de la Section "Quelques Engagements Négatifs des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission (i) afin de prévoir que l'Emetteur, une Filiale, ou toute Filiale de l'Emetteur ou toute Filiale créée pour faciliter toute Cession Autorisée, peut acheter des actifs liés à cette Cession Autorisée pour une contrepartie équitable n'excédant pas 2.500.000 euro et selon des termes pas moins favorables que ceux qui pourraient être obtenus dans une transaction similaire dans les conditions du marché avec une Personne qui n'est pas une Personne Liée, (ii) et modifier les Conditions d'Emission afin de prévoir qu'aucun Document Relatif au Crédit additionnel ne doit être conclu par l'acquéreur de ces actifs, et (iii) autoriser l'Emetteur, une Filiale, ou toute Filiale de l'Emetteur ou toute Filiale créée pour faciliter toute Cession Autorisée, à conclure une convention multipartite avec une Personne Liée dans le cadre d'une Cession Autorisée, en vue de vendre des actifs à une Personne qui n'est pas une Personne Liée, à condition que cette convention se fasse selon des termes pas moins favorables que ceux qui pourraient être obtenus dans une transaction similaire dans les conditions du marché avec une Personne qui n'est pas une Personne Liée et (iv) autoriser l'Emetteur ou ses Filiales à effectuer des Investissements Intra-groupes Autorisés.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification des Conditions d'Emission afin de modifier, aux endroits nécessaires, tous les éléments repris dans ce paragraphe 8 du présent ordre du jour.

Modification des Événements Constituant un Manquement pour assurer le remboursement des Obligations dans le cadre de toute Cession Autorisée et modification à cet égard des Conditions d'Emission

9. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Section "Événements Constituant un Manquement" des Conditions d'Emission afin de prévoir qu'en aucun cas, une Cession Autorisée ou toute action entreprise en relation avec celle-ci, y compris le marketing et la préparation de toute Cession Autorisée, ne constituera un Événement Constituant un Manquement en vertu des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit et qu'en aucun cas, les Investissements Intra-groupes Autorisés ne constitueront un Événement Constituant un Manquement en vertu des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit.

Proposition de décision: Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Section "Événements Constituant un Manquement" des Conditions d'Emission afin de prévoir qu'en aucun cas, une Cession Autorisée ou toute action entreprise en relation avec celle-ci, y compris le marketing et la préparation de toute Cession Autorisée, ne constituera un Événement Constituant un Manquement en vertu des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit et qu'en aucun cas, les Investissements Intra-groupes Autorisés ne constitueront un Événement Constituant un Manquement en vertu des Obligations ou de l'un des Documents Relatifs au Crédit.

Divers

10. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification de la Sous-section "Modifications des Documents Sociaux et de Certains Autres Documents; Etc." de la Section "Quelques Engagements Négatifs des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission afin de permettre une réduction du capital de l'Emetteur à concurrence d'au moins 95.000.000 EUR mais en aucun cas à concurrence de plus de 105.000.000 EUR.

Proposition de décision : Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modification la Sous-section "Modifications des Documents Sociaux et de Certains Autres Documents; Etc." de la Section "Quelques Engagements Négatifs des Parties Débitrices" des Conditions d'Emission afin de permettre une réduction du capital de l'Emetteur à concurrence d'au moins 95.000.000 EUR mais en aucun cas à concurrence de plus de 105.000.000 EUR.

11. Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modifier la Section "Avis" des Conditions d'Emission afin d'aligner les formalités de convocation soumises au droit belge aux dispositions du Code des sociétés.

Proposition de décision : Sous réserve de la satisfaction ou de la renonciation aux conditions suspensives décrites au paragraphe 12 du présent ordre du jour, modifier la Section "Avis" des Conditions d'Emission afin d'aligner les formalités de convocation soumises au droit belge aux dispositions du Code des sociétés.

Conditions Suspensives à la Prise d'effet des Modifications et Adaptations des Conditions d'Emission

12. Les modifications et adaptations des Conditions d'Emission proposées en rapport avec les autres décisions examinées par l'assemblée seront conditionnées par la satisfaction ou la renonciation par le Comité ou par le Mandataire Spécial (tel que défini dans la décision 14) aux conditions suspensives proposées à l'assemblée par le Conseil d'Administration de l'Emetteur, y compris (sans y être limité) : (i) préparation de la documentation définitive (en ce compris sans y être limité, les modifications à la Convention relative à l'Agent Fiscal et aux documents renonçant, modifiant, supprimant ou octroyant la mainlevée, selon le cas, aux sûretés dans les formes et contenu satisfaisants pour le Comité), (ii) les formes de l'avis (des avis) des conseillers de l'Emetteur ont été convenues par le Comité, et (iii) le paiement des frais et honoraires raisonnables du Comité pour autant que les factures relatives à ces frais et honoraires soient réceptionnées le 26 juin 2006 au plus tard.

Proposition de décision : La prise d'effet des modifications et adaptations des Conditions d'Emission à mettre en oeuvre en vertu de toute décision prise par l'assemblée est conditionnée par la satisfaction (ou par la renonciation) des conditions suspensives prévues au paragraphe 12 du présent ordre du jour.

13. Procuration pour les Démarches d'Ordre Général

Proposition de décision : La présente assemblée des obligataires décide d'octroyer une procuration à chacun des membres du Conseil d'Administration de l'Emetteur, avec pouvoir de substitution, afin de modifier tout document relatif aux Obligations, y compris mais de façon non exhaustive : le "Subscription Agreement" approuvé par le Conseil d'Administration de l'Emetteur le 7 décembre 2000, la Convention relative à l'Agent Fiscal citée au point 1 de cet ordre du jour, les conventions relatives aux sûretés en rapport avec les Obligations, les "Certificates", la "Temporary Global Note", la "Global Note", la "Definitive Note" ou le "Coupon" conformément aux décisions de la présente assemblée, et, de manière générale, de signer tout acte, contrat, certificat ou tout autre document nécessaire ou utile à l'exécution de toute décision prise par la présente assemblée ou relative à l'une de celles-ci.

14. Nomination d'un ou de plusieurs mandataires spéciaux (le(s) "Mandataire(s) Spécial(aux)") pour les titulaires des Obligations.

Proposition de décision : La présente assemblée décide de nommer en qualité de Mandataire(s) Spécial(aux), avec faculté de substitution, la(les) personne(s) proposée(s) à cet égard lors de l'assemblée par le Comité. Le(les) Mandataire(s) Spécial(aux) aura(ont) le pouvoir d'accomplir tout acte requis pour l'exécution, au nom et pour le compte des titulaires d'Obligations, des décisions prises par la présente assemblée et sera(ont) investi(s) de tout autre pouvoir tel que proposé lors de l'assemblée.

15. Procuration pour le Dépôt et la Publication du Procès-verbal.

Proposition de décision : La présente assemblée décide d'octroyer une procuration à madame Kristel Deroover, M. Luc De Temmerman ou à tout membre du Conseil d'Administration, agissant individuellement et avec pouvoir de substitution, afin de déposer le procès-verbal au Tribunal de Commerce et de publier un extrait de ce procès-verbal aux annexes du *Moniteur belge*.

Comment lire cette convocation : Toutes les références à une Section, Sous-section, Paragraphe ou Sous-paragraphe dans cette convocation constituent des références à une section, sous-section, paragraphe ou sous-paragraphe des Conditions d'Emission. Sauf mention contraire, tout terme muni d'une majuscule a la signification qui lui est donnée dans les Conditions d'Emission.

Participation à l'assemblée générale : Nous vous invitons à déposer, au plus tard le 20 juin 2006, les certificats émanant d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation certifiant la propriété et l'indisponibilité jusqu'au (et y compris) le 29 juin 2006 des Obligations inscrites en compte auprès de M. Nicolas De Quinamar (numéro de téléphone +32 2 780 24 09; numéro de fax +32 2 773 39 46; adresse e-mail: nicolas.dequinamar@allenoverly.com) au cabinet d'avocats Allen & Overly LLP, avenue de Tervuren 268A, 1150 Bruxelles. Si vous avez des questions concernant la procédure décrite ci-dessus, veuillez contacter Mme Jessica I. Basil (numéro de téléphone +1 212 351 3973; adresse e-mail jbasilgibsondunn.com). Un modèle de certificat peut être obtenu auprès de M. Nicolas De Quinamar (dont les coordonnées sont mentionnées ci-dessus) ou auprès du "listing agent" au Luxembourg: Kredietbank SA Luxembourgeoise – Département Corporate Actions (numéro de téléphone +352 47 97 39 36; numéro de fax +352 47 97 73 903).

Procurations: Les titulaires d'Obligations peuvent être représentés à l'assemblée générale par le détenteur d'une procuration valable. Un modèle de procuration peut être obtenu auprès de M. Nicolas De Quinamar (numéro de téléphone +32 2 780 24 09; numéro de fax +32 2 773 39 46; adresse e-mail: nicolas.dequinamar@allenoverly.com) ou auprès du "listing agent" au Luxembourg, Kredietbank SA Luxembourgeoise – Département Corporate Actions (numéro de téléphone +352 47 97 39 36; numéro de fax +352 47 97 73 903).

La présente convocation est également publiée en anglais et en néerlandais. En cas de discordance ou d'incohérence entre cette version en français et les versions en néerlandais ou en anglais, la version en néerlandais fera foi.

En aucun cas cette convocation ne pourra constituer une offre d'achat ou de vente, ou constituer une sollicitation d'une offre d'achat, de vente ou de souscription d'Obligations ou, en général, de titres.

(30670)

Le conseil d'administration.

SOLUTIA EUROPE SA/NV,
naamloze vennootschap,
vennootschap die een publiek beroep doet of gedaan heeft op het
spaarwezen,
Boondalsesteenweg 6, 1050 Brussel

Rechtspersonenregister nummer 0460.474.440

BTW nummer 460.474.440

Rechtbank van koophandel te Brussel

De houders van de EUR 200.000.000 10,00 percent obligaties terugbetaalbaar in 2008 ISIN Code BE0116958738 (de "Obligaties") uitgegeven door Solutia Europe SA/NV (de "Uitgever") worden hierbij uitgenodigd om deel te nemen aan de algemene vergadering van obligatiehouders die zal gehouden worden op de kantoren van Allen & Overly LLP te Tervurenlaan 268A, 1150 Brussel, op 29 juni 2006 vanaf 9 uur (a.m.) Centraal Europese Tijd ("CET"), met de volgende 15 agendapunten :

Wijziging van de Facultatieve Terugbetaling en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

1. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sub-sectie "Facultatieve Terugbetaling" van de Sectie "Terugbetaling, Verkrijging en Annulering" van de uitgiftevoorwaarden uiteengezet in bijlage 1 bij de Fiscaal Agentuurovereenkomst van 11 februari 2004 (de "Uitgiftevoorwaarden") door te bepalen dat de Uitgever gemachtigd, maar niet verplicht zal zijn, om de Obligaties terug te betalen ten belope van minstens 95 percent van de door de Uitgever of enige van haar Dochtervennootschappen effectief ontvangen Netto Kasinkomsten uit een Toegestane Verkoop (zoals hierna gedefinieerd) aan een terugbetalingprijs van 105.00 % voor enige Toegestane Verkoop die voltrokken wordt vóór 1 augustus 2006, aan een terugbetalingprijs van 103.00 % voor enige Toegestane Verkoop die voltrokken wordt na

1 augustus 2006, maar vóór 1 augustus 2007, en aan een terugbetaling-prijs van 101.00 % voor enige Toegestane Verkoop die voltrokken wordt na 1 augustus 2007, in elk geval van de hoofdsom van de Obligaties die worden terugbetaald, met dien verstande dat de Netto Kasinkomsten gebruikt zullen worden om zowel de hoofdsom van de Obligaties terug te betalen, de aan de hoofdsom verbonden terugbetalingpremie te betalen, en alle vervallen en niet betaalde interest op het terugbetaalde hoofdbedrag tot aan maar zonder inbegrip van de datum vastgesteld voor terugbetaling.

Voorstel van besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 1. van de agenda.

2. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sectie "Definities" van de Uitgiftevoorwaarden teneinde te bepalen dat de term "Toegestane Verkoop" de verkoop van bepaalde activa of bedrijven of aandelen gehouden door de Uitgever en haar Dochtervennootschappen, met inbegrip van daaraan verbonden intellectuele eigendomsrechten, specifieke contracten en adviserende diensten met betrekking daartoe, betekent, die kan bestaan uit (i) de verkoop van activa van en/of de verkoop van aandelen gehouden door enige of alle volgende: de Uitgever, een Dochtervennootschap of enige Dochtervennootschap van de Uitgever, of andere Dochtervennootschap opgericht teneinde dergelijke Toegestane Verkoop te vergemakkelijken en/of (ii) de verkoop van sommige of alle aandelen van een Dochtervennootschap of enige Dochtervennootschap van de Uitgever of andere Dochtervennootschap opgericht teneinde dergelijke Toegestane Verkoop te vergemakkelijken, dit alles voor zover dat, behoudens andersluidend schriftelijk akkoord van de Vereiste Obligatiehouders of het Comité, (a) de Vereiste Obligatiehouders of het Comité dergelijke voorgestelde verkoop specifiek en schriftelijk hebben goedgekeurd, (b) de raad van bestuur van de Uitgever heeft vastgesteld, zoals vervat in een notule van de raad van bestuur, waarvan een kopie afgegeven is aan de "Collateral Agent" en de Vereiste Obligatiehouders of het Comité, dat (i) de Uitgever een faire vergoeding ontvangt met betrekking tot dergelijke Toegestane Verkoop en dat dergelijke Toegestane Verkoop plaatsvindt aan een Persoon of Personen die geen Verbonden Onderneming is van de Uitgever, (ii) de Toegestane Verkoop in het belang van de Uitgever is, en (iii) de Uitgever en haar Dochtervennootschappen niet minder dan de boekwaarde voor de activa of aandelen die zij verkopen in dergelijke Toegestane Verkoop zullen ontvangen en (iv) niet minder dan 75 % van de Netto Kasinkomsten te ontvangen door de Uitgever en haar Dochtervennootschappen met betrekking tot dergelijke Toegestane Verkoop door de Uitgever en haar Dochtervennootschappen bij de voltrekking van de verkoop in cash of cash equivalenten wordt ontvangen, en (c) de Uitgever gemachtigd zal zijn, maar niet verplicht om, minstens 95 percent van de door de Uitgever en haar Dochtervennootschappen effectief ontvangen Netto Kasinkomsten uit enige dergelijke Toegestane Verkoop aan te wenden om de Obligaties terug te betalen overeenkomstig Sectie 5 van de Uitgiftevoorwaarden en dat de term "Comité" een ad hoc comité van de houders van de Obligaties bestaande uit fondsen en rekeningen beheerd door Mariner Investment Group, Inc., Post Advisory Group, LLC en Redwood Capital Management L.L.C. zal betekenen; en dat de term "Toegelaten Intragroep Investerings" investeringen door de Uitgever of haar Dochtervennootschappen betekent in niet-V.S. Verbonden Ondernemingen tot een bedrag van 20 miljoen USD en in de vorm van bona fide intragroepsleningen, vertegenwoordigd door geldige schuldvorderingen en tegen een marktconforme interestvoet.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 2. van de agenda.

Toevoeging van de Toegelaten Intragroep Investerings en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

3. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van Subsectie "Leningen, Voorschotten, Investerings, Etc." van de Sectie "Bepaalde verbintenissen om niet te doen (Negative Covenants)" van de Uitgiftevoorwaarden om te bepalen dat de Uitgever en diens Dochtervennootschappen gemachtigd zijn om de Toegelaten Intragroep Investerings te doen.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van Subsectie "Leningen, Voorschotten, Investerings, Etc." van de Sectie "Bepaalde verbintenissen om niet te doen (Negative Covenants)" van de Uitgiftevoorwaarden om te bepalen dat de Uitgever en diens Dochtervennootschappen gemachtigd zijn om de Toegelaten Intragroep Investerings te doen.

Opheffing van Borgstelling door de Dochtervennootschappen en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

4. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden om te bepalen dat, ingeval enige aandelen van een Dochtervennootschap verkocht worden of anderszins overgedragen worden met betrekking tot enige Toegestane Verkoop, of ingeval een Dochtervennootschap dient te worden ontbonden of ophouden te bestaan met betrekking tot of tengevolge van enige Toegestane Verkoop, onmiddellijk voorafgaand aan de verwezenlijking van dergelijke Toegestane Verkoop, dergelijke Dochtervennootschap geen Dochter Borgsteller meer zal zijn en dat de "Collateral Agent" de opdracht krijgt van de Vereiste Obligatiehouders om, met onmiddellijk inwerkingtreding, onmiddellijk voorafgaand aan de verwezenlijking van een dergelijke Toegestane Verkoop, enige Dochter Borgstelling in het verleden toegekend door dergelijke Dochtervennootschap te beëindigen, en te voorzien dat enige dergelijke opheffing en wijziging, annulering of beëindiging van dergelijke Krediet Documenten geen Gebeurtenis van Tekortkoming met betrekking tot de Obligaties of enige Krediet Documenten zal uitmaken.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 4. van de agenda.

Opheffing en wijziging van zekerheden en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

5. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden, teneinde te voorzien dat de "Collateral Agent" instructies zal krijgen van de Vereiste Obligatiehouders onmiddellijk voorafgaand aan de verwezenlijking van enige Toegestane Verkoop (a) om, overeenkomstig de toepasselijke wetgeving, al het onderpand dat toegestaan is onder de Onderpandovereenkomsten aangegaan door de Uitgever of enige Dochtervennootschap waarvan de activa of aandelen volledig worden overgedragen ingeval enige Toegestane Verkoop, vrij te geven, (b) om de activa van de Uitgever of van de Dochtervennootschap, al naargelang het geval, overgedragen naar aanleiding van enige Toegestane Verkoop, uit het toepassingsgebied van de zekerheden, gecreëerd naar aanleiding van de Onderpandovereenkomsten aangegaan door de Uitgever of enige Dochtervennootschap die een deel maar niet het geheel van haar activa verkoopt, te verwijderen en vrij te geven en om alle verzakings hiervoor benodigd toe te kennen teneinde de Uitgever of andere Dochtervennootschap toe te laten deze activa te vervreemden, (c) om alle Onderpandovereenkomsten aangegaan door de Uitgever of enige Dochtervennootschap waarvan het geheel van de activa of aandelen wordt overgedragen ingeval enige Toegestane Verkoop, overeenkomstig de toepasselijke wetgeving te beëindigen of te annuleren, (d) om alle Onderpandovereenkomsten aangegaan door de Uitgever of enige andere Dochtervennootschap die een deel maar niet het geheel van haar activa verkoopt ingeval enige Toegestane Verkoop te wijzigen, in de mate noodzakelijk om uitvoering te verlenen aan de bepalingen van clause (b) hierboven, (e) ingeval enige aandelen van een Dochtervennootschap verkocht worden of anderszins overgedragen worden met betrekking tot enige Toegestane Verkoop, of ingeval een Dochtervennootschap wordt ontbonden of ophoudt te bestaan met betrekking tot of tengevolge van een Toegestane Verkoop, om de verpande aandelen vrij te geven en om enige Onderpandovereenkomst aangegaan door de Uitgever met betrekking tot het pand op de aandelen van deze Dochtervennootschap te beëindigen of te annuleren en (f) om te voorzien dat enige dergelijke vrijgave of opheffing van onderpand en verzaking, wijziging, annulering of beëindiging van dergelijke Onderpandovereenkomsten en vervreemding van activa geen Gebeurtenis van Tekortkoming met betrekking tot de Obligaties of enige Krediet Documenten zal uitmaken.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging of toevoeging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 5. van de agenda.

6. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden teneinde te voorzien dat de "Collateral Agent" instructies zal krijgen van de Vereiste Obligatiehouders, niet later dan één week voorafgaand aan de verwezenlijking van enige Toegestane Verkoop (a) om, overeenkomstig de toepasselijke wetgeving, enige intragroepsleningen toegekend door de Uitgever of een andere Dochtervennootschap aan enige Dochtervennootschap (i) waarvan alle activa worden verkocht ingevolge dergelijke Toegestane Verkoop, (ii) waarvan de aandelen overgedragen worden met betrekking tot dergelijke Toegestane Verkoop of (iii) die dient te worden ontbonden of op een andere wijze op te houden te bestaan met betrekking tot of ten gevolge van dergelijke Toegestane Verkoop, uit te sluiten uit het toepassingsgebied van de zekerheden gecreëerd ten gevolge van de Onderpandovereenkomsten en om alle noodzakelijke verzakingsdaaronder met betrekking daartoe toe te kennen, (b) om alle Onderpandovereenkomsten aangegaan door de Uitgever of andere Dochtervennootschap, al naargelang het geval, te wijzigen en, overeenkomstig de toepasselijke wetgeving, het voorgaande uit te voeren en (c) te voorzien dat enige dergelijke vrijgave of opheffing van onderpand en verzaking en wijziging van dergelijke Onderpandovereenkomsten geen Gebeurtenis van Tekortkoming met betrekking tot de Obligaties of enige Krediet Documenten zal uitmaken.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging of toevoeging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 6. van de agenda.

Wijziging van de zekerheden en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

7. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Subsectie "Bijkomende Dochter-Borgstellingen en Onderpand Zekerheden" van de Sectie "Verbintenissen om te doen van de Leners" van de Uitgiftevoorwaarden om te voorzien dat geen van de Leners Aandelenkapitaal van of een intra-groepslening aangegaan ten voordele van een Dochtervennootschap van de Uitgever of andere Dochtervennootschap opgericht teneinde enige Toegestane Verkoop te vergemakkelijken, in pand dient te geven of anderszins de voorwaarden van Subsectie 7(a) met betrekking tot dergelijke Dochtervennootschap dient na te leven.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Subsectie "Bijkomende Dochter-Borgstellingen en Onderpand Zekerheden" van de Sectie "Verbintenissen om te doen van de Leners" van de Uitgiftevoorwaarden om te voorzien dat geen van de Leners Aandelenkapitaal van of een intra-groepslening aangegaan ten voordele van een Dochtervennootschap van de Uitgever of andere Dochtervennootschap opgericht teneinde enige Toegestane Verkoop te vergemakkelijken, in pand dient te geven of anderszins de voorwaarden van Subsectie 7(a) met betrekking tot dergelijke Dochtervennootschap dient na te leven.

8. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Subsectie "Transacties met Verbonden Ondernemingen" van de Sectie "Bepaalde verbintenissen om niet te doen (Negative Covenants) van de Leners" van de Uitgiftevoorwaarden (i) om te voorzien dat de Uitgever, een Dochtervennootschap of enige Dochtervennootschap van de Uitgever of Dochtervennootschap opgericht teneinde enige Toegestane Verkoop te vergemakkelijken, activa met betrekking tot dergelijke Toegestane Verkoop kan verwerven tegen een faire vergoeding die 2,500,000 euro niet overschrijdt en onder voorwaarden die voor haar niet minder gunstig zijn dan diegene die men zou kunnen verkrijgen in een vergelijkbare transactie "at arm's length" met een Persoon die geen Verbonden Onderneming is, (ii) wijziging van de Uitgiftevoorwaarden om te voorzien dat geen bijkomende Krediet Documenten aangegaan dienen te worden door de koper van dergelijke activa, (iii) om toestemming te geven aan de Uitgever, een Dochtervennootschap of enige Dochtervennootschap van de Uitgever of Dochtervennootschap opgericht teneinde enige Toegestane Verkoop te vergemakkelijken, om partij

te zijn bij een meerpartijenovereenkomst met een Verbonden Onderneming met betrekking tot enige Toegestane Verkoop om activa te verkopen aan een Persoon die geen Verbonden Onderneming is, op voorwaarde dat enige dergelijke overeenkomst niet minder gunstig is dan diegene die men zou kunnen verkrijgen in een vergelijkbare transactie "at arm's length" met een Persoon die geen Verbonden Onderneming is, en (iv) om de Uitgever of diens Dochtervennootschappen te machtigen om Toegelaten Intragroep Investerings te doen.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Uitgiftevoorwaarden door wijziging, zoals toepasselijk, van alle zaken opgesomd in dit punt 8. van de agenda.

Wijziging van Gebeurtenissen van Tekortkoming teneinde de terugbetaling van de Obligaties te verzekeren met betrekking tot enige Toegestane Verkoop en overeenkomstige wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

9. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sectie "Gebeurtenissen van Tekortkoming" van de Uitgiftevoorwaarden teneinde te voorzien dat enige Toegestane Verkoop of enige verrichtingen in verband daarmee, met inbegrip van marketing en voorbereiding van een Toegestane Verkoop, in geen enkel geval een Gebeurtenis van Tekortkoming zal uitmaken met betrekking tot de Obligaties of enige van de Krediet Documenten, en in geen enkel geval zullen de Toegelaten Intragroep Investerings een Gebeurtenis van Tekortkoming uitmaken met betrekking tot de Obligaties of enige van de Krediet Documenten.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sectie "Gebeurtenissen van Tekortkoming" van de Uitgiftevoorwaarden teneinde te voorzien dat enige Toegestane Verkoop of enige verrichtingen in verband daarmee, met inbegrip van marketing en voorbereiding van enige Toegestane Verkoop in geen enkel geval een Gebeurtenis van Tekortkoming zal uitmaken met betrekking tot de Obligaties of enige van de Krediet Documenten, en in geen enkel geval zullen de Toegelaten Intragroep Investerings een Gebeurtenis van Tekortkoming uitmaken met betrekking tot de Obligaties of enige van de Krediet Documenten.

Varia

10. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Subsectie "Wijziging van de Ondernemingsdocumenten en Bepaalde Andere Overeenkomsten; Etc." van de Sectie "Bepaalde verbintenissen om niet te doen (Negative Covenants) van de Leners" van de Uitgiftevoorwaarden om een vermindering toe te laten van het kapitaal van de Uitgever met niet minder dan EUR 95.000.000, maar met in geen geval meer dan EUR 105.000.000.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Subsectie "Wijziging van de Ondernemingsdocumenten en Bepaalde Andere Overeenkomsten; Etc." van de Sectie "Bepaalde verbintenissen om niet te doen (Negative Covenants) van de Leners" van de Uitgiftevoorwaarden om een vermindering toe te laten van het kapitaal van de Uitgever met niet minder dan EUR 95.000.000, maar met in geen geval meer dan EUR 105.000.000.

11. Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sectie "Oproeping" van de Uitgiftevoorwaarden om de oproepingsvereisten onder Belgisch recht in overeenstemming te brengen met de procedure uiteengezet in het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel van Besluit : Op voorwaarde van vervulling van of verzaking aan de opschortende voorwaarden vervat in agendapunt 12, wijziging van de Sectie "Oproeping" van de Uitgiftevoorwaarden om de oproepingsvereisten onder de Belgische wet in overeenstemming te brengen met de procedure uiteengezet in het Wetboek van vennootschappen.

Opschortende voorwaarden met betrekking tot de inwerkingtreding van de aanpassingen en wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden

12. De aanpassingen en wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden die vooropgesteld worden met betrekking tot de andere besluiten voorgesteld op de vergadering zullen onderworpen zijn aan de vervulling van

of de verzaking door het Comité of de Bijzonder Gevolmachtigden (zoals gedefinieerd in besluit 14) aan opschortende voorwaarden die zullen voorgesteld worden op de vergadering door de raad van bestuur van de Uitgever, met inbegrip van (zonder daartoe beperkt te zijn) : (i) de voorlegging van definitieve documentatie (met inbegrip van, zonder daartoe beperkt te zijn, wijzigingen aan de Fiscaal Agentuurovereenkomst en documenten die een verzaking aan, een wijziging van, een opheffing of vrijgave, naargelang het geval, van zekerheden inhouden, qua vorm en inhoud aanvaardbaar door het Comité), (ii) vorm van opinie(s) van de advocaten van de Uitgever die werden goedgekeurd door het Comité, en (iii) betaling van de redelijke kosten en vergoedingen van het Comité, voor zover de facturen voor dergelijke kosten en vergoedingen ontvangen zullen worden ten laatste op 26 juni 2006.

Voorstel van besluit : De inwerkingtreding van de aanpassingen en wijzigingen aan de Uitgiftevoorwaarden die zullen uitgevoerd worden met betrekking tot enig ander besluit van de vergadering zal onderworpen zijn aan de vervulling van (of de verzaking aan) de opschortende voorwaarden waarnaar verwezen wordt in dit agendapunt 12.

13. Volmacht voor Algemene Handelingen

Voorstel van besluit: De algemene vergadering van obligatiehouders besluit een volmacht te verlenen aan elk lid van de raad van bestuur van de Uitgever, met mogelijkheid tot indeplaatsstelling, om enig document met betrekking tot de Obligaties te wijzigen, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, de "Subscription Agreement" goedgekeurd door de raad van bestuur van de Uitgever op 7 december 2000, de Fiscaal Agentuurovereenkomst waarnaar verwezen wordt in agendapunt 1, zekerheidsovereenkomsten met betrekking tot de Obligaties, "Certificates", de "Temporary Global Note", de "Global Note", de "Definitive Note" of de "Coupon", in overeenstemming met de besluiten van deze vergadering, en in het algemeen, elke akte, overeenkomst, certificaat of andere documenten nodig of nuttig voor de implementatie van, of anderszins verbonden met, een van de besluiten genomen door deze vergadering, te ondertekenen.

14. Benoeming van een of meerdere bijzonder gevolmachtigden (de "Bijzonder Gevolmachtigde(n)") voor de houders van de Obligaties.

Voorstel van besluit : Deze vergadering zal als Bijzonder Gevolmachtigde(n), met mogelijkheid tot indeplaatsstelling, de persoon (of personen) benoemen die daartoe voorgedragen worden door het Comité aan de vergadering. De Bijzonder Gevolmachtigde(n) zal/zullen bevoegd zijn om alle handelingen te stellen vereist voor de uitvoering, voor rekening van de houders van de Obligaties, van de besluiten genomen tijdens deze vergadering en zullen dergelijke andere taken hebben zoals voorgesteld op de vergadering.

15. Volmacht voor de neerlegging en publicatie van de notulen

Voorstel van besluit : Deze vergadering besluit volmacht te verlenen aan Mevr. Kristel Deroover, de heer Luc De Temmerman of elk lid van de raad van bestuur, individueel optredend en met mogelijkheid tot indeplaatsstelling, om de notulen bij de rechtbank van koophandel neer te leggen en een uittreksel van de notulen in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* te publiceren.

Hoe deze oproeping te lezen : Verwijzingen naar enige Sectie, Sub-sectie, Paragraaf of Sub-paragraaf in deze oproeping zijn verwijzingen naar een sectie, sub-sectie, paragraaf of sub-paragraaf van de Uitgiftevoorwaarden. Tenzij anders vermeld zullen begrippen aangeduid met een hoofdletter die hierin vermeld worden de betekenis hebben die hieraan is toegewezen in de Uitgiftevoorwaarden.

Aanwezigheid op de vergadering : Wij nodigen U uit om op of vóór 20 juni 2006 de attesten van een erkend rekeninghouder of een vereffeningsinstelling die de eigendom op en niet-overdraagbaarheid tot en met 29 juni 2006 van Obligaties die op een rekening ingeschreven zijn, certifiëren, neer te leggen bij de heer Nicolas De Quinamar (telefoonnummer +32 2 780 24 09; faxnummer +32 2 773 39 46; e-mail adres : nicolas.dequinamar@allenovery.com) op het kantoor van Allen & Overy LLP te Tervurenlaan 268A, 1150 Brussel. Indien U enige vragen heeft betreffende de procedure, gelieve Mevr. Jessica I. Basil (telefoonnummer +1 212 351 3973; e-mail adres : jbasilgibsondunn.com) te contacteren. Een model van certificaat kan verkregen worden bij de heer Nicolas De Quinamar op de coördinaten hierboven uiteengezet of bij de Luxemburgse "listing agent", Kredietbank SA Luxembourg - Département Corporate Actions (telefoonnummer +352 47 97 39 36; faxnummer +352 47 97 73 903).

Volmachten : De houders van Obligaties mogen op de algemene vergadering vertegenwoordigd worden door een volmachthouder die in het bezit is van een geldige volmacht. Een model van volmacht kan verkregen worden van de heer Nicolas De Quinamar (telefoonnummer +32 2 780 24 09; faxnummer +32 2 773 39 46; e-mail adres : nicolas.dequinamar@allenovery.com) of bij de Luxemburgse "listing agent", Kredietbank SA Luxembourg - Département Corporate Actions (telefoonnummer +352 47 97 39 36; faxnummer +352 47 97 73 903).

Deze oproeping wordt eveneens gepubliceerd in het Frans en het Engels. In geval van enige discrepantie of inconsistentie tussen deze Nederlandstalige versie en de Engelstalige of Franstalige versie van deze oproepingsbrief, zal de Nederlandstalige versie voorrang genieten.

In geen enkel geval vormt deze kennisgeving een aanbod tot aankoop of verkoop, noch een verzoek tot aanbod tot aankoop, verkoop of inschrijving op obligaties, of in het algemeen, effecten.

(30670)

De raad van bestuur.

DEXIA BEST-OF

Fund of Funds

sicav de droit belge

Catégorie OPC en valeurs mobilières et liquidités

Siège social : boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles

Numéro d'entreprise 0474.897.251

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de DEXIA BEST-OF, Fund of Funds, Sicav de droit belge se tiendra le jeudi 29 juin 2006, à 11 heures, en l'immeuble Royal Center, rue Royale 180, 1000 Bruxelles pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 mars 2006.

2. Lecture du rapport du Commissaire sur l'exercice clôturé au 31 mars 2006.

3. Approbation des comptes annuels.

Proposition de décision : L'assemblée approuve, globalement et par compartiment, les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 mars 2006.

4. Affectation des résultats.

Proposition de décision : L'assemblée approuve, par compartiment, la proposition du Conseil d'Administration de la répartition du résultat pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006.

5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

Proposition de décision: L'assemblée donne décharge, globalement et par compartiment, aux Administrateurs et Commissaire pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006.

6. Nominations Statutaires.

Proposition de décision :

L'assemblée décide de renouveler les mandats de Messieurs Hugo Lasat, Arnaud Delputz, Emmanuel Jennes, Alain Péters, Wim Moesen et Baudouin Davister et de la société anonyme Dexia Asset Management Belgique, dont le représentant permanent est Madame Myriam Vanneste.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés sera exercé à titre gratuit, à l'exception de celui de l'administrateur indépendant, dont la rémunération est fixée au montant arrêté en accord avec le Conseil d'administration. Leurs fonctions prendront fin à l'Assemblée générale de 2007.

Les actionnaires sont informés que pour être admis à l'assemblée générale ordinaire, ils doivent déposer leurs actions trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée dans les agences de l'établissement suivant: Dexia Banque Belgique SA

Le prospectus, le prospectus simplifié, le rapport annuel et le rapport semi-annuel de DEXIA BEST-OF, Fund of Funds sont disponibles au siège social de la société, de l'institution et ses agences mentionnées ci-dessus.
(30812) Le conseil d'administration.

DEXIA BEST-OF
Fund of Funds
bevek naar Belgisch recht
Categorie ICB in effecten en liquide middelen
Maatschappelijke zetel : Pachecolaan 44, 1000 Brussel

Ondernemingsnummer 0474.897.251

Oproepingsbericht voor de gewone algemene vergadering

De Gewone Algemene Vergadering der aandeelhouders van DEXIA BEST-OF, Fund of Funds, Bevek naar Belgisch recht heeft plaats op donderdag 29 juni 2006, om 11 uur, in het gebouw Royal Center, Koningsstraat 180, 1000 Brussel om te beraadslagen over de volgende agendapunten :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur voor het boekjaar afgesloten op 31 maart 2006.

2. Lezing van het verslag van de Commissaris voor het boekjaar afgesloten op 31 maart 2006.

3. Goedkeuring van de jaarrekeningen.

Voorstel tot beslissing : De vergadering keurt de globale jaarrekening alsook de jaarrekening van elk compartiment goed voor het boekjaar afgesloten op 31 maart 2006.

4. Toewijzing van de resultaten.

Voorstel tot beslissing : De vergadering aanvaardt het voorstel van de raad van bestuur betreffende de toewijzing van de resultaten van het boekjaar afgesloten op 31 maart 2006 per compartiment.

5. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders en de Commissaris.

Voorstel tot beslissing : De vergadering beslist, globaal en per compartiment, kwijting te verlenen aan de Bestuurders en aan de Commissaris voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar afgesloten op 31 maart 2006.

6. Statutaire benoemingen.

Voorstel tot beslissing :

De vergadering beslist om de mandaten van de heren Hugo Lasat, Arnaud Delputz, Emmanuel Jennes, Alain Péters, Wim Moesen en Baudouin Davister en van de naamloze vennootschap Dexia Asset Management Belgium, vast vertegenwoordigd door Mevr. Myriam Vanneste, te vernieuwen.

Deze mandaten zullen ten kosteloze titel worden uitgeoefend behalve die van de onafhankelijke bestuurder waarvan de bezoldiging is vastgesteld op het bedrag bepaald in akkoord met de raad van bestuur. Hun functies zullen een einde nemen op de algemene vergadering van 2007.

De aandeelhouders worden erop gewezen dat om te worden toegelaten tot de vergadering zij uiterlijk drie werkdagen vóór de datum van de vergadering hun aandelen moeten neerleggen bij de loketten van Dexia Bank België N.V.

Het prospectus, het vereenvoudigde prospectus, het jaarverslag en het halfjaarverslag van DEXIA BEST-OF, Fund of Funds zijn beschikbaar op de hoofdzetel van de vennootschap en van de hierboven genoemde instelling en zijn agentschappen.
(30812) De raad van bestuur.

Jules Tytgat, naamloze vennootschap,
Kouter 122, te 9000 Gent
RPR 0400.110.449

Jaarvergadering op dinsdag 20 juni 2006, om 11 uur, op de zetel. Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 2005. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoemingen. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten.
(30813)

Vadival, société anonyme,
chaussée de Liège 7/2, 4550 Nandrin
Numéro d'entreprise 0450.484.133 RPM Liège

Assemblée générale ordinaire le 21 juin 2006, à 18 heures, au siège social.

Ordre du jour :

Rapport du conseil d'administration.

Approbation comptes annuels au 31 décembre 2005.

Affectation résultat.

Décharge aux administrateurs.
(30814)

Carissima, société anonyme,
rue du Buisson 4, 1050 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0463.899.134

L'assemblée générale extraordinaire se tiendra au siège social le 27 juin 2006, à 18 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. Décharge aux administrateurs. Nomination d'un administrateur. Divers.
(30859)

Intéressements et Participations,
en abrégé Interpart, société anonyme,
avenue Ernest Cambier 107, 1030 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0462.688.119

MM. les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 27 juin 2006, à 18 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Adoption des comptes annuels, établis après affectation, au 31 décembre 2005. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires éventuelles. Fin de mandat d'administrateur. Nomination. Divers. Dépôt des titres : se conformer aux statuts.
(30860)

« Prémaman », société anonyme,
chaussée de Haecht 1475, 1130 Bruxelles
Numéro d'entreprise 0403.185.448

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social le 27 juin 2006, à 10 heures. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. Décharge aux administrateurs et au commissaire. Confirmation de mandat. Divers.
(30861)

Spirimmo, société civile sous forme de société anonyme,
rue Saint-Gilles 159A, 4000 Liège
Numéro d'entreprise 0432.912.681

Assemblée ordinaire au siège social le 24/06/2006, à 20 h. Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Divers.
(30862)

**Gilsim, naamloze vennootschap,
Vijf Gezusterslaan 24, 2960 Brecht**

R.P.R. Antwerpen 0463.932.192

Buitengewone algemene vergadering op 27 juni 2006, om 17 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de overgebrachte datum van de algemene vergadering naar 27/06/2006. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Ontslag en benoeming bestuurders. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2005. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Kwijting van de bestuurders. 7. Varia. (30863)

**Les Greens de Saint-Gatien, société anonyme,
rue de la Presse 4, 1000 Bruxelles**

R.P.M. Bruxelles BE 0445.202.185

Assemblée générale ordinaire le 26 juin 2006, à 15 heures, au cabinet de M. François des Cressonnières, avenue Louise 162, bte 9, 1050 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge à donner aux administrateurs. (30864)

**Equities, sicav de droit belge, OPCVM
rue Guimard 18, 1040 Bruxelles**

R.P.M. 0460.299.444

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Equities, sicav de droit belge se tiendra le vendredi 23 juin 2006, à 11 heures, au siège social, rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

1. Compartiment Belgium Diversified :

- rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- rapport du commissaire, réviseur agréé de la sicav;
- approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- distribution du bénéfice net réalisé distribuable;
- décharge aux administrateurs et au commissaire, réviseur agréé de la sicav.

2. Compartiment Euro Diversified :

- rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- rapport du commissaire, réviseur agréé de la sicav;
- approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- distribution du bénéfice net réalisé distribuable;
- décharge aux administrateurs et au commissaire, réviseur agréé de la sicav.

3. Compartiment US Diversified :

- rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- rapport du commissaire, réviseur agréé de la sicav;
- approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 31 mars 2006;
- distribution du bénéfice net réalisé distribuable;
- décharge aux administrateurs et au commissaire, réviseur agréé de la sicav.

4. Tous compartiments réunis :

- rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006;

- rapport du commissaire, réviseur agréé de la sicav;

- approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 31 mars 2006 pour les compartiments Belgium Diversified, Euro Diversified, US Diversified, ainsi que les comptes globalisés;

- décharge aux administrateurs et au commissaire, réviseur agréé de la sicav;

- renouvellement pour une durée de trois ans du mandat du commissaire-réviseur et fixation de sa rémunération annuelle à 3.400 euros (hors T.V.A.) par compartiment en activité.

Le conseil d'administration propose aux Assemblées générales des actionnaires de chaque compartiment d'approuver les comptes et les annexes de leur compartiment respectif pour l'exercice clôturé au 31 mars 2006 ainsi que les comptes globalisés.

Il propose également à chacune de ces Assemblées de donner décharge, par un vote spécial, aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat ainsi qu'au commissaire, réviseur agréé de la sicav.

Il propose aux actionnaires des compartiments Belgium Diversified, Euro Diversified et US Diversified de distribuer le bénéfice net réalisé distribuable.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée auprès de la Banque Degroof SA, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.

Le rapport annuel, le prospectus et les statuts ainsi que le prospectus simplifié sont disponibles gratuitement auprès de la Banque Degroof SA, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles. (30865)

Le conseil d'administration.

**Ahavas Chesed, naamloze vennootschap,
Mercatorstraat 64, 2018 Antwerpen-1**

Ondernemingsnummer 0463.165.694

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006 om 15 u. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30879)

**Fu-Wah, naamloze vennootschap,
Kol. Silvertopstraat 5-7, 2850 Boom**

Ondernemingsnummer 0462.214.106

Algemene vergadering op de zetel op 26/06/2006 om 15 u. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30880)

**Gircos, naamloze vennootschap,
Kaudenaardsestraat 13, 1700 Dilbeek**

Ondernemingsnummer 0464.084.028

Algemene vergadering op de zetel op 24/06/2006 om 20 u. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Diversen. (30881)

**La Compagnie de Saint-Strupy, société anonyme,
Dieweg 110, 1180 Bruxelles**

Numéro d'entreprise 0431.456.889

L'assemblée du 1 juin 2006, n'ayant pas réuni le quorum requis, une nouvelle assemblée générale extraordinaire est convoquée pour le 26 juin 2006, à 18 heures, en l'étude du Me Jean Van den Wouwer, place du Petit Sablon 14, à 1000 Bruxelles.

L'ordre du jour est : rapport du conseil d'administration, approbation des comptes annuels, affectation des résultats, décharge aux administrateurs, nominations statutaires, augmentation du capital, divers. (30882)

**Somi, naamloze vennootschap,
Kempischveldweg 34, 2970 Schilde**

0404.734.874 RPR Antwerpen

Gewone algemene vergadering op 27 juni 2006 om 14 uur op de zetel der vennootschap. Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31.12.2005; 2. Kwijting bestuurders; 3. Varia. Zich schikken naar art. 26 en 27 der statuten. (30866)

**Meubart, naamloze vennootschap,
Commissaris Neyskenslaan 7, 3290 Diest**

0400.961.574 RPR Leuven

Jaarvergadering op 28/06/2006 om 18 uur op de zetel. Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting bestuurders. (30867)

**Rupelklei, naamloze vennootschap,
Hoek 30, 2850 Boom**

0414.936.405 RPR Antwerpen

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op het kantoor van notaris Ludo Lamot te Niel, Kerkhofstraat 12 op 4 juli 2006 om 19 uur, houdende volgende Agenda : 1. Bevestiging zetelverplaatsing. 2. Omzetting van het kapitaal in euro en afschaffing nominale waarde van de aandelen. 3. Ontslag bestuurders - Benoeming vereffenaars - Bepaling van hun machten. 4. Aanpassing van de statuten aan de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen alsook aan de latere daaraan wijzigende wetten en bewerking, herformulering, hernummering van de statuten, aanvulling en/of vereenvoudiging, zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen, en dienvolgens een volledig nieuwe tekst van de statuten aan te nemen. De volledige tekst is op eenvoudig verzoek ter beschikking op de zetel van de vennootschap. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap ten minste 5 dagen vóór de algemene vergadering. (30868)

**Larix Holdings, naamloze vennootschap, in vereffening,
Dorpsstraat 2, 9800 Deinze**

0437.590.061 RPR Gent

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap Larix Holdings naamloze vennootschap in vereffening worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 16 juni 2006 om 11 uur in de kantoren van de Burg. BVBA Baker Tilly JWB Bedrijfsrevisoren, gevestigd te Collegebaan 2D te 9090 Melle. Volgende agendapunten zullen worden behandeld : 1. Voorlegging van de jaarrekening over het boekjaar 2003 2. Voorlegging van de jaarrekening over het boekjaar 2004 3. Voorlegging van de jaarrekening over het boekjaar 2005 4. Toelichting van de vereffenaar met vermelding van de redenen waarom de vereffening niet kon worden voltooid

5. Rondvraag. De aandeelhouders die hun aandelen nog niet neergelegd hebben, worden verzocht dit te doen minstens vijf dagen voor de datum van de jaarvergadering bij de Burg. BVBA Baker Tilly JWB Bedrijfsrevisoren, Collegebaan 2D, 9090 Melle (tel. : 09-272 72 10) of bij een erkende financiële instelling. In dit laatste geval dient het ontvangstbewijs van de erkende financiële instelling naar de Burg. BVBA Baker Tilly JWB Bedrijfsrevisoren toegestuurd te worden. (30869)

**Aramis, naamloze vennootschap,
Everselstraat 133, 3580 Beringen**

0863.931.389 RPR Hasselt

Jaarvergadering op 24/06/2006 om 16 u. op de zetel. Agenda : Uitstel datum Algemene Vergadering. Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2005. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. (30870)

**Debo-Trading C°, naamloze vennootschap,
Hillesteenweg 54, 8750 Wingene**

0415.964.011 RPR Brugge

Jaarvergadering op 28/06/2006 om 10 uur op de zetel. Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Ontslagen en/of benoemingen van bestuurders. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (30871)

**Hupor, naamloze vennootschap,
Schoenmarkt 25, 2000 Antwerpen**

0404.582.743 RPR Antwerpen

Jaarvergadering op 26/06/2006 om 18 uur op de zetel. Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/01/2006. Bestemming resultaat. Benoeming bestuurders. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (30872)

**United Estate Company, naamloze vennootschap,
Breedstraat 38, 9190 Stekene**

0440.779.084 RPR Dendermonde

De aandeelhouders van naamloze vennootschap United Estate Company met maatschappelijke zetel te 9190 Stekene, Breedstraat 38, worden uitgenodigd in uitvoering van de buitengewone algemene vergadering van 31 maart 2006, hun aandelen op de zetel van de vennootschap in te leveren tegen een bewijs van inschrijving op naam in het aandelenregister van de CVBA United Estate Company. De aandeelhouders krijgen een termijn van 2 maanden te rekenen vanaf deze publicatie. (30873)

**Budé Containerbouw, naamloze vennootschap,
Burgemeester Henrylaan 155, 3650 Dilsen-Stokkem**

0424.352.630 RPR Tongeren

Aangezien het quorum niet werd bereikt op de BAV d.d. 8/6/2006 worden de aandeelhouders uitgenodigd op een BAV op het kantoor van notaris Anita Indekeu te Maaseik (Neeroeteren), Maaseikerlaan 30, op 27 juni 2006 om 10 uur, met agenda : (1) nazicht en bespreking van (a) fusievoorstel volgens art. 693 W.Ven., (b) verslag raad van bestuur volgens art. 694 W.Ven. en (c) verslag bedrijfsrevisor volgens art. 695 W.Ven.; (2) eventuele belangrijke wijzigingen in de vermogenstoestand der betrokken NV's sedert opstellen fusievoorstel, (3) fusiebesluit betreffende de fusie door overname door NV Budé Containerbouw van naamloze vennootschap Budé-Janssen volgens de modaliteiten en voorwaarden vermeld in het voormelde fusievoorstel; (4) kapitaalverhoging ingevolge de fusie door uitgifte van 250 nieuwe aandelen;

(5) Afsluiting van fusie met goedkeuring van jaarrekening van de overgenomen vennootschap (6) aanpassing der statuten aan de vigerende wetgeving en aan de genomen beslissingen. Zich richten naar de statuten.
(30874) De raad van bestuur.

**Budé-Janssen, naamloze vennootschap,
Burg. Henrylaan 155, 3650 Dilsen-Stokkem**

0417.034.078 RPR Tongeren

Aangezien het quorum niet werd bereikt op de BAV d.d. 8/6/2006 worden de aandeelhouders uitgenodigd op een BAV op het kantoor van notaris Anita Indekeu te Maaseik (Neeroeteren), Maaseikerlaan 30, op 27 juni 2006 om 10 uur, met agenda : (1) nazicht en bespreking van (a) fusievoorstel volgens art. 693 W.Ven., (b) verslag raad van bestuur volgens art. 694 W.Ven. en (c) verslag bedrijfsrevisor volgens art. 695 W.Ven.; (2) eventuele belangrijke wijzigingen in de vermogenstoestand der betrokken NV's sedert opstellen fusievoorstel, (3) fusiebesluit betreffende de fusie door overname door NV Budé Containerbouw van de naamloze vennootschap Budé-Janssen volgens de modaliteiten en voorwaarden vermeld in het voormelde fusievoorstel (4) ontbinding zonder vereffening. Zich richten naar de statuten.
(30875) De Raad van Bestuur.

**Karpat, naamloze vennootschap,
Britselei 88/71, 2000 Antwerpen**

0866.508.522 RPR Antwerpen

Jaarvergadering op 29/06/2006 om 16 uur op de zetel. Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2005. Kwijting bestuurders.
(30876)

**Horticulture Flandria, naamloze vennootschap, in vereffening,
Baron Ruzettelaan 2, 8310 Assebroek**

0405.112.976 RPR Brugge

Bijzondere Algemene vergadering op 26/06/2006 om 19 uur te Baron Ruzettelaan 74, 8310 Brugge. Agenda : Aanstelling nieuwe vereffenaar onder de overblijvende houders van aandelen NV Horticulture Flandria. Vergoeding vereffenaar. Aanwezigheid 3 dagen vooraf schriftelijk mededelen aan Bestuur NV Patrimoniale Flandria.
(30877)

**Beduko, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 12, 2340 Beerse**

0419.773.636 RPR Turnhout

Jaarvergadering op 28/06/2006 om 20 u. op de zetel. Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia.
(30878)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Stad Hasselt

Oproep tot kandidaten voor het samenstellen van een wervingsreserve van beroepsbrandweermannen-verpleegkundigen (m/v)

Voorwaarden :

op 30 juni 2006 minimum 20 jaar oud zijn;

gegradueerde of bachelor in de verpleegkundige;

en

in het bezit zijn van de bijzondere beroepstitel « spoedgevallen en intensieve zorgen » of het studiegetuigschrift van de opleiding « spoedgevallen en intensieve zorgen »;

geschikt bevonden zijn bij geneeskundig onderzoek;

slagen in selectieproeven, t.w. lichamelijke proeven, praktische proef, mondelinge proef en psychologische test.

Samenvatting functiebeschrijving :

De brandweerman-verpleegkundige organiseert en neemt deel aan de dagelijkse werking van de ziekenwagendienst. Daarbij neemt hij/zij in hoofdzaak deel aan de ambulance interventies en staat in voor de onderhoudstaken met betrekking hiermee (reinigen en ontsmetten van ambulances, materiaal en lokalen). Daarbuiten maakt hij/zij deel uit van het operatief brandweerpersoneel voor brandweerinterventies.

De stad Hasselt is geïnteresseerd in uw capaciteiten, ongeacht leeftijd, afkomst, kleur, religie of geaardheid !

De volledige aanwervingsvoorwaarden, uitgebreide functiebeschrijving en het sollicitatieformulier zijn te bekomen bij de personeelsdienst - aanwervingen (tel. : 011-23 95 93) of e-mail L.Peeters@Hasselt.be.

Kandidatuurstelling :

Uitsluitend door middel van het sollicitatieformulier, aan te vragen bij de personeelsdienst van de stad Hasselt. Dit sollicitatieformulier vergezeld van de daarin gevraagde bewijsstukken, moet aangetekend (NIET via e-mail) of tegen ontvangstbewijs uiterlijk op 30 juni 2006 toekomen bij het college van burgemeester en schepenen t/a de personeelsdienst - aanwervingen, Groenplein 1, 3500 Hasselt (voor aangetekende zendingen is datum van poststempel bepalend). (30671)

Stad Tielt

Het stadsbestuur van Tielt gaat over tot de aanwerving van een m/v : deskundige (statutair) voor de dienst Wegen-waterlopen-voltijds (38 u.) - wedeschaal B1-B3. Met aanleg van een wervingsreserve voor de duur van één jaar.

Diplomavereisten :

Houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van 1 cyclus, hetzij studiegebied industriële wetenschappen en technologie, hetzij studiegebied architectuur in één van volgende studierichtingen : bouw, architectassistent, landschaps- en tuinarchitectuur.

De functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden zijn te verkrijgen via de website van de stad Tielt (www.tielt.be onder nieuws: vacatures) of bij het stadsbestuur (Personeelsdienst), Tramstraat 2, 8700 Tielt, tel. : 051-42 60 72. E-mail : personeelsdienst@tielt.be.

Interesse ?

De schriftelijke kandidaturen, samen met een afschrift van het vereiste diploma, dienen aangetekend en uiterlijk 14 juli 2006 (datum poststempel geldt als bewijs) toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen, Tramstraat 2, 8700 Tielt. (30672)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Balen

O.C.M.W.-Balen heeft volgende vacature (m/v) open, met een werfreserve voor 1 jaar :

Maatschappelijk werk(st)er

bij de sociale dienst van het O.C.M.W.-huis;

diplomavooraarden : maatschappelijk assistent;

voltijds, in contractueel verband.

Geïnteresseerde kandidaten sturen hun sollicitatiebrief, vergezeld van een curriculum vitae en een afschrift van hun diploma, ten laatste op 5 juli 2006 (postdatum geldt als bewijs), naar de voorzitter van het O.C.M.W.-Balen, Veststraat 60, in 2490 Balen. Voor meer informatie, contacteer de O.C.M.W.-secretaris op 014-82 98 48 of raadpleeg www.ocmwbalen.be. (30673)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor Onderwijsbeleid AVNet zoeken wij een administratief medewerker (m/v), graad 3 of 4 - VBE200620W

AVNet K.U.Leuven is een centrale dienst bij Onderwijsbeleid. Zij ondersteunt de universitaire gemeenschap op het vlak van interactieve multimedia en nieuwe educatieve technologieën, gericht op communicatie, onderzoek en onderwijs, op de campus, in de Associatie en in internationale netwerken van hoger onderwijsinstellingen. Voor meer info: www.avnet.kuleuven.be

Doel van de functie :

U staat in voor de organisatie en uitvoering van secretariaatsaken gericht op onthaal en interne organisatie.

Opdrachten :

U bent verantwoordelijk voor het onthaal van klanten en opdrachtgevers, bezoekers en internationale gasten, nieuwe medewerkers, stagiairs en jobstudenten van AVNet en maakt hen wegwijs.

U beheert de vergaderlokalen en montagecellen (reservering, netheid, catering, enz.).

U bent verantwoordelijk voor de informatie over de belangrijke evenementen bij AVNet en maakt deze informatie beschikbaar via het infoscherm en/of de website en houdt deze bij in een jaar-activiteitenkalender. U bewaakt mee de actualiteit van onze webpagina's.

U bent verantwoordelijk voor een aantal secretariële taken, zoals de telefoonpermanentie, het beheer van in- en uitgaande post en andere verzendingen, bewerken en verwerken van zakelijke correspondentie.

U bent de centrale contactpersoon voor aanvragen en leveringen van o.m. videokopieerwerk, digitalisering en opennetregistraties en verzorgt de administratie rond deze activiteiten.

U bent verantwoordelijk voor het plannen, agenderen en coördineren van afspraken met externen, inclusief de organisatie van vervoer en accommodatie voor internationale gasten.

U helpt mee bij het organiseren en rapporteren van vergaderingen en bijeenkomsten.

Profiel :

U bent in het bezit van een diploma hoger secundair onderwijs. Ervaring met bovenstaande taken is een pluspunt.

U beschikt over goede verbale communicatievaardigheden en kan zich vlot uitdrukken in het Nederlands, Engels en Frans.

U bent luisterbereid, sociaal vaardig, stressbestendig, gastvrij, imago-bewust, enthousiast, leergierig en creatief. U beschikt over uitstekende organisatorische vaardigheden, werkt nauwkeurig en klantgericht.

U kan vlot werken met gebruikelijke kantoortoepassingen op computer.

U kan zowel zelfstandig als in teamverband werken.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden :

Een voltijdse tewerkstelling tot 30 april 2007, eventueel verlengbaar.

Vermoedelijke startdatum : 1 september 2006.

De mate waarin de kandidaat beantwoordt aan het functieprofiel is bepalend voor de toekenning van de graad en het salaris.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Surf naar <http://www.kuleuven.be/personeel/jobsite/vacatures.htm> en solliciteer online.

Voor meer informatie kan u contact opnemen met Mirella Strubbe, tel : 016-32 83 12.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst uiterlijk op 25 juni 2006.

Inzake rekrutering en aanwerving voert de K.U.Leuven een gelijkekansen- en diversiteitsbeleid. (30674)

Voor Onderwijsbeleid AVNet zoeken wij een cameraman/productiemedewerker (m/v), graad 4 of 5 - VBE200623P

AVNet K.U.Leuven is een centrale dienst bij Onderwijsbeleid. Zij ondersteunt de universitaire gemeenschap op het vlak van interactieve multimedia en nieuwe educatieve technologieën, gericht op communicatie, onderzoek en onderwijs, op de campus, in de Associatie en in internationale netwerken van hoger onderwijsinstellingen. Voor meer info: www.avnet.kuleuven.be

Doel van de functie :

Realiseren van beeldopnames voor audiovisuele programma's.

Opdrachten :

U werkt mee in een team voor het realiseren van educatieve multimediale producten, onder supervisie van de regisseur. Dit houdt in : beeldopnames verzorgen bij videoproducties, zowel op locatie als in de studio, zowel ENG alsook multicam en zelfstandig videomontages maken (met Final Cut Pro).

U levert een bijdrage aan ontwikkelingen binnen onderzoek, onderwijs en dienstverlening bij AVNet.

U bent mede verantwoordelijk voor de planning van tijd en middelen en opvolging hiervan.

U volgt de evoluties op technologisch vlak en vertaalt deze naar mogelijkheden binnen AVNet en K.U.Leuven.

Profiel :

U beschikt minimaal over een professional bachelor (of een equivalent diploma) richting cinematografie of beeld-geluidmontage, met bijzondere interesse in cameratechniek.

Ervaring als cameraman is een pluspunt.

U bent luisterbereid, sociaal vaardig, stressbestendig, gastvrij, imago-bewust, enthousiast, leergierig en creatief. U beschikt over uitstekende organisatorische vaardigheden, werkt nauwkeurig en klantgericht.

U kunt zowel zelfstandig als in teamverband werken.

U kan zich vlot uitdrukken in het Nederlands en het Engels.

U bent flexibel en bereid occasioneel te werken buiten de normale werkuren.

U bent in het bezit van een rijbewijs B.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden :

Een voltijdse tewerkstelling van 1 jaar met mogelijkheid tot verlenging.

Vermoedelijke startdatum : 1 september 2006.

De mate waarin de kandidaat beantwoordt aan het functieprofiel, is bepalend voor de toekenning van de graad en het salaris.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Surf naar <http://www.kuleuven.be/personeel/jobsite/vacatures.htm> en solliciteer online.

Voor meer informatie kan u contact opnemen met Mirella Strubbe, tel : 016-32 83 12.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst uiterlijk op 25 juni 2006.

Inzake rekrutering en aanwerving voert de K.U.Leuven een gelijkekansen- en diversiteitsbeleid. (30675)

Voor Onderwijsbeleid AVNet zoeken wij een realisator/editor (m/v), graad 5 of 6 - VBE200624P

AVNet K.U.Leuven is een centrale dienst bij Onderwijsbeleid. Zij ondersteunt de universitaire gemeenschap op het vlak van interactieve multimedia en nieuwe educatieve technologieën, gericht op communicatie, onderzoek en onderwijs, op de campus, in de Associatie en in internationale netwerken van hoger onderwijsinstellingen. Voor meer info: www.avnet.kuleuven.be

Doel van de functie :

Produceren van audiovisuele programma's (non-fictie).

Opdrachten :

U werkt mee in een team voor het realiseren van educatieve mediaproducties. Dit houdt in :

— Opdrachten analyseren, informatie verzamelen, synthetiseren, budgetteren en het scenario schrijven.

— De opnameploegen voorbereiden; de opnames organiseren en leiden.

— De montage van de opnames zelf doen, de definitieve geluidsmontage van de opnames leiden.

— Het audiovisuele product afwerken en voorstellen.

— Het eindproduct analyseren na feedback van de klant, conclusies trekken en het proces verbeteren.

U bent, samen met de multimedia producer, verantwoordelijk voor de planning van tijd en middelen en opvolging hiervan.

U levert een bijdrage aan ontwikkelingen binnen onderzoek, onderwijs en dienstverlening binnen AVNet.

Profiel :

U beschikt minimaal over een professioneel bachelor (of een equivalent diploma) in de audiovisuele kunsten.

U hebt ervaring als editor ; bij voorkeur op Final Cut Pro; ervaring als regisseur is een pluspunt.

U bent luisterbereid, sociaal vaardig, stressbestendig, gastvrij, imago-bewust, enthousiast, leergierig en creatief.

U beschikt over uitstekende organisatorische vaardigheden, werkt nauwkeurig en klantgericht.

U beschikt over een portfolio.

U kunt zowel zelfstandig als in teamverband werken. U vervult een inspirerende en motiverende rol binnen het team.

U kan zich vlot uitdrukken in het Nederlands en het Engels.

U bent flexibel en bereid occasioneel te werken buiten de normale werkuren.

U bent in het bezit van een rijbewijs B.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden :

Een voltijdse tewerkstelling van één jaar met mogelijkheid tot verlenging.

Vermoedelijke startdatum : 1 september 2006.

De mate waarin de kandidaat beantwoordt aan het functieprofiel, is bepalend voor de toekenning van de graad.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Surf naar <http://www.kuleuven.be/personeel/jobsite/vacatures.htm> en solliciteer online.

Voor meer informatie kan u contact opnemen met Mirella Strubbe, tel : 016-32 83 12.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst uiterlijk op 25/06/2006.

Inzake rekrutering en aanwerving voert de K.U.Leuven een gelijkekansen- en diversiteitsbeleid. (30676)

Institut des Arts de Diffusion

Appel aux candidatures pour les emplois vacants des fonctions à pourvoir à l'Institut des Arts de Diffusion (année académique 2006-2007)

COMPLEMENT

Cette publication s'ajoute à celle parue au *Moniteur belge* du 2 mai 2006.

Elle réactualise la liste des emplois à pourvoir suite à une modification de la répartition des cours entre cours artistiques et techniques.

Ces cours figurent dans le tableau ci-joint et sont actuellement tous attribués à des professeurs définitifs ou temporaires à durée indéterminée.

Introduction des candidatures :

Les professeurs concernés sont appelés à déposer leur candidature à I.A.D., rue des Wallons 77, 1348 Louvain-la-Neuve, au plus tard le 15 juin 2006. (30810)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Ingelmunster

Het OCMW van Ingelmunster zal overgaan tot de aanwerving van

1 halftijdse technisch beambte E1-E3 in contractueel dienstverband.

Specifieke aanwervingsvoorwaarden : slagen in een gewoon aanwervingsexamen.

Bijzondere voorwaarden :

De leeftijd van 18 jaar bereikt hebben op datum van afsluiting van de inschrijvingen.

Betrokkene zal instaan voor het onderhoud van het Sociaal Huis met uitvoering van de prestaties buiten de kantooruren.

Voor deze betrekking wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten kunnen worden onderworpen aan een psychotechnische proef door een extern selectiebureau.

De eigenhandig geschreven kandidaturen dienen, bij aangetekend schrijven ten laatste op 7 juli 2006 toegestuurd te worden aan :

De heer voorzitter van het OCMW, Oostrozebekestraat 6, 8770 Ingelmunster.

De kandidatuurstelling dient vergezeld van volgende documenten :

curriculum vitae.

Volgende documenten dienen afgeleverd te worden op het moment van de aanstelling :

Uittreksel uit de geboorteakte.

Recent attest van goed zedelijk gedrag.

Nationaliteitsbewijs (Belg of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie).

Bijkomende inlichtingen met onder meer aanwervingsvoorwaarden en profiel kunnen bekomen worden bij de heer OCMW-secretaris Joost Vandeweghe (Tel. 051-33 74 62) of Patrick Verscheure (Tel. 051-33 74 64). (30811)

BTC-CTB

De Belgische Technische Coöperatie (BTC) is een naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk die in opdracht van de overheid bilaterale programma's en projecten uitvoert van de Belgische officiële internationale samenwerking. De BTC is sinds april 1999 operationeel en beheert ruim 270 programma's in meer dan 30 landen in Afrika, Azië en Latijns-Amerika. Momenteel stelt de BTC 250 personeelsleden te werk, waarvan 100 in het hoofdkantoor in Brussel en 150 verspreid over de landen waar projecten en programma's worden uitgevoerd.

In het kader van de verdere ontwikkeling van haar activiteiten, zoekt BTC een (M/V) :

— RD Congo - Coördinator van het project : 'Restauration de la justice à l'est de la RDC' (Rejusco) - Internationale expert in rechten of politieke wetenschappen - Ref. : RDC/05/056-1

— RD Congo - Administratief en financieel verantwoordelijke van het project "Restauration de la justice à l'est de la RDC (REJUSCO)" - Specialist in administratief en financieel beheer - Ref. : RDC/05/056-2

Geïnteresseerd ?

Solliciteer uiterlijk op 22 juni 2006, bij voorkeur via onze website, of stuur uw motiveringsbrief en CV, met duidelijke vermelding van de functie waarvoor u solliciteert en het referentienummer, naar Belgische Technische Coöperatie, Hoogstraat 147, 1000 Brussel, t.a.v. het departement Human Resources, dienst Rekrutering of mail naar humres@btcctb.org.

Voor de gedetailleerde beschrijvingen en profielen van deze functies verwijzen wij naar onze website www.btcctb.org. (30858)

CTB-BTC

La Coopération technique belge (CTB) est une société anonyme de droit public à finalité sociale chargée d'assurer, pour le compte du Gouvernement belge, l'exécution des programmes et projets bilatéraux de la coopération internationale officielle de la Belgique. La CTB est opérationnelle depuis avril 1999 et gère plus de 270 programmes répartis dans plus de 30 pays en Afrique, Asie et Amérique latine. Actuellement, la CTB occupe 250 collaborateurs, dont 100 au siège à Bruxelles et 150 répartis dans les pays où se déroule l'exécution des projets et des programmes.

Dans le cadre du développement de ses activités, la CTB recherche un (H/F) :

— RD Congo - Responsable du projet "Restauration de la justice à l'est de la RDC" en qualité de Coordonnateur international du projet (REJUSCO) - Diplômé en droit ou en sciences politiques - Réf. : RDC/05/056 - 1

— RD Congo - Responsable administratif et financier du projet "Restauration de la justice à l'est de la RDC (REJUSCO)" - spécialiste en administration et gestion financière - Ref. : RDC/05/056-2

Intéressé(e) ?

Postulez de préférence via notre site Internet, au plus tard le 22 juin 2006 ou adressez votre lettre de motivation ainsi que votre CV en mentionnant clairement la fonction pour laquelle vous posez votre

candidature ainsi que le numéro de référence à la Coopération technique belge, rue Haute 147, à 1000 Bruxelles, à l'attention du Département des Ressources humaines, service Recrutement, ou envoyez un courriel à l'adresse humres@btcctb.org.

Les descriptions de fonctions et les profils détaillés sont disponibles sur notre site Internet www.btcctb.org. (30858)

Gerechtigde akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Bij vonnis van 17 februari 2006, rechtsprekend na tegenspraak, heeft de 52e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de genaamde :

Fraipont, Gilles Maurice Jose, geboren te Vilvoorde op 15 september 1966, zonder gekende woon- of verblijfplaats in België, verblijvende te 1422 NT Uithooren (Nederland), Melde 72;

als verantwoordelijke, in rechte of in feite, van een handelsvennootschap die zich in staat van faillissement bevindt in de zin van artikel 2 van de faillissementswet, namelijk als zaakvoerder van de BVBA Fraipont Centrale Verwarming, met adres te Vilvoorde, Koepoortstraat 8, HR Brussel 73211, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, van 31 juli 2001.

Veroordeeld tot :

een gevangenisstraf van zeven maanden,

en een geldboete van duizend euro;

en bij gebreke van betaling binnen de wettelijke termijn te vervangen door een vervangende gevangenisstraf van één maand;

veroordeelt beklagde tot betaling van de bijdrage van 25 euro, gebracht bij toepassing van de wettelijke opdecimen op 137,50 euro, overeenkomstig artikel 29 van de wet van 1 augustus 1985;

veroordeelt beklagde bovendien tot betaling van een vergoeding van 25 euro overeenkomstig artikel 92, lid 2, van het koninklijk besluit van 28 december 1950, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 23 december 1993, artikelen 1 en 2 en het koninklijk besluit van 11 december 2001;

legt aan de veroordeelde Fraipont, Gilles, een beroepsverbod op voor een termijn van vijf jaar bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22, van 24 oktober 1934, betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen.

Beveelt dat het vonnis bij toepassing van artikel 490 van het Strafwetboek op kosten van de veroordeelden bij uittreksel zal worden bekendgemaakt.

Vonnis waarvan de tenuitvoerlegging wordt uitgesteld gedurende een termijn van vijf jaar enkel voor wat zes maanden van de opgelegde hoofdgevangenisstraf betreft, onder de voorwaarden van de wet betreffende opschorting, uitstel en probatie.

Veroordeelt beklaagde tot de kosten van de openbare actie in totaal bedragende 139,26 euro.

Uit hoofde van :

A1 : misdrijven die verband houden met de staat van faillissement, verduisteren of verbergen van activa;

B1-B2 : oplichting;

C : misdrijven die verband houden met de staat van faillissement, niet naleven van verplichtingen na faillissement;

D1-D2 : cheque zonder dekking-bankcheque-uitgifte.

Vonnis in kracht van gewijsde gegaan.

Voor gelijkvormig uittreksel.

Brussel, 15 maart 2006.

De griffier : (get.) De Bisschop, G. (30677)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

—
*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

—
Vrederecht van het vijfde kanton Antwerpen
—

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 23 mei 2006, werd Van Der Schoepen, Margareth, geboren te Harrow (GB) op 16 oktober 1914, verblijvende in het V.Z.W. Woon- en Zorgcentrum O.-L.-V. van Antwerpen, te 2000 Antwerpen, Pieter Van Hobokenstraat 3, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Bouteligier, Leo, advocaat, kantoorhoudende te 2600 Berchem (Antwerpen), Koninklijkelaan 32.

Antwerpen, 31 mei 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) François Huysmans. (65792)

—
Vrederecht van het achtste kanton Antwerpen
—

Bij vonnis van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 1 juni 2006, werd Daemen, Bart, geboren te Borgerhout op 28 juli 1980, ongehuwd, wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Jan de Graefstraat 29, bus 1, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Daemen, Julien, geboren te Wommelgem op 15 april 1952, wonende te Berchem (Antwerpen), Jan de Graefstraat 29, bus 1.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 mei 2006.

Berchem (Antwerpen), 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (65793)

Vrederecht van het kanton Brasschaat
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 23 mei 2006, werd Van Der Veken, Louise, geboren te Antwerpen op 13 november 1928, wonende te 2930 Brasschaat, Frilinglei 27, verblijvende in het Home Salve, Rustoordlei 75, te 2930 Brasschaat, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Cavillot, René, geboren te Brasschaat op 6 april 1961, hoofdverpleegkundige, wonende en gehuisvest te 2930 Brasschaat, Tolbareel 39, zoon van Van Der Veken, Louise.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 mei 2006.

Brasschaat, 1 juni 2006.

De hoofdgriffier : (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (65794)

—
Vrederecht van het tweede kanton Brugge
—

Bij vonnis van 29 mei 2006 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat Hollevoet, Simonne, geboren te Wenduine op 30 oktober 1921, wonende te 8370 Blankenberge, Hanneusestraat 45, verblijvende in het R.V.T. De Branding, Koninklijke Baan 90, te 8420 De Haan, niet in staat is zelf haar goederen te beheren.

Wijst over haar aan als voorlopige bewindvoerder : haar dochter, Mevr. Mouton, Jenny, geboren te Blankenberge op 21 oktober 1943, wonende te 8370 Blankenberge, Boezingepad 5.

Brugge, 1 juni 2006.

De hoofdgriffier : (get.) Cuyllé, Nicole. (65795)

—
Vrederecht van het kanton Deinze
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 23 mei 2006, werd De Backer, Olga, geboren te Astene op 23 juni 1929, gedomicilieerd te 9800 Deinze, Achterstraat 11, verblijvende R.V.T. Onze-Lieve-Vrouw, Karel Picquélaan 49, te 9800 Deinze, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanden Abeele, Antoine, gepensioneerde, verwantschap : echtgenoot, gedomicilieerd te 9800 Deinze, Achterstraat 11.

Deinze, 31 mei 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Véronique Delplanck. (65796)

—
Vrederecht van het kanton Maasmechelen
—

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 19 mei 2006, werd Vanhove, Christiaan, geboren op 25 mei 1952, wonende te 3960 Bree, Ziepstraat 25, opgenomen in de instelling OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Didden, Maurice, psycholoog, wonende te 3621 Rekem, Daalbroekstraat 106.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 mei 2006.

Maasmechelen, 31 mei 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Rita Coun. (65797)

Vrederecht van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 24 mei 2006, werd Caeyers, Julia Aloysia, gepensioneerde, geboren te Mol op 15 juni 1913, gedomicilieerd en verblijvende in het Woon- en Zorgcentrum « Ten Hove », Jacob Smitslaan 26, te 2400 Mol, niet in staat verklaard om zelf haar goederen te beheren, en werd haar toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Lodewijckx, Jean Cesar Elisa, geboren te Mol op 19 januari 1944, gepensioneerde, wonende te 2440 Geel, Lemersveld 25, met algehele bevoegdheid.

Mol, 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (65798)

Vrederecht van het kanton Neerpelt-Lommel, zetel Lommel

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Neerpelt-Lommel, zetel Lommel, verleend op 19 mei 2006, werd Gijzen, Thérèse, geboren te Leopoldsburg op 25 juli 1913, verblijvende en gedomicilieerd Jan Davidlaan 11, 3920 Lommel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Hendrickx, Christiane, wonende Lepelstraat 108, 3920 Lommel.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Nancy Luybaerts. (65799)

Vrederecht van het tweede kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter tweede kanton Oostende, verleend op 19 mei 2006, werd Lamerichs, Maria, geboren te Veltem-Beisem op 19 oktober 1928, gepensionerd, wonende te 8430 Middelkerke, Sluisvaartstraat 17, RVT « De Ril », niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Slabbinck, Rika, advocaat te 8400 Oostende, Koningstraat 104/8.

Oostende, 1 juni 2006.

De adjunct-griffier, (get.) Denolf, Conny. (65800)

Bij beschikking van de vrederechter tweede kanton Oostende, verleend op 15 mei 2006, werd Vandamme, Marie Louise, geboren op 1 juli 1922, wonende te 8460 Oudenburg, St.-Pietersstraat 47 B1, doch verblijvende te 8470 Gistel, Kerkstraat 37 bus 6, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Follebout, Hilde, advocaat te 8400 Oostende, Jan Declerkstraat 6.

Oostende, 1 juni 2006.

De griffier, (get.) Bendels, Nico. (65801)

Vrederecht van het kanton Ronse

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ronse, verleend op 31 mei 2006, werd Ronsyn, Maria Clarissa, geboren te Appelsterre-Eichem op 25 november 1913, gedomicilieerd te 9400 Ninove, Kaardeloodstraat 8 bus 2, doch feitelijk verblijvende te 9600 Ronse, J.B. Dekeyserstraat 28, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Van De Noortgate, Rita, restaurantmedewerkster, wonende te 9400 Ninove, Geraardsbergsesteenweg 505.

Ronse, 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Armand Coppens. (65802)

Vrederecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde van 1 juni 2006, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 4 mei 2006, werd Mevr. De Lauw, Maria Yvonna, gepensioneerde, geboren te Bonheiden op 17 juli 1931, weduwe van de heer Van Win, Francus Jan Albert, wonende te 1800 Vilvoorde, Nijverheidsstraat 132, doch verblijvende in het rusthuis « Stadskam », te 1800 Vilvoorde, Kleine Molenstraat 9, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerders Mevr. Van Win, Jacqueline, geboren te Mechelen op 29 oktober 1952, wonende te 1980 Zemst, Cardijnstraat 10, en de heer Van Win, Roger Frans Edmond, geboren te Mechelen op 4 maart 1956, wonende te 1982 Zemst, Kerselarenweg 29.

De hoofdgriffier, (get.) Henriette Hendriks. (65803)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Zandhoven, uitgesproken op 30 mei 2006, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 8 mei 2006, werd aan Van Peer, Bram, van Belgische nationaliteit, geboren te Turnhout op 9 juni 1978, ongehuwd, wonende te 2018 Antwerpen, Ommeganckstraat 39, doch verblijvende in het P.Z. Bethaniënhuis, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Zoersel, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Joris, Erwin, advocaat aan de balie te Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktpllein 22.

Zandhoven, 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (65804)

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Zandhoven, uitgesproken op 30 mei 2006, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 8 mei 2006, werd aan Cuyves, Julia Ludovica, van Belgische nationaliteit, geboren te Grobbendonk op 1 september 1927, weduwe, wonende te 2980 Zoersel, Dorp 85, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Joris, Erwin, advocaat aan de balie te Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktpllein 22.

Zandhoven, 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (65805)

Justice de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège d'Arlon

Suite au jugement rendu par le juge de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège d'Arlon, le 24 mai 2006, sur requête déposée le 12 mai 2006, Mme Saussus, Ghislaine, née à Virton le 28 juin 1922, veuve Braconnier, domiciliée chemin des Espagnols 271, à 6700 Arlon, résidant actuellement en la « Résidence des Ardennes », sise rue du Bois de Loo 379, à 6717 Attent, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Laurence Hamelle, avocat, dont les bureaux sont établis rue de Diekirch 62, à 6700 Arlon.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Mertz, M. (65806)

Justice de paix du canton de Bastogne-Neufchâteau, siège de Bastogne

Par ordonnance de M. le juge de paix de Bastogne-Neufchâteau, siège de Bastogne, en date du 30 mai 2006, Mlle Rongvaux, Angela, née le 11 avril 1979 à Porto Allegre (Brésil), sans profession, célibataire, domiciliée rue Lamborelle 7/B1, à 6600 Bastogne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et est pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Rongvaux, Freddy, receveur régional, domicilié Gives 1284 à 6686 Bertogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (65807)

Justice de paix du canton d'Enghien-Lens, siège d'Enghien

Suite à la requête déposée le 9 mai 2006, par ordonnance du juge de paix du canton d'Enghien-Lens, siège d'Enghien, rendue le 24 mai 2006, Mme Jeanne Peremans, née à Bassily le 19 mars 1924, domiciliée rue du Béguinage 33, à 7850 Enghien, mais hospitalisée au « Home Saint-Nicolas », rue d'Hoves 109, à 7850 Enghien, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Véronique Deschuyteneer, avocat, ayant ses bureaux rue de Bruxelles 5, à 7850 Enghien.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Godfrint, Brigitte. (65808)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 17 mai 2006, la nommée Gusbin, Angèle, née à Anderlues le 6 février 1920, domiciliée et résidant à 6150 Anderlues, « Home Le Marais », route de Mons 61, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Francine Depasse, domiciliée à 5543 Heer, rue de Mesnil 29.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Martine Depasse. (65809)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 18 mai 2006, le nommé Pulici, Michelangelo, né à Piazza-Armerina (Sicile) le 23 mars 1955, domicilié et résidant à 6140 Fontaine-l'Évêque, rue Walravens 23, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Valérie Scelfo, avocat, dont le cabinet est établi à 6240 Farciennes, rue Albert 1^{er} 54 b.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Martine Depasse. (65810)

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Suite à la requête déposée le 11 avril 2006, par ordonnance de Mme le juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, rendue le 31 mai 2006, M. Legros, Pascal, né le 4 août 1962 à Annevoie, « La Bogue », rue des Bachères 18, à 5060 Taminies, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Delroisse, Jean, domicilié rue Trenchon 34, à 7502 Esplechin.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Lesire, Huguette. (65811)

Justice de paix du canton d'Ixelles

Par ordonnance rendue le 24 mai 2006, par Mme le juge de paix du canton d'Ixelles, Van Haesendonck, Germaine Emilie Simone Claire, née à Rutshuru (Congo belge) le 15 juin 1921, pensionnée, veuve, domiciliée à la « Résidence Van AA », à 1050 Ixelles, chaussée de Boondael 94, a été mise hors d'état de gérer ses biens et été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Lapotre, Frédéric, avocat, dont les bureaux sont établis à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 261/7.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Cerulus, Madeleine. (65812)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 2 mai 2006, par décision du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 22 mai 2006, M. Gillet, Sylvain, né le 31 août 1982 à Liège, domicilié rue Mathieu Polain 6, à 4020 Liège, résidant « C.H.P. », site « Agora », Montagne-Sainte-Walburge 4A, à 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Houben, Marcel, avocat, dont l'étude est établie rue Vinâve 32, à 4030 Liège (Grivegnée).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rossillion, Joseph. (65813)

Justice de paix du canton de Liège IV

Suite à la requête déposée le 4 mai 2006, par décision du juge de paix du canton de Liège IV, rendue le 15 mai 2006, M. Varlet, Johnny, célibataire, né le 2 février 1968 à Liège, sans profession, domicilié rue Paul Janson 75, à 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Chignesse, Anne-Cécile, domiciliée rue du Général Bertrand 25, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Frankinet, Régine. (65814)

Justice de paix du premier canton de Mons

Suite à la requête déposée le 3 mars 2006, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, rendue le 24 mai 2006, Mme Castro-nuovo, Gracia, née à Fragagnano (Italie) le 7 décembre 1954, célibataire, domiciliée à 6000 Charleroi, boulevard J. Bertrand 11/1, mais résidant actuellement à 7000 Mons, hôpital psychiatrique « Le Chêne aux Haies », chemin du Chêne-aux-Haies 24, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Xavier Beauvois, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, place du Parc 34.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Henry, Véronique. (65815)

Justice de paix du canton de Saint-Hubert-Bouillon-Paliseul, siège de Saint-Hubert

Suite à la requête déposée le 2 mai 2006, par jugement du juge de paix du canton de Saint-Hubert-Bouillon-Paliseul, siège de Saint-Hubert, rendu le 1^{er} juin 2006, M. Gregoire, Armand, né à Rochefort le 10 juillet 1925, domicilié au Val des Seniors à 6921 Chanly, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Sibourg, Alix, son épouse, domiciliée rue de Ciney 107, à 5580 Rochefort.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Jean-Louis Florence. (65816)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 11 mai 2006, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 23 mai 2006, James, Robert, né à Seraing le 12 janvier 1915, pensionné, marié, domicilié à 4100 Seraing, rue du Val Saint-Lambert 69, et en résidence à 4102 Seraing (Ougrée), M.R.S. « Le Centenaire », avenue du Centenaire 400, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Jean-Claude Clignet, avocat, juge de paix suppléant, boulevard de l'Est 4, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Marie Fouarge.
(65817)

Justice de paix du canton de Sprimont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Sprimont, en date du vendredi 26 mai 2006, Mlle Gérard, Régine Andrée Léonce Ghislaine, célibataire, née à Aye le 24 décembre 1970, domiciliée rue de Spa 42, à 5590 Ciney (Leignon), résidant « C.H.U. O/A », service revalidation, rue Grandfosse 31-33, à 4130 Esneux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, à savoir : Mme Gillet, Valérie, juge de paix suppléant, domiciliée hameau de Hotchamps 14-16, à 4141 Sprimont (Louveigné).

Sprimont, le 1^{er} juin 2006.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Joseph Michotte.
(65818)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Sprimont, en date du vendredi 26 mai 2006, Stawarczyk, Christian Marcel, divorcé de Weber, Noëlle, né à Seraing le 20 mars 1953, domicilié allée des Moissons 24, à 4052 Chaudfontaine (Beaufays), résidant « C.H.U. O/A », service revalidation, rue Grandfosse 31-33, à 4130 Esneux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, à savoir : Mme Gillet, Valérie, juge de paix suppléant, domiciliée hameau de Hotchamps 14-16, à 4141 Sprimont (Louveigné).

Sprimont, le 1^{er} juin 2006.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Joseph Michotte.
(65819)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 29 mai 2006, M. Cousin, Yves, né le 13 janvier 1949 à Anderlues, domicilié à 7500 Tournai, rue Despars 94, résidant « Les Soeurs de la Charité », boulevard Lalaing 43B, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Delroisse, Jean, assistant social, domicilié à 7502 Tournai (Esplechin), rue Trenchon 34, élisant domicile Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », rue Despars 94, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart.
(65820)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 29 mai 2006, M. Debacker, Jean-Luc, né le 9 août 1953 à La Louvière, domicilié à 7500 Tournai, M.S.P. « Les Marronniers », pavillon « Les Chênes », rue Despars 94, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate, dont le cabinet est établi à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart.
(65821)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 29 mai 2006, M. Delporte, Maurice, né le 17 avril 1952 à Péruwelz, domicilié à 7500 Tournai, rue Sainte-Catherine 1/2, résidant « C.H.R.T. », site « Hôpital HD 3 », 3^{ème} chambre 302, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Delecluse, Nicolas, avocat, dont le cabinet est établi à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 38.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart.
(65822)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 29 mai 2006, Mme Motte, Jeanne, née le 31 janvier 1921 à Rumes, domiciliée à 7504 Tournai (Froidmont), chaussée de Douai 24, résidant au « Pic au Vent », rue Le Moulin 65, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Caby, Jean-Pierre, domicilié à 7500 Tournai, chaussée de Saint-Amand 159.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart.
(65823)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 18 mai 2006, suite à la requête déposée le 21 avril 2006, Mme Waltens, Henriette Camille Hélène, née à Ixelles le 13 mai 1909, pensionnée, domiciliée à 1380 Lasne, ruelle des Béguines 5, résidant à l'établissement M.R.S. « Les Fleurs d'Aubépine », chaussée de Waterloo 1525, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Mergeay, Claire Marie Jeanne Lucienne, née à Uccle le 17 mai 1946, logopède, domiciliée à 1030 Schaerbeek, avenue Paul Deschanel 252/10.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal.
(65824)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton, en date du 19 mai 2006, la nommée Lahure, Françoise, née à Saint-Mard le 27 mai 1978, sans profession, domiciliée à Meix-devant-Virton, section Gérouville 134a, place de l'Eglise, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Séverine Lefevre, avocat à Virton, rue des Combattants 30.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry.
(65825)

Justice de paix du second canton de Wavre

Suite à la requête déposée le 18 avril 2006, par ordonnance du juge de paix du second canton de Wavre, rendue le 3 mai 2006, M. Mahaignoul, Philippe, né à Namur le 21 août 1965, domicilié à 5032 Isnes, route d'Eghezée 91, résidant « Centre William Lennox », allée de Clerlande 6, à 1340 Ottignies, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Lestarquy, Bernadette, domiciliée à 5020 Temploux, rue Saint-Forgeau 31.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Leclef, Stéphane. (65826)

Suite à la requête déposée le 2 mai 2006, par ordonnance du juge de paix du second canton de Wavre, rendue le 24 mai 2006, M. Pulinckx, Philippe, domicilié à 1450 Chastre, avenue des Bouleaux 7, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Thiery, Jean-Marc, avocat à 1300 Wavre, boulevard de l'Europe 145.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jonet, Lucette. (65827)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Vrederegerecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 1 juni 2006, werd vastgesteld dat Lambrechts, August, geboren te Mol op 9 mei 1921, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), R.V.T. Europasquare, Ruggevelddaan 26, over wie als bewindvoerder werd aangesteld, bij vonnis van 2 maart 2005 (rolnummer 05A101 - Rep.R. 391/2005, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 maart 2005, blz. 11017, en onder nummer 62406), Peeters, Christel, advocaat, kantoorhoudende te 2900 Schoten, Kunstlei 8, overleden is te Antwerpen, district Deurne, op 2 mei 2006, en aan de opdracht van de voorlopige bewindvoerder een einde is gekomen op datum van het overlijden.

Antwerpen, 1 juni 2006.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Roger Wouters. (65828)

Vrederegerecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Henri Vangenechten, verleend op 31 mei 2006, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig beheer over de goederen van Cremers, Monica Yvona Emile, geboren te Turnhout op 12 december 1946, verblijvende R.V.T. Sint Anna, Vorselaarsebaan 1, te 2200 Herentals, gedomicilieerd te 2200 Herentals, Witbos 4, overleden te Herentals op 29 mei 2006, aan wie bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Herentals, op 4 september 2001, als voorlopig bewindvoerder werd toegevoegd : Spellier, Serge, geboren te Herentals op 24 december 1979, wonende te 2200 Herentals, Witbos 4.

Herentals, 1 juni 2006.

Voor eensluidend afschrift : de griffier, (get.) E. Burm. (65829)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 23 mai 2006, la mainlevée de la protection des biens a été prononcée et il a été mis fin au mandat de Me Emmanuelle Attout, avocat, dont le cabinet est établi à 6140 Fontaine-l'Évêque, rue du Parc 42, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Maurice René Ghislain Anus, né à Anderlues le 12 novembre 1951, domicilié à 6533 Biercée, rue Fosteau 147, mais résidant actuellement à 6041 Gosselies, Hôme l'Adret, rue de l'Observatoire 111, désignée à cette fonction par ordonnance du juge de paix de ce canton du 25 février 2003 (rôle n° 03B35).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Martine Depasse. (65830)

Justice de paix du canton de Forest

Par ordonnance du juge de paix du canton de Forest, en date du 26 mai 2006, il a été mis fin au mandat de Rousseau, Jacqueline, employée, domiciliée à 1601 Ruisbroek (BT.), Pachthofstraat 23, en sa qualité d'administrateur provisoire de Rousseau, Marcel Jules Antoine Ghislain, né à Isnes le 8 août 1925, en son vivant domicilié à 1190 Forest, avenue du Domaine 13.

Cette personne est décédée à Forest en date du 29 avril 2006.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Van Herzele. (65831)

Justice de paix du canton de Péruwelz-Leuze-en-Hainaut, siège de Leuze-en-Hainaut

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz-Leuze-en-Hainaut, siège de Leuze-en-Hainaut, rendue le 31 mai 2006, il a été mis fin à dater du 31 mai 2006, au mandat de Me Victor Debonnet, avocat dont le cabinet est sis à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 12, d'administrateur provisoire des biens de M. André Dewulf, né à Montignies-sur-Sambre le 25 avril 1953, marié, ayant été domicilié à 6042 Lodelinsart, chaussée de Bruxelles 185/3, et actuellement place de la Ferrage, lot B-93, à F 13000 Salon de Provence (France), cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Delbecq, Jean-Claude. (65832)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Suite à la requête déposée le 8 décembre 2005, par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, rendue le 26 mai 2006, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 15 juillet 2003, et publiée au *Moniteur belge* du 9 mars 2005, à l'égard de M. Joseph De Vos, né le 16 janvier 1924, domicilié au Home Heideken, 1083 Ganshoren, avenue de la Réforme 63, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Mme Lucette Tondriau, domiciliée à 8670 Koksijde, Bichottestraat 5.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rimaux, Martine. (65833)

Justice de paix du canton de Tubize

Par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize, en date du 30 mai 2006, il a été mis fin au mandat de Laurent, Raymonde, domiciliée à la Résidence Top Senior, à 1480 Tubize, rue Dehase 70/213, en sa qualité d'administrateur provisoire de Duquesne, Guy, né à Tubize le 6 avril 1928, domicilié à la Résidence Top Senior, à 1480 Tubize, rue Dehase 70/213, suite au décès de la personne protégée le 29 mai 2006.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) Bruylant, Anne. (65834)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 23 mei 2005, werd De Prest, Karen, geboren te Deinze op 27 april 1987, wonende te 9800 Deinze, Tjbaartstraat 22, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Ginderachter, Nathalie, kantooraadres te 9000 Gent, Hofstraat 99.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopig bewindvoerder toegevoegd: De Four, Cecile, verwantschap: pleegmoeder, wonende te 9800 Deinze, Tjbaartstraat 22.

Deinze, 31 mei 2006.

Voor eensluidend uittreksel: de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Véronique Delplanck. (65835)

Justice de paix du canton de Châtelet

Suite à la requête déposée le 24 mars 2006, par ordonnance de Mme le juge de paix du canton de Châtelet, rendue le 18 mai 2006, M. Roger Thomas, né à Châtelet le 11 janvier 1931, domicilié à 6110 Montigny-le-Tilleul, Home Quiétude, rue de Gozée 706, a été pourvu d'un nouvel administrateur provisoire (en remplacement de Me Bernard Dizier, avocat dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, rue Willy Ernst 7/18, désigné par ordonnance du 26 janvier 2004 de Mme le juge de paix du canton de Châtelet), étant Mme Colette Thomas, domiciliée à 6032 Mont-sur-Marchienne, rue Bois Madame 24.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Christian Tholet. (65836)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 23 mai 2006, il a été constaté le décès de l'administrateur provisoire, à savoir Ornek, Kadryie, née à Tavas (Turquie) le 20 janvier 1941, en son vivant domiciliée à 6250 Roselies, rue Président John Kennedy 147, décédée à Montignies-sur-Sambre le 17 février 2006, désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Ornek, Tarcin, né à Charleroi le 17 mai 1974, domicilié à 6250 Roselies, rue Président John Kennedy 147, et résidant à 6150 Anderlues, I.M.P. L'Aurore, rue du Château 82, par ordonnance de cette justice de paix du 22 juillet 2002 (rôle n° 02B223 - Rép. J. 1796/2002) *Moniteur belge* du 21 août 2002, page 35961 n° 66633).

Par cette même ordonnance rendue le 23 mai 2006, l'état d'incapacité pour gérer ses biens du nommé Ornek, Tarcin, préqualifié a été confirmée, et Mme Zelia Ornek, née le 8 octobre 1967, domicilié à 6200 Châtelet, rue de la Poste 57, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire en remplacement de Mme Kadryie Ornek préqualifiée.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Martine Depasse. (65837)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire

Suivant acte numéro 06-433 dressé au greffe du tribunal de première instance de Mons, le 18 mai 2006:

Mme Denis, Julie Françoise Nicole, domiciliée à 7170 Manage, rue du Caudia 44, agissant avec l'autorisation de M. le juge de paix du canton de Seneffe, en date du 5 mai 2006, pour et au nom de son fils mineur:

Frévrier, Tristan, né à La Louvière le 22 janvier 1999, domicilié avec elle;

a déclaré pour et au nom de son fils mineur, accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession qui lui est dévolue par le décès de sa grand-mère, Mme Bauduin, Monique Marguerite Louise, née à Maurage le 4 mai 1946, en son vivant domiciliée à Houdeng-Aimeries, rue de la Jobrette 34, et décédée à Neufvilles le 16 novembre 2005.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente, à M. le notaire, Jean-Pierre Derue, à 7070 Le Rœulx, rue de la Station 83.

(Signé) J.-P. Derue, notaire. (30678)

Suivant acte n° 06-51 passé au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau le 1^{er} juin 2006:

Mlle Coppine, Catherine, célibataire, domiciliée à Bertrix, rue des Combattants 35, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé au nom de:

Mme Geeroms, Christiane Jeanne, née à Leembeek le 26 janvier 1945, domiciliée à Neufchâteau (Tronquoy), chemin du Pré de Chinau 8, agissant en sa qualité de mère et administratrice légale des biens de:

M. Stevens, Philippe Nestor, né à Longlier le 15 juin 1968, célibataire, domicilié à Neufchâteau (Tronquoy), chemin du Pré de Chinau 8;

dûment autorisée, par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Bastogne-Neufchâteau, siège de Neufchâteau, en date du 6 février 2006,

a déclaré accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de M. Stevens, René Alphonse, né à Marche-lez-Ecaussinnes le 9 octobre 1932, époux de Mme Geeroms, Christiane Jeanne, en son vivant domicilié à Neufchâteau (Tronquoy), chemin du Pré de Chinau 8, et décédé à Neufchâteau le 24 novembre 2004.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Bernard Champion, notaire à 6880 Bertrix, rue de la Fontinelle 38.

Bertrix, le 1^{er} juin 2006.

(Signé) Bernard Champion, notaire. (30679)

Par déclaration au greffe du tribunal de première instance de Nivelles, en date du 16 mai 2006:

M. Francis De Passe, Ingang de Prez 7, à 9300 Alost, agissant en sa qualité de titulaire de l'autorité parentale sur son fils mineur:

M. De Passe Juan Jessy Andrea, né à Aalst le 18 juin 1994, domicilié à Aalst, Ingang De Prez 7;

autorisé spécialement, par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Alost, du 10 mai 2006,

a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mme Kempinaire, Anna Marie Adèle, pensionnée, née à Orp-le-Grand le 19 mars 1927, veuve de M. Latinne, Eugène Louis, domiciliée en son vivant à Orp-Jauche, rue du Crécou 4, est décédée intestat à Orp-Jauche le 1^{er} septembre 2005.

Conformément aux prescriptions de l'article 793 du Code civil, élection de domicile est faite en l'étude de Me Olivier Mahy, notaire à Oreye, rue de la Westrée 5, où les légataires et créanciers peuvent faire valoir leurs droits, dans les trois mois de la présente insertion, par avis recommandé.

(Signé) Olivier Mahy, notaire. (30680)

—
Verbeterend bericht
—

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen
—

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 2006, bl. 27043, akte nr. 28009, betreft nalatenschap van wijlen Verbraak, Daniel, moet gelezen worden : « ... overleden te Antwerpen op 29 januari 1997. », in plaats van : « ... overleden te Antwerpen op 29 januari 1977. » (30681)

—
Faillissement – Faillite
—

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij vereffening, het faillissement van Betty Victor BVBA, Koning Albertstraat 14, 1785 Merchtem.

Ondernemingsnummer 0436.177.524.

Curator : Mr. Verschuren, Gerry.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30682)

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Century Cars BVBA, Alsebergsesteenweg 587, 1653 Dworp.

Ondernemingsnummer 0456.433.005.

Curator : Mr. De Chaffoy de Courcelles.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30683)

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Agroreca Services BVBA, Kerkeveldweg 8, 1640 Sint-Genesius-Rode.

H.R. Brussel 0477.754.692 — BTW 0477.754.692.

Curator : Mr. De Chaffoy de Courcelles.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30684)

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Pittas, Michail, Beukenbos 4, 1701 Itterbeek.

Ondernemingsnummer 0540.508.546.

Curator : Mr. Schreurs.

Vereffenaar : Pittas, Michail, werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30685)

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij vereffening, het faillissement van Herpigny, Yvo, rue Jules Hans 68/B5, 1420 Braine-l'Alleud.

Ondernemingsnummer 0611.984.381.

Curator : Mr. Van Doosselaere, Thierry.

Vereffenaar : Herpigny, Yvo, werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30686)

—
Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de M & M SPRL, rue Brogniez 94, 1070 Anderlecht.

Numéro d'entreprise 0474.767.983.

Curateur : Me Joris Jan De Smet.

Liquidateur : inconnu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30687)

—
Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van M & M BVBA, Brogniezstraat 94, 1070 Anderlecht.

Ondernemingsnummer 0474.767.983.

Curator : Mr. Joris Jan De Smet.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30687)

—
Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par insuffisance d'actif, la faillite de la SPRL MJN Cleaning & Recycling, chaussée d'Anvers 363, 1000 Bruxelles-Ville.

Numéro d'entreprise 0475.119.163.

Curateur : Me Verschuren, Gerry.

Liquidateur : inconnu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30688)

—
Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij ongenoegzaamheid aan actief, het faillissement van MJV Cleaning & Recycling BVBA, Antwerpsesteenweg 363, 1000 Brussel-Stad.

Ondernemingsnummer 0475.119.163.

Curator : Mr. Verschuren, Gerry.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30688)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la SPRL Carboon, rue du Collège 22, 1050 Ixelles.

Numéro d'entreprise 0476.167.357.

Curateur : Me Gerry Verschuren.

Liquidateur : inconnu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30689)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Carboon BVBA, Collegestraat 22, 1050 Elsene.

Ondernemingsnummer 0476.167.357.

Curator : Mr. Gerry Verschuren.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30689)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la SPRL SE Systems, rue des Commerçants 31, 1000 Bruxelles.

Numéro d'entreprise 0477.696.096.

Curateur : Me Jean De Chaffoy de Courcelles.

Liquidateur : Stevens, Jan, avenue J. César 14, à 1150 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30690)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van SE Systems BVBA, Koopliedenstraat 31, 1000 Brussel.

Ondernemingsnummer 0477.696.096.

Curator : Mr. Jean de Chaffoy de Courcelles.

Vereffenaar : Stevens, Jan, J. Cesarlaan 14, te 1150 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30690)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la SCRIS Ebru, rue Van Oost 24, 1030 Schaerbeek.

Numéro d'entreprise 0456.520.008.

Curateur : Me Jean De Chaffoy de Courcelles.

Liquidateur : inconnu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30691)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Ebru CVOHA, Van Ooststraat 24, 1030 Schaarbeek.

Ondernemingsnummer 0456.520.008.

Curator : Mr. Jean de Chaffoy de Courcelles.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30691)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la SPRL Azou, rue Pastorale 21, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Numéro d'entreprise 0479.949.268.

Curateur : Me Jean De Chaffoy de Courcelles.

Liquidateur : inconnu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30692)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Azou BVBA, Herdersliedstraat 21, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Ondernemingsnummer 0479.949.268.

Curator : Mr. Jean de Chaffoy de Courcelles.

Vereffenaar : onbekend.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30692)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par insuffisance d'actif, la faillite de la SA Andromeda, boulevard Anspach 57, 1000 Bruxelles-Ville.

Numéro d'entreprise 0452.922.593.

Curateur : Me Gerry Verschuren.

Liquidateur : Akdeniz Musa, Roesemslos 23, te 1742 Ternat.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30693)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 30 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij ongenoegzaamheid aan actief, het faillissement van Andromeda NV, Anspachlaan 57, 1000 Brussel-Stad.

Ondernemingsnummer 0452.922.593.

Curator : Mr. Gerry Verschuren.

Vereffenaar : Akdeniz Musa, Roesemslos 23, te 1742 Ternat.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30693)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la R.M.F. Construct SPRL, avec siège social à 1160 Auderghem, chaussée de Wavre 1692.

Numéro d'entreprise 0477.370.949.

Curateur : Baum, Anicet.

Liquidateur : Freddy Van Derroose, chaussée de Pères 32, 1420 Ophain.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30694)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van R.M.F. Construct BVBA, met maatschappelijke zetel te 1160 Oudergem, steenweg op Waver 1692.

Ondernemingsnummer 0477.370.949.

Curator : Baum, Anicet.

Vereffenaar : Freddy Van Derroose, chaussée de Pères 32, 1420 Ophain.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30694)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la Shamako SPRL, avec siège social à 1050 Ixelles, rue Malibran 114.

Numéro d'entreprise 0477.696.492.

Curateur : Chardon, Christophe.

Liquidateur : Samira Kada, avenue des Tilleuls 31, 1410 Waterloo.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30695)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Shamako BVBA, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Malibranstraat 114.

Ondernemingsnummer 0477.696.492.

Curator : Chardon, Christophe.

Vereffenaar : Samira Kada, avenue des Tilleuls 31, 1410 Waterloo.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30695)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la R.M.D. (Double D) SPRL, avec siège social à 1050 Ixelles, rue Tenbosch 76.

Numéro d'entreprise 0472.526.491.

Curateur : Chardon, Christophe.

Liquidateur : Duvivier, David, avenue M. Boulenger 45, 1180 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30696)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van R.M.D. (Double D) BVBA, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Tenbosstraat 76.

Ondernemingsnummer 0472.526.491.

Curator : Chardon, Christophe.

Vereffenaar : Duvivier, David, M. Boulengerlaan 45, 1180 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30696)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la YB SPRL, avec siège social à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Vandernoot 41.

Numéro d'entreprise 0480.151.780.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : El Khouchali, Khalid, avenue de la Résistance 64, Rabat (Maroc).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30697)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van YB BVBA, met maatschappelijke zetel te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Vandernootstraat 41.

Ondernemingsnummer 0480.151.780.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : El Khouchali, Khalid, avenue de la Résistance 64, Rabat (Maroc).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30697)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, par faute d'actif, la faillite de la SPRL Le Troisième Homme, avec siège social à 1070 Anderlecht, rue de l'Autonomie 31.

Numéro d'entreprise 0459.754.759.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Perez y Suares, Maria, rue Van Kalck 71, 1080 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.M. Eylenbosch. (30698)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan actief, het faillissement van Le Troisième Homme BVBA, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Zelfbestuursstraat 31.

Ondernemingsnummer 0459.754.759.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Perez y Suares, Maria, Van Kalckstraat 71, 1080 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.M. Eylenbosch. (30698)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SPRL Nawab, avec siège social à 1070 Anderlecht, rue Brogniez 172B.

Numéro d'entreprise 0470.977.065.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Chaudry, Aftab, rue des Soiries 1, 6600 Bastogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30699)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de BVBA Nawab, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Brogniezstraat 172B.

Ondernemingsnummer 0470.977.065.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Chaudry, Aftab, rue des Soiries 1, 6600 Bastogne.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30699)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SPRL Baher Négoce International, avec siège social à 1050 Ixelles, avenue Ernestine 7.

Numéro d'entreprise 0860.404.153.

Curateur : D'Ieteren, Alain.

Liquidateur : Frank Vienna, Baerlerstrasse 99, Moers (Allemagne).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30700)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de BVBA Baher Négoce International, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Ernestinelaan 7.

Ondernemingsnummer 0860.404.153.

Curator : D'Ieteren, Alain.

Vereffenaar : Frank Vienna, Baerlerstrasse 99, Moers (Allemagne).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30700)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SPRL Xist, avec siège social à 1180 Uccle, avenue Winston Churchill 149.

Numéro d'entreprise 0412.818.043.

Curateur : D'Ieteren, Alain.

Liquidateur : Vijayan Karanamkotte Appukuttan, Atlanta 209, Nariman Point, Mumbai (Inde).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30701)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de BVBA Xist, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Winston Churchillaan 149.

Ondernemingsnummer 0412.818.043.

Curator : D'Ieteren, Alain.

Vereffenaar : Vijayan Karanamkotte Appukuttan, Atlanta 209, Nariman Point, Mumbai (Inde).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30701)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SA Phénomènes Diffusion, avec siège social à 1050 Ixelles, avenue Air Marshal Coningham 40.

Curateur : Dupont, Roland.

Liquidateur : Feray Dogan, avenue des Lilas 5, 1640 Rhode-Saint-Genèse.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30702)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de NV Phénomènes Diffusion, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Air Marshal Coninghamlaan 40.

Curator : Dupont, Roland.

Vereffenaar : Feray Dogan, Seringlaan 5, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30702)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SA Société belge de Franchise, en liquidation, avec siège social à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, place Madou 6, bte 1.

Numéro d'entreprise 0431.358.604.

Curateur : Enschedé, Ysabelle.

Liquidateur : Rappe, Paul, Nelemeerstraat 80, 9830 Sint-Martens-Latem.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30703)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de NV Société Belge de Franchise, en liquidation, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Madouplaats 6, bus 1.

Ondernemingsnummer 0431.358.604.

Curator : Enschedé, Ysabelle.

Vereffenaar : Rappe, Paul, Nelemeerstraat 80, 9830 Sint-Martens-Latem.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30703)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la SCRL Congress en Exhibition Promotion, avec siège social à 1050 Ixelles, avenue de la Couronne 326.

Numéro d'entreprise 0438.193.342.

Curateur : Enschedé, Ysabelle.

Liquidateur : Bujakowsky, Katharina, avenue de la Couronne 326, 1050 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30704)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de CVBA Congress en Exhibition Promotion, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Kroonlaan 326.

Ondernemingsnummer 0438.193.342.

Curator : Enschedé, Ysabelle.

Vereffenaar : Bujakowsky, Katharina, Kroonlaan 326, 1050 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30704)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par insuffisance d'actif, la faillite de la SA Krypton Lighting, avec siège social à 1050 Ixelles, rue Bailly 98.

Numéro d'entreprise 0432.853.149.

Curateur : Bindelle, Thierry.

Liquidateur : Goldberg, Alain, De Bergen 34B, 1700 Dilbeek.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30705)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij ontoereikend actief, het faillissement van de NV Krypton Lighting, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Baillystraat 98.

Ondernemingsnummer 0432.853.149.

Curator : Bindelle, Thierry.

Vereffenaar : Goldberg, Alain, De Bergen 34B, 1700 Dilbeek.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30705)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par insuffisance d'actif, la faillite de la SA K-Way Benelux, en liquidation, avec siège social à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, place Madou 6, bte 1.

Numéro d'entreprise 0421.843.496.

Curateur : Enschedé, Ysabelle.

Liquidateur : Rappe, Paul, Nelemeerstraat 80, 9830 Sint-Martens-Latem.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30706)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij ontoereikend actief, het faillissement van de NV K-Way Benelux, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Madouplaats 6, bus 1.

Ondernemingsnummer 0421.843.496.

Curator : Enschedé, Ysabelle.

Vereffenaar : Rappe, Paul, Nelemeerstraat 80, 9830 Sint-Martens-Latem.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30706)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par insuffisance d'actif, la faillite de la SCRI Arc-en-Ciel, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, rue de l'Argonne 6.

Numéro d'entreprise 0463.911.210.

Curateur : Gasia, Christophe.

Liquidateur : Tabu Kunda, Italiëlei 50, 2000 Antwerpen.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30707)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij ontoereikend actief, het faillissement van de CVBA Arc-en-Ciel, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, De L'Argonnestraat 6.

Ondernemingsnummer 0463.911.210.

Curator : Gasia, Christophe.

Vereffenaar : Tabu Kunda, Italiëlei 50, 2000 Antwerpen.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30707)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SCS Cloots & Cie Galeries Présences, avec siège social à 1050 Ixelles, avenue Louise 132A.

Curateur : Baum, Anicet.

Liquidateur : Christian Muyle (décédé).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30708)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de GCV Cloots & Cie Galeries Presences, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Louizalaan 132A.

Curator : Baum, Anicet.

Vereffenaar : Christian Muyle (overleden).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30708)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL De Coopman, avec siège social à 1030 Schaerbeek, place de Helmet 5.

Numéro d'entreprise 0418.976.454.

Curateur : Bayart, Jean.

Liquidateur : Michel De Coopman, rue Docteur Elie Lambotte 221, 1030 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30709)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA De Coopman, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Helmetseplein 5.

Ondernemingsnummer 0418.976.454.

Curator : Bayart, Jean.

Vereffenaar : Michel De Coopman, Dokter Elie Lambottestraat 221, 1030 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30709)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SA De Capitani Intérieur, avec siège social à 1050 Ixelles, place de Naples 18.

Numéro d'entreprise 0438.625.981.

Curateur : Bindelle, Thierry.

Liquidateur : Laurent De Capitani, Hannekenboslaan 19, 3090 Overijse.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30710)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de NV De Capitani Interieur, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Napelsplaats 18.

Ondernemingsnummer 0438.625.981.

Curator : Bindelle, Thierry.

Vereffenaar : Laurent De Capitani, Hannekenboslaan 19, 3090 Overijse.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30710)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Kamran, avec siège social à 1000 Bruxelles-1, rue de Laeken 163.

Numéro d'entreprise 0474.590.118.

Curateur : Broder, Armand.

Liquidateur : Mahamad Iqbal, Buytewechtstraat, Pays-Bas.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30711)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Kamran, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel-1, Lakenstraat 163.

Ondernemingsnummer 0474.590.118.

Curator : Broder, Armand.

Vereffenaar : Mahamad Iqbal, Buytewechtstraat, Nederland.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30711)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Alex Snacken, avec siège social à 1050 Bruxelles-5, rue de Venise 76.

Numéro d'entreprise 0403.147.341.

Curateur : Dal, Georges.

Liquidateur : Luc Snacken, Karenberg 1, 1600 Sint-Pieters-Leeuw.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30712)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Alex Snacken, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel-5, Venetiëstraat 76.

Ondernemingsnummer 0403.147.341.

Curator : Dal, Georges.

Vereffenaar : Luc Snacken, Karenberg 1, 1600 Sint-Pieters-Leeuw.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30712)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Autocest, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, Esplanade de l'Europe 23.

Numéro d'entreprise 0471.319.832.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Da Cruz Lisboa, Manuel, rue Aux Cailloux 7, 1460 Ittre.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30713)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Autocest, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Esplanade Europa 23.

Ondernemingsnummer 0471.319.832.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Da Cruz Lisboa, Manuel, rue Aux Cailloux 7, 1460 Ittre.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30713)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL A.I.D., avec siège social à 1020 Laeken (Bruxelles-Ville), avenue Mutsaard 37.

Numéro d'entreprise 0473.197.870.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Toussaint, Henri, place Rouppe 27, bte 22, 1000 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30714)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA A.I.D., met maatschappelijke zetel te 1020 Laeken (Brussel-Stad), Mutsaardlaan 37.

Ondernemingsnummer 0473.197.870.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Toussaint, Henri, Rouppeplein 27, bus 22, 1000 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30714)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SA J.C.B. Sound and Vision, avec siège social à 1020 Laeken (Bruxelles-Ville), avenue Houba De Strooper 744.

Numéro d'entreprise 0437.260.261.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Felix Bernard, rue Reper Vreven 16, 1020 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30715)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de NV J.C.B. Sound and Vision, met maatschappelijke zetel te 1020 Laeken (Brussel-Stad), Houba De Strooperlaan 744.

Ondernemingsnummer 0437.260.261.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Felix Bernard, Reper Vrevenstraat 16, 1020 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30715)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SCRL New Indep, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, rue Jean Robie 65.

Numéro d'entreprise 0428.139.291.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Van Hove, Vanessa, rue du Mont 15, 7850 Enghien.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30716)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de CVBA New Indep, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Jean Robiestraat 65.

Ondernemingsnummer 0428.139.291.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Van Hove, Vanessa, rue du Mont 15, 7850 Enghien.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30716)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Dreze Gerard - Assurances, avec siège social à 1030 Schaerbeek, avenue Paul Deschanel 144/1.

Numéro d'entreprise 0402.209.510.

Curateur : Derick, Jean-Michel.

Liquidateur : Gérard Drèze, square Vergote 35, 1040 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30717)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Dreze Gerard - Assurances, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Paul Deschanellaan 144/1.

Ondernemingsnummer 0402.209.510.

Curator : Derick, Jean-Michel.

Vereffenaar : Gérard Drèze, Vergoteplein 35, 1040 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30717)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de Boedt, Louis, avec siège social à 1030 Schaerbeek, chaussée de Louvain 397.

Numéro d'entreprise 0547.350.511.

Curateur : Gasia, Christophe.

Excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30718)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van Boedt, Louis, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Leuvensesteenweg 397.

Ondernemingsnummer 0547.350.511.

Curator : Gasia, Christophe.

Verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30718)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL T'Green, avec siège social à 1050 Ixelles, chaussée de Waterloo 650.

Numéro d'entreprise 0465.340.870.

Curateur : Gasia, Christophe.

Liquidateur : Arslan Haci, Mustafa, rue de la Colonne 48/1, 1080 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30719)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA T'Green, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Waterloosesteenweg 650.

Ondernemingsnummer 0465.340.870.

Curator : Gasia, Christophe.

Vereffenaar : Arslan Haci, Mustafa, Kolomstraat 48/1, 1080 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.

(30719)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Lada, avec siège social à 1180 Uccle, chaussée d'Alsemberg 1084.

Numéro d'entreprise 0431.579.229.

Curateur : Heilporn, Lise.

Liquidateur : Lorenzi Oreste, rue de Tervaele 20, 1040 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.

(30720)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Lada, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, steenweg op Alsemberg 1084.

Ondernemingsnummer 0431.579.229.

Curator : Heilporn, Lise.

Vereffenaar : Lorenzi Oreste, Tervatestraat 20, 1040 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30720)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SA Accept Communications, avec siège social à 1050 Ixelles, avenue Louise 283.

Numéro d'entreprise 0474.173.216.

Curateur : Henderickx, Alain.

Liquidateur : Konovalov, Dimitri, avenue de la Croix du Sud 22, 1410 Waterloo.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30721)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de NV Accept Communications, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Louizalaan 283.

Ondernemingsnummer 0474.173.216.

Curator : Henderickx, Alain.

Vereffenaar : Konovalov, Dimitri, avenue de la Croix du Sud 22, 1410 Waterloo.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30721)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 2006, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par liquidation, la faillite de la SPRL Panem, avec siège social à 1060 Bruxelles-6, rue Tasson Snel 39.

Numéro d'entreprise 0436.644.114.

Curateur : Thys, Emmanuel.

Liquidateur : Mustapha Acharki, rue Eugene Toussaint 77, 1090 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30722)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 31 mei 2006, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij vereffening, het faillissement van de BVBA Panem, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel-6, Tasson Snelstraat 39.

Ondernemingsnummer 0436.644.114.

Curator : Thys, Emmanuel.

Vereffenaar : Mustapha Acharki, Eugene Toussaintstraat 77, 1090 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30722)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Eurofrit SPRL, rue Jules Van Praet 12-14, 1000 Bruxelles-1.

Numéro de faillite : 20060870.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : friterie.

Numéro d'entreprise : 0441.592.401.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue De Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30723)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Eurofrit BVBA, Jules Van Praetstraat 12-14, 1000 Brussel-1.

Faillissementnummer : 20060870.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : frituur.

Ondernemingsnummer : 0441.592.401.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30723)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Royal D SPRL, rue de Louvain 2-4, 1000 Bruxelles-1.

Numéro de faillite : 20060869.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : horeca.

Numéro d'entreprise : 0864.857.245.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue De Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30724)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekenenis, van : Royal D BVBA, Leuvensestraat 2-4, 1000 Brussel-1.

Faillissementnummer : 20060869.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : horeca.

Ondernemingsnummer : 0864.857.245.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30724)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Renovit SPRL, rue Hôtel des Monnaies 27, 1060 Saint-Gilles.

Numéro de faillite : 20060865.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : construction.

Numéro d'entreprise : 0461.434.938.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30725)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekenenis, van : Renovit BVBA, Munthofstraat 27, 1060 Sint-Gillis.

Faillissementnummer : 20060865.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : bouwfirma.

Ondernemingsnummer : 0461.434.938.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30725)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Le New Touring SCRL, avenue de la Couronne 108, 1050 Ixelles.

Numéro de faillite : 20060864.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : taverne.

Numéro d'entreprise : 0434.586.922.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30726)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Le New Touring CVBA, Kroonlaan 108, 1050 Elsene.

Faillissementnummer : 20060864.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : tavernen.

Ondernemingsnummer : 0434.586.922.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72ter van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30726)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Ikoba Ginette, chaussée de Wavre 88, 1050 Ixelles.

Numéro de faillite : 20060863.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : pharmacie.

Numéro d'entreprise : 0758.298.092.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72ter de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30727)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Ikoba, Ginette, Waversesteenweg 88, 1050 Elsene.

Faillissementnummer : 20060863.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : apotheek.

Ondernemingsnummer : 0758.298.092.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72ter van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30727)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Tiki & Co SPRL, chaussée de Charleroi 73, 1060 Saint-Gilles.

Numéro de faillite : 20060862.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : restaurant.

Numéro d'entreprise : 0473.932.003.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72ter de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30728)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Tiki & Co BVBA, Charleroiesteenvweg 73, 1060 Sint-Gillis.

Faillissementnummer : 20060862.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : restaurant.

Ondernemingsnummer : 0473.932.003.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30728)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Open Mind SPRL, rue Lambert Crickx 30, 1070 Anderlecht.

Numéro de faillite : 20060857.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : textiles.

Numéro d'entreprise : 0459.996.467.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30729)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Open Mind BVBA, Lambert Crickxstraat 30, 1070 Anderlecht.

Faillissementnummer : 20060857.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : textiel.

Ondernemingsnummer : 0459.996.467.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30729)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Bod's Delight SPRL, avenue Charles Plisnier 20, 1070 Anderlecht.

Numéro de faillite : 20060856.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : travaux de rénovation.

Numéro d'entreprise : 0476.563.869.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30730)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Bob's Delight BVBA, Charles Plisnierlaan 20, 1070 Anderlecht.

Faillissementnummer : 20060856.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : renovatiewerken.

Ondernemingsnummer : 0476.563.869.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30730)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Dika SPRL, chaussée d'Alsemberg 1152, 1180 Uccle.

Numéro de faillite : 20060855.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : restaurant.

Numéro d'entreprise : 0469.035.481.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30731)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Dika BVBA, Alsembergsesteenweg 1152, 1180 Ukkel.

Faillissementnummer : 20060855.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : restaurant.

Ondernemingsnummer : 0469.035.481.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30731)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Inter Concept SPRL, chaussée d'Alsemberg 848, 1180 Uccle.

Numéro de faillite : 20060854.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : courrier express.

Numéro d'entreprise : 0861.713.158.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30732)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Inter Concept BVBA, Alsembergsesteenweg 848, 1180 Ukkel.

Faillissementnummer : 20060854.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : koeriersdienst.

Ondernemingsnummer : 0861.713.158.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (30732)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Au Soleil SCRL, rue du Marché au Charbon 86, 1000 Bruxelles-1.

Numéro de faillite : 20060886.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : débit de boissons.

Numéro d'entreprise : 0442.037.215.

Juge-commissaire : M. Seys.

Curateur : Me Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (30733)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Au Soleil CVBA, Kolenmarktstraat 86, 1000 Brussel-1.

Faillissementnummer : 20060886.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : drankgelegenheden.

Ondernemingsnummer : 0442.037.215.

Rechter-commissaris : de heer Seys.

Curator : Mr. Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30733)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Au Soleil Communication SCRL, rue des Grands Carmes 1, 1000 Bruxelles-1.

Numéro de faillite : 20060887.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : holding.

Numéro d'entreprise : 0436.179.603.

Juge-commissaire : M. Seys.

Curateur : Me Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30734)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Au Soleil Communication BVBA, Lievevrouwbroersstraat 1, 1000 Brussel-1.

Faillissementnummer : 20060887.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : holding.

Ondernemingsnummer : 0436.179.603.

Rechter-commissaris : de heer Seys.

Curator : Mr. Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30734)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Marine SPRL, rue Van Meyel 33, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Numéro de faillite : 20060888.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : intermédiaire commercial.

Numéro d'entreprise : 0461.438.502.

Juge-commissaire : M. Seys.

Curateur : Me Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30735)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Marine BVBA, Van Meyelstraat 33, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Faillissementnummer : 20060888.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : tussenpersoon in de handel.

Ondernemingsnummer : 0461.438.502.

Rechter-commissaris : de heer Seys.

Curator : Mr. Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30735)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Ndjip-Nyemeck, Roger, chaussée de Wavre 88, 2^e étage, 1050 Ixelles.

Numéro de faillite : 20060889.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : vente de matelas.

Numéro d'entreprise : 0556.447.032.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30736)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Ndjip-Nyemeck, Roger, Waversesteenweg 88, 2e verdieping, 1050 Elsene.

Faillissementnummer : 20060889.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : verkoop van matrassen.

Ondernemingsnummer : 0556.447.032.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30736)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Cafés Flokiwi SPRL, rue Richard Vandeveld 34, 1030 Schaerbeek.

Numéro de faillite : 20060890.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : snack.

Numéro d'entreprise : 0437.006.279.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30737)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Cafés Flokiwi BVBA, Richard Vandeveldestraat 34, 1030 Schaarbeek.

Faillissementnummer : 20060890.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : snack.

Ondernemingsnummer : 0437.006.279.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30737)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Event More SPRL, avenue Hamoir 24 F2, 1180 Uccle.

Numéro de faillite : 20060891.

Date de faillite : 31 mai 2006.

Objet social : organisation d'événements.

Numéro d'entreprise : 0470.935.889.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30738)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Event More BVBA, Hamoiriaan 24 F2, 1180 Ukkel.

Faillissementnummer : 20060891.

Datum faillissement : 31 mei 2006.

Handelsactiviteit : organisatie van evenementen.

Ondernemingsnummer : 0470.935.889.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Broder, Armand, Dieweg 274, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30738)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Labeda Assets et Management SA, avenue De Tervueren 296D, 1150 Woluwe-Saint-Pierre.

Numéro de faillite : 20060848.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : société financière.

Numéro d'entreprise : 0427.422.481.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30739)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Labeda Assets et Management NV, Tervurenlaan 296D, 1150 Sint-Pieters-Woluwe.

Faillissementnummer : 20060848.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : financiële instelling.

Ondernemingsnummer : 0427.422.481.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30739)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Next Value Consulting Group SA, avenue De Tervueren 296D, 1150 Woluwe-Saint-Pierre.

Numéro de faillite : 20060849.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : informatique.

Numéro d'entreprise : 0471.446.724.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30740)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekentenis, van : Next Value Consulting Group NV, Tervurenlaan 296D, 1150 Sint-Pieters-Woluwe.

Faillissementnummer : 20060849.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : informatica.

Ondernemingsnummer : 0471.446.724.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30740)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur aveu, de : Pollepecheur SPRL, rue Colonel Bourg 152, bte 14, 1140 Evere.

Numéro de faillite : 20060850.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : événements.

Numéro d'entreprise : 0477.789.534.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(30741)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op bekenenis, van : Pollepecheur BVBA, Kolonel Bourgstraat 152B, bus 14, 1140 Evere.

Faillissementnummer : 20060850.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : evenementen.

Ondernemingsnummer : 0477.789.534.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(30741)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Verger SA, rue Stanley 58/A, 1180 Uccle.

Numéro de faillite : 20060875.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : location de véhicules.

Numéro d'entreprise : 0426.523.450.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue de Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30742)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Verger NV, Stanleystraat 58/A, 1180 Ukkel.

Faillissementnummer : 20060875.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : verhuur van voertuigen.

Ondernemingsnummer : 0426.523.450.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30742)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : ADH Europe SPRL, boulevard Emile Bockstaël 197, 1020 Bruxelles-2.

Numéro de faillite : 20060874.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : travaux de finition.

Numéro d'entreprise : 0867.099.529.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue de Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30743)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : ADH Europe BVBA, Emile Bockstaellaan 197, 1020 Brussel-2.

Faillissementnummer : 20060874.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : afwerkingswerken.

Ondernemingsnummer : 0867.099.529.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30743)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : R Business Express Service SCRI, avenue Prudent Bols 52, 1020 Bruxelles-2.

Numéro de faillite : 20060873.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : alimentation générale.

Numéro d'entreprise : 0863.018.601.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue de Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30744)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : R Business Express Service CVOA, Prudent Bolsaan 52, 1020 Brussel-2.

Faillissementnummer : 20060873.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : algemene voeding.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0863.018.601.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30744)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Mesaoil SPRL, avenue Princesse Elisabeth 169, 1030 Schaerbeek.

Numéro de faillite : 20060872.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : combustibles.

Numéro d'entreprise : 0466.906.629.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue de Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30745)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Mesaoil BVBA, Prinses Elisabethlaan 169, 1030 Schaarbeek.

Faillissementnummer : 20060872.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : brandstoffen.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0466.906.629.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30745)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Helmet-Centre SPRL, chaussée de Helmet 375, 1030 Schaerbeek.

Numéro de faillite : 20060871.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : transports.

Numéro d'entreprise : 0461.822.740.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Sepulchre.

Curateur : Me Van De Velde, Claire, avenue de Fré 229, 1180 Bruxelles-18.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30746)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Helmet-Centre BVBA, Helmetsesteenweg 375, 1030 Schaarbeek.

Faillissementnummer : 20060871.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : transport.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0461.822.740.

Rechter-commissaris : de heer Sepulchre.

Curator : Mr. Van De Velde, Claire, De Frélaan 229, 1180 Brussel-18.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30746)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Exécutives Limited SPRL, rue de La Victoire 106, 1060 Saint-Gilles.

Numéro de faillite : 20060868.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : import-export.

Numéro d'entreprise : 0464.840.331.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30747)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Executives Limited BVBA, Overwinningstraat 106, 1060 Sint-Gillis.

Faillissementnummer : 20060868.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : invoer-uitvoer.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0464.840.331.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regenschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30747)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : The Machine SPRL, boulevard Maurice Lemonnier 17, bus 1, 1000 Bruxelles-1.

Numéro de faillite : 20060867.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : confection de vêtements.

Numéro d'entreprise : 0466.204.467.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30748)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : The Machine BVBA, Maurice Lemonnierlaan 17, bus 1, 1000 Brussel-1.

Faillissementnummer : 20060867.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : kleding.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0466.204.467.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30748)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Celtic Trans SPRL, rue Picard 96, bte 1, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Numéro de faillite : 20060866.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : transport ferroviaires.

Numéro d'entreprise : 0441.751.064.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. Dufays.

Curateur : Me Baum, Anicet, avenue Armand Huysmans 212, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30749)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Celtic Trans BVBA, Picardstraat 96, bus 1, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Faillissementnummer : 20060866.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : transport.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Ondernemingsnummer : 0441.751.064.

Rechter-commissaris : de heer Dufays.

Curator : Mr. Baum, Anicet, Armand Huysmanslaan 212, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30749)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Dexterit SPRL, rue Erasme 23, 1070 Anderlecht.

Numéro de faillite : 20060861.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : papeterie et informatique.

Numéro d'entreprise : 0472.232.127.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30750)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Dexterit BVBA, Erasmusstraat 23, 1070 Anderlecht.

Faillissementnummer : 20060861.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : boekhandel en informatica.

Ondernemingsnummer : 0472.232.127.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30750)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Taxis Uccle SA, chaussée de Saint-Job 12, 1180 Uccle.

Numéro de faillite : 20060860.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : agences de douane.

Numéro d'entreprise : 0445.677.782.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30751)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Taxis Uccle NV, Sint-Jobsesteenweg 12, 1180 Ukkel.

Faillissementnummer : 20060860.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : douane.

Ondernemingsnummer : 0445.677.782.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30751)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Bena (Mahdaoui) SCRL, avenue Guillaume Stassart 3/29, 1070 Anderlecht.

Numéro de faillite : 20060859.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : taxis.

Numéro d'entreprise : 0443.911.590.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30752)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Bena (Mahdaoui) CVBA, Guillaume Stassartlaan 3/29, 1070 Anderlecht.

Faillissementnummer : 20060859.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : taxi's.

Ondernemingsnummer : 0443.911.590.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30752)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Life On Mars Entertainment SPRL, boulevard Poincare 37, 1070 Anderlecht.

Numéro de faillite : 20060858.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : enregistrements sonores.

Numéro d'entreprise : 0463.585.566.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. De Moor.

Curateur : Me Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30753)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Life On Mars Entertainment BVBA, Poincarelaan 37, 1070 Anderlecht.

Faillissementnummer : 20060858.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : productie van geluidsopnames.

Ondernemingsnummer : 0463.585.566.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Rechter-commissaris : de heer De Moor.

Curator : Mr. Derick, Jean-Michel, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30753)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Koudous SCRL, chaussée d'Alsemberg 82, 1060 Saint-Gilles.

Numéro de faillite : 20060851.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : alimentation générale.

Numéro d'entreprise : 0432.217.350.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30754)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Koudous CVBA, Alsebergsesteenweg 82, 1060 Sint-Gillis.

Faillissementnummer : 20060851.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : algemene voeding.

Ondernemingsnummer : 0432.217.350.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30754)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : Van Laethem SPRL, place Stephanie 14, 1050 Ixelles.

Numéro de faillite : 20060852.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : boissons.

Numéro d'entreprise : 0428.451.968.

Date de cessation des paiements : 29 novembre 2005.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72^{ter} de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30755)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : Van Laethem BVBA, Stefaniaplein 14, 1050 Elsene.

Faillissementsnummer : 20060852.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : dranken.

Ondernemingsnummer : 0428.451.968.

Datum staking betalingen : 29 november 2005.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72ter van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30755)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Ouverture de la faillite, sur citation, de : AB Group SPRL, avenue Louise 396, 1050 Ixelles.

Numéro de faillite : 20060853.

Date de faillite : 29 mai 2006.

Objet social : night-shop.

Numéro d'entreprise : 0860.766.320.

Juge-commissaire : M. J.-P. Robert.

Curateur : Me Dewaide, Xavier, avenue de la Couronne 340, 1050 Bruxelles-5.

Dépôt des créances : dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles.

Fixe la date pour le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances au mercredi 5 juillet 2006.

Les personnes physiques qui se sont constituées sûreté personnelle du failli, ont le moyen d'en faire la déclaration au greffe conformément à l'article 72ter de la loi sur les faillites.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30756)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Opening van het faillissement, op dagvaarding, van : AB Group BVBA, Louizalaan 396, 1050 Elsene.

Faillissementsnummer : 20060853.

Datum faillissement : 29 mei 2006.

Handelsactiviteit : night-shop.

Ondernemingsnummer : 0860.766.320.

Rechter-commissaris : de heer J.-P. Robert.

Curator : Mr. Dewaide, Xavier, Kroonlaan 340, 1050 Brussel-5.

Datum neerlegging van de schuldvorderingen : binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel.

Stelt de datum voor de neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen vast op woensdag 5 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72ter van de faillissementswet.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch.
(Pro deo) (30756)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 1 april 1999, op naam van Vanelderen NV, te 3700 Tongeren, Maas-trichtersteenweg 122, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0454.317.415.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat de vennootschap ontbonden is en vereffend wordt, dat de vereffening gesloten is en dat overeenkomstig artikel 185 Venn. W. als vereffenaar wordt beschouwd :

Vanwetswinkel, Jeannine, te 3700 Tongeren, Gasthuisgaarde 11, bus 3.

Dossiernummer : 3298.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30757)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 1 juni 2006, op naam van Limburg Bouw BVBA, te 3720 Kortesseem, Kapelstraat 83, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0474.559.731.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat de vennootschap ontbonden is en vereffend wordt, dat de vereffening gesloten is en dat overeenkomstig artikel 185 Venn. W. als vereffenaar wordt beschouwd :

Vrancken, Ghislain, te 3770 Riemst, Jodenstraat 12.

Dossiernummer : 4155.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30758)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 8 maart 2004, op naam van S.V.T. Belgium BVBA, te 3700 Tongeren, Blaarstraat 16, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0473.122.250.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat de vennootschap ontbonden is en vereffend wordt, dat de vereffening gesloten is en dat overeenkomstig artikel 185 Venn. W. als vereffenaar wordt beschouwd :

Vandebeek, Tony, te 3700 Tongeren, Sint-Truidersteenweg 138.

Dossiernummer : 4235.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30759)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken van Meesen, Elly : 22 april 2004 en Thevissen, André : 22 juli 2002; Meesen, Elly, te 3770 Riemst, Ierse Kruisstraat 22/1 & Thevissen, André, te 3840 Borgloon, Rijkelsstraat 1, (geboortedatum : Meesen, Elly, te Zichen-Zussen-Bolder op 18 januari 1961, en Thevissen, André, te Genk op 28 februari 1956), gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde Meesen, Elly werd verschoonbaar verklaard & Thevissen, André werd niet verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer : Meesen, Elly : 0710.976.445.

Dossiernummer : 3895 en 3942.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30760)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 7 juli 2004, op naam van Kinet, Gert, geboren op 20 december 1973, te 3620 Lanaken, Broekstraat 32/5, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0710.996.142.

Dossiernummer : 4296.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30761)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 23 januari 2006, op naam van Jans, Dominique, geboren op 21 mei 1972, te 3723 Kortesse, Tongersesteenweg 188, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0802.020.942.

Dossiernummer : 4614.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30762)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 1 juni 2006, werd het faillissement, uitgesproken in datum van 22 maart 2004, op naam van Vos, Mathieu, geboren op 3 juni 1966, te 3770 Riemst, Sint-Genovevstraat 24, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

RPR/ondernemingsnummer 0710.731.272.

Dossiernummer : 4242.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30763)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 1 juni 2006, op aangifte, het faillissement uitgesproken van Ponente, Fabian, geboren te Montegnée op 17 juni 1972, te 3740 Bilzen, Brugstraat 28/4.

Ondernemingsnummer 0728.396.061.

Handelswerkzaamheid : dansschool en zelfstandig werkende kunstenaar.

Drijft handel onder de benaming Future Dance, voorheen te 3900 Overpelt, Rietstraat 42.

Als curatoren werden aangesteld Mrs. Hanssen, M., Mailleux, Bernard en Hanssen, Kristien, Onderwijslaan 72/11, 3600 Genk.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 1 januari 2006.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 1 juli 2006 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De datum voor het neerleggen ter griffie van deze rechtbank van het eerste proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen wordt bepaald op 13 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), dienen hiervan ter griffie een verklaring neer te leggen overeenkomstig art. 72^{ter} Fail.W.

Ref. rechtbank : PD 4719.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30764)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 1 juni 2006, op aangifte, het faillissement uitgesproken van BVBA Danscafé Zothuis, te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Genkerbaan 85/b.

Ondernemingsnummer 0456.778.839.

Handelswerkzaamheid : drankgelegenheid.

Drijft handel onder de benaming Ambi Café.

Als curatoren werden aangesteld Mrs. Hanssen, M., Mailleux, Bernard en Hanssen, Kristien, Onderwijslaan 72/11, 3600 Genk.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 22 mei 2006.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 1 juli 2006 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De datum voor het neerleggen ter griffie van deze rechtbank van het eerste proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen wordt bepaald op 13 juli 2006.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), dienen hiervan ter griffie een verklaring neer te leggen overeenkomstig art. 72^{ter} Fail.W.

Ref. rechtbank : PD 4718.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (30765)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 17 février 2006, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la SPRL G.O. Terrassements, dont le siège social est sis à 6224 Wanfercée-Baulet, rue de la Closière 15, inscrite au registre du commerce de Charleroi sous le n° 191702, inscrite au registre de la T.V.A. sous le n° 448.356.764.

Curateur : Me Pierre-Emmanuel Cornil, avocat à Thuin, rue d'Anderlues 27/29.

Juge-commissaire : M. Frère.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 11 février 2003.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 18 mars 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créanciers est fixée au 14 avril 2003 à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Accorde d'office la gratuité de la procédure sur pied de l'article 666 du Code judiciaire.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Vanbergen. (30766)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 1^{er} juin 2006, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la SPRL Boucherie Clement, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, rue Auguste Buisseret 25, pour le commerce de détail de viandes, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0465.203.981.

Curateur : Me René Swennen, avocat à 4000 Liège, boulevard Piercot 13.

Juge-commissaire : M. Pierre Neuray.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Le dépôt au greffe du premier procès-verbal de vérification des créances est fixé au mercredi 12 juillet 2006.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) Josette Tits. (30767)

Par jugement du 23 mai 2006, le tribunal de commerce de Liège, a prononcé la clôture de la faillite de Mme Christelle Geuns, par liquidation d'actif, faillite déclarée par jugement du 3 novembre 2003. La faillie a été déclarée excusable. Le curateur désigné était Me Victor Hissel, avocat, rue Duvivier 26, à 4000 Liège.

(Signé) V. Hissel, curateur. (30768)

Par jugement du 23 mai 2006, le tribunal de commerce de Liège, a déclaré close, par liquidation, la faillite de la SPRL Guymare, ayant son siège social rue Delvaux 58/2, à 4430 Ans (BCE 0427.623.906), faillite prononcée par jugement du 23 novembre 2001.

En application de l'article 81 de la loi sur les faillites, la SPRL Guymare a été déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Claude Philippart de Foy. (30769)

Handelsgericht Eupen

Betrifft: Konkursabschluss Herrn Mendez, José, geboren am 8. Januar 1964 in Valle-de-Abdalagis (E), wohnhaft rue de la Liberté 42, in 4040 Herstal, Handel treibend unter der Bezeichnung «Mendez Office», von November 2003 bis Juni 2004, avenue Rogier 14, in 4000 Lüttich, und seit dem An der Dell 1, in 4780 Sankt Vith, eingetragen in der ZUD unter der Nummer 0860.849.363.

Durch Urteil vom 18. Mai 2006 hat das Handelsgericht den Konkurs wegen Liquidation abgeschlossen und den Konkurschuldner für entschuldbar erklärt.

Für gleichlautenden Auszug: der hauptbeig. Greffier, (Gez.) D. Wetzels. (30770)

Tribunal de commerce d'Eupen

Concerne : clôture de faillie Mendez, José, né le 8 janvier 1964 à Valle-de-Abdalagis (E), domicilié rue de la Liberté 42, à 4040 Herstal, faisant le commerce sous la dénomination «Mendez Office» de novembre 2003 à Juin 2004, avenue Rogier 14, à 4000 Liège, et depuis lors An der Dell 1, à 4780 Saint-Vith, inscrit sous le n° d'entreprise 0860.849.363.

Par jugement du 18 mai 2006, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite préqualifiée close par liquidation et déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) D. Wetzels. (30770)

Handelsgericht Eupen

Betrifft: Konkursabschluss Frau Vogel, Erika, geboren am 7. Juni 1962 in Udenbreth (D), wohnhaft Weiherstrasse 25, in 4780 Sankt Vith, Handel treibend Kaiserbaracke Recht, in 4780 Sankt Vith, eingetragen in der ZUD unter der Nummer 0755.219.036.

Durch Urteil vom 18. Mai 2006 hat das Handelsgericht den Konkurs wegen unzureichender Aktiva abgeschlossen und die Konkurschuldnerin für entschuldbar erklärt.

Für gleichlautenden Auszug: der hauptbeig. Greffier, (Gez.) D. Wetzels. (30771)

Tribunal de commerce d'Eupen

Concerne : clôture de faillie Vogel, Erika, née le 7 juin 1962 à Udenbreth (Allemagne), domiciliée Weiherstrasse 25, à 4780 Saint-Vith, faisant le commerce Kaiserbaracke Recht, à 478 Saint-Vith, inscrite sous le n° d'entreprise 0755.219.036.

Par jugement du 18 mai 2006, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite préqualifiée close par liquidation et déclaré la faillie excusable.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) D. Wetzels. (30771)

Handelsgericht Eupen

Betrifft: Konkursabschluss PGmbH Transport Larue frères, mit dem Gesellschaftssitz in 4710 Lontzen, rue Mitoyenne 120, eingetragen in der ZUD unter der Nummer 0402.463.985.

Durch Urteil vom 4. Mai 2006 hat das Handelsgericht den Konkursabschluß wegen Liquidation erklärt.

Liquidatore (gemäss Artikel 185 des Gesetzbuches über Gesellschaften) : Herr Larue, Leonard, geboren am 9. Juli 1945, mit letztbekannter Anschrift rue Mitoyenne 120, in 4710 Lontzen, und Herr Larue, Joseph, geboren am 25. August 1944, mit letztbekannter Anschrift allée Verte 66, in 4840 Welkenraedt.

Für gleichlautenden Auszug, der hauptbeig. Greffier, (gez.) D. Wetzels. (30772)

Tribunal de commerce d'Eupen

Concerne : clôture de faillite PGmbH Transport Larue frères, ayant son siège social à 4710 Lontzen, rue Mitoyenne 120, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0402.463.985.

Par jugement du 4 mai 2006, le tribunal de commerce d'Eupen a clôturé la faillite préqualifiée close par liquidation.

Liquidateurs (conformément à l'article 185 du Code des sociétés) : M. Larue, Leonard, né le 9 juillet 1945, domicilié rue Mitoyenne 120, à 4710 Lontzen, et M. Larue, Joseph, né le 25 août 1944, domicilié allée Verte 66, à 4840 Welkenraedt.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) D. Wetzels. (30772)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Soap Star BVBA, Waterstraat 33, 2970 Schilde, detailhandel in cosmetica en toiletartikelen, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0866.323.232.

Curator : Mr. Brems, Patrick, Marktplaats 7, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30815)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Ysebie Didier BVBA, Pijlstraat 4, 2060 Antwerpen-6, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0870.773.156.

Curator : Mr. Bergmans, Jan, Eikenstraat 80, 2840 Rumst.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30816)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Nuijten, Sara, geboren te Borgerhout op 17 oktober 1979, wonende te 2100 Deurne, Van de Wielelei 233-235, en handeldrijvende te 2530 Boechout, Alexander Franckstraat 4, onder de benaming « Cada Del Sol », lichaamsverzorging, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0863.464.207.

Curator : Mr. Aernaudts, Linda, Frankrijklei 37, bus 12, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30817)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Fotogravure Pieter Pauwel Rubens NV, Liersesteenweg 237, 2547 Lint, uitgeverijen, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0413.832.583.

Curator : Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30818)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Parallax Communications NV, Liersesteenweg 237, 2547 Lint, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0447.789.513.

Curator : Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30819)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Adfrytising NV, Liersesteenweg 237, 2547 Lint, publiciteitsagentschappen, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0426.981.726.

Curator : Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30820)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Minitax BVBA, Sint-Bernardsesteenweg 343, 2660 Hoboken (Antwerpen), exploitatie van taxi's, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0472.835.408.

Curator : Mr. Dejosse, Wim, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30821)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Fire Protection BVBA, Ijskelderstraat 12, bus 4, 2660 Hoboken (Antwerpen), gespecialiseerde detailhandel in artikelen, andere dan voedingsmiddelen, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0473.145.115.

Curator : Mr. Van Passel, Marc, Frankrijklei 146, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30822)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is June De Teran BVBA, Mechelsesteenweg 334, 2650 Edegem, groothandel in kleding, kledingtoebehoren en bont-artikelen, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0867.651.241.

Curator : Mr. De Leur, Karen, Du Chastellei 45, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30823)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Martens, Nico Maria, geboren te Berchem op 23 oktober 1970, wonende te 2640 Mortsels, Deurneleitje 10, volgens eigen verklaring gevestigd te 2640 Mortsels, Deurneleitje 10, doch volgens KBO met vestigingseenheid te 2290 Vorselaar, Kabiensstraat 12, loodgieterswerk, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0701.520.925.

Curator : Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30824)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Agero BVBA, Oostmalsebaan 1C/3, 2960 Brecht, elektrische installatie, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0477.716.288.

Curator : Mr. Van Orshaegen, Dirk, Kontichsesteenweg 86, 2630 Aartselaar.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30825)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Diffworks BVBA, De Bosschaertstraat 255, 2020 Antwerpen-2, restaurants van het traditionele type, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0475.944.752.

Curator : Mr. Van Steenwinkel, Johan, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30826)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Woonburo BVBA, Van Aerdtstraat 5, 2060 Antwerpen-6, handel in onroerend goed, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0478.149.325.

Curator : Mr. Van Raemdonck, Marc, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30827)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Govaerts, Benny, geboren te Leuven op 10 augustus 1967, van beroep schrijnwerker, wonende te 2530 Boechout, Vlaamse Gaaistraat 24, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0767.199.922.

Curator : Mr. Van Moorleghe, Stephanie, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30828)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Van Mierlo, Tilly, geboren te Borgerhout op 25 november 1980, wonende te 2100 Deurne, Van Erstenstraat 83, fastfoodzaken, snackbars en frituren, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0627.596.334.

Curator : Mr. Van Mechelen, Francis, Mechelsesteenweg 136, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30829)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is 'T Perron CVBA, Lange Noordstraat 33, 2000 Antwerpen-1, cafés, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0436.997.470.

Curator : Mr. Van Kildonck, Karel, Belgiëlei 196, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30830)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is J.M.K. Consulting BVBA, Lange Noordstraat 9, 2000 Antwerpen-1, de aankoop, verkoop en vertegenwoordiging in groothandel in het domein van de confectie en de accessoires, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0861.414.735.

Curator : Mr. Van Ingelghem, Daniel, Vrijheidstraat 30-32/14, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30831)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Sanco Int. Trading BVBA, Sint-Jacobsmarkt 97, 2000 Antwerpen-1, niet gespecialiseerde groothandel in voedings- en genotmiddelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0479.929.868.

Curator : Mr. Van Impe, Bruno, Generaal Slingeneyerlaan 107, 2100 Deurne (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30832)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Kriva Europ NV, Turnhoutsebaan 594, 2110 Wijnegem, technische studiën en ingenieursactiviteiten, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0466.895.147.

Curator : Mr. Van Goethem, Inge, Verdussenstraat 29, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30833)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Van Agtmael, Magda Anna Petronella, geboren te Essen op 4 mei 1945, wonende en handeldrijvende te 2910 Essen, Nieuwstraat (c) 108/1, handeldrijvende onder de benaming Bierhandel Baetens, detailhandel in alcoholische en andere dranken, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0516.041.681.

Curator : Mr. Van Doosselaere, Thierry, Lange Gasthuisstraat 27, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30834)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is East Continental ' Partners BVBA, in het kort E.C. ' Partners, Herentalsebaan 164, 2100 Deurne (Antwerpen), kantines, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0470.322.217.

Curator : Mr. Van Der Hofstadt, Serge, Jan Van Rijswijcklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30835)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Vulcan Fibre Systems NV, in het kort : « VFS », Belgiëlei 172, 2018 Antwerpen-1, de groot- en/of kleinhandel in producten van de kunststof en de keramische nijverheid in de glasnijverheid, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0454.471.130.

Curator : Mr. Vandendriessche, Geert, Karel Oomsstraat 22, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Neerlegging van het eerste proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 juli 2006, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Bolivarplaats 20, 2000 Antwerpen.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen (artikel 72bis en artikel 72ter Fail.W.).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30836)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Sun Art BVBA, in vereffening, Prekersstraat 44, 2000 Antwerpen-1, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0462.188.865.

Vereffenaar : Mr. I. Mertens, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30837)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Antwerp Rent BVBA, in vereffening, 7e Olympiade-laan 66, 2020 Antwerpen-2, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0446.954.224.

Vereffenaar : Mr. A. Van Den Cloot, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30838)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 juni 2006, is Eduard Van Nespen en Partners BVBA, in vereffening, Bund 37, 2180 Ekeren (Antwerpen), op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0425.712.115.

Vereffenaar : Mr. I. Mertens, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 1 juni 2006.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (30839)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, d.d. 31 mei 2006, werd, bij dagvaarding, failliet verklaard Damman, Carine, Vlasgaardstraat 20, te 8870 Izegem, geboren op 17 mei 1965, niet- gespecialiseerde detailhandel in algemene voedingsmiddelen (verkoopsoppervlakte minder dan 100 m²); cafés; uitzendkoks en verzorgen van feesten en recepties.

Ondernemingsnummer 0523.768.524.

Rechter-commissaris : Deceuninck, Arnold.

Curator : Mr. De Frene, Els, A. Pevernagestraat 105, 8530 Harelbeke.

Datum van de staking van betaling : 31 mei 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Nazicht van de schuldvorderingen : 2 augustus 2006, te 10 u. 30 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

Belangrijk bericht aan de belanghebbenden : om in voorkomend geval te kunnen genieten van de bevrijding waarvan sprake is in art. 73 of in art. 80 van de Faillissementswet, moeten de natuurlijke personen die zich kosteloos persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde, ter griffie van de rechtbank van koophandel een verklaring neerleggen die hun identiteit, hun beroep en hun woonplaats vermeldt en waarin zij bevestigen dat hun verbintenis niet in verhouding met hun inkomsten en hun patrimonium is, en waarbij de stukken zijn gevoegd zoals bepaald is in art. 72ter van de Faillissementswet.

De griffier : (get.) Ch. Busschaert (Pro deo) (30840)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, d.d. 31 mei 2006, werd, bij dagvaarding, failliet verklaard Develter, Carina, Meerlaanstraat 5, te 8760 Meulebeke, geboren op 11 december 1951, detailhandel in antiquiteiten; detailhandel in tweedehandsgoederen; cafés.

Ondernemingsnummer 0676.175.122.

Rechter-commissaris : Deceuninck, Arnold.

Curator : Mr. Huysentruyt, Jonathan, President Kennedypark 26A, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 31 mei 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Nazicht van de schuldvorderingen : 2 augustus 2006, te 10 uur, zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

Belangrijk bericht aan de belanghebbenden : om in voorkomend geval te kunnen genieten van de bevrijding waarvan sprake is in art. 73 of in art. 80 van de Faillissementswet, moeten de natuurlijke personen die zich kosteloos persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde, ter griffie van de rechtbank van koophandel een verklaring neerleggen die hun identiteit, hun beroep en hun woonplaats vermeldt en waarin zij bevestigen dat hun verbintenis niet in verhouding met hun inkomsten en hun patrimonium is, en waarbij de stukken zijn gevoegd zoals bepaald is in art. 72ter van de Faillissementswet.

De griffier : (get.) Ch. Busschaert (Pro deo) (30841)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, d.d. 31 mei 2006, werd, bij dagvaarding, failliet verklaard Sint-Arnoldus BVBA, Westdorp 2, te 8573 Tiegem, restaurants van het traditionele type.

Ondernemingsnummer 0453.314.949.

Rechter-commissaris : Deceuninck, Arnold.

Curator : Mr. Huysentruyt, Jonathan, President Kennedypark 26A, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 31 mei 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juni 2006.

Nazicht van de schuldvorderingen : 2 augustus 2006, te 10 u. 15 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

Belangrijk bericht aan de belanghebbenden : om in voorkomend geval te kunnen genieten van de bevrijding waarvan sprake is in art. 73 of in art. 80 van de Faillissementswet, moeten de natuurlijke personen die zich kosteloos persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde, ter griffie van de rechtbank van koophandel een verklaring neerleggen die hun identiteit, hun beroep en hun woonplaats vermeldt en waarin zij bevestigen dat hun verbintenis niet in verhouding met hun inkomsten en hun patrimonium is, en waarbij de stukken zijn gevoegd zoals bepaald is in art. 72ter van de Faillissementswet.

De griffier : (get.) Ch. Busschaert (Pro deo) (30842)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, buitengewone zitting vijfde kamer, d.d. 1 juni 2006, werd, op bekentenis, failliet verklaard Halex Activity BVBA, Munkendoornstraat 4, te 8500 Kortrijk, café-restaurant.

Ondernemingsnummer 0864.822.603.

Rechter-commissaris : Deleu, Gabriel.

Curator : Mr. Arslijder, Wim, Keukeldam 56, 8790 Waregem.

Datum van de staking van betaling : 31 mei 2006.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 28 juni 2006.

Nazicht van de schuldvorderingen : 19 juli 2006, te 10 uur, zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

Belangrijk bericht aan de belanghebbenden : om in voorkomend geval te kunnen genieten van de bevrijding waarvan sprake is in art. 73 of in art. 80 van de Faillissementswet, moeten de natuurlijke personen

die zich kosteloos persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde, ter griffie van de rechtbank van koophandel een verklaring neerleggen die hun identiteit, hun beroep en hun woonplaats vermeldt en waarin zij bevestigen dat hun verbintenis niet in verhouding met hun inkomsten en hun patrimonium is, en waarbij de stukken zijn gevoegd zoals bepaald is in art. 72^{ter} van de Faillissementswet.

De griffier : (get.) Ch. Busschaert (Pro deo) (30843)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 1 juni 2006, werd BVBA N & N, met ondernemingsnummer 0476.756.582, met zetel te 3020 Herent, Schoolstraat 13, met als activiteit taverne, in staat van faillissement verklaard.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} Faill. W.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Rechter-commissaris : de heer C. Plingers.

Staking van de betalingen : 1 juni 2006.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 23 juni 2006 ter griffie dezer rechtbank.

Uiterste datum voor neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 4 juli 2006.

De hoofdgriffier : (get.) M. Plevoets. (30844)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 1 juni 2006, werd BVBA Zanzibar, met ondernemingsnummer 0479.542.660, met als handelsbenaming « Salud », met zetel te 3020 Herent, Omleiding 9, met als activiteit café, in staat van faillissement verklaard.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} Faill. W.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Rechter-commissaris : de heer C. Plingers.

Staking van de betalingen : 1 juni 2006.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 23 juni 2006 ter griffie dezer rechtbank.

Uiterste datum voor neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 4 juli 2006.

De hoofdgriffier : (get.) M. Plevoets. (30845)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 1 juni 2006, werd Sonatrucking BVBA, met ondernemingsnummer 0454.622.172, met zetel te 3200 Aarschot, Vlietstraat 10/1, met als activiteit goederenvervoer over de weg, in staat van faillissement verklaard.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} Faill. W.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Rechter-commissaris : de heer C. Plingers.

Staking van de betalingen : 1 juni 2006.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 23 juni 2006 ter griffie dezer rechtbank.

Uiterste datum voor neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 4 juli 2006.

De hoofdgriffier : (get.) M. Plevoets. (30846)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 1 juni 2006, werd Platteborze, Etienne Pierre Françoise Jean, geboren op 24 februari 1952, met ondernemingsnummer 0639.266.721, wonende te 3010 Leuven (Kessel-Lo), Overwinningstraat 6, met als activiteit dakwerker, in staat van faillissement verklaard.

De personen die zich persoonlijk zeker hebben gesteld voor de gefailleerde (onder meer de borgen van de gefailleerde), kunnen hiervan ter griffie een verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 72^{ter} Faill. W.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Rechter-commissaris : de heer C. Plingers.

Staking van de betalingen : 1 juni 2006.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 23 juni 2006 ter griffie dezer rechtbank.

Uiterste datum voor neerlegging van het eerste proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 4 juli 2006.

De hoofdgriffier : (get.) M. Plevoets. (30847)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Bij verzoekschrift, d.d. 12 mei 2006, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, hebben de heer Stevens, Jozef Eduard Maria, geboren te Lier op 4 mei 1949, en Mevr. Mariën, Jacqueline Constantia Alfonsina, geboren te Bonheiden op 2 juni 1951, samenwonende te 2500 Lier, Lintsesteenweg 79, verzocht om homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, ingevolge akte verleden voor notaris Dirk Luyten, te Mechelen, op 12 mei 2006, inhoudende de inbreng van roerende goederen door de heer Stevens in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers : (get.) Dirk Luyten, notaris. (30773)

Uit een verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Tongeren, in datum van 18 mei 2006, blijkt dat de heer Motten, Pierre Joseph Anna, geboren te Mopertingen op 26 maart 1957, en zijn echtgenote, Mevr. Nassen, Josette Victoire Maria, geboren te Diepenbeek op 23 september 1957, wonende te 3590 Diepenbeek, Steenweg 64, de homologatie gevraagd hebben van de akte verleden voor notaris Stefan D'Huys, te Kortesse, op 19 april 2006, waarbij hun huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd in die zin dat Mevr. Nassen, Josette, een onroerend goed uit haar eigen vermogen inbrengt in de huwelijksgemeenschap.

Kortesse, 2 juni 2006.

Voor de verzoekers : (get.) Stefan D'Huys, notaris. (30774)

Uit een verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Tongeren, in datum van 24 mei 2006, blijkt dat de heer Thys, Guido Leon Valentin, geboren te Sint-Truiden op 19 november 1966, en zijn echtgenote, Mevr. Tits, Sandra Elisabeth Marcella, geboren te Tongeren op 19 december 1970, samenwonende te 3800 Sint-Truiden (Zepperen), Gippershovenstraat 35, de homologatie gevraagd hebben van de akte verleden voor notaris Stefan D'Huys, te Kortesse, op 31 maart 2006, waarbij hun huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd in die zin dat de heer Thys, Guido, een onroerend goed uit zijn eigen vermogen inbrengt in de huwelijksgemeenschap.

Kortesse, 2 juni 2006.

Voor de verzoekers : (get.) Stefan D'Huys, notaris. (30775)

Bij verzoekschrift van 22 mei 2006, hebben de heer Merckx, André René Louis, gepensioneerde, geboren te Leuven op 20 december 1945, en zijn echtgenote, Mevr. Daems, Christiane Maria Arthur Andrée, laborante, geboren te Aarschot op 30 december 1947, samenwonende te Aarschot, Langdorpsesteenweg 123, de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, om homologatie verzocht van de akte verleden voor Dirk Michiels, geassocieerde notaris te Aarschot op 22 mei 2006, waarbij het stelsel van de gemeenschap van aanwinsten werd behouden, doch met

inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen alsmede de toevoeging van een keuzebeding inzake de toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen bij overlijden.

Voor verzoekers : (get.) Dirk Michiels, geassocieerde notaris. (30776)

Bij verzoekschrift van 17 mei 2006, hebben de echtgenoten François De Win-Goolaerts Jacqueline, wonende te 1981 Hofstade (Zemst), Steppeke 69, oorspronkelijk gehuwd onder het wettelijk stelsel met huwelijkscontract, verleden voor notaris Pierre Ackerman, te Zemst, op 24 mei 1969, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, homologatie gevraagd van de akte verleden voor Arnout Schotsmans, geassocieerd notaris te Mechelen, op 17 mei 2006, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel. Het stelsel zelf bleef behouden, doch uitgebreid met een onroerend goed, persoonlijk toebehorende aan de heer François De Win.

(Get.) A. Schotsmans, notaris. (30777)

Bij verzoekschrift van 12 mei 2006, hebben de heer Noël Odiel Cloet, geboren te Meulebeke op 2 juni 1937, en zijn echtgenote, Mevr. Marie Cecile Pollet, geboren te Roeselare op 17 april 1949, wonende te 8760 Meulebeke, Bruggesteinweg 64, voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, een aanvraag ingediend tot homologatie van een akte verleden voor notaris Jean Pierre Lesage, te Hooghele, op 12 mei 2006, waarin ze hun huwelijksstelsel in die zin hebben gewijzigd dat de heer Noël Cloet een onroerend goed heeft ingebracht in de huwgemeenschap.

Voor de verzoekers : (get.) J.P. Lesage, notaris. (30778)

Bij verzoekschrift van 11 mei 2006, hebben de heer Jozef Hendrik Karel Debaeke, geboren te Handzame op 3 maart 1930, en zijn echtgenote, Mevr. Cecile Laura Maria Verecke, geboren te Handzame op 22 januari 1931, samenwonende te 8800 Roeselare, Hooghelesteenweg 294, voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, een aanvraag ingediend tot homologatie van akten verleden voor notaris Jean Pierre Lesage, te Hooghele, op 11 mei 2006, waarin ze hun huwelijksstelsel in die zin hebben gewijzigd dat ze hun huwelijksstelsel, zijnde het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Louis Desagheer, destijds te Lichtervelde, op 9 september 1955, vervangen hebben door een stelsel van scheiding van goederen.

Voor de verzoekers : (get.) J.P. Lesage, notaris. (30779)

Bij verzoekschrift neergelegd op 27 maart 2006 hebben de heer Goovaerts, Gerard Mélanie Joseph, en zijn echtgenote, Mevr. Devos, Aline Elvire Emilienne, samenwonende te 3080 Tervuren, IJzerstraat 24, gehuwd onder het wettelijk stelsel van de gemeenschap van goederen, bij ontstentenis van huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Michel Olemans, te Brakel, ter vervanging van notaris Eric Goedertier, te Zottegem, wettelijk belet, op 14 februari 2006, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel van de gemeenschap van goederen en de overdracht door Mevr. Devos, Aline, van haar eigen onroerende goederen te Tervuren (Duisburg), IJzerstraat 24 en 26, en te Overijse, naar het gemeenschappelijk vermogen Goovaerts-Devos.

Voor de echtgenoten Goovaerts, Gerard-Devos, Aline : (get.) Eric Goedertier, notaris. (30780)

Bij vonnis gewezen door de tweede kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 29 mei 2006, werd de akte verleden voor notaris Stefan Smets, te Glabbeek, op 20 december 2005, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Bonne, Paulus Ghislain - soms ook « Ghilain » geschreven - Alfons, geboren te Geetbets op 23 mei 1947, en zijn echtgenote, Mevr. Arnaerts, Anita Maria Louisa, geboren te Leuven op 25 mei 1953, samenwonende te Kortenen, afdeling Waanrode, Blijstraat 52, gehomologeerd.

(Get.) Stefan Smets, notaris. (30781)

Bij verzoekschrift van 28 april 2005, neergelegd ter griffie van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, hebben de echtgenoten Anno, Frederiek Guy Michel-Bostyn, Ellen, samenwonende te Oudenaarde, Molenstraat 60, de homologatie gevraagd van het contract houdende wijziging van hun huwelijkscontract, verleden voor notaris Eeman, Joost, te Gent, op 28 april 2006, en meer bepaald houdende de inbreng van een onroerend goed in de gemeenschap door Mevr. Bostyn, Ellen.

(Get.) J. Eeman, notaris. (30782)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, de dato 19 april 2006, werd gehomologeerd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Paul De Man, te Geraardsbergen, op 17 oktober 2005, tussen de heer Cieters, Gustaaf, geboren te Schendelbeke op 2 mei 1928, en zijn echtgenote, Mevr. Kiekens, Lucienne Philomene, geboren te Schendelbeke op 30 oktober 1934, wonende te Ninove, Wilderstraat 87. In deze akte bleef de wijziging beperkt tot de inbreng van onroerend goed door Mevr. Kiekens, Lucienne, in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) P. De Man, notaris. (30783)

Bij verzoekschrift, d.d. 17 mei 2006, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, hebben de heer Jans, Joseph Harie Clement, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Haenen, Augusta Clemence, huisvrouw, samenwonende te 3510 Hasselt (Kermt), Begoniastraat 10, de homologatie aangevraagd van de akte verleden voor notaris Marc Jansen, ter standplaats Kermt, op 17 mei 2006, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een eigen onroerend goed door de heer Jans, Joseph, in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Marc Jansen, notaris. (30784)

Volgens vonnis uitgesproken op 3 april 2006, door de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Jespers, Willy, geboren te Turnhout op 24 januari 1948, en Mevr. Van Hoeck, Anita, geboren te Mortsel op 23 januari 1950, samenwonende te 3090 Overijse, Veldlaan 23, verleden voor notaris Maryelle Van den Moortel, te Overijse, op 7 november 2005, gehomologeerd.

Voor gelijkkluidend uittreksel : (get.) Maryelle Van den Moortel, notaris. (30785)

Bij verzoekschrift van 22 mei 2006 hebben de echtgenoten de heer De Weyer, Guy Joseph, geboren te Oudergem op 25 augustus 1952, en Mevr. Vanderlinden, Rita Maria Emilie, geboren te Leuven op 12 september 1949, samenwonende te 1560 Hoeilaart, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Maryelle Van den Moortel, te Overijse, op 22 mei 2006.

De echtgenoten zijn thans gehuwd onder het wettelijk stelsel, zonder voorafgaandelijk een huwelijkscontract te hebben laten opmaken.

Via de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel heeft de heer De Weyer, volgend onroerend goed, dat hem persoonlijk toebehoort, in gemeenschap gebracht :

Gemeente Hoeilaart, voorheen gemeente Hoeilaart.

Een woning met tuin gelegen Edgard Sohiestraat 38 en +38, gekadastreerd wijk B, nummers 168/L/2 en 168/M/2, met een oppervlakte van acht aren drieëntwintig centiareen.

Overijse, 2 juni 2006.

(Get.) M. Van den Moortel, notaris. (30786)

Bij verzoekschrift van 8 mei 2006 hebben de heer Vercammen, Kris Joannes Theophiel, geboren te Turnhout op 29 januari 1971, en zijn echtgenote, Mevr. Van Peel, Carin Eugénie Karel, geboren te Turnhout op 12 november 1974, samenwonende te Kasterlee, afdeling Tielen, Stationsplein 1, gehuwd onder het beheer van het wettelijk stelsel bij gebreke aan huwelijkscontract, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Michel Nolens, te Lille, op 8 mei 2006, waarbij Mevr. Van Peel, Carin, een inbreng doet van toekomstige onroerende goederen.

Voor de verzoekers : (get.) Michel Nolens, notaris. (30787)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, derde burgerlijke kamer, van 30 maart 2006, werd de akte verleden voor notaris Philippe De Keukelaere, te Eeklo, de dato 21 december 2005, houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel, enkel door inbreng van eigen onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen en inlassing van een keuzebeding houdende de toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen, tussen de heer en Mevr. Baude-wijn Jules Alfons Rachel Edward Wulfrancke-Edith Emelie Leonie Termote, samenwonend te 9981 Sint-Laureins (Sint-Margriete), Sint-Margrietepolder (STM) 1, gehomologeerd.

Voor de echtgenoten Wulfrancke-Termote : (get.) Philippe De Keukelaere, notaris. (30788)

Bij verzoekschrift van 30 mei 2006 hebben de heer De Baets, Piet Marie Huibrecht Andre, geboren te Eeklo op 27 juni 1953, en zijn echtgenote, Mevr. De Baets, Kristine Simonne Denise Georgine Julia, geboren te Eeklo op 23 mei 1952, samenwonend te Eeklo, Hoge Bosstraat 101, gehuwd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de stad Eeklo op 12 augustus 1983, onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Jozef Dauwe, te Eeklo, op 9 augustus 1983, niet gewijzigd tot op heden zo zij verklaren, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent, de homologatie aangevraagd van de akte verleden, voor Frank Desmet, notaris te Eeklo, op 9 mei 2006, geregistreerd en houdende wijziging van hun huidig huwelijksstelsel.

Dat zij hun thans bestaande wettelijk stelsel wensen te behouden doch dat Mevr. De Baets, Kristine, eigenares is van een eigen onroerend goed, gelegen te Eeklo, Hoge Bosstraat 101, en dit onroerend goed wenst in te brengen in de gemeenschap, en dat de echtgenoten een overlevingsbeding wensen toe te voegen aan hun huidig huwelijksstelsel.

Eeklo, 30 mei 2006.

Namens de echtgenoten Piet De Baets-De Baets, Kristine, (get.) Frank Desmet, notaris. (30789)

Bij verzoekschrift van 29 mei 2006 hebben de heer Van Hoorebeke, Eric Samuel Judith, geboren te Eeklo op 2 maart 1961, en zijn echtgenote, Mevr. De Walsche, Christine Germaine Monique, geboren te Gent op 1 januari 1966, samenwonende te 9900 Eeklo, Vrouwestraat 23, gehuwd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de stad Eeklo op 19 augustus 1989, onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan geschreven huwelijksvoorwaarden, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent, de homologatie aangevraagd van de akte verleden, voor Frank Desmet, notaris, te Eeklo, op 10 mei 2006, geregistreerd en houdende wijziging van hun huidig huwelijksstelsel door de inbreng door de heer Eric Van Hoorebeke en Mevr. Christine De Walsche, beiden voornoemd, onverdeelde eigenaars zijn van een eigen onroerend goed, in hierna

volgende verhouding Mevr. De Walsche, Christine, voor drie vierde (3/4) onverdeelde volle eigendom en de heer Eric Van Hoorebeke voor één vierde (1/4) volle eigendom, en de inlassing van een keuzebeding van toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende bij de ontbinding van het huwelijk door overlijden.

Eeklo, 2 juni 2006.

Namens de echtgenoten Van Hoorebeke-De Walsche : (get.) Frank Desmet, notaris. (30790)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van 24 mei 2006, werd de akte van 16 februari 2006, verleden voor notaris Filip Segers, te Weelde, gemeente Ravels, inhoudende wijziging van huwelijksvoorwaarden tussen de heer Goewie Edwin Jeanne Joannes en Mevr. Borghs, Heidi Joanna Louisa, wonende te Turnhout, Kwakkelstraat 117, gehomologeerd. Deze wijziging betrof inbreng door de heer Goewie, Edwin, van volgende onroerende goederen :

1. Onder Turnhout, tweede afdeling.

Woning op en met grond gelegen Kwakkelstraat 117, volgens titel en thans ten kadaster gekend wijk N, nummer 83/W/2, telkens met een oppervlakte van één are zeventig centiareen.

2. Onder Oud-Turnhout, derde afdeling.

Perceel bouwgrond, volgens titel en thans ten kadaster gekend wijk I, nummer 4/P/3, telkens met een oppervlakte van zes aren eenenzeventig centiareen.

Voor de verzoekers : de echtgenoten Goewie-Borghs, (get.) Filip Segers, notaris. (30791)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van 24 mei 2006, werd de akte van 14 december 2005, verleden voor notaris Filip Segers, te Weelde, gemeente Ravels, inhoudende wijziging van huwelijksvoorwaarden tussen de heer De Bont, Franciscus Adrianus Cornelia, en Mevr. Bezems, Johanna Catharina Maria, wonende te Baarle-Hertog, Oosteinde 8A, gehomologeerd. Deze wijziging betrof inbreng van volgende onroerende goederen door de heer De Bont :

drie/achtentwintigste aandelen in volle eigendom eigendom in nagenoemde onroerende goederen :

1. Onder Baarle-Hertog, eerste afdeling.

Perceel landbouwgrond, ten kadaster gekend wijk C, nummer 135/E en nummer 135/X/deel, met een totale oppervlakte van zeventig aren achttien centiareen (70 a 18 ca), alles zoals is aangeduid en afgebeeld onder lot C van het plan, opgesteld door het Landmeetkundig Bureau Terheide BVBA, te Poppel, gemeente Ravels dat gehecht is aan de akte van aankoop door de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Aanstede », verleden voor notaris Segers, op 14 december 2005.

drie/achtentwintigste aandelen in blote eigendom in nagenoemd onroerend goed :

2. Onder Baarle-Hertog, eerste afdeling.

Perceel landbouwgrond, ten kadaster gekend wijk C nummer 135/X/deel, groot bij restant vier aren tweeëndertig centiareen (4 a 32 ca).

negentien/achtentwintigste aandelen in volle eigendom in nagenoemd onroerend goed :

3. Onder Baarle-Hertog, eerste afdeling.

Perceel landbouwgrond, ten kadaster gekend wijk C, nummer 135/X/deel, met een oppervlakte van eenenveertig centiares (41 ca), alles zoals is aangeduid en afgebeeld onder lot 11 A van het plan, opgesteld door het Landmeetkundig Bureau Terheide BVBA te Poppel, gemeente Ravels, dat gehecht is aan de verkavelingsakte, verleden voor notaris Segers, op 14 december 2005.

Voor de verzoekers : de echtgenoten De Bont-Bezems : (get.) Filip Segers, notaris. (30792)

Bij vonnis van 31 mei 2006, van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Hillewaere, Peter Herman Geert, geboren te Nieuwpoort op 18 april 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Coemelck, Dorine Carine Maria, geboren te Diksmuide op 15 maart 1961, beiden wonende te 8670 Koksijde, Nieuwe Ydelaan 48, gehomologeerd. Deze akte omvat overgang van het wettelijk stelsel naar een stelsel van scheiding van goederen.

Koksijde, 2 juni 2006.

(Get.) Peter De Baets, geassocieerd notaris. (30793)

Par requête en date du 30 mai 2006, les époux Damanti, Luigi, né à Charleroi le 28 juin 1961, et Di Vita, Maria, née à Auvelais le 8 décembre 1955, domiciliés à Fleurus (Wanfercée-Baulet), route de Namur 214, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Alain Beyens, résidant à Tamines, actuellement Sambreville, en date du 18 octobre 2005, consistant en apport par l'époux d'un bien immeuble propre au patrimoine commun.

(Signé) L. Damanti; M. Di Vita. (30794)

Par acte de mon ministère du 20 octobre 2005, enregistré au cinquième bureau d'enregistrement de Liège, le 24 octobre suivant, volume 119, folio 1, M. Knaepen, Ely Guillaume Théophile, né à Lantremange le 14 octobre 1946, et son épouse, Mme Mievis, Denise Andrée Lucienne, née à Pousset le 23 janvier 1948, demeurant et domiciliés à 4350 Remicourt (Pousset), rue Cardinale Mercier 23, ont déclaré vouloir garder intact leur régime matrimonial actuel, savoir, le régime légal de communauté, mais en faisant entrer dans la communauté, l'immeuble propre à Mme Mievis, étant un immeuble sis à Remicourt, rue du Cardinal Mercier 23.

Fait à Liège (Rocourt), le 31 mai 2006.

(Signé) P. Delmotte, notaire. (30795)

Par requête du 16 mai 2006, les époux M. Jaspars, Egidius Anna François Marie, chef d'entreprise, né à Heer (Pays-Bas) le 7 avril 1970, et son épouse, Mme Heusdens, Christine Huberte Marie-Louise, sans profession, née à Rocourt le 16 octobre 1968, domiciliés à Crisnée, rue de Favray 49, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Liège, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par Me Olivier Mahy, notaire à Oreye, le 16 mai 2006.

Le contrat modificatif comporte l'adoption d'un régime de séparation de biens pur et simple en lieu et place du régime légal belge.

Fait à Oreye, le 1^{er} juin 2006.

Pour les requérants, (signé) Olivier Mahy, notaire. (30796)

Aux termes d'un jugement rendu le 29 mai 2006, le tribunal de première instance de Liège a homologué le contrat modificatif du régime matrimonial entre M. Grard, Alain Henri Jules Yvon, né à Auderghem le 21 septembre 1951, et Mme Deloche, Catherine Marie Marthe, née à Ixelles le 31 juillet 1950, domiciliés à 4680 Oupeye, rue Grand'Cour 19, reçu par le notaire Christophe Declerck, à Herstal, le 31 janvier 2006.

Ce contrat modificatif emporte le maintien du régime légal de la communauté, mais avec apport dans le patrimoine commun de la nue-propiété d'un immeuble propre à Monsieur.

Herstal, le 1^{er} juin 2006.

(Signé) Chr. Declerck, notaire. (30797)

Par jugement du 8 mai 2006, le tribunal de première instance de Mons, a homologué l'acte modificatif de régime matrimonial reçu par le notaire Alain Aerts, à La Louvière, ex-Houdeng-Aimeries, le 4 novembre 2005, entre M. Clerbois, Nestor Augustin Emile, né à Thieu le 11 février 1924 (NN 24.02.11 091-97), et son épouse, Mme Moreels, Paula Zulma, née à Gavere le 15 mars 1926 (NN 26.03.15 090-27), domiciliés à 7110 La Louvière (Houdeng-Goegnies), rue de la Ronce 34.

L'acte prévoit l'apport par M. Nestor Clerbois, à la communauté d'une maison d'habitation à La Louvière, ex-Strépy-Bracquegnies, rue de Nivelles 105.

Pour les époux, (signé) Alain Aerts, notaire à La Louvière, ex-Houdeng-Aimeries. (30798)

Par jugement en date du 19 décembre 2005, le tribunal de première instance de Mons a homologué le contrat de mariage modificatif entre M. Tube, Paul Roger, né à Ville-sur-Haine le 24 octobre 1944, et son épouse, Mme Blondeau, Marie-France Ghislaine, née à Givry le 27 mai 1956, domiciliés ensemble à Quévy (ex-Givry), rue de Pâturages 88, dressé par le notaire Philippe Elleboudt, à Harveng, le 18 août 2004.

(Signé) Philippe Elleboudt, notaire à Harveng. (30799)

Par jugement en date du 21 décembre 2005, le tribunal de première instance de Mons a homologué le contrat modificatif du régime matrimonial de M. Dumont, Roland Albert Adelin, né à Jemappes le 12 juin 1949 (NN 49.06.12 095-34), et son épouse, Mme Rachart, Roselyne Hélène Maurice, née à Mons le 15 juillet 1953 (NN 53.07.15 078-52), domiciliés et demeurant ensemble à Mons (ex-Nouvelles), rue d'Asquillies 29, dressé par le notaire Philippe Elleboudt, à Harveng, le 10 juin 2005.

(Signé) Philippe Elleboudt, notaire à Harveng. (30800)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance rendue le 23 mai 2006, par M. le président du tribunal de première instance de Huy, Me Cécile Lannoy, avocat, dont le cabinet est sis à 4500 Huy, rue Emile Delperée 5, a été nommée curateur à la succession déclarée vacante de Mme Arlette Pacque, née à Liège le 31 mai 1933, domiciliée en dernier lieu à 4500 Huy, rue Poyoux-Sarts 29, et décédée à Huy le 1^{er} octobre 2003.

Les créanciers de la succession sont invités à faire leur déclaration de créance, par lettre recommandée, au curateur, dans les deux mois de la présente insertion.

Huy, le 31 mai 2006.

(Signé) Cécile Lannoy, avocat. (30801)

Par décision du 23 mai 2006, la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a désigné Me Marielle Gillis, avocat, juge suppléant, ayant son cabinet à 4000 Liège, rue Sainte-Véronique 20, en qualité de curateur à la succession réputée vacante de Van Brabant, Elisa Joséphine Georgette, née à Liège le 18 octobre 1914, divorcée de Frenken, Guillaume, en son vivant domiciliée à 4020 Liège, boulevard de la Constitution 2, résidant aux Cliniques de l'Ipal, site Valdor, rue Basse Wez 301, à 4020 Liège, décédée à Liège le 20 février 2002.

Les créanciers sont invités à prendre contact avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

(Signé) M. Gillis, avocat. (30802)

Bij beschikking, d.d. 30 mei 2006, van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk werd Mr. Sofie Vanden Bulcke, advocaat te 8500 Kortrijk, Koning Albertstraat 24, bus 1, aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Rossel, Paul Raymond, geboren te Menen op 3 juli 1936 en wonende te 8500 Kortrijk, Louis Pasteurlaan 39, en overleden te Kortrijk op 16 november 2005. De aangiftes van schuldvorderingen dienen binnen de drie maanden na huidige publicatie ten kantore van de curator aangegeven.

(Get.) Sofie Vanden Bulcke, advocaat. (30803)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 11 mei 2006, werd op vordering van de heer procureur des konings te Gent, advocaat Francis De Decker, kantoorhoudende te 9000 Gent, Steendam 77-79, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mathilde Françoise Kegels, geboren te Gent op 23 december 1931, in leven laatst wonende te 9050 Gent, Tuinwijk De Warande 39, en overleden te Merelbeke op 5 oktober 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Fabienne Fermont. (30804)

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 11 mei 2006, werd op vordering van de heer procureur des konings te Gent, advocaat Geertrui Deconinck, kantoorhoudende te 9930 Zomergem, Dekenijstraat 26, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Marc Michel Raymond Hulstaert, geboren te Gent op 22 mei 1952, in leven laatst wonende te Gent, Tussen Bermen 15, en overleden te Gent op 30 april 2004.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Fabienne Fermont. (30805)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis, in raadkamer uitgesproken op 30 mei 2006, door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Claessens, Sabrina, advocaat te 8370 Blankenberge, Tulpenstraat 9, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Vanslambrouck, Robert Leopold, geboren te Torhout op 17 juli 1940, destijds wonende te 8000 Brugge, Korte Riddersstraat 5/1, overleden te Brugge op 20 april 1997, op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 2 juni 2006.

De hoofdgriffier van de rechtbank: (get.) G. De Zutter. (30848)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Marnix De Bruyne, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen De Sutter, Carine Justine Caroline, geboren te Zottegem op 22 augustus 1957, laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, William Griffithstraat 11, en overleden te Antwerpen op 5 november 2005.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30849)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Inge Verschaeren, advocaat te 9220 Hamme, Sint-Jansstraat 27, bus 5, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen De Schryver, Kurt, geboren te Gent op 25 november 1971, laatst wonende te Kruikebe, Langestraat 86, en overleden te Kruikebe op 24 december 2004.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30850)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Greta Van Keer, advocaat te 9290 Berlare, Donkiaan 99/12, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Dauwe, René, geboren te Zele op 4 juni 1953, laatst wonende te 9240 Zele, Stokstraat 15/W002, en overleden te Zele op 30 november 2005.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30851)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Inge Verschaeren, advocaat te 9220 Hamme, Sint-Jansstraat 27 bus 5, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Gysel, Stephanica Julia Maria, geboren te Eksaarde op 25 februari 1895, laatst wonende te 9160 Lokeren, Polderstraat 2, en overleden te Lokeren op 9 augustus 1991.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30852)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Koenraad Van de Sijpe, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen De Lamper, Allan, geboren te Temse op 24 juli 1964, laatst wonende te 9150 Kruikebe, Burchstraat 10/1, en overleden te Antwerpen op 19 september 2002.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30853)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Reina Roggeman, advocaat te 9200 Dendermonde, Franz Courtensstraat 2, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Ruys, Thierry Prudent Henriette, geboren te Dendermonde op 4 januari 1961, laatst wonende te 9200 Dendermonde, Gasthuisstraat 165/A 000, en overleden te Dendermonde op 14 september 2005.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30854)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Sofie Vermeir, advocaat te 9112 Sinaai, Hulstbaan 27, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Waterschoot, Saskia Augusta Honore, geboren te Beveren op 24 juni 1974, laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Nieuwkerkenstraat 235, en overleden te Leuven op 23 maart 2005.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30855)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Kristof Callebaut, advocaat te 9300 Aalst, Leo de Béthunelaan 119, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Heireman, Frank, geboren te Aalst op 23 augustus 1954, laatst wonende te 9320 Aalst (Erembodegem), Brusselbaan 109, en overleden op 30 juni 2004.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30856)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 19 mei 2006, door de eerste kamer der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zitting houdende in burgerlijke zaken, dat Mr. Jos Coussement, advocaat te 9300 Aalst, Hoezekouterdreef 41, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Van Delsen, Alfons, geboren te Hillegem op 26 maart 1922, laatst wonende te 9300 Aalst, De Ridderstraat 19/9, en overleden te Aalst op 28 oktober 2005.

Dendermonde, 2 juni 2006.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Annemie Willems. (30857)